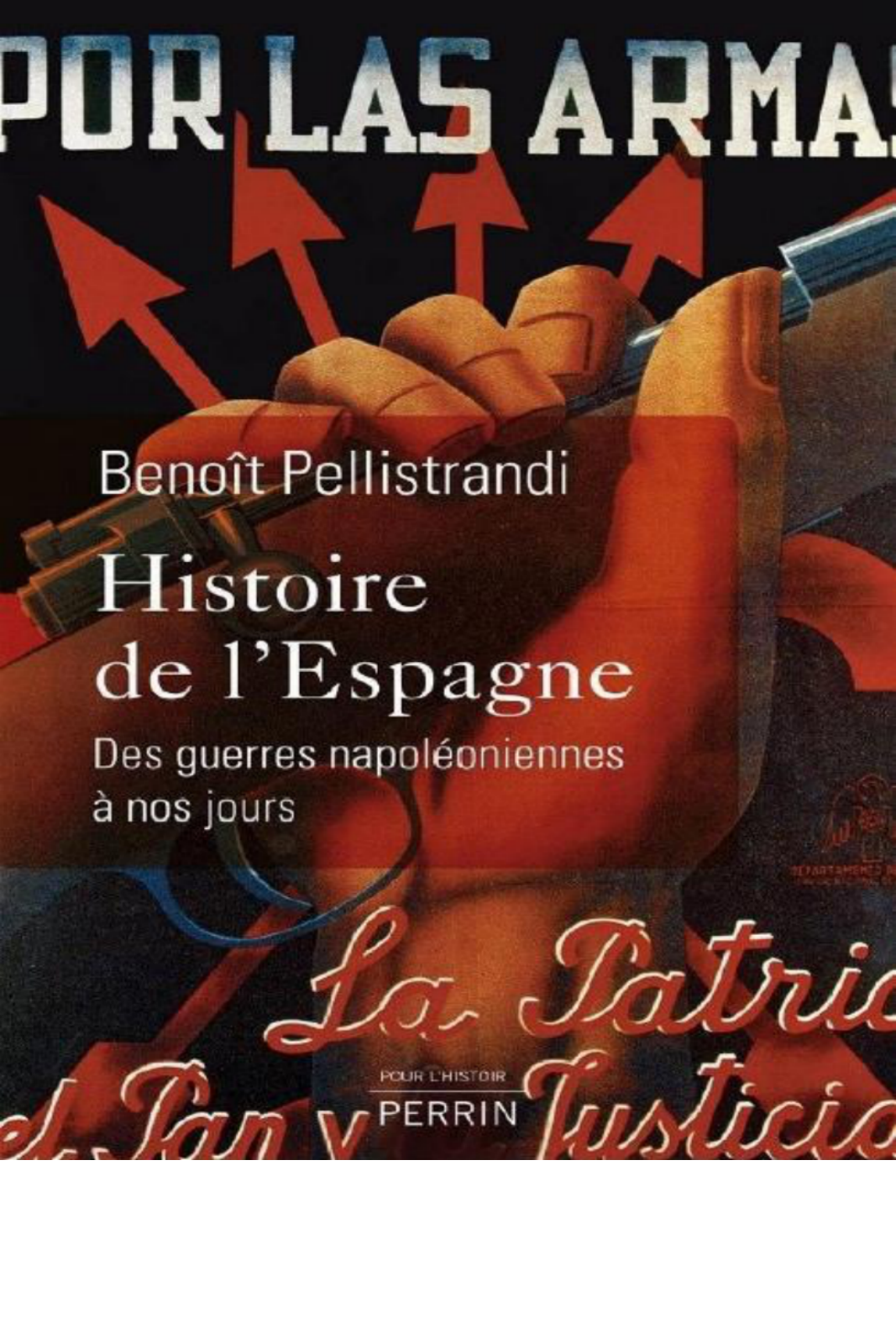


# Histoire de l'Espagne

**Benoît Pellistrandi**

VISIT...

LANZAROTE  
*Caliente*.COM



POR LAS ARMAS

Benoît Pellistrandi

# Histoire de l'Espagne

Des guerres napoléoniennes  
à nos jours

*La Patrie*  
*et le Peuple* POUR L'HISTOIRE *Justicia*  
PERRIN

POR LAS ARMA

Benoît Pellistrandi

# Histoire de l'Espagne

Des guerres napoléoniennes  
à nos jours

*La Patria*  
*el Pan y* *Justicia*

POUR L'HISTOIR  
PERRIN

Benoît Pellistrandi

# Histoire de l'Espagne

Des guerres napoléoniennes à nos jours

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du livre

PERRIN

[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

## DU MÊME AUTEUR

*Un discours national ? La Real Academia de la Historia entre science et politique (1847-1897)*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velázquez, 2004.

*L'Histoire religieuse en France et en Espagne* (sous la dir. de), Madrid, Collection de la Casa de Velázquez, 2004.

*Hacer la historia del siglo XX*, avec René Rémond, Javier Tusell et Susana Sueiro (dir.), Madrid, Biblioteca Nueva, 2004.

*L'Histoire culturelle en France et en Espagne*, avec Jean-François Sirinelli, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez, 2008.

© Perrin, un département d'Édi8, 2013.

Pour les armes, la patrie, le pain et la justice, affiche de J. Cabana pendant la Guerre civile espagnole, entre 1936 et 1939.

© PrismaArchivo/Leemage

12, avenue d'Italie

75013 Paris

Tél. : 01 44 16 09 00

Fax : 01 44 16 09 01

[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

ISBN : 1

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo*

*À la mémoire d'Ángeles de Pablo Renta (1911-2008) à  
qui je dois mon amour de l'Espagne et pour tous mes  
amis espagnols qui ne cessent de le justifier jour après  
jour*

# Sommaire

Avant-propos - Comment aborder l'histoire de l'Espagne ?

Introduction - Pour une chronologie de l'histoire de l'Espagne contemporaine

Livre premier - Le libéralisme en échec ? (1808-1923)

1 - Les fondements du nationalisme libéral

Guerre d'indépendance et sentiment national

Le déroulement de la guerre

Guerre et cruauté

Le processus constitutionnel

Une Espagne à géométrie variable ?

2 - La longue résistance de l'Ancien Régime

Le règne de Ferdinand VII

Libéralisme contre carlisme

Instabilité politique et coups d'État

Une Espagne libérale ?

3 - La construction d'une « autre » Espagne

Aux sources intellectuelles de la révolution de 1868

La révolution de 1868

L'échec de la monarchie constitutionnelle

4 - Une « dying nation » ?



L'évolution politique à la fin du XIXe siècle

La crise de 1898

Une menace révolutionnaire ?

Un pays replié et marginal ?

5 - Les transformations matérielles de l'Espagne du XIXe siècle

Démographie

État, finances et mutations agricoles

Industrialisation

Urbanisation

Livre deuxième - Inventer la tradition (1923-1975)

6 - L'échec de l'illusion régénérationniste La dictature de Primo de Rivera (1923-1930)

Genèse du coup d'État

Une modernisation inachevée

Pourquoi l'échec ?

7 - La République impossible

Archéologie du projet républicain

La République en urgence

La République en action

8 - La Guerre civile (1936-1945), conflit ancien, conflit nouveau

La dimension militaire et internationale de la Guerre

Violence et conflit politique

9 - Le régime franquiste : politique et idéologie

Une fausse énigme

Du fascisme au national-catholicisme

Modernisation matérielle et consolidation conservatrice

Le prolongement politique, idéologique et symbolique de la guerre

10 - Les mutations économiques et sociales des années 1920  
aux années 1970

Les métamorphoses démographiques

Entre pauvreté et richesse

Enfin la modernisation ?

Livre troisième - La Naissance d'un modèle espagnol (1975-2012)

11 - L'Espagne face à elle-même : les inconnues de l'après-franquisme

12 - Le succès de la transition politique

Un changement rapide

13 - Les Trente Glorieuses espagnoles (1980-2010)

Évolutions et politiques économiques

Les transformations territoriales

Démographie et société : le temps du progressisme ?

Une culture de masse

14 - Du succès au doute : la relève générationnelle

Le fonctionnement d'une démocratie

L'évolution du clivage gauche-droite

L'Espagne en question ?

Le présent après l'avenir

Bibliographie sélective

Ouvrages généraux

livre premier - Histoire de l'Espagne au XIXe siècle

livre deuxième - 1923-1975

## CARTES

### Index

## Avant-propos

### Comment aborder l'histoire de l'Espagne ?

De l'Espagne contemporaine, que sait-on, au juste et de juste, en France ? La question peut sembler un peu hautaine. N'est-ce pas le spécialiste qui se désole de la résistance des clichés qui traînent vis-à-vis de ce pays si proche et si lointain ? La résistance à Napoléon, la guerre civile, Franco, Juan Carlos et la transition démocratique, voilà quelques épisodes qui évoquent ici ou là des souvenirs plus ou moins précis. Ne nous y trompons pas, ces massifs émergent au milieu d'un brouillard assez épais quant au reste de la chronologie et de l'histoire espagnoles. Un brouillard qui semble justifié par les faits eux-mêmes : l'Espagne n'est pas, à l'époque contemporaine, une puissance importante. Elle s'est éloignée du champ de vision des Français qui ont oublié qu'elle fut la puissance hégémonique du XVI<sup>e</sup> siècle, la rivale contre laquelle Richelieu d'abord, Louis XIV ensuite, mobilisèrent toutes les forces du royaume – et de l'Europe –, et enfin un pays soumis où le vieux Louis XIV put, au terme de combats difficiles qui mirent aux prises les puissances européennes, imposer son petit-fils le duc d'Anjou sur le trône précédemment occupé par les Habsbourg descendants du formidable et imposant Charles Quint. Philippe V d'Espagne inaugura ainsi une branche espagnole des Bourbons qui, par l'actuel roi Juan Carlos, et après une longue interruption d'avril 1931 à novembre 1975, se perpétue à Madrid. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles – mis à part la parenthèse de la guerre napoléonienne –, l'Espagne n'a jamais été au rang des ennemis de la France. Elle fut, au mieux une alliée de circonstance dans les recompositions diplomatiques et politiques européennes, le plus souvent un champ de manœuvres pour spéculateurs, investisseurs, industriels, voire agitateurs ou conspirateurs, à l'image du duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe, dont on pourrait bien dire qu'il cumula toutes ces qualités ! Cette absence d'affrontement franco-espagnol de grande intensité pourrait expliquer en partie le relatif désintérêt des Français à l'égard de l'Espagne pendant longtemps.

Ce terme de « désintérêt » mérite en effet d'être nuancé car il semble omettre l'incontestable hispanophilie des milieux romantiques français autour de 1840, dont l'incomparable *Voyage en Espagne* de Théophile Gautier est à la fois l'illustration et le symptôme. Car combien de lieux communs véhiculés dans cette littérature de voyage ! Mais combien aussi de pages délicieuses qui

invitent à la rêverie ou font de l'Espagne ce conservatoire des passions humaines qu'un Mérimée s'attachera à décrire dans *Carmen*. De même, ce serait aller un peu vite que de souligner à l'excès ce désintérêt alors que la guerre civile espagnole, entre juillet 1936 et avril 1939, a eu de profonds et déchirants échos en France. Une histoire française de la guerre civile espagnole étirerait d'ailleurs sa chronologie au-delà de 1939 et irait jusque vers 1946-1950 : elle embrasserait ainsi la dérisoire et pathétique guérilla qui dans le nord de l'Aragon ne voulait pas se résigner à la victoire de Franco. Peut-être même pourrait-on la prolonger et montrer comment ce versant français de la guerre civile a continué parmi les exilés et les réfugiés politiques qui, à Toulouse, mais aussi à Paris ou ailleurs, se mobilisaient contre la dictature militaire sortie de la guerre. On entre là dans des perspectives que maîtrisent les connaisseurs de l'histoire espagnole. L'opinion publique, elle, fut, dans les années 1950 et 1960 du <sup>xx</sup>e siècle, plus sensible à l'immigration économique venue d'Espagne qu'aux luttes politiques de résistants isolés et exilés. En 1968, la communauté espagnole en France, forte de plus de 600 000 personnes, est la première des communautés étrangères recensées. Cette immigration était l'expression du retard économique de l'Espagne que n'importe quel touriste, attiré à cette même époque par le soleil de la Costa Brava ou l'exotisme de l'Andalousie, aurait pu confirmer quand il ne l'avait pas colporté dans ses récits de vacances à ses proches : l'Espagne était un pays pauvre !

Une double singularité isolait le pays du reste de l'Europe des Trente Glorieuses : une dictature militaire et un retard économique. Elle partageait ces traits avec le Portugal de Salazar et la Grèce des colonels. Mais que sait-on en France de la Grèce et du Portugal contemporains ? La même ignorance semble frapper la connaissance de l'histoire de ces deux pays. Nous sommes là en présence d'un fait somme toute banal : le rayonnement des pays est lié à leur puissance, celle-ci s'exprimant avant tout par des caractères politiques, économiques et culturels. Marginalisée, l'Espagne le fut sans doute à l'époque contemporaine, et sa capacité de rayonnement s'en trouva durablement amoindrie. Affaiblie, elle était moins capable de susciter ses propres images que de subir des discours extérieurs disant assez peu de la réalité espagnole et beaucoup des mentalités de ceux qui les émettaient.

C'est donc un défi redoutable que doit relever le spécialiste de l'Espagne contemporaine : tenter d'écrire une histoire *espagnole* de l'Espagne, c'est-à-dire attentive aux contextes temporels et aux spécificités de son objet d'étude tout en balisant le terrain pour essayer de réduire le poids des clichés dans notre appréhension des Espagnols. Et ceci tout en plaidant la cause de l'Espagne, à savoir que son histoire n'est ni marginale ni secondaire mais nous met en présence d'une société complexe, traversée de déchirures profondes, marquée par des épreuves dont le souvenir traverse les générations, forte aussi de réalisations brillantes qui progressivement semblent lui avoir rendu confiance en elle.

De nombreux écueils nous attendent en cours de route. Le premier est l'héritage intellectuel de l'hispanisme français. Le deuxième réside dans le regard que les Espagnols portent sur leur histoire et la manière dont ils envisagent aujourd'hui sa mise en forme. Le troisième, commun à toute entreprise de rédaction, tient aux choix méthodologiques qui ont inspiré notre démarche.

Qu'est-ce que l'hispanisme français, et en quoi ses acquis et son héritage intellectuel peuvent-ils contribuer à rendre difficile l'écriture d'une nouvelle histoire de l'Espagne contemporaine ? L'hispanisme est le nom que les universitaires ont donné à l'étude de l'Espagne, de sa langue et de sa civilisation. Si le mot, apparu au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, signifie d'abord une construction ou un emploi propre à la langue espagnole – l'équivalent d'un « gallicisme » (1578) ou d'un « anglicisme » (1652) –, il a été repris par les spécialistes de l'Espagne pour désigner tout à la fois leur champ d'étude et leur discipline. Comme tout savoir, l'hispanisme s'est peu à peu constitué en discipline universitaire reconnue. La création d'une agrégation d'espagnol en 1899, le développement de chaires d'espagnol, la mise sur pied d'une École des hautes études hispaniques liée à la faculté des lettres de l'université de Bordeaux puis à la Casa de Velázquez – une création franco-espagnole voulue dès 1916 et inaugurée dans la cité universitaire de Madrid en 1928 par le roi Alphonse XIII et le représentant du gouvernement français, un certain maréchal Pétain –, l'élection de Marcel Bataillon au Collège de France en 1945, la multiplication, après les réformes universitaires des années 1960-1970, des départements d'espagnol, l'institutionnalisation de ce dynamisme par la Société des hispanistes français sont autant de balises de cette histoire à la fois intellectuelle, culturelle et sociale. S'il ne peut être question ici de développer ce que fut cette aventure humaine et scientifique, il convient d'emblée de souligner l'un de ses acquis lourd d'ambiguïtés et de difficultés. La notion d'hispanisme renvoie à un champ géographique : l'Espagne, mais aussi, pour son volet linguistique, toute l'Amérique de langue espagnole. En raison de sa longue marginalité politique, l'Espagne contemporaine a peu attiré les historiens. Aussi l'histoire française de l'Espagne des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles s'est-elle faite principalement dans les départements d'espagnol, contribuant involontairement à faire de l'hispanisme non seulement un champ d'étude mais aussi une sorte de discipline. C'est un peu le sens de l'expression « civilisation espagnole » qui figure dans les cursus des différentes universités françaises d'aujourd'hui. Les « hispanistes » ne sont pas seulement ceux qui s'intéressent à la langue, mais aussi aux faits historiques, sociaux, politiques, bref, à tout ce qui fait la richesse des productions humaines d'un pays. Comme la production scientifique de ces « hispanistes » est de qualité, les historiens ont délaissé ce champ. Une Espagne des hispanistes s'est peu à peu formée, forte de son intime connaissance du monde espagnol, riche des liens humains qui font du monde des hispanistes une antichambre de l'Espagne, mais souffrant un peu d'un

enfermement « spécialisé » qui, à quelques brillantes exceptions près, peine à se faire entendre par les chercheurs d'autres domaines. On est ainsi un peu confondu de constater aujourd'hui encore, alors que numériquement il n'y a jamais eu dans l'université française autant de chercheurs et d'enseignants se consacrant à l'Espagne, que certains ouvrages collectifs sur l'Europe font l'impasse sur le volet espagnol, ou que les médias, lorsqu'ils évoquent l'Espagne, ignorent les productions récentes sur son histoire et véhiculent des lieux communs, quand ce ne sont pas des contre-vérités. Une Espagne autocentrée, tel est le risque paradoxal d'un hispanisme érigeant la réalité espagnole en domaine spécifique. L'historien doit s'attacher à la comparaison et se demander si la trajectoire de l'Espagne n'est pas, par bien des aspects, liée à celles d'autres sociétés européennes.

Ce débat est aussi celui qui parcourt l'historiographie espagnole. Si, dans les années 1990, sa forme était relativement simple – l'histoire contemporaine de l'Espagne est-elle celle d'un échec ou d'un succès ? – et reprenait une interrogation somme toute classique sur la place de l'Espagne dans le panorama européen aux <sup>XIX</sup><sup>e</sup> et <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècles, le débat plongeait en réalité ses racines dans la naissance même de l'histoire contemporaine, en plein siècle de révolutions politiques et de lente émergence du sentiment national et du libéralisme. Si le peuple est souverain, alors l'histoire nationale n'est pas réduite aux hauts faits des rois et des guerriers héroïques mais de toutes les contributions sociales et de tous les groupes humains : paysans, citadins, corporations, métiers, intellectuels, clercs, orthodoxes et dissidents, hommes et femmes, régions et villes... Voltaire l'avait bien exprimé dès le milieu du <sup>XVIII</sup><sup>e</sup> siècle et le mouvement des Lumières l'avait relayé. Les élites intellectuelles espagnoles en étaient persuadées. De même, les bouleversements politiques de 1808-1812 – l'invasion napoléonienne d'une part, le déroulement, d'autre part, d'une authentique révolution politique qui débouche sur la constitution de Cadix en 1812 et qui est à l'origine du mot « libéralisme » (sait-on que ce mot si moderne est d'inspiration espagnole ?) – refondent un sentiment national qui ne cesse de se consolider au long du <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle. L'écriture de l'histoire occupe une place stratégique dans cette entreprise de « nationalisation » des esprits. Elle est tout à la fois documentaire et savante, esthétique et nationaliste, s'incarnant dans une *Historia general de España* que Modesto Lafuente commence à publier en 1850, qu'il laissera inachevée à sa mort, en 1867 mais qui sera poursuivie afin d'être complétée vers 1880-1890. Cette histoire s'affiche aussi dans les bâtiments officiels et les nouveaux espaces publics de la délibération politique (les Cortes, le Sénat, les ministères) et intellectuelle (les académies, les universités) grâce aux toiles que des peintres comme Antonio Gisbert ou José Casado del Alisal réalisent avec enthousiasme. Bref, l'histoire nationale, investie par les idéologies politiques, est relue avec les exigences du présent. Le <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle, celui de l'Histoire, fut le révélateur de ce que Benedetto Croce formulera ainsi : « Toute histoire est histoire contemporaine. » Et en effet, les

errements de l'Espagne, ses échecs politiques – l'instabilité, la passion révolutionnaire, la corruption et le clientélisme – et diplomatiques –, la perte spectaculaire de son empire colonial entre 1820 et 1830 d'abord, puis de manière dramatique en 1898 lorsque les États-Unis la chassent en quelques heures de Cuba et des Philippines – débouchent sur une crise de conscience nationale qui, au tournant du siècle, semble démolir les acquis idéologique et nationaliste du XIX<sup>e</sup> siècle et hypothéquer lourdement un XX<sup>e</sup> siècle incertain et inquiétant. Craintes immédiatement confirmées par les désastres d'une aventure marocaine mal préparée qui illustre la double incurie de l'armée et du gouvernement, par l'agitation sociale qui révèle la vigueur des affrontements entre Espagnols, par l'abstention de l'Espagne pendant le premier conflit mondial, abstention qui confirme sa marginalité. Si les diplomates avaient fait de l'Empire ottoman l'homme malade de l'Europe, que doivent-ils penser de cette Espagne enfoncée dans une crise qui la tient à l'écart du dynamisme européen ? Les Espagnols eux-mêmes sont conscients de ce lent affaïssement. L'un des intellectuels les plus brillants du pays, le philosophe Ortega y Gasset, publie en 1921 un essai au titre évocateur, *España invertebrada* (*L'Espagne invertébrée*), qui constitue bel et bien une critique de l'histoire espagnole, comme sa conférence de 1914 dénonçant la « vieille politique » avait sonné le glas d'une certaine manière d'envisager la chose publique. L'histoire de l'Espagne, expliquait le jeune philosophe – il avait alors trente-quatre ans –, est depuis le Siècle d'or celle d'une décadence. Cette disqualification radicale de l'histoire moderne et contemporaine de l'Espagne prolonge l'appel à la régénération nationale lancé régulièrement depuis 1898 par les intellectuels et dit le désarroi devant le retard accumulé par les Espagnols.

Ce désarroi se traduit sur le plan des écoles historiques espagnoles. À la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historien Rafael Altamira publie une *Histoire d'Espagne et de la civilisation espagnole* qui inaugure une nouvelle tradition intellectuelle. Celui qui à Oviedo, en octobre 1898, appelait de ses vœux l'apparition d'un Fichte espagnol, c'est-à-dire d'un esprit capable d'exprimer les caractères profonds du peuple espagnol, se propose de dépasser le récit chronologique assis sur la trame politique pour envisager de saisir la « civilisation espagnole ». Projet porteur d'une nouvelle conception de l'Histoire largement inspirée par le renouvellement qui s'est opéré peu avant en Allemagne et en France. Entre 1907 et 1911, se constitue une *Junta para la Ampliación de Estudios* qui entend décroïsonner le monde universitaire péninsulaire en offrant des bourses d'études à de jeunes chercheurs, et ce dans toutes les disciplines. José Ortega y Gasset en bénéficiera et ira chercher en Allemagne le complément de sa formation philosophique. La *Junta* crée aussi un dispositif de laboratoires qui constitue l'ossature d'une recherche financée par l'État et dont le *Centro de Investigaciones Científicas* sera l'aboutissement. Parmi ces centres de recherche, le *Centro de Estudios Históricos* occupe une place importante que la personnalité et la longévité de



son principal animateur, l'historien et philologue Ramón Menéndez Pidal (1869-1968), accentueront. Une tradition scientifique se met en place, essentiellement centrée sur le pacte noué entre l'étude de la langue, des traditions orales et l'histoire. Cela aura pour conséquence de centrer sur le royaume de Castille l'étude de l'histoire de l'Espagne. Dans les années 1930, se forme, sous la direction de Menéndez Pidal, un projet d'histoire générale scientifique de l'Espagne. Accueillie par les éditions Espasa Calpe, cette somme ambitieuse aboutira... en 2007, au terme de quarante-trois tomes et soixante-dix volumes !

Mais le débat historique subira, comme l'ensemble de la société espagnole, l'épreuve cruciale de la guerre civile. Ce conflit fratricide fut aussi une lutte à mort entre plusieurs conceptions de l'histoire nationale. La vision franquiste, qui l'emporta, puisait dans une certaine tradition catholique ses fondements intellectuels. Le nom à retenir ici est celui de Marcelino Menéndez Pelayo (1856-1912), érudit et polémiste redoutable et excessif dont l'œuvre immense est une ode à la catholicité de l'Espagne. Récupéré, instrumentalisé, il semble servir de caution intellectuelle à un régime qui se dote de symboles renvoyant à l'âge glorieux des Rois Catholiques Isabelle et Ferdinand. Cette mythologie impériale se nourrit des productions historico-idéologiques qui foisonnent dans les années 1940 et 1950. Mais cette histoire officielle est contestée : depuis l'extérieur par des exilés qui font vivre une tradition libérale et laïque fondée par une institution originale créée en 1876 – la *Institución libre de Enseñanza* –, exclue du panorama espagnol par l'intolérance des vainqueurs de la guerre ; depuis l'intérieur par des hommes et des femmes qui veulent se dégager de la rhétorique pesante et creuse du régime et qui, de Barcelone notamment, entendent rééquilibrer une vision trop centralisatrice. Jaume Vicens Vives (1910-1960) est le chef de file de cette école de Barcelone. Attentif au mouvement historique français tel que Marc Bloch, Lucien Febvre et leurs disciples regroupés autour de la revue *Annales d'histoire économique et sociale* l'envisageaient, J. Vicens Vives faisait entrer les sciences sociales et la statique dans l'historiographie espagnole. Les thèmes économiques devenaient le centre de l'interrogation sur les spécificités du développement de la Péninsule.

Puis surviennent l'arrivée progressive du marxisme, le bouleversement des sciences sociales dans les années 1960-1970, l'inévitable montée en puissance des effets de l'enseignement secondaire et supérieur, autant de phénomènes parallèles qui convergent et dont la manifestation socio-politique coïncidera avec la transition démocratique. Dès lors, les cadres traditionnels de l'écriture de l'histoire de l'Espagne éclatent. C'est une histoire avide de toutes les nouvelles problématiques, de toutes les ambitions sociales qui prend le dessus. Dans les années 1970-1980, deux entreprises éditoriales, la première autour de Miguel Artola, la seconde autour de Manuel Tuñón de Lara, mettent à la disposition d'un public plus nombreux du fait de l'explosion numérique de l'enseignement supérieur en Espagne, une nouvelle

approche de l'histoire nationale. Plus scientifiques, c'est-à-dire au croisement du politique et de l'économique, collectives, ces œuvres manifestent la vitalité retrouvée, au sortir de la longue éclipse franquiste, de l'historiographie libérale et de l'historiographie progressiste. Autour de Tuñón de Lara sont rassemblés nombre d'auteurs français, signe à la fois de la vitalité de l'hispanisme français et de l'influence subie par le directeur de l'entreprise, du fait de son exil en France. On le voit : l'empreinte politique reste toujours présente. Tout récemment, les maisons d'édition Crítica et Marcial Pons, la première de Barcelone et la seconde de Madrid, ont lancé, sous la direction de Josep Fontana et de Ramón Villares, une nouvelle histoire générale de l'Espagne qui entend refléter au plus près les tendances historiographiques actuelles mais aussi les nouvelles réalités espagnoles, qui commandent une écriture distincte de leur histoire. Revendiquée comme progressiste, cette histoire collective ne naît pas, font remarquer ses directeurs, d'un drame national, d'une réponse à un « problème de l'Espagne » mais de l'ambition de rendre compte d'une société ouverte et intégrée à l'Europe, forte de sa pluralité culturelle et sociale. Les auteurs insistent sur la nouvelle conjoncture intellectuelle dans laquelle prend place leur initiative et qui n'est ni celle d'une crise de conscience nationale, comme en 1898, ni celle d'une division fratricide, comme en 1936, ni celle d'un saut vers l'inconnu comme en 1975, à la mort du général Franco, mais celle d'une société normale dans laquelle le travail intellectuel peut s'effectuer sereinement. Ces remarques de 2007 se sont trouvées invalidées depuis à cause de l'intensité de la crise actuelle... Diversité de l'Espagne, importance de la construction d'une citoyenneté active, rôle du politique et de la culture, importance des femmes dans la société constituent autant de nouvelles balises pour ordonner un récit national qui, contrairement à l'ancienne tradition historiographique forgée au XIX<sup>e</sup> siècle, ne cherche pas dans le passé l'explication téléologique du présent mais ordonne depuis les problématiques du présent la lecture rétrospective du passé. Le renversement est complet. Il me semble qu'il traduit, plus que des choix politiques ou idéologiques, une confiance retrouvée des Espagnols en eux-mêmes qui leur permet d'envisager l'Histoire non plus comme le récit d'un échec mais comme celui d'une trajectoire originale et singulière, non plus déterminée par un caractère national anhistorique, mais éclairée par la comparaison avec les autres histoires européennes.

Cependant, malgré ce renversement, l'écriture d'une histoire générale de l'Espagne continue de présenter des difficultés redoutables. Car à ce premier ordre de faits intellectuels se surimposent les conséquences d'une complexification du sentiment national en Espagne. Nous évoquons ici les nationalismes longtemps appelés périphériques et aujourd'hui difficiles à qualifier sans risquer de déclencher une polémique vigoureuse. Il s'agit bien sûr des nationalismes catalan, basque mais aussi galicien. Nous décrirons plus en détail dans ce livre les conditions de leur apparition, leur signification culturelle, leurs effets politiques. Pour cet avant-propos, conservons l'idée

suivante : leurs manifestations, intellectuelle, sociale, politique et culturelle, contribuent à compliquer l'approche générale de l'Espagne et la virulence des polémiques accentue encore les difficultés d'interprétation de l'histoire contemporaine du pays.

On conçoit aisément, à l'énoncé rapide de ces quelques caractéristiques du débat intellectuel et historiographique, combien la tentative d'une écriture de l'histoire contemporaine de l'Espagne présente de difficultés et d'écueils. On me permettra ici une anecdote personnelle : en 1999, lors d'une rencontre entre universitaires consacrée à l'identité nationale espagnole, je m'entendais dire qu'une histoire générale de l'Espagne ne pouvait être écrite que par un Espagnol. Si l'on admet ce postulat, ma tentative est vouée à l'échec. Peut-être même est-elle illégitime !

Nous voici parvenus à la troisième difficulté que j'ai identifiée dans cet avant-propos : expliciter mes choix méthodologiques et présenter au lecteur les axes qui ont guidé mon travail.

Que nul ne s'y trompe : cet ouvrage a une ambition de synthèse – ne serait-ce que par ses dimensions somme toute modestes – et repose sur une expérience vécue de l'Espagne. Ayant décidé de consacrer mes recherches à l'histoire de l'Espagne, j'ai été conduit à être, entre 1995 et 1997, membre de la Casa de Velázquez, institution évoquée plus haut. Puis j'ai eu l'immense chance – que je dois à celui qui dirigea cette belle maison de 1996 à 2001, Jean Canavaggio – de participer à l'encadrement et la gestion de la Casa, comme on l'appelle entre initiés. C'est ainsi que de 1997 à 2005, j'ai eu, en tant que directeur des études pour l'Espagne moderne et contemporaine, le privilège de travailler étroitement avec les milieux scientifiques espagnols, d'organiser ou d'aider à organiser des rencontres entre Français et Espagnols – mais aussi d'autres spécialistes étrangers –, de vivre à Madrid et d'assister à la transformation d'une société travaillée par un dynamisme exceptionnel. Ces dix années espagnoles m'ont profondément marqué et je voudrais dans les pages qui suivent en tirer le meilleur parti. Le livre qui suit entend donc proposer au lecteur une explication de l'histoire de l'Espagne depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours en privilégiant la vue d'ensemble, les problèmes historiques qui font débat afin d'aider à faire mieux comprendre et mieux aimer un pays fascinant par sa complexité, sa beauté et ses habitants.

## Introduction

### Pour une chronologie de l'histoire de l'Espagne contemporaine

Pour le non-spécialiste, le fil chronologique de l'histoire contemporaine de l'Espagne se révèle singulièrement complexe. L'enchaînement des textes constitutionnels (1812, 1834, 1837, 1843, 1856, 1869, 1876, 1931 et 1978), les coups d'État appelés *pronunciamientos* – mot entré dans le vocabulaire politique universel ! –, les guerres civiles (au moins trois au XIX<sup>e</sup> siècle, et bien sûr celle de 1936-1939) dessinent un cadre politique pour le moins instable. Ensuite la dictature franquiste – près de quarante ans – semble couvrir d'ombre ce pays que l'on associe pourtant au soleil et à la lumière. Cette longue nuit s'efface progressivement à partir de 1976, et l'Espagne récupère enfin l'éclat auquel on l'associe traditionnellement. Bref, un regard rapide et surplombant s'arrête peu sur cette Espagne qui n'a véritablement fait parler d'elle qu'en des moments précis : 1808 et le soulèvement national contre l'invasion napoléonienne, 1936 et la lutte de deux Espagnes qui préfigurait l'affrontement des deux Europes et de la Seconde Guerre mondiale, 1975 et la mort de Franco – encore cette date n'a-t-elle pris du relief qu'un peu plus tard à la faveur de la transformation de l'Espagne et de la transition démocratique, phénomènes qui révélaient *a posteriori* la rupture qui s'était produite alors. C'est donc dans une perspective beaucoup trop brisée que l'on observe l'histoire espagnole. Il faut, avant même de commencer, poser des balises qui accompagneront le lecteur le long du chemin de l'Espagne et de ses fractures.

Le fondement de cette introduction chronologique sera politique, parce que la politique a peut-être été ce qui a le plus durablement contribué à distinguer l'Espagne du reste des pays européens, alors même que les problématiques de pouvoir auxquelles était confrontée la société espagnole sont assez proches de celles qui affectèrent les autres sociétés européennes. C'est en tout cas une hypothèse que nous chercherons à valider tout au long de notre réflexion. La politique ne se réduit pas au seul volet intérieur : l'inscription d'un pays dans le monde est une donnée fondamentale dans la perception qu'on en a de l'intérieur et de l'extérieur. Or, autant le dire d'emblée, les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles portent indubitablement la marque d'un déclin espagnol.

En 1808, c'est bien du fond de l'Andalousie, à Bailén – une bien modeste bourgade qui contrôle, à hauteur de la barrière montagneuse de la Sierra Morena, la voie de passage entre Madrid et Séville – que provient la nouvelle prodigieuse de la mise en échec des troupes françaises ; mais peu d'événements glorieux prendront la suite de ce coup d'éclat. Certes, la guerre que se livrent dans la Péninsule, les Espagnols, les Français et les Anglais n'est pas qu'espagnole. Elle s'inscrit dans l'ensemble européen de l'aventure napoléonienne. Sans ce volet international – c'est-à-dire sans les enjeux géographiques et économiques liés à l'Espagne et au Portugal et sans l'aide anglaise –, cette guerre espagnole aurait-elle l'importance qu'on lui accorde ? Pour l'Espagne, elle est à la base d'un renouvellement ou d'une reformulation – le débat est ouvert – de la conscience nationale. Ce phénomène n'est pas strictement contemporain de la guerre et c'est dans la décennie de 1830 qu'il éclôt véritablement : en témoigne la diffusion de l'expression « guerre d'indépendance » pour qualifier les événements de 1808-1814. Dans l'histoire du nationalisme espagnol, ces sept années de dur conflit sont fondatrices, et leur halo glorieux sera d'autant plus éclatant que les années suivantes ont réservé bien des déconvenues aux Espagnols et à leur fierté nationale.

L'Espagne possède – avec l'Angleterre notons-le – le privilège d'être l'une des premières puissances à faire l'expérience de la décolonisation. Entre 1820 et 1830, l'Amérique du Sud s'émancipe de la tutelle de Madrid et ce ne sont plus que des bribes d'empire – bribes appréciables : les îles de Cuba et des Philippines – qui constituent l'horizon de l'administration d'Outre-mer, un ministère parmi les plus importants au XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, ces décolonisations du début du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pas le même sens que celles qui toucheront la France et le Royaume-Uni au XX<sup>e</sup> siècle, après que ces deux puissances se seront reconstitué des empires coloniaux à la faveur d'ambitions impérialistes portées par une supériorité technologique, militaire et économique. Ce serait un anachronisme de le croire. Au contraire, il faut y voir la fermeture d'un cycle historique amorcé au XVI<sup>e</sup> siècle, celui des empires atlantiques<sup>1</sup>. Cette décolonisation des Indes-Occidentales signe l'entrée de l'Espagne dans l'ère contemporaine, celle des États-nations dont la naissance se manifeste par l'apparition des États-Unis entre 1776 et 1787, la Révolution française entre 1789 et 1799, et les conséquences des bouleversements napoléoniens qui, territorialement et diplomatiquement, se fixent une première fois, avant bien des bouleversements postérieurs, dans les conclusions du congrès de Vienne en 1815.

On comprend mieux dès lors le resserrement qui s'opère autour de la Péninsule et qui n'est pas que diplomatique mais aussi idéologique puisque fruit de la grande redistribution politique qui s'est opérée entre 1808 et 1812 à Cadix. Là s'est forgée une constitution fondant une Espagne de citoyens dans des débats houleux et denses qui ont posé la question de la souveraineté. À qui appartient-elle ? Comment s'exerce-t-elle ? Quelles formes politiques en assurent l'expression ? On a là le socle d'où part toute la vie politique

espagnole du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'illusion d'une nouvelle ère se dissipe vite quand, à partir de 1814, le roi Ferdinand VII, dont le surnom « *el Deseado* » (le Désiré) dit bien la popularité, revient en Espagne et rompt avec le projet libéral des constituants de Cadix pour embrasser une politique authentiquement réactionnaire. Pour desserrer l'étau, il n'existe d'autre solution que le *pronunciamiento*, c'est-à-dire la déclaration, par un chef militaire, d'un nécessaire changement qui entraîne ensuite des opérations armées afin de prendre le pouvoir. En 1820, le colonel Riego inaugure cette forme d'action politique promise à une longue postérité. Le cycle révolution libérale-restauration réactionnaire est enclenché. Il forme l'une des fractures essentielles de la communauté des Espagnols tant au XIX<sup>e</sup> qu'au XX<sup>e</sup> siècle. On aura l'occasion de le constater au long de ces pages, quand le récit des espoirs révolutionnaires et des répressions féroces nous retiendra. S'agit-il là d'une malédiction ? L'historien peut-il attribuer la cause de ces répétitions à un caractère national de type essentialiste comme le suggérait Ramón Menéndez Pidal (1869-1968) dans l'important prologue à l'histoire collective qu'il dirigea<sup>2</sup> ? N'est-on pas, plus simplement, dans des oppositions qui, bien que violentes, sont terriblement banales dans l'histoire contemporaine de l'Europe ?

C'est là qu'une lecture étroitement chronologique vient brouiller la perspective par une accumulation d'événements – révolutions, guerres civiles, attentats... – et donne de l'histoire de l'Espagne une image confuse que nous nous efforcerons de dissiper plus avant dans ce livre.

La scansion des dates qui définissent de grands tournants politiques, voire des changements de régime suffit-elle à nous orienter ? La mort de Ferdinand VII en 1833 ouvre une période de régence qui amorce l'évolution libérale de la monarchie avec, en 1834 l'octroi d'une charte, l'*Estatuto Real* et en 1837 la rédaction d'une constitution. En même temps, les dispositions testamentaires du défunt roi abolissent la loi salique et permettent l'accession au trône de la toute jeune Isabelle (future Isabelle II), fille de Ferdinand et Marie-Christine, dont la majorité légale pour régner (treize ans) est atteinte en 1843. Le frère de Ferdinand, don Carlos de Bourbon, s'oppose par les armes à ce qu'il considère comme une dépossession. Sa révolte obéit aussi à une divergence idéologique majeure avec la régente Marie-Christine, dont on a mentionné, sinon le talent libéral, au moins la capacité de compromis avec les libéraux. Don Carlos engage un conflit armé : c'est la première guerre carliste, véritable guerre civile dont l'issue tourne, en 1839, à l'avantage des partisans d'Isabelle. Renforcés par le succès, les libéraux progressistes, qui ont trouvé un chef charismatique en la personne du général Espartero, vainqueur des carlistes, prennent le pouvoir en 1840, à la suite d'un *pronunciamiento*. Régente, future reine et partisans prennent le chemin d'un exil – une autre caractéristique forte de l'histoire des Espagnols – dont ils ne reviendront qu'en 1843, à la faveur d'un mouvement militaire favorable cette fois aux libéraux modérés. Depuis une dizaine d'années, l'instabilité a été forte... elle

va le demeurer. En 1854, un nouveau coup d'État progressiste met fin à dix ans de gouvernement modéré. Mais le nouveau pouvoir qui en sort ne se maintient que deux ans et, dès 1856, les modérés, favoris de la reine Isabelle II, reprennent la direction du pays. En 1868, une révolution – la *Gloriosa* – met un terme au règne d'Isabelle, qui rejoint à nouveau Paris. Luttres pour le pouvoir, divergences sur le choix d'un futur roi – sait-on que c'est là l'une des causes premières de la guerre franco-prussienne de 1870 ? –, faiblesse des nouvelles institutions imaginées dans la constitution de 1869, abdication du roi Amédée de Savoie, proclamation de la Première République et succession de quatre présidents en un an (1872-1873) : peut-on s'étonner que ce tourbillon d'instabilité s'achève par un coup d'État militaire, celui du général Martínez Campos ? En 1875, l'accord entre celui-ci et le nouvel homme fort, Antonio Cánovas del Castillo, permet la restauration des Bourbons en la personne d'Alphonse XII, fils d'Isabelle II, reléguée politiquement dans son exil parisien. S'ouvre alors une période de stabilité : la constitution de 1876 durera jusqu'au coup d'État du général Primo de Rivera en 1923 (coup d'État dans la ligne des *pronunciamientos* du XIX<sup>e</sup> siècle). Une alternance politique entre conservateurs, emmenés par Cánovas, et libéraux, dirigés par Mateo Praxedes Sagasta, semble alors instituer une vie politique plus régulière. En 1890, le suffrage universel masculin est institué, sans que le mécanisme ne se dérègle. L'assassinat, en août 1897, du président du gouvernement<sup>3</sup> Antonio Cánovas del Castillo constitue certes un coup de tonnerre, mais le ciel était moins serein qu'il n'y paraissait et l'Espagne, comme d'autres pays d'Europe, dont la France et la Russie, subissait à cette époque les coups des terroristes anarchistes.

C'est de l'extérieur que devait venir une secousse dramatique. 1898 : voilà bien un millésime qui fait date dans l'histoire espagnole et qui marque à la fois une fin et un renouveau, un tournant dont les effets ne se mesureront que sur le long terme mais dont l'écho, l'importance et la signification sont rapidement perçus par les contemporains<sup>4</sup>. La politique impérialiste des États-Unis se heurte à la présence espagnole dans les Caraïbes, et plus précisément à Cuba. C'était déjà en partie contre l'Espagne et une possible tentation de retour en Amérique du Sud qu'étaient dirigés les avertissements du président Monroe en 1823 (que la postérité a retenus sous l'appellation de « doctrine Monroe ») préconisant l'exclusion des puissances européennes du théâtre américain. En 1898, le président McKinley recherche une expansion américaine dans le bassin caribéen et un incident concernant le navire américain *Maine* fournit l'occasion recherchée pour déclencher la guerre contre l'Espagne. En quelques heures, au mois de mai 1898, Madrid perd ses deux escadres de Cuba et des Philippines. Le traité de Paris entérinera cette cinglante défaite : l'Espagne impériale a vécu. De l'immense empire colonial formé par les Rois Catholiques et leurs successeurs, il ne reste rien. Seule émerge une présence minime sur la côte d'Afrique du Nord, mirage colonial qui se révélera redoutablement dangereux pour les gouvernements à venir.

Cette cassure, l'Europe entière en est consciente : en 1898, lord Salisbury, Premier ministre britannique, parle de l'Espagne comme d'une *dying nation*. Il est vrai qu'il inclut dans cette catégorie des nations en déclin la France de la III<sup>e</sup> République, qui vient de reculer à Fachoda face aux Britanniques ainsi que l'Empire ottoman, « homme malade de l'Europe » dont l'affaiblissement séculaire ouvre les appétits de toutes les puissances européennes avides de se projeter en Méditerranée.

En 1898, c'est toute une Espagne qui est emportée dans la mort et l'échec : l'Espagne coloniale, l'Espagne officielle, l'Espagne d'un système de pouvoir artificiel... La nation ibérique entre en crise : l'émergence d'une nouvelle nation, portée par la révolution industrielle, l'apparition de nouvelles classes sociales urbaines restent freinées par la résistance d'une autre Espagne qui se refuse à mourir, celle des grands propriétaires, des élites traditionnelles, d'un système politique corrompu et clientéliste. Cette crise durera plus d'un tiers de siècle et il est permis de penser qu'elle connaîtra son paroxysme dans la guerre civile entre juillet 1936 et avril 1939.

Pourtant, le terme de « crise » ne suffit pas à caractériser la séquence inaugurée en 1898. Si la chronique politique fait une large place aux troubles, manifestations et révoltes qui, ici ou là – en 1909 par exemple, à Barcelone, lors de la Semaine tragique –, font apparaître le caractère préévolutionnaire d'une situation chaque fois plus complexe, si cette même chronique lasse par la succession des gouvernements et des combinaisons partisans dans lesquelles il faut lire l'épuisement de la solution imaginée par Cánovas en 1876, on ne peut qu'être frappé par les amorces de renouveau qui s'expriment aussi bien dans le domaine politique que dans la vie économique et culturelle. C'est donc un tableau singulièrement divers qui s'offre à notre regard et dans lequel les ombres de la politique et les échecs militaires au Maroc sont, sinon compensés, du moins mis en perspective par l'espoir du surgissement d'une nouvelle Espagne dont les intellectuels ne cessent de dessiner le profil. Mais cette nouvelle Espagne n'est pas qu'imaginaire : elle commence à s'incarner dans des villes modernes, foyers d'innovation, réceptacles d'influences extérieures et laboratoires du siècle nouveau. Que l'on songe à la vitalité de Madrid ou de Barcelone, sans oublier la vigoureuse poussée industrielle qui transforme le Pays basque ou les Asturies.

Pourtant, en dépit de ces indéniables modernisations à l'œuvre dans le pays, l'Espagne reste en marge de l'Europe. Si, fin 1905, Algésiras est le siège de la conférence internationale chargée de régler le différend franco-allemand autour du Maroc, c'est parce que l'Espagne est un terrain quasiment neutre, un acteur négligeable qui peut jouer les médiateurs entre les acteurs de l'impérialisme colonial. Le salaire de cette mission sera une modeste implantation au nord du Maroc, autour de Tanger, flattant ainsi un nationalisme qui, dès 1859-1860, croyant reprendre une entreprise abandonnée en 1509 – date de la conquête d'Oran par le cardinal Cisneros –, voit dans l'installation au nord de l'Afrique le prolongement naturel de la



puissance espagnole. Ces rêves illusoire coûteront cher en vies, et leurs conséquences politiques seront lourdes.

Entre 1914 et 1918, Madrid demeure à l'écart de la Grande Guerre. Ce n'est pas faute de ne pas avoir été courtisée avec insistance par les Allemands ou les Français. Face à une opinion publique divisée, Alphonse XIII a temporisé. Cette politique prudente qui a eu d'heureux effets économiques n'en constitue pas moins une abstention qui révèle la marginalité espagnole et l'on peut penser que c'est une originalité qui a durablement marqué l'image de l'Espagne en Europe tout comme elle a influencé le rapport des Espagnols à l'extérieur. Le repli amorcé en 1898 est donc bien un trait fondamental qui consacre l'isolement de l'Espagne.

Le coup d'État du général Primo de Rivera à la mi-septembre 1923 ressemble beaucoup à ceux qui l'ont précédé au XIX<sup>e</sup> siècle. En même temps, il s'inscrit dans une conjoncture européenne où fleurissent les régimes autoritaires et totalitaires : le fascisme en Italie, les généraux en Hongrie. Si le pouvoir met à profit la trêve politique qu'il impose pour moderniser le pays, les fractures de la société et des esprits ne se réparent pas. Au contraire, elles continuent de travailler l'opinion et elles montent en puissance. Primo de Rivera perd à la fois le contrôle de la situation et le soutien de l'armée, qui finit par le lâcher en 1929. Alphonse XIII, avec son entourage aristocratique et militaire, entend reprendre la main, mais déjà perçe sous un timide retour à la normalité démocratique – des élections municipales sont organisées le 12 avril 1931 – l'élan qui devait, dès le 14 avril, emporter la monarchie. La Deuxième République est proclamée à Madrid.

On est là face à une date fondamentale qui porte en elle toutes les contradictions de l'histoire politique contemporaine espagnole. Cette jeune république incarne beaucoup des promesses que des secteurs entiers de la société espèrent voir se réaliser. Loin d'être consensuelle, elle représente un espoir, un programme, une ambition tout en marquant une rupture, une menace, un clivage. Et elle a aussi la malchance d'être confrontée à une conjoncture économique déplorable – on est dans la crise économique des années 1930 – et à un climat international qui se dégrade très vite après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, le 30 janvier 1933. Le contexte espagnol s'alourdit donc d'une crise européenne. Si, comme l'espéraient les intellectuels Miguel de Unamuno et José Ortega y Gasset, l'Europe devait être la solution aux problèmes de l'Espagne, par une curieuse ironie du sort, l'Europe allait, dans ces années essentielles de la crise espagnole, devenir un handicap supplémentaire. Mais la guerre civile n'allait-elle pas, elle aussi, être un enjeu de la diplomatie des grands pays européens, piégeant les Espagnols dans leur affrontement fratricide ?

L'intensité des années 1931-1936 s'explique, me semble-t-il, d'une part par l'accumulation des problèmes tout au long des décennies précédentes, et d'autre part par le décalage qui existe entre le moment où ils apparaissent et le projet républicain. Le problème ancien est revisité sur des bases nouvelles. En

fait, et on essaiera de le montrer avec précision plus avant, les questions auxquelles sont confrontés les Espagnols sont reformulées à l'aide de nouveaux dispositifs idéologiques et culturels. On songe en particulier à l'influence puissante du socialisme qui, depuis l'apparition du mot et de l'idée, n'a cessé de muter et de se multiplier. Ce qui invite à parler de socialismes au pluriel pour mieux comprendre comment en Espagne cette pluralité a nourri les antagonismes et les conflits. À l'autre bout de l'échiquier politique, le conservatisme s'est enrichi ou a été transformé par de nouvelles doctrines intransigeantes comme l'intégrisme ou, plus tard, des doctrines fascisantes ou fascistes. Entre 1931 et 1936, le vocabulaire et les références politiques sont le résultat d'un mélange entre l'ancien et le nouveau. Eux aussi sont instables et révèlent bien, dans ces balbutiements du langage et de la raison politiques, les défis que suppose l'entrée dans l'ère des masses dont le philosophe Ortega y Gasset s'était fait le lucide interprète dès 1930 dans un essai de portée européenne<sup>5</sup>.

La République veut moderniser l'Espagne. Mais quels enjeux se cachent derrière cette volonté et ce désir de modernisation ? On a, du côté républicain, les programmes de laïcisation, de réformes agraire et militaire, de transformation de l'articulation politique du territoire espagnol afin de répondre aux revendications nationalistes qui, en Catalogne et au Pays basque surtout, mais aussi en Galice, loin d'être le seul fruit d'une agitation politique, sont l'expression d'un renouvellement culturel, signe de l'entrée dans la modernité politique et sociale. Mais ces programmes heurtent les tenants d'un ordre social, idéologique et culturel qui semble menacé par ces projets modernisateurs. Pour autant, peut-on simplifier à l'extrême la période et ne voir dans les affrontements politiques de 1931 à 1936 que le prélude à la guerre civile ? La République s'est-elle trouvée condamnée par la puissance des forces réactionnaires ? N'est-ce pas son fonctionnement qui l'a réduite à l'impuissance d'abord, à la guerre ensuite ? En 1933, la droite gagne les élections générales, mais le vainqueur est interdit de gouvernement. La majorité parlementaire qui se constitue alors est une combinaison partielle et déséquilibrée. En octobre 1934, dans les Asturies, un mouvement social se prolonge en une émeute puis une insurrection dont ne sont absents ni les haines ni les crimes. La répression ordonnée par le gouvernement est violente : la guerre civile se profile. Cet épisode déséquilibre la jeune République. En réalité, elle ne trouve pas son centre de gravité ; c'est la raison pour laquelle, son histoire est celle d'une instabilité. Si en février 1936 se tiennent des élections générales anticipées, c'est que le recours au peuple est devenu indispensable pour dénouer les contradictions dans lesquelles s'est enfermée la vie parlementaire. Or, les résultats de ces élections, loin de clarifier la situation, la compliquent : les candidatures du *Frente Popular* obtiennent un peu plus de 47 % des voix et celles des droites 45,6 %. La majorité parlementaire qui se dégage est claire (254 députés de gauche contre 191 à la droite), et la division politique et géographique du pays se lit dans la

carte électorale. Forts de leur victoire, les partis de gauche lancent une procédure de destitution du président de la République Niceto Alcalá-Zamora au prétexte qu'il a enfreint la Constitution en dissolvant les Cortes deux fois au cours de son mandat (1933 et 1936)<sup>6</sup>. Or, seule cette mesure de dissolution permettait de sortir du blocage parlementaire et redonnait à la souveraineté populaire son rôle décisif. Loin d'être une péripétie constitutionnelle et politique, cet épisode révèle les dysfonctionnements dont est victime la République et dont, quelques années plus tard, Manuel Azaña donnera une lecture pathétique dans ses réflexions sur la guerre civile, notamment dans cet ouvrage admirable et trop peu diffusé *La velada en Benicarlo*.

La suite est mieux connue : le 18 juillet 1936, un coup d'État militaire se produit. Il échoue mais le pays entre dans l'incertitude, puis très vite dans la guerre. Le 1<sup>er</sup> avril 1939, le général Franco peut émettre un communiqué de victoire. La guerre aurait fait plus de 300 000 victimes.

En quoi cette guerre civile représente-t-elle une rupture ? Pourquoi, alors qu'on a vu l'Espagne fracturée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, cette cassure va-t-elle se révéler comme la grande blessure contemporaine ? La question, impossible à traiter dans cette brève introduction, doit cependant être posée pour identifier les hypothèses problématiques qui guident ma réflexion.

Chronologiquement, la séquence 1936-1939 crée un avant et un après-guerre. Qu'y a-t-il derrière cette apparente lapalissade ? Le changement d'orientation collectif qui s'opère pendant la guerre rompt avec des dynamiques qui s'étaient formées progressivement depuis les années 1890. De là la forte coloration de la période 1890-1936 où l'historien croit déceler la concrétion et les sédimentations qui sont l'un des socles culturels et mentaux de l'Espagne contemporaine. La puissance du renouveau culturel, la consolidation de mouvements intellectuels qui appréhendent le monde avec des instruments nouveaux étrangers au catholicisme, la prise de conscience de nouveaux enjeux liés à l'industrialisation et l'urbanisation sont autant de ruptures avec un monde ancien qui progressivement semble disparaître. La forte influence du monde extérieur entraîné, comme l'Espagne, dans une « grande transformation » est essentielle dans l'élaboration d'une nouvelle grammaire des temps modernes. Un « âge d'argent » de la culture espagnole, pour reprendre l'expression de l'historien Manuel Tuñón de Lara que ses disciples, à l'image d'un José Carlos Mainer, réemploient pour en marquer la justesse, accompagne cette entrée de l'Espagne dans l'ère moderne. Or, la guerre et la victoire des forces coalisées autour du général Franco et de l'armée – forces plurielles et diverses unies sur un projet commun de lutte contre la République, mais divisées sur les perspectives d'avenir – semblent rompre avec cette modernité esquissée. D'ailleurs, les formes du pouvoir, sa rhétorique qui revendique l'héritage des Rois Catholiques (1479-1516) à travers l'utilisation des symboles d'alors, sa collaboration avec une Église dont les manifestations publiques sont tout à la fois somptueuses et exclusives renforcent cette impression de réaction, de retour en arrière, de rétablissement

d'un ordre ancien et injuste. Au moins est-ce là la vision des vaincus. Les vainqueurs veulent croire au contraire que l'Espagne renoue avec son identité essentielle et historique.

Le débat est tout à la fois politique, idéologique et culturel. On doit son intensité et sa virulence à son caractère vital pour les femmes et les hommes qui ont gagé leur vie sur le combat qu'a été la guerre civile. Comment s'étonner que les passions soient encore vives quand l'enjeu n'a pas été moindre que la vie même et que le souvenir de la guerre a été porté par des familles, biologiques et politiques, dont la position du côté des vainqueurs ou de celui des vaincus commande la suite de l'existence ? On est ici aux sources des incompréhensions et des divisions qui traversent les Espagnols. C'est *la* fracture du *xx<sup>e</sup>* siècle.

Si cet aspect de l'Espagne contemporaine est sans doute l'un des plus passionnants parce qu'il mobilise la mémoire, le discours et les symboles, se concentrer uniquement sur lui reste dangereusement réducteur. Car après 1939, l'Espagne ne s'est pas figée. Elle a emprunté une voie différente de celle qu'avaient pensée et espérée les républicains et les progressistes. Si les années de l'immédiat après-guerre sont douloureuses et difficiles dans tous leurs aspects, notamment la vie quotidienne, la conjoncture change dès la décennie 1950. Un tournant politique et administratif est pris autour de 1956-1958 avec l'arrivée au pouvoir des « technocrates », c'est-à-dire d'hommes soucieux avant tout d'efficacité économique, dans le respect des institutions et de la morale collective franquistes. Les années 1960 sont celles d'un décollage économique puissant : le taux de croissance de l'économie espagnole dépasse les 6 % annuels, le tourisme devient un des secteurs d'activité les plus dynamiques, contribuant directement et indirectement à l'ouverture de la société espagnole. Profitant d'une main-d'œuvre abondante et bon marché, l'Espagne s'industrialise, s'urbanise, se mécanise... bref, elle entre dans les dynamiques proprement européennes qui arrachent les vieilles nations rurales à leur apparent immobilisme. Jean Fourastié a identifié cette période pour la France : 1946-1975<sup>7</sup>. Mais il souligne, ne l'oublions pas, que tous les pays d'Europe ont connu cette étape. L'Espagne aperçoit dans les années 1960 les promesses de ce développement continu et spectaculaire. Aussi l'interprétation du franquisme change-t-elle : nous ne sommes plus simplement en face de la coalition des forces soulevées en 1936, mais devant un pouvoir qui accompagne et souhaite la modernisation du pays. Pour dire vite, le Franco de 1965 n'est pas celui de 1936, et à cet égard il convient de s'intéresser à la structure politico-administrative, plus importante que Franco lui-même du point de vue macroéconomique et macropolitique, si on m'autorise ces expressions.

Les fondements sociologiques de l'Espagne sont en partie transformés quand le vieux général meurt, le 20 novembre 1975. Bien sûr, le système institutionnel n'a évolué que partiellement : il n'y a pas de démocratie, l'expression de l'opinion publique est étroitement contrôlée et la censure

demeure, les syndicats sont des organisations officielles... Tous les mécanismes des dictatures sont bien présents. Mais sur le plan économique et juridique, il y a une stabilité, un ordre qu'on peut faire évoluer par le recours en justice et la jurisprudence. Quelques éléments propres aux autres démocraties libérales européennes sont donc présents dans cette Espagne qui demeure isolée politiquement et culturellement, alors que son insertion économique par les échanges commerciaux et les flux migratoires est chaque jour plus forte. La transition démocratique qui va s'ouvrir quelques mois après l'intronisation de Juan Carlos, le 22 novembre 1975, ne peut se comprendre sans cette base économique et sociale. Le jeune roi et son équipe de confiance, emmenée par le président du gouvernement Adolfo Suárez, s'attacheront à réduire la fracture politique, aidés en cela par une homogénéisation sociale qui leur est antérieure.

La période qui s'ouvre alors est en général mieux connue des Français. Cela tient, d'une part, à la proximité chronologique, d'autre part, au caractère positif de ces années de transition démocratique, de consolidation et enfin de normalité. L'Espagne devient à la mode et étonne. C'est la *movida* qu'incarne au cinéma un Pedro Almodóvar dont les films suscitent l'intérêt croissant du public. Comment est-il possible que d'Espagne nous arrivent des histoires aussi extravagantes, des scènes aussi scabreuses, un humour aussi nouveau ? C'est le contraste entre une Espagne austère et moralisante et une Espagne libérée et provocatrice qui retient d'abord l'attention, sans que l'on mesure bien la signification profonde de ces symptômes. On fait du cinéaste un symbole, ce qui a le défaut de changer un cliché par un autre ! Signe éclatant de cette réussite, après le cinéaste, ce sont les acteurs et actrices espagnols qui deviennent, au même niveau que les stars du cinéma américain, des *sex symbols* ! Combien d'hebdomadaires français ont fait leur une sur l'Espagne avec la jeune et sémiillante Penelope Cruz sans craindre une seule fois l'effet répétitif ? Mais il n'y a pas que la beauté féminine qui s'exporte : le sport, la gastronomie, les lettres sont de plus en plus à l'honneur. Des noms comme ceux de Rafael Nadal, Fernando Alonso, Ferran Adrià ou encore Arturo Pérez Reverte deviennent familiers aux oreilles des Français. Il n'est pas jusqu'à la famille royale qui n'entre dans cet espace familial des personnalités auxquelles les médias prêtent l'essentiel de leur attention. À l'évidence, on se trouve là devant une transformation spectaculaire de l'image de l'Espagne qui révèle la profondeur et l'intensité des changements qu'elle connaît depuis plus de trente ans.

L'énumération de ces mutations ne saurait pourtant tenir lieu d'explication, et il faudra essayer de comprendre les figures de cette Espagne qui semble si neuve. Il n'y a pas création *ex nihilo* d'une nouvelle réalité. Celle-ci est faite à la fois d'héritages et d'innovations assumés par une société désireuse de concorde civile et de progrès économique et social. Passées les premières années de transition juridique et institutionnelle – une constitution démocratique, rédigée par une assemblée élue au suffrage universel le 15 juin

1977, est approuvée le 6 décembre 1978 par un référendum –, la démocratie résiste à l'épreuve d'une tentative de coup d'État militaire le 23 février 1981, qui apparaît avec le recul comme une anachronique survivance de la tentation du *pronunciamiento* mais qui à l'époque renvoie les Espagnols à une menace réelle fondée sur des souvenirs concrets. Le 28 octobre 1982, la large victoire électorale des socialistes de Felipe González ouvre un nouveau cycle et conjure les fantômes du passé. Désormais, la gauche démocratique peut gouverner en Espagne sans craindre une fracture sociale et politique. L'entrée du pays dans la Communauté économique européenne le 1<sup>er</sup> janvier 1986 consacre le rêve européen des réformateurs mais aussi celui des agents économiques. C'est le temps de la reconnaissance internationale... qui a fait défaut à l'Espagne des décennies précédentes. Le signe de cette évidente « normalisation » – terme qu'il faudrait discuter – est la régularité avec laquelle se tiennent les échéances électorales. Enfin, en 1996, la victoire du Parti populaire de droite constitue une nouvelle étape. Pour la première fois depuis 1933, la droite gagne des élections sans que cela suscite de réactions violentes. Le leader du parti, José María Aznar, prétend conduire une « seconde transition »... terme que reprendra à son compte son successeur et adversaire socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, vainqueur des élections de 2004 et 2008. Cette volonté récupératrice du terme de « transition » révèle une certaine nostalgie des années 1976-1980 si positives aux yeux de l'opinion publique, et si elle ne lève pas les ambiguïtés non résolues de cette période, du moins est-elle un signe de l'évolution des préoccupations qui accaparent le débat national ainsi que des dynamiques propres au nouvel équilibre espagnol institué par ces années de fondation. Ici, l'historien doit se faire encore plus prudent pour démêler ce qui dans l'actualité relève du temps présent et ce qui au contraire ressortit à une chronologie plus épaisse. Autrement dit, les questions qui aujourd'hui divisent les Espagnols – l'articulation territoriale du pays, avec les questions catalane et basque au premier rang, la laïcisation de la vie sociale, culturelle et éducative, l'intégration des étrangers et les querelles mémorielles – sont-elles liées à une absence de traitement pendant la transition ou au contraire, apparaissent-elles parce que la société et les politiques évoluent ? La transition aurait-elle été incomplète ? Telle est en tout cas la thèse de quelques observateurs et historiens. De nouveaux enjeux ne dessinent-ils pas de nouveaux clivages ? Faut-il imputer aux imperfections et aux nécessaires compromis liés à la méthode politique choisie pour conduire la transition – une méthode consensuelle – les doutes et incertitudes qui pèsent sur l'Espagne d'aujourd'hui ? Ou ne faut-il pas plutôt estimer qu'ils deviennent l'horizon des problématiques contemporaines du pays, reléguant dans l'histoire les années de transition ? Le lecteur aura deviné que derrière ces questions c'est toute une compréhension de l'Espagne qui est en jeu. Les fractures qui sont apparues dans son parcours historique sont-elles éternelles ? N'est-on pas là sous l'influence de clichés réducteurs ? Et même si l'on rejette cette hypothèse, n'est-il pas légitime de s'interroger sur les traces souterraines

laissées par ces fractures ? N'est-on pas en droit de se demander si de nouvelles fractures ne sont pas en train d'apparaître et si elles ne risquent pas de se greffer à nouveau, tel le jeu des couches géologiques, sur des lignes de faille qui fragilisent le sous-sol historique et généalogique de l'Espagne et des Espagnols ?

1. John Elliott, *Imperios del mundo Atlántico. España y Gran Bretaña en América (1492-1830)*, Madrid, Taurus, 2006.

2. Il s'agit d'une histoire générale de l'Espagne (et de ses possessions) publiée entre 1937 et 2002 par la maison d'édition madrilène Espasa Calpe. Elle compte soixante-dix volumes.

3. L'équivalent de notre Premier ministre.

4. En France, un Paul Valéry en fait l'un des points de départ de ses *Regards sur le monde actuel*.

5. José Ortega y Gasset, *La rebelión de las masas*, Madrid, Revista de Occidente, 1930.

6. La Constitution, en effet, limite ce droit de dissolution à une seule fois par mandat.

7. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

**Livre premier**  
**Le libéralisme en échec ?**  
**(1808-1923)**



# 1

## Les fondements du nationalisme libéral

### Guerre d'indépendance et sentiment national

Tout point de départ peut paraître, sinon arbitraire, au moins excessivement réducteur. En 1808, les événements qui vont durablement perturber la vie nationale espagnole résultent de la conjonction de plusieurs phénomènes. Il s'agit d'une double crise : une crise dynastique et une crise européenne. Et si on porte le regard outre-Atlantique une troisième crise a déjà commencé : celle de la domination coloniale espagnole.

La crise dynastique est proprement espagnole : il s'agit d'un affrontement entre le vieux roi Charles IV, manipulé par son épouse Marie-Louise et le favori Godoy, dont l'ascension fulgurante n'est pas sans susciter un évident scandale, d'une part et, d'autre part, l'infant, prince des Asturies, Ferdinand, soutenu par un réseau de grands d'Espagne. Mais à ce différend politique se surimposent les échos que les événements français ne cessent de susciter en Europe. La Révolution française, dans ce qu'elle a eu de destructeur mais aussi dans ce qu'elle fait apparaître – la souveraineté populaire et nationale –, bouleverse tous les ordres politiques précédents. L'Ancien Régime, abattu en France, tremble dans le reste de l'Europe. Or, Bonaparte d'abord, Napoléon ensuite, viennent semer le désordre dans ces vieilles monarchies et principautés européennes. L'intervention française en Espagne constitue véritablement une onde d'expansion de la Révolution au-delà des Pyrénées. La crise européenne vient se greffer sur la crise espagnole et lui donne alors une ampleur toute nouvelle.

Pour les historiens, il ne s'agit de rien de moins que de la date de naissance de l'ère contemporaine de l'histoire espagnole. Et si, à notre tour, nous faisons de 1808 une date fondatrice, c'est moins par ce qu'elle achève que par ce qu'elle inaugure, comme l'ont démontré les manifestations officielles du bicentenaire en 2008.

Même si une Espagne nouvelle ne surgit pas tout armée à la fin de 1808, une chose est certaine : une certaine Espagne, que l'on qualifiera d'ancienne, a sombré. Et c'est l'histoire heurtée et mouvementée de l'émergence et de la consolidation de cette Espagne nouvelle qu'on va tenter, dans ces pages, de raconter, d'analyser et de comprendre.

L'acte de naissance de la contemporanéité est politique : c'est celui par

lequel les sujets d'un roi décident, par un processus révolutionnaire, de devenir des citoyens, c'est-à-dire les dépositaires de la souveraineté nationale. En France, la transformation des États généraux du royaume en Assemblée nationale, lors du serment du Jeu de paume, est ce moment décisif. En Espagne, c'est dans un contexte d'invasion étrangère que le processus va avoir lieu, de manière éclatée et dispersée sur tout le territoire. Le maire de Móstoles, une petite bourgade proche de Madrid, est le premier, dès le 3 mai 1808, à assumer cette souveraineté nationale et « qui ose déclarer la guerre à la France<sup>1</sup> ». Puis, comme une traînée de poudre, des juntas provinciales ou urbaines se forment. La souveraineté nationale est née, mais elle est fragmentée, divisée et, pis encore, menacée par un ennemi supérieur en force et en prestige.

Cette conjonction du processus révolutionnaire et du mouvement de résistance crée les conditions favorables à l'apparition d'un nouveau nationalisme espagnol. La guerre que les Espagnols vont mener contre Napoléon va modifier en profondeur la perception de leur nation. Il est significatif de noter que c'est en 1837, avec le récit que le comte de Toreno fait de cette guerre, qu'apparaît l'expression « guerre d'indépendance ». En 2008, lors des commémorations du bicentenaire des événements d'alors, les termes sont communément repris et acceptés. Ils sont une création du nationalisme libéral, dont l'importance pour la configuration historique de la nation espagnole est fondamentale. Mais en même temps, ledit nationalisme libéral n'épuise pas à lui seul les modalités de compréhension et de perception de l'identité espagnole : dès la guerre contre Napoléon c'est une diversité de sentiments nationaux qui s'expriment, créant les socles d'identités concurrentes... Presque toute l'histoire de l'Espagne à venir est comprise dans cette autre fragmentation du sentiment national, fragmentation politique, culturelle et religieuse dont on peut raisonnablement penser qu'elle est aux origines de bien des fractures espagnoles.

Le sentiment national espagnol existe avant 1808. Nul ne le remet en doute. L'un des meilleurs spécialistes de la question du nationalisme espagnol, José Álvarez Junco, évoque un « patriotisme ethnique » fondé sur la loyauté à la monarchie espagnole, un très fort sentiment d'unité religieuse, une relative unité linguistique autour du castillan, un fonds commun de références historiques et mythiques, une unité fondée sur le rejet de la « Légende noire » – cette réputation que les protestants hollandais avaient faite à l'Espagne dans leur propre lutte contre le pouvoir des Habsbourg –, ou encore un sentiment partagé de « communauté de destin<sup>2</sup> ». Mais ce sentiment national est fragilisé parce qu'il procède tout à la fois d'un héritage et d'une conjoncture politique. L'héritage, c'est la monarchie comme ciment de ce sentiment national. La conjoncture, c'est la disparition de cette monarchie qui a basculé dans le ridicule à Bayonne face à l'empereur français, autrement dit un aventurier corse capable ainsi d'imposer son frère sur un trône abandonné par le père et le fils ! Il faudra donc aux Espagnols trouver une réponse à ce vide et à cette

usurpation. Or, la nation peut-elle se construire sur un précipité dont le premier résultat est la dissolution de ce qui existait avant ?

Contrairement à ce que fera accroire le nationalisme libéral postérieur, la réaction des Espagnols en 1808 n'est ni unanime, ni univoque. Des acteurs importants de l'époque, tel Gaspar de Jovellanos, évoquent une « guerre civile », et il est vrai que l'on observe une division très profonde des élites espagnoles entre *afrancesados*, c'est-à-dire partisans de Joseph Bonaparte en ce qu'il entreprend un nécessaire programme de réformes, et opposants. Cette fracture ne passe pas forcément par le rejet ou l'acceptation du nouveau roi ; elle se fait aussi autour de son programme politique et « il est permis d'appliquer à l'Espagne la typologie des collaborations : une collaboration politique, produit d'un engagement personnel idéologique ou pragmatique mais qui chaque fois correspond à une participation active au nouveau pouvoir ; une collaboration administrative, c'est-à-dire qui vise à assurer la continuité du gouvernement sans que l'idéologie n'intervienne ; la collaboration passive qui consiste à obéir mais sans forcément adhérer uniquement parce que la résistance n'est pas possible. Les deux dernières collaborations ne sont donc pas antithétiques d'un engagement à titre personnel dans la Résistance<sup>3</sup> ». Les uns font le pari de la reconstruction malgré l'occupation, tandis que les autres veulent d'abord la libération avant la reconstruction. Débat qu'un peu moins d'un siècle et demi plus tard, après la défaite de juin 1940, les Français affronteront dans les déchirements et tourments que l'on connaît.

Par ailleurs, les motivations de ceux qui, en Espagne, se soulèvent contre les Français sont diverses. Elles peuvent être très locales et obéir à un double sentiment de xénophobie antifranaise et d'exaspération contre des troupes d'occupation qui par leurs pillages pèsent de tout leur poids sur les villes et les populations. Elles sont parfois insérées dans un discours fondé sur la loyauté au roi, la fidélité à la religion contre l'athéisme révolutionnaire français. Tous les Espagnols ne se soulèvent pas ensemble contre les Français et la conscience de leur motivation est loin d'être claire pour tous. De plus, pour qui est attentif à la chronologie et au déroulement des opérations, on constate que l'affirmation de la souveraineté nationale, loin de se faire dans un mouvement de rupture, est un processus lent qui, amorcé dans les proclamations locales dont nous avons parlé, se poursuit à Cadix, où se sont réunies des *Cortes* dès septembre 1810. Pensée d'abord comme une substitution de monarque, la souveraineté nationale finira par devenir le nouveau principe constitutionnel. Le texte constitutionnel de 1812 proclame dans son article 2 : « La nation est libre et indépendante et elle n'appartient à aucune famille ni aucune personne » et dans son article 3 : « La souveraineté réside essentiellement dans la nation et par conséquent, c'est à celle-ci que revient le droit d'établir ses lois fondamentales ». Entre 1808 et 1812, on passe d'un « Vive le roi » ou « Vive Ferdinand VII » à un « Vive la Nation ». L'un des plus actifs constituants, Agustín Argüelles (1776-1844), eut ce mot

célèbre lorsqu'il présenta la Constitution : « Espagnols, vous avez enfin une patrie ! », signifiant ainsi la rupture révolutionnaire qui s'était accomplie à Cadix et qu'il faudra plusieurs décennies pour digérer. On est là au cœur de ce qui sera le conflit politique de tout le XIX<sup>e</sup> siècle.

## Le déroulement de la guerre

Napoléon a une vision européenne de son projet et de sa stratégie. Depuis la déroute de Trafalgar, en 1805, la position française sur les mers est fragile : désormais, ce sont les Anglais qui dominent l'océan. Mais de la fin de 1805 (victoires d'Ulm en octobre et d'Austerlitz en décembre) à juin 1807 (victoire de Friedland), Napoléon a battu successivement l'empereur d'Autriche et le tsar et les a fait entrer dans son système d'alliances. Dès novembre 1806, la politique de blocus continental qui consistait à étouffer économiquement l'Angleterre était lancée. En 1807, elle devient la priorité. Dans cette optique, le Portugal représente un élément clef puisque les ports de Lisbonne et de Porto sont essentiels à l'approvisionnement anglais. Il s'agit donc pour Napoléon de conquérir le Portugal. Pour ce faire, il lui faut traverser l'Espagne. Le traité de Fontainebleau du 27 octobre 1807, signé entre Napoléon et Godoy, prévoit le démantèlement du royaume de Portugal, dont le sud serait confié à Godoy sous forme d'une principauté de l'Algarve tandis qu'au nord un royaume de Lusitanie verrait le jour. Ce traité est le prolongement de la traditionnelle alliance franco-espagnole qui avait marqué l'équilibre des relations internationales au XVIII<sup>e</sup> siècle, alliance qui exprimait une certaine sujétion de l'Espagne aux desseins français. Mais Napoléon, en homme pressé, avait déjà fait franchir aux troupes commandées par le maréchal Junot la frontière à Irún dès le milieu du mois d'octobre 1807. Le 30 novembre, les troupes françaises entrent à Lisbonne. Courant décembre, le général Dupont passe la frontière de la Bidassoa avec 30 000 hommes. Le 9 janvier 1808, l'armée de Moncey pénètre à son tour dans la Péninsule. Dans la nuit du 15 au 16 février 1808, le général Darmagnac occupe la citadelle de Pampelune. Les troupes du général Duhesme passent la frontière du côté de la Junquera et arrivent vers Barcelone, où elles prennent possession du fort de Monjuich le 28 février. On est loin de l'objectif premier, qui est de faire arriver des renforts vers le Portugal : ce sont plus de 100 000 soldats qui ont pénétré le territoire espagnol, se sont répartis sur l'ensemble de celui-ci et commencent à en disposer selon un plan d'occupation assez clair.

En mars 1808, Murat, nommé lieutenant-général de l'Empereur en Espagne, arrive à son tour sur le sol espagnol. Cette forte présence militaire devient chaque fois moins lisible : l'objectif initial était, rappelons-le, le Portugal. Mais voici Dupont à Ségovie et Murat en marche vers Madrid dans laquelle il entre le 23 mars. Même si les ordres du gouvernement espagnol continuent de tenir ces troupes pour amies et donc de demander la collaboration des autorités locales pour leur ravitaillement, l'opinion publique

s'inquiète de cette pénétration française chaque jour plus pesante.

Déjà parviennent à Napoléon des rapports qui disent la tension croissante dans la population. L'assassinat isolé de quelques soldats le 1<sup>er</sup> mars 1808 à Barcelone confirme le malaise. L'hostilité du clergé est soulignée. S'il faut voir là une évidente réticence à l'égard des Français, qui sont des révolutionnaires – et on sait ce que la Révolution a signifié sur le plan religieux –, il faut aussi y lire une réaction à l'entrée dans la Rome pontificale des soldats de Napoléon. Même si les informations circulent lentement, l'opinion publique réagit aux signaux qu'elle perçoit de manière plus ou moins directe, plus ou moins déformée. Cette sensible modification de la situation internationale devient un facteur de politique intérieure. L'accentuation de la présence française affaiblit la position de Godoy, signataire du traité de Fontainebleau. Ses adversaires entendent en tirer profit : ce sera l'émeute des 17 et 18 mars à Aranjuez.

L'ascension fulgurante et peut-être scandaleuse du favori – on ne cesse de dire, non sans quelque raison, qu'il est l'amant de la reine Marie-Louise – a agglutiné autour de l'infant, le prince Ferdinand, l'opposition à Godoy, donc aussi celle à Charles IV dont la faiblesse consternante et l'imbécillité (puisque'il est le roi trompé !) sont un signe éclatant de fragilisation de la dynastie. Ferdinand est appelé, quoi qu'il arrive, à succéder à son père et c'est la raison mécanique pour laquelle ceux qui, tel le duc de l'Infantado, l'un des tout premiers grands d'Espagne, désolés de l'effacement de Charles IV, se rangent derrière le prince des Asturies, en qui ils voient la promesse d'un gouvernement plus solide. La progression des troupes françaises, la détérioration de la position politique de Godoy – la politique, dans une cour, est une affaire spatialement étroite et humainement réduite – poussent le favori à envisager le départ de la famille royale vers les « Indes », c'est-à-dire l'Amérique espagnole. Après tout, c'est ce que venait de faire la dynastie des Bragance au Portugal le 29 novembre 1807 sous la conduite du régent Joao VI. Ébruité, le projet affaiblit un pouvoir royal que la population voit comme lâche, prêt à abandonner le pays aux Français. Entre le 16 et le 19 mars, en manipulant la foule à Aranjuez, les partisans de Ferdinand obtiennent l'abdication de Charles IV. Godoy est renversé ! L'émeute d'Aranjuez est d'abord et avant tout une « révolution de palais ». Mais le recours à la foule, c'est-à-dire au peuple, tend à faire de celui-ci un élément déterminant de légitimation du coup de force.

Cet événement politique capital représente pour les Français une nouveauté. Que signifie cette accession de Ferdinand VII au trône ? Que faire en Espagne ? Napoléon, informé de ces événements le 27 mars, décide de se rendre à Bayonne. Murat, de son côté, déjà entré dans Madrid, veut orienter l'information de l'Empereur : en sous-estimant systématiquement la popularité de Ferdinand VII et en montrant la manipulation ayant mené à l'abdication de Charles IV, il tend un miroir déformant à Napoléon. De son côté, l'ambassadeur français, le vicomte de Beauharnais, soutient la solution

Ferdinand VII, bien que la France ne reconnaisse pas le nouveau souverain. Or, avec ses 100 000 soldats en Espagne, sa position dominante en Europe, c'est Napoléon qui détient la clef de la résolution de cette crise politique. Le général Savary, envoyé à Madrid par l'Empereur, obtiendra de toute la famille royale qu'elle fasse le voyage à la rencontre de Napoléon. Elle devra passer la frontière, et donc se trouver en terre française à Bayonne pour le voir. Un piège s'est refermé sur elle. Car entre-temps, l'Empereur a pris son parti sur la question espagnole. Convaincu que l'alliance entre la France et l'Espagne est l'un des axes forts de la politique européenne depuis 1700 et qu'elle constitue l'une des garanties essentielles contre l'Angleterre, Napoléon veut arrimer fermement l'Espagne à l'aventure impériale. Dans ces conditions, les Bourbons doivent disparaître, et un membre de la famille Bonaparte s'installer sur le trône, ainsi que l'expose le rapport que Champagny rédige pour l'Empereur et que celui-ci corrige de sa main le 24 avril 1808. Une fois que Napoléon obtient l'acceptation par son frère Joseph du trône espagnol, Murat reçoit l'ordre de préparer l'opinion espagnole à cette accession. À Bayonne, Napoléon reçoit d'abord de Charles IV la cession de sa couronne, puis de celle de Ferdinand et enfin la cession collective des Bourbons d'Espagne de leurs droits à la couronne. Celui-ci est roi d'Espagne du 6 mai au 8 juin 1808, date à laquelle il nomme Joseph à sa place. Le 12 mai, Ferdinand et ses frères, les infants Antonio et Carlos, adressent une proclamation dans laquelle ils dégagent leurs sujets de toute obligation à leur égard. Commence alors leur exil français chez Talleyrand, dans le château de Valençay (Cher).

À Madrid, le peuple se soulève le 2 mai et la répression s'abat sur lui le 3. Goya a immortalisé ces scènes cruelles. En province aussi, les soulèvements se multiplient. Dans les Asturies, deux personnalités appelées à jouer un rôle majeur, Agustín Argüelles et le comte de Toreno, s'embarquent vers l'Angleterre comme émissaires pour informer le gouvernement de Londres de la situation en Espagne et pour chercher des appuis contre les Français. Le chaos est complet. À Aranjuez, une junte centrale, confiée à un homme d'expérience, le vieux comte de Floridablanca, prétend organiser la résistance. Mais les troupes françaises sont proches, les communications difficiles. Plus que jamais, c'est un panorama de fragmentation et de théâtres multiples qui se dessine. Tout au long des mois de juin et juillet, les armées françaises traquent les rebelles et essaient de mieux contrôler le territoire. Cela n'est pas chose facile, mais des succès comme ceux du maréchal Bessières à Medina de Ríoseco le 14 juillet, le siège de Saragosse par le maréchal Lefebvre semblent confirmer la suprématie française. Arrivé à Cordoue avec un détachement de 10 000 hommes, le général Dupont prend la mesure de l'hostilité qui règne en Andalousie. Après avoir mis à sac l'ancienne capitale califale, il remonte vers le nord. Le 19 juillet, il rencontre à Bailén les troupes espagnoles du général Reding – un Suisse au service du roi d'Espagne – et du général Castaños. L'affrontement est violent, un temps incertain, puis finit par tourner à l'avantage des Espagnols. Dupont capitule le

22 juillet : ses troupes sont faites prisonnières et connaissent un sort peu enviable sur les pontons de Cadix puis dans l'îlot désert de Cabrera, aux Baléares. La nouvelle est connue à Madrid le 28. Joseph Bonaparte prend peur et se replie sur l'Èbre, abandonnant une première fois sa capitale. Ce ne sera pas la dernière... Il ordonne à Lefebvre de lever le siège de Saragosse, qui résiste héroïquement sous les ordres du général Palafox. Ainsi, petit à petit, des actions militaires réussissent qui donnent espoir aux Espagnols, inquiètent le haut commandement français et compliquent la situation pour Napoléon. Et ce d'autant plus qu'au Portugal, le corps expéditionnaire anglais commandé par le général Wellesley, futur lord Wellington, boute hors de Lisbonne Junot qui, par la convention de Cintra (30 août 1808), obtient le rapatriement de son armée en France. C'est une retraite honorable... elle n'en signe pas moins un échec militaire important.

Napoléon doit se rendre à l'évidence : moins d'un an après l'entrée de ses hommes en Espagne, le contrôle de la péninsule Ibérique lui échappe. Son frère n'exerce guère qu'un pouvoir nominal, la popularité du roi exilé Ferdinand VII est intacte, la volonté de lutte des Espagnols manifeste, l'aide britannique décisive. Le « héros fantastique », ainsi que le désignera Chateaubriand dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, se rend donc lui-même en Espagne, où il prend la tête des opérations le 6 novembre à Vitoria. Le 4 décembre, il reçoit la reddition de Madrid. En moins d'un mois, avec ses maréchaux les plus brillants, Victor, Bessières, Moncey, Lefebvre, Mortier, Ney et Soult, il reprend le contrôle du territoire infligeant aux vainqueurs de l'été d'amères défaites d'automne. Palafox, le héros de Saragosse, est battu par Lannes à Tudela, en Aragon. Castaños, le héros de Bailén, subit une humiliation à Soria, face à Ney. La charge héroïque de la cavalerie polonaise à Somosierra, le matin du 30 novembre, ouvre la voie vers Madrid. Cet épisode devient un moment de légende dans l'épopée de la fortune des armes napoléoniennes.

La victoire eût pu être complète si les troupes britanniques du général Moore, qui avaient attaqué l'arrière-garde française à Astorga (au nord-ouest de la Péninsule, près de la frontière portugaise), avaient été retenues et si les points de crispation que furent Saragosse et Gérone n'avaient pas continué à manifester une farouche résistance. Moore réussit à s'échapper vers la Galice, où cependant il trouvera la mort le 16 janvier 1809, lors de la bataille de La Corogne que remporte, une fois encore, le maréchal Soult. Le 17 janvier, Napoléon quitte Valladolid pour Paris. Son horizon est européen, il ne peut continuer de s'attarder en Espagne. Moyennement confiant dans les capacités militaires de son frère Joseph, il laisse à ses maréchaux une grande latitude d'action dont témoignent les initiatives de Soult et de Ney au Portugal et en Galice. Soult réussit à prendre Porto et à occuper la ville au cours du mois d'avril 1809. Mais les Anglais tiennent toujours Lisbonne, par où revient le général Wellesley avec des renforts. Courant mai, avec des forces anglo-portugaises il chasse Soult, qui bat en retraite jusqu'à Lugo, qu'il atteint le

23 mai 1809. Ney et Soult ne se concertent pas et doivent abandonner la Galice pour se retrouver le 30 juin à Astorga, là où six mois auparavant ils avaient contraint Moore à la retraite.

En Espagne, les escarmouches ou les batailles se poursuivent avec des sorts divers. Le 21 février, la capitulation de Saragosse signe un beau succès français, acquis au prix de pertes nombreuses d'un côté comme de l'autre. Il faut attendre le 11 décembre 1809 pour que le maréchal Augereau reçoive la reddition de Gérone. Le siège aura duré plus de huit mois ! Ailleurs, l'envie de combattre à tout prix conduit des généraux espagnols à plusieurs désastres. Le général Blake, Espagnol d'origine irlandaise, est battu à Belchite. En Estrémadure, le maréchal Victor se défait aisément des troupes commandées par le vieux général Cuesta, tandis que le 28 juillet 1809, à Talavera de la Reina, un point stratégique entre l'Estrémadure et Madrid, Jourdan et ses hommes mettent en lumière les différences stratégiques fondamentales qui existent entre les Espagnols et les Anglais. Wellesley, conscient de son infériorité numérique et menacé dans son repli par le maréchal Soult, préfère rentrer au Portugal et tenir la frontière, abandonnant ainsi à leur sort les troupes des Espagnols. Ceux-ci entendent pourtant continuer à livrer bataille pour tenter de libérer Madrid. À Tamames, le 18 octobre, ils sont à nouveau battus par le général Marchand, tandis que Kellerman se défait le 19 novembre à Ocaña (à environ 70 kilomètres de Madrid) d'une armée rassemblée par le général Areizaga et forte de plus de 40 000 combattants, dont plus de 14 000 sont faits prisonniers.

Ainsi, 1809 est une bonne ou une mauvaise année, selon le point de vue adopté. Les Français sont à nouveau maîtres du territoire à la fin de l'année. La junte centrale, qui s'était d'abord installée à Aranjuez a reculé jusqu'en Andalousie, à Séville, puis à Cadix, et la domination française en Andalousie est envisageable après la redoutable défaite d'Ocaña. La Catalogne est maîtrisée elle aussi et les Anglais sont cantonnés au Portugal, plus soucieux de la préservation de leurs intérêts face au blocus continental que de soutenir coûte que coûte les Espagnols dans leur effort de libération nationale. Du côté espagnol, les défaites s'accumulent, avec souvent un trop lourd bilan. Les revers d'Ocaña et de Gérone, intervenus à moins d'un mois d'intervalle, sont profondément démoralisants. Ils traduisent surtout une vérité chaque jour confirmée : le choc frontal entre armées tourne au désavantage des Espagnols, souvent plus faibles en nombre et en équipement. En revanche, les manœuvres de la guérilla marquent des points. Elles ne sont pas toutes spectaculaires, mais elles commencent à créer un climat d'insécurité croissant pour les Français et révèlent la capacité de résistance du peuple espagnol.

Dans un texte récent assez marqué par un nationalisme fervent, l'historien militaire, le général Miguel Alonso Baquer, écrit sans fard que 1810 « est l'année la plus triste et la plus déprimante pour ceux qui luttent pour l'indépendance<sup>4</sup> ». Qu'on en juge. Joseph Bonaparte et le maréchal Soult, profitant de la chance que leur offre la déroute espagnole à Ocaña,



partent à la conquête de l'Andalousie, où leur avance ne rencontre pas d'opposition. L'entrée du roi Joseph à Séville le 1<sup>er</sup> février ne donne pas lieu à un soulèvement général. Il entrera ainsi successivement à Ronda, Málaga, Grenade, Jaén et Cordoue avant de revenir à Séville le 12 avril. Soult va pousser jusqu'à Cadix, où se sont réfugiés les résistants à l'ordre français, rassemblés sous une régence collective dirigée d'abord par le général Castaños. Cadix est protégée par les troupes du duc d'Albuquerque, qui l'empêchent d'être prise par Soult. Un irréductible petit coin du territoire espagnol refuse ainsi de plier : c'est là que va naître, dans la réalité constitutionnelle puis plus tard dans le souvenir de ce lieu et de sa signification, la nouvelle nation espagnole. En effet, le 24 septembre 1810, un groupe de députés se déclare constitué en « *Cortes Generales y Extraordinarias de la Nación Española* », autrement dit en Assemblée nationale constituante puisque, selon ces députés, la souveraineté nationale réside dans ces *Cortes*. Cadix sera assiégée longuement par le général Victor. En vain.

Les acquis de Joseph en Andalousie ne modifient pas le jugement négatif que Napoléon porte sur son frère, et l'Empereur court-circuite littéralement l'autorité du roi d'Espagne en instituant des gouvernements militaires en Catalogne, en Aragon, en Navarre, dans les provinces basques, puis à Burgos, à Valladolid et à Salamanque. Napoléon veut reprendre le Portugal et donne l'ordre au maréchal Masséna de conduire cette ambitieuse contre-offensive. Les villes d'Astorga et de Ciudad Rodrigo sont reprises entre juin et juillet 1810. Fin août, la forteresse frontalière d'Almeida tombe entre les mains françaises. L'idée de Napoléon est que le maréchal Soult remonte depuis le Sud la vallée du Tage afin d'achever le mouvement de tenaille qui permettrait de prendre le Portugal et Lisbonne. Soult prend bien Badajoz, sans pouvoir pourtant soulager l'attente de Masséna à Santarem, où les lignes fortifiées imaginées par les Anglais bloquent définitivement sa progression. Alors qu'en 1808 et 1809 les noms de Gérone et de Saragosse suffisaient à faire vibrer le cœur des Espagnols tant la résistance héroïque de ces places tenait lieu de symbole, en 1810, les noms d'Astorga, Ciudad Rodrigo et Badajoz viennent allonger la liste déjà longue de leurs défaites et de leurs découragements.

Face à ces grandes opérations qui mobilisent l'effort de guerre napoléonien et anglais et qui révèlent toujours la puissance d'esprit de l'Empereur dans sa compréhension des impératifs géographiques, on constate une spectaculaire dégradation des conditions de sécurité dans tout le pays. La guérilla, de plus en plus audacieuse, étend son contrôle du territoire sur des espaces chaque fois plus vastes. Citons parmi les plus fameux guérilleros Juan Martín, dit *El Empecinado*, Porlier, qui tient les Asturies, Durán, qui autour de Soria met en échec les forces françaises, le curé Merino, autour de Lerma, ou encore Espoz y Mina, qui aurait presque fini par faire la pluie et le beau temps en Navarre si le général Reille n'était venu le combattre et le faire reculer.

Enfin, en Catalogne, l'ordre ne règne pas et Augereau est relevé de son commandement. Il est remplacé par Macdonald, qui ne réussit que très partiellement à stabiliser la situation, échouant à reprendre Tarragone et se faisant bousculer autour de Barcelone.

Au printemps 1811, Masséna doit se rendre à l'évidence : la prise du Portugal a échoué. Il entame dès lors une retraite bien ordonnée à partir du 5 mars. Lors des batailles de Fuentes de Oñoro, près de Salamanque, le 5 mai 1811 et de La Albuera, à proximité de Badajoz le 16 mai, les Anglo-Espagnols font plier aussi bien Masséna que Soult. La frontière hispano-portugaise est définitivement anglaise. Napoléon refuse à son frère, venu en mai à Paris lui quémander des renforts, un effort militaire supplémentaire. À l'est de l'Espagne, le général Suchet réussit la prise de Tortosa et celle de Tarragone le 4 mai 1811. Puis, entre l'été et l'automne, il va prendre les villes d'Oropesa (en octobre), de Valence (9 janvier 1812), de Dénia et Peñíscola (en janvier et février).

De ce tableau sommaire de la situation, le lecteur retirera sans doute l'impression d'un interminable match à égalité dans lequel aucun adversaire ne réussit à prendre de manière décisive le dessus. De fait, l'échec final des Français viendra de causes extérieures à la situation dans la Péninsule qui feront de celle-ci un piège. L'effort de guerre français deviendra démesuré lorsque Napoléon, engagé totalement dans son hallucinant projet de conquête de la Russie, sera obligé de ponctionner sur les troupes positionnées en Espagne, qui manqueront de manière décisive face à l'habile ténacité anglaise et à la farouche résistance espagnole. Personne n'ignore cette situation. L'ennemi anglais moins que quiconque. Ce sont, semble-t-il, les armées du Nord qui souffrent le plus de ce prélèvement de près de 50 000 combattants. Le général Wellesley, devenu lord Wellington, profite de l'aubaine et va marquer deux points décisifs dans ce trop long combat. Ciudad Rodrigo est conquise le 19 janvier 1812 et Badajoz tombe le 7 avril. Ces deux places, qui constituaient les verrous, soit du Portugal lorsque les Français prétendaient conquérir ce royaume, soit de l'Espagne lorsque ce sont les armées britanniques qui déboulent, tombent, sans espoir de retour, du côté anglais. Partout, l'enthousiasme des Espagnols renaît : dans les Asturies, en Castille – où les guerrilleros Merino et Juan Martin livrent de sanglantes batailles autour de Sigüenza et où Duran échoue de peu devant Soria –, en Andalousie dans la Sierra de Ronda. L'armée du maréchal Marmont se voit obligée de s'étirer et les forces françaises viennent à manquer. Peu concentrées, elles offrent un flanc facile soit à des attaques de guérilla, soit à une plus vaste offensive, celle que Wellington va enfin lancer dans le courant du mois de juillet 1812. La rencontre entre les forces de Marmont – 47 000 hommes – et celles de Wellington – 51 000 – est moins équilibrée que ne le révèlent les chiffres. Wellington aborde le combat en vainqueur, tandis que Marmont est sur la défensive, tant militairement que politiquement. La mauvaise coordination entre les troupes françaises, et notamment la politique très personnelle du

maréchal Soult, qui entend garder et protéger ses forces en Andalousie, l'hostilité permanente des populations et le harcèlement des guérillas sont autant de faiblesses devenues structurelles. La bataille dite des Arapiles (les Anglais l'appellent la bataille de Salamanque), le 22 juillet 1812, gagnée par Wellington, ouvre la route de Madrid. Le 12 août 1812, l'Anglais entre dans une ville que Joseph avait elle aussi, abandonnée le 10, dans une fuite difficile vers Valence où il rejoignait les troupes de Suchet, tandis qu'il donnait l'ordre à Soult d'évacuer l'Andalousie, ce que ce dernier entreprend, le 27 août. Fin septembre, Joseph, Soult et Suchet sont ensemble à Valence, affaiblis et acculés dans l'est de l'Espagne. Pourtant, recevant les renforts du général Souham, ils regroupent enfin les troupes impériales et décident de marcher sur Madrid. Le 3 novembre, Joseph y rentre victorieux. Par une de ces ironies dont l'histoire semble friande, Français et Anglais se retrouvent le 15 novembre 1812 autour de Salamanque, sur le lieu même de la bataille des Arapiles du mois de juillet. La revanche ne saurait être plus épique. Pourtant, il n'y aura pas de bataille, tant en raison du retard des troupes de Soult que des mauvaises conditions météorologiques, qui permettent à Wellington de se mettre à l'abri du côté de Ciudad Rodrigo. Reste que malgré ce retour de fortune presque inespéré pour Joseph, la situation générale n'est guère favorable aux intérêts français. Les Espagnols ne cessent de bousculer les faibles troupes stationnées sur la côte cantabrique. Et même si les Français réussissent une nouvelle fois à rétablir la situation, les apparences sont trompeuses.

Les événements politiques qui se déroulent à Cadix et qui voient la proclamation d'une constitution, le 19 mars 1812, sont le signal clair d'une évolution en profondeur de la nation espagnole. De plus, l'affrontement franco-britannique n'épuise pas la réalité de la guerre péninsulaire, même si celui-ci qui met aux prises deux armées régulières, tandis que les forces espagnoles sont, pour employer une expression anachronique pour l'époque mais compréhensible aujourd'hui, « non conventionnelles ». Surtout, le théâtre espagnol ne peut être séparé du grand horizon européen, celui-là seul qui compte, ou presque, pour Napoléon. Or, l'Empereur est sans doute en train de sceller son sort dans les plaines de l'Est battues par l'hiver russe. La Berezina n'est pas passée dans le langage commun pour rien. L'échec de la Grande Armée en Russie et sa retraite, héroïque mais désastreuse, révèlent aux yeux des ennemis de l'Empereur sa faiblesse évidente. Wellington comprend que cet affaiblissement général offre l'occasion de chasser les Français hors d'Espagne.

Une fois encore, Napoléon ponctionne sur ses troupes en Espagne les effectifs dont il a cruellement et rapidement besoin. L'armée de Joseph se retrouve donc insuffisante en nombre pour maintenir intacte sa présence sur les territoires qu'elle doit contrôler. Le 20 mars 1813, le frère de l'Empereur abandonne Madrid, cette fois-ci définitivement. Mais ce sont les généraux Hugo et Leval qui quittent la ville les derniers, fin mai. Cinq ans d'occupation

prennent ainsi fin. C'est alors le début d'une longue retraite française, d'une épopée anglaise et d'un soulagement espagnol. À Vitoria, le 21 juin 1813, les troupes impériales sont battues et dispersées. Il ne reste plus qu'à battre en retraite vers le nord par Miranda de Ebro et Irún. Les Français abandonnent les places fortes de Pampelune et de Saint-Sébastien (9 septembre), poursuivis par leurs ennemis espagnols et anglais. Dans le Levant, Suchet livre une résistance acharnée. Harcelé sur terre et sur mer, il amorce une retraite courant juillet. Il arrive à Barcelone le 27 juillet. Saragosse aussi est abandonnée, et les troupes françaises tentent de regagner la France par Jaca. Entre septembre et décembre 1813, c'est l'hallali. Joseph est destitué par son frère, qui confie à l'incombustible Soult la conduite des opérations. Regroupant les forces, ce dernier se relance dans une offensive qui échoue. L'écho et les conséquences de la bataille des nations à Leipzig, en octobre 1813, confirment la possibilité d'un effondrement de l'empire français. Aussi quand Wellington, en octobre 1813, passe la Bidasoa, c'est en territoire français qu'est portée la guerre. L'Espagne est libérée, mais le conflit continue. Soult, replié entre Pays basque et Béarn, tente par tous les moyens de freiner l'avancée anglaise, tandis que le général Suchet maintient une présence française en Catalogne. Face à la débandade militaire, Napoléon, par l'un de ces retournements qui font à la fois son génie et son incohérence, signe le traité de Valençay du 7 mars 1814 qui restitue Ferdinand VII à son royaume. Le roi *deseado* – c'est-à-dire désiré – passe la frontière le 24 mars, et les derniers soldats français de Suchet abandonnent l'Espagne le 13 avril 1814.

Ainsi prend fin une longue guerre qui, sur le plan militaire, aura permis à des hommes exceptionnels de réaliser des exploits inouïs, fondés sur la mobilisation intensive de troupes nombreuses et robustes. Cette guerre d'Espagne aura aussi appris la force du sentiment national, la puissance de la résistance patriotique – une expérience qui n'est pas proprement espagnole et que la France révolutionnaire avait inaugurée à Valmy mais que d'autres peuples connaissent à la faveur de l'aventure napoléonienne qui aura partout réveillé ou éveillé l'esprit national.

Le récit que nous avons fait est volontairement schématique et chronologique. Il simplifie à l'extrême ce qui a été une mobilisation permanente et complexe. Il a ignoré les souffrances endurcies et les morts atroces, non seulement celles des combats, où les blessures par balle ou à l'arme blanche pouvaient entraîner de longues et abominables agonies compliquées par des infections généralisées et des hémorragies à répétition, mais aussi celles entraînées par les maladies contagieuses comme le typhus, la dysenterie, le paludisme, les maladies vénériennes, ou encore tout simplement celles que l'affaiblissement général du corps ne manquait pas d'entraîner quand les froids se faisaient trop rigoureux ou les étés trop caniculaires.

## Guerre et cruauté

S'il est un aspect qu'a retenu la mémoire collective de la guerre entre 1808 et 1814, c'est bien sa violence et la cruauté des règlements de compte et autres combats dont elle a été témoin : affrontements entre Espagnols et Français – dès juin 1808, plus de 350 civils français sont faits prisonniers à Valence et à Segorbe et sauvagement assassinés –, mais aussi des Espagnols entre eux ; geste héroïque, enfin, de la guerre de guérilla qui imprima aux événements d'Espagne leur marque singulière. Souvenirs qui entourent ce conflit d'une forte charge symbolique et émotionnelle, décisive pour son idéalisation postérieure. Très vite, les Espagnols virent dans ce mouvement guérillero l'expression de leur caractère national. Lorsque, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historien Modesto Lafuente entreprend une *Histoire générale de l'Espagne*, il interprète ces hauts faits de guerre contre les Français comme la répétition d'autres épisodes de résistance. Les sièges de Saragosse et de Gérone sont les lointains échos d'une *furia hispánica* dont avait déjà témoigné la résistance des Celtibères à Numance face à Scipion et à Sagonte face aux armées romaines. Aujourd'hui encore, dans un ouvrage superbement édité par le ministère espagnol de la Défense pour célébrer le bicentenaire du début de la guerre d'indépendance, l'auteur de l'article consacré à la guérilla trouve dans Tite-Live l'hommage de l'historien romain à la résistance farouche des Ibères, sur ce mode de guerre non conventionnelle. L'historien britannique Charles Esdaile rappelle lui que la guérilla est tenue pour l'un des facteurs décisifs de la défaite finale de Napoléon<sup>5</sup>. Ses premières manifestations puissantes semblent avoir eu lieu au printemps 1809, même si des initiatives antérieures avaient déjà révélé une volonté de résistance. Ainsi en juin 1808, le maire de Montoro, en Andalousie, Juan de la Torre, a-t-il fait attaquer par ses compatriotes les lignes de communication de Dupont. Mais l'importance militaire de cette action est nulle, et sans lien avec la défaite postérieure de Dupont à Bailén. Seuls les plus romantiques y liront un présage. Ces attaques sont donc très locales et les Espagnols placent prioritairement leurs espoirs dans la résistance des armées régulières. C'est l'effondrement de celles-ci, à l'automne 1808, qui va sans doute accélérer la formation de milices plus ou moins informelles, dirigées par quelques personnalités hors du commun et renforcées de nombre de soldats qui, après la déroute de leurs régiments, préférèrent le cadre souple de la guérilla au chaos de la retraite ou à la perspective de la capture. Le 28 décembre 1808, la Junte suprême décide d'encadrer la guérilla par un règlement de nature militaire. Dans son *Reglamento de Partidas y Quadrillas*, le gouvernement provisoire imagine des unités de 50 cavaliers et 50 fantassins, commandées par un lieutenant. L'amnistie est offerte à tous les délinquants (notamment les contrebandiers) qui viendraient s'y incorporer. Le texte ne sera pas appliqué : son ambition est en effet contradictoire, l'autorité essayant d'encadrer quelque chose qui par nature est spontané, fluide et peu hiérarchique. Il n'en révèle pas moins qu'est envisagée l'idée d'une mobilisation totale des Espagnols contre l'envahisseur. En avril 1809, un nouveau texte propose d'étendre les modalités de la course

maritime, autrement dit de la piraterie, à la guerre terrestre. Il s'agit bien de harceler par tous les moyens les occupants, en attaquant leurs stocks de vivres et de munitions – ce qui est logique militairement – mais aussi leurs hôpitaux – ce qui en dit long sur la haine et la violence qui habitent les combattants, excités eux-mêmes par les représailles françaises. En 1811 et 1812 encore, plusieurs textes normatifs entendent récupérer le phénomène guérillero<sup>6</sup>. Leur progrès tout au long de la guerre est le signe d'une militarisation progressive, ce qui est l'autre nom d'une organisation croissante et le signe d'une mobilisation accrue des masses.

La guérilla, ce sont avant tout des hommes charismatiques et des situations locales particulières. Plusieurs figures ont émergé de ces années de lutte. Juan Martín *El Empecinado* – l'Obstiné – en est l'une des plus célèbres. Ce paysan de la vallée du Duero lève 12 hommes autour de lui en été 1808. En 1811, il commande à plus de 5 000 hommes et son armée est intégrée à la deuxième armée espagnole. De 1809 à 1812, *El Empecinado* fait régner l'insécurité autour de Guadalajara et de Cuenca, non loin de Madrid. En Navarre, Martín Javier Mina y Lorrea, appelé Mina *el Mozo*, lève une véritable petite armée. Après sa capture par les Français, il est remplacé par l'un de ses parents, Francisco Espoz y Mina, un ancien de l'armée régulière. Ces actions contraignent les Français à maintenir dans la région d'assez forts effectifs : si, en Navarre, on estime à environ 3 500 les guérilleros, Reille est à la tête de 30 000 hommes<sup>7</sup>. Même chose sur la côte atlantique, où Juan Díaz Porlier réussit à inquiéter un temps le général Caffarelli. En Andalousie, c'est dans les massifs montagneux de la Serranía de Ronda, la Sierra de Cazorla ou encore dans les Alpujarras – lieux historiques de résistance au pouvoir central puisque c'est dans ces régions que les populations morisques se rebellèrent contre Philippe II en 1568 – qu'apparaissent des groupes à mi-chemin entre le banditisme et la lutte armée. À Valence, il faut citer les noms de Jaime Alfonso, *El Barbudo*, et Agustín Nebot, *El Fraile*. La sécurisation de la route Madrid-Bayonne mobilise les effectifs d'un corps d'armée. Des prêtres ont pris les armes et entraîné derrière eux des volontaires exaltés. La décision de Joseph d'ordonner, le 18 août 1809, la suppression des ordres réguliers a attisé la colère des religieux concernés par cette mesure directement issue de l'héritage idéologique de la Révolution française. L'exemple du curé Jerónimo Merino qui, à la fin de la guerre, retournera son énergie contre les libéraux et défendra avec passion l'absolutisme de Ferdinand VII, est significatif de cette alliance entre patriotisme et contre-révolution qui s'opère pendant la guerre d'Espagne. Au moment de l'épuration, à partir de 1814, les évêques ne sont pas inquiétés et on n'a recensé que 252 ecclésiastiques partant en exil sur un groupe de 140 000 personnes. C'est dire si le ralliement des ecclésiastiques aux Français a été inexistant.

Si les mobiles de la guérilla peuvent être divers – un officier allemand engagé du côté espagnol rapporte dans ses mémoires qu'il avait entendu des groupes crier « Vive Ferdinand VII et continuons à voler<sup>8</sup> » –, ils expriment

un patriotisme suffisamment puissant pour pousser des hommes à entrer dans la clandestinité. La guérilla mythifiée a des allures de longue geste héroïque. Sa réalité est moins glorieuse et elle se charge de sang et de larmes. Car si le guérillero est un ennemi invisible qui se dissout dans le peuple, comme le déplorent tous les officiers français, s'il est aussi imprévisible que des « bandes de pigeons qui s'abattent sur un champ et s'envolent au moindre bruit pour revenir à l'instant », selon les mots du général Marbot, alors c'est le peuple qu'il faut frapper pour tenter d'enrayer le phénomène. En janvier 1809, à Chinchón, en réponse à l'assassinat de trois soldats français, l'occupant fait exécuter plus d'une centaine d'habitants choisis au hasard. La pratique n'est pas que française. Le curé Merino infligeait la même vengeance disproportionnée pour ses pertes... mais cette fois-ci au détriment des soldats français qui avaient eu la malchance de tomber dans ses griffes. La technique du harcèlement est épuisante pour l'occupant puisqu'il ne peut rien prévoir et qu'il doit sans cesse se méfier de tout. Il entre dans le piège léthal de la guérilla, le cycle action-répression par lequel s'alimente l'enthousiasme des guérilleros et augmente la haine de l'occupant. Rares sont les actions des armées régulières qui parviennent à « sécuriser » le terrain. On notera cependant, au début de 1810, celle du général Suchet. Il inflige aux guérillas d'Aragon des revers durables qui font de cette région un ensemble plus calme pendant deux ans.

L'atout maître des guérilleros c'est leur connaissance du terrain, un terrain difficile dans lequel les communications sont malaisées et fragilisées par des passages particulièrement délicats. Ainsi en est-il des défilés de Despeñaperros en Andalousie et de Pancorbo, au nord de la Castille. Véritables pièges, ces étroites routes surplombées de montagnes où il est facile de se cacher sont le cauchemar des armées régulières qui, par leur moindre mobilité, prêtent le flanc à des attaques pas nécessairement décisives mais démoralisantes et désorganisatrices. La guérilla est, ce n'est pas une surprise, un phénomène rural qui ne rassemble pas, comme on l'a cru en raison des témoignages postérieurs des rescapés des armées françaises, la lie du peuple. Elle est un reflet de la société, et on y trouve aussi bien des paysans propriétaires que des paysans pauvres, des aristocrates que des roturiers, des aventuriers que d'anciens militaires qui ont abandonné – déserté ? – l'armée espagnole, des prêtres et des moines, mais aussi des brigands, des voleurs et des assassins.

Vers la fin de la guerre et après, les plus grands des chefs guérilleros reçoivent des grades militaires : Juan Martín *El Empecinado*, Francisco Espoz y Mina, Jerónimo Merino, Juan Díaz Porlier, entre autres, sont faits généraux ; d'autres, colonels ; certains, capitaines... Il est vrai que les effectifs en cause sont importants, que certains groupes ont contribué à la libération du territoire. Cette reconnaissance implique aussi une normalisation du phénomène et un rapprochement avec l'armée régulière. Se pose alors la question du poids de la guérilla dans la victoire finale. A-il été décisif ? Le

peuple espagnol s'est-il libéré tout seul ? De la réponse à ces interrogations dépendent beaucoup d'enjeux pour la compréhension postérieure de l'histoire espagnole et notamment en ce qui concerne la question de l'identité nationale.

Deux plans doivent être distingués : le plan immédiat et celui de la postérité de cette guerre d'indépendance. Militairement parlant, il est indéniable que la guérilla a infligé aux Français des revers significatifs et que la non-pacification de la Péninsule a bloqué trop d'hommes et trop de forces sur le sol espagnol, hommes et forces qui ont manqué à Napoléon sur ses autres théâtres d'opérations. En même temps, lorsque l'Empereur n'aura d'autre recours que de faire appel à ces troupes, il affaiblira considérablement les chances de succès en Espagne. Voilà ce qu'on a pris l'habitude d'appeler le piège espagnol. Les chiffres sont là pour en témoigner : en juin 1808, les troupes françaises se montent à 165 000 hommes ; ils sont 300 000 en octobre de la même année. Trois ans plus tard, les effectifs sont de 354 000 hommes. Pour autant, la guérilla à elle seule n'a pas battu les Français. Sans l'aide anglaise et sans le maintien, vaille que vaille d'une structure régulière de l'armée, la guérilla n'aurait été qu'une répétition de « coups » isolés et fragmentés. Mais les effectifs britanniques et réguliers espagnols sont très inférieurs aux effectifs français : 34 000 Anglo-Portugais et 216 000 Espagnols en octobre 1808 ; en 1811, on estime autour de 64 000 les effectifs anglo-portugais et à moins de 100 000 les effectifs des armées régulières espagnoles. Les Français seraient donc 190 000 de plus. Dans ce contexte, la pression militaire exercée par la guérilla est donc significative<sup>9</sup>. C'est dans la conjugaison de trois phénomènes que se sont jouées la victoire espagnole et la défaite française : une volonté de résistance manifeste s'exprimant à la fois dans la lutte armée et la lutte politique, une volonté de restauration de la souveraineté espagnole avec toutes ses ambiguïtés et enfin une dimension européenne du conflit imposé par le vertige de puissance qui conduira Napoléon à ses succès comme à sa perte.

## Le processus constitutionnel

Entre 1835 et 1837 est publiée à Madrid *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España* par José María Queipo de Llano Ruiz de Saravia, comte de Toreno (1786-1843). Le livre est immédiatement reçu avec enthousiasme et, dès 1836, commence une publication de sa traduction française *Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne*<sup>10</sup>. Le soulèvement, c'est la guérilla et l'enthousiasme national du peuple espagnol. La guerre, c'est la résistance armée et la lutte qui débouche sur la victoire. La révolution, c'est le processus politique qui s'amorce en 1808, au moment où, la disparition de la dynastie régnante ouvrant la voie à une usurpation, le peuple prend en charge l'exercice de la souveraineté nationale. En 1810, des députés, à Cadix, décident de rédiger une constitution forte de 384 articles qu'ils présentent, aboutie, le 19 mars 1812. Le comte de



Toreno, bien qu'il écrive quelques années après les événements qu'il a vécus, traduit bien la conscience de l'enchevêtrement des faits et des plans qui lient chaque chapitre de cette époque polymorphe. Si, dans le feu de l'action et en raison du cloisonnement géographique lié aux conditions de la guerre et aux difficultés de communication, les acteurs ne discernent pas le mouvement d'ensemble qui est en train de transformer l'Espagne, la mutation est manifeste lorsque, tout à la fois, le territoire est libéré, le roi rétabli et... la constitution supprimée ! Le cycle historique 1808-1814 présente bien un aspect fondateur. C'est à Miguel Artola que l'on doit l'exposition la plus ferme de cette vision des événements. En 1959, dans son livre *Los orígenes de la España contemporánea*, devenu d'emblée un classique, il entend montrer comment, entre 1808 et 1812, une rupture s'est opérée dans la chronologie espagnole et comment un nouveau modèle en a remplacé un ancien, dans un processus – assez semblable aux autres exemples européens – de crise politique enracinée dans la critique du modèle absolutiste. De l'invasion napoléonienne à la constitution de Cadix émergeraient ainsi les cadres de l'histoire contemporaine de l'Espagne. Séduisante, la thèse n'est pas fausse. L'idée d'un processus constitutionnel qui témoignerait de l'assomption de la souveraineté populaire et nationale comme ouverture de l'ère contemporaine est fondamentalement juste<sup>11</sup>. D'ailleurs, l'une des problématiques essentielles de l'Espagne ne réside-t-elle pas dans la stabilisation impossible de ce modèle libéral ? Si, en France, François Furet a pu proposer une histoire longue de la Révolution française comprise entre 1770 et 1880, une démarche identique n'est-elle pas envisageable pour l'Espagne ? Nous en esquissons ici la trame : les années 1808-1812 voient se concentrer une rupture révolutionnaire qu'il faudra ensuite plusieurs décennies pour assimiler, dans un va-et-vient entre réactionnaires et libéraux, modérés et progressistes.

Devenue canonique, cette interprétation des années 1808-1812 fait l'objet depuis quelque temps d'une relecture de la part d'historiens du droit constitutionnel, regroupés autour de l'école incarnée d'abord par Francisco Tomás y Valiente, puis maintenant par Bartolomé Clavero et Marta Lorente, auxquels José María Portillo a emboîté le pas, avec érudition et talent. « L'épisode de Cadix entre 1810 et 1812 ne doit pas être compris comme l'an zéro de l'histoire moderne des Espagnes, mais plutôt comme le début d'une très lente transition, non seulement politique, ce qui est évident, mais aussi juridico-constitutionnelle. Contrairement aux apparences, qui trop souvent bloquent le regard de l'historiographie, la réunion des Cortes à Cadix n'est pas une rupture absolue avec le passé », écrit ainsi Marta Lorente<sup>12</sup>. Et José María Portillo d'imaginer ce qu'un témoin des événements né autour de 1760 et mort vers 1830 aurait pu percevoir de la signification de la période. Pour cet historien, il n'y a pas de doute : il l'aurait vue comme une période de *transition* depuis l'Ancien Régime vers l'absolutisme, avec un court interlude de réforme constitutionnelle aussi remarquable que stérile<sup>13</sup>. Ces auteurs attirent en fait notre attention sur l'extrême complexité intellectuelle, juridique

et politique des débats qui vont parcourir l'assemblée des députés de Cadix, en raison d'une part, des réalités institutionnelles et administratives de la monarchie espagnole ; d'autre part, des clivages politiques qui divisent ces hommes aux références, aux passions et aux intérêts distincts ; en raison enfin du poids singulier du catholicisme et de l'Église catholique dans l'ensemble culturel et idéologique du monde ibérique.

Sans pouvoir entrer dans le détail de ces débats passionnants – ils nourrissent des bibliothèques entières –, il est important, avant d'aborder le récit rapide des Cortes de Cadix, d'avoir conscience de ces modifications historiographiques qui ont rendu à la période son historicité et l'ont dégagée d'une interprétation orientée et finaliste. On est ainsi plus sensible aux possibles variations d'un projet dont seul le cours du temps a fixé *a posteriori* la trajectoire, permettant aux observateurs du passé de lui conférer une cohérence élaborée par le biais d'une reconstruction intellectuelle.

Formellement, la substitution des Bonaparte aux Bourbons correspond à un effacement acté de l'ancienne dynastie. Elle repose sur la rédaction d'une constitution inspirée du modèle français de 1804, promulguée à Bayonne le 7 juillet 1808, selon laquelle le pouvoir s'ordonne à partir du roi – en l'occurrence Joseph – et les différentes chambres (Cortes, Sénat et Conseil d'État) sont purement consultatives, leurs membres étant désignés par la couronne. C'est le volet autoritaire du texte. Plusieurs éléments, comme la suppression des privilèges et de l'Inquisition, la liberté de mouvement, la suppression de la torture et la liberté de la presse en disent cependant le caractère libéral. En son article 124, cette constitution établit une alliance perpétuelle entre la France et l'Espagne, alliance offensive et défensive. Autrement dit, l'Espagne y apparaît organiquement liée au destin de la France. S'agissait-il d'une inféodation ? C'est ce que pensent les rédacteurs d'un *Manifeste de la nation espagnole à l'Europe*, publié par la Junte suprême le 1<sup>er</sup> janvier 1809, qui dénonce « un autre féodalisme plus répugnant encore que l'ancien ». On lit dans ce texte et dans d'autres témoignages la volonté d'indépendance qui permettra plus tard de parler de guerre d'indépendance. Certes le texte de Bayonne est porteur d'une « régénération de la monarchie espagnole » et d'un projet politique réel qui ne s'apparente pas qu'à un despotisme dynastique ; mais les conditions de son application et le climat général au sein duquel elle apparaît condamnent l'expérience, et c'est « en réaction au projet impérial dans lequel il voit le jour que la nation espagnole put se déclarer souveraine et établir à Cadix une Constitution pour garantir ses droits et les libertés individuelles des Espagnols dans le cadre de la Monarchie catholique<sup>14</sup> ».

C'est donc dans la réponse des Espagnols eux-mêmes au défi présenté par Napoléon à leur histoire, leur politique, leur organisation et leur destin que va s'opérer une refondation de la monarchie espagnole. Ici encore, la matière dépasse amplement ce que nous pouvons en dire brièvement. L'extrême foisonnement des textes et des contributions, des publications spontanées ou

des travaux de commande, des propositions originales ou des élaborations issues de différentes commissions fait de cette période une mine inépuisable pour la pensée politique et constitutionnelle. Une analyse très fine des nuances et des oppositions qui s'expriment permet de corriger l'idée fausse d'une unanimité nationale. Il y eut bien concurrence de projets, contradictions entre les points de vue et affrontements politiques. La période qui court de mai 1808 à septembre 1810 voit les thèmes s'organiser autour de la convocation des Cortes dans un contexte marqué, dans les premiers mois, par le surgissement spontané de juntas qui, sur le territoire qu'elles contrôlaient, exercèrent la souveraineté d'un point de vue essentiellement conservatoire – c'est-à-dire en se déclarant dépositaires de la souveraineté royale légitime<sup>15</sup> ; tandis que de leur ouverture à la proclamation de la Constitution le 19 mars 1812 les débats portent sur l'organisation des pouvoirs et la définition de la nation. Mais ce schéma chronologique recouvre une mutation fondamentale, à savoir le passage d'une conception d'exceptionnalité qui oblige le peuple à assurer la défense de sa dynastie légitime à une conception révolutionnaire qui fait du peuple le dépositaire de la souveraineté nationale. C'est cette métamorphose qui occupe aujourd'hui l'étude des historiens et qui les conduit à montrer comment les théories et les points de vue exprimés avant et pendant les Cortes de Cadix s'enracinent dans une réflexion politique, juridique et théologique bien antérieure aux événements du début 1808. Autrement dit, le lien est fait entre la lente émergence d'une critique de l'Ancien Régime tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle et la naissance d'un nouveau cadre conceptuel, celui du libéralisme juridique et politique. La guerre apparaît alors comme un détonateur plutôt que comme une origine.

La décision de convoquer les Cortes est publiée par la Junte suprême à Séville le 22 mai 1809. L'Aragonais Lorenzo de Calvo Rozas en est à l'origine. Il a enfin vaincu les réticences de ceux qui redoutaient ce geste osé, lequel renouait avec une tradition tout en faisant des représentants du peuple les dépositaires ultimes d'un pouvoir précédemment aux mains du roi. Les modalités de la tenue de ces Cortes ne sont pas explicitées dans le texte de leur convocation : au contraire, la Junte invite les institutions représentatives civiles et ecclésiastiques à formuler leurs avis à ce propos. Une commission des Cortes comprenant cinq membres, dont Jovellanos, est mise sur pied. D'autres commissions suivent : l'une d'entre elles est chargée de lire les avis reçus et d'en proposer une synthèse ; une autre réfléchit aux réformes à apporter au système fiscal ; d'autres encore traitent, qui des affaires ecclésiastiques, qui de l'instruction publique, qui du problème crucial de la composition des Cortes à venir. Faut-il convoquer des « états » (des corps constitués) ou bien procéder à une élection de nature représentative ? Doit-on convoquer les anciennes Cortes, institutions représentatives des royaumes d'Espagne aux temps médiévaux et des Habsbourg, comme l'espéraient les partisans du modèle absolutiste ? Ou bien s'agit-il de prendre une initiative révolutionnaire ? La longueur des débats – il faut attendre novembre 1809

pour que les choses s'éclaircissent et le 1<sup>er</sup> janvier 1810 pour que soit publiée l'instruction établissant le processus électoral – révèle les incertitudes qui continuent d'assiéger les hommes réunis autour des instances du pouvoir, le tout dans le contexte d'une pression militaire française continue. Décision est enfin prise de convoquer les Cortes sous une forme bicamérale, c'est-à-dire de rassembler en une première chambre les représentants du clergé (8) et de l'aristocratie (42), en une seconde ceux du peuple (208 pour la Péninsule, 28 pour les territoires américains et 2 pour les Philippines). Mais les députés sont les représentants de la nation, et non de leur État. En outre, les deux Chambres auront toute latitude pour se réunir en une seule. Enfin, la Junte centrale abandonne ses compétences à un Conseil de régence qui entre en fonction le 30 janvier. À la tête de ce conseil, dont tous s'accordent à dire l'inertie, se trouve le général Castaños<sup>16</sup>. En fait, la situation politique tend à se paralyser entre le *statu quo* et les ambitions révolutionnaires des représentants du mouvement des junte qu'incarne celle de Cadix. Le Conseil de régence semble pencher du côté absolutiste, comme l'écrit le comte de Toreno – « le conseil inclinait, et beaucoup, du côté de l'ordre ancien ». Mais les libéraux savent profiter du désarroi général et transforment les Cortes en assemblée constituante.

Les élections ont lieu en mars 1810 en Catalogne, à Murcie, à Valence et en Galice et en été pour le reste du territoire. Le suffrage, réservé aux hommes de plus de vingt-cinq ans, est universel, mais le processus électoral est indirect : le premier échelon se situe au niveau de la paroisse. Sont élus des représentants qui ensuite se réunissent au niveau de ce que l'on appellerait en français l'arrondissement (le *partido* en espagnol). À leur tour, ils élisent des représentants à l'échelle de la province, et de ce dernier échelon sortent les députés élus. De plus, sont exclus du vote les condamnés, les moines et enfin les domestiques et les salariés. Quoiqu'il se dise universel, le suffrage s'avère donc fort restreint et institue un fort déséquilibre entre Espagnols de la Péninsule et Espagnols des Amériques<sup>17</sup>. De ces élections sort une Assemblée éclectique marquée par la domination des élites de l'époque. Sur plus de 300 députés, 95 relèvent du clergé, on compte 60 avocats et 55 fonctionnaires ou employés publics, 37 militaires, 16 universitaires, 2 médecins, 15 propriétaires et 5 commerçants. Cette sociologie montre l'ascension des nouvelles classes qu'on appellera, faute de mieux, moyennes, ou bourgeoises. Il y a bien derrière ce tournant politique l'amorce d'une modification des équilibres entre classes sociales. La « bourgeoisie libérale » commence ici son aventure historique<sup>18</sup>.

Le 22 septembre 1810, la réunion des Cortes générales et extraordinaires s'ouvre par une messe que célèbre l'archevêque de Tolède, le cardinal de Bourbon. Les députés confessent leur foi catholique et jurent de défendre la religion, l'intégrité de la nation, sa libération, le trône de Ferdinand VII et de ses successeurs. Le premier décret des Cortes proclame leur caractère souverain et, par là, elles reconnaissent le roi. Le discours du clerc Diego

Muñoz Torrero, relayé par le travail d'Agustín Argüelles met la révolution libérale en marche, ce que l'un des membres du Conseil de régence, l'évêque d'Orense, Pedro Quevedo, a parfaitement compris, qui refuse de ratifier ce renversement de l'ordre entre monarchie et Cortes. Qu'à cela ne tienne : les membres du Conseil de régence sont démis de leurs fonctions et de nouvelles personnalités y sont appelées ! Le premier décret des Cortes de Cadix, le 24 septembre 1810, entérine le passage de la souveraineté nationale du roi au peuple, en déclarant que « les députés qui composent cette assemblée et qui représentent la Nation, se déclarent légitimement constitués en Cortes générales et qu'en elles réside la souveraineté nationale ».

Les débats vont durer près d'un an et demi et débouchent sur la proclamation de la Constitution le 19 mars 1812. Ce texte est depuis appelé « Constitution de Cadix ». Mais lors de sa publication, il fut surnommé la « Pepa » – familièrement « Josette » – parce que le 19 mars est le jour de la Saint-Joseph ! Son existence concrète fut brève, puisque dès son retour, en mai 1814, Ferdinand VII l'abolit. En 1820, à la suite du *pronunciamiento* du colonel Riego et de la prise de pouvoir par les libéraux, elle redevient la norme fondamentale du royaume. Mais le retour aux affaires des absolutistes en 1823 la renvoie à jamais à son statut historique. Pourtant, ce texte reste en tout point fondamental. Il incarne non seulement une ambition libérale qui en fera le socle de toutes les revendications libérales du XIX<sup>e</sup> siècle et aussi du XX<sup>e</sup> siècle (c'est ainsi qu'en 1912, au moment du centenaire de la Constitution, un monument considérable fut érigé par la municipalité à Cadix). Il sert de matrice à tous les autres textes constitutionnels – et Dieu sait qu'ils finiront par être nombreux –, devenant une référence à partir de laquelle lire les progrès ou les reculs du libéralisme. Tout est en germe dans les débats et les négociations de Cadix, mais tout y est aussi porteur d'une énorme ambiguïté.

Si les principes essentiels du libéralisme – séparation des pouvoirs, libertés fondamentales (liberté civile, de propriété, égalité juridique et sécurité, liberté d'expression et de la presse), droit à l'instruction – sont à l'œuvre dans le texte, des concessions politiques décisives ont été faites qui donnent au libéralisme espagnol sa couleur particulière. Sans rien ôter au caractère profondément révolutionnaire du texte, il faut convenir que certaines formulations et certains choix créent une variante hispanique du modèle de ce qu'on commence à appeler depuis quelque temps les « révolutions atlantiques » pour désigner le processus révolutionnaire qui de Philadelphie à Paris va bouleverser la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors que les États-Unis et la France ont chacune une déclaration préliminaire – en France la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen –, rien de comparable n'apparaît dans le texte espagnol, où l'on trouve au contraire une énorme concession au catholicisme, reconnu comme religion d'État et comme unique religion à l'article 12 : « La religion de la nation espagnole est et sera perpétuellement la religion catholique, apostolique, romaine, la seule vraie. La nation la protège

par ses lois sages et justes et interdit l'exercice de n'importe quelle autre religion<sup>19</sup> ». La liberté religieuse est ainsi abandonnée. Elle est pourtant un marqueur fort du libéralisme politique. Mais, pour autant, il ne faut pas oublier que les Cortes de Cadix ont supprimé l'Inquisition. Même s'il est vrai aussi que les constituants ont adopté une conception restrictive de la liberté de la presse en interdisant les écrits contre la religion. C'est une nation catholique qui naît dans le texte de Cadix.

La constitution est pourtant riche de toutes les promesses du libéralisme qu'elle entend mettre en pratique. La hiérarchie des pouvoirs traduit bien le déplacement de souveraineté qui s'est opéré au profit de la nation et au détriment du roi. Ce sont les Cortes qui sont les dépositaires de la souveraineté nationale. Elles ne peuvent être dissoutes ni suspendues par le roi. Elles assurent le contrôle de la constitutionnalité des lois. Une députation permanente assure la représentation parlementaire entre les sessions. Les débats sont publics (sauf si le secret s'impose). Le roi n'est plus que le premier des serviteurs de l'État, le premier de ses fonctionnaires. Inviolable et sacré, il n'est pas responsable mais doit agir dans le cadre de la Constitution. Il dispose d'un droit de veto qui ne peut excéder deux législatures. Ses propriétés privées sont devenues patrimoine national, à l'exclusion des palais. Quant à la justice, elle est déclarée indépendante du pouvoir exécutif : un tribunal suprême doit pouvoir arbitrer en dernière instance et une série de codes (code civil, code pénal, code du commerce) sont promis.

Les juristes ont relevé les influences multiples qui ont joué dans la rédaction de cette constitution, tandis que les historiens s'attachaient à étudier les conditions de son élaboration et la courte durée de son application. Il est une troisième lecture nécessaire qui consiste à voir en elle le déploiement utopique et programmatique du libéralisme, dans tout son éventail idéologique. Ce qui frappe alors l'esprit, c'est de constater que se trouvent en germe, dans les ambitions exprimées par cette constitution, tous les sujets d'affrontements politiques, sociaux, culturels et économiques qui traverseront l'histoire contemporaine espagnole comme autant de fractures.

La chose est d'autant plus vraie que les Cortes de Cadix ne se trouvent pas simplement dans l'obligation de rédiger une constitution ; elles entendent gouverner l'Espagne malgré et à cause de la guerre. Le texte du 19 mars 1812 est un aboutissement, mais simultanément les députés votent d'autres normes, prennent des décisions concernant tous les domaines de la vie sociale et économique... en bref, ils gouvernent ! Comme toute action de gouvernement, et d'autant plus dans le cadre du parlementarisme, il s'agit de négocier des accords, d'arriver à des textes consensuels ou au contraire d'imposer la loi de la majorité. Mais en cette aube de la vie parlementaire, la notion de majorité est extraordinairement fluide et fluctuante. Les partis n'existent pas, ce sont des sensibilités qui rapprochent, à telle ou telle occasion, des députés qui vont voter ensemble, tandis qu'ils se séparent sur tel ou tel autre point. Il y a donc un grand caractère d'incertitude dans cette

action gouvernementale.

Prenons l'exemple du statut de la terre et de la propriété. Les Cortes émettent des décrets qui, entre 1811 et 1813, bouleversent la situation antérieure en même temps qu'ils ouvrent la voie à une question cruciale qui traverse de manière le plus souvent tragique les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : la question de la propriété de la terre. Il suffit de lire deux textes bien postérieurs pour prendre conscience de cette permanence. En 1909, le romancier Benito Pérez Galdos publie *El caballero encantando* dans lequel il décrit la misère rurale de la vieille Castille autour de Soria. L'allégorie de la Terre-Mère est là pour dénoncer l'égoïsme brutal des grands propriétaires. En 1981, Miguel Delibes situe en Estrémadure son roman *Los santos inocentes*, magnifique et sordide fresque dépeignant la pauvreté paysanne. L'actualité de la question sociale paysanne a perduré près de deux cents ans !

À Cadix, les députés décident tout d'abord de confisquer les biens des collaborateurs des Français pour les donner à ceux qui résistent ainsi que de faire des propriétés royales des propriétés nationales (22 mars 1811). Ces terres serviront au remboursement de la dette publique. Reste l'épineux problème des terres seigneuriales et des terres communales. Les débats sont très vifs. La très haute aristocratie s'oppose à une suppression pure et simple de ses droits seigneuriaux et la réclamation qu'elle dépose devant les Cortes, le 4 juin 1811, porte la signature des plus grands des Grands d'Espagne : les ducs de Híjar, Medina Sidonia, Infantado, Osuna, les marquis de Astorga, Castelar, Fernán Núñez, les comtes de Salvatierra, Santa Coloma... Ils excipent ainsi de leurs droits historiques, de la pleine propriété de ces terres où leur sont soumises les populations qui leur doivent des impôts, des droits, qui doivent accepter leurs monopoles (de la chasse, de la pêche, des moulins...) et qui dépendent de leur juridiction. Mais d'autres députés, dont Manuel Antonio García Herreros, originaire d'un petit village de la Sierra de Cameros dans la province de Soria, défendent l'idée d'une abolition pure et simple du féodalisme et raillent les droits historiques des Grands en rappelant que la reconquête à laquelle les Espagnols étaient en train de procéder leur donnait droit de propriété, que le peuple en armes réalisait une prouesse qui leur donnait des droits face à d'autres prouesses très (trop ?) anciennes, faisant allusion à la *Reconquista* médiévale. Le mot de « féodalisme », utilisé alors dans les débats, a une signification politique et sociale : il dénonce le poids de quelques-uns sur la masse. Le décret du 6 août 1811 abolit la juridiction ainsi que les différents monopoles seigneuriaux. Mais on n'est pas dans le climat d'exaltation qui caractérisa la nuit du 4 août 1789 en France, au cours de laquelle, dans une escalade de générosité, clergé et noblesse renoncèrent à leurs privilèges. Ici, le texte est un compromis. Il engage le recul du pouvoir aristocratique en prenant acte que si la souveraineté réside dans la nation, elle ne peut être déléguée et privatisée entre quelques mains, que l'idée d'une justice seigneuriale est incompatible avec le glissement révolutionnaire. Mais les terres deviennent propriété privée de l'aristocratie quand il s'agit de

seigneuries patrimoniales tandis que les seigneuries juridictionnelles passent au domaine public. Cette position de compromis altère durablement la capacité du libéralisme espagnol à s'accompagner d'une transformation des structures sociales.

Entre 1812 et 1814, au moment où le recul des Français ouvre la voie à la réorganisation pratique de la vie quotidienne, l'affrontement social est visible. On est ici au cœur d'un débat qui oppose les propriétaires à la masse immense des prolétaires ruraux. Les arbitres en seront les classes ascendantes qui chercheront par tous les moyens, notamment la nationalisation des biens d'Église, à opérer à leur profit l'immense transfert de propriété qui se dessine à l'horizon. Cette problématique n'est pas qu'espagnole. Elle devient d'ailleurs très immédiatement « américaine », puisque le démantèlement du féodalisme péninsulaire suppose, au nom des principes qui inspirent cette action, une action similaire outre-Atlantique. Les députés américains sont là pour le rappeler et obtenir l'abolition des systèmes de travaux forcés qui affectaient les populations indigènes ainsi que les charges tributaires dues au titre de la possession seigneuriale des terres par la Couronne espagnole<sup>20</sup>. Un premier décret en ce sens est publié le 13 mars 1811, préparant le texte concernant l'abolition de la propriété royale du 22 mars. Mais la republication de décrets similaires en novembre 1812 puis en 1813 trahit la difficile mise en application de ces mesures qui tendent à créer en fait l'égalité juridique des Espagnols.

Ces exemples montrent bien que la tâche des hommes réunis à Cadix n'est pas qu'un débat théorique. Cette phase de leurs travaux, nourrie par des recherches historiques et des réflexions juridiques qui a, pour l'historien, produit de très nombreuses sources à partir desquelles écrire le processus de la délibération et de la prise de décision aux Cortes, précède le volet proprement législatif, à savoir la transcription en acte d'une volonté politique. On perçoit mieux ainsi le caractère titanesque de l'œuvre de ces constituants et – pourquoi ne pas le dire ? – on admire la persévérance et, d'une certaine manière, la confiance en l'avenir qu'exprime cette obstination, alors même qu'alentour ce ne sont que guerre, victoires sans lendemain, revers douloureux et incertitude immense. D'autres mesures concernant une libéralisation timide de l'activité économique, comportant notamment l'abolition des douanes intérieures pour favoriser la circulation des biens ou la suppression de certains monopoles, restent pratiquement lettre morte mais n'en dévoilent pas moins la volonté de donner un nouveau cadre à la vie économique et sociale. La révolution n'est pas que juridique, ou plutôt, la transformation de la législation a des effets révolutionnaires qui s'étireront sur l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle. Cadix compte autant pour sa réalité que pour son potentiel.

Quatre jours après la proclamation de la Constitution, les Cortes s'interrogent sur leur devenir. Extraordinaires parce que constituantes, peuvent-elles devenir des Cortes ordinaires ? La constitution existant, il s'agit maintenant de la pratiquer. La discussion se prolonge... et ne donnera lieu à



décision que, deux mois plus tard, le 23 mai 1813 par la promulgation d'un décret qui convoque des Cortes ordinaires au 1<sup>er</sup> octobre 1813. Des élections partielles ont lieu pour remplacer des sièges vacants<sup>21</sup>. Ces Cortes siègeront jusqu'au 10 mai 1814, date du coup d'État de Ferdinand VII. Avant ce retournement, inattendu pour certains, espéré par d'autres, redouté pour ceux qui le craignaient, les députés ont à affronter une épidémie de fièvre jaune qui devait décimer la ville de Cadix et emporter plusieurs d'entre eux. Rien décidément n'aura été épargné à ces hommes ! Mais la bonne nouvelle de la libération de Madrid leur offre la possibilité de retourner dans la capitale du royaume, ce qu'ils font dans le courant du mois d'octobre. Là commence l'attente du retour du roi.

## **Une Espagne à géométrie variable ?**

Rares, on l'a vu, sont les questions qui sont demeurées à l'écart des préoccupations des législateurs de Cadix. Une question cependant se dégage, parmi toutes celles qui s'imposaient : celle, fondamentale, de la représentation de l'Espagne comme ensemble politique complexe. On sait l'énorme extension des possessions espagnoles au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lesquelles couvrent une grande partie de l'Amérique du Sud. Mais l'Espagne n'est pas un empire colonial au sens contemporain du terme. Il s'agit plutôt d'une juxtaposition de territoires dont les règles et les codes sont extrêmement divers. Identité juridique et identité territoriale ont partie liée. Mettre à bas tout cet écheveau de situations où les traditions séculaires et les usages territoriaux se conjuguent pour faire de la monarchie espagnole un véritable kaléidoscope de juridictions aurait supposé attaquer de front trop d'intérêts. Or, ne l'oublions jamais, cette révolution politique se fait dans un climat de guerre et de crise concernant les relations avec les territoires américains, crise qui débouche sur une remise en cause du lien entre les Espagnols des deux hémisphères. Fallait-il alors ajouter à la lutte contre les Français une lutte civile ? La question n'est pas rhétorique : on verra dès la fin des hostilités contre l'ennemi extérieur naître une lutte civile interne entre libéraux et absolutistes. Autrement dit, les contraintes extérieures qui pèsent sur les constituants sont considérables. Considérables sont aussi les effets des traditions intellectuelles et des représentations mentales qui guident les députés. Combiner la représentation de la nation comme ensemble d'individus dotés de droits politiques avec la représentation qui la dote d'une épaisseur historique dans laquelle la tradition est créatrice de droits : telle fut l'équation intellectuelle et politique qu'affrontèrent les constituants. Du jugement que l'on porte sur leur œuvre dérivent les interprétations dont nous avons parlé au début de ce développement sur le processus constitutionnel et qui oscillent entre l'affirmation d'une nouveauté presque absolue et l'insistance mise sur les compromis passés entre le libéralisme et les traditions, en en diminuant sa portée révolutionnaire.

L'article 10 de la Constitution décrit le territoire *des Espagnes* (au pluriel dans le texte original) : « Le territoire espagnol comprend, dans la Péninsule, avec ses possessions et les îles adjacentes, l'Aragon, les Asturies, la vieille Castille, la nouvelle Castille, la Catalogne, Cordoue, l'Estrémadure, la Galice, Grenade, Jaen, Léon, Molina, Murcie, la Navarre, les provinces basques, Séville et Valence, les îles Baléares et les Canaries et les autres possessions d'Afrique. Dans l'Amérique septentrionale, la Nouvelle-Espagne avec la Nouvelle-Galice, et la péninsule du Yucatán, Guatemala, les provinces intérieures de l'Ouest, l'île de Cuba avec les deux Florides, la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue et l'île de Porto Rico avec les autres terres adjacentes du continent de l'une et l'autre mer. Dans l'Amérique méridionale, la Nouvelle-Grenade, le Venezuela et le Pérou, le Chili, les provinces de Río de Plata et toutes les îles adjacentes dans la mer Pacifique et dans l'Atlantique. Dans l'Asie, les îles Philippines et celles qui dépendent de son gouvernement ». L'article premier proclamait : « La nation espagnole est la réunion de tous les Espagnols des deux hémisphères. » Si nous avons rapproché ces deux articles, c'est pour montrer ce qui est en jeu dans cette ambition de créer une nouvelle nation souveraine et la difficulté qu'il y a à la penser à partir d'un cadre hérité de l'ancien système politico-administratif. L'énumération des territoires ressemble assez à la titulature des rois Habsbourg ou Bourbon. Au-delà de la construction rhétorique de la nation par sa description géographique qui permet de faire coexister en une seule nation des territoires séparés par des milliers de kilomètres – c'est-à-dire à des mois de distance – et dont l'origine est coloniale, se pose un défi historique, politique et social. Comment concilier les intérêts entre les Espagnols de la Péninsule et les Espagnols américains ? Ces intérêts ne sont pas les mêmes, et l'arbitre – partial – de ces querelles n'est autre que l'État espagnol lui-même. Comment réussir à régler un problème posé dès la conquête au début du XVI<sup>e</sup> siècle ? Comment non pas effacer trois siècles de domination, mais ouvrir une nouvelle étape fondée sur l'égalité ? Car les possessions espagnoles bougent, se soulèvent et revendiquent leur indépendance. La constitution de Cadix a été très vite un texte caduc, non seulement à cause du retour de balancier absolutiste mais aussi parce que le rêve d'une nation « atlantique » s'est heurté à un rêve plus puissant et plus cohérent, celui de l'indépendance américaine.

Auparavant perçue comme l'aboutissement d'un mouvement anticolonial, l'indépendance des possessions espagnoles aux Amériques est aujourd'hui comprise comme partie prenante du processus révolutionnaire qui affecte l'Atlantique. Cette révolution est possible en raison de la désintégration de la monarchie espagnole : cela est vrai non seulement de l'Amérique mais aussi de l'Espagne péninsulaire. La solution trouvée à Cadix – une seule nation fondée sur l'égalité de représentation – n'a pas tenu compte des événements qui se déroulaient sur le sol américain et qui ont conduit à la cassure du lien entre l'Espagne et ses possessions. L'histoire des révolutions

américaines n'entre dans le cadre de notre propos que par les conséquences qu'elles ont en Espagne et par le changement de statut international qui s'ensuit. Mais, aux Amériques tout comme en Espagne, la liberté de la presse est devenue réelle avec l'effondrement du pouvoir absolutiste en 1808, et la rupture du lien administratif entre Madrid et les territoires américains est effective, tandis qu'au contraire les idées et les propositions de réforme politique franchissent l'Atlantique. Le libéralisme espagnol était un article d'exportation... tout simplement parce que les possessions américaines de l'Espagne sont espagnoles elles aussi. Ce sont d'abord les idées qui vont créer l'impression d'unité d'une Espagne partagée entre deux hémisphères, tandis que les intérêts matériels et économiques viendront démontrer la fragilité de cet idéal d'unité. Si toutes les provinces d'Amérique refusèrent de reconnaître le pouvoir de Napoléon, les élites se déchirèrent sur la question de savoir à qui obéir. Contrairement au roi du Portugal, qui s'installa au Brésil, les possessions espagnoles se sentent orphelines. Les conflits au sein des élites locales opposaient, pour reprendre la terminologie des débats à Cadix, les « créoles » (*criollos*), c'est-à-dire les Espagnols d'Amérique (des Blancs ou des métis nés en Amérique) aux Espagnols péninsulaires, appelés *gachupines* ou *chapetones*. À cette division essentielle s'ajoutent les querelles politiques entre partisans de l'absolutisme et soutiens du libéralisme. Enfin, troisième raison de fractionnement, les logiques régionales. Les réactions ne furent pas uniformes dans l'ensemble des possessions américaines espagnoles : des régions restèrent loyales, ainsi la Nouvelle-Espagne, l'Amérique centrale et le Pérou, tandis que d'autres s'embrasaient, notamment le Venezuela, et Buenos Aires. Mais ce schéma est lui-même trop simple et l'invalide à la fois de très nombreuses initiatives spectaculaires, comme le « cri de l'indépendance » du curé Hidalgo au Mexique le 16 septembre 1810 et les guerres qui seront livrées sur le territoire américain, donnant ici la victoire aux Espagnols, là aux insurgés...

Ce qui est sûr, et qui concerne directement l'Espagne, c'est que, célébrée dans la satisfaction d'un compromis utile, la Constitution de 1812 ne fut pas la solution à la crise de l'empire colonial.

Comme toute date historique, celle de 1808 est profondément polysémique. Une crise dynastique se dénoue, non pas au profit de Ferdinand VII comme on aurait pu s'y attendre à la chute de Godoy, mais à celui de l'empereur des Français, Napoléon I<sup>er</sup>, qui réussit par là, non seulement à « ramasser la mise » mais à introduire l'Espagne dans son projet européen et à renforcer, du moins l'espère-t-il, sa position dans sa lutte titanesque contre l'Angleterre. Par bien des aspects, cette crise dynastique ressemble à celle qui, un siècle auparavant, avait déchaîné la guerre de Succession d'Espagne, révélant ainsi à quel point la France est attentive à son voisin méridional. Pourtant, les différences sont notables. D'abord, la durée de la crise : en 1700, le testament de Charles II est refusé et Philippe V ne

s'imposera qu'après treize ans de lutte ; en 1808, Napoléon règle en quelques jours la querelle qui oppose Charles IV à son fils Ferdinand VII. Sa nature, ensuite : la tragi-comédie de Bayonne n'est que la fin du premier acte de cette histoire ; elle se conclut naturellement par l'élimination des Bourbons... suite logique d'une histoire française dont est porteur Napoléon, l'héritier de la Révolution française.

Surgit alors un acteur avec lequel, semble-t-il, on n'avait pas compté : le peuple espagnol. C'est la deuxième dimension de la crise de 1808, le moment où les Espagnols revendiquent un pouvoir national et souverain, de manière à la fois totalement éclatée dans le territoire mais cohérente dans le principe. Puisque leur roi leur est ôté, les Espagnols créent des juntas qui suppléent ce pouvoir absent. Ces juntas, impulsées par des élites locales, exercent leur pouvoir sur des territoires plus ou moins vastes – cela dépend de l'évolution du conflit armé. Elles ont les attributs d'un gouvernement, émettent de la monnaie, envoient des émissaires négocier des alliances, dirigent les opérations militaires. C'est, pour reprendre l'expression de José María Portillo, « *el momento de los pueblos* », terme difficilement traduisible puisque le mot *pueblo* signifie en espagnol à la fois peuple et village. « Le moment des peuples », c'est en fait le protagonisme entre villes et mouvements locaux qui, sentant se dérober sous leurs pieds l'armature nationale qu'était la monarchie, se font les dépositaires de la souveraineté nationale, mais dans une situation d'éclatement territorial et de confusion extrême. Le moment culminant de ce mouvement est à la fois le travail constitutionnel et législatif que réalisent les députés constituants à Cadix et la victoire militaire que sur le terrain les guérillas et les armées régulières, aidées par les Britanniques, finissent par obtenir.

Troisième aspect décisif de la date de 1808, la « dérive des continents » qui voit, discrètement d'abord, inexorablement ensuite, les Amériques s'éloigner d'une mère patrie dont le père roi est absent et tenter l'aventure de nouveaux destins nationaux.

Crise dynastique, guerre étrangère, processus révolutionnaire, éclatement du cadre politique de l'ancienne monarchie : la période qui va de 1808 à 1814 est plus qu'un séisme. C'est un moment apocalyptique dont sortent pourtant une Espagne nouvelle sinon régénérée, des Espagnols libérés de leurs anciennes allégeances mais non de leurs conditions sociale et économique. C'est sur des fondements aussi instables que commence l'histoire contemporaine de l'Espagne, sur un ensemble de failles dont on verra comment elles finiront par devenir des fractures qui diviseront et opposeront les Espagnols entre eux.

1. Miguel Artola, *La burguesía revolucionaria (1808-1874)*, Madrid, Alianza Editorial, 1990, p. 21.

2. José Álvarez Junco, *Mater Dolorosa. La idea de nación en la España en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2001.

3. Richard Hocquetlet, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne 1808-1812*, Paris, La

4. Miguel Alonso Baquer, « La conducción de las operaciones en la guerra de la Independencia » dans *La Guerra de Independencia [1808-1814]. El pueblo español, su ejército y sus aliados frente a la ocupación napoleónica*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2007, p. 46.

5. Charles Esdaile, *La guerra de la Independencia. Una nueva historia*, Barcelone, Crítica, 2004, spécialement p. 295-326.

6. *Orden de la Regencia de 1811 con varias prevenciones para las partidas de guerrillas que sostenían en aquella época la independencia nacional*, 5 septembre 1811 ; *Reglamento para las partidas de guerrillas*, 11 juillet 1812.

7. Miguel Artola, *La guerra de la independencia*, Madrid, Espasa Calpe, 2007, p. 199.

8. Berthold Andreas von Schepeler, *Histoire de la révolution d'Espagne et de Portugal ainsi que de la guerre qui en résulte*, Liège, 1829-1831, cité par Francisco Luis Díaz Torrejón, « El movimiento guerrillero en la Guerra de la Independencia » dans *La Guerra de Independencia [1808-1814]. El pueblo español, su ejército y sus aliados frente a la ocupación napoleónica*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2007, p. 123.

9. Miguel Artola, *La guerra de la independencia*, Madrid, Espasa Calpe, 2007, pp. 202-211.

10. Publiée entre 1836 et 1838 par l'éditeur Paulin en cinq volumes, comme l'édition espagnole originale.

11. Miguel Artola, *La guerra de la independencia*, Madrid, Espasa Calpe, 2007, reprend sa thèse fondamentale, pp. 35-36.

12. Marta Lorente Sariñena, « De monarquía a nación : la imagen de América y la cuestión de la ciudadanía hispana » in *Historia contemporánea*, 33, 2006, p. 555-556. De la même façon, José María Portillo Valdés écrit : « La crise de l'indépendance et la rédaction d'une constitution à Cadix sont trop souvent prises comme le strict point de départ de l'époque contemporaine en Espagne. »

13. José María Portillo Valdés, *Revolución de nación. Orígenes de la cultura constitucional en España, 1780-1812*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales-BOE, 2000. Voir l'introduction générale, p. 13-23.

14. Jean-Baptiste Busaall, « Révolution et transfert de droit : la portée de la Constitution de Bayonne », *Historia Constitucional (revista electrónica)*, 9, 2008. <http://hc.rediris.es/09/index.html>, p. 23.

15. Cela est vrai notamment dans le monde américain où les juntas se revendiquèrent comme gardiennes de la souveraineté de Ferdinand VII.

16. Succéderont au général Castaños : le général Blake, en novembre 1810, le duc de l'Infantado, en janvier 1812, et enfin le cardinal Louis de Bourbon, le 8 mars 1813. C'est lui qui accueillera le roi Ferdinand VII le 16 avril 1814.

17. Même s'il était affirmé que les Espagnols d'Amérique étaient des hommes libres, le système de représentation choisi (par ville et non par habitant) créait un déséquilibre entre ces Espagnols-là et ceux de la Péninsule. Trente députés sont élus pour les colonies : sept pour le Mexique (Nueva España), deux pour le Guatemala, deux pour Cuba, cinq pour le Pérou, trois pour la vice-royauté de Nouvelle-Grenade (Colombie) ainsi que pour celle de Buenos Aires, deux pour le Chili, deux pour le Venezuela, deux pour les Philippines, un pour Porto Rico et un autre pour Saint-Domingue.

18. Juan Sisinio Pérez Garzón, *Las cortes de Cádiz. El nacimiento de la nación liberal (1808-1814)*, Madrid, Síntesis, 2007, p. 245.

19. Nous empruntons le texte français à la révision effectuée par Jean-Baptiste Busaall à partir de la *Traduction nouvelle de la Constitution des Cortes* par Victor Euphémien Philarète Chasles publiée en 1823.

20. Les populations indigènes étaient soumises à des travaux obligatoires dans les mines (système dit de la *mita*) ou dans les ateliers de textile (*obraje*).

21. Il s'agit des circonscriptions de Valence, d'Aragon, de Navarre, des provinces basques, d'une partie de la Catalogne et des Amériques.

## 2

### La longue résistance de l'Ancien Régime

Ancien Régime contre révolution, absolutisme contre libéralisme : la vie politique et sociale de l'Espagne du premier XIX<sup>e</sup> siècle peut se décrire en ces termes binaires. Adoptée en 1812, la Constitution reste inapplicable tant que le territoire n'est pas libéré et que le roi légitime est écarté du trône. Cadix a donc réalisé une révolution amputée. Le roi Ferdinand VII, certes, est « désiré » car il incarne les espoirs nés de la lutte nationale menée six ans durant contre Napoléon et ses séides. Mais il rejette la Constitution et engage jusqu'à sa mort une lutte intense contre les libéraux. Son héritière, Isabelle, n'a que trois ans à la mort de son père, en 1833, et sa position est fragile. Contestée par son oncle, qui refuse l'abrogation de la loi salique (une importation française), elle est protégée par sa mère, la reine Marie-Christine, qui tente de sauver le trône d'Isabelle des dangers qui la guettent : ainsi se résume le début du règne d'Isabelle II, marqué en dix ans par l'ébauche d'une monarchie constitutionnelle (1837), une guerre civile (la première guerre carliste entre 1833 et 1839), un coup d'État progressiste en 1840... Tourbillons politiques qui se déroulent dans un contexte difficile pour l'Espagne, l'État perdant les possessions américaines qui lui rapportaient le quart de ses recettes !

Si cette présentation binaire satisfait l'esprit, elle épouse mal la complexité de l'histoire. La division entre deux camps que revendiquent les contemporains se brouille d'ailleurs à mesure que les historiens en dévoilent le caractère, sinon factice, du moins très rhétorique. En réalité, un état ne succède pas à un autre. Se produisent plutôt des mutations dont les rythmes et le sens diffèrent selon qu'il s'agit de politique, de culture, d'économie ou de transformations sociales. Au temps court de la chronique politique s'opposent les lentes mutations des mentalités, des structures productives et des rythmes quotidiens. Loin d'obéir à une opposition entre Ancien Régime et libéralisme, le temps qui court entre le retour sur le trône de Ferdinand VII (1814) et la chute d'Isabelle II, sa fille, lors du soulèvement révolutionnaire de 1868, appelé la *Gloriosa*, obéit au chevauchement entre tradition et réforme. Ce phénomène ne marque pas la seule Espagne : on sait que l'Ancien Régime « persiste » en Europe jusqu'à la Grande Guerre<sup>1</sup>.

Si l'on admet que l'ère contemporaine s'ouvre avec le temps des

révolutions – américaine, française ou espagnole – et qu'elle débouche sur une démocratisation de la vie publique et collective, l'historien admet, de façon téléologique, que la stabilisation des pratiques et des institutions démocratiques constitue un aboutissement, sinon la fin de l'histoire. François Furet considérerait ainsi que la stabilisation opérée par la synthèse républicaine à partir de 1880 signait l'achèvement de la Révolution française. De fait, l'échec des tentatives de restauration monarchique marqua l'impossibilité d'un retour au passé. Pour l'Espagne, le cadre se présente de manière plus complexe et les parallèles qu'on serait tenté d'établir avec la France montrent vite leurs limites. On pourrait croire l'Espagne rétive à la révolution, en arguant du retard chronologique observable entre les événements français et espagnols. Ce serait oublier que l'Espagne a connu, plus tôt que d'autres pays en Europe, le libéralisme, invalidant par conséquent l'idée d'un retard politique<sup>2</sup>. En 1814, l'Espagne se situait en réalité à la pointe du processus révolutionnaire, suivant immédiatement la France.

L'« utopie réactionnaire » qu'incarne Ferdinand VII entre 1814 et 1833 pourrait se présenter comme un pendant de la restauration des Bourbons en France entre 1814 et 1830, restauration progressivement dominée par les courants ultras qui, avec Charles X, tiennent le pouvoir... pour mieux le perdre. Ce parallèle est d'autant plus pertinent qu'en 1823, à l'initiative de Paris et de son flamboyant ministre Chateaubriand, le gouvernement libéral espagnol est renversé par une opération militaire dirigée par le duc d'Angoulême. Le règne d'Isabelle II entre 1833 et 1868 doit-il alors être considéré comme une monarchie de Juillet à l'espagnole ? Plusieurs éléments le suggèrent. Les traités diplomatiques – comme la Quadruple Alliance de 1834 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et le Portugal – rapprochent les puissances libérales de l'Europe occidentale. Les liens familiaux unissent Bourbons d'Espagne et Orléans : l'épisode fameux des « mariages espagnols » (1846) permit au duc de Montpensier, Antoine d'Orléans, fils de Louis-Philippe, d'épouser la sœur d'Isabelle et de mener en Espagne une vie brillante de conspirateur et d'intrigant. Le suffrage censitaire, l'amorce d'une pratique constitutionnelle du pouvoir comme les politiques libérales modérées, fondées sur l'octroi d'une charte, démocratisent la vie politique. L'époque enfin se caractérise par l'apogée de l'influence française en Espagne, tant dans le domaine diplomatique et financier que sur les plans culturel et idéologique. En 1868, l'union de toute l'opposition permet de renverser Isabelle II qui emprunte le chemin de l'exil et mènera à Paris, jusqu'en 1904, une brillante vie mondaine au palais de Castille, avenue Kléber. Les sept ans qui séparent cette révolution de la restauration monarchique à laquelle procède Alphonse XII sont marqués par une pluralité d'expériences politiques : la monarchie constitutionnelle et l'élection d'un nouveau roi en la personne d'Amédée de Savoie ; la république, où quatre présidents se succèdent en un an ; enfin une forme de césarisme politique avec le coup d'État du général Martínez Campos. À la différence de la France, qui

entre alors en république, l'Espagne connaît entre 1876 et 1923 une expérience de monarchie constitutionnelle dont le maître d'œuvre est Antonio Cánovas del Castillo, qui rêve de consolider la vie politique sur le modèle britannique en favorisant l'alternance entre conservateurs et libéraux. Ce système durera près d'un demi-siècle et résistera à l'épreuve du suffrage universel à partir de 1890. Mais il génère des corruptions en tout genre. Son lent dérèglement conduira aux troubles du premier tiers du <sup>xx</sup>e siècle. Le parallèle jusqu'ici esquissé entre la France et l'Espagne se brouille complètement : si la France avait été un temps pensée comme un modèle, l'Espagne s'en détache alors durablement. L'atypicité de l'histoire espagnole se révèle ainsi bien plus forte au <sup>xx</sup>e siècle qu'au <sup>xix</sup>e siècle, sa spécificité tenant sans doute au caractère tardif d'une « stabilisation » démocratique qui n'intervient que dans le dernier quart du <sup>xx</sup>e siècle.

Comprendre pourquoi la société espagnole fut incapable de suivre un modèle européen, en l'occurrence le modèle français, a longtemps suscité des débats. Il me semble qu'on peut en renouveler l'approche en faisant apparaître les enjeux que porte en elle la notion de fracture. Quels sont les fondements des fractures qui semblent avoir perduré au point de retarder durablement l'avènement d'une société démocratique ? La longue résistance politique et symbolique de l'Ancien Régime a-t-elle été l'un de ces fondements ?

## Le règne de Ferdinand VII

Entre 1814 et 1833, le roi Ferdinand VII n'a pas gouverné de manière uniforme. Entre 1814 et 1820, puis entre 1823 et 1833, c'est un monarque absolu. Entre 1820 et 1823, il doit plier et accepter un gouvernement constitutionnel : en janvier 1820, le colonel Riego lance un *pronunciamiento*, c'est-à-dire un manifeste exigeant le rétablissement de la constitution de Cadix.

Dès son couronnement, Ferdinand VII défait le système constitutionnel et le nouvel équilibre des pouvoirs que les Cortes de Cadix avaient instaurés, choisissant donc de revenir à la situation qui prévalait en 1808, à la veille de l'intervention napoléonienne. En 1814, le souverain procède à un coup d'État pour restaurer la monarchie. Neuf ans plus tard, c'est avec le soutien des troupes françaises commandées par le duc d'Angoulême que Ferdinand VII est rétabli dans la plénitude des pouvoirs absolus qu'il revendique, interrompant l'épisode du gouvernement constitutionnel appelé *Trienio liberal*. Le règne de Ferdinand VII apparaît donc comme une période de résistance de l'Ancien Régime. Cette impression est décisive, car elle inaugure sur le mode de la fracture le destin du libéralisme espagnol. En effet, par le coup d'État de 1814, le roi et ses soutiens absolutistes tentent de faire de la constitution de Cadix un astre mort. Politique illusoire que viendra dissiper le soulèvement de 1820 et dont l'Espagne n'a pas le monopole. En Europe s'organise autour de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie une



« sainte alliance » qui révèle la volonté absolutiste des pouvoirs traditionnels. À l'issue du congrès de Vienne, en 1815, le cycle révolutionnaire semble se refermer et l'Ancien Régime revient partout en force. L'Espagne ne constitue donc pas une exception.

Refusant, malgré ses promesses, d'être un roi constitutionnel, Ferdinand VII réinstaura un gouvernement qu'il centra autour de sa personne et annula les dispositions des Cortes de Cadix. Une décision royale du 15 septembre 1814 rétablit les droits seigneuriaux. Et si le gouvernement bannit les *afrancesados* qui ont collaboré avec le régime de Joseph Bonaparte, il pourchassa aussi quelques leaders libéraux qui s'exilèrent à Paris mais surtout à Londres. Les droits de l'Église, enfin, sont rétablis, tout comme l'Inquisition, même si la suppression de la torture, actée à Cadix, est maintenue.

Les soulèvements ou les conspirations qui surgissent ici ou là sont brutalement réprimés. En 1815, un acteur de la guerre, Juan Díaz Porlier, tente l'aventure à La Corogne où, avec l'appui de la bourgeoisie commerçante et d'une partie de l'armée, il rétablit la constitution. Voulant étendre son initiative, il marche vers Saint-Jacques-de-Compostelle, où le chapitre cathédral organise la résistance. Trahi par plusieurs des siens que la corruption gouvernementale a réussi à retourner, il finit pendu à La Corogne. En 1817, le général Lacy y Gautier, avec le général Milans del Bosch, dirige un vaste mouvement anti-absolutiste en Catalogne. Il meurt fusillé à Palma de Majorque le 5 juillet de la même année. Ces exemples célèbres inaugurent une action politique marquée à un sceau tragique. Les conflits se règlent dans le sang, encore qu'il ne faille pas exagérer la spécificité ibérique : en France, le délit politique pouvait en ce temps conduire à la mort. Amplifiée par les luttes politiques exacerbées, cette violence physique est par ailleurs liée aux héritages de la guerre ainsi qu'à une sensibilité particulière des hommes et des femmes de ce temps.

Ferdinand VII règne sur un pays dévasté. L'effort de guerre, soutenu depuis trop longtemps, a épuisé des hommes et des territoires de surcroît pillés et saccagés par les Français. Le maintien de plusieurs armées concurrentes, la longue occupation et la politique de réquisition, les combats mais aussi la désorganisation des flux commerciaux traditionnels alimentent une crise économique, qui, d'abord rurale, s'étend aux finances publiques. Les structures socio-économiques de l'Ancien Régime sont en vérité frappées à mort, mais ni le pouvoir, ni les nobles, ni l'Église ne veulent le percevoir, tandis que le monde paysan affronte la chute de la production, la perte du cheptel, les caprices de la météorologie (1817 est une année de grande sécheresse).

L'urgence pour le roi et son gouvernement tient en ces mots : trouver des recettes fiscales. La progressive perte de la liaison avec les Amériques prive l'État d'une part considérable de ses revenus. On estime qu'entre l'avant-guerre et 1818, ses revenus tombent de 1,5 milliard de réaux à 650 millions.

L'or et l'argent des Amériques, constitutifs du système économique espagnol depuis le <sup>XVI</sup><sup>e</sup> siècle formaient, avant 1808, un quart des ressources budgétaires. Par ailleurs, la guerre a coûté affreusement cher et la dette publique, estimée à 11 milliards de réaux en 1814 contre 8 milliards en 1807, s'est envolée. Rétablir l'ordre dans les finances publiques constitue donc la grande affaire du règne, transcendant les accidents politiques. Entre 1814 et 1820, Ferdinand VII n'utilisera pas moins de neuf ministres des Finances ; mais après le cycle libéral, l'arrivée de Luis López Ballesteros le 3 décembre 1823 inaugure neuf ans de stabilité, jusqu'au remaniement du 1<sup>er</sup> janvier 1832. Avant 1820, le ministre Martín de Garay dessine une première réforme fiscale fondée sur une imposition directe frappant les revenus de la terre et une imposition indirecte taxant les marchandises entrant dans les villes. Cette rationalisation se heurte à de redoutables difficultés techniques – comment évaluer la production des terres ? – ainsi qu'à une insoluble équation politique et sociale – comment augmenter les ressources de l'État en faisant porter l'effort fiscal sur les paysans et les bourgeois et en exonérant l'Église et les seigneurs ? Les résistances que rencontre l'application de ce projet permettent le succès du mouvement libéral de la fin de 1819 et du premier trimestre 1820.

Rafael de Riego est entré dans l'histoire comme le premier auteur d'un *pronunciamiento*. Mais cette intrusion des militaires est parfois confondue avec la réaction. Or, dans l'Espagne du <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle, les militaires ont souvent pris la tête de mouvements libéraux. Riego inaugure ainsi une tradition de défense de la constitution et du libéralisme. Son succès est tardif : le soulèvement date du 1<sup>er</sup> janvier 1820, mais le roi n'accepte la constitution de Cadix que début mars. En réalité, le mouvement initié par Riego était fragile mais le gouvernement absolutiste l'était plus encore, ce qui explique son effondrement. Cette nouvelle étape, connue sous le nom de *Trienio liberal*, puisque les libéraux gouvernent pendant trois ans, a été rétrospectivement considérée comme une parenthèse. Le programme révolutionnaire de Cadix est appliqué : rétablissement des libertés publiques, au premier rang desquelles la liberté de la presse ; reprise de la vente des biens ecclésiastiques ; dissolution des ordres religieux réguliers ; suppression des majorats<sup>3</sup> ; rétablissement de la milice nationale – cette garde urbaine composée de citoyens. Ferdinand VII oppose parfois une résistance en refusant de signer les lois : mais son veto, contournable, est contourné.

Clubs, sociétés patriotiques, journaux, manifestations... animent une vie politique particulièrement intense, essentiellement en ville. Les masses participent au phénomène mais c'est surtout la parole des têtes visibles qui oriente l'action. Les divisions des libéraux révèlent l'exceptionnelle diversité d'options politiques qui reposent sur des divergences idéologiques et sur des ambitions personnelles. La surenchère démagogique reste toujours tentante et l'instrumentalisation de la foule et de l'émeute devient une arme politique. Sans être totalement inédits, ces éléments révèlent la politisation croissante de

la société urbaine.

Le triste épilogue de cet épisode libéral a contribué à en exalter le souvenir. Les défaites des libéraux, par la suite, semblent accréditer la thèse d'une malédiction frappant les progressistes espagnols. Aidée par l'armée et par l'Église, la réaction aurait toujours vaincu, les authentiques amoureux de la liberté finissant sur l'échafaud ou au pied d'un poteau d'exécution. Un émouvant tableau du XIX<sup>e</sup> siècle, œuvre d'Antonio Gisbert, représente l'exécution de José María Torrijos : officier libéral, gouverneur militaire de Valence entre 1820 et 1823, il résiste à l'avancée des troupes françaises en 1823, se réfugie à l'étranger avant de retenter un soulèvement libéral après la révolution de juillet 1830 en France, soulèvement dont l'échec le conduit à la mort le 11 décembre 1831. Ce tableau de 1866 et qu'on peut voir au Prado résume la malédiction libérale, d'autant que Gisbert a également peint l'exécution des chefs *comuneros* qui, en 1521, s'étaient soulevés contre Charles Quint. Cette seconde peinture, accrochée au Congrès des députés à Madrid, illustre une généalogie largement imaginaire et mythique du libéralisme espagnol qui le conjugue avec la mort.

Mais la réalité historique dérange le simplisme de la légende. Car les libéraux ont eux aussi utilisé la mort pour arme. Entre 1821 et 1823, la situation politique se dégrade ; des soulèvements absolutistes s'organisent, en Castille près de Burgos comme à Valence. En Catalogne, du côté de Seu de Urgell, une régence se constitue estimant que le roi, empêché de gouverner, est de fait prisonnier d'une faction politique. Le 7 juillet 1822, une tentative de coup d'État est déjouée de peu à Madrid : la milice nationale affronte les troupes absolutistes qui, depuis le Pardo, sont entrées en ville. Le 19 février 1823, une violente émeute dans la capitale voit apparaître le slogan « Mort au roi ». Les combats ne sont plus simplement oratoires, ils sont aussi physiques. On se poursuit, on se tue et on se massacre. On tue les prêtres – c'est toujours un symbole – mais aussi les familles. Les démons de la guerre civile qui avaient pointé pendant la guerre d'indépendance, se réveillent. Ils ne s'éteindront pas avant longtemps.

Les libéraux eux-mêmes sont divisés. D'abord réunis dans la défense de la constitution face à l'absolutisme, deux courants opposent les « modérés » et les « exaltés ». Si les premiers, rassemblés autour d'Eusebio Bardaji et de Francisco Martínez de la Rosa, gouvernent d'abord, à partir du mois d'août 1822, les « exaltés », avec le général Evaristo San Miguel, prennent le dessus. Réunies en congrès à Vérone en octobre 1822, les puissances européennes craignent plus que jamais l'abcès espagnol. Car l'histoire politique européenne montre que l'idéal libéral n'est pas mort. L'Ancien Régime a eu beau défaire, en 1815, la menace révolutionnaire, il s'expose à un retour en force des libéraux. 1820 ne fut pas qu'espagnol : la révolution libérale pointe, à Naples comme à Turin. Et des hommes comme Metternich ou Chateaubriand raisonnent à l'échelle européenne : l'Espagne doit rentrer dans le rang. Ils suscitent l'opération militaire des Cent Mille Fils de Saint Louis.

C'est une opération de police politique internationale qui mobilise l'armée française. Elle culmine le 31 août 1823 par la prise de Trocadéro, une forteresse qui contrôle l'accès à la ville de Cadix.

Moins de neuf ans après avoir chassé les Français, les Espagnols subissent donc une nouvelle invasion étrangère. Chose curieuse et qu'il faut expliquer, l'opération ne suscite aucun rejet, hormis quelques résistances locales. Le résultat escompté est atteint : la fin du gouvernement libéral et le retour à l'absolutisme. Or cette armée – on l'ignore souvent – est restée cinq ans durant en Espagne (représentant 40 000 personnes en 1824 puis 25 000 en 1827), quadrillant le territoire et soutenant le pouvoir en place, sans pour autant directement interférer dans son action. Cette forme de police supranationale des puissances européennes se borne à permettre au gouvernement absolutiste, seul légitime à ses yeux, d'exercer sa souveraineté. On aurait pu croire, pourtant, que les souvenirs encore frais de l'occupation française auraient provoqué une tout autre réaction que la passivité. Mais cette armée, disciplinée, obéissait à un mandat précis et son intendance suivait. Contrairement aux troupes napoléoniennes, elle payait bien, ne vivait pas sur l'occupé mais au contraire contribuait par ses dépenses à son aisance matérielle. Elle joua aussi un rôle modérateur. Dans son ordonnance d'Andújar du 8 août 1823, le duc d'Angoulême demandait la libération de tous les prisonniers politiques. Par la suite, à travers son ambassade, la France menaça Ferdinand VII de retirer ses troupes s'il ne calmait pas son ardeur répressive ; après 1826, elle jura à l'inverse de maintenir ses forces s'il persistait dans son entêtement !

Cette présence marquait une inflexion du projet politique et diplomatique français. Paris ne visait plus à exercer une hégémonie impérialiste mais entendait s'assurer une influence durable. Pour emprunter à un vocabulaire actuel, la France avait abandonné le *hard power* au profit du *soft power*. Le prouvent aussi bien sa grandissante influence culturelle que la montée en puissance de ses intérêts économiques. De fait, l'Espagne deviendra un eldorado pour les investisseurs français du deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. La perte des colonies américaines avait sanctionné le déclin de l'Espagne, devenue puissance secondaire et désormais exclue des principaux débats internationaux. Lors du congrès de Vienne, elle ne participa qu'aux discussions secondaires, confirmant qu'elle était en voie de marginalisation. La péninsule Ibérique devint alors un terrain de lutte d'influences entre la France et la Grande-Bretagne. Ce nouveau statut explique que Chateaubriand lui consacre plusieurs pages dans ses *Mémoires d'outre-tombe*. Son aventure militaire et diplomatique, il est vrai, avait connu le succès là où Napoléon avait échoué. Dans *Choses Vues*, Victor Hugo, de même écrivait que « l'Espagne est un de nos membres, nous ne pouvons l'amputer, il faut le soigner et le guérir<sup>4</sup> ». L'épisode des Fils de Saint Louis, loin d'être anecdotique, marque donc un tournant dans le destin de l'Espagne.

Dans le même temps, les colonies américaines tournent définitivement le

dos à leur ancienne métropole. Les premières revendications d'indépendance avaient coïncidé avec la guerre contre Napoléon et le processus constitutionnel de Cadix avait essayé, tant bien que mal, d'associer les « Espagnols des deux hémisphères ». Malgré cela, les processus d'indépendance s'amplifièrent. Au Mexique, les révoltes dirigées par le prêtre Miguel Hidalgo en 1810-1811, puis celle conduite par José María Morelo (1813-1815) échouent. Le soulèvement de Cuzco, au Pérou et Haut-Pérou (actuelle Bolivie), est réprimé par des troupes fidèles à Madrid. À Buenos Aires, en 1810, une junte prend en charge la défense des intérêts locaux. En 1813, une assemblée constituante se réunit, dote le pays d'un drapeau, d'une monnaie et d'un hymne mais ne proclame formellement l'indépendance qu'en mars 1816. En 1811, sous la direction de Simon Bolivar, les *criollos* du Venezuela proclament leur indépendance et adoptent une constitution calquée sur le modèle étatsunien. La réaction d'une partie du pays fidèle à l'Espagne et l'arrivée en avril 1815 d'une expédition envoyée par la métropole brisent ce premier élan.

Le programme de Ferdinand VII était simple : il voulait, là aussi, un retour à la situation qui prévalait avant 1808 et assurait à la Couronne les revenus nécessaires pour équilibrer son budget et permettre au système économique sa survie. Ferdinand VII pouvait être sincèrement égaré par le fait que les juntes américaines, proclamant leur attachement au roi, avaient souvent rejeté l'autorité des Cortes de Cadix, créant ainsi un voile d'illusion autour de la figure du souverain. La lutte contre les indépendances s'expliquait aussi par d'autres motivations : le système colonial espagnol assurait la position de l'Espagne sur l'échiquier politique mondial et était indispensable à la survie de la société d'Ancien Régime. Le combat contre les rebelles américains constituait dès lors une priorité absolue. Entre 1811 et 1818, le gouvernement espagnol enverra 45 000 hommes lors de vingt-cinq expéditions réunissant au total 204 navires pour obtenir la victoire. Entre 1817 et 1821, les hauts faits du général José de San Martín (il avait, notons-le, combattu à Bailén du côté espagnol) ainsi que la reprise du combat émancipateur de Simon Bolivar mettent l'Espagne le dos au mur. L'un et l'autre récoltent de beaux succès : victoire à Boyacá en août 1819, entrée à Lima en 1821. Les années 1822, 1823 et 1824 sont marquées par la poursuite des combats : le 9 décembre 1824 à Ayacucho, au Pérou, les troupes loyalistes du vice-roi La Serna sont écrasées par les troupes indépendantistes du général Sucre. Dès 1825, la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance de l'Argentine et du Mexique. Deux ans plus tôt, le président américain James Monroe avait mis en garde les puissances européennes, et notamment l'Espagne, contre toute nouvelle tentative de reprise en main.

Ces événements ne semblent pas avoir eu de répercussions majeures dans l'opinion publique espagnole. Celle-ci était sans doute sevrée de catastrophes, ce qui marque une nette différence avec la perte de Cuba et des Philippines à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette différence tient sans doute au

processus de nationalisation qui s'est opéré tout au long du siècle. En 1898, le sentiment national s'exprime dans le sentiment de la décadence, ce qu'en 1825, les formes politiques et symboliques du sentiment national ne permettaient pas. Pourtant, c'est bien entre 1821 et 1825 que l'identité géopolitique de l'Espagne se redéfinit et que s'achève le cycle ouvert au début du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. L'Espagne, presque repliée sur elle-même, à l'exception de Cuba et des Philippines, s'enfonce alors dans ses querelles intestines.

La « décennie abominable » (la *decada ominosa*) : ainsi a été baptisée la fin du règne de Ferdinand VII. Les cruelles répressions politiques se multiplient et le souverain s'obstine à rétablir l'Ancien Régime. Dès qu'il retrouve la plénitude de son pouvoir, le monarque en use et en abuse. En témoigne la nomination de son confesseur au poste de chef du gouvernement en août 1823, poste auquel le père Victor Damián Saéz doit renoncer dès décembre sous la pression de la France. En vérité, peu importent les hommes. Le groupe absolutiste est aux commandes et entend y rester. Commence alors une double répression : épuration de l'administration et de l'armée d'une part, « terreur blanche » assurée par des groupes informels d'autre part. L'exécution, le 7 décembre 1823, du malheureux colonel Riego symbolise le caractère odieux du régime. Humilié pendant son trajet vers la potence, son corps devait être, selon la sentence, coupé en morceaux et dispersé. Les témoignages dont on dispose ne permettent pas de savoir si cette ultime injure lui fut faite<sup>5</sup>. Un autre libéral est exécuté rapidement, de crainte qu'il ne meure de ses blessures. Le cortège des assassinats et des règlements de comptes, fort long, ne cesse de s'accroître jusqu'en 1833. Dans les campagnes, des volontaires ultras, une troupe formée à l'image de la milice nationale urbaine et libérale, font régner cette terreur blanche, tout particulièrement en Catalogne. En 1827, leur zèle les conduit à excéder la volonté royale et les transforme en rebelles. Ferdinand VII devra se déplacer pour rétablir le calme et démentir les rumeurs selon lesquelles un gouvernement de francs-maçons le retenait prisonnier. Il a d'autant plus besoin de réaffirmer son autorité que d'aucuns, notamment parmi ces ultras catalans, prennent ouvertement parti pour son frère, l'infant don Carlos. C'est à Tortosa, dès septembre 1826, que semblent avoir été lancés les premiers cris de « Vive Charles V ». Les soutiens à Ferdinand VII, insuffisamment réactionnaire aux yeux des partisans de son frère dévôt, excessivement brutal aux yeux des libéraux, sont plutôt rares. Son inquiétude se nourrit de l'absence d'héritier, car la fragilité de sa santé conforte tous les espoirs du petit groupe réuni autour de don Carlos. La mort de la reine Amélie, en 1829, permet cependant au roi d'épouser dès janvier 1830 la jeune princesse Marie-Christine de Bourbon, fille du roi de Naples, âgée de vingt-trois ans (il en a lui-même quarante-six). Elle lui donne deux filles : Isabelle, en octobre 1830 et Luisa Fernanda, en janvier 1832. Mais pour assurer à sa descendance la succession sur le trône, Ferdinand doit publier la Pragmatique Sanction de 1789 qui annule les dispositions prises en 1713 par le roi Philippe V, dispositions qui écartaient les femmes de la

succession royale. Les Cortes de 1789 avaient aboli cette loi salique d'importation française sans que le roi Charles IV valide cette décision en la publiant. Ferdinand passe à l'acte le 31 mars 1830, avant même la naissance de sa fille – mais on connaissait la grossesse de sa femme – afin de briser les rêves de l'infant don Carlos. Cette mesure provoque une grave querelle dynastique qui recouvre des oppositions idéologiques d'autant plus étonnantes que Ferdinand VII n'a jamais été pro-libéral. Certains royalistes, plus réactionnaires que lui, étaient donc plus royalistes que le roi ! Le conflit éclate en septembre 1832 au palais royal de La Granja, une construction de Philippe V qui recréait dans le cadre somptueux des montagnes de la Sierra de Guadarrama le décor de Versailles. Ferdinand VII semblant à l'agonie, son frère Carlos exige que la reine fasse revenir le roi sur sa décision de publier la Pragmatique Sanction de 1789. Rétabli, le monarque reprend la main et l'épisode tourne à la confusion de Carlos. Ce qui devait être son triomphe tourne à une « journée des dupes ». Quittant l'Espagne pour le Portugal, il boude la réunion des Cortes du 30 juin 1833 au cours de laquelle, selon les formules traditionnelles, les corps constitués reconnaissent Isabelle pour héritière. À la mort de Ferdinand, le 29 septembre de la même année, toutes les dispositions sont prises pour la transmettre la couronne à la toute jeune princesse : la régence sera confiée à sa mère Marie-Christine, assistée d'un Conseil de régence et d'un gouvernement dans lequel les équilibres politiques ont été un peu modifiés.

Voltaire déjà critiquait une histoire bornée au récit de l'action des grands hommes. Comment en effet comprendre l'enchaînement entre les décisions prises par la tête de l'État, si le regard ne se porte pas sur leurs mécanismes de diffusion, tant dans l'appareil administratif que dans le corps social ? Aussi convient-il de dépasser le cercle étroit de la Cour et de ses intrigues pour pénétrer dans les méandres d'une administration qui subit le choc de ces conceptions antagonistes d'une *res publica* opposant tenants de la révolution et partisans de la contre-révolution.

Ce combat marque toutes les strates de l'État ce qui entraîne sa désorganisation et sa mue. La politisation de l'administration découle du traumatisme fondateur de la guerre d'indépendance. La « politisation » signifie ici un biais partisan qui divise l'appareil d'État d'autant plus que les Espagnols se sont divisés entre ceux qui acceptaient de collaborer avec l'ennemi et ceux qui refusaient cette option. Après la défaite française, le nouveau pouvoir entend épurer l'administration des *afrancesados*. Le 21 septembre 1813, les Cortes promulguent un décret qui destitue de ses fonctions toute personne ayant occupé un emploi public à la suite d'une nomination du gouvernement de Joseph Bonaparte. Des commissions sont également chargées d'examiner l'action des hommes nommés avant 1808 mais qui ont continué d'exercer leurs charges. La répression ne tarde pas à s'accroître et le décret du 30 avril 1814 proscriit à vie tous ceux qui « ont reçu ou conservé – durant l'occupation – des charges politiques, dignités

ecclésiastiques ou emplois dans la police ou dans l'armée à partir du grade de capitaine ». Commence alors une chasse aux sorcières qui vise tous ceux qui, de près ou de loin, ont soutenu, voire inspiré, le programme politique et administratif du roi Joseph. Les commissions créées, arbitraires et peu centralisées, obéissent aux rapports de forces locaux. Pourtant, dès 1818 d'abord, puis en 1820, des amnisties partielles sont envisagées. Rares sont les corps de l'État à avoir été épargnés par l'épuration, et pour ceux qui perdent tout, l'exil est souvent la seule solution. Certains, plus habiles, obtiennent assez vite, sinon une réintégration, au moins un pardon. Cette première séquence montre l'irruption assez brutale de la politique dans le fonctionnement de l'administration, un mal qui frappera ultérieurement la longue histoire de l'État espagnol.

Entre 1820 et 1823, sous le gouvernement libéral se produit une nouvelle purge. 31,3 % des juges d'audience ou de chancellerie furent destitués entre mars 1820 et avril 1823, mais le processus s'étira dans le temps. L'apogée de l'épuration se produisit en 1821, soit plusieurs mois après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. Les conditions de destitution prévoyaient cependant le maintien d'une pension. Contrairement à la grande épuration absolutiste d'après 1823, les libéraux se bornent à écarter des postes sensibles les adversaires notoires du nouveau régime tout en maintenant l'idée et la réalité d'une administration capable dans la durée de faire appliquer les directives du pouvoir.

Entre 1823 et 1834, s'ouvre une période de réaction absolutiste qui débouche sur une nouvelle épuration administrative. La pratique n'était pas exclusivement espagnole. La France des Bourbons avait nettoyé l'administration napoléonienne de ses éléments les plus exaltés. Louis-Philippe et son gouvernement avaient éliminé les soutiens ostensibles des ultras et de l'ancien roi Charles X. Ces vicissitudes traduisaient au fond une vie politique heurtée dans laquelle les alternances s'opéraient dans la flamme des révolutions, et non dans le calme du processus électoral. Nous ne sommes, il est vrai, qu'à la naissance du libéralisme et non à l'époque plus tardive de son épanouissement.

Soucieux, donc, de contrôler l'administration, Ferdinand VII créa des *juntas de purificaciones*, des « commissions de purification » – le terme, à lui seul, vaut commentaire. Trois mille cinq cents fonctionnaires de l'administration centrale passèrent devant elles, auxquels s'ajoutèrent 21 000 membres de l'administration provinciale. Sur ce total de quelque 25 000 individus, un petit dixième (2 163) fut licencié<sup>6</sup>. Les ultras, notamment les soutiens du frère cadet du roi, les futurs carlistes, subissent eux aussi à la fin du règne de Ferdinand VII, les rigueurs de l'épuration administrative. Mais il s'agit alors d'actions ponctuelles liées à la volonté de faire échouer telle ou telle conspiration.

Dès lors, comment caractériser l'État et la structure administrative qui accompagnent ces troubles politiques ou en sont issus ? Avec de tels désordres



politiques qui sont autant d'à-coups administratifs, l'Espagne a-t-elle construit un État moderne ? Dans la péninsule Ibérique, l'antécédence de la construction étatique, notamment sous les Habsbourg, a très tôt fasciné les historiens qui en ont fait un des modèles possibles d'affirmation de la puissance souveraine<sup>7</sup>. L'arrivée des Bourbons a par ailleurs contribué à renforcer la structure étatique, en détruisant notamment les privilèges locaux attachés au royaume d'Aragon. En appliquant sur un territoire parfaitement délimité une législation uniforme, la centralisation des Bourbons d'Espagne confirmerait le processus de construction de l'État moderne. C'est au demeurant seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle que le terme « Espagne » s'impose et se substitue à la litanie des titulatures de la monarchie habsbourgeoise. L'assomption de ce nom au sein de l'administration espagnole elle-même marque bien le processus de centralisation qui s'opère autour d'un État royal mieux articulé. D'où la tentation de considérer que ces processus, souvent lents et parfois contradictoires, forment le mouvement de fond qui devait déboucher sur l'État libéral.

Cette lecture téléologique est née dans la pensée libérale elle-même. Les penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment le célèbre juriste Martínez Marina (1754-1833), voient dans la lente consolidation d'un pouvoir central et royal les prémices de l'État libéral, expression parfaite et achevée de l'équilibre des pouvoirs. Du coup, tous les prétextes étant bons pour remonter dans le temps afin de traquer les premiers signes d'émergence de cette puissance publique qu'exalte l'époque révolutionnaire, nombre d'historiens reprennent cette démarche.

L'historiographie a depuis contesté cette approche. Les historiens du droit ont montré le subtil enchevêtrement des règles et des législations qui condamne toute lecture globalisante des progrès de l'État moderne, notamment au XVIII<sup>e</sup> siècle où l'appareil d'État reste en réalité « un mixte de formes prébureaucratiques et de formes traditionnelles liées à la nature dynastique du régime<sup>8</sup> ». D'autres études ont montré le maintien tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle de pratiques préconstitutionnelles et de situations particulières qui révèlent le caractère inachevé de l'extension de la puissance de l'État.

Les Bourbons avaient au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle musclé l'administration espagnole, réalisant un « effort de rationalisation, [de] centralisation, [et de] bureaucratisation de l'appareil d'État<sup>9</sup> ». Mais, malgré ce renforcement de la puissance royale, relayée par des corps administratifs de plus en plus fournis, l'exercice concret du pouvoir repose encore sur la négociation avec d'autres puissances politiques comme l'Église, l'aristocratie, les villes... Avec le tournant de 1808-1812, un cadre constitutionnel est pensé et défini. Cette révolution est mêlée, nous l'avons dit, à la lutte contre l'envahisseur. Elle est ensuite, comme tout processus révolutionnaire, non consensuelle. Son plus farouche ennemi sera le roi Ferdinand VII, dont le règne assume pourtant la transition entre des structures d'Ancien Régime et la lente émergence d'un État libéral.

Le pouvoir, au niveau gouvernemental, tend à se structurer par ministère, même si le terme n'apparaît dans le vocabulaire qu'à partir du 20 septembre 1851. Philippe V avait créé des « secrétaires d'État » qui dirigeaient les départements des Affaires d'État (comprenant entre autres les Affaires étrangères), de la Justice, des Finances, de la Guerre et de la Marine. Ces secrétaires avaient à leurs côtés des structures héritées des Habsbourg. Le Conseil de Castille restait par exemple l'instance suprême en matière de justice. Progressivement, ces hommes constituent un gouvernement et parfois, l'autorité de l'un d'entre eux le fait percevoir par l'opinion comme l'homme fort du pouvoir, le premier des ministres. Ainsi en est-il du comte de Floridablanca, secrétaire d'État aux Affaires d'État entre 1777 et 1792 ou de Manuel Godoy entre 1792 et 1808. À cette structure de pouvoir répond une « fonctionnarisation » des serviteurs de l'État qui s'opère dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. La sécurité de l'emploi, la mise en place d'étapes de carrière et la spécialisation des tâches tendent donc à s'instaurer. Mais cette « professionnalisation » n'en recouvre pas moins des réseaux clientélistes et des oppositions idéologiques et politiques.

Au total, le règne de Ferdinand VII, loin de n'être qu'une « sinistre parenthèse interrompant provisoirement l'avènement inéluctable et salvateur du libéralisme<sup>10</sup> », porte aussi des dynamiques modernisatrices. L'administration se rationalise et l'effort du ministre des Finances, Luis López Ballesteros, aux affaires neuf années durant, atteste de cette volonté. Le principe de son action est simple : aligner les dépenses de l'État sur ses recettes. Dès 1824, il réorganise le ministère en le centralisant. L'État est financé par quarante-huit taxes qui proviennent pour l'essentiel des douanes, des monopoles sur le tabac, le sel, le papier timbré et des rentes provinciales (une taxe proportionnelle sur les ventes et la consommation). Ces taxes sont pour la plupart des héritages de l'Ancien Régime et ne s'inscrivent pas dans la cohérence d'un véritable système fiscal. Une taxe sur les commerçants ainsi qu'un impôt sur les revenus de la propriété sont créés mais les ressources de l'État n'augmentent guère. Une Caisse d'amortissement de la dette publique, qui n'intègre pas les dettes du gouvernement libéral de 1820 à 1823 (une décision toute politique qui affaiblit grandement le crédit de Ferdinand VII et contribue à renchérir le coût des emprunts !), marque le point d'orgue de cette réorganisation des finances publiques. En 1828, une innovation décisive se produit : la présentation d'un budget annuel, accompagnée d'une réduction de la dette publique intérieure, forme de « faillite déguisée » qui ruine de très nombreux prêteurs. Cet effort de rationalisation fait rapidement long feu et est abandonné en 1831. Luis López Ballesteros démissionne en 1832, découragé et lassé par cette quête éperdue d'argent qui trahissait la maladie mortelle dont le régime était frappé. Sans compter que cette politique de modernisation avait été grevée par l'absence d'un appareil fiscal moderne et efficace. Dans la course aux recettes, il avait fallu se résoudre à affermer la collecte des impôts, ce qui renforçait le pouvoir des oligarchies locales et contraignait l'État

central à des négociations dignes de l’Ancien Régime.

Cela dit, la création d’un ministère du Développement (*Fomento*), le 5 novembre 1832, inaugure une nouvelle conception du rôle de l’État. Son vaste champ de compétences – de l’approvisionnement, la santé, l’hygiène à l’ordre public en passant par l’enseignement et la culture, la statistique générale, la fixation des limites de province, le système des poids et mesures, la construction et l’entretien des chemins, des canaux, des ports, des ponts, le commerce intérieur et extérieur, la chasse et la pêche – traduit toute l’ambition modernisatrice de cette création. Il s’agit en effet d’encadrer l’activité économique en favorisant son épanouissement. L’un des titulaires de ce ministère, Javier de Burgos, lui confèrera un lustre particulier lorsqu’il procédera à un grand redécoupage provincial qui, à quelques détails près, demeure encore valable aujourd’hui. Il nommera également des sous-délégués appelés à devenir « gouverneurs civils » des provinces espagnoles.

Ferdinand VII lègue à sa fille et à sa femme un royaume mal en point : criblé de dettes, fracturé politiquement, fragilisé diplomatiquement. La situation politique est donc des plus critiques. Après avoir traqué les libéraux tout en récupérant pour son service quelques personnalités remarquables malgré leur passé *afrancesado*, Ferdinand VII a été dépassé sur sa droite par son frère Carlos. Il opte alors pour une voie médiane qui, avec le gouvernement Cea Bermúdez, nommé en septembre 1832, conduit à un certain immobilisme. Pourtant, au-delà des heurts de la vie politique, la modernisation de l’État se poursuit, amenant à considérer ce « tardif despotisme éclairé » comme « un élément dynamique dans l’histoire de l’État espagnol », selon l’expression de Jean-Philippe Luis. Ainsi, l’État se rationalise et se centralise tout en subissant les « aléas des changements politiques et le poids de la classe des employés inactifs », ce qui implique une nouvelle articulation avec la société. Trouver le point d’équilibre de cette mutation inachevée sera la lourde tâche qui incombera aux successeurs de Ferdinand VII.

## Libéralisme contre carlisme

Une jeune reine héritière de trois ans, une reine régente qui se donne à un jeune et beau militaire trois mois à peine après la mort de son royal époux : l’équipage à qui revient le sort de l’Espagne est fragile ! La diffusion de la nouvelle de la mort de Ferdinand VII galvanise les partisans de don Carlos, regroupés dans le corps des *Voluntarios realistas*, ces troupes armées qui devaient contrebalancer la milice nationale. Les 2 et 3 octobre 1833, un groupe, à Talavera de la Reina, dans la province de Tolède, proclame Charles V nouveau roi<sup>11</sup>. La population ne suit pas et les factieux, poursuivis par les autorités, seront capturés et exécutés. Ces incidents se multiplient notamment dans le nord du pays, et plus précisément dans les provinces basque et navarraise. La ville de Bilbao bascule à cette date et jusqu’à fin

novembre du côté carliste. Dans les provinces de Burgos et de Soria, des insurgés, certains emmenés par le grand guérillero Jérónimo Merino, héros de la lutte contre Napoléon, s'enflamment. En Catalogne et en Aragon, voire en Andalousie, le carlisme recrute. Sitôt Ferdinand enterré, une guerre oppose donc les ultras aux partisans de la jeune reine. Cette pression carliste oblige la régente Marie-Christine à rechercher le soutien des libéraux, seul moyen de sauver la monarchie, c'est-à-dire son trône et celui de sa fille. Ce ralliement, paradoxalement, l'affaiblit autant qu'il la renforce.

Ce que l'on appelle la première guerre carliste dure jusqu'à la paix de Vergara, négociée au cours du mois d'août 1839 et symbolisée par la rencontre, le 31 de ce même mois, entre le vaincu – le général Maroto – et le vainqueur – Espartero. Les opérations militaires ressemblent fort à la guérilla des années 1808-1813. Quelques hauts faits sont entrés dans la légende. Le chef militaire Tomás Zumalacárregui organise, courant 1834, les forces carlistes en Navarre et au Pays basque. Sa mort épique lors du siège de Bilbao en juin 1835 consacre son mythe. Côté libéral, le général Baldomero Espartero gagne, grâce à sa conduite intelligente de la guerre et à sa victoire finale, une immense popularité qui ne se démentira pas jusqu'à sa mort, en 1879. La reine lui confère le titre de duc de la Victoire ; en 1871, le roi Amédée I<sup>er</sup> continue de le combler d'honneurs en le faisant prince de Vergara. Ironie de l'histoire et expression du conflit de légitimité, ce même titre de duc de la Victoire avait été octroyé à titre posthume par Carlos au général Zumalacárregui ! Tout comme la guerre d'indépendance, ce conflit est violent et cruel, provoquant la mort de victimes innocentes. Les troupes gouvernementales n'hésitent pas à s'en prendre aux familles des insurgés ; en représailles, les massacres d'individus identifiés comme libéraux sont courants. La technique de l'intimidation par le massacre de masse demeure une arme militaire et politique. Les effectifs mobilisés sont importants. Si les carlistes alignent près de 80 000 hommes, les troupes isabélines passent en six ans de 70 000 à plus de 300 000 hommes ; 200 000 soldats sont en permanence mobilisés entre 1835 et 1839. Les dépenses militaires explosent, exposant les deux camps à de grandes difficultés qui expliquent des choix stratégiques plus ou moins heureux. Essentiellement concentrés dans le Nord, les carlistes tentent à plusieurs reprises de prendre Bilbao, qui leur assurerait une base économique, financière et commerciale. Les troupes de Madrid cherchent à les confiner dans ce secteur. Aussi travaillent-elles à empêcher toute liaison entre les carlistes de Catalogne et ceux de Navarre, ou entre les foyers entourant de la région du Maetztrago, située entre l'Aragon et le Levant, et la Catalogne. Plusieurs tentatives carlistes pour rassembler ces forces échouent, en 1835 et en 1836 comme en 1837, alors même que l'infant don Carlos a pris la tête de cette dernière expédition. Une carte des combats de la première guerre carliste donne une idée de l'étendue de ce conflit civil. Les expéditions se déroulent sur plusieurs milliers de kilomètres : en 1836, le général Gómez part de Navarre vers la Galice – Lugo, La Corogne, Saint-

Jacques-de-Compostelle –, parcourt les terres de Castille – Léon, Palencia, Valladolid –, fonce à l'est vers le Levant et la Manche – Requena, Albacete – avant de descendre en Andalousie – Baeza, Cordoue –, de remonter vers l'Estrémadure – Cáceres, Alcántara –, de redescendre jusqu'à Ronda et Arcos de la Frontera avant de remonter cap au nord. Il franchit l'Èbre le 18 décembre, six mois après son départ, au cours d'un périple de 5 000 kilomètres. L'expédition de don Carlos en 1837 le mène aux portes de Madrid le 12 septembre. La menace d'une victoire carliste n'est pas imaginaire. Il faut une grande offensive, en 1839, pour que la guerre s'achève en Navarre et au Pays basque, mais le charismatique chef carliste Cabrera ne sera mis en déroute par Espartero que le 30 mai 1840. Cabrera passe la frontière française le 4 juillet 1840, signant la défaite totale de son camp.

La guerre représente donc une constante préoccupation pour les gouvernements de la régence : elle contribue à modifier l'équilibre des forces politiques libérales et constitue une menace dont joue parfois la régente pour freiner les progressistes, le carlisme étant « essentiellement passéiste et réactionnaire<sup>12</sup> ». Quels sont alors les compromis à passer avec les forces libérales ? L'immobilisme prôné par Cea Bermúdez ne peut constituer une réponse satisfaisante. Sous la pression de certains de ses conseillers, et aussi de personnalités influentes qui réclament un nouveau cap, la régente appelle en janvier 1834 Francisco Martínez de la Rosa, leader libéral respecté et auréolé d'une gloire littéraire croissante. Ce premier pas aboutit à la rédaction de l'*Estatuto Real*, une charte que la reine octroie aux Espagnols. Si la souveraineté continue de résider tout entière du côté du pouvoir royal, une assemblée de *procuradores* est instituée. Bien qu'élue au suffrage censitaire, par environ 16 000 électeurs (soit 0,15 % de la population), elle n'en représente pas moins la diversité du panorama politique à l'issue des élections du 30 mai 1834, bien que la notion de parti politique n'existe pas encore. Si les sensibilités des élus sont connues, leur comportement politique varie selon la conjoncture et se définit en fonction de très nombreux facteurs. Le ministre Javier de Burgos estime, à l'issue des élections, que 111 *procuradores* soutiennent le gouvernement et que 77 sont dans l'opposition. Très limitée, cette première expérience assumée par la Couronne d'un partage inégal du pouvoir n'en constitue pas moins une première avancée libérale, tout en hâtant le démantèlement des cadres de l'Ancien Régime.

Le chemin sera long cependant. La montée en puissance des libéraux est marquée par le remplacement de Martínez de la Rosa par le comte de Toreno début 1835, Juan Álvarez Mendizábal lui succédant de septembre 1835 à avril 1836. Tous doivent tenir compte de l'opinion publique. Dans le courant de 1835, des *pronunciamientos* locaux à Saragosse et à Barcelone réclament plus de liberté. Des émeutes, ponctuées par des saccages de couvents et l'assassinat de religieux, reflètent l'effervescence des villes (comme à Madrid en juillet 1834). Les sociétés secrètes, véritable phénomène socio-politique dans cette Europe du début du XIX<sup>e</sup> siècle, les réseaux francs-maçons, la presse

sont autant de relais inégalement visibles, mais très surveillés, des débats politiques. Le gouvernement Mendizábal (septembre 1835-mai 1836) propose une nouvelle loi électorale qui augmente jusqu'à 65 000 le nombre des électeurs. Mis en minorité, il cède la place à Francisco Javier Isturiz, qui dissout la Chambre. Les élections qui se déroulent entre les 13 et 15 juillet 1836 donnent une majorité aux progressistes. C'est pourtant dans la rue que va se jouer le rétablissement de la constitution de Cadix. En effet, les bénéficiaires potentiels de la réforme se voient privés du droit de vote et manifestent leur mécontentement. La milice nationale, soutenue par les classes populaires urbaines, tente des coups de force. En août 1836, à la Granja une partie des sous-officiers impose à la régente de promulguer la constitution de 1812. À Madrid, l'émeute, dans le même temps, bat son plein et le gouverneur militaire, le général Quesada, est assassiné. Le rétablissement formel du texte de Cadix n'empêche cependant pas de nouvelles élections pour former des Cortes constituantes convoquées par le nouveau gouvernement que dirige José María Calatrava et dans lequel Mendizábal, homme fort de l'aile progressiste, gère les Finances. Les élections assurent un succès aux progressistes. La promulgation d'une nouvelle constitution, le 17 juin 1837, consolide le succès libéral que consacre la victoire, deux ans plus tard, sur les troupes carlistes. Le rapport de force entre tenants de l'Ancien Régime et révolutionnaires soucieux de promouvoir les libertés publiques et de transformer l'ordre social s'est donc inversé. Libérale, cette révolution est également bourgeoise et consacre le transfert d'une hégémonie ecclésiastique et aristocratique à une domination des classes moyennes supérieures. L'activité économique accroît, il est vrai, leur enrichissement, leur engagement politique étant stimulé par leur haut niveau culturel et le sentiment d'être la nouvelle classe motrice de l'Histoire.

## **Instabilité politique et coups d'État**

Dans certains pays européens, la première phase du libéralisme passe par une assez longue période d'apprentissage de la vie parlementaire. En France la monarchie de Juillet dure ainsi dix-huit ans. En revanche, la vie politique espagnole ne connaît aucun répit, scandée par de brutaux changements de cap liés à des émeutes, des coups d'État, des élections à répétition (13 de 1834 à 1846...). De plus, deux textes constitutionnels sont promulgués : le premier en 1845, le second en 1854. Si le texte – conservateur – de 1845 entre en vigueur, le second – progressiste – reste lettre morte parce que la coalition qui l'avait rédigé éclate avant sa mise en œuvre et dès 1856, les conservateurs reviennent au pouvoir. En outre, de 1846 à 1849, les carlistes se soulèvent à nouveau contre Madrid. Aboutissement ultime de ces aléas, la révolution de 1868 qui met à bas la dynastie des Bourbons !

À l'échelle européenne, la comparaison de la durée des gouvernements de « droite », du « centre » et de « gauche » entre 1830 et 1848 se révèle

éclairante. En France, la droite orléaniste domine avec 6 192 jours de gouvernement face aux 224 du centre ; en Grande-Bretagne les libéraux incarnant la gauche gouvernent pendant 3 782 jours face aux 1 917 jours de gouvernements conservateurs ; en Espagne, le partage, plus équilibré offre 2 021 jours à la droite répartis sur quatre périodes (1834-1835, 1836, 1837 et 1843-1848), 1 196 jours au centre sur trois périodes (1838-1840, 1844, 1848) et 1 793 à la gauche sur trois périodes également (1835, 1836, 1840-1843)<sup>13</sup>. Raconter l'alternance des gouvernements est impossible, puisqu'ils sont 44 à se succéder entre 1836 et 1868 (sans compter trois gouvernements nommés qui n'exercèrent pas)<sup>14</sup>. Cette alternance avait-elle un sens ? À en croire le publiciste catalan Jaime Balmes, « le même esprit s'incarna en Martínez de la Rosa, en Castro, en Arrazola, en González Bravo et finalement dans le sabre du général Narvaéz<sup>15</sup> ».

Quoi qu'affirme Balmes, les noms ne sont pas indifférents. Dans le tourbillon ministériel, le cercle des ministres et des présidents du Conseil est somme toute restreint. On ne compte ainsi que 28 présidents pour 44 gouvernements : le général Ramón María Narváez présida à sept reprises le gouvernement entre 1844 et 1868, totalisant 114 mois de présidence soit neuf ans et demi. Autres grands noms de la période : le général Espartero, chef du gouvernement à deux reprises, en 1840, et deux ans entre juillet 1854 et juillet 1856, et surtout régent de 1841 à 1843 ; le général O'Donnell, trois fois premier ministre : sept mois en 1856, presque cinq ans de juin 1858 à mars 1863 et à nouveau un an de juin 1865 à juillet 1866. Ces trois noms qui sortent du lot sont des militaires (les Espagnols les ont appelés les *espadones*, c'est-à-dire les chefs) qui protègent la monarchie. À eux trois, ils totalisent plus de dix-huit ans de pouvoir, vingt si l'on inclut la régence d'Espartero. À l'inverse, d'autres dirigeants font figure de marionnettes. Eusebio Bardají y Azara, nommé à soixante et un ans, de santé plus que précaire et apparemment très sourd, assure ainsi l'intérim de la présidence confié à Espartero, que ce dernier, combattant les carlistes, n'avait pas pu assumer. *Idem* pour le comte de Ofalia qui succède à Bardají. Plus tard, lorsque Isabelle II assumera sa charge, on prétendra que son amour sera le plus sûr moyen d'arriver à la tête du gouvernement. Comme l'a montré sa biographe la plus récente, Isabel Burdiel, l'adultère royal est en effet une question politique<sup>16</sup>. Il est vrai qu'on avait marié Isabelle II avec un cousin germain, Francisco de Asis de Bourbon, fils du cadet des enfants de Charles IV, peu porté sur les femmes, et encore moins la sienne. Le palais de Río seco, près de Ségovie, qu'il occupa, loin de Madrid et des intrigues palatines, témoigne encore du goût raffiné et légèrement décadent du roi consort. La conduite sentimentale scandaleuse d'Isabelle eut pour effet de lier la protection et la défense de la monarchie au parti modéré, l'aile droite du libéralisme. La reine ne réussit jamais à se hisser à la hauteur de sa fonction arbitrale. Pouvait-il en être autrement pour cette femme élevée par une mère qui agissait de même ? La conspiration, le poids des intrigues, les scandales financiers, les rumeurs

autour des *camarillas* qui entouraient la reine ne cessèrent d'affaiblir son pouvoir. Sa chute, en 1868, marque donc l'issue attendue d'un processus où se croisent une situation politique complexe et un comportement personnel inadéquat.

Le libéralisme, on l'a vu, se fractionne en multiples tendances. Après sa victoire sur le carlisme, le parti libéral découvre l'éventail de sa diversité. Entre 1837 et 1840 s'affirment les deux courants, de droite et de gauche, qui vont se disputer le pouvoir. La droite défend un libéralisme doctrinaire qui, sur le plan gouvernemental, s'incarne en la personne du général Narváez. À gauche, les progressistes veulent étendre les libertés publiques, n'hésitent pas à affronter l'Église et entendent limiter le pouvoir de la reine. Baldomero Espartero, le vainqueur des carlistes, est leur chef naturel. Le 12 octobre 1840, à l'issue d'un coup d'État, il oblige la reine mère à renoncer à la régence et la contraint à l'exil. Le 8 mai 1841, il est appelé à la régence par un vote solennel des Cortes. Dans le combat pour la conquête de la souveraineté nationale, les progressistes avancent. La Couronne est, en définitive, plus affaiblie que jamais.

La question principale tourne autour de la notion de révolution libérale. A-t-elle vraiment eu lieu en Espagne ? Et quels sont ses acquis ? Aucun contemporain de cette époque ne nie l'existence de cette révolution libérale, dont l'interprétation varie cependant en fonction des sensibilités. Les carlistes considèrent à l'époque que toute remise en cause de l'absolutisme porte atteinte à l'identité historique de l'Espagne ; les démocrates voient dans le suffrage universel l'accomplissement de la révolution ; les libéraux doctrinaires se montrent soucieux de limiter le cercle de la société politique ; les premiers militants socialistes rêvant d'une plus égalitaire répartition des richesses. Ces interprétations sont reprises par les historiens d'aujourd'hui.

Sur le plan politique, le tournant se situe autour de 1836. La constitution de Cadix n'est pas réappliquée telle quelle, mais le texte de 1837, profondément libéral, en représente une version acceptable pour la monarchie dans la position de faiblesse où elle se trouve. Semble acté le partage de la souveraineté nationale entre la Couronne et la représentation nationale, les Cortes. La constitution de 1845 corrige dans un sens plus restrictif le texte de 1837, puisqu'il ne reprend pas les termes de « souveraineté nationale ». Il ne s'agit pas pour autant d'un retour à la charte octroyée de 1834, mais bien d'un texte constitutionnel qu'élabore la représentation nationale. Le Sénat n'est plus une chambre élue mais une assemblée nommée par la Couronne, et les sénateurs sont nommés à vie. Ainsi rééquilibré, le partage du pouvoir avantage la Couronne. On peut en conclure que la constitution de 1845 accomplit le projet doctrinaire de limitation des excès de la révolution en faisant de la Couronne un pouvoir arbitral actif.

Ces débats illustrent la naissance du droit constitutionnel qui traduit toujours un rapport de force politique. Alimenté par le Parlement mais aussi par les multiples ouvrages publiés sous le titre de *Leçons de droit politique*, ce



débat dévoile le processus de codification de la vie politique qui se produit. Le *pronunciamiento* progressiste de 1854 comme la révolution de 1868 invoqueront le non-respect des règles constitutionnelles par la Couronne pour justifier leur action. Une constitution à respecter : tel est l'acquis qui se profile.

Les alternances politiques se fondent sur des changements dans l'équilibre des forces. Après avoir dû composer avec la Couronne, les libéraux se sentent suffisamment forts pour s'imposer à elle et, dans la foulée, imposer un programme révolutionnaire comprenant notamment la vente des biens de l'Église, la suppression des droits seigneuriaux et l'amorce d'une redéfinition de la propriété des terres fondée sur le principe de la propriété privée individuelle, et non sur l'appropriation seigneuriale ou collective. Ce programme est avancé par le gouvernement Calatrava-Mendizábal qui ne dure que d'août 1836 à août 1837. Car la vente des biens de l'Église représente une attaque frontale à son pouvoir social et économique. Liée à la volonté libérale de mieux contrôler les congrégations religieuses (le clergé régulier est passé de 47 000 personnes à 31 000 entre 1808 et 1835), elle apparaît à juste titre comme un danger pour le clergé. Ce dernier s'engage donc du côté de la contre-révolution, même si la volonté de rogner les richesses terriennes de l'Église avait commencé à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, inspirée par le pouvoir royal au temps de l'absolutisme.

Il s'agit donc de démanteler les structures sociales de l'Ancien Régime en créant un marché libre de la propriété. Lors du *Trienio liberal* (1820-1823), le gouvernement avait supprimé les majorats. Le gouvernement absolutiste avait lui aussi autorisé la vente de propriétés collectives communales. Toutes ces mesures vont dans le même sens : remettre en mouvement la propriété. Les deux grandes vagues de désamortissement – c'est-à-dire la vente de biens confisqués (à l'Église notamment) ou de biens communaux (essentiellement des terres) – datent de 1837 et de 1855 et correspondent à deux gouvernements progressistes. Il s'agit de passer d'une situation féodale dans laquelle prédominent les droits seigneuriaux à une situation dans laquelle le capital jouerait un rôle fondamental (on estime que 68 % du territoire cultivé relève d'une juridiction seigneuriale ecclésiastique ou laïque et à 75 % le nombre de villages relevant des droits seigneuriaux). Reste la question du sort des paysans pauvres ou modestes : elle traverse toute l'histoire sociale espagnole jusqu'au franquisme, voire au-delà. La révolution juridique libérale n'a donc pas été une révolution sociale ; cette question essentielle marquera la vie politique espagnole des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

D'autres conflits révèlent les oppositions qui traversent la classe politique. En 1840, un projet d'indemnisation de l'Église pour les pertes subies par les précédentes mesures de désamortissement ainsi qu'un texte de loi sur les municipalités qui réduisait le corps électoral et faisait dépendre la nomination des maires du pouvoir du gouverneur civil, assurant une mainmise gouvernementale complète, réveillent le mouvement révolutionnaire et

conduisent à la défaite des modérés au profit des progressistes. En 1843, soulèvements populaires et bruits de bottes provoquent l'alternance politique. Cette alternance passe par la défaite personnelle du général Espartero (qui goûte désormais l'amère expérience de l'exil) et par le compromis entre des progressistes et une partie des modérés, le groupe *Joven España* de Luis González Bravo. Ces fluctuations confirment que les partis ne sont pas encore structurés de manière forte, et encore moins rigide. Expliquer l'échec d'Espartero revient ici encore à insister sur la faible représentativité de la classe politique dont les alliances se font et se défont au gré des circonstances. Espartero s'est rendu impopulaire par la répression des incidents de Barcelone, en octobre 1841 puis en décembre 1842. Le général Narváez, entouré d'un groupe croissant de partisans, peut ramasser la mise en juillet 1843.

Narváez devient l'homme fort d'une décennie marquée par la domination des libéraux doctrinaires<sup>17</sup>. Le processus est maintenant bien rodé : épuration et élimination physique des adversaires – 214 exécutions interviennent pour raisons politiques entre décembre 1843 et décembre 1844 –, convocation de nouvelles élections accordant la majorité au mouvement qui vient de s'emparer du pouvoir. Des opposants qui s'emparent d'abord du pouvoir puis valident cette situation par l'élection, telle est la maladie congénitale du libéralisme espagnol qui perdura entre 1876 et 1923. Mais autour des années 1840-1850, le cas espagnol est somme toute assez représentatif des autres régimes libéraux. L'apprentissage du fonctionnement démocratique du pouvoir chemine lentement et la démocratie, loin d'être une donnée, résulte bien d'un processus historique. En revanche, la multiplication des coups de force, des soulèvements, des reprises dans quelques foyers de la guerre civile constitue bien une originalité espagnole.

En 1844, le général Zurbano tente un *pronunciamiento* qui échoue. Son sort sera particulièrement cruel : il sera fusillé le 21 février 1845 après ses deux fils, son beau-frère, son secrétaire et les officiers de son état-major. En 1846, c'est en Galice que se produit un soulèvement progressiste sans lendemain. Entre 1846 et 1849, une deuxième guerre carliste, appelée aussi guerre des *Matiners* embrase la Catalogne. Le héros de la précédente guerre, Cabrera, revient exciter les troupes, qui passent de 1 000 à environ 10 000 guérilleros. Madrid doit consentir un effort conséquent – plus de 70 000 soldats – pour les battre et oscille entre une pacification pensée par le général Pavía et une politique plus brutale de persécution défendue par le général Manuel de la Concha. Dans cet épisode se retrouvent les formes de la précédente guerre civile – coups de main audacieux, racket des municipalités, cycle action-répression. Le nouveau prétendant carliste, Charles VI, qui a pris le nom de comte de Montemolín, espère encore reprendre le trône. Il est au demeurant prêt à quelques concessions pour assouvir son dessein, inaugurant la mue du carlisme vers l'ambition intégratrice qui le caractérise encore aujourd'hui. Cet opportunisme politique cache cependant la défense d'intérêts

partisans sous une rhétorique d'unanimité nationale.

La nouvelle majorité s'attache aussi très vite à faire reconnaître la... majorité de la jeune Isabelle (8 novembre 1843). Celle-ci a alors treize ans. En la plaçant sur le trône sans le filtre de la régence, le gouvernement espérait ôter de son chemin une difficulté mais les problèmes, on l'a vu, allaient provenir de la reine elle-même. Remise en application de la législation municipale de 1840, restriction de la liberté de la presse, convocation d'élections à des Cortes constituantes en 1844, rédaction d'une nouvelle constitution approuvée en 1845, réduction du corps électoral par élévation du cens, suspension du processus de désamortissement des terres ecclésiastiques et réconciliation avec le Saint-Siège en 1845 qui aboutit au concordat de 1851, enfin législation économique dont les effets, largement soumis à débat, ont ou n'ont pas, selon les points de vue, favorisé le capitalisme industriel naissant : tels sont les acquis à porter au crédit des gouvernements modérés qui se succèdent pendant dix ans. C'est aussi à cette époque qu'est créée la *Guardia Civil*, une gendarmerie appelée à devenir un élément essentiel dans le contrôle politique et social de l'Espagne contemporaine. Enfin, alors que les gouvernements répriment avec férocité tout délit politique, plusieurs amnisties visent à rétablir une harmonie entre les factions libérales : une première loi, au lendemain du mariage de la reine, en octobre 1846, permet au général Espartero de revenir d'exil et d'être nommé sénateur à vie ; deux lois interviennent par la suite, en 1847 sous le gouvernement Pacheco, en 1849, sous le gouvernement Narváez.

La vague révolutionnaire européenne de 1848 – le printemps des peuples – n'affecte pas l'Espagne. Faut-il y voir, comme s'en vante le général Narváez, le succès de sa politique de stabilisation ? Y déceler la marque d'un retard économique et social, car 1848 est aussi un mouvement ouvrier ? La menace était pourtant réelle : elle a inquiété les députés conservateurs. L'un d'eux, Juan Donoso Cortes, s'illustre par un vigoureux plaidoyer pour la « dictature » de Narváez. Prévoyant des temps d'anarchie sociale, il appelle à une résistance sans concession. Il formulera de manière plus théorique ce point de vue dans son *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* (1851), un texte qui contribuera à forger l'armature intellectuelle, philosophique et politique de l'intégrisme catholique. Pointent ainsi de nouveaux clivages politiques : l'horizon de la transformation sociale liée aux mutations économiques, c'est-à-dire l'industrialisation qui bouleverse les sociétés anglaise, belge et française ; les évolutions juridiques réclamées par un capitalisme ascendant ; l'accentuation de la réflexion sur la place de l'Église dans la société ; le besoin de développer une instruction publique à échelle nationale : tous ces éléments commencent à désorganiser le vieil agenda politique. Car ces évolutions se produisent alors que se profile en arrière-plan la banqueroute structurelle de l'État. La lente décomposition de la majorité conservatrice entre 1850 et 1854 n'est pas due qu'aux intrigues de la reine, de sa mère, de banquiers assoiffés de gains spéculatifs, d'aventuriers

qui, du lit d'une reine à celui d'une actrice, cherchent à s'incorporer aux élites. Certes, la corruption est considérable. Mais loin d'être l'apanage de la Cour et du Parlement, elle sévit chez les potentats locaux, ce qui alimente la colère populaire. C'est donc bien par épuisement que tombe la majorité conservatrice. Elle s'est divisée à l'excès : Narváez, toujours en disgrâce, voit sa position fluctuer au gré des caprices d'Isabelle II ou de sa mère. Bravo Murillo s'engage sur le chemin périlleux de la réaction tout en se montrant bon gestionnaire (on lui doit le début de la construction du canal Isabel-II qui alimente en eau Madrid ; il signe avec Rome le Concordat et conçoit un mécanisme pour tenter d'apurer la dette). Le général Roncalli accepte d'être le porte-voix de manœuvres dont il ne saisit pas forcément tout le sens. Un autre groupe, celui des Puritains, regroupé autour de Joaquín Francisco Pacheco, plaide pour une voie du juste milieu, rejetant les dérives autoritaires de la droite mais refusant la démagogie de la gauche progressiste.

Les événements de 1854 s'expliquent donc par l'usure du pouvoir et par le déplacement du centre de gravité de la vie politique espagnole. Fin juin, les généraux O'Donnell, Dulce et Ros de Olano lancent un *pronunciamiento*, regroupant des forces qui affrontent le 30 les troupes gouvernementales à Vicálvaro, un faubourg de Madrid. Un manifeste est publié, très largement rédigé par Antonio Cánovas del Castillo, un jeune Andalou de Málaga monté à Madrid, dont la carrière politique commence dans le sillage des Puritains. Il plaide pour une alliance des forces libérales, une forme de juste milieu. Avant de devenir le fondement de la doctrine et de l'action politiques de Cánovas dans le dernier quart du siècle, ce positionnement est tactique. Il faut en effet rallier un maximum de soutiens à cette initiative, sans que ceux-ci soient nécessairement progressistes. À cette première phase qui correspond au schéma classique de la conspiration politico-militaire, succède un second temps, celui du soulèvement révolutionnaire des villes, Madrid et Barcelone en tout premier lieu. L'embrasement de la capitale, au cours des 17 et 18 juillet, le saccage des palais de la reine mère et du banquier affairiste Salamanca, la mise en place d'une junte révolutionnaire présidée par le vieux général Evaristo San Miguel, un des grands noms du libéralisme historique (il avait été ministre pendant le *Trienio liberal* en 1822) et le soulèvement de la Milice nationale créent une situation révolutionnaire. La reine appelle au secours le général Espartero, qui, acceptant de quitter la ville de Logroño où il vivait une semi-retraite dorée, exige la convocation d'élections pour des Cortes constituantes avec une loi électorale libérale. Le corps électoral est multiplié par cinq pour atteindre le demi-million d'électeurs. L'appel à Espartero constitue d'abord une manœuvre de la Couronne pour se sauver elle-même mais elle montre également la prise de conscience du poids politique que représente l'aile gauche du libéralisme, systématiquement écartée des responsabilités depuis 1843.

Juillet 1854-juillet 1856 c'est ce que dure ce *Bienio progresista*, période charnière entre la répétition de figures du passé et l'apparition de tendances

appelées à s'épanouir. Les hommes sont les premiers signes de cette amorce. Si les Espartero, Narváez, Martínez de la Rosa, Alcalá Galiano et Pacheco répondent présents, d'autres jeunes commencent leur carrière politique. Sont élus pour la première fois députés en 1854 Antonio Cánovas del Castillo et Mateo Praxedes Sagasta, les deux figures tutélaires de la Restauration (1875-1900). Sur le plan politique, les grandes lignes du programme libéral sont reprises, à commencer par le désamortissement des terres ecclésiastiques et des terres communales. Le ministre Pascual Madoz attache son nom à cette relance. Si le projet constitutionnel accorde toujours au catholicisme le statut de religion d'État, le pouvoir se refuse à poursuivre légalement ceux qui ne le pratiqueraient pas. Repris en 1876, le débat sur la liberté religieuse débouchera sur la reconnaissance de cette pratique. L'évolution économique et l'amorce d'une authentique industrialisation en Catalogne placent désormais au premier plan la question sociale. Le 2 juillet 1855 éclate la première grève générale du monde ouvrier espagnol dans son berceau de Barcelone.

Pour autant, le *Bienio progresista* ne fait pas prendre à l'Espagne une nouvelle orientation. Au gouvernement, la rivalité entre les généraux Espartero et O'Donnell s'aiguise. Question de tempéraments mais aussi de divergences plus profondes. Le Palais saura jouer en son temps de cette division. Le 14 juillet 1856, il démet Espartero et appelle O'Donnell à présider le nouveau gouvernement. Celui-ci est invité à s'engager d'emblée dans une politique de réaction : désarmement de la milice nationale, suspension du désamortissement, annulation de la Constitution qui passe à la postérité sous le nom de la *nonnata* et retour au texte de 1845. O'Donnell a été le jouet de la reine et de sa coterie conservatrice comme le confirme la crise du « rigodon » : en octobre, lors de la réception donnée pour son anniversaire, la reine accorde une danse à O'Donnell, puis tout de suite après au général Narváez. Le lendemain celui-ci est appelé à la tête du gouvernement. Tous les contemporains ont vu dans l'attitude de la reine une action préméditée. Pourquoi rapporter cet incident qui semble relever de la pire histoire anecdotique ? Tout simplement parce que son écho alors a été considérable, parce que l'incident s'inscrit dans une longue suite de scandales attachés à la reine et aussi parce qu'il convient d'essayer d'imaginer le caractère concret de la vie politique, ses espaces, ses codes, ses chausse-trappes, ses mesquineries... bref, son atmosphère qui, dans cette Espagne du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est largement palatine et curiale<sup>18</sup>. Tout ne se joue certes pas dans les couloirs du pouvoir, mais il serait tout simplement erroné historiquement de sous-estimer cet aspect, si futile puisse-t-il paraître. Le pouvoir est une réalité incarnée !

Le gouvernement Narváez applique avec détermination le retour en arrière mais n'en innove pas moins. L'importante loi Moyano, du nom du ministre du Développement (*Fomento*), esquisse en 1857 un plan pour créer une instruction publique nationale. Mais la pauvreté endémique de l'État laisse lettre-morte ses belles dispositions.

De juin 1858 à mars 1863 l'Espagne jouit d'une certaine stabilité gouvernementale sous la conduite du général O'Donnell. C'est le gouvernement le plus long depuis celui de Ferdinand VII entre 1823 et 1833 et avant... la dictature franquiste. La conjoncture économique est plus favorable, la base politique plus large. L'Union libérale regroupe ces partisans du juste milieu ; la consolidation d'un parti conservateur à l'anglaise est en cours. En outre, O'Donnell entame une politique extérieure de prestige. Il place ses pas dans ceux de Napoléon III et participe à l'expédition de Cochinchine entre 1858 et 1862. Mais surtout, il déclenche une guerre contre le Maroc entre 1859 et 1860, guerre qui débouche sur une première implantation, à partir des présides de Ceuta et Melilla que l'Espagne détenait depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle. La facile victoire contre les Marocains ranime un patriotisme délirant d'enthousiasme. D'aucuns voient dans cette nouvelle politique le retour à un projet grandiose, celui de la conquête de l'Afrique qu'avait préconisée en son temps, c'est-à-dire en 1509, le cardinal Cisneros. Antonio Cánovas del Castillo, qui conjugue politique et histoire, n'est pas le dernier à plaider ce grand dessein<sup>19</sup>. Des canons pris à l'ennemi seront fondus et le bronze récupéré servira pour fabriquer les deux lions majestueux qui ornent l'escalier monumental de la Chambre des députés à Madrid. D'autres y voient le symbole d'une fausse grandeur qui s'est leurrée : « À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire » ! Au-delà de ces considérations, la question posée est bien celle de la place de l'Espagne dans le concert international. O'Donnell lance aussi, toujours avec la France du second Empire, l'expédition mexicaine, qui est un échec retentissant. Mais ce sont ses successeurs qui la gèrent piteusement. La chute d'O'Donnell en 1863 marque le début de la décomposition de la majorité conservatrice. Le général Narváez revient au premier plan de la vie gouvernementale – mais l'a-t-il jamais quittée ? La crispation réactionnaire est chaque fois plus décalée et les incidents se multiplient. Ce sont encore les scandales royaux qui vont mettre le feu aux poudres.

Face à la dramatique situation des finances, le gouvernement annonce que la reine consent à aliéner une partie de son patrimoine et orchestre autour de cette décision une propagande facile. Le journaliste et professeur d'université Emilio Castelar dénonce dans un pamphlet l'opération dont il révèle les ressorts véritables. La reine ne fait qu'aliéner un patrimoine, que le journaliste considère comme national et non personnel, pour payer ses dettes (elle a négocié avec Narváez que 25 % des recettes lui reviendraient). Castelar est destitué de sa chaire. L'émotion est grande et débouche sur une nuit d'émeute entre le 10 et le 11 avril 1865, « la nuit de la Saint-Daniel ». Une fracture irréparable se produit entre les plus avancés des libéraux et la majorité, entre une partie du monde intellectuel et ce monde politique dans lequel pullulent les militaires. Un peu plus d'un an plus tard, le 12 juin 1866, 68 sergents sont exécutés à Madrid dans la caserne San Gil. Ils étaient impliqués dans une tentative de coup d'État. Cet acte violent accentue les

dissensions au sein de l'armée. Loin d'être un bloc monolithique, elle constitue une institution fragmentée dont chaque garnison obéit à son chef. L'instabilité gouvernementale reprend. En juin, O'Donnell revient aux affaires pour un an. Chassé par une nouvelle poussée révolutionnaire à Madrid, Narváez lui succède et refuse la répression illimitée que lui réclame la reine. L'opposition s'organise : par le pacte d'Ostende du 16 août 1866 une alliance entre progressistes et démocrates s'ébauche, clairement orientée contre Isabelle II et sa manière de détourner la pratique constitutionnelle du gouvernement. L'impopularité de la reine est devenue sa plus grande faiblesse : elle lui coûtera son trône et sa réputation.

## **Une Espagne libérale ?**

Ce chapitre se plaçait sous le signe de « la longue résistance de l'Ancien Régime ». Entre 1833 et 1868, 44 gouvernements, 21 élections générales, 19 dissolutions des Cortes et 23 suspensions des mêmes Cortes se sont produits. Mais quelle place l'Espagne occupe-t-elle dans le panorama européen de l'époque ? Habitué aux clichés, nous tendons à ne considérer l'Espagne qu'à travers le prisme du retard et de l'arriération. Tentés par l'anachronisme, nous croyons déceler en Franco un héritage du XIX<sup>e</sup> siècle alors qu'il en est la négation même par la détestation qu'il proclame publiquement de cette période ! Bref, l'Espagne est-elle libérale entre 1814 et 1868 ? Poser la question est sans doute y répondre, et on a vu tout au long des pages qui précèdent la lente mais évidente construction d'un nouveau cadre politique. Il faut insister, à cet égard, sur le rôle pionnier des libéraux espagnols dont l'exemple a inspiré les révolutionnaires portugais et napolitains en 1820, piémontais en 1821. Quant à l'expédition française de 1823, elle a bien été la plus importante des opérations de police internationale de l'époque parce qu'il s'agissait d'éteindre le foyer espagnol – la France, pour une fois, n'était pas à l'origine de l'incendie révolutionnaire !

Résumons : à la révolution initiale de 1808-1812 succède un temps de réaction au cours duquel le pouvoir royal, aidé par l'Église qui a compris la puissance subversive du libéralisme, tente de remettre dans sa boîte le diable libéral. Mais cette politique échoue parce que les conditions internationales, sociales, culturelles et mentales accentuent progressivement la caducité du cadre ancien. Dans un second temps, les forces libérales, passant une alliance chargée d'ambiguïtés avec la monarchie de Marie-Christine et d'Isabelle, ont vaincu les forces réactionnaires regroupées au sein du carlisme. Mais cette victoire ne va pas sans concessions et sans fractures au sein du libéralisme, même si le terme recouvre des sensibilités qui se diversifient au fur et à mesure qu'il s'enrichit d'une expérience historique plus dense. Tel qui paraissait un exalté termine dans les files du modérantisme sans que ses convictions aient changé. Sont apparues, sur sa gauche, d'autres versions plus poussées du libéralisme.

Entre 1814 et 1868, la trajectoire politique de l'Espagne ressemble d'assez près à l'évolution des autres sociétés européennes. À ceux qui recherchent l'origine d'une anomalie espagnole, il convient de ne pas se tromper de période. Ainsi, nous défendons l'idée d'une « normalité », ou plutôt d'une « non-exception » espagnole pour cette période. Quelques indices accréditent cette thèse, à commencer par la structure constitutionnelle qu'établissent les constitutions de 1837 et 1845. Ces deux textes, malgré leurs différences, procèdent à un partage du pouvoir entre le monarque et le peuple. La souveraineté glisse donc du modèle ancien concentré dans les mains du roi au modèle nouveau de souveraineté nationale. Ce passage s'opère sur le mode de la transition, bien qu'il s'accompagne de ruptures, de sauts, de retours en arrière. L'important est ici ce que les économistes appelleraient le *trend*, la tendance à long terme, la dynamique d'ensemble.

Le mode de suffrage et le nombre d'électeurs offrent également un argument consistant pour rejeter la thèse de l'exceptionnalité. En effet, l'adoption du suffrage censitaire marque la première étape vers un élargissement de l'électorat. Dans les années 1830, si l'âge requis pour être électeur tombe à vingt-cinq ans, il se maintient à trente ans pour être éligible. Ce chiffre est semblable en France, en Belgique et au Portugal. Par ailleurs, la définition du seuil d'imposition nécessaire pour être électeur constitue le levier par lequel élargir ou restreindre le corps électoral. En 1836, les électeurs représentent 0,6 % de la population espagnole, chiffre parfaitement comparable au 0,5 % que l'on trouve en France de 1831 à 1847 et au 0,7 % dû au timide élargissement auquel procède la monarchie de Juillet en 1847. En 1837, la réforme politique espagnole élargit sensiblement le corps électoral qui passe à 2,1 % de la population (265 000 électeurs), proportion qui se situe au-dessus du 1,1 % de la Belgique, mais en dessous des 3,3 % du Royaume-Uni. Comme la loi prévoit un seuil d'imposition à partir duquel on peut devenir électeur, l'enrichissement des classes bourgeoises permet une montée mécanique du nombre de votants. Lors des élections de 1844, on estime que 5 % de la population espagnole disposait du droit de vote, ce qui constitue un point haut dans le panorama européen de l'époque. Mais en 1845, le retour des modérés au gouvernement et la nouvelle constitution procèdent à un relèvement de la barre d'imposition, réduisant le corps électoral à 0,8 % de la population. Ces éléments, en apparence techniques, sont décisifs. Dans l'apprentissage du suffrage et de l'élection comme pratique se joue la « politisation », c'est-à-dire la création d'une conscience politique individuelle articulée sur des débats collectifs. Comprendre comment se mettent en place les mécanismes de la vie politique contemporaine avec leurs succès et leurs limites est devenu un thème central de la recherche en histoire politique pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Les élections espagnoles de ces années 1837-1846 sont parfaitement comparables à celles des autres nations européennes. La manipulation gouvernementale, l'influence des notables les plus importants, l'absence d'impartialité, la fraude sont des réalités courantes



qui n'ont alors rien de proprement espagnol. Certes, après 1848 et l'introduction du suffrage universel en France, une nouvelle étape s'ouvre en Europe, mais la France reste une exception.

L'élargissement de l'espace public, avec le développement d'une presse dynamique, la multiplication des ouvrages politiques allant du pamphlet aux réflexions juridiques et philosophiques les plus élaborées, la création de tribunes et d'associations au premier rang desquelles on trouve les *Ateneos* (Athénées), et notamment celui de Madrid... tous ces éléments constituent une mutation essentielle de la vie politique et culturelle dans cette transition de l'Ancien Régime à l'Espagne libérale. Là encore, le cas espagnol ne se différencie pas fondamentalement des exemples britannique ou français. Il y a bien une libéralisation, entendue au sens de conquête par les principes philosophiques, politiques et juridiques du libéralisme, de la politique. Toutes les péripéties ici retracées sont les manifestations de cette genèse. Elles dévoilent une généalogie, voire une géologie, de la politique contemporaine. En effet, les grandes familles politiques se fabriquent progressivement grâce à la rencontre à la fois logique – les principes – et accidentelles – les tactiques et les positionnements – des courants, des groupes et des hommes. Elles évoluent au gré d'une conjoncture elle-même en mouvement et de structures sociales et idéologiques travaillées par les mutations économiques et culturelles et sont le produit de sédimentations successives, de traditions accumulées, de constructions symboliques. Entre 1814 et 1868, se produit la genèse de tous ces phénomènes. Certaines nouveautés sont vouées à disparaître alors que d'autres, au contraire, appelées à durer, inaugurent le cadre nouveau de la vie publique. Seul le déroulement de l'histoire permet de faire le départ entre l'éphémère et le durable.

1. Arno Meyer, *La Persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1983.

2. Manuel Santirso, *Progreso y libertad. España en la Europa liberal (1830-1870)*, Barcelone, Ariel Historia, 2007.

3. Créée au XVI<sup>e</sup> siècle, cette institution permettait de constituer une part plus importante pour privilégier un héritier. Les terres ainsi placées sous majorat devenaient inaliénables, sauf autorisation royale. La conséquence à long terme de cette pratique a été un gel du mouvement des terres.

4. Victor Hugo, *Choses vues 1830-1846*, édition d'Hubert Juin, Paris, Folio Gallimard, 1972, p. 164.

5. Alberto Gil Novalés, *Diccionario biográfico del Trienio liberal*, Madrid, El Museo Universal, 1991.

6. Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002, p. 175-179.

7. Christian Hermann (coord.), *Le Premier Âge de l'État en Espagne 1450-1700*, Paris, CNRS, 1989.

8. Robert Descimon, « Les élites du pouvoir et le prince : l'État comme entreprise » dans Wolfgang Reinhard (éd.), *Les Élités du pouvoir*, Paris, PUF, 1996, p. 133.

9. Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002, p. 3.

10. Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002, p. 341.

11. L'empereur Charles Quint d'Allemagne était en fait Charles I<sup>er</sup> d'Espagne. Ainsi don Carlos prenait-il logiquement, après Charles IV, le numéro V dans la succession des rois d'Espagne.

12. Joseph Zabalo, *Le Carlisme. La contre-révolution en Espagne*, Biarritz, J&D Éditions, 1993, p. 48.

13. Manuel Santirso, *Progreso y libertad. España en la Europa liberal (1830-1870)*, Barcelone, Ariel, 2008, p. 50.

14. Entre 1830 et 1848, l'Espagne compte 27 cabinets d'une durée moyenne de 186 jours, contre quatre gouvernements d'une durée moyenne de 1 425 jours en Grande-Bretagne et 15 gouvernements d'une durée de vie de 428 jours en France.

15. Jaime Balmes, *El pensamiento de la nación*, n° 66, 1845.

16. Isabel Burdiel, « Historia de un adulterio. La cuestión de Palacio en los orígenes de la monarquía moderada » dans *Isabel II. No se puede reinar inocentemente*, Madrid, Espasa Calpe, 2004.

17. Jesús Pabón, *Narváez y su época*, Madrid, Espasa Calpe, 1983.

18. Jorge Vilches, *Isabel II. Imágenes de una reina*, Madrid, Síntesis, 2007.

19. Antonio Cánovas del Castillo, *Apuntes para la historia de Marruecos*, publié en 1860.

### 3

## La construction d'une « autre » Espagne

Une politique réduite aux turpitudes de la Cour, aux rumeurs des casernes, aux calculs d'un cercle étroit de politiciens plus ou moins engagés dans des spéculations financières que le développement d'une économie en voie de modernisation offre à foison, tel serait le spectacle qu'offre l'histoire de l'Espagne entre 1833 et 1868. Aussi est-ce un sentiment de dégoût qui inspire la motivation des conjurés et des révolutionnaires de septembre 1868. Dans le manifeste qu'ils lancent depuis Cadix, dont les « murailles sont fidèles à [la] liberté et [l']indépendance », le général Prim et l'amiral Topete, entre autres, dénoncent les scandales, appellent les Espagnols aux armes pour secondar leur mouvement et lancent leur cri de ralliement : « Vive l'Espagne dans l'honneur<sup>1</sup> ! »

Une nouvelle séquence de l'histoire espagnole s'ouvre ici. Elle commence par la chute de la reine Isabelle II qui, de Saint-Sébastien où elle était en villégiature d'été, passe à Biarritz. Elle y est accueillie par un Napoléon III et une Eugénie, d'origine espagnole – elle est née de Montijo –, fort aimables. De là, elle gagnera Paris où, malgré l'éloignement, elle tentera de rester au courant des affaires de l'Espagne. Le rejet des Bourbons est violent, viscéral. Pourtant, un peu moins de sept ans plus tard, le fils d'Isabelle II, le jeune Alphonse XII, récupère le trône espagnol au terme d'une opération de restauration menée habilement par Antonio Cánovas del Castillo. Entre les deux dates s'étend une période bien chaotique : « un gouvernement provisoire, une monarchie constitutionnelle, une république fédérale, une république prétorienne, sans parler d'une guerre civile dans la péninsule, et, outre-mer, de la première rébellion de Cuba<sup>2</sup> ». Le sexennat démocratique – l'expression est calquée sur son modèle espagnol *el sexenio democrático*, termes qui désignent la période 1868-1874 dans les histoires générales – mérite-t-il toute l'attention que les historiens lui portent ? Le pays n'a-t-il pas, *in fine*, fait du surplace ? Un surplace coûteux en vies humaines, en incertitudes institutionnelles, en politiques avortées. Le grand enjeu politique avec lequel l'Espagne se débat, comme l'ensemble des autres pays de l'Europe occidentale, demeure bien celui de la souveraineté populaire. Or, entre le régime qui est abattu en 1868 et celui que l'on restaure en 1875, le principe d'une souveraineté nationale partagée entre le roi et le peuple

l'emporte. Les formules plus audacieuses – la souveraineté populaire et le suffrage universel – essayées pendant la période en sortent visiblement vaincues.

Pourtant 1868 marque une inflexion dans la chronologie politique espagnole en faisant apparaître au premier plan un libéralisme démocratique. C'est l'histoire de cette « conversion » de l'Espagne à la démocratie qui s'écrit entre 1868 et nos jours, une histoire complexe, heurtée, violente et souvent dure. L'usage du terme « conversion » – un mot qui relève du vocabulaire religieux – pourrait étonner : il entend souligner la profondeur de l'affrontement et des fractures qui vont opposer les différentes forces politiques espagnoles ainsi que l'empreinte quasi métaphysique des discours sur l'Espagne et son identité. Il montre aussi combien les idées politiques s'ancrent profondément dans des repères culturels, philosophiques et spirituels. Cet enracinement dans le cœur des convictions intimes des hommes et des femmes qui combattent pour leurs idées donne au conflit politique une dimension tragique. On est loin du cynisme et de l'individualisme post-modernes. On est dans la politique du XIX<sup>e</sup> siècle, quand elle caressait l'espoir d'un gouvernement raisonnable et rationnel des hommes tout en étant mise en mots par les passions et exaltée par des engagements absolus.

## Aux sources intellectuelles de la révolution de 1868

Raconter et analyser la période qui court entre 1868 et 1875 nous remet une fois encore face à une caractéristique répétée de la politique espagnole : son instabilité. Nous avons essayé, jusqu'ici, dans le fouillis d'une chronique riche en incidents, guerres civiles, révolutions et autres ruptures politiques, de dégager le sens de ces allers et retours qui découragent parfois l'observateur contemporain. Pour ce faire et pour la clarté du propos, nous avons dû nous centrer sur les forces principales qui travaillent à la consolidation de la révolution libérale et concentrer notre regard sur le pouvoir. En 1868, la révolution, appelée *Gloriosa* – révolution glorieuse, qui n'est pas sans rappeler évidemment les Trois Glorieuses françaises de 1830 –, fait apparaître sur le devant de la scène de nouvelles forces politiques dont le développement, d'abord modeste, a eu lieu sous le règne d'Isabelle II. Fernando Garrido y Tortosa, de sensibilité démocrate, républicaine et socialiste, publie entre 1865 et 1867 un livre intitulé *La España contemporánea. Sus progresos materiales y morales en el siglo XIX*<sup>3</sup>. Le dernier chapitre est consacré à un tableau des partis politiques dont il souligne qu'ils se divisent en factions « pour des raisons de personnes plus que de principes ». Il nous éclaire sur les lignes de clivage ainsi que sur l'importance de l'événement français de 1848. Selon Garrido y Tortosa, la promesse de 1848 associe la démocratie et le socialisme, forçant les conservateurs à se regrouper avec les tenants de l'absolutisme. Cela permet la création d'un vaste mouvement progressiste. Si les termes de droite et de gauche ne sont pas alors

employés, ils peuvent être repris par l'historien. Deux grands blocs, deux idées – l'Ordre et le Mouvement, pour reprendre une terminologie utilisée par le politologue français François Goguel –, deux principes sont en train de se placer à la base de la vie politique. Pour mieux classer les neufs partis qu'il distingue, Fernando Garrido propose un tableau qui fait apparaître leur positionnement par rapport à la question fondamentale de la souveraineté. Les carlistes, les néocatholiques et les soutiens d'Isabelle II sont partisans d'une souveraineté qui réside dans le pouvoir royal. Les modérés et les membres de l'Union libérale tiennent au partage de la souveraineté entre le roi et l'assemblée, les Cortes. Pour les démocrates, les républicains et les socialistes, la souveraineté appartient à l'individu en personne, donc au peuple. Fernando Garrido rappelle enfin que tous les partis politiques, à l'exception du parti démocrate (rassemblant aussi les républicains et les socialistes), ont déjà été, à un moment ou à un autre, au gouvernement.

Il y a dans la révolution de 1868 et les forces qu'elle libère autre chose qu'une nouveauté politique. C'est la relance de la révolution. Les historiens en soulignent le caractère fondamental dans l'histoire contemporaine de l'Espagne. Miguel Artola parle de « révolution dans la révolution ». Antoni Jutjar, un historien des mouvements sociaux, y voit la dernière chance d'une authentique « révolution bourgeoise ». En fait, dans cette révolution commence à poindre une « autre Espagne », une autre tradition qui entre en conflit avec l'Espagne traditionnelle. Leur confrontation, qui sera confirmée par la suite, sert de fondement à l'idée de deux Espagnes que tout opposerait. Le publiciste José Manuel de Larra, qui est aux origines de ce lieu commun de la culture et de la politique espagnoles, l'écrivait dès les années 1830. Spectateur affligé de la guerre civile qui détruisait la notion même d'Espagne, il écrivait : « Ci-gît la moitié de l'Espagne, tuée par l'autre moitié. » En 1947, dans une ample réflexion sur la destinée historique des Espagnols, et au sortir d'une nouvelle guerre fratricide, l'historien Ramón Menéndez Pidal (1869-1968) reprendra cette idée et la complétera en parlant d'une dérive « caïniste » de la mentalité espagnole. Trente ans plus tard, son successeur à la tête de la monumentale entreprise de rédaction d'une histoire générale de l'Espagne, le contemporainiste José María Jover Zamora appliquera cette notion de « caïnisme » au XIX<sup>e</sup> siècle espagnol.

Aujourd'hui, l'examen de cette confrontation peut être menée à nouveaux frais, en quittant une lecture qui y verrait une donnée fondamentale de l'histoire de la Péninsule due au caractère espagnol. Il est possible de sortir d'une approche essentialiste qui masque en fait des présupposés idéologiques. En réalité, les combats politique, culturel, social et spirituel qui traversent le corps de l'Espagne sont intimement liés aux bouleversements qui affectent l'ensemble des pays européens, selon des chronologies variables mais somme toute assez proches. Il faut replacer l'Espagne dans l'ensemble du débat européen du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est ce qu'avaient compris les contemporains eux-mêmes. Face à la vague révolutionnaire de 1848 et à l'anarchie qui semble

menacer l'Europe, Juan Donoso Cortes, dans un grand discours sur la dictature au Parlement, replace le cas espagnol dans la conjoncture européenne. Prolongeant sa réflexion, il publie en 1851 un *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* dans lequel il donne au débat politique des enjeux philosophiques et théologiques, simultanément à Madrid et à Paris. La pensée de Donoso inspire l'ultramontanisme naissant. En France, Louis Veuillot et son journal *L'Univers* diffuseront amplement cette pensée réactionnaire. En 1864, le *Syllabus* voulu par Pie IX valide cette approche. On le voit : le débat politique est certes espagnol, mais il ne peut se comprendre sans l'arrière-fond européen, sans le grand déplacement des forces et des mentalités qui s'opère tout au long de la période et qui donne au XIX<sup>e</sup> siècle – la genèse de notre modernité – ce caractère heurté et contradictoire.

À ceux qui, tel Donoso Cortes, s'ancrent dans le refuge politique d'un catholicisme renforcé par des siècles d'histoire, s'opposent les partisans d'une émancipation de l'homme, les intellectuels inspirés par les lumières philosophiques et l'espoir mis dans la science. Le combat politique est avant tout un affrontement idéologique. On l'a bien vu en France, où parmi les grands noms du libéralisme on trouvait ceux de philosophes tels que Pierre-Paul Royer-Collard ou Victor Cousin. En Espagne, ce combat prend une forme particulière du fait du poids écrasant du catholicisme dans le système politique, culturel et idéologique. Le catholicisme y a une signification bien supérieure à sa seule dimension religieuse. L'Espagne est identifiée à sa réalité catholique. Politique et métaphysique vont se mêler, pour le plus grand malheur des Espagnols. Il est évident que l'expérience des guerres carlistes ont contribué à populariser ce thème du choc décisif des idéologies et à faire de la politique le lieu d'un combat plutôt que d'un rapport de forces, d'une lutte plutôt que d'un débat. La puissance du courant réactionnaire et l'échec de la solution de compromis qu'aurait été une monarchie constitutionnelle équilibrée ouvrent la voie à une proposition révolutionnaire plus radicale. L'option démocratique et républicaine a ainsi lentement mûri à l'ombre des divisions qui ont empêché la monarchie constitutionnelle de faire la preuve de sa force unificatrice.

L'idéal démocratique naît dans des cercles étroits dominés par des « intellectuels ». Aussi se développera-t-il en associant étroitement la dimension morale à la dimension politique. Il est temps de faire ici mention d'une des caractéristiques les plus originales de l'histoire culturelle espagnole, dont l'importance fut – et demeure encore – décisive. Elle constitue d'ailleurs l'acte de naissance d'une autre tradition espagnole. Son apport et sa fécondité seront considérables au point d'incarner, pour les uns, un idéal laïque espagnol, pour les autres une anti-Espagne... et ce jusque dans le XX<sup>e</sup> siècle bien avancé.

En 1843, un professeur de philosophie, Julián Sanz del Río (1814-1869), entame un voyage d'études en Allemagne. Il fixe son choix sur l'université de

Heidelberg où il rencontre les disciples de Karl Krause (1781-1832), un philosophe d'inspiration kantienne dont il semble que l'œuvre présente l'avantage « d'être susceptible d'application pratique »<sup>4</sup>, sans doute parce qu'elle traite de philosophie du droit. Enthousiaste, Sanz del Río va s'attacher à diffuser la philosophie de Krause, ou plutôt l'interprétation qu'il en fait, donnant naissance à ce que l'on nomme le « krausisme » et qui est à la fois un courant intellectuel et une philosophie largement laïcisée et démocrate. Au-delà de sa signification proprement culturelle, le krausisme va être pour certains, comme Nicolás Salmerón et Emilio Castelar, les futurs leaders politiques de la gauche républicaine, la source d'inspiration d'une politique travaillant à l'avènement d'une idée démocratique en Espagne. Sanz del Río espérait que la révolution de 1854 porterait en elle la promesse d'une authentique démocratisation. Mais ses espoirs se brisent en même temps qu'éclate la coalition de circonstance que dirigeaient les généraux Espartero et O'Donnell. En 1868, il applaudit à la révolution qui abat la dynastie des Bourbons. Entre les deux dates, l'effervescence intellectuelle dont il est l'un des inspireurs est l'indice le plus clair de l'existence d'une autre Espagne. Au milieu, les événements d'avril 1865 – la destitution de professeurs de l'université de Madrid qui débouche sur une violente émeute populaire, la « nuit de la Saint-Daniel » – viennent apprendre que dans cette politique contemporaine qui est en train de naître, tous les forums sont importants, tous les discours potentiellement chargés de transformation sociale et politique, et la parole, l'arme première de la nouvelle politique. Si les débats philosophiques ne sont pas sans portée sur les évolutions politiques, la trace du krausisme dans la vie espagnole sera fondamentale dans le domaine de l'éducation. En témoignent les fondations de l'*Institución Libre de Enseñanza* (Institution libre d'enseignement) en 1876, une école privée qui offrira une voie profondément renouvelée de pédagogie, d'enseignement et de compréhension de l'Espagne, mais aussi l'Association pour l'enseignement de la femme, née un peu plus tôt, en 1871.

C'est entre 1850 et 1870, dans les universités, dans des revues, dans des cercles intellectuels – les Athénées, dont la diffusion provinciale contribue à élargir le débat et à lui donner une dimension nationale –, dans les académies que commencent à se manifester des courants de pensée qui s'attaquent au problème de l'Espagne et de sa modernisation. Il faut avoir à l'esprit que cette lutte intellectuelle sera souvent en avance sur la lutte politique et que c'est dans les articles savants, les livres, les discours ou les sermons que se forment et s'affrontent doctrines nouvelles ou traditionnelles. Les idées neuves devront se frayer un chemin en bravant l'opposition de l'Église et du pouvoir. Car autour de la monarchie sont rassemblées des forces hostiles à ces courants libéraux et laïcisants. Pour une Église contrôlant l'enseignement et l'université, une Église soumise à la peur du libéralisme, une Église qui a perdu par les effets de la politique libérale une grande part de ses propriétés et de ses biens, une Église qui est quasiment toujours la cible préférée des

révolutionnaires aimant brûler des couvents ou des lieux de culte, une Église soumise à une pensée philosophique et théologique ancrée dans le thomisme, le krausisme ou tout autre forme de critique est par nature hétérodoxe. « Hétérodoxe » : voilà lâché l'un des grands mots qui fondent la vision manichéenne de l'histoire espagnole et qui nous indique, une fois encore, la confusion entre vocabulaire religieux et vocabulaire politique ! Entre 1880 et 1882, un brillantissime et très jeune écrivain catholique, Marcelino Menéndez Pelayo (1856-1911), rédige une *Histoire des hétérodoxes espagnols*, suite d'un dialogue polémique amorcé avec les tenants du krausisme, dans laquelle l'hétérodoxie religieuse ou intellectuelle est prise pour un indice contre-nature de l'identité nationale. Un nouveau clivage est entré de manière fracassante dans la vie politique et culturelle. D'abord limité à la joute intellectuelle et philosophique, il s'étendra au domaine politique et civique, créant un mécanisme d'exclusion au cœur du débat public et une mentalité d'affrontement fratricide.

Ces débats ne sont pas seulement des querelles d'érudits. Ils engagent en effet une question dont l'importance et l'enjeu déterminent presque toute l'histoire contemporaine espagnole jusqu'en 1975 : quelles sont les bases de l'identité espagnole ? Sur quels principes élaborer les fondements idéologiques de l'État ? Quelles traditions culturelles témoignent de la vitalité espagnole ? Le socle religieux, philosophique et culturel des débats politiques constitue le lieu principal de l'affrontement entre les projets espagnols concurrents. C'est là que pointent de nouvelles interprétations des temps présents et de là qu'émergent donc d'« autres Espagnes ».

Ces remarques sont nécessaires pour comprendre qu'au-delà de la chronique politique, des évolutions plus profondes encore sont à l'origine des événements qui scandent ces années. Des logiques rétrospectives éclairent ainsi une vie politique agitée.

## La révolution de 1868

La mort du général O'Donnell, le 5 novembre 1867, puis celle du général Narváez, le 23 avril 1868, fragilisent le pouvoir en place et marquent aussi la fin d'une époque. L'arène politique est faite de sables mouvants. Y pénétrer, c'est déjà s'y perdre. C'est ce que doivent, sans doute penser les généraux Prim et Serrano quand ils sont obligés entre 1867 et 1868 de prendre le chemin de l'exil. Pourtant, dans ces cheminements de plus en plus confus, un axe fort se dessine : le rejet de la monarchie des Bourbons. Le pacte d'Ostende d'août 1866 fédère une opposition très divisée. Bien des marchés de dupes inspirent les calculs des signataires. Une chose cependant est acquise : à l'issue de la révolution, des élections constituantes seront convoquées. Elles se tiendront au suffrage universel pour tout Espagnol de plus de vingt-cinq ans. Nombreux sont ceux qui voient dans la dégradation continue de la conjoncture politique l'occasion de relancer le processus



révolutionnaire. Entre mai et septembre 1868, le basculement des militaires les plus importants redonne l'initiative à l'opposition. Le 18 septembre 1868, à Cadix, ville emblématique du libéralisme, l'amiral Topete et le général Prim lancent un premier *pronunciamiento* repris très vite par d'autres garnisons. Dix jours plus tard, un affrontement armé tourne à l'avantage des rebelles. Le 3 octobre, le général Serrano entre en vainqueur à Madrid. Isabelle II, qui se trouvait – heureusement pour elle – à Saint-Sébastien peut aisément prendre la fuite vers la France, où elle jouira d'un riche exil dont elle ne sortira plus, à son grand déplaisir, donnant jusqu'au bout de sa vie (elle meurt en 1904) le témoignage de son manque de sens politique. Des villes se soulèvent – on est dans la grande tradition des juntas locales qui prennent le pouvoir, rédigent des proclamations et participent à l'extension du fait révolutionnaire –, et le pouvoir change de mains. La victoire de la révolution tient d'une part à la lenteur de la réaction des partisans d'Isabelle II et à la mauvaise coordination de ceux-ci alors que d'autre part, autour des généraux Serrano et Prim, les décisions sont rapides et le pouvoir vite conquis et maîtrisé. Le gouvernement dirigé par le général Serrano, avec comme ministre de l'Armée le général Prim, compte cinq progressistes et quatre démocrates. Il convoque des élections constituentes pour le mois de janvier 1869.

Ce ne serait là que le récit d'un énième coup d'État si la coalition des forces politiques ne révélait des changements souterrains profonds. La vigueur du courant démocrate, la consolidation d'un mouvement ouvrier, l'expression de sentiments fédéralistes sont les signes de l'émergence d'une autre politique qui semble aller dans le sens d'un approfondissement de la révolution. 1868 marque un tournant, à la manière de 1848 en France, qui avait clairement infléchi la politique française. L'étroitesse d'un libéralisme censitaire et élitiste ne convient plus à une société espagnole travaillée par des mutations importantes et gênée par des blocages dramatiques. Les propositions radicales fondées sur des utopies aussi généreuses que prématurées ne constituent sans doute pas non plus une option viable, et le gouvernement du général Serrano travaille à réduire le pouvoir des juntas locales, beaucoup plus audacieuses que Madrid dans leurs actions et leurs ambitions. La révolution de 1868 demeure grosse des ambiguïtés d'une coalition politique hétérogène et d'une société éclatée. La violence des soulèvements populaires dont l'ambition était d'aller plus loin dans la révolution et qui ne manquaient pas de poser la question sociale démontre le caractère éclaté des forces révolutionnaires. Entre le 5 et le 8 décembre 1868, la ville de Cadix est le témoin de cette lutte armée entre alliés d'hier. Les forces populaires sont vaincues par l'armée et la marine. D'autres villes andalouses connaissent des épisodes de barricades et d'émeutes populaires vaincues.

La révolution proprement dite a été un coup d'État organisé entre les oligarques, et les noms que l'on retrouve à briguer les commandes ne sont pas ceux d'hommes neufs. Une fois au pouvoir, ces forces, unies contre leur royale ennemie, savent-elles comment concilier les intérêts des grands

propriétaires et ceux du prolétariat agricole ? Ceux des industriels et ceux des prolétaires ? Ceux de l'Église et ceux des tenants de la raison et de la liberté de pensée ? Ceux de la métropole et ceux de la colonie cubaine ? Ceux des banquiers et des spéculateurs et ceux des classes moyennes émergentes ? Rien ici de proprement espagnol – toute cette problématique sociale traverse le XIX<sup>e</sup> siècle européen –, mais les caractères de l'économie et de la géographie espagnoles expliquent l'importance des écarts et la très lente genèse d'une société moderne. Le poids écrasant du monde rural, la concentration industrielle dans quelques lieux – Barcelone et sa ceinture, Malaga, les mines andalouses et asturiennes, Madrid –, la dimension du pays, qui rend son décloisonnement par la révolution des transports (en cours) lent et coûteux, l'importance de l'analphabétisme sont autant de traits propres à l'histoire locale. Entre 1868 et 1875, des espoirs de la révolution à la victoire d'une restauration présentée comme sage et modernisatrice, s'expriment les contradictions d'un pays pour lequel la construction d'un forum politique stabilisé se heurte à la réalité d'une arène dans laquelle s'affrontent toutes les forces, tous les intérêts et tous les projets concurrents. Cette période du sexennat démocratique symbolise bien l'instabilité chronique d'une Espagne plurielle, contradictoire et apparemment incapable de fonder, sinon une politique consensuelle au moins un cadre institutionnel stable. Pour certains historiens, cette étape de l'histoire contemporaine de l'Espagne est décisive en ce qu'elle va révéler l'échec de la « révolution bourgeoise ». Le chaos politique témoigne bien de l'absence complète de consensus, de ce fractionnement de la société dont sauront tirer parti les forces restauratrices regroupées par Antonio Cánovas del Castillo.

La première nouveauté de septembre 1868 est pourtant l'existence d'un accord minimal entre toutes les forces qui ont contribué à la chute de la monarchie. Cet accord porte sur le refus de la dynastie des Bourbons et sur la convocation d'élections constituentes dont l'organisation est confiée au ministre Mateo Praxedes Sagasta, figure montante du parti progressiste. Les dites élections ont lieu en janvier 1869 au suffrage universel direct pour tous les Espagnols de plus de vingt-cinq ans, ce qui représente près de quatre millions d'individus. Les résultats traduisent les nouveaux rapports de force. La coalition gouvernementale l'emporte avec 236 sièges sur 352. Les républicains obtiennent 85 sièges et les carlistes 20. Quatre députés représentant l'ancienne majorité unioniste survivent au désastre électoral. Parmi eux Antonio Cánovas del Castillo, l'homme clef de la reconstruction postérieure du camp conservateur et de la restauration des Bourbons. Une géographie électorale se dessine, qui met en relief la puissance des républicains dans les zones industrielles (la Catalogne, les villes andalouses, le Levant, quelques villes d'Aragon. À Cadix (9 sièges), Lérida (7), Gérone (5), Huesca (6) les républicains remportent la totalité des sièges. Ils obtiennent des succès éclatants à Barcelone (13 sièges contre 3 pour le gouvernement), à Séville (10 contre 1). À Malaga (5 contre 5) et à Saragosse (6 contre 8), ils

font pratiquement jeu égal, mais ils s'effondrent à Madrid (aucun siège, contre 11 au gouvernement). Cette géographie révèle une structure nouvelle de l'Espagne contemporaine : la ville émerge avec ses problématiques, le monde rural est plein de diversité. L'unité nationale se heurte à la pluralité des situations et à une régionalisation des unités politiques. La guerre carliste à partir de 1872, la mise en place d'une république fédérale en 1873 révèlent aussi un aspect de cette transformation politique et géographique de l'Espagne et expriment un « problème territorial » qui court jusqu'à nos jours. Avec une participation estimée à 60 %, ces premières élections au suffrage universel constituent un indéniable succès et un progrès dans la politisation des Espagnols. Si le suffrage censitaire est rétabli en 1876, le retour du suffrage universel en 1890 sera le signe d'un approfondissement du libéralisme.

La nouvelle coalition gouvernementale est constituée des anciens membres de l'Union libérale regroupés autour du général Prim et des démocrates. Sont dans l'opposition les républicains, et notamment les partisans d'une solution fédérale pour l'Espagne, regroupés autour de Francisco Pi y Margall, futur président de la République en 1873. La tenue des élections est donc un succès à porter au crédit des forces révolutionnaires. Leur résultat aboutit cependant à une normalisation, c'est-à-dire à l'expression de la diversité politique, et donc à la division entre partis et groupes. Ce triomphe de l'ambition révolutionnaire porte en lui aussi le paradoxe de l'affaiblissement de la révolution puisque l'unité contre l'ancien système cède le pas à la pluralité des options partisans.

Il y a un autre paramètre à prendre en compte : la vie politique est organisée autour des personnalités plus qu'autour des partis. Ce phénomène tient en grande partie au durcissement de la vie politique dans les années 1860 et à la confiscation de la machine électorale par le gouvernement. Dans ces conditions, quel sens auraient le militantisme et la participation à un processus électoral largement biaisé ? Une approche sociologique des révolutionnaires de 1868 montre la grande continuité du personnel politique. Sur les 352 députés élus en janvier 1869, 151 l'ont déjà été, dont 72 lors des élections constituintes de 1854. Les nouveaux élus sont passés quant à eux par l'expérience de la participation aux juntas locales ou régionales, émanation plus ou moins spontanée du pouvoir qui surgit et comble le vide laissé par le précédent. La faiblesse des partis donne aux personnes le rôle central dans l'articulation d'une offre politique nouvelle. En outre, deux profils socio-économiques se dégagent : les professions intellectuelles (avocats, professeurs, notaires, journalistes, négociants) et les professions manuelles (artisans et ouvriers). Les premiers correspondent aux classes qui étaient déjà politisées parce que leur niveau d'imposition leur permettait de voter, tandis que les seconds se retrouvent propulsés dans la vie politique par les événements et l'appel à candidatures dans la compétition électorale<sup>5</sup>. On les trouve principalement dans les forces de gauche, c'est-à-dire du côté des partis démocrate et républicain. Cette situation traduit une évolution de

l'assise sociale de la politique espagnole. Des couches et des hommes nouveaux émergent, qui revendiquent à leur tour de participer au gouvernement des biens et des personnes. Cela entraîne des conflits entre les différentes élites révolutionnaires. Le caractère heurté du sexennat démocratique tient autant à l'opposition des projets partisans qu'à une lutte de moins en moins sourde entre groupes humains. Ce que semble démontrer cette étude de Gregorio de la Fuente, c'est qu'une lecture strictement politique ou strictement sociale – inspirée par une approche marxiste de l'histoire en termes de lutte des classes – est insuffisante pour rendre compte de la complexité de cet épisode. Une approche par les réseaux humains et clientélistes, passant obligatoirement par une longue et difficile étude prosopographique, est plus pertinente. On peut percevoir là les renouvellements de l'historiographie espagnole qui insiste aussi sur l'homogénéisation sociale des élites politiques parlementaires, et au contraire la plus grande diversité au niveau local. S'expliqueraient ainsi les tensions, puis les affrontements, entre la capitale politique, Madrid, et l'agitation dans les centres urbains périphériques, notamment Barcelone. L'hypothèse est d'autant plus féconde que la période s'achève par une véritable explosion de l'Espagne démocrate et la multiplication des soulèvements cantonalistes, ces mouvements régionaux qui veulent transformer le pays en État fédéral. En outre, elle met en avant le renouvellement que va constituer la constitution d'un pôle socialiste autour de la fédération espagnole de la Première Internationale à partir de 1869. On le comprend bien : la séquence qui s'ouvre en septembre 1868 nous fait sortir du cadre plus étroit des luttes entre les libéraux qui caractérisait la période précédente et inaugure des voies nouvelles qui traceront les orientations de la politique contemporaine.

Aussi le parti démocrate amorce-t-il l'approfondissement du libéralisme. Comme tout mouvement politique, son histoire se fonde sur une généalogie. Son existence commence à l'aile gauche du spectre idéologique. Dès les débats constitutionnels de 1837, certains réclament une démarche plus audacieuse de mise sous tutelle du pouvoir royal et plaident pour l'abandon de la politique du juste milieu. Au libéralisme doctrinaire qui inspire tous les gouvernements de 1837 à 1868, le courant démocrate oppose des revendications sur le suffrage universel masculin, une plus grande liberté de la presse et la liberté d'association et pour les plus radicaux une fédéralisation de l'Espagne et même l'instauration d'une république. Mais l'acte de naissance de cette nouvelle offre politique est la publication, le 6 avril 1849, d'un *Manifeste du Parti progressiste démocrate*. En 1854, les démocrates soutiennent le *pronunciamiento* qui permet le retour au pouvoir de la grande figure progressiste qu'est le général Espartero. Aux élections constituintes d'octobre 1854, ils obtiennent modestement 19 sièges. Au moins sont-ils désormais aux Cortes et leur écho politique et social se fait-il entendre au Parlement ainsi que dans leurs nombreux journaux. L'ambiguïté de l'attelage gouvernemental formé par Espartero et O'Donnell conduit les démocrates à

rompre avec le progressisme et à passer à l'opposition. Cela amène le parti démocrate à préciser sa pensée et à publier, le 1<sup>er</sup> février 1858, un manifeste politique où il défend l'idéal d'un « gouvernement fondé sur les libertés publiques et l'exercice concret et réel de la souveraineté ». Les revendications du texte explicitent clairement la signification de ces formules théoriques. Le Parti démocrate réclame la sécurité individuelle, l'inviolabilité du domicile et de la correspondance, la liberté de la presse, de réunion et d'association sans autorisation préalable, la liberté du travail et la liberté religieuse, une seule juridiction pour tous et l'abolition de tous les privilèges. La souveraineté populaire devra s'exprimer par le suffrage universel et le parti défend une constitution monocamérale. Il prône aussi une très grande décentralisation, manifeste ses réticences à l'égard d'un État comparé au cheval d'Attila – « la terre où il pose le pied ne repousse pas » – et appelle à la disparition de tous les impôts qui empêchent la libre circulation des biens dans le pays. Est développée dans ce texte une interprétation de l'histoire contemporaine de l'Espagne qui mérite qu'on s'y arrête un peu. Le peuple est le grand protagoniste de l'histoire contemporaine. Sa lutte a toujours été couronnée de succès contre l'envahisseur et contre le despotisme. Mais sa victoire lui a toujours été volée et il a été enchaîné par des « liens présentés comme des lauriers de la victoire ». Le peuple exprime une générosité et une vérité confisquées par des pouvoirs établis. Il est l'âme de l'Espagne, et sa libération provoquera la « régénération » du pays tant attendue.

Il entre beaucoup de rhétorique dans cet élan. Mais il y entre surtout une représentation et une compréhension du pays qui s'ancreront profondément dans le vocabulaire de la culture politique démocrate et progressiste. Le terme de « régénération » qui envahira le discours politique de la fin du siècle appartient ainsi aux forces progressistes et il exprime toute l'impatience née des échecs répétés ainsi que l'espérance de lendemains rapidement lumineux. L'impatience au cœur de la lutte politique n'est-elle pas vouée à l'échec, étant donné la lenteur avec laquelle se manifestent les transformations politiques, sociales et culturelles ? N'est-elle pas l'annonce de la radicalisation, et donc de l'éclatement de forces révolutionnaires regroupées par les circonstances mais divisées sur les programmes ? Cette impatience révolutionnaire n'est-elle pas l'une des causes structurelles des fractures espagnoles ? Et pourtant, peut-on en permanence remettre à plus tard la réforme politique et sociale ? Peut-on, sans provocation, demander à un peuple souvent misérable la vertu de patience ? Cette dialectique entre l'impatience des uns et l'immobilisme des autres traverse toute l'histoire contemporaine espagnole et explique les chocs les plus tragiques qui l'ont illustrée.

La gauche progressiste de 1854-1856 se déchire, ce qui explique la domination de la « droite » libérale jusqu'en 1868. Cette domination traduit la force d'attraction d'un régime qui recycle les ambitieux. Mais en septembre 1868, ce régime n'était plus assez fort pour résister à une nouvelle vague révolutionnaire. Celle-ci allait-elle cette fois se montrer assez forte pour

éviter une nouvelle rupture des partis qui l'avaient faite ?

La réponse à cette question est d'autant plus incertaine que les forces politiques ne sont pas des réalités figées mais qu'elles ne cessent de s'adapter à la conjoncture, modifiant leurs stratégies, et par là même contribuant à changer les paramètres de toute situation. De plus, le nouveau panorama ouvert à partir de septembre 1868 libère des forces qui peuvent ainsi s'exprimer. Tel est le cas du socialisme, expression politique d'un mouvement ouvrier naissant. La question ouvrière demeure néanmoins marginale, du seul fait de la relative faiblesse de l'industrialisation de l'Espagne. La forte concentration des industries en Catalogne, principalement le textile, donne à Barcelone un rôle pionnier dans le mouvement ouvrier. Le 20 novembre 1868, le gouvernement reconnaît le droit d'association des ouvriers. Auparavant, seule la constitution de sociétés de secours mutuel était tolérée. Il est frappant de constater une fois encore la concordance entre les dates espagnole et européennes. Ce thème de l'association des travailleurs avait été mis en avant de manière spectaculaire par la constitution, à Londres, en 1864, de l'Association internationale des travailleurs par Karl Marx. Cinq ans plus tard, en septembre 1869, une section espagnole de celle-ci voit le jour. Si l'on songe aussi à la Commune de Paris qui, entre mars et mai 1871, donne au monde un premier exemple de révolution socialiste, on constate une effervescence sociale et politique autour du monde ouvrier à laquelle l'Espagne, bien que majoritairement rurale, n'échappe pas.

L'histoire du développement du socialisme en Espagne met en lumière le rôle de quelques pionniers, ainsi que la dépendance à l'égard de situations locales très précises. La ville de Barcelone et ses environs jouent un rôle important dans la consolidation du mouvement ouvrier espagnol, mais Madrid, comme capitale politique, n'est pas absente de cette ambition socialiste. La faiblesse numérique des ouvriers ne contribue cependant guère au déploiement d'un mouvement puissant. De plus, les divisions doctrinales, qui reproduisent celles agitant l'Association internationale des travailleurs, fragilisent ce courant. L'anarchisme, inspiré par Bakounine qui a envoyé son représentant Eugenio Farrelli dès la fin de 1868 à Madrid puis à Barcelone, prend le dessus sur le marxisme orthodoxe. C'est à Paul Lafargue, son gendre, que Karl Marx confie le soin d'organiser une section madrilène de son Association plus proche de ses thèses que de celles de Bakounine. En juillet 1872, cette nouvelle fédération est reconnue par Marx. Y milite, entre autres, Pablo Iglesias, le futur fondateur du Parti socialiste ouvrier espagnol en 1879. Contrairement à ce qui se passe au niveau européen où, en septembre 1872, le congrès de La Haye de l'Association internationale des travailleurs prononce l'exclusion de Bakounine et de ses amis, en Espagne, ce sont les anarchistes qui l'emportent. La section madrilène périlitera, mais elle aura formé au militantisme le noyau des futurs dirigeants du socialisme politique. Les querelles portent sur le lien entre la lutte sociale et la lutte politique, et non sur l'objectif ultime qui est l'émancipation de la classe

ouvrière. Dans le cas espagnol, ces débats renvoient au soutien à apporter ou non au progressisme, à l'organisation d'un parti ou au contraire à l'attention aux luttes sociales. Parallèlement, la montée du socialisme inquiète le gouvernement libéral qui décrète, fin 1871, l'inconstitutionnalité d'une section espagnole de l'Internationale. Les craintes inspirées par la Commune de Paris sont pour beaucoup dans cette volonté de répression.

Entre 1868 et 1872, le socialisme espagnol est un mouvement embryonnaire, dont le dynamisme révèle les mutations en cours du système productif et social. Il assume aussi des revendications plus anciennes qui relèvent de l'anticapitalisme. Beaucoup de ses militants sont des artisans et des petits producteurs, notamment en Andalousie. À cet égard, il convient de ne pas commettre d'anachronisme et de ne pas lire cette période à la lumière des années 1930. Il s'agit plutôt de comprendre comment la formation des différentes traditions socialistes et anarchistes a contribué à donner à la gauche espagnole sa configuration postérieure. Une première conclusion peut être tirée. Elle souligne la fragilité d'un mouvement prompt à se diviser. Cette propension, conjuguée à une faiblesse numérique, explique sans doute ses difficultés postérieures. Un exemple illustrera ce propos. Le puissant syndicat catalan des « Trois Classes de Vapeur » décide, en février 1872, de réunir en une seule organisation l'ensemble des ouvriers du textile catalan. Un an plus tard, fort du soutien de 40 000 ouvriers, il envoie un manifeste aux Cortes réclamant la journée de huit heures, un salaire égal entre les hommes et les femmes, l'interdiction du travail des enfants. Mais dès août 1873, les divisions entre les syndicats constituant cette union conduisent à sa dissolution. Par ailleurs, le socialisme doit se frayer un chemin dans un environnement profondément hostile. Anticlérical, il affronte l'Église. Prônant la collectivisation des moyens de production, il effraye la bourgeoisie et les propriétaires. Révolutionnaire, il apparaît comme une menace non seulement à l'ordre public mais, plus profondément, à la stabilité même de la société.

Dans ces conditions, dont on remarquera qu'elles ne cessent d'évoluer en même temps que se déroulent les événements, l'épisode révolutionnaire de 1868 est ambigu, gros du rejet des Bourbons mais aussi des divisions qui, mises entre parenthèses pour obtenir la chute d'Isabelle II, éclatent dès la fin de 1868. Au consensus anti-Bourbons succède une division chaque fois plus marquée des forces politiques. Plusieurs problématiques se chevauchent. La consolidation d'un libéralisme correspondant aux aspirations des couches bourgeoises, l'émergence d'un socialisme dénonçant l'organisation sociale, la revendication d'un ordre culturel et social moins marqué par l'empreinte du catholicisme, les interrogations sur la forme de l'organisation du territoire espagnol sont les lignes de force d'un débat politique qui, au jour le jour, reste marqué par l'âpre compétition pour le pouvoir.

Le gouvernement Serrano-Prim fait face à deux menaces : les carlistes, qui se tiennent en embuscade et qui prendront vite les armes et, les républicains qui veulent une révolution plus radicale. Les élections de

janvier 1869 ont donné au centre – c'est-à-dire au parti progressiste que dirige de fait le général Prim – la majorité. Le 11 février 1869, les Cortes constituantes sont ouvertes et deux mois plus tard le projet de constitution commence à être examiné. La forme monarchique du pouvoir est maintenue provoquant la colère des députés républicains. Les ambiguïtés de septembre 1868 commencent à se dissiper. D'autres sujets suscitent des débats passionnés. Ainsi en est-il de la liberté de culte. L'Espagne est catholique. Le catholicisme reste la religion officielle et l'État en finance le culte. Mais la liberté de culte est proposée. Malgré l'opposition farouche des catholiques, cette proposition *a minima* est votée par la majorité. Cette question deviendra vite le symbole d'une des plus dures lignes de clivage opposant les Espagnols entre eux. Le durcissement progressif de cette fracture explique la violence qui accompagnera le déplacement des rapports de forces entre catholiques et laïques.

La constitution de 1869, forte de cent douze articles rassemblés en onze chapitres, est considérée comme celle qui, jusqu'à celle de 1978, a établi les plus importantes garanties des droits civils et politiques des Espagnols. Le premier chapitre – « Des Espagnols et de leurs droits » – compte trente et un articles extrêmement précis, qui protège le citoyen de l'arbitraire du pouvoir. Le deuxième article précise d'emblée : « Aucun Espagnol ni étranger ne pourra être détenu ou emprisonné sans raison. » On perçoit à la lecture des autres dispositions que les constituants ont eu à cœur de protéger les droits de l'homme et du citoyen. La construction d'un État de droit est au centre de leurs ambitions. Ce n'est qu'au deuxième chapitre que sont définis les « pouvoirs publics ».

Le 6 juin 1869, la Constitution est votée par 214 voix contre 55. Ce vote exprime encore une fois une convergence des forces politiques autour de l'idéal libéral qui est aux origines de la révolution. Et malgré les divergences quant à la forme du régime – la monarchie plutôt que la république –, quant à ses timidités – le centralisme plutôt que la fédération –, cette constitution est le commencement d'une nouvelle étape. Après ce vote, le général Serrano devient régent, et son compère Prim dirige le gouvernement.

Commence alors un épisode qui serait cocasse s'il n'avait eu des conséquences tragiques : la quête d'un roi. Le duc de Montpensier, beau-frère de la reine déchue, qui n'est autre qu'un prince d'Orléans, fils de Louis-Philippe, prétend faire valoir ses droits avec d'autant plus d'arguments qu'il a en partie financé les agissements des généraux de septembre 1868. Mais cet homme au train de vie fastueux – il entretenait une véritable cour à Séville au palais de San Telmo –, à la réputation sulfureuse – il tue en duel un cousin –, aux liens trop forts avec la France ne peut réunir autour de lui des soutiens majoritaires. La noble figure du général Espartero, un symbole du courant progressiste, retiré à Logroño, où il jouit de la fortune de sa femme, pourrait être une option espagnole et patriotique. Mais le vieil homme refuse la couronne et explique à ses partisans que, faute d'enfant, il ne peut prétendre



assumer une fonction par nature héréditaire. Aller chercher un prince étranger pour implanter une dynastie nouvelle est devenu une pratique assez courante au XIX<sup>e</sup> siècle. Lors de l'indépendance de la Grèce, les grandes puissances européennes s'étaient accordées sur le nom d'Othon de Bavière pour prendre le trône. En 1863, toujours pour la Grèce, on ira chercher Guillaume de Danemark, fils du roi Christian IX de Danemark. En 1866, Charles de Hohenzollern-Sigmaringen est élu roi de Roumanie. Le recours aux princes allemands se justifiait par l'absence d'une puissance allemande unifiée et ils constituaient ainsi un vivier commode dans lequel puiser des souverains échappant à l'influence ou à la tutelle de la France ou de la Grande-Bretagne. Mais en ces années 1869-1870, les données européennes ont changé. La Prusse a battu l'Autriche à Sadowa en 1866. Le Piémont est tout à sa politique d'unification italienne. Napoléon III se rêve en arbitre de l'Europe. Le trône espagnol vacant devient donc un enjeu diplomatique et géopolitique décisif. L'hypothèse d'un nouveau roi Hohenzollern-Sigmaringen – en l'occurrence Léopold, frère du roi de Roumanie – est évoquée par le gouvernement espagnol comme par Bismarck. Cette solution représenterait pour Paris un *casus belli*. La fameuse dépêche d'Ems – un message du roi de Prusse Guillaume I<sup>er</sup> à son chancelier Bismarck que celui-ci publie en durcissant le ton du roi à l'égard de la France – est liée à cette question espagnole. Elle provoque la guerre franco-prussienne de 1870-1871, si décisive dans la transformation des équilibres européens. C'est ainsi que les désordres espagnols ont constitué le prétexte de l'affrontement entre Napoléon III et Bismarck, dont les conséquences auront des répercussions dans toute l'Europe, et notamment en Espagne.

Toujours est-il que pour l'heure, celle-ci reste sans roi. Le général Prim a deux autres solutions en vue. La proposition faite à Ferdinand de Saxe-Cobourg, veuf de la reine de Portugal, échoue pour des raisons diplomatiques – l'Angleterre est hostile à un rapprochement ibérique – et personnelles – le prince n'est guère tenté par une aventure espagnole, ayant sans doute en tête l'exemple malheureux de Maximilien d'Autriche, éphémère empereur du Mexique entre 1863 et 1867, abandonné par la France, exécuté le 19 juin 1867 par les révolutionnaires mexicains qui n'avaient jamais accepté cette intrusion européenne. Prim se tourne alors vers la maison de Savoie, et plus précisément vers Amédée, duc d'Aoste, fils du roi du Piémont Victor-Emmanuel II. Les négociations avancent, et début novembre 1870, Amédée de Savoie fait connaître sa disposition à accepter le trône. L'Assemblée espagnole se prononce alors. Avec 191 voix, contre 60 à la formule de la république fédérale, 27 pour le duc de Montpensier, 8 pour le général Espatero, 2 pour Alphonse de Bourbon, le fils d'Isabelle II et 19 bulletins blancs, Amédée est élu roi constitutionnel le 16 novembre 1870. Une importante délégation part le chercher à Florence.

L'élection d'Amédée de Savoie doit se lire à plusieurs niveaux. Au plan purement conjoncturel, elle clôt les incertitudes institutionnelles dans laquelle

l'Espagne était plongée depuis de longs mois. La Constitution avait été proclamée en juin 1869. Par ailleurs, elle représente la victoire du principe monarchique sur l'idée républicaine. Sur le plan des principes, elle permet au libéralisme de marquer des points. La dynastie de Savoie vient en effet de remporter un magnifique succès avec l'unification de l'Italie. Elle incarne une ambition nationale et un mariage avec le libéralisme. Prendre un de ses membres comme nouveau roi pour l'Espagne, n'est-ce pas s'inscrire dans ce sillage, même si les circonstances et l'histoire sont très différentes d'un pays à l'autre ?

## **L'échec de la monarchie constitutionnelle**

À la fin de l'année 1870, les conditions d'une stabilisation semblent réunies. Un nouveau roi arrive. Le gouvernement du général Prim dispose d'une majorité confortable, en dépit de la force de l'opposition républicaine et démocrate et des agissements de ceux qui n'acceptent guère cette situation. Il s'agit essentiellement des partisans d'Isabelle II mais aussi des carlistes, et leur analyse de la situation diffère sensiblement : tandis que les premiers se résignent à la consolidation du régime, à l'image de leur chef de file Antonio Cánovas del Castillo, qui se réfugie alors dans des travaux d'érudition historique, les seconds se préparent à se soulever, ce qu'ils feront dans le courant de l'année 1872. Le 27 décembre 1870, à l'issue d'une séance houleuse aux Cortes – un député a même insulté vigoureusement le général, utilisant une expression sous-entendant sa possible fin<sup>6</sup> –, le général Prim est victime d'un attentat mortel. Blessé par balles, il agonise pendant trois jours. Sa mort précède de quatre jours l'arrivée à Madrid d'Amédée I<sup>er</sup>. Cet événement est un accident politique majeur. L'auteur de l'attentat n'a jamais été découvert, et de multiples hypothèses ont été formulées sans qu'aucune d'elles soit jamais prouvée. Premier suspect, le député Paúl y Angulo a nié toute sa vie. Deuxième personnage un temps soupçonné, le général Serrano. D'autres pistes évoquent une conspiration cubaine... Autant de possibilités qui révèlent en fait l'extrême tension de la vie politique et la multiplication de ceux qui avaient un possible intérêt à la mort du général Prim.

Psychologiquement, cet attentat affaiblit le nouveau roi. Il entre dans une capitale endeuillée et fait ses premiers pas sous la menace d'un assassinat politique. Politiquement, la disparition de Prim laisse la majorité sans vrai chef. Ce que l'autorité du général avait obtenu, c'est-à-dire l'unité de son parti, se défait avec sa disparition. Práxedes Mateo Sagasta devient le chef de file des « constitutionnalistes » du parti progressiste, tandis que son rival Ruiz Zorilla en détache ses partisans et prend la tête d'une mouvance radicale. La coalition qui avait appelé Amédée au trône se défait au moment même où celle-ci entre en fonction.

Le 10 février 1873, un peu plus de deux ans après son arrivée, Amédée I<sup>er</sup> abdiquait. Dans le message accompagnant son geste, il dénonçait la

division profonde de l'opinion publique et se refusait à agir hors du cadre de la Constitution. Pourquoi cet échec ?

L'homme politique et écrivain Francisco Pi y Margall, dans une histoire du règne d'Amédée I<sup>er</sup> publiée tout juste après les événements<sup>7</sup>, conclut en écrivant que le roi « est plus digne de pitié que de censure. Il ne fit rien parce qu'on ne lui laissa rien faire ». Ce jugement lapidaire, de la part d'un homme qui fut ensuite président de la Première République espagnole, n'est pas dénué de vérité. Le court règne d'Amédée vit se dérouler trois élections générales (mars 1871, avril 1872 et août 1872). Il compta une bonne dizaine de gouvernements, même si les inévitables Serrano, Sagasta et Ruiz Zorrilla y alternaient en tant que présidents. À partir d'avril 1872, une nouvelle guerre carliste commença dans le nord de l'Espagne. Le nouveau prétendant, Charles VII, duc de Madrid, animait avec ardeur son camp et contribuait à lui donner une cohérence politique et idéologique nouvelle. Enfin, la situation à Cuba, où une lutte opposant les partisans de l'émancipation des esclaves et les tenants du *statu quo* faisait peser une contrainte croissante sur les gouvernements, obligés de lever des hommes pour aller combattre l'insurrection. Enfin, le 18 juillet 1872, le roi et son épouse furent la cible d'un attentat en plein Madrid. Amédée s'en sortit sain et sauf, mais l'avertissement était clair. Même si cette péripétie donna momentanément un surplus de popularité au roi constitutionnel, celui-ci avait clairement conscience de la fragilité de sa position et du caractère intenable de sa fonction. Son abdication ne constitua dès lors pas une surprise. Elle était même attendue.

Il faut comprendre l'échec parlementaire de cette monarchie constitutionnelle. Premièrement, le système des partis reste très peu stabilisé et c'est autour des hommes et des leaders que s'organise le rassemblement des forces. Si le général Serrano met à profit la disparition du général Prim pour troquer sa fonction de régent – qui se terminait avec l'arrivée du roi – contre celle de chef du gouvernement, il se révèle relativement peu habile. Six mois plus tard, il doit céder la place à l'ambitieux Manuel Ruiz Zorrilla. Celui-ci se place résolument à gauche, c'est-à-dire déclare vouloir défendre les acquis de la révolution de septembre. Quant à Praxedes Mateo Sagasta, il occupe l'aile droite des libéraux. Cette opposition entre les deux tendances qui avaient fait la révolution se révèle mortelle pour le régime dont elle avait accouché. Par ailleurs, aucun de ces hommes n'est vraiment soucieux de se défaire de pratiques électorales peu transparentes. Les premières élections de mars 1871 donnent 235 sièges (sur 391) à la majorité, 52 aux républicains fédéralistes de Pi y Margall, 51 aux carlistes. Le socle soutenant le régime est donc majoritaire, mais doit faire face à des oppositions certes hostiles entre elles, mais non négligeables. L'éclatement du parti majoritaire entre les modérés de Sagasta et les radicaux de Ruiz Zorrilla explique la dissolution et la convocation d'autres élections dès avril 1872. Sagasta, qui est alors chef du gouvernement, a recours à des pressions en tout genre pour remporter les

élections. Comme pour ses prédécesseurs et ses successeurs, les résultats sont « adaptés », et ces élections ne sont guère transparentes. À Barcelone, la junta électorale est incapable de dire le nombre total d'inscrits ou de votants. Le cas n'est pas isolé. La victoire de Sagasta est éclatante : 236 sièges pour ses partisans, 52 encore pour les républicains de Pi y Margall, 42 pour les radicaux de Ruiz Zorrilla et 38 pour les carlistes. Quatre mois plus tard, et avec Ruiz Zorrilla comme chef du gouvernement, les élections donnent des résultats bien différents : 274 pour les radicaux, 78 pour les républicains et 14 seulement aux alliés de Sagasta. Comment ne pas lire dans ces variations extrêmes le fait que c'est le gouvernement qui fait les élections, et non l'inverse ! Voilà la tare principale du libéralisme espagnol : être toujours manipulé depuis le centre du pouvoir. Il faut aussi prendre en compte le fait que les élections procèdent en quelque sorte d'un accord tacite entre partis. Ainsi, en août 1872, Sagasta présente très peu de candidats contre les radicaux de Zorrilla, qui eux-mêmes s'abstiendront de candidature en 1873.

On est placé là face au paradoxe du suffrage universel dans une Espagne où le processus de politisation est extrêmement embryonnaire. Le taux d'analphabétisme dépasse les 50 % dans la population masculine en âge de voter : en 1866, 13 405 conseillers municipaux (soit 20 % du total) et 467 maires ne sauraient ni lire ni écrire<sup>8</sup>. Cette seule donnée permet déjà de relativiser la sincérité du scrutin en mesurant l'indispensable médiation qu'opèrent les élites locales entre les aspirations du citoyen et son vote. Dans une société rurale largement dominée par les propriétaires et les aristocrates, l'individu est pris dans un réseau de dépendances qui l'obligent. Aussi le rôle du « cacique », c'est-à-dire de l'homme fort du lieu, est-il fondamental. C'est la raison pour laquelle les carlistes obtiennent de très bons résultats dans un certain nombre de circonscriptions du nord de l'Espagne où les nobles locaux sont particulièrement bien implantés et peuvent peser de tout leur poids dans le processus électoral. On explique l'émergence de bastions républicains dans les villes par le raisonnement inverse : en ville, les circuits clientélistes sont moins pesants et la compétition électorale plus ouverte. La presse y est aussi plus présente et le débat politique plus facile. Des témoignages révèlent que les grands propriétaires terriens votent avec leurs gens, tout comme les classes bourgeoises madrilènes avec leurs domestiques. On est donc en droit de se demander si le « sexennat démocratique » a été si démocratique que cela. La participation électorale n'a cessé de baisser durant cette période, passant de 76 % en janvier 1869 à 40 % en août 1872. L'apprentissage de la politique demeure difficile. On comprend mieux pourquoi la solution restauratrice pourra s'imposer après plusieurs mois de chaos encore plus flagrant lors de l'expérience républicaine. L'apathie électorale et politique qui a progressivement miné le dynamisme de la révolution de 1868 a rendu aux élites traditionnelles leur pouvoir d'organiser la répartition du pouvoir comme elles l'entendaient.

Les raisons de la perte de l'enthousiasme populaire tiennent à plusieurs

facteurs : l'aggravation de la crise à Cuba et l'envoi de dizaines de milliers d'hommes pour aller combattre, la montée du mouvement socialiste, qui ne voit guère dans les options démocrates ou républicaines autre chose qu'un leurre bourgeois et la confiscation du débat par une classe politique étroite et interchangeable, comme le démontrent les alternances gouvernementales, replâtrages rendus nécessaires par des manœuvres à la petite semaine qui se substituent à des arbitrages qui auraient dû se faire en fonction des intérêts majeurs du pays.

## *La Première République espagnole*

L'histoire de la Première République espagnole est un mélange de chaos et d'actes nobles qui confèrent à l'idée républicaine ce fondement moral que toute une génération de militants lui attribue. Le chaos résulte d'une Chambre ingouvernable qu'exprime déjà le vote du 11 février 1873 proclamant la république par 258 voix contre 32. Or, dans cette Chambre, il n'y avait officiellement que 77 républicains ! L'abdication d'Amédée avait privé la majorité gouvernementale de Ruiz Zorrilla de sa justification. Logique avec lui-même, Ruiz Zorrilla démissionna et abandonna temporairement la vie politique. Au terme du vote, un gouvernement est formé sous la présidence d'Estanilao Figueras. Il compte quatre ministres républicains, dont Francisco Pi y Margall, Nicolás Salmerón et Emilio Castelar, qui, chose curieuse, lui succéderont à la tête de la République. On y trouve aussi quatre ministres de l'ancien gouvernement. Mais les contours du gouvernement ne cessent de changer et de très nombreux remaniements ont lieu. La stabilité ministérielle n'est pas une invention espagnole.

L'Assemblée est dissoute et des élections constituintes sont convoquées. Elles se tiennent du 10 au 13 mai 1873 et donnent lieu à un raz de marée républicain. Les républicains fédéraux obtiennent 346 sièges, les radicaux de Cristino Martos, 20 sièges, les libéraux de Sagasta, 7 et les partisans d'Alphonse de Bourbon, 3 ! Mais pour bien mesurer ce résultat il faut tenir compte de l'absence des radicaux de Ruiz Zorrilla dans la compétition électorale. De plus, l'abstention atteint une nouvelle fois les 60 %. Quant aux 346 députés républicains, la discipline de vote n'est pas leur fort et c'est une Chambre quasiment ingouvernable qui sort des urnes. Le 11 juin, un nouveau gouvernement dirigé par Francisco Pi y Margall est formé. Parmi ses ministres, celui de la Marine passera quelques semaines plus tard au carlisme. Cet exemple révèle les sables mouvants de la vie parlementaire. Emilio Castelar rédige un projet de constitution qui est soumis à l'examen de la Chambre à partir du 17 juillet. Ce projet fédéralise l'Espagne en dix-sept États – dont Cuba et Porto Rico – et cinq territoires – les possessions coloniales, notamment les Philippines. Cuba n'est pas assimilé à une simple possession coloniale.

Pendant qu'à Madrid les députés travaillent sur la constitution et qu'un

gouvernement, dirigé cette fois-ci par Nicolás Salmerón, se met en place, l'ordre public se dégrade brutalement dans toute l'Espagne. Une grève générale commencée à Alcoy, dans la province d'Alicante le 7 juillet, dégénère. Les militants ouvriers s'en prennent aux représentants de l'autorité. Le maire est tué dans des échauffourées alors qu'il entendait défendre les registres de propriété que des militants voulaient brûler. En février 1873 déjà, à Montilla, en Andalousie, une révolte semblable avait abouti à la destruction des registres de propriété. On avait là l'expression d'un vif ressentiment du prolétariat à l'égard des grands propriétaires et de la bourgeoisie. Les mouvements ouvriers et les aspirations décentralisatrices se rencontrent et impulsent un mouvement de soulèvements locaux qui met à mal l'unité de l'Espagne. On appelle cela le cantonalisme. Le mouvement cantonal procède à la fois d'une organisation politique pensée à Madrid dans les cercles conspirateurs et de révoltes spontanées. Une tension oppose Madrid, où le gouvernement républicain entend doter le pays d'un système fédéral, et les villes soulevées, qui expriment une impatience révolutionnaire et un rejet du pouvoir central. Avec Carthagène, où le soulèvement commence dès le 12 juillet, les révolutionnaires – dirigés par Roque Barcia, un représentant de cette bourgeoisie militante, par le député Gálvez et les généraux Contreras et Ferrer – s'emparent du port de la marine, et possèdent donc un avantage militaire considérable. Pour se défendre, le gouvernement devra émettre un communiqué signalant que les bateaux ainsi ôtés à son autorité sont des bâtiments pirates contre lesquels il faut lutter. Les responsables du canton de Carthagène appellent à une nouvelle organisation territoriale sous le modèle de la fédération – une association libre entre territoires – mais fondent une politique radicale de réforme sociale marquée par une très forte composante anticléricale. Les biens de l'Église sont confisqués ainsi que les propriétés acquises par héritage. L'enseignement devient obligatoire. Il doit suivre des consignes de neutralité religieuse et s'attacher aux doctrines positives de la science. Le canton bat monnaie. C'est bel et bien une sécession. Si l'on examine toutes les implications de ces décisions, on doit admettre qu'il s'agit là d'une logique non seulement révolutionnaire mais aussi de guerre civile, qui entraîne tout à la fois le gouvernement central et les révolutionnaires. La ville de Carthagène subira trois sièges avant de capituler, le 12 janvier 1874. Les bombardements intenses dont elle a fait l'objet ont laissé des images impressionnantes de la brutalité de la répression. Ce n'est pas la première fois qu'un conflit politique porte ainsi les marques de la mort de masse. Les fractures idéologiques et sociales génèrent de véritables blessures, douloureuses et durables.

Si la République, par ses ambitions démocratisatrices, représentait une relance de la révolution, les cantons doubleraient sur la gauche cette nouvelle avancée révolutionnaire. Dans ces circonstances, le pouvoir n'avait d'autre solution que de se raidir et d'entamer une politique de répression nécessaire pour mener à bien son propre projet de modernisation. Les forces

conservatrices restaient en embuscade pour mettre fin à cette expérience...

Nicolás Salmerón confie aux généraux Martínez Campos et Pavía la répression des soulèvements dans le Levant (Valence) et en Andalousie. C'est des conséquences de cette politique que Salmerón, dans un geste mémorable, se démet de ses fonctions. Hostile à la peine de mort, il refuse de revenir sur son abolition qui constituait un des points du programme républicain, alors que les militaires, au contraire, lui demandent d'autoriser des exécutions qu'ils pensent nécessaires au maintien de l'ordre dans les troupes. Salmerón, confronté à l'indiscipline croissante des armées, ne veut pas céder à la solution répressive et abandonne ses fonctions. Ce geste est inscrit dans la mémoire républicaine et espagnole. En effet, au cimetière civil de Madrid, l'épithaphe de Salmerón, mort à Pau en 1908, le rappelle, et l'on y trouve cette citation de Clemenceau : « Il honora son pays et l'humanité. »

Emilio Castelar, député républicain, professeur d'université malmené par le régime d'Isabelle II, orateur grandiose dont la gloire rhétorique continue de demeurer une référence dans l'histoire parlementaire, prend la tête du gouvernement le 6 septembre 1873. Quinze jours plus tard, il obtient la suspension des Cortes, qui ne se réuniront à nouveau que le 2 janvier. Cette interruption vise à donner au gouvernement du temps, pour abattre d'abord la révolte des cantons et revenir ensuite devant le Parlement. Pourtant, et en dépit des succès engrangés dans la lutte contre les soulèvements, le gouvernement Castelar est renversé le 2 janvier 1874 au soir, lors de la reprise des débats aux Cortes. Le coup n'est pas inattendu, et des précautions avaient été prises. Des précautions ? Il s'agit en réalité d'un coup d'État militaire. Le général Pavía, auréolé de ses succès contre les cantons andalous, avait été nommé gouverneur militaire de Madrid. Il avait été approché par d'autres militaires et des forces politiques hostiles au désordre pour encadrer le débat du 2 janvier. Concrètement, il déploya ses forces autour du Parlement, où il pénétra. Le 3 janvier 1874, la république était morte. C'est la première intervention directe des militaires dans l'enceinte même du débat politique. Jusqu'ici, la tradition était celle des *pronunciamientos*, ces manifestes lancés par un militaire qui s'en faisait le porte-drapeau. L'action ici est plus directe, plus brutale, et elle ramène au pouvoir le général Serrano, de sensibilité monarchiste.

La République a échoué. Son bilan est mince mais symboliquement assez heureux. L'esclavage a été aboli à Porto Rico en mars 1873. Les *quintas*, c'est-à-dire les levées d'hommes pour la guerre fondées sur un principe inégalitaire – les riches pouvaient s'en exonérer en payant un remplaçant – également. Mais cela est insuffisant pour satisfaire des revendications populaires qui s'expriment avec force et dont l'apparition – souvent violente – dans le débat politique signe la fin d'un monopole bourgeois sur la vie publique. En effet, ces quelques mois apparaissent rétrospectivement à la fois comme un épisode sans postérité immédiate et un tournant dans l'histoire du libéralisme espagnol. Les débats historiographiques sur la signification de

l'événement en témoignent. Pour les uns, la République a échoué parce qu'elle est l'incarnation du désordre et de la dissolution de l'État. L'hypothèse d'un État fédéral, au reste assez mal définie – ce n'est qu'en 1877 que F. Pi y Margall, exilé à Paris, rédige son livre *Las Nacionalidades*, qui tente une synthèse de sa pensée politique, avec un accent mis sur l'organisation de l'Espagne –, aurait été la cause d'un éclatement du concept d'État-nation et une invitation aux soulèvements incontrôlés. L'armée, privée du moyen de recruter en masse des hommes, n'aurait pu mener à bien sa mission. Enfin, l'instabilité chronique des gouvernements et l'immaturité du Parlement démontraient l'impréparation de l'Espagne au suffrage universel et au régime démocratique et républicain. La république n'était que le masque d'une avancée du socialisme. Pour les autres, la République a échoué parce qu'elle était foncièrement conservatrice et qu'elle a dû, poussée par la peur des bourgeois face aux forces populaires, s'abandonner à ceux qui savaient maintenir l'ordre, les militaires. C'est la conclusion à laquelle aboutit la plus récente étude de cette période<sup>9</sup>.

Dans l'approche de cette question pèse pour beaucoup le souvenir de la Seconde République (1931-1936), et le parallèle est tentant pour qui veut montrer, soit le désordre qu'on attribue à la république, soit au contraire à son échec, lié à la coalition contre elle de forces hostiles. Dans les deux cas, les gouvernements se sont trouvés confrontés, avec des moyens insuffisants, à des défis qui posaient tout à la fois la question sociale, la question politique et la question territoriale et identitaire. Même si les conjonctures sont différentes et les coordonnées internationales totalement distinctes, des parallèles existent entre les périodes 1873-1874 et 1931-1936. Comme toujours en ces époques si troublées, les comportements des hommes et des femmes peuvent tendre vers l'admirable ou plonger vers l'abominable, créant ainsi des légendes dorées et des légendes noires. Le leader du canton de Carthagène Roque Barcia est encensé par ses partisans qui l'appellent « l'apôtre de la république fédérale ». Ce recours au vocabulaire religieux dit la profondeur de l'investissement politique comme l'importance symbolique et affective des personnalités engagées. Quant à la mort de la république par la faute des militaires, dans les deux cas elle est vérifiée ! On comprend donc que l'étude de la république demeure une question clivante à la fois dans l'historiographie et dans la mémoire collective.

Un retour sur l'époque même de la Première République peut apporter, sinon une conclusion définitive, au moins des éléments de clarification du débat. Entre 1868 et 1873, la dynamique révolutionnaire se déploie selon plusieurs vagues. La première vague s'inscrit dans la logique du libéralisme politique. Il s'agit d'étendre les droits de l'individu et de créer les cadres d'un débat politique démocratique. Le suffrage universel et le chapitre premier de la Constitution de 1869 sont là pour en attester. Une deuxième vague relève de nouvelles logiques, une logique sociale, voire la logique socialiste, une logique politique, avec l'option républicaine, une logique territoriale nouvelle,



avec l'accent mis sur le fédéralisme. En effet, les revendications populaires concernant l'abolition de taxes sur la vie quotidienne ou l'amélioration du sort des pauvres ne représentent pas une nouveauté ! L'élément de rupture, c'est l'introduction d'une pensée socialiste nourrie des mutations économiques de l'appareil productif en cours dans toute l'Europe. Or ce socialisme, extrêmement divers et divisé entre une option anarchiste et une vision marxiste, demeure conceptuellement et sociologiquement fragile et puise ses forces plutôt dans le monde de l'artisanat et de la petite bourgeoisie, même s'il s'adresse aux prolétaires. Sa vigueur est limitée par l'absence d'un prolétariat industriel nombreux. En revanche, son écho dans les campagnes n'est pas négligeable dans un pays qui avait eu l'habitude pluriséculaire des terres collectives. La révolution libérale, à travers la législation de désamortissement, avait privé les communautés villageoises de ces terres. Un transfert de propriété au profit des élites urbaines ou des paysans riches avait eu lieu entre 1837 et 1868. Aussi les conséquences sociales du libéralisme étaient loin de créer une société plus harmonieuse et elles avaient tout simplement procédé à une redistribution du pouvoir au profit de la bourgeoisie. La question d'une réforme agraire, timidement esquissée dans le courant de 1873 en vain, va se révéler cruciale par la suite. En 1860, la proportion des ouvriers agricoles journaliers était de 54 % de la population active totale et dépassait les 75 % dans les provinces andalouses<sup>10</sup>.

Quant à l'idée républicaine, elle est avant tout libérale, et pas socialiste. Elle n'en demeure pas moins une rupture avec les modalités antérieures de la révolution libérale et la solution républicaine, en reléguant au rang de souvenir de l'histoire la monarchie, règle définitivement le problème de la souveraineté populaire. Mais sous la république, les deux vagues révolutionnaires, l'une se pensant comme achèvement, l'autre se proclamant comme commencement, se sont chevauchées, agitant des eaux troubles qui devaient finir par emporter l'héritage même de la révolution de 1868.

Le mouvement cantonaliste révèle aux Espagnols un visage distinct de leur pays. Là où l'unité territoriale était proclamée – elle semblait même aller de soi, par exemple pour un historien comme Modesto Lafuente qui, dans le discours préliminaire de son *Historia general de España* publiée à partir de 1850, célèbre les dispositions géographiques de la Péninsule à l'unité –, la diversité régionale est proposée comme une solution alternative. Commence là une nouvelle tradition que les années suivantes renforceront progressivement. Cependant, ces dynamiques ne sont pas le fruit d'une génération spontanée mais de mouvements culturels qui, à l'image de la *Renaixença* en Catalogne, exhument des langues régionales, des traditions locales, des histoires originales, des manières différentes d'être espagnol. L'action politique et intellectuelle de Valentí Almirall, à l'origine du pacte de Tortosa de mai 1869 par lequel les comités fédéralistes de Catalogne, d'Aragon et des Baléares réclament leur autonomie d'action face à la direction du parti républicain à Madrid, fondateur du journal *El Estado*

*catalán* dès juillet 1869, du mouvement culturel *La Jove Catalunya* est exemplaire de cette ébullition intellectuelle et politique des régions, en l'occurrence la Catalogne.

L'environnement international, enfin, mérite qu'on s'y arrête aussi car il explique les illusions républicaines. L'exemple français inspire les Espagnols. Le suffrage universel en 1869, c'est la réalisation du programme de 1848 en France. La menace socialiste prend le visage concret de la Commune de Paris et de la guerre civile que fut la Semaine sanglante en mai 1871. Mais là où les républicains de Gambetta ont pu bénéficier du temps et conquérir progressivement le pouvoir entre 1871 et 1877 – n'oublions pas qu'une hypothèse restauratrice alimente le débat public en France à ces dates –, les républicains espagnols n'ont pas eu cette possibilité. L'Italie offre un autre modèle de révolution libérale réussie compatible avec un sentiment républicain. Le recours à un prince italien, l'enthousiasme soulevé par un Garibaldi exprimaient cette admiration. Dans les deux cas, français et italien, l'anticléricalisme et le souci de se défaire de l'emprise de l'Église sur l'État animent les militants de la cause républicaine. L'appartenance de beaucoup d'entre eux à la franc-maçonnerie illustre les à-côtés de l'idéologie républicaine, l'émergence de projets idéologiques alternatifs et la constitution autour du politique d'une nouvelle dimension mêlant métaphysique et fins dernières, dimension morale et philosophique et action partisane. Ces années-là sont des années de fondation dans l'imaginaire républicain comme dans l'imaginaire antirépublicain. Elles montrent aussi que loin d'être autiste, la politique espagnole se nourrit de ce qui se passe en Europe et qu'elle participe pleinement des débats et des transformations qui affectent, selon des rythmes propres et avec des modalités singulières, l'ensemble des sociétés européennes.

## *La solution restauratrice*

Le coup d'État du général Pavía a eu lieu le 3 janvier 1874. Un an plus tard, le jeune roi Alphonse XII, fils d'Isabelle II, entrait dans Madrid. Cette restauration de la monarchie des Bourbons nous place face à ce que la politique peut avoir de plus logique et de plus secret à la fois. Le secret, c'est la somme des tractations qui ont été nécessaires pour rendre possible et viable cette solution monarchique. Loin de ne commencer qu'en 1874, les préparatifs de cette opération remontent quasiment à la chute de la reine en septembre 1868. L'homme qui a conduit ces négociations difficiles s'appelle Antonio Cánovas del Castillo. Tissant autour de lui une toile de plus en plus serrée, il devient l'artisan de la Restauration, le parrain de la nouvelle monarchie. Lui seul sait ce qu'il doit aux uns et aux autres, les compromis passés, les pactes et leurs silences. Il sait par exemple de combien de patience et de sens de l'équilibre il lui a fallu faire preuve pour arracher à Isabelle II une abdication en faveur de son fils Alphonse XII. Il l'obtient en juin 1870, signe sans

équivoque de la préméditation de l'opération de restauration. La logique c'est le retour à une forme d'équilibre une fois que les formes alternatives ont démontré leur échec. Le XIX<sup>e</sup> siècle est plein de ces allers et retours qui montrent le caractère sinueux de la révolution libérale. Une restauration c'est une pause dans un mouvement d'ampleur qu'imposent une conjoncture, une opinion publique, une situation d'ensemble. José María Jover Zamora, pour évoquer l'alternance des phases du sexennat démocratique évoque « l'anarchie de 1868, la grande désillusion de 1873 et l'immense fatigue des années 1874-1875<sup>11</sup> ».

1874 est une année d'attente. La dictature du général Serrano ne peut guère être que provisoire. À en croire Cánovas lui-même, le général n'a d'autre ambition que lui-même. L'homme est superficiel semble-t-il. Marié à une femme dont la fortune est considérable, il serait facilement manipulé par un petit groupe au premier rang desquels opère son épouse. Il se rêve en Mac-Mahon espagnol et, si l'on en croit ses détracteurs, il partage avec le maréchal français la même absence de sens politique. Par ailleurs, le credo politique de Serrano est monarchiste. S'il préside un État dont la forme est républicaine, l'évolution des rapports entre les forces politiques pose une nouvelle fois la question du régime. Cette république prétorienne peut-elle être conservatrice ? Au-delà du chef, sur quelles assises doit-elle reposer ? D'autant que l'urgence est une fois encore à la défense du pouvoir. Au nord du pays, la guerre civile carliste a repris de plus belle. Le 2 mai 1872, le prétendant Charles VII était entré en Espagne. Rapidement battus, ses partisans avaient négocié avec le général Serrano le compromis d'Amorabetia (24 mai 1872). En Catalogne, les combats avaient repris, nourris du souvenir de la guerre de 1846-1847. Tenant à la fois du soulèvement politique et du banditisme, ils étaient le fait de groupes isolés. Un an plus tard, avec la prise de la ville d'Estella en Navarre, les carlistes reprennent l'initiative. Le manifeste que publie le prétendant en juillet 1873 propose à l'Espagne une voie de réconciliation autour de sa personne. Sans revenir en rien sur ses principes, Charles VII reconnaît au moins quelques acquis de la révolution, par exemple le caractère inviolable des propriétés acquises lors de la vente des biens religieux. Estella devient la capitale d'un royaume que régit Charles VII. Dans ce texte où il entend se défaire d'une image négative, le prétendant carliste se pose en réconciliateur, et non comme une menace contre-révolutionnaire. En 1874, les troupes du prétendant et celles de son frère Alfonso Carlos enregistrent des avancées significatives : prise de Gérone en janvier, passage de l'Èbre en mai, prise de la ville de Cuenca en juillet. Le général Serrano tarde à faire lever le siège de Bilbao par les carlistes. Ce n'est qu'au mois de mai 1874 que les troupes gouvernementales conduites par le général Concha obtiennent enfin ce résultat satisfaisant. Les combats sont féroces. Les témoignages laissés par les combattants des deux camps évoquent des corps à corps à la baïonnette. Le caractère incontrôlable de certains guérilleros, à l'image du curé Manuel Ignacio Santa Cruz Loidi, provoque des situations locales traumatisantes.

Comme trente-cinq auparavant, les carlistes mettent en danger et en question la stabilité du pouvoir central espagnol. Si la République a pu venir à bout de la menace cantonaliste venant de la gauche, c'est sur sa droite qu'elle est maintenant mise en danger. Comment ne pas comprendre alors que la restauration d'un Bourbon, voulue et imaginée par Cánovas del Castillo, se pense et se propose comme une voie médiane, chère au libéralisme doctrinaire qui en constitue le socle idéologique ?

Concilier en un seul homme, les figures de Pie IX, le pape du *Syllabus* et celle du général Espartero, le symbole du libéralisme : la formule est du romancier Benito Pérez Galdos, à qui l'on doit les *Épisodes nationaux*, une suite de quarante-six romans retraçant l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle espagnol. Il écrit cette formule dans celui qui porte le titre *Cánovas* et qui relate les transactions qui ont conduit à la restauration monarchique<sup>12</sup>. La force de la formule inventée par le romancier qui, depuis 1872, s'est attelé à ce travail de récréation littéraire de l'histoire contemporaine tient à son caractère éminemment évocateur. D'un côté l'intransigeance catholique qui pourrait bien nourrir la droite la plus réactionnaire, de l'autre la gauche libérale qui vendait les biens de l'Église. Elle nous révèle aussi une chronologie. Le *Syllabus* – ce texte pontifical rassemblant toutes les thèses de la pensée politique et philosophique contemporaine qu'il faut condamner et rejeter – date de 1864, Espartero est l'homme de 1840, voire de 1854, mais sans doute plus de 1868. Galdos sait lire dans l'entreprise restauratrice de Cánovas del Castillo une tentative de retour en arrière pour faire de la révolution de 1868 et ses conséquences une simple parenthèse de l'histoire. Le projet politique de Cánovas tient bien en une stabilisation du régime libéral sur les bases sociales et intellectuelles du libéralisme doctrinaire. Cela se traduira dans le texte constitutionnel de 1876 qui, outre un retour à la reconnaissance officielle du catholicisme comme religion d'État, prévoit un partage de la souveraineté entre le roi et les Chambres. Sur le plan pratique, le suffrage censitaire est restauré. Pour Cánovas, il s'agit d'engager le pays dans une phase parlementaire de son histoire organisée autour de deux grands partis, un parti conservateur qu'il dirigera et un parti libéral dont Sagasta prendra la direction. Voilà pour les principes et les objectifs.

Reste la réalisation de ce programme. En rappeler l'exécution est chose moins aisée que d'en décrire l'objectif. En effet, c'est là qu'entrent en jeu des intérêts multiples qui, faisant et défaisant les convergences tactiques au gré de l'évolution des rapports de force, n'ont pas toujours laissé des traces bien documentées. Le parti « alfonsin », les militaires et enfin les intérêts du monde économique et commercial sont les trois bases socio-politiques de la restauration. Manuel Espadas Burgos en a retracé l'histoire minutieuse dans son ouvrage *Alfonso XII y los orígenes de la Restauración*. Il apparaît clairement qu'à côté des faits politiques, des intérêts économiques considérables se sont mobilisés, notamment du côté de l'oligarchie espagnole de Cuba qui, depuis 1868, devait faire face à un soulèvement et à une situation

de désordre croissant.

Malgré cette minutieuse préparation, les événements vont en partie échapper à Cánovas. En décembre 1874, il rédige et fait signer par le jeune prince un manifeste connu sous le nom de « Manifeste de Sandhurst », du nom de l'académie militaire anglaise où il se formait, car le choix de l'Angleterre contribuait à projeter une image libérale. Ce texte constitue, outre une lecture des errements de l'Espagne contemporaine – voire une histoire des échecs de la liberté en Espagne –, une proposition de conciliation. « La monarchie héréditaire et constitutionnelle, y est-il écrit, possède en elle la nécessaire flexibilité et les principes justes pour que tous les problèmes que poseraient son rétablissement soient réglés conformément aux vœux de la nation. » Cánovas souhaite un processus purement civil et politique sans interférence militaire afin de mieux marquer le caractère conciliateur de la monarchie. Il veut vraiment qu'elle puisse se présenter comme une solution d'arbitrage, et non comme l'expression d'un clan, d'un parti ou d'un groupe militaire. Pourtant, le 29 décembre 1874, le général Martínez Campos lance un *pronunciamiento* depuis la ville de Sagonte. À Madrid, le gouvernement Sagasta n'offre aucune résistance. Alphonse XII reçoit à Paris un télégramme qui l'informe de sa proclamation. Le 9 janvier 1875, il débarque à Barcelone et le 15 janvier, il entre dans Madrid. D'après les chroniques de l'époque, l'accueil dans les deux villes est enthousiaste. L'affaire de la restauration proprement dite a été rondement menée. Mais qui en sont les véritables protagonistes ? Cánovas a toujours assuré être à l'écart de l'initiative de Martínez Campos. Les militaires, le général Serrano en tête, ne voulaient aucune résistance contrairement à quelques responsables civils. Comment Mateo Práxedes Sagasta pouvait-il oublier qu'il avait été ministre du roi Amédée et qu'il partageait avec son maître en politique, feu le général Prim, une détestation des Bourbons ?

Cánovas voulait « poursuivre l'histoire de l'Espagne ». L'expression, sous la plume d'un historien, signifie un choix politique fondamental centré autour de la monarchie constituée comme socle de l'édifice national. C'est la dynastie qui, par son ancrage historique, sa continuité essentielle, peut le mieux rassembler les forces politiques et leur proposer un objectif commun. Dans l'esprit de l'homme d'État, il s'agit de construire enfin le cadre parlementaire dans lequel pourront s'épanouir les partis libéraux. L'acceptation de la forme monarchique est la seule condition dirimante. La restauration va réussir à stabiliser, lentement mais durablement – le régime ne disparaît nominalement qu'en 1923, lors du coup d'État du général Primo de Rivera –, le cadre de la politique espagnole. Le prix en sera l'exclusion des forces républicaines du Parlement. La restauration intègre, mais elle exclut aussi. Ce résultat prend une autre signification si on porte le regard sur les pays environnants. La III<sup>e</sup> République de 1875 à 1914 constitue aussi, pour la France, une étape stabilisatrice. François Furet y voit l'achèvement de la Révolution, son « entrée au port ». Pourtant cet achèvement passe aussi par

des exclusions dont témoignent des crises politiques d'intensité plus ou moins forte – de la crise du 16 mai 1877 qui enclenche le bras de fer entre les républicains de Gambetta et les monarchistes autour de Mac Mahon à l'affaire Dreyfus, en 1898, qui canalise une des grandes fièvres nationales. En Allemagne avec Bismarck et en Italie autour de Victor-Emmanuel II, la vie politique s'organise dans la nouvelle réalité nationale que constituent ces deux tout jeunes États. L'Espagne ne vit pas à l'écart des grands rythmes européens qui scandent la lente acceptation du fait libéral dans un univers longtemps conformé par l'Ancien Régime. Simplement, les pays d'Europe sont tous à des stades différents de cette évolution fondamentale. La restauration canoviste ressemble, jusqu'en 1890, date de l'implantation du suffrage universel, à la monarchie de Juillet en France. Avec cette comparaison, on peut donc évaluer moins un retard chronologique – par rapport à quels repères ? – qu'une ambiance idéologique et culturelle centrée sur le libéralisme doctrinaire.

Arrivé à ce stade de notre explication, le lecteur comprendra pourquoi et comment la restauration n'accouche pas d'une nouvelle Espagne, mais au contraire renoue avec un passé brisé par la période révolutionnaire 1868-1874. Mais il ne s'agit pas d'une réaction, car ce passé a prouvé son instabilité et sa principale figure, la reine Isabelle II, est éliminée du jeu. C'est à une correction que veut procéder Cánovas pour ancrer enfin dans les mœurs, les esprits et la pratique une culture politique libérale. Une des forces de son entreprise tiendra à sa souplesse, à sa capacité d'adaptation. Mais sa faiblesse est due à sa sociologie et au caractère restreint de son périmètre culturel et idéologique. Le régime oscillera entre force et faiblesse, mais sous lui continue de couvrir une Espagne plurielle dont les manifestations se feront de plus en plus vives. La révolution, avec tous ses espoirs – les réformes sociales, le socialisme, le fédéralisme, l'identité plurielle de l'Espagne, l'ambition laïque –, n'est pas morte sans féconder l'humus socioculturel, sans alimenter des nappes phréatiques profondes où viendront puiser les nouvelles formulations du progressisme espagnol, sans permettre à des hommes et à des femmes, souvent des intellectuels, de poursuivre leur tâche de réforme morale et de dire, par leurs créations esthétiques ou littéraires, leur envie d'une autre Espagne.

1. « *Viva España con honra.* » On trouve facilement le texte de ce *pronunciamiento*, notamment dans Manuel Rodríguez Alonso (éd.), *Los manifiestos políticos en el siglo XIX (1808-1874)*, Barcelone, Ariel, 1998, pp. 173-176.

2. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 596.

3. Fernando Garrido y Tortosa, *La España contemporánea*, édition de Florencia Peyrou et Manuel Pérez Ledesma, Pampelune, Ugoiti editores, 2009.

4. Lettre de Sanz del Río à Manuel Revilla publiée par Mgr Jobit, *Les Éducateurs de l'Espagne contemporaine*, Paris, de Boccard, 1936, volume II, p. 72.

5. D'après les calculs, 70 % des conseillers municipaux élus en 1869 avaient déjà le droit de vote avant septembre 1868 et l'instauration du suffrage universel masculin. Ce chiffre est de 78 % chez les membres des juntes

révolutionnaires de septembre à décembre 1868. Voir « Élite política y clientelismo durante el Sexenio Democrático » dans Antonio Robles Egea (coord.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1996, p. 155.

6. Il s'agit du député fédéraliste José Paül y Angulo qui lance « *A cada cerdo le llega su san Martín* », littéralement. « À chaque porc, sa Saint-Martin » son équivalent, édulcoré, français étant : « Qui rit vendredi, dimanche pleurera. »

7. Francisco Pi y Margall, *El reinado de Amadeo I y la República de 1873*, Madrid, 1884 [Antoni Jutglar en a proposé une nouvelle édition en 1980].

8. Josep Fontana, *La época del liberalismo. Historia de España*, dirigée par Josep Fontana et Ramón Villares, t. 6, Madrid, Marcial Pons, 2007, p. 429.

9. Josep Fontana, *La época del liberalismo. Historia de España*, dirigée par Josep Fontana et Ramón Villares, t. 6, Madrid, Marcial Pons, 2009.

10. Antonio Miguel Bernal, *Economía e historia de los latifundios*, Madrid, Espasa Calpe, 1988.

11. José María Jover Zamora, *Política, diplomacia y humanismo popular. Estudios sobre la vida española del siglo XIX*, Madrid, Turner, 1976.

12. Le livre est écrit et publié en 1912.

## Une *dying nation* ?

### L'évolution politique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

En janvier 1875, le jeune roi Alphonse XII (il a dix-huit ans) retrouve le trône de sa mère (bien que celle-ci ne soit pas morte et ait dû abdiquer, la mort dans l'âme, le 25 juin 1870). Pour peu qu'il réfléchisse à son destin, il ne peut pas ne pas songer à l'histoire chaotique de la dynastie qu'il incarne. En 1808, le père, Charles IV, et le fils, Ferdinand VII, furent les jouets de Napoléon à cause de leurs querelles. Isabelle II, dès la mort de son père Ferdinand VII en 1833, vit son trône contesté par son oncle don Carlos, puis par les libéraux. Sa propre mère, la régente Marie-Christine, n'a pas toujours su la protéger des errements politiques, ni des scandales de mœurs. Et en septembre 1868, Isabelle a pris le chemin de l'exil. Cette rupture avec une vie de cour parfaitement réglée se révélera peut-être une chance pour le jeune prince.

À cause ou grâce à cet accident de l'histoire, il va acquérir une autre approche de la vie, à Pau d'abord, à Paris ensuite où il est envoyé au collège Stanislas. Il s'entoure d'amis qui détectent en lui une franche cordialité dont on dit qu'elle est la marque des Bourbons. Il voit la chute de ses protecteurs l'empereur Napoléon III et l'impératrice Eugénie et fuit, avec toute sa famille, vers Genève. Une fois la Commune de Paris brisée par Thiers, la famille royale espagnole revient s'installer dans la capitale française et renoue avec la brillante vie mondaine qui caractérise le « palais de Castille », ancien palais Basilewski de l'avenue Kléber. De 1872 à 1874, Alphonse est envoyé à Vienne où il reçoit, avec les nobles de l'empire austro-hongrois, l'excellente éducation de l'Académie impériale et royale. Puis il entre à l'académie militaire de Sandhurst, en Angleterre. Les tribulations de ce jeune prince l'ont placé en des points d'observation qui lui permettent de sortir d'une vision étroitement espagnole. Il est le premier prince espagnol à bénéficier d'une éducation européenne. À Paris, il aura assisté à la fin du second Empire et aux hésitations d'un régime qui tarde à se faire républicain. À Vienne, on le sait en contact avec l'Europe centrale et orientale. Il y a sympathisé avec le tsar de Russie Alexandre II et aussi avec le futur Guillaume II. À Rome, où il a reçu la première communion des mains de son parrain le pape Pie IX en février 1870, il aura peut-être senti l'opposition entre le pouvoir temporel de l'Église et la montée du nationalisme italien. Enfin, en Angleterre, il aura eu loisir



d'observer l'équilibre d'un système dans lequel la Couronne et le Parlement tiennent chacun leur place.

Le futur Alphonse XII aura ainsi pu percevoir les forces de transformation qui accouchent d'une nouvelle Europe. La montée en puissance de l'Allemagne, l'affaiblissement de la France, mais aussi les menaces révolutionnaires et l'extension du libéralisme dans ses formes les plus radicales, l'affrontement entre le catholicisme et la modernité, d'abord sous l'angle politique, mais encore sous l'angle idéologique : voilà autant de lignes de ruptures qui expliquent l'histoire européenne de 1871 à 1914. Dans le « Manifeste de Sandhurst », véritable programme politique rédigé par Antonio Cánovas del Castillo, publié dans la presse européenne et espagnole, en décembre 1874, Alphonse XII promet d'être « bon Espagnol, bon catholique comme tous mes ancêtres et bon libéral, comme fils de mon siècle ». Cette formule révèle l'ambition synthétique de ce que devrait être une restauration monarchique.

Comment, en évoquant cette figure d'Alphonse XII, ne pas songer à son arrière-petit-fils le roi Juan Carlos ? Né en exil à Rome en 1938, Juan Carlos sera lui aussi un enjeu politique dès sa plus tendre enfance. Son éducation, négociée entre son père l'infant don Juan et le général Franco, sera hautement politique. Elle se fera en Espagne. Juan-Carlos, comme Alphonse XII, sera un roi-soldat, éduqué dans les académies militaires. Lui aussi se pensera en roi de compromis, de « synthèse ». Comme Alphonse XII, Juan Carlos est sympathique, suscitant dans le contact humain la disparition des préventions. Il devra aussi faire face au drame familial et politique de l'abdication de son père en juin 1977. Tant Alphonse XII que Juan Carlos auront à cœur soit de marginaliser la Cour, soit carrément de ne pas la faire revivre, car la Cour est l'objet de tous les complots, caisse de résonance de toutes les rumeurs. À un siècle d'intervalle et dans des contextes très différents, deux princes ont fait quasiment la même expérience qui leur a appris qu'au-delà ou en deçà de la politique existent la force des symboles, l'importance du lien humain et l'enracinement dans une histoire assumée, mais dépassée.

La personnalité du jeune roi est une arme essentielle dans le processus de restauration préparé de longue date par les partisans d'une monarchie constitutionnelle, hostiles au libéralisme excessif de la constitution de 1869. Sympathique et jeune, soldat et courageux (on le verra sur le front lors de la guerre contre les partisans carlistes quelques jours à peine après son arrivée à Madrid en janvier 1875 ; il se rendra en Andalousie après le tremblement de terre de 1884 et en juillet 1885 auprès des victimes du choléra à Aranjuez), Alphonse XII peut tirer profit des débuts de la propagande moderne dans laquelle la presse et les images commencent à jouer un rôle. En mai 1875, alors que la guerre contre les carlistes continue de battre son plein, le jeune roi reçoit le soutien, préparé secrètement depuis plusieurs mois, de l'ancien chef carliste Cabrera, un mythe de courage et d'action. Quelques jours après, à Logroño, Alphonse XII est reçu par le vieux général Espartero, qui, dans un

geste spectaculaire, procède à un adoubement symbolique. Ces deux figures qui représentent les tiraillements des décennies précédentes, la guerre civile et les combats, viennent se fondre dans une mise en scène de réconciliation incarnée par ce jeune roi, porteur de toutes les promesses.

L'amour conjugal viendra compléter le portrait du monarque. Le mariage du roi était un enjeu politique essentiel, puisqu'il était la clef permettant d'envisager une succession dynastique sereine. Alphonse XII, grand séducteur, semblait avoir jeté son dévolu sur sa cousine germaine Marie Mercedes d'Orléans et Bourbon, fille de Louise Fernande, sœur d'Isabelle II, et d'Antoine, duc de Montpensier, lui-même fils de Louis-Philippe. Le duc de Montpensier n'avait eu de cesse, dès les années 1860, de jouer la carte de sa femme contre la reine. Entre 1868 et 1869, il avait caressé l'espoir de la voir accéder au trône afin de devenir roi consort. Inutile de préciser que les relations familiales n'étaient guère chaleureuses. Cet amour entre les deux cousins présentait l'avantage d'une réconciliation dynastique. Conformément à la Constitution, députés et sénateurs se prononcèrent sur la prétendante et le choix du roi fut ratifié à l'unanimité au Sénat et par 311 voix contre 4 aux Cortes. Le 23 janvier 1878, le mariage était célébré à Madrid, dans la basilique royale d'Atocha. Cet événement couronnait des années d'efforts de réhabilitation de la monarchie. Le destin allait pourtant frapper durement. Le 26 juin, cinq mois après son mariage, la reine Marie Mercedes mourait. Elle avait dix-huit ans. Le veuvage du roi allait émouvoir les Madrilènes et les Espagnols. Un attentat raté, en octobre de la même année, allait encore consolider la popularité du jeune monarque.

Le 29 novembre 1879, il épousait en secondes noces l'archiduchesse Marie-Christine de Habsbourg-Lorraine, nièce de l'empereur François-Joseph. Cette union était un mariage arrangé, une affaire politique. Dans ses mémoires, l'ancien ambassadeur à Vienne cite une lettre du roi lui demandant de « vérifier si la princesse est agréable et d'aspect noble. Peu importe sa beauté, ce qui compte, c'est qu'elle soit bien élevée et discrète<sup>1</sup> ». La jeune reine devait tôt apprendre ce que signifiait la lourdeur de sa charge. Elle devait accepter stoïquement les aventures de son mari tout en lui donnant un héritier légitime. Deux filles naîtront d'abord : Marie Mercedes, le 11 septembre 1880 et Marie Thérèse, le 12 novembre 1882. Mais il fallait un fils. La santé du roi était de plus en plus délicate. Souffrant de tuberculose, Alphonse XII ne se ménageait pas. Au cours de l'été 1885, il devenait évident que sa maladie progressait redoutablement. Il entra en agonie le 23 novembre et mourut le 25. Sa femme était enceinte de quelques mois. Son fils Alphonse XIII serait donc un « enfant du miracle ».

Alphonse XII disparut à vingt-huit ans, laissant le trône à une jeune reine veuve. La dynastie montrait à nouveau un visage de fragilité, alors que tout le travail gouvernemental et royal depuis 1875 avait consisté en sa consolidation. Marie-Christine assumera la régence jusqu'en 1902 – ce fut la plus longue de toutes les régences –, date à laquelle son fils Alphonse, âgé de

seize ans, devenait roi. La reine mère concevait sa fonction comme celle de « relais » entre deux rois. S'en tenant à la lettre de la Constitution, elle n'essaya pas de jouer un rôle politique, tranchant en cela avec la précédente régente, une autre Marie-Christine, qui, entre 1833 et 1840, avait singulièrement mis en danger le trône de sa fille, comme on l'a vu précédemment.

Les témoignages dont on dispose sur la reine Marie-Christine sont, naturellement, ceux de ses proches. Le comte de Romanones, ministre de la régente, publia en 1934 une biographie particulièrement élogieuse dans laquelle il écrit que « sa vie est une ligne droite, toute de clarté et de simplicité<sup>2</sup> ». Miguel de Unamuno, l'écrivain et philosophe dont l'œuvre, écrite entre 1890 et 1936, est une gigantesque interrogation sur l'Espagne, les Espagnols et la vie, l'appelle l'« insupportable Autrichienne ». Entre ces deux extrêmes, qui croire ? Marie-Christine est certes une princesse autrichienne, d'une piété extrême. Certains la surnommaient « doña Vertus » (*sic*) tant elle imprimait une ambiance austère et religieuse à un entourage plus habitué à la double morale des Bourbons qu'à la religiosité des Habsbourg autrichiens. Froide et réservée, elle a fait face à une situation inattendue : l'exercice d'une régence dont tout indiquait qu'elle serait longue. Quand son fils naît, le 17 mai 1886, la durée de celle-ci est connue : elle sera de seize ans.

Pendant toutes ces années, la reine régente présida le Conseil des ministres, imposant une ponctualité qui n'était pas dans les habitudes ! Elle joua le jeu de la Constitution et fut l'arbitre de l'alternance au pouvoir entre les deux grands partis, les conservateurs, emmenés par Cánovas, et les libéraux par Sagasta. Bien que son tempérament la conduisit vers le conservatisme, il semble bien que le courant soit mieux passé avec le leader libéral Sagasta qui avait su « réconcilier la Restauration avec la Révolution<sup>3</sup> ». À la mort d'Alphonse XII, Cánovas avait présenté sa démission. Sagasta fut alors appelé au pouvoir, où il resta pendant cinq ans. Entre 1890 et 1892, Cánovas présida le gouvernement. Puis de 1892 à 1895, Sagasta reprit les commandes. De 1895 à sa mort en août 1897, ce fut à nouveau le tour de Cánovas. À la suite de l'assassinat de ce dernier, Sagasta fut appelé aux affaires jusqu'en 1899. Ce cycle parfait d'alternance pacifique au pouvoir, suivant le modèle anglais, est ce qu'on a appelé en espagnol le *turno*. L'influence britannique est tellement évidente qu'on a comparé Cánovas et Sagasta à Disraëli et Gladstone<sup>4</sup>. Sauf que le lien chaleureux entre la reine Victoria et le conservateur Disraëli fut, dans le cas espagnol, un lien affectueux entre la reine et le libéral Sagasta. La méticulosité avec laquelle la reine a tenu son rôle et son rang constitutionnels a grandement contribué au succès de la restauration. C'est avec le sentiment du devoir accompli qu'elle céda la place à son fils le 16 mai 1902. Elle avait obtenu qu'il participe aux deux Conseils des ministres qui précédaient cette date afin de mieux préparer la transition. Au soir du 16 mai, à l'issue d'une cérémonie solennelle, la reine abandonnait ses appartements royaux pour mieux marquer son retour dans la

sphère privée. Un geste traduisant bien la mentalité et le sens du devoir qui habitaient cette femme mariée par raison à un roi dont le trône demeurait malgré tout incertain. Au mariage de son fils, en 1906, elle prendra le titre de reine mère. À sa mort en 1929, elle pouvait éprouver le sentiment d'avoir accompli sa mission et contribué à rendre plus solide le trône de son fils. Enterrée à l'Escorial comme le veut la tradition, elle y retrouve ses lointains ancêtres les Habsbourg d'Espagne, mais aussi Charles III, son arrière-arrière grand-père. Cette femme de devoir tranche dans la galerie des reines espagnoles du XIX<sup>e</sup> siècle.

Antonio Cánovas del Castillo voulait que la monarchie soit la clef de voûte du nouvel édifice constitutionnel espagnol. La monarchie est à la fois une idée et une réalité. Cánovas en était parfaitement conscient : son choix politique reposait sur une pensée très construite, dans laquelle la dimension historique entrait pour beaucoup et son action en faveur du roi Alphonse XII témoignait de sa cohérence. Il avait dû lutter avec ténacité contre Isabelle II, dont il avait compris, plus tôt que d'autres, qu'elle était devenue un obstacle à l'idée même de monarchie. Cánovas a éduqué Alphonse XII pour qu'il fût « un roi qui n'était pas du parti modéré, ni de l'ancien parti progressiste, ni du parti constitutionnel, ni du parti de l'Union libérale, ni du parti radical, mais un roi qui serait roi de tous les Espagnols sans aucune distinction<sup>5</sup> ». Il fallait donc qu'Alphonse incarne cette réalité jour après jour. En ce sens, la monarchie, même si elle reposait sur une légitimité historique, donc indiscutable, devait composer avec un élément « démocratique » : la faveur du peuple. Cánovas, qui refuse le suffrage universel et la souveraineté populaire, représente bien un moment de transition entre une monarchie surplombant la réalité populaire et une monarchie tirant de son assise populaire un surcroît de légitimité. Pour reprendre ses termes, cette popularité monarchique est « une effusion d'attachement, une effusion de respect, une effusion d'affection<sup>6</sup> ». Là encore, ne peut-on voir dans cette attitude une voie de compréhension de l'action du roi Juan Carlos depuis 1975 ?

On a vu à la fin du précédent chapitre comment s'était organisée pratiquement la restauration avec le *pronunciamiento* du général Martínez Campos, qui s'était précipité par rapport à la stratégie de Cánovas. Peu importe, le résultat est qu'en janvier 1875, Alphonse XII se trouve à Madrid. Pour que ce succès ne soit pas sans lendemain, il faut maintenant organiser institutionnellement et politiquement le nouvel ordre des choses. Si Cánovas a pu dire que « la restauration s'est faite d'elle-même et par la force des événements », il reconnaît aussi qu'il a dirigé ce mouvement<sup>7</sup>. Mais qui est cet homme qui va désormais occuper le devant de la scène politique jusqu'à son assassinat le 8 août 1897 ?

Né à Malaga en 1828, Cánovas a commencé sa carrière politique dans le sillage de son oncle Serafin Estebanez Calderón, député et homme de lettres. C'est grâce à lui que le jeune Antonio « monte » à Madrid et se place dans les réseaux politiques et culturels. Nouant amitié avec le neveu du général

O'Donnell, il entre au service du militaire qui cherchait quelqu'un « pour ordonner ses papiers ». En 1854, lors du *pronunciamiento* dit de Vicalvarado, ce serait Cánovas qui aurait rédigé le texte<sup>8</sup>. On lui prête aussi ce mot qu'il aurait dit au général O'Donnell : « Faites-moi député, je me ferai moi-même ministre. » Effectivement, Cánovas sera successivement l'un et l'autre. Parallèlement, il se fait remarquer comme publiciste et historien, ce qui lui vaudra une précoce élection à l'Académie royale d'histoire. Ce goût pour l'histoire caractérise ses idées politiques et lui servira de refuge. Lorsque la révolution de 1868 mettra le pays en ébullition, Cánovas se retire et passe plusieurs mois à Simancas, où sont déposées les archives de la monarchie. Il reprend ses études sur les Habsbourg et publie en 1869 un *Bosquejo histórico de la Casa de Austria*<sup>9</sup>. Cette étude complète une première approche de la décadence espagnole à laquelle il avait consacré un livre un peu convenu en 1854. À partir de 1870, il devient le chef de file des « alphonsins », terme qui désigne les partisans d'une restauration des Bourbons. Cette position, très marginale à cette date puisque ce projet paraît chimérique, devient progressivement de plus en plus centrale. Lorsque le roi Alphonse XII forme son gouvernement, Cánovas en est l'homme fort, avant d'en prendre nominalement la direction, le 2 décembre 1875. De cette date à sa mort, il sera chef du gouvernement à six reprises pour une période cumulée de onze ans : décembre 1875-mars 1879, décembre 1879-février 1881, janvier 1884-novembre 1885, juillet 1890-décembre 1892 et mars 1895-août 1897.

« Continuer l'histoire de l'Espagne » : ainsi formulé par Antonio Cánovas lui-même, le projet politique de la restauration repose sur un compromis entre l'héritage historique et l'esprit libéral. L'assise historique, c'est la monarchie comme garantie de l'unité du pays ; l'esprit libéral, c'est l'adaptation aux temps nouveaux. Le texte constitutionnel de 1876, qui ne sera suspendu qu'en 1923, faisant de cette constitution la plus solide de toute l'histoire contemporaine de l'Espagne<sup>10</sup>, porte la marque de ces compromis. Ainsi, dans des limites plus sévères que celles prévues par le texte de 1869, l'article 11 consacre la liberté religieuse en autorisant les autres cultes que le seul culte catholique, bien que la formulation de ce droit fût très elliptique<sup>11</sup>. Les débats autour de cette disposition furent passionnés et l'Église déplora ce recul et cette concession à l'esprit du temps alors même que la confessionnalité de l'État demeurerait un acquis. Cánovas tenait à cette liberté religieuse comme garantie d'une cohésion civile renforcée. L'heure n'était plus ni aux guerres de religion, ni aux exclusions, et le *Syllabus* de Pie IX ne pouvait servir de guide utile en politique. On a peut-être aujourd'hui du mal à se remettre dans l'ambiance du moment et à comprendre combien ces questions étaient fondamentales dans l'ensemble des pays européens. Cánovas lui-même agissait sous la pression de puissantes passions et d'une l'Église forte. Ce ne fut que très progressivement, avec le changement de politique du Saint-Siège sous le pontificat de Léon XIII (1878-1903), que la pression intégriste se relâcha. Le 26 février 1875, le ministre du Développement

Manuel Orovio publie une circulaire appelant au contrôle de l'enseignement et empêchant toute diffusion, dans le cadre de celui-ci, d'idées contraires à la religion et à la monarchie. Cela eut pour conséquence de conduire un certain nombre d'universitaires à protester. Parmi eux, l'ancien président Salmerón et Francisco Giner de los Ríos qui allait, l'année suivante, créer l'*Institución libre de enseñanza*, véritable projet alternatif laïc et libéral au régime de Cánovas et dont l'empreinte sur la culture du pays allait être décisive. Ces oppositions politiques ont des répercussions culturelles et intellectuelles décisives. Toute l'année 1876 est marquée par l'affrontement entre Gumersindo de Azcarate, professeur de sociologie, et un jeune érudit catholique, Marcelino Menéndez Pelayo, autour de l'apport de la science espagnole. Schématiquement, Azcarate pense que l'Inquisition a tué l'esprit scientifique en Espagne, tandis que Menéndez Pelayo se lance dans une compilation des grands noms de la science espagnole. Le combat est moins inégal qu'on ne pourrait le croire, non en termes de contenu – il est évident que l'apport de l'Espagne à la recherche scientifique aux <sup>XVII</sup><sup>e</sup> et <sup>XVIII</sup><sup>e</sup> siècles est réduit – qu'en termes de relais. Deux camps de force comparable s'affrontent. Aux uns le prestige des arguments, aux autres la force des soutiens ecclésiastiques. On se trouve dans une opposition d'une grande dureté qui indique à quel point les clivages s'ancrent dans des compréhensions culturelles et idéologiques du monde. La vigueur des affrontements permet de mesurer les résultats de l'œuvre restauratrice. Car Cánovas, homme politique et intellectuel, connaît parfaitement les limites de l'action politique et la force des passions de l'esprit.

Le nouveau pouvoir a devant lui trois missions prioritaires : arrêter la guerre civile due au soulèvement carliste, mettre fin aux désordres qui troublent l'île de Cuba, rédiger une constitution qui encadre le nouveau cours des choses.

Les deux guerres sont des héritages de la période précédente. On sait, dans le cas de la guerre carliste, qu'il s'agit aussi d'un héritage plus ancien qui remonte à la succession de Ferdinand VII en 1833. Dès février 1875, on l'a dit, Alphonse XII se rend sur le front du nord. Les carlistes tiennent leurs positions habituelles en Navarre, au Pays basque et un peu en Catalogne. Dans un manifeste destiné à tendre la main aux combattants de Charles VII, Alphonse XII signale que, par son arrivée sur le trône, leurs motifs de combat disparaissent. Il est roi légitime, roi catholique, et il sera roi constitutionnel pour préserver les libertés. Ce recours au pluriel « les libertés » est une main tendue aux vues autonomistes des carlistes, féroce attachés aux privilèges foraux de la Navarre et des provinces basques. Il faudra un an de combats pour que les troupes loyalistes battent les carlistes. Le 28 février 1876, Alphonse XII peut entrer dans Pampelune tandis que l'infant Charles traverse la frontière vers la France. Les conditions de reddition prévoient le respect des libertés propres à la Navarre, au Guipuzcoa (Saint-Sébastien), à la Biscaye (Bilbao) et à l'Alava (Vitoria). Cette étape aura permis à Cánovas d'employer

les généraux à des fins militaires, lui permettant ainsi de « démilitariser » la vie politique, affirmant la suprématie du pouvoir civil sur les militaires en reléguant ces derniers à leur métier (la guerre à Cuba servira ce dessein). Si Cánovas a voulu faire d'Alphonse XII un roi soldat, c'est pour bien affirmer cette autorité suprême de chef de l'État sur son armée. Il fallait donc qu'il en fasse partie, au lieu d'être l'otage d'un général qui se serait érigé en connétable.

L'achèvement de la guerre contre les carlistes constitue un succès important et durable. Contrairement à ses promesses, le prétendant Charles VII ne reviendra jamais en Espagne. Ses soutiens se disperseront et certains catholiques rejoindront les rangs du parti conservateur. D'autres, autour de Candido Nocedal et de son journal *El Siglo Futuro* évolueront jusqu'à l'intégrisme catholique. Le carlisme comme manifestation de résistance au libéralisme continuera ainsi d'irriguer des courants idéologiques et deviendra une racine de mouvements que l'on retrouvera au <sup>xx</sup>e siècle.

Il est un autre héritage très complexe que laissent ces guerres carlistes : celui concernant le statut et l'intégration des provinces basques. Elles jouissaient depuis le Moyen Âge de chartes, ou libertés (*fueros* en espagnol), qui les distinguaient au sein de la couronne de Castille. Cette hétérogénéité juridique avait prévalu jusqu'en 1839. En effet, à la fin de la première guerre carliste, le pacte de Vergara garantissait l'autonomie des trois provinces basques et de la Navarre. Cependant, l'ordre constitutionnel devait s'imposer. En 1876, Cánovas fait voter une loi qui supprime les *fueros*. L'unité constitutionnelle – c'est-à-dire la contribution militaire et fiscale – s'imposait à tous sans dérogation. Mais la loi prévoyait encore une autonomie administrative et le maintien d'institutions représentatives propres (on trouve d'ailleurs à Pampelune un monument aux *fueros* de Navarre, construit en 1903, qui exalte cette tradition des libertés basques). En février 1878, un décret précisait l'application de la loi et mettait en place un système de concertation économique (le *concierto económico*) entre Madrid et les provinces basco-navarraises. L'articulation entre l'idéal d'unité juridique que portent en eux le libéralisme et la Constitution et le respect d'héritages issus de l'Histoire a été singulièrement compliquée par la faille profonde que le carlisme et ses conséquences ont créée entre l'Espagne et ces territoires. Pour Ramón Villares, « l'évolution politique postérieure au Pays basque, surtout en ce qui concerne son expression nationaliste, est inséparable de la date de 1876, véritable naissance de la question moderne basque<sup>12</sup> ».

Deuxième dossier : Cuba. Dès 1868, l'île espagnole avait été le théâtre de troubles croissants qui avaient culminé le 10 octobre par l'appel de Carlos Manuel de Céspedes à l'insurrection. Il s'agit là encore d'une guerre civile opposant les propriétaires terriens entre eux. Autour de Céspedes, dont le fief se trouvait dans la partie orientale de l'île, étaient regroupés des propriétaires qui procédèrent spontanément à l'abolition de l'esclavage. Du côté de La Havane, se regroupait l'élite favorable à l'Espagne et qui tirait du commerce

entre l'île et sa métropole des revenus considérables. La guerre sera caractérisée par une guérilla épuisante pour les uns et pour les autres. L'utilisation de l'arme blanche, le climat tropical, les maladies, les difficultés de ravitaillement sont autant de réalités qui transforment la lutte en cauchemar. Les insurgés élaborent à la hâte une constitution (1869), mais l'île est divisée en champs de bataille. Soucieux d'attirer à leur cause le soutien américain, ils envoient des émissaires à Washington. Affaibli par la récente guerre de Sécession (1861-1865), le gouvernement américain choisit d'être neutre, tout en surveillant de près la situation dans l'île. En 1871, avec la conquête de Guantanamo, les rebelles améliorent sensiblement leurs positions. Le général Martínez Campos, envoyé sur place cette même année, rétablit momentanément la situation pour les Espagnols, sans pour autant renverser la tendance. Les villes restent contrôlées par les forces gouvernementales tandis que les campagnes orientales sont le fief des indépendantistes. Tant que durait la guerre carliste dans la Péninsule, Madrid ne pouvait soustraire trop de ses forces vers l'île caribéenne. En revanche, avec la victoire de 1876 sur Charles VII, s'ouvrait une nouvelle étape qui conduisit à la paix de Zanjón, signée le 10 février 1878.

Dans les protagonistes de cette dernière séquence, on retrouve Martínez Campos, envoyé à nouveau à Cuba où il arrive le 3 novembre 1876, auréolé de ses victoires acquises contre les carlistes. Il met en œuvre une audacieuse politique de pacification : destituant toutes les autorités civiles et militaires qui ont pris part à des actions de répressions, il dénonce les condamnations à mort, promet argent et terres à ceux qui abandonneront l'armée rebelle pour passer dans le camp loyaliste, garantit l'exil à ceux qui voudraient fuir, reconnaît la liberté des esclaves combattant dans les rangs ennemis. Enfin, il propose une transaction aux chefs rebelles. Un an plus tard, l'un des chefs indépendantistes, Máximo Gómez, faisait parvenir une demande de cessez-le-feu. La pacification se fit sentir entre février et juin 1878. Seul un bastion irréductible résista. Pourtant le sentiment dominant était que la paix était revenue à Cuba. Cette guerre avait fait environ 100 000 morts en dix ans. L'Espagne avait envoyé sur l'île plus de 200 000 hommes. Quant au coût du conflit, il avait été exorbitant pour les finances (environ 250 millions de pesetas). La paix était-elle un trompe-l'œil ? Cuba était-elle pacifiée, ou au contraire, cette première « guerre de dix ans » préfigurait-elle le désastre à venir ? À ces questions, anachroniques à cette date en vérité, Cánovas opposa le sentiment du devoir accompli, de la paix rétablie. Les dimensions nouvelles d'un conflit qui exprime l'ambition décolonisatrice, l'éveil d'un impérialisme nord-américain, la tension inévitable entre une métropole et un territoire lointain ne sont guère avouables en 1878. Et si elles le sont, il convient de les taire pour ne pas fragiliser la lente entreprise de restauration espagnole.

Tout en menant ces deux conflits, le gouvernement de la monarchie restaurée doit choisir la méthode et le cadre constitutionnel de son fonctionnement. Théoriquement, la constitution de 1869 reste en vigueur,



mais elle a été suspendue depuis le coup d'État du général Pavía début 1874. La solution qui s'impose consiste à convoquer des élections. C'est chose faite le 31 décembre 1875. Le mode d'élection sera le suffrage universel, établi en 1869, et que le gouvernement ne veut pas suspendre tout de suite. Les élections ont lieu entre le 20 et le 23 janvier 1876. D'après Miguel Martínez Cuadrado, le taux de participation annoncé par le gouvernement était de 55 % mais il convient de le ramener dans une fourchette comprise entre 35 et 40 %. Un million et demi d'Espagnols sur quatre millions d'inscrits auraient voté. Les conservateurs de Cánovas raflent 331 sièges et en laissent 52 aux oppositions. C'est donc assuré d'un soutien massif que le gouvernement peut engager le débat constitutionnel.

Le lecteur attentif se rendra compte qu'on retrouve là un motif récurrent de la vie politique depuis 1833. Le Statut royal de 1834, les textes de 1837, 1845 et 1869, mais aussi la constitution mort-née de 1856, sont les épisodes du débat opposant le Mouvement à l'Ordre. Le Mouvement, c'est le libéralisme, c'est-à-dire, à des degrés divers qui constituent des oppositions au sein même de la « gauche », l'idée de la souveraineté populaire. L'Ordre, c'est, globalement, le refus de cette idée authentiquement révolutionnaire. Naturellement, en politique, les repères ne sont pas fixes et les positions sont amenées à changer en même temps que se modifie le décor (c'est-à-dire les rapports de force intérieurs, mais aussi internationaux, les mouvements sociaux, les nouvelles formulations culturelles et politiques...). D'une certaine façon, le diagnostic qu'on peut poser en 1876 est que toutes les formules essayées par les Espagnols depuis plus d'un demi-siècle ont échoué. Elles les ont même menés à la guerre civile. Cánovas entend trouver une solution « pacificatrice ». Ancré dans le libéralisme doctrinaire qui voit avec circonspection l'entrée des masses dans la vie politique, il propose une constitution en adéquation avec l'esprit et l'histoire de l'Espagne. On voit concrètement l'homme d'État emprunter à l'historien ses preuves et l'historien apporter ses arguments à la prudence du gouvernant. Cánovas croit distinguer ce qu'il appelle une « constitution interne » à l'Espagne et qui est la présence pluriséculaire de la monarchie. Lien d'unité entre les Espagnols, elle est un principe historique autolégitimé. L'autre héritage de l'histoire c'est la tradition représentative des Cortes espagnoles. Ce vieux mot de Cortes permet de plonger au cœur du Moyen Âge et de doter d'une densité chronologique ce mode de représentation des Espagnols. Dans ce siècle passionné d'érudition historique que fut le XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire des Cortes a été faite et refaite. Certains voyaient même dans les conciles de Tolède, ces assemblées d'évêques autour des rois wisigoths des VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, les antécédents du régime parlementaire. L'important ici est de montrer avec quelle passion les juristes et les historiens, relayés ensuite par les politiques, ont voulu asseoir dans l'histoire les fondements d'un ordre contemporain qu'ils cherchaient en vain à stabiliser. Cánovas se situe très exactement au confluent des différentes traditions et sa formulation d'une « constitution interne » mariant monarchie

et Cortes se veut une proposition de conciliation. Il la défendra pendant tout le processus constitutionnel et il arrivera à la faire admettre.

La souveraineté nationale réside dans la Couronne et dans les Cortes. On évite ainsi la reconnaissance de la seule souveraineté populaire, qui est une proposition révolutionnaire, donc de gauche. La Couronne n'est pas responsable devant les Cortes. Elle est ainsi protégée des débordements de l'opinion. On retrouve là le libéralisme doctrinaire, et donc la droite. En fait, pour Cánovas, le libéralisme acceptable, c'est l'acceptation du principe représentatif et la mise en forme d'une pratique politique fondée sur la tolérance. Dans le difficile et long débat sur l'article 11, qui porte sur la reconnaissance implicite de la liberté religieuse, Cánovas choisit une voie étroite. Le catholicisme est religion d'État mais les autres cultes sont tolérés. Cette position le coupe des contingents intégristes qui l'accusent de détruire l'Espagne !

L'originalité de la constitution de 1876, et peut-être la raison de sa durée, tient à la façon dont elle a été mise en pratique. Si, dans ses premiers articles, elle reconnaît les libertés individuelles de pensée, de réunion et d'association, de la presse, le passage de la théorie à la pratique sera progressif. De même, refusant de se prononcer sur la nature du suffrage, elle s'en remet aux lois qui seront votées, ouvrant là un espace d'évolution. En outre, la pratique parlementaire, grâce à un système bicaméral, bien qu'elle n'envisage pas une stricte séparation des pouvoirs législatif et exécutif (puisque le roi est source de souveraineté), est équilibrée. Sur le papier, le texte est bien un compromis constitutionnel depuis une position conservatrice. Mais il risque de demeurer un texte factice décrivant des libertés strictement formelles.

La force du régime de la restauration sera la mise en pratique progressive des possibilités de la constitution dans un jeu politique d'adéquation avec la poussée des revendications libérales. Tel pourrait être son bilan positif. Demeure pourtant une réserve. Ce jeu politique est un jeu entre politiciens. Le texte de 1876 n'est pas un texte démocratique, même s'il en a les formes et qu'il favorise l'apprentissage de la démocratie. La pratique politique reste resserrée sur ses élites. La manipulation du suffrage par le gouvernement donnera au régime un caractère de plus en plus factice et videra l'alternance de sa signification, tout en privilégiant cependant une libéralisation progressive de la vie publique.

Dans un premier temps, c'est-à-dire jusque vers 1898, ce système fonctionne assez bien. Il repose sur deux partis : le libéral-conservateur de Cánovas et le libéral-progressiste de Sagasta<sup>13</sup>. Cánovas cumulera onze ans au pouvoir, quand Sagasta exercera les fonctions de chef du gouvernement à quatre reprises pour un total de plus de dix ans. L'alternance n'est pas mécanique : elle obéit aux circonstances politiques. Ainsi entre 1881 et 1884, Sagasta est-il appelé au pouvoir. Il organise des élections qu'il gagne (297 sièges sur 392) et son gouvernement fait voter une loi sur la liberté de la presse ainsi qu'une autre instituant le suffrage universel masculin pour les

élections municipales. À la mort du roi Alphonse XII, le 25 novembre 1885, Cánovas impose à la reine Marie-Christine un changement de gouvernement. Elle appelle donc Sagasta à former le nouvel exécutif. Un pacte préalable a-t-il existé entre les deux leaders politiques ? La mauvaise santé du roi était un secret de Polichinelle et on peut supposer que l'échéance dramatique de sa mort ait donné lieu à une concertation entre les deux partis. En mettant en place une alternance politique, Cánovas et Sagasta cherchent bien à faire du régime un mécanisme d'intégration.

Le long gouvernement de Sagasta entre novembre 1885 et juillet 1890 est absolument essentiel dans l'achèvement de l'assise du régime. Ce gouvernement est à l'origine d'une législation libérale de plus en plus poussée : abolition de l'esclavage en 1886, loi sur le droit d'association en 1887, loi sur les jurys populaires en 1888, refonte du Code civil en 1889 sous la direction du grand juriste Alonso Martínez et enfin, en 1890, loi instaurant le suffrage universel pour les élections générales. Avec cet ensemble de lois, le régime déploie les promesses de la constitution de 1876. Par ailleurs, la vie parlementaire s'anime. Députés et sénateurs ont une certaine marge de manœuvre. En témoignent les turbulences au sein du parti conservateur. En 1884, Cánovas avait réussi à rallier à lui Alejandro Pidal y Mon, le chef des catholiques intransigeants. Fin 1885, le député conservateur Romero Robledo, opposé à l'alternance avec les libéraux, crée une scission au sein du parti conservateur, et ce n'est qu'en 1892 qu'il réintègrera l'ensemble de Cánovas. Alors, Francisco Silvela se dresse au sein du groupe conservateur en critique de Cánovas. Derrière cela se pose la question du leadership du parti. Quant au parti libéral, toute l'adresse de Sagasta avait été là aussi de rassembler les héritiers dispersés de 1869. Ce travail avait été lent et difficile car bien des divisions venaient d'attitudes strictement personnelles. Mais en 1885, le parti libéral a rassemblé toutes les sensibilités progressistes, à l'exception des républicains, qui demeurent très marginalisés.

Bien que la presse se développe et que l'opinion publique soit une réalité à prendre en compte, la politique reste faite dans un cercle étroit. Il serait facile de suivre les parcours oscillants de certains, tel Alonso Martínez, juriste libéral qui participe à l'élaboration de la constitution de 1876 aux côtés de Cánovas et qui rejoint le parti libéral à partir de 1880. Le changement de gouvernement en 1885 s'était fait quasiment dans la chambre mortuaire d'Alphonse XII. La crise de juillet 1890 obéit aussi à de simples questions personnelles. Il semble en effet qu'un scandale financier soit sur le point d'être révélé et qu'il mettrait en position délicate Mateo Práxedes Sagasta. La régente suggère alors l'alternance et appelle Cánovas. En 1895, Cánovas revient au gouvernement mais attend plus de six mois pour dissoudre le Parlement. Il veut avoir l'approbation du budget de l'année 1896, ce qu'il obtient avec une majorité libérale ! On voit bien l'étroite imbrication des deux partis conservateur et libéral dans le gouvernement et le système politique. Sauf ce cas particulier de 1895, chaque changement de gouvernement entraîne

une rapide dissolution. Entre 1876 et 1899, on compte pas moins de dix élections générales. Celles de 1879, 1881, 1884 et 1886 ont eu lieu au suffrage censitaire. Celles de 1891, 1893, 1896, 1898 et 1899 au suffrage universel. Aucune ne fut jamais perdue par le gouvernement. Pourquoi ?

On aborde là une des questions les plus redoutables que le régime pose à la conscience des contemporains mais aussi à celle des historiens. Comment manipule-t-on le suffrage ? Que signifie un suffrage manipulé ? José Varela Ortega a publié une étude fondamentale sur ce cycle entre 1875 et 1900 intitulée *Les Amis politiques*<sup>14</sup>. Il y montre le poids du *caciquisme*<sup>15</sup>, c'est-à-dire l'influence du notable local sur l'ensemble des électeurs. Une chaîne étroite de liens clientélistes unit les électeurs et les élus. Les écrivains de l'époque trouvent d'heureuses et très significatives expressions pour décrire cette relation : Juan Varela évoque le « *turrón* gouvernemental », que l'on traduirait par l'expression familière « le biscuit gouvernemental » et Benito Pérez Galdos écrit « qu'on broute dans le budget ». Le vote semble ainsi ne réserver aucune surprise et le passage au suffrage universel n'a pas modifié l'équilibre partisan. Pour n'en donner qu'un exemple, Cánovas est élu député en 1891 avec 100 % des voix dans sa circonscription<sup>16</sup>. Beaucoup de publicistes de l'époque, au premier rang desquels Joaquín Costa (1846-1911) avec son *Oligarquía y caciquismo* publié en 1902, dénoncèrent ces pratiques éloignées de l'idéal démocratique. Joaquín Costa voyait dans le phénomène le « gouvernement des pires », puisqu'il s'agissait ni plus ni moins du prolongement politique de l'élitisme social et de la manipulation de la volonté populaire. Les faveurs, notamment l'aide pour trouver un emploi dans l'administration, seraient les contreparties d'un vote captif. Dans ces conditions, le vote est-il sincère ? Gumersindo de Azcarate, sociologue et militant démocrate, compare le caciquisme à un nouveau féodalisme. Les relais locaux – gouverneurs de province, maires (nommés par le gouvernement), familles importantes – sont les pièces maîtresses de cette manipulation électorale. Sans mésestimer le poids des interventions administratives et gouvernementales, les historiens actuels tendent à présenter le caciquisme espagnol comme moins exceptionnel qu'on ne l'a cru jusqu'ici. L'approche marxiste, qui corrèle fortement pouvoir politique et pouvoir économique, est aujourd'hui abandonnée au profit d'une interprétation tentant de mettre au jour les cultures et les pratiques politiques. Toutes les histoires des modes et des pratiques électorales, en France, au Royaume-Uni ou en Italie, montrent bien qu'il y a eu des phases d'apprentissage du vote dans lesquelles les élites locales ont joué un rôle directif très fort. Le cas espagnol ne serait donc pas insolite mais correspondrait plus à une lente « politisation » des masses, à une acculturation politique qui prendrait du temps et qui commencerait par un mouvement descendant des élites vers le peuple. De même, on sait aujourd'hui que les votes sont orientés par les conditions économiques et sociales des territoires. D'où l'apparition de groupes de pression qu'incarnent les députés d'une même région, favorables à telle ou

telle disposition économique. Par exemple, autour de 1890, les industriels catalans tendent des ponts avec les producteurs de céréales de Castille et les industriels basques pour réclamer une législation protectionniste qui se mettra en place à partir de 1892. Aussi l'interaction entre le patron et le client est-elle plus subtile qu'une massive pratique d'achats de votes. Elle dit l'équilibre socioéconomique des différentes régions de la Péninsule. Enfin, un modèle méditerranéen que l'on retrouve en Italie, en Grèce ou au Portugal, fondé sur la puissance du lien familial, existerait dans ce lent cheminement du vote vers l'expression de la volonté populaire. Aussi le caciquisme traduit-il une articulation particulière entre les réalités locales et l'échelle nationale fondée sur une négociation permanente entre des intérêts contradictoires. À trop vouloir modéliser, on en vient à oublier une donnée fondamentale : le caractère frauduleux des élections. José Varela Ortega estime « qu'en Espagne l'illégalité a été la norme<sup>17</sup> » et Gabriele Ranzato n'hésite pas à écrire que « le facteur décisif fut (...) la fraude<sup>18</sup> ».

Faut-il voir, à la suite d'historiens plus conservateurs comme Melchor Fernández Almagro dans les années 1960-1970 et Carlos Seco Serrano dans les années 1990-2000, le caciquisme comme une progression vers la démocratie ? Cette vision un peu trop optimiste sous-estime le poids réel et concret des pressions sur les individus et les familles qui ont créé de véritables liens de dépendance. Ces liens ont survécu au régime et on les retrouve dans les premiers pas de la jeune démocratie espagnole à partir de 1977, tant et si bien qu'une étude récente sur le patronage et le clientélisme politique dans l'Espagne contemporaine s'achève par un chapitre intitulé : « Le clientélisme partisan dans l'Espagne d'aujourd'hui<sup>19</sup> ». La restauration n'est pas un régime démocratique au sens contemporain du terme. Elle est une étape importante dans la politisation des masses, mais non sans défauts structurels qui apparaîtront avec la lente décomposition du système.

Cependant, les rapports de force politiques entre 1876 et 1899 reflètent bien un certain état de l'opinion. L'option républicaine a été disqualifiée par l'échec de la Première République. Et si des députés républicains sont élus en 1891 et 1893, leur représentation rebaisse sensiblement à partir de 1896 et jusqu'en 1903. Ils restent des députés urbains, et leur idéal ne pénètre pas les campagnes, contrairement à ce qui se passait en France à peu près au même moment. Les carlistes sont cantonnés à quelques succès en Navarre ou en Catalogne. Leur effectif ne dépasse jamais la dizaine d'élus. Pourtant la dynamique des villes et les particularités régionales seront les éléments de singularisation de la vie électorale. Très progressivement, et après 1900, la manipulation électorale en ville deviendra plus difficile. Enfin, quelques scissions au sein des deux grands partis permettent l'élection de députés sans affiliation (16 en 1891, 19 en 1896 et 22 en 1898). Il est toujours facile de les récupérer, comme on l'a vu dans le cas de Romero Robledo qui retourne au parti conservateur en 1892 après sept ans de sécession.

# La crise de 1898

La déroute militaire de la marine espagnole face aux États-Unis le 1<sup>er</sup> mai 1898, à Cavite au large des Philippines, symbolise à jamais la faiblesse du pays. En quelques heures, les escadres américaines, modernes et puissantes, coulent les quelques bateaux qui devaient assurer la sécurité de l'archipel. Le « désastre » était évident. Loin d'être un accident, cette humiliation que sanctionnerait à la fin de 1898 le traité de Paris par lequel l'Espagne perdait tout lien avec ses deux anciennes colonies qui passaient sous influence nord-américaine, était la conséquence non seulement d'une impasse quant à l'évolution des deux colonies mais aussi de pratiques politiques. L'effondrement du printemps 1898 est précédé de crises annonciatrices. Crise sociale, crise sécuritaire et crise internationale se sont conjuguées à un tel degré d'intensité que le Premier ministre britannique lord Salisbury pouvait, dans un discours resté célèbre, qualifier l'Espagne de *dying nation* – nation mourante.

L'assassinat de Cánovas, le 8 août 1897, par un anarchiste italien, Michele Angiolillo, manifestait la montée de la violence politique. Le 7 juin 1896, un attentat anarchiste avait endeuillé la procession du Corpus Christi à Barcelone. La réaction des autorités avait été maximaliste et elle s'expliquait par une peur sociale devant l'anarchisme et le terrorisme. Le développement industriel en Catalogne nourrissait les cercles ouvriers de militants enthousiastes. La question ouvrière se posait avec acuité. Réprimer violemment tout acte terroriste était la réponse du pouvoir. Après l'attentat de Barcelone, plus de 400 personnes furent arrêtées, un conseil de guerre brutal se tint au cours duquel huit condamnations à mort furent prononcées (bien que le ministère public en ait réclamé vingt-huit !), cinq exécutions eurent lieu le 4 mai 1897 : le cycle action-répression avait fonctionné à plein. Angiolillo avait voulu, en tuant Cánovas, venger ces victimes. Son appartenance à l'anarchisme permettait de le relier à une « internationale du crime ». L'Europe fait alors face à une offensive terroriste qui compte parmi quelques-uns de ses objectifs atteints le tsar Alexandre II et le président français Sadi Carnot. Angiolillo fut jugé immédiatement après le meurtre et exécuté le 20 août 1897. Quant aux funérailles de Cánovas, elles furent l'expression la plus achevée du système politique et social de la restauration<sup>20</sup>. Elles rassemblèrent les élites administratives, gouvernementales, culturelles, académiques, ecclésiastiques, militaires, mais le peuple en fut absent. Avec Cánovas mourait une certaine forme de représentation politique centrée uniquement sur les élites.

S'ouvrait une course successorale. Celle-ci avait commencé plus tôt dans les rangs du parti conservateur. Francisco Silvela, qui avait été à plusieurs reprises son ministre, s'était détaché de Cánovas en 1892. L'occasion en avait été fournie par un scandale lié à la municipalité de Madrid qui révélait l'ampleur de la corruption, des faveurs et des passe-droits qui faisaient la

réalité de la vie politique. Entraient aussi en ligne de compte des rivalités personnelles et idéologiques. Silvela était hostile à la réintégration dans le parti de Romero Robledo, qui incarnait cette politique corrompue. Le maire de Madrid, impliqué dans le scandale, était d'ailleurs un de ses proches. Mais Silvela portait aussi des nuances politiques : il entendait moraliser la vie politique, il souhaitait être plus attentif aux revendications qui commençaient de venir de Catalogne et il s'interrogeait sur le sort de Cuba. Aussi les années 1892-1897 avaient-elles marqué le vieillissement de Cánovas et les impatiences d'une nouvelle génération. Silvela réussira son pari et deviendra, à la fin de l'année 1897, le nouveau chef du parti conservateur. Dans cette classe d'ambitieux, on trouvait des jeunes écrivains, des militants qui allaient saisir avec la crise de 1898 une occasion de se lancer activement dans la « régénération » de la vie publique.

Comme en 1885 lors de la mort d'Alphonse XII, l'assassinat de Cánovas allait déboucher sur l'alternance et la régente appelait Sagasta au pouvoir. Mais cette alternance, tous les deux ans depuis 1890, héritait toujours des mêmes questions, et notamment de la très difficile et, en 1897, douloureuse question de Cuba. La paix de Zanjón en 1878 avait mis fin à la « guerre de dix ans », mais pas aux incertitudes qui pesaient sur l'avenir institutionnel de l'île. En 1893, Antonio Maura, alors ministre de l'Outre-mer dans le gouvernement libéral de Sagasta, avait rédigé un projet d'autonomie resté lettre morte. Le fond du problème est bien la nature des relations entre la métropole et sa colonie. Une colonie moderne et riche dont les atouts sont la canne à sucre et le tabac. Une colonie dont Cánovas avait dit, en 1891, devant les députés, qu'il était prêt à dépenser « jusqu'au dernier homme et la dernière pesète » pour sa défense. L'évolution du siècle avait conduit à une « marginalisation » politique de l'île et de ses élites. Depuis 1837, les députés de l'île ne sont plus admis aux Cortes. On retrouve là le débat des constituants de Cadix qui avaient pourtant proclamé espagnols « les habitants des deux hémisphères ». La dynamique politique avait resserré sur la seule Péninsule le monopole de la représentation nationale. De même, aux anciennes structures coloniales se substitue un gouvernement centralisé autour de la figure du capitaine général, nommé par Madrid, et doté de tous les pouvoirs.

Cuba se trouve en outre sur une double faille géopolitique. Le premier enjeu est maritime et économique. La Grande-Bretagne a fait de la lutte contre la traite négrière un impératif politique et s'est même arrogé le « droit de visite » de tout navire, quel que soit son pavillon, pour vérifier la légalité de son chargement. Or, Cuba a une économie dans laquelle la main-d'œuvre esclave reste fondamentale. On estime à près de 200 000 le nombre d'esclaves, autour de 1880, sur une population totale d'un million et demi d'habitants ! Officiellement, l'abolition de l'esclavage date de 1886. On est encore plus en retard que les États-Unis ! Bref, le système hispano-cubain n'est pas validé par la puissance hégémonique du XIX<sup>e</sup> siècle qu'était le Royaume-Uni. La deuxième ligne de faille vient de l'expansion nord-

américaine. La fabuleuse croissance de ce pays neuf a des répercussions atlantiques. La montée en puissance du marché américain ne peut que réorienter les flux commerciaux. Au milieu du siècle, les exportations cubaines de sucre vers les États-Unis représentent moins de 20 % du total des exportations. En 1890, elles dépassent les 90 %. Il y a un glissement d'orientation, un déplacement du centre des intérêts économiques et financiers de Cuba vers les États-Unis. Les propositions de rachat de l'île présentées plusieurs fois par Washington révèlent ce phénomène. Du coup, des Cubains de plus en plus nombreux partent vers les États-Unis où ils deviennent des interlocuteurs économiques et politiques. Leur rôle n'avait pas été négligeable lors de la « guerre des dix ans » et ils relayent l'image négative de l'Espagne auprès des dirigeants américains. Après 1878, plusieurs vaincus fondent le Comité révolutionnaire cubain, qui aura à New York un bureau actif. José Martí, militant de l'indépendance, trouvera en Floride une base de propagande très utile. Aussi, loin de n'être qu'une affaire limitée aux relations métropole-colonie, Cuba est un révélateur d'une marginalisation économique de l'Espagne, un indice de son affaiblissement mondial, le prétexte à une crise de conscience aigue.

La métropole était depuis 1878 plus attentive au développement de Cuba, sans pour autant faire place aux revendications autonomistes. La réforme territoriale de 1878 créait six provinces, mais l'ensemble de l'administration locale restait sous le contrôle, grâce aux nominations, du capitaine-général. Maintenir l'ordre supposait aussi de laisser de nombreuses troupes sur place et cela avait un coût, tant pour le budget de Madrid que pour les Cubains qui en supportaient la présence. Aucune inflexion profonde n'était donc intervenue après la paix de Zanjón et la recherche d'une voie cubaine restait à l'ordre du jour. José Martí allait cristalliser la radicalisation de la demande d'indépendance. Partisan des insurgés de 1868, il s'essaye à l'écrit patriotique et dès 1873, il peut faire remarquer que « les Cubains ne vivent pas comme les métropolitains, l'histoire des Cubains n'est pas celle des Espagnols ; ce qui fut pour l'Espagne une gloire imarcescible, l'Espagne a voulu que ce fût pour Cuba un profond malheur. Les deux vivent de commerces différents, ils sont liés à des pays distincts<sup>21</sup> ». Il souligne avec acuité la profondeur de la fracture qui sépare les deux communautés. En 1873, c'est un écrit séditieux qui lui vaut d'être arrêté et déporté vers l'Espagne puis de connaître les amertumes de l'exil au Mexique ou au Guatemala. On ne le retrouve sur l'île qu'en deux brèves occasions : entre août 1878 et septembre 1879, et d'avril à mai 1895. À partir de là, le diagnostic devient visionnaire et promesse d'indépendance. En février 1895, le « cri de Baire » inaugure un nouveau soulèvement, comme l'avait fait en 1868 le « cri de Yarra ». Comme auparavant, il s'agit du début de l'insurrection au cri de « À bas le gouvernement espagnol ! Vive Cuba ». Mais c'est là bien entendu une reconstruction mythique car plusieurs versions contradictoires ont alors circulé<sup>22</sup> ! L'essentiel est le fait qu'a commencé une « nouvelle guerre de



Cuba ».

Trois généraux espagnols, qui connaissaient le terrain, incarnent trois stratégies différentes, toutes vouées à l'échec. Le retour du général Martínez Campos à La Havane est voulu par le gouvernement libéral dont il est proche. Le vainqueur de la guerre de dix ans entend renouer avec sa méthode pacificatrice. Très vite, il déchanté, mesurant l'ampleur du rejet que suscitent les Espagnols. Le général Weyler, nommé par le conservateur Cánovas en 1896, est un partisan de la ligne dure. Méthodes expéditives, intimidations massives, internement des prisonniers de guerre : l'escalade de la violence est là... sans résultat probant. Quant au général Blanco, nommé fin 1897 par Sagasta, il va être rattrapé par le volet international de la guerre quand les États-Unis entrent en scène. Sur le terrain, on retrouve les oppositions entre parties orientale, aux mains des insurgés, et occidentale, que contrôle l'armée espagnole. Les campagnes sont plus facilement rebelles, et les villes loyalistes : c'est une dualité qui réplique ce que l'on avait déjà pu observer entre 1868 et 1878.

Les données nouvelles sont extracubaines. Il y a d'abord la lassitude de la métropole. En dépit des rodомontades nationalistes, l'opinion publique est très rapidement lasse de la guerre. Elle en fait les frais par la conscription très inégalitaire. Les fils de bonne famille se trouvent facilement un remplaçant tandis que les classes populaires payent un lourd tribut à la guerre. Qui plus est, la faiblesse de l'instrument militaire espagnol, les conditions de guerre difficiles dans un terrain lointain et inconnu pour ces paysans espagnols favorisent un immense gâchis en hommes. Près de 50 % des pertes sont imputables aux maladies tropicales ou aux mauvaises conditions de traversée de l'Atlantique ! Le sentiment antimilitariste se nourrit de cette guerre atroce. Le deuxième élément nouveau est l'implication progressive des États-Unis dans la crise. Condamnant la répression espagnole, Washington s'émeut de plus en plus de la politique suivie. L'élection du républicain William McKinley, en novembre 1896, signifie une accentuation de l'impérialisme américain. Tout au long de l'année 1897, l'hypothèse d'un conflit armé avec les États-Unis prend corps. Sur le papier, le déséquilibre des forces n'est pas si flagrant. L'armée américaine est numériquement faible et elle n'est pas préparée à des interventions extérieures, tandis que les Espagnols comptent plus de 150 000 hommes à Cuba. En revanche, en ce qui concerne la marine, le plateau de la balance penche vivement en faveur des Américains. Dans un rapport remis à son ministre de tutelle l'amiral Bermejo, l'amiral Cervera estime le tonnage de la flotte espagnole à 55 000, contre 110 000 pour les Américains. Mais surtout, les bateaux nord-américains sont modernes, avec un blindage de qualité et des canons de calibre important. Les navires espagnols, peut-être un peu plus rapides, sont plus anciens, moins bien armés et beaucoup sont en réparation.

La phase américaine de la guerre commence avec un fait divers polémique. Le navire américain *Maine* est envoyé à La Havane dans un

double geste de provocation et de manifestation de la protection qu'entend assurer l'administration McKinley aux indépendantistes cubains. Ce navire très moderne explose dans la baie de La Havane le 15 février 1898. Accident ? Attentat ? Aujourd'hui encore, le dossier reste ouvert. La commission d'enquête américaine conclut à la présence d'une mine sous-marine, donc une responsabilité espagnole. La commission espagnole privilégie l'hypothèse de l'explosion d'une chaudière, explication aujourd'hui admise par les historiens. Le gouvernement américain profite de l'occasion pour transformer l'accident en véritable crise diplomatique et, grâce à la mobilisation de la presse, l'opinion publique épouse la cause de la guerre. Dans une ultime requête à Madrid, l'ambassadeur américain propose un achat de l'île. C'est le refus. La guerre est déclarée par les États-Unis à l'Espagne après un vote du Congrès le 25 avril.

La guerre a donné lieu à des très nombreux témoignages. Mais lire le récit du voyage de l'escadre, commandée par l'amiral Cervera, qui appareille de Cadix le 8 avril 1898, donne une idée du caractère suicidaire de ce conflit. L'amiral sait qu'il va vers un combat perdu. Sa navigation est retardée par la quête frénétique de charbon pour les machines de ses bateaux. À la mi-mai par exemple, son escadre est interdite de ravitaillement par les autorités françaises de la Martinique. Il est bloqué avec sa flotte par les Américains dans la baie de Santiago de Cuba à partir du 1<sup>er</sup> juin. À la fin du mois, ceux-ci commencent à débarquer du côté de Guantanamo, aidés par leurs contacts avec les insurgés. La prise de Santiago, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, ne se fit pas sans une résistance épique des militaires espagnols. Le général Vara de Rey à El Caney et le capitaine de vaisseau Bustamante à San Juan furent les héros d'un combat inégal. Leur sacrifice alimentera le sentiment national espagnol et effacera en partie le caractère affligeant de la conduite de la guerre par le gouvernement et quelques autres chefs de l'armée. Le dimanche 3 juillet, la perte de Santiago étant quasiment acquise, la flotte espagnole tente une sortie désespérée. Entre 9 heures et 13 heures, elle devient la cible des Américains. En quatre heures, il ne reste rien de la flotte et la bataille a fait 323 morts, 151 blessés et 1 720 prisonniers. La guerre de Cuba est perdue. La capitulation de Santiago de Cuba est signée le 16 juillet. Un armistice est acquis en août. Un peu avant, les Espagnols s'étaient inclinés dans des conditions aussi pitoyables aux Philippines. L'amiral Montojo avait vu comment ses bateaux étaient réduits à rien par la flotte ennemie commandée par l'amiral Dewey. En cet été 1898, l'empire colonial espagnol, né des grandes découvertes de 1492, est en voie d'être liquidé.

Ce sera chose faite par le traité de Paris, signé le 10 décembre 1898. L'Espagne y abandonne tout. Cuba devient formellement indépendante mais les États-Unis restent sur place. Les Philippines deviennent un protectorat américain (jusqu'en 1946). Porto Rico devient territoire associé aux États-Unis. C'est encore son statut actuel. Enfin, quelques îles du Pacifique sont vendues : Guam aux Américains et les Carolines à l'Allemagne. L'énorme

dette de guerre contractée par les Espagnols (de Cuba comme de la métropole) est entièrement à la charge de Madrid. Les négociateurs espagnols avaient essayé de la transférer à la jeune république cubaine ! Symbolique : le corps de Christophe Colomb, qui était enterré dans la cathédrale de La Havane, est transféré vers celle de Séville où il repose désormais. Le traité du 10 décembre 1898 est vraiment un acte de liquidation. La presse avait établi les chiffres de la faillite : « Perte de 2 430 770 Espagnols des Antilles, 9 300 000 Espagnols des Philippines, 128 148 km<sup>2</sup> de riches territoires américains, 358 000 km<sup>2</sup> aux Philippines et à Jolo, 16 navires de guerre et 60 navires marchands, 420 millions de pesètes en matériel de guerre et 4,56 milliards en frais de guerre, rapatriement des troupes, des employés civils, etc.<sup>23</sup>. » Et cela sans compter le bilan humain d'au moins 100 000 morts sur la totalité du conflit depuis 1861 !

Le moment est propice à l'expression d'une volonté de régénération. Le terme devient alors passe-partout et envahit le vocabulaire politique. 1898 se transforme en une date-clef de l'histoire contemporaine espagnole : elle ferme le cycle colonial, elle ouvre le débat sur l'identité nationale, elle interroge la solidité du régime. Son importance tient aussi à sa cristallisation. Sur le moment, l'opinion publique fait plutôt preuve d'apathie. Le chef conservateur Silvela publie un article devenu célèbre, « L'Espagne sans poulx » (16 août 1898) qui coïncide assez bien avec l'état d'esprit contemporain. Très vite pourtant vont se lever des voix discordantes ou nouvelles. Le jeune écrivain Azorín inventera l'expression « génération de 1898 », appelée à une grande postérité. Le rayonnement de ses membres, l'importance, dans la littérature et la pensée, de leurs contributions, la convergence de leurs expressions concourent à consolider l'impression d'un « moment 1898 ». Il s'agit pourtant d'une perspective faussée. On doit distinguer en effet des écrits publiés immédiatement après le désastre et qui éclairent d'une lumière nouvelle certains textes précédents et des livres postérieurs mais sur lesquels l'ombre de 1898 porte encore et pèsent sur des auteurs qui vivent avec elle, comme José Ortega y Gasset (1883-1955) ou Manuel Azaña (1880-1940). Deux chronologies peuvent ainsi être proposées. Une chronologie courte, qui irait de 1890 à 1900 et, au contraire, une chronologie longue jusqu'au-delà des années 1920, peut-être même jusqu'en 1939, comme le suggère récemment Paul Aubert dans *La Frustration de l'intellectuel libéral*<sup>24</sup>. 1898 est un point de départ commode pour distinguer l'émergence d'un « âge d'argent de la culture espagnole » selon l'heureuse expression de l'historien Manuel Tuñón de Lara. Ce qui est certain, c'est que les idées et les mots qui servent à diagnostiquer ce qui se passe autour de 1898 conditionnent nombre des lectures que l'on peut faire de l'histoire et du présent de l'Espagne. La date, par ce qu'elle synthétise, devient un repère commode, mais fallacieux, pour dénoncer tous les maux de la patrie, selon l'expression d'un livre célèbre publié dès 1890 par Lucas Mallada (1841-1921), *Los males de la patria*. Cet ingénieur et géologue anticipe la vague des écrits « régénérationnistes » en

proposant à la fois une critique de l'état du pays mais aussi un programme de redressement. L'idée était donc antérieure au « désastre national ». Cette littérature retrouve une ancienne tradition espagnole, celle des « arbitristes » qui, au tournant du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, faisant face eux aussi à une période de doute sur la puissance et la prospérité espagnoles, y allaient de leurs conseils et de leurs propositions.

Parmi les auteurs et les œuvres, il convient de citer des textes assez différents. Miguel de Unamuno avec *En torno al casticismo* (1895) tente une pénétration dans l'âme de l'Espagne<sup>25</sup>. Ángel Ganivet, dans l'*Idearium español* de 1897, convoque l'histoire pour mieux critiquer le présent. Macías Picavea publie en 1899 un ouvrage au titre éloquent : *El problema nacional*. Il y développe un programme de gouvernement où le corporatisme remplace un libéralisme dévoyé par l'importance du caciquisme et appelle de ses vœux l'émergence d'un chef capable de mener à bien la séparation de l'Église et de l'État, des réformes sociales favorables aux ouvriers, une vraie politique de décentralisation et d'assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire. Joaquín Costa, dans son *Oligarquía y caciquismo* (1902) déjà cité, comme dans *Regeneración y europeización de España* publié deux ans plus tôt, disqualifie le régime de la restauration. Quant à Luis Morote, il espère de la défaite un sursaut et actualise dans *La moral de la derrota* (1900) la tradition démocratique, républicaine et fédérale des Pi y Margall et autres acteurs de 1868. À ces quelques titres, il conviendrait d'ajouter de très nombreux articles parus dans la presse régionale et nationale, quotidiens ou revues. Il faudrait mentionner aussi les cycles de conférences qui se tiennent dans les athénées et les clubs, à commencer par ceux de l'Athénée de Madrid.

L'ampleur de cette littérature régénérationniste interdit toute présentation exhaustive. On peut essayer de se risquer à une synthèse malgré toutes les simplifications nécessaires. 1898 est surtout une mise en accusation efficace de l'Espagne officielle à laquelle on oppose l'Espagne réelle. On ne peut cependant aborder ce phénomène sans le relier au contexte européen dans lequel il s'insère. La pensée de la décadence des nations latines est un thème européen depuis la défaite française de Sedan en 1870. D'où toute une littérature sur les caractères nationaux, les identités territoriales, les capacités à affronter la modernité. Quant aux intellectuels, cette classe moyenne de l'intelligence, leur apparition politique et sociale est exactement contemporaine de cette conjoncture. En France, l'affaire Dreyfus en signe la naissance, avec l'article de Zola « J'accuse » de janvier 1898. Une nouvelle légitimité d'intervention dans le débat politique est en cours de formation. Elle marquera tout le XX<sup>e</sup> siècle. L'Espagne participe pleinement de cette histoire européenne. La décennie 1890 est un bouillon de culture où se dissolvent des anciennes manières de faire de la politique et où germent de nouvelles problématiques. Années de transition, elles sont aussi années de prise de conscience des effets déstructurants et structurants des modifications socioculturelles qu'apporte avec elle la révolution industrielle. Plus on avance

dans la tentative de présentation et d'explication, plus on mesure la densité extrême de ce passage d'une modernité à une autre, de la modernité du XIX<sup>e</sup> siècle caractérisée par le dynamisme du libéralisme comme force révolutionnaire à la modernité du XX<sup>e</sup> siècle dans laquelle les masses, et avec elles la démocratie, les fascismes, les socialismes, tiennent la première place. 1898 est donc, dans le cas espagnol, un repère valable pour observer une charnière, une transition et la gestation d'un avenir encore plus lourd de menaces. Il est alors facile de trouver dans la multitude des textes des préfigurations des régimes du général Primo de Rivera (1923-1930) et du général Franco (1939-1975). Ainsi par exemple les termes *¡Arriba España !*, qui deviendront le cri du franquisme, sont-ils nés sous la plume de Picavea. On en vient à se demander si cette littérature n'est pas l'amorce de pensées préfascistes. Telle fut la thèse défendue en son temps par Enrique Tierno Galván dans son étude sur Costa. Jacques Maurice et Carlos Serrano préfèrent quant à eux le terme de populisme. Juan Pan Montojo parle de « l'expression d'une frustration des classes moyennes » exclues du pouvoir<sup>26</sup>. Santos Juliá évoque quant à lui une rupture avec la tradition libérale<sup>27</sup>. De ces imprécisions quant à une définition exacte de la nature du régénérationnisme, il faut conclure qu'il s'agit premièrement d'un phénomène pluriel, et donc divers et, deuxièmement, d'un socle d'idées et de formulations qui irrigueront la pensée politique du XX<sup>e</sup> siècle.

Face à l'avalanche de critiques qui mettent en cause le régime politique, nombreux sont les historiens qui ont fait remarquer que le désastre de 1898 n'est pas un Sedan espagnol. Aucune crise de régime ne vient secouer l'édifice constitutionnel. La régence continue et passera le relais à Alphonse XIII en 1902 et on reste dans le schéma de l'alternance entre libéraux et conservateurs. Au gouvernement Sagasta qui assume l'échec et le désastreux traité de Paris succédera en 1899 un gouvernement conservateur conduit par Francisco Silvela. Pas de crise visible donc, mais, en profondeur, des failles se mettent à jouer qui seront déterminantes jusque tard dans le siècle qui s'annonce.

Première faille : la définition de la nation espagnole. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un puissant mouvement culturel d'exhumation de traditions régionales modifie la perception du patrimoine national. La Catalogne, avec la *Renaixença* qui permet le relèvement du catalan au rang de langue littéraire moderne, occupe le premier rang dans cette entreprise. Un homme comme Víctor Balaguer, écrivain, historien et politique, incarne un temps de cette découverte. Membre des Académies nationales sises à Madrid, il est aussi un animateur de la vie culturelle catalane. Sa fidélité aux deux horizons est à ses yeux totalement cohérente. Mais dans les années 1880 et 1890, une nouvelle dimension, plus politique, du catalanisme apparaît. L'un de ses promoteurs s'appelle Valentí Almirall, qui fonde en 1879 le *Diari Català*, premier journal publié en catalan. Plusieurs groupes participent de cette fermentation nationaliste et des divergences les opposent parfois. Les tenants de la ligne

culturelle voient d'un mauvais œil les ambitions d'un catalanisme politique. La création en 1883 d'un Centre catalan en témoigne : il est interdit d'y évoquer les questions religieuses et politiques et le lien entre ses membres est la « défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne<sup>28</sup> ». En 1885, cet organisme militant présente au roi Alphonse XII un manifeste en faveur des intérêts industriels et juridiques de la région connu sous le nom catalan de *Memorial de Greuges*, un texte de doléances dans lequel sont recensés les préjudices dont ils pensent souffrir. L'année suivante, Almirall publie *Le Catalanisme*, un texte théorique dans lequel il essaye une première ébauche de programme autonomiste. La tenue de l'Exposition universelle de 1888 à Barcelone, inaugurée par la régente Marie-Christine, rappelle la solidité du lien entre la bourgeoisie catalane et la Couronne. Le virage protectionniste de 1891 rassure les industriels catalans. Pourtant, en 1892, les mouvements militants votent un texte, connu désormais sous le nom de *Bases de Manresa*, qui est un projet d'autonomie. Une assemblée régionale, des compétences fiscales et judiciaires, une exclusion des non-catalans de toute charge publique en Catalogne, un ordre public assuré par les Catalans eux-mêmes : autant de revendications qui heurtent la dynamique de construction d'un État centralisé à laquelle le régime s'était attelé. Le Code civil de 1889 venait d'en enrichir les succès. La conjoncture des années 1890 va renforcer le sentiment national catalan naissant. Au moment de la guerre de Cuba, la presse catalaniste n'emboîte pas le pas aux déclarations patriotiques de la presse madrilène. Il est vrai que les grandes familles catalanes qui avaient des intérêts économiques à Cuba avaient commencé de rapatrier leurs biens et de réorienter leurs investissements. D'une singularité culturelle, on passe à un décalage politique et économique. Contresens, incompréhensions et maladresses réciproques entre les Catalans et le reste des Espagnols auront tôt fait de transformer le décalage en faille grandissante. Si le catalanisme va se révéler le mouvement régional le plus puissant, d'autres réveils régionaux ont lieu à cette époque. C'est le début des publications du Basque Sabino Arana (1865-1903), le théoricien et fondateur du nationalisme basque. En 1895, le Parti nationaliste basque (PNV) est créé. Contrairement au catalanisme, pluriel idéologiquement, le mouvement d'Arana repose sur une définition ethnique de l'identité basque. En Galice, un même retour à la langue et une même envie de gestion du pouvoir au niveau local nourrissent un nationalisme naissant. Parallèlement, la crise de conscience que provoque la défaite de 1898 alimente des méditations sur la Castille comme socle de l'identité nationale espagnole. On est face à un humus d'une extrême richesse d'où sortiront les formulations contradictoires et exclusives entre elles d'une identité d'autant plus réclamée qu'elle est fragile et incertaine.

Deuxième faille : la question militaire. Comme toute défaite, les échecs de 1898 interpellent à la fois l'institution militaire et la classe politique. L'armée de terre s'estime invaincue. Pour elle la défaite est une défaite politique imputable au gouvernement après deux défaites navales (Cavite en

mai et Santiago de Cuba en juillet). Les généraux Weyler, ancien capitaine général à Cuba (1896-1897) et Polavieja, ancien capitaine général à Cuba (1890) et aux Philippines (1896-1897) jouissent d'une popularité paradoxale après la défaite de 1898. Ils caressent le rêve d'une régénération par l'armée. Si Weyler est proche des républicains, Polavieja préfigure le tournant conservateur et religieux de l'armée. Mais l'un comme l'autre sont récupérés par le système : le premier deviendra ministre libéral ; le second, après un bref passage dans le gouvernement Silvela, sera chef de la maison militaire du roi et chef de l'état-major. La naissance d'un discours qui associe l'armée à une entreprise de salut national est exactement contemporain des événements de 1898. Une fois encore cependant, le panorama européen est essentiel à la compréhension de tous les aspects du problème. Les victoires prussiennes contre l'Autriche en 1866 et la France en 1870 ont bouleversé l'appréhension de l'outil militaire. Tous les pays s'engagent alors dans un processus de modernisation. L'Espagne n'échappe pas à la règle. Malheureusement pour elle, les contraintes budgétaires freineront cette dynamique et, loin de participer à la course aux armements qui caractérise l'Europe des années 1890-1900, elle se contente d'une armée affaiblie. Cela correspondait à la logique de la politique extérieure suivie par les gouvernements depuis 1875, une politique dite de « repli » et théorisée par l'absence de conflit entre l'Espagne et les puissances européennes. Il s'agit là d'un décrochage important dont les conséquences à long terme seront une marginalisation par rapport aux théâtres et enjeux européens. D'où, du coup, une armée qui reste ancrée dans des problématiques strictement internes. On peut en repérer cinq : sa modernisation inachevée, son implication dans la vie politique, son rôle dans l'ordre public, l'interrogation des militaires eux-mêmes sur leur positionnement social et professionnel, son rôle autoproclamé de « gardienne d'une tradition nationale ». De cette imbrication de failles naîtront beaucoup des drames contemporains.

Troisième faille : la place des ouvriers et des masses laborieuses dans la société espagnole. Fondé le 2 mai 1879 à Madrid par Pablo Iglesias, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est d'abord une organisation clandestine. Il faut attendre le mois d'août 1888 pour qu'à Barcelone se tienne le premier Congrès ouvrier national avec les délégués de 47 associations ouvrières regroupant un peu moins de 5 000 travailleurs. Le deuxième congrès se tient à Bilbao, et la création d'un syndicat, l'Union générale des travailleurs (UGT) y est actée. Candidat aux élections municipales à Bilbao en 1891, Pablo Iglesias obtient 417 voix. En 1899, on compte moins de 20 conseillers municipaux du PSOE dans tout le pays et un peu moins de 6 000 adhérents. L'UGT passe de 4 000 adhérents à près de 16 000 entre 1889 et 1899. L'organisation ouvrière reste pourtant une « secte de croyants dans le socialisme au rayon d'action extrêmement réduit<sup>29</sup> ». Il faudra attendre 1910 pour que Pablo Iglesias soit élu député socialiste à Madrid. Entre 1900 et 1910, les stratégies du PSOE auront changé à mesure que se recomposait aussi le camp républicain. D'une

position de rejet absolu du système et du refus de toute participation à des coalitions avec des partis bourgeois, le PSOE passe à l'idée d'une collaboration entre les forces critiques du régime. L'expression chaque fois plus forte du socialisme est le résultat des effets de l'industrialisation. D'ailleurs, l'implantation géographique, la Catalogne, le Pays basque et, dans une moindre mesure, Madrid, confirme ce lien de cause à effet. L'ouvrier est, en quelque sorte, une nouvelle figure sociale. Karl Marx l'avait caractérisé comme « prolétaire », c'est-à-dire un individu dépendant uniquement de sa force de travail. C'est la grande opposition avec le capitaliste, qui lui dispose de l'argent, du pouvoir et du droit. Modifier un rapport de force aussi inégal est l'ambition de tous les socialismes du XIX<sup>e</sup> siècle. La révolution sociale est bien leur horizon. Le combat idéologique se prolonge dans l'action concrète et la remise en cause des fondements bourgeois de la société libérale. S'ajoute à cela une rupture avec les formes traditionnelles de l'ordre social que porte en elle la religion, et principalement le catholicisme. Il est clair que le socialisme est autant une promesse qu'une menace. Très marginal, il est devenu suffisamment visible pour que la propagande antisocialiste vienne renforcer les partis conservateurs. L'anarchisme occupe une place importante dans cette nébuleuse socialiste. L'héritage de la I<sup>re</sup> Internationale avait permis la création, dès 1881, d'une Fédération des travailleurs de la région Espagne. En 1882, elle réunit plus de 55 000 affiliés. Son journal, *Revista Social*, tire à plus de vingt mille exemplaires. Bien que la loi sur le droit d'association de 1887 donne un cadre légal au syndicalisme, la mouvance anarchiste borde l'action directe, « la propagande par le fait », c'est-à-dire le recours à la violence terroriste. Barcelone en sera le théâtre principal, mais Madrid n'y échappe pas et lors du mariage du roi Alphonse XIII, le 31 mai 1906, une bombe explose tuant 28 personnes. L'originalité de l'anarchisme espagnol tient à son enracinement dans le monde rural, notamment celui de l'Andalousie des grands domaines où les ouvriers agricoles sont d'authentiques prolétaires. Elle tient aussi à l'idéalisme de ses militants, au premier rang desquels Francisco Ferrer, qui fonde, à Barcelone toujours, l'École moderne en 1901. Destinée à promouvoir l'éducation des enfants pauvres, cette école dispense un enseignement rationaliste. Inutile de préciser qu'elle inquiète la bourgeoisie et l'Église. Ce bouillonnement socialiste que l'on décrit se retrouve dans d'autres pays européens. Là encore, l'Espagne n'est pas une exception. Mais l'absence de lois sociales comparables à celles qu'adopte en Allemagne le gouvernement conservateur de Bismarck tout comme la faiblesse du mouvement ouvrier, incomparable avec la force du mouvement britannique, sont autant de facteurs qui placent la question sociale au centre des thématiques d'avenir.

Quatrième faille : la question de la place de l'Église dans la société. Des débats tendus autour de l'article 11 du projet de Constitution en 1876 qui reconnaissait la possibilité d'une tolérance privée des cultes non catholiques à la politique de maîtrise des créations de congrégations par la loi de 1910,



appelée loi Canalejas du nom de son promoteur, ou loi du cadenas, selon le terme choisi par ses détracteurs, l'Église, sa place dans la société, son monopole sur les consciences et l'éducation sont au cœur des affrontements intellectuels, culturels et idéologiques. L'Église espagnole n'est pas une réalité unie. Au contraire, elle est traversée d'oppositions politiques. Le carlisme pèse ici de tout son poids. Véritable refus de la révolution libérale, le carlisme incarne d'une certaine manière, la fidélité au *Syllabus* de Pie IX. Avec Léon XIII a commencé une politique de « ralliement » qui permet à des catholiques auparavant carlistes de rejoindre les rangs du camp conservateur. Mais la fracture entre catholiques demeure et explique bien des crispations et des oppositions internes. Socialement et économiquement, l'Église continue de jouir d'une position privilégiée. Le concordat de 1851 prévoit un apport substantiel de l'État à son fonctionnement, et même si ici ou là certains évêques se plaignent du peu de coopération de l'État, l'Église est intimement liée à l'État. Elle assume aussi, par ses écoles, ses hospices et ses institutions caritatives, une œuvre sociale, dénoncée par certains comme un paternalisme dominateur, mais néanmoins utile pour pallier la grande pauvreté, notamment rurale. Entre 1875 et 1910, c'est l'ensemble de l'Église au niveau européen qui voit son rôle et sa place contestés. La laïcisation de la France, la construction d'une Italie libérale, le *Kulturkampf* de Bismarck : autant de manifestations de la poussée d'une sécularisation importante des esprits et des sociétés. Aucun évêque espagnol ne fait une lecture strictement espagnole des événements. L'Espagne n'est vue que comme l'un des champs du combat entre la foi et l'athéisme. En mai 1919, l'Espagne est officiellement consacrée au Sacré Cœur de Jésus lors de l'inauguration d'un monument près de Madrid, le *Cerro de los Angeles*, symboliquement placé au milieu géographique de la Péninsule. Cette manifestation inspirera toute une littérature apologétique de combat qui, à l'image des paroles du père jésuite Juan María Solá, exalte identité nationale et militantisme politique : « L'Espagne d'aujourd'hui ne peut se sauver que si elle se fait solidaire de l'Espagne d'hier », écrit-il en 1922 et, s'interrogeant sur la figure d'Alphonse XIII, il dit : « Sera-t-il le Récarède qui rayera de l'Espagne l'arianisme de l'ère moderne, négateur de la divinité du Christ ? Sera-t-il le Pélage qui, une croix dans la main, l'épée dans l'autre, commencera heureusement de nouvelles reconquêtes<sup>30</sup> ? ». À cette position offensive répond, en retour, une vigoureuse identification de l'idéal démocratique et républicain à l'anticléricalisme. « Anticléricalisme et démocratie libérale furent pratiquement inséparables en Espagne », peut écrire avec justesse Julio de la Cueva Merino<sup>31</sup>. Entre l'idéal laïc de 1869 et sa reprise par la Seconde République en 1931, la restauration se présente comme une sorte de veillée d'armes. Dans un premier temps, l'Église est en position de force et puis, après 1910, elle se sent de nouveau en position de faiblesse. Plus qu'un programme politique, l'anticléricalisme est une alternative à la conception religieuse catholique de l'Espagne. Cette fracture cruciale porte en elle des

## Une menace révolutionnaire ?

Raconter la chronique politique de 1898 à 1914 c'est décrire la poursuite du fonctionnement du système de la Restauration fondé sur l'alternance négociée entre les deux partis, conservateur et libéral, avec cependant une inflexion en 1909. Au-delà de cette apparence de continuité, on vient de voir les facteurs qui sont en train de transformer en profondeur la réalité espagnole. L'hypothèse qui nous conduit alors fut déjà formulée par le jeune philosophe Ortega y Gasset qui, le 23 mars 1914, lançait sa Ligue pour l'éducation politique, en analysant le conflit entre « vieille et nouvelle politique ». Cette hypothèse, c'est que le régime était en train de se déliter malgré l'impression de *statu quo*.

En août 1897, la mort de Cánovas avait ouvert la voie à des changements dans le camp conservateur. En 1902, la majorité du roi Alphonse XIII introduit un jeune adolescent de seize ans au poste censé d'équilibrer les institutions. Le 4 janvier 1903, la mort du leader libéral Sagasta, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, modifie les équilibres au sein du parti libéral. On peut ajouter à cette liste nécrologique les noms d'Emilio Castelar (1900), le leader républicain qui s'est rapproché des libéraux, et celui du général Martínez Campos (1903). En somme, la date de 1898 vient s'enchâsser dans d'autres événements au tournant du siècle qui donne l'impression qu'elle marque un changement de cycle, qu'accompagne un renouvellement partiel du personnel parlementaire et gouvernemental.

La personnalité d'Alphonse XIII reste hier comme aujourd'hui sujette à débat. Né roi, il a reçu une éducation privilégiée, dans laquelle l'élément militaire a beaucoup compté. Il en a conservé la certitude que ce qui relevait de l'armée était de son champ de compétence exclusif. Il obtint, dès le mois de mai 1902, de son Premier ministre Sagasta, à la fois affaibli physiquement (il avait alors quatre-vingt-un ans) et impressionné par l'exaltation monarchique qu'avait produite la proclamation de la majorité du roi, d'avoir le monopole sur la concession des honneurs et des titres nobiliaires sans contreséing ministériel. Cette première intrusion forte bien que limitée, semble caractériser la dynamique de son règne. « Un roi interventionniste et autoritaire », écrit ainsi Juan Pan Montojo<sup>32</sup>. Carlos Seco Serrano voit plutôt un homme décidé « à ne pas rester indifférent devant les maux de la patrie<sup>33</sup> », dont la formation intellectuelle et la fibre patriotique seront alimentées par l'ambiance régénérationniste. D'un naturel sympathique, il fut à la fois gardien des traditions et spectateur engagé des artifices de la modernité. Il aimait les voitures et la vitesse et se montrera curieux des nouveautés, notamment le cinéma. Sur le plan personnel, le roi doit faire face à une tragédie intime. Marié à Victoire-Eugénie de Battenberg, petite-fille de la reine Victoria et nièce d'Édouard VII, il aura sept enfants, dont un mort-né.

Mais deux de ses enfants, l'aîné, Alfonso (1907), et le dernier, Gonzalo (1914), sont atteints d'hémophilie. Le deuxième, Jaime (1908), devient partiellement sourd et muet après une maladie foudroyante alors qu'il a quatre ans. Les liens entre Alphonse XIII et sa femme se distendent, et en exil ils vivront séparés. Homme de son temps, le roi participe de l'ambiance régénérationniste dans laquelle il prend le pouvoir. Peut-être l'échec de ses gouvernements à rendre visible et concret ce redressement espagnol l'a-t-il découragé. Cela explique sans doute pourquoi il aime l'ambiance militaire et il voit dans l'armée une force nationale. Est-ce cette trop grande proximité qui le conduira à commettre la plus grosse faute politique de son règne, en 1923, lorsqu'il acceptera le coup d'État du général Primo de Rivera ? Pour répondre à cette question, il faut tenir compte de ce qui se passe entre 1902 et 1923, non seulement en Espagne, mais aussi dans un monde qui sera secoué par les dernières crises coloniales – le Maroc en 1905 et 1911 – et surtout par la Première Guerre mondiale.

Les deux grands partis connaissent entre 1900 et 1914 des crises internes qui mêlent à la fois des ambitions politiques et personnelles. Francisco Silvela se retire de la vie politique en 1903, désabusé par son échec gouvernemental et vaincu par l'impossible réforme du pays. Il meurt en 1906. Antonio Maura, un transfuge du parti libéral, lui succède à la tête du parti conservateur. Il en devient l'homme fort, mais les relations tendues qu'il entretient avec le monarque poussent celui-ci à lui faire émerger des concurrents, comme Eduardo Dato. Cependant, Maura dirigera à plusieurs reprises le gouvernement, notamment de 1907 à 1909. Au sein du parti libéral, la situation n'est guère meilleure. Quatre hommes prétendent au leadership : le marquis de la Vega Armijo, Segismundo Moret, Eugenio Montero Ríos et José López Domínguez. Ils seront d'ailleurs tous les quatre chefs du gouvernement à un moment ou à un autre. L'homme fort qui se dégage est cependant Segismundo Moret. Là encore, l'antipathie entre le roi et lui freinera sensiblement son action. D'autres personnalités apparaissent : José Canalejas, député libéral, qui saura, à la fin de la décennie 1900, rassembler le parti en lui donnant une orientation anticléricale ; le comte de Romanones, autre libéral, grand cacique de la province de Guadalajara au nord-est de Madrid, qui devient un élément essentiel de la vie politique après 1914.

Une cascade de seize gouvernements (pour treize Premiers ministres !) et pas moins de six élections entre 1901 et 1914 (1901, 1903, 1905, 1907, 1910, 1914) confirment le fonctionnement du régime. Malgré des pratiques plus propres, comme celles imposées par le conservateur Maura en 1903 et qu'il traduira par une réforme électorale en août 1907, le résultat des élections est toujours conforme au vœu du gouvernement. On reste dans l'appel à un nouveau gouvernement suivi d'une élection, et non dans une élection qui donnerait une majorité d'où sortirait le nouvel exécutif. Comme l'a montré Miguel Martínez Cuadrado dans ses études d'histoire électorale, les deux grands partis monopolisent entre 81,6 % au minimum (1907) et 86,9 % au

maximum (1905) des sièges. Ce sont dans les villes que percent, non sans mal, des alternatives politiques républicaines et, en 1910, socialiste.

De même, en Catalogne, la *Lliga Regionalista*, fondée en 1901 par Enric Prat de la Riba et Francesc Cambó mais aussi les républicains érodent fortement la position des partis traditionnels. Déjà, en 1901, la *Lliga* remporte un premier succès en faisant élire quatre députés. À partir de 1905, l'union des forces catalanes prend le nom de *Solidaritat Catalana* et commence à l'emporter largement sur les partis nationaux dynastiques. En 1907, elle emporte 41 des 44 sièges de députés en Catalogne. Le catalanisme conjugue une aspiration à l'autogouvernement et à la réforme de l'État espagnol. Autrement dit, il est à la fois projet pour la Catalogne et projet pour l'Espagne. En ce sens, comme le signale l'historien catalan Borja de Riquer dans ses travaux, il participe pleinement de l'ambiance régénérationniste du tournant du siècle. Et c'est de l'échec du volet national de la stratégie que naîtra un catalanisme resserré sur la défense des spécificités catalanes.

La succession des gouvernements empêche des politiques de long terme. Après 1898, priorité avait été donnée à une réforme financière et fiscale menée par le ministre conservateur Raimundo Fernández Villaverde. Si elle avait rééquilibré les comptes de l'État, elle avait empêché le développement des nouvelles missions qu'il s'était données. En effet, un ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts avait été créé, manifestant l'idée acquise que l'éducation était un levier essentiel du redressement du pays. En 1907, la création d'une *Junta para la Ampliación de Estudios* (Conseil pour le développement des études) amorçait la constitution d'un grand pôle scientifique, et sa première arme fut l'envoi de jeunes chercheurs brillants dans des universités étrangères. À leur retour, ils deviendraient des ferments de modernisation. Ils furent aussi ferment de contestation, tant le contraste entre l'Espagne et les grands pays européens comme l'Allemagne ou la France était grand. Des essais de réforme sociale sont menés, sans moyen véritable ni résultat probant. Ce fut la même chose pour l'Institut de réformes sociales (créé en 1903) et pour l'Institut national de prévision (1908). Le premier était présidé par le sociologue et politologue Gumersindo de Azacarate, une des figures de la pensée laïque et libérale, signe de la capacité du régime à attirer à lui ceux qui voulaient changer les choses. Enquêtes sociologiques, analyses prospectives, croisement de données scientifiques et d'un discours moralisateur ne suffisent pourtant pas à modifier les relations sociales. La législation restera timide : le repos dominical obligatoire en 1906, la protection des ouvrières enceintes en 1907 et la dépénalisation de la grève en 1909. La mise en place d'une inspection du travail sera poussive. Antonio Maura avait, en 1902, laissé clairement entendre la signification de la politique sociale : « Il faut faire la révolution par le haut pour éviter que ceux d'en bas ne la fassent. » Mais les masses ouvrières commençaient à regarder de plus en plus attentivement les mouvements socialistes. Le syndicat UGT, lié au parti socialiste, passe de 15 000 adhérents en 1900 à 147 000 en 1913.

De même qu'Antonio Maura représentait une rénovation du conservatisme, José Canalejas allait incarner une modernisation du libéralisme progressiste. Le député s'était fait connaître par ses dons d'orateur parlementaire et il saura déployer ce talent dans la rencontre avec les masses. En effet, suivant en cela la mode américaine, il entreprit en 1902 une tournée très médiatisée dans le pays. Canalejas ne se contente pas de moderniser la communication. Il décèle dans l'opinion publique un danger croissant d'affrontement. En 1900, dans un discours aux Cortes, il dit craindre une guerre civile entre deux jeunesses incompatibles, « l'une inspirée par l'intransigeance et le fanatisme (...) et le dos tourné au progrès (...), l'autre, libérale, élevée à l'Université dans l'esprit du siècle<sup>34</sup> ». On ne peut qu'être saisi par cette lucidité ! Au sein du parti libéral, où il apparaît très vite comme un dissident, il représente le courant démocrate. Le diagnostic qu'il porte sur la situation espagnole a le mérite de la cohérence et de la clarté. Le poids du cléricalisme, c'est-à-dire de l'immixtion de l'Église dans le gouvernement de la société est excessif. Il faut donc le combattre. Aussi l'État disposera-t-il de plus d'autorité pour engager des réformes politiques et sociales démocratiques. Enfin, il est nécessaire de maintenir le consensus autour de la Couronne, symbole d'un nationalisme unitaire nécessaire au rassemblement des énergies. Plus tôt que d'autres, José Canalejas a compris que la faiblesse de l'État comme puissance ultime déséquilibrait toute la vie nationale. Sans doute sa francophilie assumée explique-t-elle un peu ce souhait de construire un État fort et respecté. Lorsqu'il accède à la présidence du gouvernement, le 9 février 1910, il entend encadrer plus précisément les activités des congrégations. Il y a urgence selon lui, d'autant que les lois françaises et l'expulsion des congrégations ont conduit les religieux français à fondre sur l'Espagne. L'anticléricalisme est alors à son apogée et les ordres français en sont fortement responsables. La loi dite du cadenas empêche l'installation de nouvelles congrégations, dans l'attente d'une autre loi sur les associations destinée à améliorer le texte de 1887. L'affrontement avec l'Église est violent. Les évêques parlent d'une nécessaire croisade contre le gouvernement et mobilisent les foules. Madrid rappelle son ambassadeur auprès du Saint-Siège. Un compromis bancal est trouvé : la loi du cadenas (23 décembre 1910) est applicable pendant deux ans seulement. Entre-temps, José Canalejas aura été assassiné, le 12 novembre 1912, par un anarchiste, Manuel Pardiñas. Son bilan témoigne de ses aspirations et du décalage entre les ambitions premières et les conditions pratiques de leur réalisation. Sur le plan social, il fait voter quelques lois symboliques concernant, l'une l'interdiction du travail des femmes la nuit, l'autre devant garantir la présence d'une chaise pour chaque salariée sur son lieu de travail, une dernière atténuant les impôts indirects sur la consommation. En février 1912, une importante loi militaire mettait fin à la possibilité qu'avaient les fils des familles aisées de racheter leur place s'ils étaient appelés au service militaire et laissait entrevoir une conscription égalitaire. Cette mesure prenait une acuité nouvelle puisque

depuis 1907 les militaires se trouvaient engagés dans une nouvelle aventure marocaine qui pouvait signifier le retour à une politique coloniale. Enfin, Canalejas avait commencé de négocier avec le catalanisme politique, notamment Francesc Cambó, les bases d'un régime d'autonomie pour la Catalogne. Celui-ci sera formalisé en 1913 par le gouvernement Romanones sous la forme de la *Mancomunidad* c'est-à-dire la réunion en une seule entité des représentants des quatre provinces (Barcelone, Gérone, Tarragone, Lérida) qui forment la Catalogne.

Le gouvernement Canalejas tranche par sa durée (trente-trois mois), par sa fermeté (il a dû faire face à plusieurs grèves et à la création de la Confédération nationale du travail d'obédience anarchiste en 1910) et par sa cohérence. Il n'en demeure pas moins une sorte d'accident politique. Lorsqu'il avait été appelé au gouvernement, Canalejas était isolé au Parlement et on avait vu sa nomination comme une manœuvre du roi. Il est vrai qu'Alphonse XIII a eu pour lui de l'affection et que Canalejas travaillait soigneusement sa relation d'amitié avec le roi. Conscient des réformes nécessaires, il se heurte au puissant camp conservateur et à l'encore plus puissante Église sans pour autant contenter les républicains et les socialistes. Il n'est pas un homme du juste milieu, mais plutôt le signe le plus flagrant des crispations qui envahissent le débat public et qui affaiblissent toute ambition réformatrice. Entre les résistances des uns et les impatiences des autres, Canalejas aura navigué à vue, donnant une image d'autorité que ses nécrologistes loueront et que ses partisans regretteront à jamais.

Le formalisme institutionnel masque les craquements qui annoncent les fractures à venir de la vie collective. Entre 1900 et 1914, les tensions nationales, sociales et militaires non seulement gagnent en intensité mais se relient les unes aux autres. Il serait trop long de dresser l'inventaire des incidents qui émaillent ces années. On préférera distinguer des étapes qui marquent à chaque fois une escalade dans le dérèglement du système. Dans ce processus, la Semaine tragique de Barcelone, fin juillet 1909, et la grève générale d'août 1917 représentent des moments clefs qui révèlent la profondeur d'un conflit intérieur en gestation et l'incapacité des politiques d'y apporter une réponse pacifique et négociée.

Le poids croissant des militaires dans la vie collective est le résultat d'un double mouvement : un activisme de leur part et un recours de plus en plus fréquent à l'armée par le gouvernement. Attaquer de sièges de journaux critiques à leur endroit avait été une habitude prise pendant la guerre de Cuba. L'impunité des assaillants avait conduit à une censure vigoureuse de la presse par le gouvernement pendant la guerre. En novembre 1905, les rédactions de deux journaux catalans, *Cu-Cut !* et *La Veu de Catalunya* subissent les fureurs d'officiers et de soldats qui se sentent insultés par leurs articles. Le pouvoir cautionne ces attaques, et ce sont les directeurs des journaux et les journalistes qui sont arrêtés. Ces incidents émeuvent les Barcelonais et les Catalans. En 1906, l'armée tente d'imposer une nouvelle loi qui ferait dépendre des

juridictions militaires tout outrage à l'armée et à l'unité nationale. Le gouvernement libéral de Segismundo Moret cède. Le militarisme est en train de s'imposer dans les équilibres politiques. Miguel de Unamuno publie en février 1906 un important article intitulé « La patrie et l'armée » dans la revue *Notre temps*. Il y dénonce le militarisme comme une « conscience d'exception », comme un sentiment séparatiste qui ne peut traduire la volonté nationale. Conscient de la mise en question de l'Espagne, il souligne : « Il n'y a pas plus grande maladresse que celle qui prétend arracher des professions de foi de patriotisme espagnol à tous ceux qui ne le font pas spontanément. S'il y a des Espagnols qui ne se sentent pas espagnols, il faut étudier sereinement et tranquillement pourquoi<sup>35</sup>. » Les événements de Barcelone ont un fort impact sur les rapports de force locaux. On a vu plus haut que, lors des élections générales de 1907, les mouvements catalanistes et républicains obtiennent 41 des 44 sièges de députés. Une spécificité catalane émerge comme problème politique.

Cette spécificité se nourrit des caractéristiques de société industrielle de la Catalogne d'alors. On y trouve des conflits sociaux violents. La conflictualité ne se limite pas à cette seule partie du territoire péninsulaire. Elle existe dans les grands ports mais aussi dans les cités minières des Asturies, du Pays basque ou d'Andalousie, ainsi que dans la campagne andalouse. L'armée est alors mobilisée pour rétablir le travail et l'ordre. Il n'est pas rare que ces opérations fassent des morts. Le symbole de ces dérapages est la Semaine tragique de Barcelone en juillet 1909. Au départ, il s'agit d'une protestation contre la guerre du Maroc qui commençait à peser sur l'opinion. Puis l'ensemble dégénère en guerre urbaine, avec des couvents incendiés, des cadavres de religieux exhumés, une répression sans retenue (plus de 100 morts, 300 blessés et 2 000 arrestations). Pour qui connaît la suite de l'histoire espagnole, il est tentant de voir dans ce douloureux épisode une annonce de la guerre civile. Ce serait un anachronisme que de creuser la piste. Ne faut-il pas y voir plutôt une situation encore marquée par la violence en politique ? En 1906, en France, la répression des grandes grèves par Clemenceau avait été violente. La violence n'est encore sortie de la sphère politique dans quasiment aucun pays européen. Rappeler cette vérité permet de démolir un cliché sur une imaginaire sauvagerie espagnole ou un tempérament propice au combat. Nous sommes dans une lutte violente qui oppose des individus et des groupes aux intérêts opposés.

Parmi les détenus arrêtés lors de la Semaine tragique se trouve Francisco Ferrer, ce militant et pédagogue anarchiste auquel nous avons déjà fait allusion. Jugé, il est condamné à mort. Son procès a soulevé une immense polémique en Espagne mais aussi en Europe. Le parallèle avec l'affaire Dreyfus a souvent été fait, notamment par les intellectuels espagnols de l'époque qui, en proposant la comparaison, permettaient, au-delà du caractère accidentel de l'événement, de montrer à l'opinion publique sa portée universelle : la lutte entre la raison d'État et la justice. De même qu'il y eut

des défenseurs de Ferrer, il y eut des accusateurs, notamment l'Église, horrifiée par la violence anticléricale qui venait de se manifester à Barcelone. Ferrer fut exécuté le 13 octobre 1909. Le gouvernement du conservateur Maura s'était montré inflexible. Paradoxalement, ce fut sa perte. Le roi appela Segismundo Moret, libéral, au pouvoir. Les gauches se rapprochèrent. Le rejet de Maura constituait le ciment de cette ébauche d'unité. De nouvelles élections eurent lieu en janvier 1910. Le résultat montrait des évolutions sensibles dans les grandes villes où avait eu lieu une importante poussée républicaine. La crainte de la révolution, terme passe-partout dans lequel chacun, selon ses propres inquiétudes, pouvait voir soit la menace sociale, soit la menace séparatiste, devenait un fantasme opératoire. L'Espagne entraînait bel et bien dans une forme de conflit intérieur. Maura se place délibérément en retrait de la vie politique tout en continuant d'inspirer les éléments les plus durs du parti conservateur et en prônant une ligne d'opposition sans concession au nouveau gouvernement libéral. 1909 est un point d'inflexion dans le système d'alternance entre les deux grands partis. Même si celui-ci va continuer, l'allégeance des deux formations au système n'est plus la même et l'émergence de nouveaux partis et syndicats, l'apparition des intellectuels en politique vont désorganiser ce tête-à-tête pensé et dessiné entre 1876 et 1885 et qui, sans doute, ne répond plus aux équilibres de la société espagnole.

L'apparition, à partir de 1910, dans le panorama syndical de la Confédération nationale du travail (CNT), d'obédience anarchiste, exprime la vitalité du mouvement ouvrier. Les socialistes, avec le PSOE qui entre au Parlement, et avec l'Union générale du travail, entament une nouvelle stratégie de coopération avec les forces bourgeoises. Cependant, en 1916, à Saragosse, un accord entre la CNT et l'UGT prépare la possibilité d'une action commune, en dépit de toutes les divergences théoriques et politiques des deux syndicats. Une première grève générale a lieu le 18 décembre 1916. Provoquée par l'inflation, elle revendique une intervention gouvernementale de contrôle des prix. Entre mars et août 1917, les préparatifs d'un autre mouvement ouvrier s'accélérent. Un comité national de grève, dans lequel on trouve les socialistes Julián Besteiro et Francisco Largo Caballero, appelés à jouer des rôles majeurs par la suite, est mis sur pied. Courant août, la grève qui a commencé à Valence paralyse l'activité industrielle et portuaire. Elle reste un phénomène urbain et ne s'est pas étendue aux campagnes. Réprimée sans indulgence, elle aura sonné comme une deuxième alerte sociale après la crise de 1909.

Les années 1916-1917 ne sont pas lourdes des seules menaces ouvrières. L'armée est un corps malade. Des juntes de défense sont créées par des officiers insatisfaits de leur sort. Il s'agit d'un mouvement « professionnel » de revendications corporatistes centrées autour de la hausse des salaires, d'une meilleure perspective de carrière et d'une demande de considération sociale accrue. Le gouvernement, sauf à accepter la défaite de l'autorité de l'État, ne peut tolérer un tel mouvement, parti des officiers intermédiaires (capitaines et



commandants). Le gouvernement libéral dirigé par Manuel García Prieto promulgue un décret de dissolution. En vain. Une crise politique s'ouvre et un nouvel exécutif, conservateur, cette fois-ci, avec à sa tête Eduardo Dato, s'incline devant le fait accompli. Le pouvoir civil a cédé face à l'armée qui, à partir de ce moment, devient un élément de pression permanent sur l'État. Les raisons de la capitulation du pouvoir civil sont à chercher du côté des inquiétudes que suscite la situation sociale. Se priver de l'armée comme élément essentiel du maintien de l'ordre public est un choix que se refuse à faire le gouvernement.

## Un pays replié et marginal ?

La maladie de langueur qui atteint l'Espagne, diagnostic formulé dès 1898 et repris en mars 1914 par José Ortega y Gasset, expliquerait sa position marginale dans les grands bouleversements européens en cours. Première puissance coloniale du monde en 1800, elle n'est plus qu'une ancienne métropole en 1898. Elle vient de donner au monde, tout comme les Russes vaincus par les Japonais en 1905, le désolant spectacle d'une nation européenne vaincue par une nation extra-européenne. Paul Valéry, dans son avant-propos à *Regards sur le monde actuel*, n'avait pas tort d'y voir la porte d'entrée dans le nouveau siècle. Après la crise de 1905, qui avait vu Français et Allemands jeter leur dévolu sur le Maroc, encore indépendant, l'Espagne accueille la conférence d'Algésiras (janvier-mars 1906). Pays affaibli, elle était le terrain neutre par excellence pour que, sous l'égide de la Grande-Bretagne qui, avec Gibraltar, contrôlait le verrou de la Méditerranée, Français et Allemands négocient leurs différends coloniaux. Le Maroc est de fait placé sous un protectorat international dans lequel l'Espagne joue un rôle de supplétive de la France.

Les liens entre la Péninsule et le Maroc sont anciens. Il ne faut certes pas remonter jusqu'en 711, lorsque les troupes maures passèrent le détroit et envahirent l'Espagne ! Non, le point de départ, c'est à la fois le testament d'Isabelle la Catholique qui exhortait les Espagnols à entreprendre la conquête de l'Afrique du Nord et la prise d'Oran en 1509 par le cardinal Cisneros, le confesseur de la même Isabelle la Catholique. Entre 1859 et 1860, le gouvernement du général O'Donnell avait mené une guerre marocaine qui avait alimenté le nationalisme espagnol, d'autant qu'un parallèle hagiographique pouvait être tenté autour d'une nouvelle reine Isabelle. En outre, la présence espagnole à Ceuta et Melilla remontait à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, et un nouvel activisme s'était déployé autour de ces deux présides à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Des accords secrets entre la France et l'Espagne, négociés en 1902, avaient envisagé un protectorat espagnol centré sur Fez. L'agitation au Maroc après les accords d'Algésiras provoque un engrenage qui aboutira à la mise en place d'un protectorat français et d'une présence espagnole. Des missions de police avaient été confiées, après mars 1906, aux Espagnols,

notamment dans les ports de Tétouan, Larache et Tanger. Les compagnies minières espagnoles manifestaient un intérêt réel pour les richesses du Rif. La résistance des tribus rifaines à cette marche vers la colonisation obligea l'armée espagnole à un investissement de plus en plus important. De 1909, date du désastre du « Barranco del Lobo », où plusieurs centaines de soldats sont tués, à la dramatique bataille d'Annual, en 1921, au cours de laquelle périrent plus de 10 000 soldats espagnols, la guerre au Maroc, de sporadique, devient une constante de la vie nationale. Cet engrenage a des conséquences décisives. Il ne cesse de réactualiser la faiblesse de l'appareil militaire espagnol, et avec elle l'inévitable polémique entre responsabilités militaires et responsabilités politiques. Il fait revivre le spectre de la défaite et du caractère inégalitaire de la conscription militaire, malgré la loi de 1912. Il crée une division au sein de l'armée entre les « africanistes » qui sont sur le terrain et voient leur carrière accélérée et les autres, officiers en surnombre, mal payés, marginalisés et amers. Aux uns les honneurs, aux autres la frustration. Il alimente l'antimilitarisme et, par réaction, le militarisme.

Comme lors de la guerre de Cuba, le budget consacré aux opérations marocaines grève l'ensemble des finances de l'État, et cela ne contribue pas peu au prolongement de la faiblesse intrinsèque de cet État au moment même où il est question de le moderniser dans le cadre d'une politique de régénération nationale. Les mots remplacent souvent les faits, accentuant la perte de prestige de l'État, du gouvernement et de l'administration. L'Espagne est bel et bien une puissance secondaire dans le contexte européen. Elle est marginalisée et marginale.

Elle est aussi engagée dans un processus de réorientation diplomatique. En 1887, elle faisait partie du système diplomatique bismarckien, connu sous le nom de Triple Alliance, une coalition entre le Reich allemand, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Les liens de la régente avec l'Autriche, la position de force de l'Allemagne en Europe expliquent ce choix. Mais, en raison des liens économiques, financiers et historiques qui la liait à la France, l'Espagne se replie doucement vers la neutralité. Cánovas avait théorisé cette vision en pensant qu'il convenait de ne s'engager qu'à condition de suivre le Royaume-Uni et la France. En 1906, l'Espagne était d'une certaine façon récompensée de cette sagesse. Face aux grands clivages géopolitiques qui se mettent en place en ce début de siècle – les conflits franco-allemand, anglo-allemand et austro-russe avec toutes leurs imbrications coloniales ou balkaniques –, l'Espagne est dans une position d'observatrice. Aucun de ses intérêts vitaux n'est engagé. Cela explique la neutralité à laquelle elle se tiendra pendant toute la Première Guerre mondiale. Cette position est unique dans le cadre méditerranéen : l'Italie, neutre en 1914, entre en guerre en 1915, le Portugal, en 1916 et la Grèce, en 1917. Bien qu'elle ait été un terrain d'affrontements entre les propagandes alliées et allemande, bien que la société espagnole se soit divisée entre « alliadophiles » et « germanophiles », sans que ce clivage obéisse à une quelconque distribution partisane, l'Espagne restera en dehors

du grand conflit mondial. Elle en tirera des bénéfices économiques. Son commerce extérieur sera excédentaire entre 1915 et 1918, des industries nationales se substitueront aux anciens fournisseurs européens, tournés vers l'effort de guerre. Sa population sera épargnée et ne connaîtra pas la saignée du conflit. À côté de ces aspects sans doute positifs, des éléments négatifs doivent être inscrits au bilan. L'Espagne s'isole des grands enjeux européens. Elle sera absente de la conférence de Paris en 1919. Mais elle subira les conséquences idéologiques de la guerre : la propagande bolchevique trouvera en Andalousie dès 1917 un vaste territoire de diffusion et d'action. La proposition du président Wilson autour du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » agitera quelques nationalistes catalans ou basques. D'une certaine façon, on peut dire que l'Espagne vivra l'ambiance européenne de l'après-guerre sans avoir connu la guerre. Aussi interprétera-t-elle en fonction de coordonnées hispano-centrées cette nouvelle étape de la vie du monde. José María Jover Zamora explique cette originalité hispanique par la « priorité du conflit intérieur sur le conflit européen » et par le « poids décisif du conflit colonial qui était devenu, entre-temps, un élément du conflit intérieur<sup>36</sup> ».

On connaît maintenant clairement les données du conflit intérieur qui a couvé entre 1898 et 1917 : la montée en force des insatisfactions d'un des piliers de l'État, l'armée ; les incompréhensions croissantes entre les nationalistes catalans et le pouvoir central conduisant à une exacerbation des revendications identitaires ; la question sociale, qui ne concerne pas seulement la place et les droits des ouvriers dans une société en mutation mais pose aussi le problème de la répartition des terres agricoles et interroge la légitimation de l'ordre établi que l'Église catholique semble apporter à une hiérarchie sociale implacable. Derrière chacune de ces questions proprement politiques se développe une thématique qui plonge au cœur des convictions et des vies de chacun. L'identité sociale, l'identité territoriale et l'identité culturelle se croisent dans les discours et les représentations, contribuant à épaissir les données politiques et à leur donner un arrière-plan métaphysique propre à nourrir tous les imaginaires de croisade, de lutte, de conquête ou de révolution.

1. Augusto Conte, *Recuerdos de un diplomático*, Madrid, 1908, t. III, p. 345.

2. Álvaro de Figueroa y Torres, comte de Romanones, *Doña María Cristina de Habsburgo y Lorena. La discreta regente de España*, Madrid, 1934.

3. Carlos Dardé, « Sagasta o cómo sobrevivir en política » dans Javier Moreno Luzón, *Progresistas. Biografías de reformistas españoles (1808-1879)*, Madrid, Taurus, 2006, p. 125.

4. Carlos Seco Serrano, « España en la Edad contemporánea » dans *Historia del Mundo contemporáneo*, Madrid, 1964, vol. 2.

5. A. Cánovas del Castillo, discours au Sénat du 27 mars 1876.

6. Cité par José María García Escudero, *Cánovas. Un hombre para nuestro tiempo. Introducción y antología*, Madrid, BAC-Fundación Cánovas del Castillo, 1989, p. 189.

7. Carlos Seco Serrano, *Historia del conservadurismo español. Una línea integradora en el siglo XIX*, Madrid,

8. Melchor Fernández Almagro dans *Cánovas: su vida, su política*, Madrid, Tebas, 1972 mais José Antonio Piqueras dans *Cánovas y la derecha española. Del magnicidio a los neocon*, Barcelone, Península, 2008, le conteste.

9. « Étude historique sur la maison d'Autriche » (non traduit en français).

10. Il faudra attendre 2021 pour que l'actuelle constitution de 1978 batte ce record.

11. « La Religion Catholique, Apostolique et Romaine est la Religion de l'État. La Nation s'oblige à entretenir le culte et ses ministres. Personne ne sera inquiété sur le territoire espagnol pour ses opinions religieuses ni pour l'exercice de son culte, dès lors qu'il respecte la morale chrétienne. »

12. Ramón Villares et Javier Moreno Luzón, *Historia de España. Restauración y Dictadura*, Madrid, Marcial Pons-Crítica, 2008, p. 40.

13. Le parti de Cánovas finira par être appelé parti conservateur et celui de Sagasta, parti libéral.

14. José Varela Ortega, *Los amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900)*, Madrid, Alianza Editorial, 1976 (réédition en Marcial Pons Editores, Madrid, 2001).

15. *Cacique* est un mot d'origine sud-américaine qui désigne un chef local.

16. José Antonio Piqueras dans *Cánovas y la derecha española. Del magnicidio a los neocon*, Barcelone, Península, 2008, p. 130.

17. José Varela Ortega, *Los amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900)*, Madrid, Alianza Editorial, 1976 (réédition en Marcial Pons Editores, Madrid, 2001), p. 419.

18. Gabriele Ranzato, « La forja de la soberanía nacional: las elecciones en los sistemas liberales español e italiano » dans Javier Tusell (éd.), « El sufragio universal », *Ayer. Revista de historia contemporánea*, 3, 1991, p. 132.

19. Antonio Robles Egea (coord.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1996, pp. 291-310.

20. José Antonio Piqueras dans *Cánovas y la derecha española. Del magnicidio a los neocon*, Barcelone, Península, 2008, pp. 77-84.

21. José Martí, *La República española ante la revolución cubana*, 1873.

22. Antonio Elorza et Elena Hernández Sandoica, *La Guerra de Cuba (1895-1898). Historia política de una derrota colonial*, Madrid, Alianza Editorial, 1998, p. 186.

23. Cité par José Varela Ortega dans « La España política de fin de siglo » dans « 1898: ¿Desastre nacional o impulso modernizador? », *Revista de Occidente*, 202-203, mars 1998, p. 43.

24. Paul Aubert, *La Frustration de l'intellectuel libéral. Espagne 1898-1939*, Sulliver, Cabris, 2010.

25. Le livre a été traduit par Marcel Bataillon en 1923 sous le titre *L'Essence de l'Espagne*.

26. Juan Pan Montojo, « La política en tiempos del Desastre » dans Juan Pan Montojo (coord.), *Más se perdió en Cuba. España, 1898 y la crisis de fin de siglo*, Madrid, Alianza Editorial, 1998, p. 214.

27. Santos Juliá, « Retóricas de muerte y resurrección: los intelectuales en la crisis de conciencia nacional » dans Santos Juliá (coord.), *Debates en torno al 98: Estado, Sociedad y Política*, Madrid, Comunidad de Madrid, 1998, p. 174.

28. Albert Balcells, *Breve historia del nacionalismo catalán*, Madrid, Alianza Editorial, 2004, p. 60.

29. Santos Juliá, *Los socialistas en la Política española, 1879-1982*, Madrid, Taurus, 1996, p. 49.

30. Juan María Solá (s. j.), *El Cerro de los Ángeles. Discursos doctrinales*, Madrid, 1922, p. 69 et p. 17.

31. Julio de la Cueva Merino, « La democracia frailófoba. Democracia liberal y anticlericalismo » dans Manuel Suárez Cortina (éd.), *La Restauración entre el liberalismo y la democracia*, Madrid, Alianza Editorial, 1997, p. 229.

32. Juan Pan Montojo, « La política en tiempos del Desastre » dans Juan Pan Montojo (coord.), *Más se perdió en Cuba. España, 1898 y la crisis de fin de siglo*, Madrid, Alianza Editorial, 1998, pp. 222 et 223.

33. Carlos Seco Serrano, *Historia del conservadurismo español. Una línea política integradora en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 294.

34. Cité dans Javier Moreno Luzón, « José Canalejas. La democracia, El Estado y la Nación » dans Javier Moreno Luzón (dir.), *Progresistas. Biografías de reformistas españoles*, Madrid, Taurus, 2006, p. 174.

35. Miguel de Unamuno, « La Patria y el Ejército », *Nuestro Tiempo*, 5 février 1906, p. 124.

36. José María Jover Zamora, *España en la política internacional. Siglos XVIII-XX*, Madrid, Marcial Pons, 1999, p. 244.

## 5

### **Les transformations matérielles de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle**

Une approche globale de la question économique par l'examen des grands agrégats qui servent à exprimer la richesse, la production, la population présente l'avantage de pouvoir insérer l'Espagne dans une comparaison européenne. L'économiste Angus Maddison a établi des statistiques historiques de l'économie mondiale fondées sur une reconstruction et une harmonisation (quand cela était possible) des données<sup>1</sup>. En reprenant ses conclusions, essayons de dresser le tableau quantitatif des transformations économiques de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, avant d'en proposer une explication.

Angus Maddison estime le Produit intérieur brut de l'Espagne en 1820 à 12,299 milliards de dollars<sup>2</sup>. Il serait de 16 milliards en 1850, 19,556 en 1870, 27,75 en 1880, 28,83 en 1890 et enfin de 33,164 milliards en 1900. Sur quatre-vingts ans, la richesse nationale aurait été multipliée par 2,7. Dans le même temps, la population est passée de 12,2 millions à 18,566 millions, soit une augmentation d'un peu plus de 52 %. Un rapide calcul permet donc de comprendre que la richesse a augmenté plus vite que la population. L'Espagne est bien entrée, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la nouvelle ère économique, celle des révolutions industrielles, une ère marquée par la croissance et des progrès matériels considérables qui transforment la vie quotidienne des femmes et des hommes et les arrachent à des modes de production ancestraux.

Pourtant, une comparaison avec d'autres pays européens vient tempérer cette première impression. En données globales, le PIB espagnol représente 34 % du PIB britannique en 1820, 18 % en 1900. Vis-à-vis de la France, les chiffres sont respectivement de 34,6 % et 20,5 %. Sans doute pourra-t-on estimer que choisir comme point de comparaison deux des pays qui connaissent la plus forte révolution industrielle est de nature à biaiser les conclusions. Mais cette comparaison n'en indique pas moins le caractère limité – ou plus tardif – de l'entrée de l'Espagne dans l'ère industrielle et explique une idée reçue dont on a longtemps cru qu'elle était juste, à savoir le retard espagnol. Pourquoi les Espagnols se sont-ils – et ont-ils été – comparés aux Britanniques et aux Français ? Tout simplement parce que, de même qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le Royaume-Uni et la France étaient les premières

puissances mondiales, l'Espagne l'avait été deux à trois siècles plus tôt. Le souvenir de cette hégémonie et de cette splendeur alimentait non seulement une nostalgie mais l'idée que la place de l'Espagne était dans le peloton de tête des nations européennes. C'est donc naturellement que les Espagnols se situèrent par rapport aux Britanniques et aux Français, rejetant comme dégradantes et déplacées les comparaisons avec des pays moins avancés. Cette disposition d'esprit, qui a accompagné le développement du nationalisme contemporain, a eu pour conséquence de nourrir un complexe d'infériorité qui explosera à la fin du siècle, lors de la grande crise de 1898, lorsque le pays perd, dans une guerre inégale et étonnamment rapide face aux États-Unis, Cuba et les Philippines. Ce complexe deviendra une structure de la compréhension de l'Espagne contemporaine chez les intellectuels et dans la société tout au long du <sup>xx</sup>e siècle. La question rurale – le secteur demeure la base de l'économie – devient pour eux le miroir où se lit l'échec de la modernisation politique, sociale et économique du pays. Ainsi la question matérielle, au-delà de ses dynamiques propres, est-elle décisive pour l'image que les Espagnols se font d'eux-mêmes et nourrit-elle des débats politiques et culturels fondamentaux, mais aussi historiographiques. Un des grands livres d'histoire économique sur l'Espagne contemporaine s'intitule *El fracaso de la revolución industrial en España 1814-1913*<sup>3</sup>, plaçant donc sous le signe de l'échec cette entrée de l'Espagne dans la modernité. Une nuance sensible de ce point de vue est venue d'outre-Atlantique : l'hispaniste américain David R. Ringrose a publié un *Spain, Europe and the « Spanish miracle »* en 1996, traduit la même année en espagnol sous le titre *España 1700-1900: el mito del fracaso*<sup>4</sup>. En vingt ans – les vingt ans qui séparent la fin de l'Espagne de Franco de l'Espagne démocratique pleinement intégrée dans l'Union européenne –, on est passé de l'affirmation de l'échec à la dénonciation du mythe de l'échec, voire à l'affirmation d'un miracle espagnol, en montrant combien l'échec est une construction intellectuelle liée à la conjoncture de la fin du <sup>xix</sup>e siècle. Sans cet arrière-fond, on ne comprend pas l'enthousiasme récent des Espagnols vis-à-vis d'eux-mêmes : depuis 1975, ils semblent avoir tourné la page, et des errements politiques, et du languissement économique.

On a donc longtemps abordé l'histoire économique de l'Espagne du <sup>xix</sup>e siècle avec un *a priori* négatif, alors même que les contemporains, tout à la découverte des statistiques et de la mesure quantitative du progrès, avaient vécu, parfois jusqu'à l'enthousiasme, le sentiment d'une transformation réelle du pays. Cette transformation était bien, à leurs yeux, une modernisation. Dans le balancement entre ces impressions diverses et contradictoires se joue la perception réelle de l'évolution économique et sociale de l'Espagne. Essayer d'en rendre compte suppose de regarder ces réalités à la fois comme proprement espagnoles – en veillant aussi à distinguer les différences géographiques qui modèlent le territoire et expliquent des dynamiques régionales variées – et en les reliant aux mutations qui traversent l'Europe, lui conférant un dynamisme propre à engendrer des bouleversements mondiaux

comme l'ont été les migrations et la colonisation. Sans cette perspective, on s'enferme dans un mirage espagnol, celui-là même qui a trop longtemps pesé comme une malédiction sur l'image contemporaine de l'Espagne. Surtout, il faut avoir présente à l'esprit la révolution que représente la création d'un espace économique national de plus en plus unifié (n'oublions pas que les douanes intérieures ne commencent à disparaître qu'à partir de 1820)<sup>5</sup>. Cela ne se fit pas du jour au lendemain et les législations tardèrent parfois à se faire réalité, mais insensiblement, l'horizon des Espagnols devient bel et bien l'Espagne. La monnaie en est sans doute le meilleur exemple. Le réal est la monnaie jusqu'en 1868, date à laquelle lui succède la peseta. Mais derrière ce changement de nom que masqua la survivance dans le langage quotidien des termes désignant les anciennes divisions de la monnaie (ainsi le *duro*) se joue une modernisation puissante qui est l'expression de la monétarisation de l'économie (le réal était principalement une unité de compte. Jusqu'au milieu du siècle, il se subdivise en 34 maravedis – un nom qui remonte à l'époque médiévale. À l'échelle régionale, les noms varient, et on trouve en Catalogne la livre catalane et en Aragon la *jaquesa*). Entre 1848 et 1864, le gouvernement modifie la donne en passant à un système décimal qui en réalité ne s'effectue véritablement qu'avec la création de la peseta, divisée en cent centimes. Puis la banque d'Espagne obtient le monopole de l'émission de la monnaie et des billets qui commencent à circuler très modestement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce raccourci sur l'histoire monétaire révèle le changement massif qui s'opère tout au long de la période et qui consiste en une progressive nationalisation des réalités matérielles, économiques et sociales du pays, sans pour autant que l'homogénéisation juridique et normative n'élimine les diversités régionales ancrées dans la longue durée d'une histoire presque immobile profondément enracinée dans les structures rurales du pays.

## Démographie

N'est-il de richesses que d'hommes ? Longtemps la prospérité d'un pays a été mesurée à sa croissance démographique, à son capital humain. La Castille médiévale l'emportait ainsi sur les autres régions de la péninsule Ibérique et cet atout démographique explique sans aucun doute la prépondérance castillane des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. La France de Louis XIV, puis celle du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais encore celle de Napoléon I<sup>er</sup>, pouvait aussi se prévaloir de l'atout démographique. À l'époque contemporaine, les avis sur le poids des hommes se modifient un peu : certes, une forte croissance démographique indique une vitalité, reflet d'une évidente qualité sociale et économique. Mais on a vu aussi que la croissance démographique pouvait être un frein à la croissance économique : avant même que les pays du tiers-monde n'en constituent, parfois dramatiquement, une illustration, Malthus (1766-1834) l'avait théorisé dans son *Essai sur la population* paru en 1798. Pour l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle, quelles formes a prises la croissance



démographique ? Quels en ont été les rythmes et les manifestations ? Quelles en ont été les conséquences sur la vie quotidienne des populations ?

On a vu plus haut que la population espagnole avait crû : elle est passée d'un peu moins de 10,5 millions d'habitants en 1787 – date du recensement dit de Floridablanca – à 18,6 millions en 1900<sup>6</sup>. En 1857, la population est de 15,5 millions. Entre 1800 et 1900, elle est donc multipliée par 1,7, un chiffre comparable au Portugal et à l'Italie. En revanche, au Royaume-Uni, la population est multipliée par 2,7, aux Pays-Bas par 2,4 et en Belgique par 2,1. Le cas français est, on le sait, atypique : l'augmentation de la population est limitée à 47 % sur l'ensemble du siècle. Voilà pour les données brutes.

Une approche qualitative conduit à examiner l'évolution des taux de natalité et de mortalité. On pourra ainsi dater l'entrée de l'Espagne dans la transition démographique, c'est-à-dire le moment où, la mortalité reculant sensiblement, un fort excédent naturel est dégagé : c'est l'explication de la vive augmentation des populations européennes au XIX<sup>e</sup> siècle. On ne peut établir ces données qu'à partir de 1857, date à laquelle l'État espagnol commence à recenser de manière régulière et à peu près satisfaisante sa population<sup>7</sup>. Entre 1857 et 1900, le taux de natalité oscille entre 33,2‰ (en 1898) et 39,8‰ (en 1861). Ce sont des chiffres comparables à ceux de l'ensemble de l'Europe occidentale : la moyenne est de 35‰ en Angleterre à ces mêmes dates et de 31,6‰ pour l'ensemble des pays européens entre 1871 et 1880. On peut constater une légère tendance à la baisse sur le demi-siècle, mais cela reste fragile tant les variations d'une année à l'autre modifient la physionomie de la courbe. Rien de bien étonnant à ce que les taux soient comparables : aucune pratique fiable de limitation des naissances n'existe alors, seulement des aménagements plus ou moins répandus et dont l'efficacité laissait à désirer.

Plus significatif est le taux de mortalité – ainsi que le taux de mortalité infantile –, qui révèle de manière très juste la qualité de vie, l'environnement sanitaire et hygiénique, la modernisation du système de santé. Entre 1857 et 1900, le taux de mortalité oscille autour de 30‰, avec un plus haut historique sur la période à 37,9‰ en 1885 et un plus bas en 1861 avec seulement 26,7‰. Il ne tombe définitivement en dessous de 30‰ qu'en 1895. Pour le coup, la comparaison européenne montre bien un retard espagnol. La moyenne en Angleterre est autour de 22‰ et en Europe de 22,8‰ entre 1871 et 1880. En 1900, le taux de mortalité espagnol est de 29‰ contre 18‰ en Europe. La mortalité infantile laisse apparaître une évolution défavorable : il est de 182‰ en 1840 et de 212‰ en 1870 et à nouveau de 182‰ en 1900. En Grande-Bretagne, il tourne autour de 140‰ de 1850 à 1900, inaugurant un progrès sensible (on était dans des taux de 300‰ au XVIII<sup>e</sup> siècle). On a des chiffres comparables pour la France (185‰ à 140‰). Cependant, les chiffres espagnols sont largement comparables à ceux de pays comme l'Italie (224‰ en 1870) et inférieurs à ceux de l'empire austro-hongrois (266‰ en 1870). Mécaniquement l'espérance de vie à la naissance est plus faible en Espagne :

elle est de 29,1 ans en 1860 et de 34,8 ans en 1900 contre 45 ans et 50 ans au Royaume-Uni et en France respectivement<sup>8</sup>.

Il y a donc bien une surmortalité qui renvoie à des causes proprement espagnoles. Les historiens en ont identifié trois : le prolongement des crises de subsistances et la mauvaise alimentation de la classe ouvrière, l'inanité des systèmes de santé et l'exposition de la population à de grandes épidémies<sup>9</sup>. Le taux record de mortalité de 1885 correspond d'ailleurs à une épidémie de choléra.

L'histoire des épidémies constitue un volet très important de l'histoire de la population espagnole. Elle montre bien le prolongement d'une situation d'ancien régime démographique où un accident pouvait décimer la population. Un des acquis de la révolution industrielle, scientifique et technique du XIX<sup>e</sup> siècle a été l'élimination progressive de ces menaces. De ce point de vue-là, l'Espagne accuse un évident retard. Les quelques mesures administratives prises au long du siècle ont été très modestes. Est créée le 10 mars 1847 une Direction de la bienfaisance et santé du royaume qui dépend du ministère de la *Gobernación*, une sorte de superministère de l'Intérieur. Cette direction est épaulée par un Conseil royal de santé qui regroupe toutes les juntas provinciales. Au niveau local, obligation était faite aux juntas d'établir un rapport de santé publique bimensuel. Rassemblés au niveau provincial, ces rapports donnaient lieu à une note de synthèse envoyée à Madrid. Mais toutes ces administrations locales n'avaient aucun pouvoir réglementaire, à l'exception des pouvoirs conférés aux villes-ports de mer qui avaient obligation de surveiller l'état de santé des bateaux accostant. Les lois des 28 novembre 1855 et 24 mai 1866 avaient l'ambition de mettre sur pied une vraie politique de protection de santé publique – notamment dans le cadre de la lutte contre les épidémies – en définissant des structures administratives, en mettant en place des règles d'accès aux fonctions médicales (médecins, pharmaciens, vétérinaires), en stipulant des contrôles pour la surveillance des frontières, tant au niveau des flux humains que des flux de marchandises. Des dispositions complémentaires établissaient le quadrillage sanitaire du pays en énumérant les équipements médicaux nécessaires à chaque noyau de population (villages, villes) ainsi qu'en rédigeant des normes pour l'assistance aux plus démunis dont le vagabondage pouvait être facteur de risque (lois de 1864 et 1882). Enfin, en 1879, la création d'un Service de statistique sanitaire dépendant de la Direction générale de bienfaisance et santé du ministère de l'Intérieur, imposant un comput très précis des causes de mortalité, notamment infantile, couronnait cet effort d'organisation, sinon d'un système de santé publique au sens où nous l'entendons aujourd'hui, au moins d'une capacité de veille sanitaire qui devait permettre aux autorités de lutter avec précision contre les épidémies.

Tout au long du siècle, les Espagnols ont dû affronter de grandes vagues épidémiologiques : choléra en 1834, 1853-1856, 1859-1860, 1865 et surtout 1885 ; mais aussi fièvre typhoïde, variole, rougeole... Le choléra a tué près de

800 000 Espagnols sur l'ensemble de la période. L'épidémie de 1853-1856 affecte 4 983 des 9 000 localités de la Péninsule. À Barcelone, 3 % de la population meurt en 1854 : le point haut de l'épidémie est atteint au mois d'octobre avec 343 morts pour la seule journée du 18<sup>10</sup>. Venu de Marseille, le choléra s'est répandu à partir de la Catalogne. Comme en 1834, le mouvement des troupes lié à la guerre contre les carlistes favorisait l'extension de l'épidémie. La grande épidémie de 1885 a marqué les esprits : son ampleur – elle fait 120 000 morts –, son extension – elle touche quasiment tout le territoire, mais principalement l'est du pays et l'Andalousie orientale – expliquent cela, ainsi que le fait qu'il s'est agi de la dernière grande épidémie. La visite du roi Alphonse XII aux populations affectées à Malaga constitua un moment fort de la consolidation de la Couronne. Les provinces de Valence (21 000 morts), Saragosse (13 000 morts), Teruel (près de 7 000 morts), Grenade (10 000 morts) furent les grandes martyres de cette maladie terriblement contagieuse quand les conditions sanitaires s'y prêtent.

La mort est aussi révélatrice des grandes inégalités sociales. La pauvreté, la misère rurale et la misère urbaine sont des atouts pour la Faucheuse. Dans une étude pionnière sur les conditions de vie à Barcelone, l'urbaniste catalan Ildefonso Cerdà (1815-1876) établit que l'espérance de vie des riches est de 38,3 ans tandis que celle des journaliers n'est que de 19,7 ans<sup>11</sup>. Un rapport du simple au double ! Les conditions de vie sont déplorables dans les villes transformées par l'amorce d'une industrialisation, comme c'est le cas à Barcelone. La virulence du choléra de 1854 est explicable par cette mauvaise qualité des conditions de vie. Mais dans les campagnes, l'exposition aux mauvaises récoltes reste une réalité menaçante. On a ainsi constaté qu'en 1858, sept provinces de l'intérieur des terres (Caceres, Badajoz, Burgos, Ségovie, Valladolid, Avila, Tolède) ont un solde négatif de population. Or le prix du pain y avait augmenté entre 1856 et 1857 entre 74 % et 104 %. Cela indique bien une carence liée à une mauvaise récolte qui entraîne à la fois une mortalité supérieure et une émigration.

Car l'autre grand phénomène important du siècle est la poursuite du mouvement de rééquilibrage de la population sur le territoire péninsulaire au détriment du centre et en faveur des régions côtières, principalement le Pays basque et le Levant. Les projections et les calculs que l'on peut faire sont éclairants : en 1787, 52 % de la population vivait dans des régions côtières ; en 1900, 55 %<sup>12</sup>. L'Aragon, la Vieille et la Nouvelle-Castille (à l'exception de Madrid), le Léon perdent de leur poids relatif dans l'ensemble national au profit de l'Andalousie, de la Catalogne, du Pays basque, de la Navarre et de Murcie. Ce mouvement pluriséculaire met au jour des dynamiques régionales très importantes dont la signification contribue à structurer le débat politique et culturel de l'Espagne contemporaine. En outre, l'exode rural et la croissance urbaine participent de cette redistribution géographique de la population.

À ces migrations intérieures s'ajoutent aussi des migrations vers d'autres

horizons. Si l'État commence à réglementer ces départs à partir de 1853, s'il cherche à comprendre dès 1881 les causes des départs, s'il demande, à partir de 1891, à son corps consulaire d'établir un recensement des Espagnols dans leur pays d'accueil, les flux migratoires échappent à son contrôle. Malgré les interdictions législatives, on sait ainsi que dès les années 1830, des populations des régions de Valence et d'Alicante passent la Méditerranée vers l'Algérie, que les Français commencent à pacifier et coloniser. La libéralisation de 1853, qui correspond bien à une mutation en profondeur de la politique espagnole, ouvre la voie à une immigration plus massive et mieux recensée. Entre 1857 et 1915, l'Argentine accueille près d'un million et demi d'immigrés espagnols, soit le tiers du total des immigrés qu'elle reçoit sur cette période. Les Amériques et l'Algérie constituent donc les deux grands pôles d'attraction<sup>13</sup>. Sur la période 1825-1900, on estime à 1,5 million le nombre d'émigrés vers l'Amérique et à 250 000 le nombre de retours. En Algérie, les Espagnols passent de 3 000 en 1833 à 114 000 en 1882. Autrement dit, l'émigration a pénalisé la croissance démographique de l'Espagne. Mais elle en représentait aussi une manifestation : comme dans tout phénomène migratoire, les raisons des départs sont multiples et la pauvreté en est souvent l'une des raisons. Une preuve de cela nous est donnée par l'exemple de la province de Logroño. Les départs sont extrêmement localisés dans les *partidos* de Nájera et de Torrecilla en Cameros. Il s'agit de microrégions de moyenne montagne à l'agriculture assez pauvre et aux activités industrielles encore absentes. L'Espagnol parti aux Amériques et revenu, fortune faite, devient l'*Indiano*. On trouve encore dans les provinces de Soria, Logroño, Burgos des grandes villas de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle construites par ces *Indianos*. Elles témoignent d'une opulence qui tranche avec la modestie des habitations avoisinantes. Autre illustration de cette émigration liée à la difficulté de la vie : la Galice. Cette région de petite propriété rurale est de loin le foyer émetteur le plus important de migrants. Aujourd'hui encore, elle en porte la marque.

## État, finances et mutations agricoles

Depuis que Karl Marx en 1854 s'est interrogé sur les causes de la révolution espagnole, les historiens ont réemprunté régulièrement cette voie pour explorer les liens qui existent entre les bouleversements politiques et les mutations économiques et sociales.

La grande question sous-jacente, mais explicitée, est bien de savoir si la révolution libérale exprime la montée en puissance de nouvelles classes dirigeantes qui, dans le dynamisme d'une industrialisation naissante et par le biais d'un capitalisme conquérant, aspirent à l'hégémonie politique, sociale, juridique et culturelle. Établir le rapport de cause à effet a toujours été l'objectif premier d'une historiographie d'inspiration marxiste. Cela débouchait d'ailleurs sur une sévère critique du libéralisme espagnol

représenté comme un leurre, un pacte entre les classes dirigeantes de l'Ancien Régime et les nouvelles classes bourgeoises. Ce diagnostic s'étendait à toute l'histoire contemporaine espagnole et permettait d'englober le franquisme dans cette analyse, au prix d'une véritable distorsion chronologique. En effet, à trop vouloir appliquer un schéma, une partie de l'historiographie a écrasé, et la chronologie, et les différents champs de la transformation sociale qui s'opère au XIX<sup>e</sup> siècle, en prolongeant ledit schéma de manière indue, et surtout faussée. Le propre de l'industrialisation est de lancer un processus complet de transformation économique dont les rythmes varient d'un pays à l'autre mais dont la structure est comparable. On passe d'une société agraire à une société urbaine. L'industrie, puis les services, dégagent une valeur ajoutée de plus en plus importante. La croissance devient la caractéristique première des économies industrielles. Il convient donc d'apprécier le siècle dans sa dynamique plutôt que dans des séquences chronologiques qui, prises une à une, peuvent révéler des retards, certes, mais qui ne prennent sens que dans leur continuité. Le débat historiographique sur l'échec ou non de l'industrialisation est moins intéressant en ce qui concerne la reconstruction d'une histoire économique – mais les économistes sont-ils jamais d'accord entre eux ? – qu'en ce qu'il met en lumière sur le plan politique et social. Le terme d'« échec » est moins éclairant que l'analyse des conséquences de la voie espagnole vers la modernisation économique. C'est ce que nous tenterons dans les pages qui suivent.

Partons d'abord des acquis de l'histoire économique et sociale de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle, et principalement d'une vue qui dégage les rythmes de la croissance économique.

La décennie de 1830 serait l'amorce des transformations socio-économiques qui inaugurerait une transition entre l'Ancien Régime et le libéralisme<sup>14</sup>. La reprise du programme de vente des biens de l'Église constituerait le point fort de cette inflexion en favorisant une redistribution du capital. Remettre en mouvement des terres et moderniser les systèmes de production sont des priorités du libéralisme politique. La conjoncture des années 1830 marque une inflexion par rapport aux années 1820 : des signes de reprise économique se manifestent, soit à travers la réactivation du commerce comme en témoigne le regain du port de Cadix à partir de 1829, soit par la multiplication de nouvelles implantations industrielles, soit par la mobilisation des capitaux qu'exigent les opérations de vente de biens nationaux, favorisant un accroissement de la circulation monétaire, avec pour conséquence une montée des prix qui tranche avec la déflation des années précédentes.

Entre 1840 et 1870, l'Espagne stabilise son cadre fiscal et légal. La mise en place d'un système politique fondé sur une redéfinition des droits de propriété constitue une authentique révolution politique, sociale et économique. La consolidation de la propriété libérale, la mise à plat des impôts et la réforme fiscale de 1845, précédée de la suppression en 1841 de la dîme ecclésiastique, l'amorce d'une industrialisation que symbolise la

construction des premiers éléments du réseau ferré entre 1848 et 1870 sont autant de traits du dynamisme de cette période centrale du siècle. À cet égard, l'Espagne participe du mouvement qui emporte l'Europe vers la croissance : on est, pour reprendre les figures classiques de l'histoire économique, dans une phase haussière des longs cycles, de 1846 à 1873 mis en lumière par Kondratieff.

La grande dépression (1873-1896 dans une chronologie européenne) affecte aussi l'Espagne, et les taux de croissance industrielle y sont plus faibles. D'après les calculs de Leandro Prados de la Escosura et de Jordi Nadal, la croissance de la production industrielle tombe à un rythme annuel de 1,5-1,8 % entre 1860 et 1910, contre 2,3 à 2,6 % entre 1830 et 1860. En revanche, quelques progrès dans le secteur agricole permettent d'afficher une progression de la richesse nationale égale à 1,6 % par an en moyenne entre 1890 et 1910 contre une croissance moyenne de 0,9 % entre 1830 et 1860 et de 1,4 % entre 1860 et 1890. Autrement dit, l'économie espagnole irait de *menos a más*, c'est-à-dire que les données macro-économiques traduiraient une amélioration de la condition matérielle des Espagnols. Rapportée par tête d'habitant, ce qui permet de mesurer la manière dont la poussée démographique affecte la vie économique, la croissance est passée de 0,34 % par an et par habitant entre 1830 et 1860 à 1,01 % entre 1890 et 1910<sup>15</sup>. Ces taux sont certes moindres que les chiffres britanniques et français mais ils n'en révèlent pas moins une véritable entrée de l'Espagne dans une nouvelle phase de son histoire économique. À la fin du siècle, le relatif dynamisme du commerce extérieur, porté par les exportations de vins, d'agrumes et de minerai de fer et marqué par l'importation de biens industriels traduit bien cette croissance espagnole<sup>16</sup>.

Ce sont les difficultés endémiques de l'économie espagnole qui brouillent la perception de cet indéniable dynamisme de croissance. Sous-estimer ces difficultés serait un profond contresens, tant elles ont pesé sur la vie des Espagnols et ont été structurelles. Deux thèmes se dégagent ainsi : l'État et sa faiblesse, la terre et sa répartition.

L'appareil étatique espagnol n'a pas toujours été un ensemble inefficace, bureaucratique et contre-productif. L'administration des Habsbourg, la qualité des informations qu'elle était capable de rassembler, la formation de ses *letrados* – les juristes qui étaient à son service – continuent de faire l'admiration des historiens qui trouvent dans les documents qu'elle a produits des archives admirables et incomparables. L'administration contemporaine laisse, quant à elle, beaucoup à désirer. L'écrivain romantique Mariano José de Larra (1809-1837) en a laissé une satire saisissante qui a largement survécu à son auteur... et à son époque ! Dans un article intitulé « *Vuelva Usted mañana* », « Revenez demain », publié le 14 janvier 1833, Larra met en scène un étranger, Monsieur Sans-Délai, décidé à investir en Espagne pour profiter de la « spéculation industrielle ou commerciale » et qui a planifié un séjour de quinze jours à Madrid pour étudier la situation, se mettre en position légale,

visiter la ville... et repartir content ! Son interlocuteur espagnol, réprimant un fou rire, l'invite à déjeuner... dans quinze mois et lui expose les raisons pour lesquelles son projet se fracassera contre les lourdeurs de l'administration. Les fonctionnaires ne sont jamais présents mais on les retrouve en promenade, au café. Leur paresse est dénoncée. Naturellement, Monsieur Sans-Délai s'en retourne en France où il dira du mal des Espagnols. Ce « *Vuelva Usted mañana* » est resté proverbial. La « mauvaise qualité » des fonctionnaires espagnols tient aussi aux remous politiques : toutes les péripéties dont nous avons rendu compte dans les chapitres précédents signifiaient des vagues d'épurations. Le *cesante*, celui qui a été démis de ses fonctions, devient une figure familière de la vie sociale et politique. Il faut attendre la seconde moitié du siècle pour voir se constituer une administration avec ses statuts, ses carrières, sa hiérarchie. Le corps, les effectifs et la grille statutaire sont les trois principes d'organisation de cette fonction publique qui se cristallise autour des fonctions techniques de ses agents. Des besoins précis sont à l'origine de la création d'écoles supérieures techniques destinées à la formation d'ingénieurs des mines, des ponts et chaussées ou encore d'archivistes et de bibliothécaires. C'est du 18 juin 1852 que date la « loi de la fonction publique » du gouvernement Juan Bravo Murillo, qui crée la structure hiérarchique de celle-ci. La loi de juillet 1855 interdisait les doubles emplois. En 1892, une nouvelle loi limitait au seul principe d'ancienneté la promotion des agents. Bien d'autres dispositions, à la faveur des lois de finances, organisaient en détail cette administration centrale qui réussit, tout au long de la période, à étendre son emprise sur l'ensemble du territoire. D'après de récents calculs, on estime à 13 559 le nombre de fonctionnaires de l'administration centrale pour l'année budgétaire 1847-1848 (militaires non inclus). En 1869, il serait de 30 125. En 1903, relevaient de l'administration centrale 56 000 fonctionnaires et un peu moins de 70 000 des administrations locales. Dix ans plus tard, les chiffres sont pour les deux groupes de 76 000<sup>17</sup>. Bref, la construction de l'État, en Espagne, a bien eu lieu. Assez souvent calquée sur le modèle français, elle a adopté pour principes la centralisation et la hiérarchisation.

Sur le papier, l'État espagnol se modernise et assume des fonctions liées à la mutation économique en cours. Mais sa véritable faiblesse réside dans des moyens toujours au-dessous de ses besoins. La faillite financière de l'État est l'une des causes de la fin de l'Ancien Régime<sup>18</sup>. La perte de l'empire colonial affaiblit de manière dramatique les ressources de l'État, qui chutent d'environ 25 %. Les conséquences économiques de cette perte s'expriment par la réorientation des grands flux commerciaux. Cette douloureuse restructuration signifie une nouvelle perte fiscale car elle passe d'abord par une phase de contraction du commerce extérieur. Bref, l'État entre dans une spirale d'appauvrissement qu'accroissent les dépenses liées aux guerres civiles dont il tente de sortir par une réforme fiscale et par la mise en vente des biens de l'Église et des biens communaux. L'État espagnol est lourdement endetté,



soumis aux influences politiques liées à la négociation de sa dette, c'est-à-dire à la sourde lutte d'influence à laquelle se livrent la France et le Royaume-Uni. Cette dette passe de 3 milliards de pesetas en 1850 à 9,5 milliards en 1873, ne descend jamais en dessous de 50 % du PIB et dépasse les 100 % à partir de 1869. En 1851, puis en 1882, Madrid devra suspendre le paiement des intérêts de la dette et la renégocier, dévoilant crûment sa fragilité financière. L'Espagne devra offrir des contreparties à ses créanciers en ouvrant largement son territoire aux investisseurs étrangers qui imposent des conditions souvent désavantageuses aux intérêts nationaux dans deux domaines : la construction du chemin de fer et l'exploitation des mines.

Dans une société profondément rurale comme la société espagnole – on estime qu'en 1900, les deux tiers de la population active relevaient du secteur primaire –, la question de la terre est centrale. Elle l'est doublement : par le transfert de propriété qui, à partir de 1798, mais surtout entre 1836 et 1855, va se produire de l'Église et des biens communaux à une élite aristocratique et bourgeoise et par les enjeux économiques et sociaux qu'entraîne avec lui ce transfert. Cela s'inscrit dans une démarche de modernisation de la vie économique qui passe par le démantèlement d'héritages pluriséculaires. En 1836, la Mesta, la puissante corporation des propriétaires de troupeaux, créée au XIII<sup>e</sup> siècle et chargée de la régulation et du contrôle de la transhumance, est abolie. En août 1841, l'institution du majorat – cette partie inaliénable de la propriété aristocratique qui constituait le cœur du patrimoine de la lignée – est abolie à travers une réforme dont on appréciera le caractère graduel. En effet, les titulaires de majorat peuvent désormais en vendre 50 %, les 50 % restant inaliénables durant leur vie. À la mort du titulaire, la moitié de ses biens passe au fils aîné tandis que l'autre moitié est partagée entre les tous les autres fils. Enfin, la propriété héritée par le fils aîné sera à son tour soumise aux règles normales et égalitaires de succession à la mort de celui-ci. C'est donc en deux générations qu'est prévue la fin du majorat, autrement dit les effets de la réforme commenceront d'être visibles autour de 1880<sup>19</sup> ! C'est donc très progressivement que la politique libérale dessine le nouveau cadre dans lequel se déploiera la vie économique et sociale. La révolution libérale n'est pas une rupture – expression paradoxale – mais un processus dans lequel la négociation entre les anciennes classes dirigeantes et les nouvelles classes montantes a abouti à des compromis et des transactions qui auront pour effet de prolonger la domination d'oligarchies en partie renouvelées mais toujours écrasantes.

La *desamortización* – que l'on peut traduire par « désamortissement » ou « désamortisation » – est une opération par laquelle l'État met en vente les biens de l'Église et les biens communaux, avec, parfois selon la sensibilité des gouvernements, des compensations. Amorcée en 1798 par le gouvernement du favori de Charles IV, Godoy, cette politique de vente est rendue nécessaire par la précarité des finances publiques. Entre 1798 et 1808, on estime que ces ventes rapportèrent 1,6 milliard de réaux. Ensuite, cet expédient s'est enrichi



d'une signification politique puisqu'il permettait d'affaiblir le pouvoir socio-économique de l'Église et d'affermir celui des nouvelles classes qui portaient la revendication libérale. On est bien dans une phase de transition, comparable à celle des autres pays européens et dont les contemporains eux-mêmes ont une claire vision, à commencer par Guizot qui, dès 1828 dans son *Histoire de la civilisation européenne*, esquisse ce que Marx reprendra plus tard sous les termes de « lutte des classes ». « Le temps des bourgeois conquérants », pour reprendre ici une expression de l'historien français Charles Morazé, est venu. On a vu, antérieurement, les enjeux politiques de la désamortisation. Intéressons-nous plus précisément à ses aspects économiques et sociaux. Comme l'écrit très justement Germán Rueda Hernanz, la désamortisation est l'instrument par lequel est mis fin à la société d'ordres au profit d'une société de classes<sup>20</sup>.

L'approche globale mesure le résultat financier de cette politique et l'importance du transfert de propriété. Entre 1821 et 1851, les ventes rapportent 4,5 milliards de réaux au Trésor espagnol. Plus des deux tiers de ces sommes proviennent de la vente de biens ecclésiastiques. La deuxième vague, lancée par les progressistes en 1855 et qui dure jusqu'à la révolution de 1868, est plus rentable encore. Ce sont près de 5 milliards de réaux qui rentrent dans les caisses – poreuses, hélas ! – de l'État. Quant au transfert de propriété, les chiffres établis grâce à des enquêtes régionales nombreuses faites lorsque l'histoire quantitative était à la mode, entre les années 1970 et 1980, disent l'ampleur du phénomène. La désamortisation initiée par l'Ancien Régime entre 1798 et 1808 affecte 2,2 millions d'hectares et profiterait à 150 000 nouveaux propriétaires. Celle du *Trienio liberal*, entre 1821 et 1823, porte sur 1,2 million d'hectares et bénéficie à 10 000 acheteurs. Entre 1834 et 1854, la vente des biens ecclésiastiques porte sur 4,4 millions d'hectares et concerne 130 000 acheteurs. Enfin, les effets de la désamortisation commencée par le ministre Madoz en 1855, si on les suit jusqu'en 1924, portent sur 6,7 millions d'hectares et concernent 510 000 personnes. Au total ce sont 14,5 millions d'hectares qui changent de propriétaires sur plus d'un siècle. Convertis en km<sup>2</sup>, ce sont donc 145 000 km<sup>2</sup> de terres qui changent de mains, soit presque un tiers de la superficie totale du pays, et donc beaucoup plus pour la superficie cultivée. Une moyenne statistique établit à 22 hectares le gain moyen par exploitation à l'issue de l'ensemble des opérations de désamortisation. Mais ce chiffre fausse complètement la juste appréhension des effets sociaux de ce transfert de propriété. En réalité, loin de favoriser la mise en place d'une propriété rurale égalitaire et bien répartie, la désamortisation aurait creusé les déséquilibres fondamentaux de l'agriculture espagnole et serait aux origines de la crise agraire du xx<sup>e</sup> siècle. L'un des connaisseurs les plus fins du xix<sup>e</sup> siècle, l'historien marxiste Josep Fontana, n'hésite pas à assimiler la désamortisation à une spoliation des paysans, et Germán Rueda parle de « prolétarianisation<sup>21</sup> ». Globalement, ces ventes ont permis à l'aristocratie latifundiaire d'étendre encore son emprise sur certaines

régions, notamment dans le Sud andalou ou en Estrémadure. Quelques propriétaires urbains ont réussi à se constituer un patrimoine terrien, gage de prestige social, signe de réussite et parfois aussi base territoriale pour une carrière politique. Rares ont été les petits propriétaires et les exploitants capables, soit d'agrandir leur domaine, soit d'accéder à la propriété de leur exploitation sauf dans le nord du pays, en Navarre et en Catalogne notamment. Qui plus est, la vente des biens communaux est une privatisation de ces terres qui jusque-là étaient exploitées collectivement. Géographiquement, leur importance était considérable au sud du Tage et du Segura. Se trouvent condamnés à l'indigence de très nombreux paysans estremègnes et andalous. Une profonde cassure du monde rural s'opère entre 1836 et 1855 dont les conséquences sociales et politiques seront décisives lors de la Seconde République entre 1931 et 1936, pendant la guerre civile et qu'une lecture attentive de la carte électorale de la démocratie recouvrée à partir de 1977 continue de révéler.

Il est donc acquis que le processus de désamortisation n'est pas une réforme agraire avec une redistribution visant à plus d'égalité entre les paysans exploitants mais qu'en revanche, elle constitue le socle à partir duquel se sont consolidés une oligarchie sur la base de possessions terriennes et un système politique et économique fondé sur le libéralisme, c'est-à-dire le démantèlement d'une société de privilèges liés à des statuts juridiques et la construction d'une société fondée sur la circulation des biens et des personnes dans laquelle l'argent est la force motrice principale<sup>22</sup>.

Demeure la question de l'état de l'agriculture pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Évoquant les caractéristiques de la population, nous avons rappelé plus haut son exposition aux épidémies et aux crises de subsistance. Indéniablement, l'état matériel des campagnes espagnoles ne renvoie pas l'image de la prospérité. Au contraire, et les observateurs du XX<sup>e</sup> siècle insisteront encore là-dessus, la misère y est aisément visible. Cependant le cliché mérite d'être nuancé : les variations régionales sont importantes. Elles trahissent des structures de la propriété fort variables. En Andalousie et en Estrémadure domine le *latifundio*, ces immenses domaines de plusieurs milliers d'hectares, voire de dizaines de milliers d'hectares<sup>23</sup>. Là pullulent les journaliers, prolétariat agricole exposé à tous les dangers de la précarité et aux menaces de l'extrême pauvreté. Pourtant la petite propriété ne protège pas de la pauvreté. La Galice en est la meilleure illustration. Les diversités régionales tiennent aussi à la variété des productions et des spécialités. Si les hauts plateaux castillans sont favorables aux céréales, le recul de la transhumance affecte les régions situées sur les routes qui, du nord au sud, traversent la Castille vers l'Estrémadure. La polyculture du Levant méditerranéen semble tirer profit d'une diversification croissante, notamment grâce au riz, dont la production augmente considérablement (elle est multipliée par 6,6 sur la période). La construction de canaux, notamment le canal d'Urgell, en Catalogne, achevé en 1861, favorise une agriculture plus productive. Les tentatives de

reconstruction statistique – les données sont extrêmement fragiles et défaillantes pour toute la première moitié du siècle – laissent entrevoir une croissance légèrement supérieure de la production agricole (+77,25 % de 1800 à 1900) par rapport à celle de la population (+61,67 %).

Les Espagnols ont sans doute pu se nourrir de mieux en mieux, malgré des situations profondément inégalitaires. Les études sur la taille des conscrits mettent en avant une modeste progression de celle-ci. Elle passerait de 160 cm en moyenne autour de 1860 (jeunes nés autour de 1838-1840) à 162 cm en 1900, avec cependant un avantage pour les jeunes urbains, qui pointent à 164 cm<sup>24</sup>. Cependant, une partie de la hausse de la production est une illusion : elle est principalement due entre 1800 et 1860 à l'expansion des surfaces cultivées. Car le rendement de la terre demeure médiocre. Pour le blé, les calculs proposent un rendement de 5 quintaux à l'hectare en 1800 (à comparer aux 14 quintaux du Royaume-Uni et des 8,5 de la France). Il demeure stagnant jusqu'en 1860. Après commence une lente hausse du rendement grâce aux améliorations techniques et à la diffusion des engrais chimiques. Mais en 1900, l'Espagne reste loin par rapport aux autres pays. Le rendement à l'hectare est de 9 quintaux de blé, contre 23 aux Pays-Bas et 13 en France<sup>25</sup>. Qui plus est, ce blé est cher. Il souffre à partir de 1880 de l'internationalisation des marchés. Les blés russe, américain et argentin arrivent jusqu'en Espagne. Ils sont plus compétitifs que le blé castillan, qui voit son prix chuter de 30 à 40 % entre 1880 et 1900, symptôme d'une crise profonde du monde rural qui explique la montée du protectionnisme. Mais signalons que l'Espagne s'inscrit là dans une dynamique que l'on retrouve dans l'ensemble de l'Europe.

Le fait fondamental dans l'histoire de l'agriculture espagnole du XIX<sup>e</sup> siècle tient au lent décloisonnement de l'espace et à la création d'un marché à l'échelle nationale, mais aussi, nous venons de le voir, à l'environnement international qui peut être un atout ou un handicap. Ce sont naturellement les retombées de la révolution mondiale et nationale des transports dont les effets sont remarquables à partir de 1870. Quand la Galice et le Pays basque sont reliés à Madrid et grâce aux progrès de la technique qui met au point des wagons frigorifiques autour de 1890, l'acheminement de la pêche devient plus conséquent et offre plus de choix au consommateur madrilène. Les exportations progressent aussi légèrement, parfois sous l'effet d'accidents extérieurs telle la crise du phylloxéra en France dans les décennies 1870 et 1880. L'Espagne devient en 1882 le premier exportateur mondial de vin. Mais cette prospérité nouvelle sera décimée par l'arrivée du phylloxéra dans la Péninsule à partir de 1892. La spécialisation de certaines régions se dessine fortement : l'olive, pour l'huile, en Andalousie, dans le sud de l'Aragon et en Catalogne, les agrumes dans la région de Valence.

*In fine*, c'est une agriculture peu dynamique que l'on observe, obérée par des handicaps sociaux et une distorsion entre les propriétaires et les exploitants, dégageant de faibles excédents susceptibles d'être redirigés vers

l'industrialisation et maintenant sous son emprise une part très majoritaire de la population espagnole. La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas vu la mutation de l'agriculture vers sa modernisation comme cela s'est passé en France. L'emploi de techniques ancestrales, le retard de l'industrie chimique nationale, le maintien d'une dynamique locale malgré l'existence d'un marché plus étendu, et sans doute aussi les contraintes géographiques – relief, climat... – expliquent, sinon la stagnation agricole, du moins sa très lente progression. La principale force motrice est celle des animaux : les bœufs, qui servent tout au long du siècle aux grands travaux publics, l'âne et la mule, le cheval. On a là une sensible différence avec les pays en voie d'industrialisation du nord de l'Europe, et au contraire une ressemblance avec l'Italie du Sud ou encore l'Europe orientale. L'image du retard économique de la Péninsule s'ancre en premier lieu sur cette thématique agricole. D'autant qu'à la fin du siècle, lors de la grande crise d'identité et de conscience qui éclate en 1898, l'analyse du retard agricole de l'Espagne tient une grande part dans les écrits régénérationnistes. Joaquín Costa (1846-1911), dont la connaissance intime de l'Aragon nourrit les analyses, en est un exemple, et son livre posthume *La tierra y la cuestión social* en porte témoignage. Un peu plus tardivement, en 1915, le publiciste castillan Julio Senador (1872-1962) publie *Castilla en escombros*, sombre diagnostic de l'échec agricole de cette terre auparavant grenier de l'Espagne. En 1909, le grand romancier Benito Pérez Galdos livre un roman un peu étrange par rapport à sa production habituelle. Intitulé *El caballero encantado – Le Chevalier enchanté* –, c'est une fresque sur la misère de l'Espagne rurale. Situé dans le nord de la Vieille Castille, autour de Soria et des montagnes de Cameros, le roman confronte un noble madrilène, grand propriétaire terrien, à la dure réalité d'une misère campagnarde où les femmes, les enfants et les hommes ont du mal à se nourrir. Pérez Galdos qui s'est fait le chroniqueur de l'Espagne contemporaine à travers ses *Episodios Nacionales* s'inscrit avec ce texte dans la dynamique qui, depuis 1890, agite les élites espagnoles.

Cette critique qui marquera durablement les mentalités publiques durant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle est, pour beaucoup, une mise en accusation de l'État et de sa faiblesse. Dans une Europe emportée par la transformation industrielle, le rôle économique de l'État ne cesse de se renforcer, en dépit du cadre libéral dans lequel il demeure pensé. Par la maîtrise monétaire, fiscale et budgétaire, l'État peut être – ou n'être pas – un catalyseur et un appui pour assurer le développement économique. Les débats sur l'éducation et sa nécessaire extension par le biais d'un système public, sur le protectionnisme, sur la réforme de la fiscalité avec l'horizon de l'impôt sur le revenu, sur des lois sociales concernant les accidents du travail, les retraites ou les caisses d'épargne sont des débats européens. Le modèle allemand ou bismarckien frappe les esprits, tant il semble associer l'émergence d'une grande nation européenne à la naissance d'une société industrielle puissante, équilibrée et moderne. La France de la III<sup>e</sup> République poursuit son effort séculaire en

matière d'éducation. L'État espagnol, quant à lui, fait figure d'homme malade de l'Europe. On a déjà dit sa dépendance chronique à l'égard des capitaux extérieurs. La situation a peu évolué et la fin du siècle, malgré les politiques de rigueur budgétaire et la négociation menée en 1881-1882 par le ministre des Finances Camacho, qui permet la réduction de la dette publique, voit l'État à nouveau confronté à l'explosion de sa dette. Cela est dû notamment à la crise cubaine et à l'effort militaire consenti par un État qui vit au-dessus de ses moyens mais qui pouvait, grâce à un artifice comptable, imputer à sa colonie cubaine les dépenses qu'il lui consacrait, présentant ainsi un budget national dégagé des sommes énormes englouties dans le maintien illusoire d'une domination contestée. Mais après la défaite militaire, les États-Unis exigeront et obtiendront la réaffectation de la dette cubaine sur la dette espagnole. Ainsi, en 1900, elle représente 100 % du PIB et sa charge pèse pour 40 % dans les dépenses publiques. Au-delà des aspects purement techniques de la dette publique espagnole, qui comprend des aspects financiers mais aussi diplomatiques et géopolitiques – la dette est négociée à Paris, à Londres mais aussi à New York et elle dit la réputation de l'Espagne –, la dette est « l'illustration de l'écart entre les exigences d'une société en mutation et les disponibilités d'une économie trop longtemps stagnante<sup>26</sup> ». Elle renvoie donc au thème fondamental de l'État en Espagne – jeu des compromis entre les grands groupes de pression et les divers intérêts nécessaires à sa consolidation, en l'absence de pensée politique majeure, soumis aux conditionnements puissants liés aux intérêts coloniaux et à l'équilibre mouvant d'une Europe qui découvre la puissance allemande et le recul français –, qui demeure une question ouverte dans l'historiographie espagnole<sup>27</sup>. Moins stratège qu'objet de pressions, l'État n'a pas su s'imposer comme un acteur global, au-dessus des autres partenaires économiques. Investi par des blocs de pouvoir, il ne définit pas un intérêt général mais mène la politique du groupe dominant à tel ou tel moment. Sur le plan fiscal, cela est criant. Dans l'incapacité d'établir des impôts reposant sur une assiette importante, l'État vit d'expédients. Ainsi, à partir des années 1880-1890, porté par la montée du protectionnisme en Europe, il est plus facile pour les gouvernements de relever les tarifs douaniers qui, au final, représentent un impôt, que de tenter de mettre en place un impôt sur le revenu. Cette faiblesse structurelle de l'État s'accompagne de dysfonctionnements manifestes, qui vont du retard avec lequel sont payés les fonctionnaires à l'indigence du système scolaire national<sup>28</sup>.

Toutes ces faiblesses éclatent en 1898 quand un événement extérieur met au jour l'écart entre la rhétorique nationaliste et grandiloquente d'un État qui se croit fort et la réalité d'une puissance écrasée en quelques heures par les États-Unis. Le Premier ministre britannique lord Salisbury aura alors beau jeu de voir dans l'Espagne une *dying nation*. Les intellectuels espagnols lui emboîteront le pas, contribuant ainsi à noircir exagérément le bilan d'un siècle plus complexe qu'on n'a voulu le croire.

# Industrialisation

La révolution industrielle a eu lieu en Espagne : la production manufacturière a été multipliée par plus de sept entre 1850 et 1900. Obnubilés par une théorisation largement due au marxisme, les historiens n'ont voulu voir dans l'industrialisation de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle qu'un échec dont les conséquences sociales ont été l'absence de création d'un véritable prolétariat industriel et urbain, le prolongement du monopole aristocratique sur les richesses nationales et le non-avènement d'une lutte des classes, moteur de l'histoire. Tout n'est pas vrai dans cette interprétation. Tout n'y est pas faux non plus. Ainsi, la comparaison du produit industriel par habitant entre l'Espagne et une moyenne établie à partir de quatre autres pays (Royaume-Uni, France, Allemagne et Italie) montre que le produit espagnol n'atteint que 28 % du groupe des quatre en 1850 et 40 % en 1890. Autrement dit, il est impossible de nier la faiblesse quantitative de l'industrialisation espagnole au XIX<sup>e</sup> siècle. Une autre illustration de cette réalité nous est donnée par le fait que la contribution du secteur secondaire au PIB total représente 12 % en 1850 (contre 64 % pour le secteur primaire), et 16 % en 1890, alors qu'aux mêmes dates nous sommes à des chiffres de 30 % et 44 % au Royaume-Uni. Changer les points de comparaison n'aurait aucun sens car il s'agit de comparer avec les pays pionniers, et non les pays en retard.

Par ailleurs, il nous semble méthodologiquement pertinent de ne pas « couper en tranches » la révolution industrielle. Phénomène décisif de l'histoire de l'humanité qui l'arrache de l'emprise de la nature et de la pauvreté et lui donne le pouvoir de tout transformer et de s'enrichir, d'entrer dans l'ère de la croissance – apparemment – continue, d'expérimenter des modes de vie totalement inimaginables quelques années auparavant – songeons à la mobilité d'abord, puis à la transmission de l'information ensuite –, la révolution industrielle est un processus né dans la sphère technique, scientifique et économique dont les bouleversements s'expriment dans les structures sociales, les modifications culturelles et enfin dans une recomposition des mœurs. Si certaines sociétés semblent aujourd'hui entrées dans l'ère post-industrielle, toute une part de l'humanité connaît grâce à l'intensification industrielle dans les pays neufs – qu'on pense à la Chine, l'Inde ou le Brésil – les effets de cette révolution. En outre, la dialectique économique entre l'industrie et les services est infiniment plus complexe qu'une simple juxtaposition et la notion d'ère post-industrielle est elle-même sujette à caution, tant elle semble sous-estimer l'emprise de l'industrie et de sa signification sur nos organisations économiques. Contrairement aux apparences, nous ne nous sommes pas éloignés de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous l'avons décroisée chronologiquement pour l'inscrire dans une tendance de fond qui explique le passage en deux siècles d'un pays rural plus proche des réalités médiévales à une société moderne ployant sous le matérialisme de la richesse accumulée et enivrée des plaisirs de la technologie

la plus moderne. Autrement dit, au regard de l'évolution postérieure de l'Espagne et de son économie, il faut dépasser la stricte problématique de l'échec de la révolution industrielle – malgré la richesse des travaux qu'elle a permis de produire et l'intérêt heuristique des hypothèses économiques avancées – pour entrer de plain-pied dans la description d'un mouvement étonnant qui, avec son rythme propre et selon des modalités spécifiques, a transformé l'Espagne. Ce faisant, nous ne critiquons pas la valeur d'une historiographie dont les résultats sont essentiels et sans lesquels on ne pourrait rien faire, mais nous nous en servons dans une optique distincte de la démarche de l'histoire économique, une optique qui cherche à comprendre les mutations globales de l'Espagne, l'interaction entre les différents secteurs afin d'éclairer ce mystère qui nous sert de fil conducteur : la puissance des fractures qui traversent l'Espagne contemporaine<sup>29</sup>. Nous intéressent moins ici les phases détaillées de l'industrialisation que la mise en place des structures de l'Espagne d'aujourd'hui.

Le rythme d'abord. Entre 1830 et 1860, la production industrielle est multipliée par deux. Elle double à nouveau entre 1860 et 1890. Entre 1800 et 1900, elle a quintuplé. Si l'on considère le segment chronologique 1830-1930, alors la production industrielle est multipliée par dix sur ce siècle. C'est autour des années 1830 que commencent à germer les premiers foyers industriels modernes dont témoignent quelques événements emblématiques comme le premier métier à tisser à vapeur introduit à Barcelone en 1832, et à cette même date le premier haut-fourneau ouvert à Marbella. L'industrie textile est le fer de lance de ce mouvement d'industrialisation qui, pour modeste qu'il soit, repose sur le génie de quelques entrepreneurs et la curiosité pour des techniques nouvelles de production qui se répandent en Europe depuis le foyer britannique. Entre 1850 et 1880, l'industrialisation s'approfondit et conjugue révolution des transports – le chemin de fer, les bateaux à vapeur, les routes – et des communications – le courrier, le télégraphe électrique puis, à la toute fin de la période (1879), la genèse du téléphone – et mobilisation nouvelle et à grande échelle d'un capital pour financer ces investissements colossaux. En terme de phases, cette étape est tout à fait classique dans toutes les histoires d'industrialisation. Ce sont les modalités qui diffèrent d'un pays à l'autre, et le cas espagnol nous place face à l'une des plus difficiles questions de l'histoire économique celle de l'origine de l'accumulation du capital et du moment où on bascule d'une économie de rareté à une économie infiniment plus productive. À cet égard, l'Espagne présente tous les traits d'une puissance dépendant du capital et des techniques étrangers. En ce sens l'expression d'échec de la révolution industrielle doit être lue comme signifiant l'absence d'une genèse proprement espagnole de ce développement. Les conséquences de cette situation sont décisives dans l'histoire globale du pays et la structure productive espagnole porte encore les marques de cette caractéristique. Rares sont les grands groupes industriels espagnols. Nul équivalent espagnol de grands noms comme Schneider, Krupp

ou Thyssen ne viennent à l'esprit.

L'histoire de l'industrialisation nous place aussi devant la genèse d'une caractéristique majeure de l'Espagne contemporaine : les distorsions productives qui voient diverger l'identité des territoires. L'industrialisation transforme la Catalogne et le Pays basque, tandis que les autres régions restent profondément rurales ou administratives. L'Andalousie, malgré une expérience sidérurgique précoce et des richesses minières considérables, ne connaîtra pas une authentique révolution industrielle et au contraire, sa dépendance à l'égard des compagnies étrangères qui exploitent son sous-sol dans la seconde moitié du siècle la convertit en une simple pourvoyeuse de matières premières. Progressivement ces différences accouchent de dynamiques régionales nouvelles et contradictoires. Sans assigner une cause unique à la naissance du particularisme catalan et de l'identité basque, l'importance des différences économiques, et donc de leurs répercussions sociales, ne peuvent pas ne pas interroger l'historien qui voit véritablement germer dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les conditions d'identités régionales renouvelées. La Catalogne est devenue l'atelier de l'Espagne<sup>30</sup>. En 1856, les deux tiers de la production textile sont concentrés en Catalogne, signe inéquivoque de l'avance prise par les Catalans dans la modernisation des procédés de fabrication et dans la mécanisation de ceux-ci (en 1860, toute la filature du coton est mécanisée et en 1880, celle de l'ensemble de la filière textile). Les fabriques concentrent de plus en plus d'ouvriers, et c'est un nouveau paysage de la production et des rapports sociaux qui se met en place à Barcelone et dans ses environs. Cette avance est prise grâce au coton, qui réussit à vaincre la concurrence traditionnelle de la laine, dont ne subsistent plus que quelques noyaux isolés dans la sierra de Cameros, dans la Rioja, à Béjar (Salamanque), à Alcoy (Alicante) et à Antequera, en Andalousie. De plus, les progrès techniques de l'industrie textile cotonnière attirent vers la Catalogne d'autres industries textiles comme la soie ou le lin. En 1862, la Catalogne abrite 62 % des chevaux-vapeur de l'ensemble du pays. Dès 1843, le prêtre catholique Jaime Balmes écrit : « Il convient de ne pas perdre de vue que la Catalogne est l'unique province qui participe du mouvement industriel européen. Quand on passe de Catalogne à l'étranger, on n'observe rien de moins qu'une continuité (...) on a l'impression d'un voyage dans une même nation d'une province à une autre, tandis que quand on quitte la Catalogne pour l'intérieur de l'Espagne (...) on entre dans un pays étranger<sup>31</sup>. » Ce texte offre une déclinaison des termes « province », « nation », « étranger » qui révèle ce que les mutations matérielles vont ensuite consolider dans l'appréhension intime de l'identité d'un territoire. On est à l'origine de la différenciation contemporaine catalane qui saura d'ailleurs réutiliser habilement toutes les traditions historiques et culturelles antérieures.

La Catalogne, et notamment Barcelone, vont connaître avant tous les autres, les grandes nouveautés du monde industriel naissant : le chemin de fer péninsulaire, en 1848, avec l'inauguration de la ligne Barcelone-Mataro – car



*stricto sensu* la première ligne de chemin de fer espagnol se trouve à Cuba et est inaugurée en 1837 entre La Havane et Bejucal (28 kilomètres) – et la première grève générale ouvrière le 2 juillet 1855. Ces deux faits illustrent le basculement dans une ère nouvelle. Le chemin de fer est une révolution technique, mais aussi économique par les capitaux qu'il mobilise et le modèle d'entreprise qu'il exige ensuite pour l'exploitation du réseau. C'est une révolution fondamentale qui décloisonne le pays et inaugure la mobilité intensive des personnes et des marchandises. La grève générale témoigne des mutations profondes d'une société qui se réorganise avec l'apparition de nouvelles classes sociales et de revendications qui expriment de nouvelles problématiques politiques et culturelles. La grève du 2 juillet 1855 a pour but de réclamer la journée de dix heures, la fin du travail des enfants, la reconnaissance des associations et des syndicats ouvriers. On se trouve dans un décor totalement nouveau par rapport aux combats politiques qui occupent les élites libérales et dont nous avons longuement retracé les évolutions précédemment. En Catalogne naît une autre potentialité de la politique moderne, celle qui réclame non plus seulement un partage différent des ressorts de la souveraineté, mais celle qui réclame une puissance publique capable d'arbitrer entre des intérêts socio-économiques contradictoires, et de le faire en protégeant les plus faibles et en imposant aux détenteurs du capital des concessions réelles.

Il n'y a pas de révolution industrielle sans mobilisation des capitaux, sans modernisation du système bancaire, sans spéculation effrénée, sans ententes plus ou moins licites entre l'État et les intérêts privés. La faiblesse du capital espagnol va représenter un lourd handicap qui est l'une des caractéristiques de l'industrialisation ibérique. De même, la dépendance à l'égard des techniques étrangères et l'insuffisante capacité des Espagnols à produire des avancées scientifiques placent l'industrialisation sous la coupe de l'étranger. La construction du réseau ferré en est l'exemple le plus achevé. Les quelques dizaines de kilomètres construits entre 1848 et 1853 sont quasiment anecdotiques. L'intérêt des Français pour l'Espagne va modifier complètement la donne. Un nouveau cadre légal bancaire, largement inspiré par les Français, au premier rang desquels on trouve les Rothschild et les Péreire, donne naissance à des sociétés de crédit auxquelles pourront s'adosser des sociétés de construction et d'exploitation des chemins de fer<sup>32</sup>. Une législation favorable aux intérêts étrangers permet aux compagnies d'importer le matériel et les fournitures nécessaires à la construction puis à l'exploitation des voies ferrées sans payer de droits de douane (limitée dans un premier temps à la période 1855-1864, cette disposition est étendue jusqu'en 1880). Cette mesure a eu pour conséquence de ne pas favoriser la constitution d'une industrie sidérurgique et ferroviaire espagnole. Les Catalans ont particulièrement ressenti cette mesure antiprotectionniste comme injuste et malvenue. Pourtant, l'industrie sidérurgique catalane n'était pas d'une dimension significative. Ces choix sont autant politiques

qu'économiques. Des hommes clefs, tels le banquier proche de la reine Isabelle II, José de Salamanca ont joué le rôle d'intermédiaires dans les négociations qui aboutissaient à ces choix. Ils ne l'ont pas fait gratuitement. Quand on connaît les sommes en jeu, il est facile d'imaginer les commissions, surtout quand on sait l'étroite liaison entre le Parlement et les conseils d'administration des compagnies ferroviaires et bancaires<sup>33</sup>. On estime à 2,2 milliards de francs les sommes investies dans ces grandes constructions, dont 90 % sont d'origine française<sup>34</sup>. Cette dépendance financière est doublée d'une dépendance technologique. Entre 1855 et 1905, l'industrie espagnole n'a fourni que quarante-quatre locomotives, sur les plus de deux mille utilisées par les chemins de fer ! De même, les wagons sont fournis par les industries étrangères et les fabricants espagnols n'en fournissent qu'une part marginale. Il faut attendre les années 1920 pour que l'industrie espagnole soit capable de répondre à la totalité de la demande en wagons. N'oublions pas aussi le choix, dès 1844 avant même qu'ait été posé le moindre rail, d'un écartement de 1,67 mètre, différent de l'écartement européen qui est de 1,44 mètre. Des raisons stratégiques – éviter une invasion française – mais aussi techniques ne sont pas étrangères à cette décision qui a eu pour conséquence d'emprisonner le matériel ferroviaire espagnol dans une singularité qui ne commencera à être corrigée qu'à partir de... 1986, date à laquelle le gouvernement de Felipe González choisira l'écartement européen pour la construction d'un réseau de lignes à grande vitesse. Cette distinction aura pour conséquence une rupture de charge dans la liaison ferroviaire entre l'Espagne et l'Europe, *via* la France entraînant un surcoût des frais de transport et pénalisant le commerce extérieur espagnol.

Toujours est-il que la frénésie du chemin de fer peut donc se libérer en Espagne. La décennie 1860 voit quasiment partout les chantiers s'ouvrir, se développer et se finir. Cela a de fortes répercussions sur les économies locales : entre 1861 et 1863, cette fureur constructrice mobilise plus de 50 000 journaliers. L'économie locale flambe ainsi temporairement, avant de retourner à sa léthargie... Si on comptait 28 kilomètres de voies ferrées en 1850, 1 649 en 1860, ce sont 5 295 kilomètres que l'on recense en 1870, 7 086 en 1880, 9 083 en 1890 et 11 039 en 1900. À cela, il faut ajouter 2 166 kilomètres de voies étroites construites entre 1856 et 1900 qui complètent le réseau national par des réseaux locaux spécialisés. Le réseau est centré autour de Madrid, et on a voulu y voir la réplique du modèle français centré sur Paris. Sans aucun doute, cet exemple centralisateur a compté mais la géographie de la Péninsule entre pour beaucoup dans cette configuration<sup>35</sup>. La carte du réseau en 1900 laisse entrevoir un maillage assez équilibré : la côte méditerranéenne est irriguée par un axe Barcelone-Valence, le Nord offre un réseau assez complexe qui relie les grandes villes entre elles (La Corogne-Léon – Palencia-Burgos-Logroño-Saragosse – Lérida, avec des ramifications vers Oviedo, Santander, Bilbao, Vitoria-Saint Sébastien, Pampelune, Huesca et le rêve inachevé d'une liaison structurante avec la France au niveau de

Canfranc), l'Andalousie a des voies qui partent des ports (Cadix, Algesiras, Malaga, Almeria) et qui convergent vers Cordoue. L'axe Madrid-Andalousie est étranglé au niveau du défilé de Despeñaperros, seule voie possible et voie unique, ce qui complique singulièrement la circulation ferroviaire. S'il est vrai qu'un examen du tracé final tel qu'il se dessine à la fin du siècle met en lumière le rôle central de Madrid dans la structuration du réseau, il est erroné d'y voir l'expression d'une volonté centralisatrice qui aurait écrasé toute autre solution alternative. Les réseaux ont une logique régionale fortement marquée, et par exemple, l'Andalousie voit ses grandes villes reliées les unes aux autres, faisant du chemin de fer un accompagnement logique du développement commercial. Il en va de même pour la façade méditerranéenne ou pour le nord du pays : c'est que, malgré les tendances qui poussent à la nationalisation des horizons économiques et sociaux, la priorité régionale demeure un facteur essentiel.

Il convient par ailleurs de ne pas limiter son regard aux seules voies ferrées. Tout au long de la période, le réseau routier s'étend et passe de 16 000 km en 1860 à 36 300 en 1900 (il n'était que de 3 800 km en 1800). On l'organise aussi du point de vue législatif et administratif : la loi de 1851 définit des routes générales qui, partant de Madrid, vont vers les capitales de province, des routes transversales qui relient des routes générales, des routes provinciales et des routes locales. Derrière cette taxinomie se joue la répartition des charges de leur entretien. Les générales et transversales sont financées et entretenues par l'État, tandis que pour les provinciales la part de l'État complète la part principale qui incombe aux provinces. Est créée en cette même année 1851 une Direction générale des travaux publics au sein du ministère de *Fomento*<sup>36</sup>. La création d'une route est souvent devenue, à partir de 1880, le signe clair de l'influence à Madrid d'un député ou d'un sénateur. Comme dans le reste des pays d'Europe, l'investissement de l'État dans la structuration d'un réseau de communication a abouti à un dialogue entre les exigences locales et les capacités nationales. Le rêve de rationalisation que nourrissaient les ingénieurs devait s'adapter aux réalités d'une vie politique se déclinant au niveau local et régional.

Quelles ont été les conséquences économiques de la construction du chemin de fer ? Un grand débat a agité les historiens espagnols. Pour Antonio Gómez Mendoza, la construction du chemin de fer aurait dynamisé le PIB espagnol. Malgré la présence et la captation des profits par les investisseurs étrangers et malgré les erreurs de départ dans la non-défense d'une industrie autochtone – au demeurant quasiment inexistante –, le chemin de fer a entraîné l'économie dans une phase de croissance. L'explosion du courrier – 25 millions d'objets transportés par chemin de fer en 1855, 60 millions en 1861 et 90 millions en 1876 –, celle du trafic passager – le réseau MZA (Madrid-Zaragoza-Alicante) transporte 1,4 million de passagers en 1860, 8,1 en 1900 ; le réseau du Nord 1 million en 1870, 8,9 millions en 1900 – montrent bien qu'une demande a été efficacement traitée par une offre chaque

fois plus développée. La chute des prix a favorisé le transport ferroviaire. En 1878, le coût au kilomètre du transport d'une tonne de marchandise revenait à 8,54 centimes de peseta, contre 62,56 centimes par la route. Pour le transport de passagers, la chute des prix s'accompagne d'une réduction du temps de voyage : aux cinq, six jours que pouvait durer un voyage en diligence entre Madrid et Hendaye au prix variant de 400 à 700 réaux dans les années 1840, se substitue un voyage en train d'une journée pour un prix compris entre 155 et 295 réaux<sup>37</sup>. Enfin, un marché national s'est affirmé – et à cet égard, c'est la complémentarité entre les routes et le chemin de fer qu'il faut souligner – qui a aidé au dynamisme de telle ou telle région en permettant une spécialisation devenue rentable grâce aux connexions avec les bassins de consommation. Le blé en Castille, l'élevage en Galice et dans la Cantabrie, le porc en Estrémadure ont pu ainsi évoluer vers des cultures ou des élevages spécialisés dégageant de plus grands profits qu'une agriculture vivrière aux horizons toujours plus étroits.

Il n'est pas jusqu'aux échecs qui servent. Entre 1864 et 1866, les difficultés des réseaux Madrid-Zaragoza-Alicante et du Nord débouchent sur des faillites qui affaiblissent le modèle bancaire et contribuent aux difficultés finales du règne d'Isabelle II. Cela assainira en fait la situation et permettra de passer de la phase hautement spéculative de la construction à celle, plus rationnelle, de l'exploitation. Grâce à des calculs complexes et suivant une méthode venue des États-Unis, Antonio Gómez Mendoza a pu ainsi évaluer à environ 7 à 10 % le gain de PIB engendré par le chemin de fer autour des années 1880. Si les historiens de l'économie ont minimisé ces études en mettant en avant leur caractère artificiel de reconstruction en grande partie imaginaire, tous s'accordent à souligner les effets multiplicateurs du chemin de fer : effets techniques, effets de transformation des entreprises car les paramètres à prendre en compte étaient nombreux et complexes, entraînant une division précise des fonctions (entretien du matériel et des voies, service à la clientèle et politique commerciale, ajustement des horaires...), effets financiers (outre la mobilisation initiale du capital pour la construction, il faut ensuite gérer une trésorerie importante et continuer de mobiliser du capital, apprendre l'amortissement, planifier les investissements...), effets géographiques avec le désenclavement de certaines régions, la constitution de nœuds ferroviaires autour de villes, avec l'exode rural qui est facilité, effets économiques avec, on l'a dit, une bien meilleure circulation des personnes et des marchandises. Le succès de l'industrie textile catalane a été grandement favorisé par l'expansion du chemin de fer. Bref, comme dans tous les autres grands pays européens, les chemins de fer font entrer l'Espagne dans une ère moderne. Le développement des bateaux à vapeur a aussi étendu la révolution des transports à la mer. Dès 1833, un navire à vapeur couvre la route de Barcelone aux Baléares. Progressivement, les temps de transport vers les Canaries, mais surtout Cuba et les Philippines se réduisent. Le temps du monde fini que les grandes découvertes avaient laissé entrevoir comme une

promesse trois siècles auparavant tend à se concrétiser. Mais l'Espagne n'est plus le moteur de ce mouvement !

Ainsi, l'histoire de ces chemins de fer éclaire bien une des caractéristiques fondamentales de l'industrialisation espagnole : sa dépendance à l'égard de l'étranger. En Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, l'industrie ferroviaire avait un rôle d'entraînement sur l'ensemble des autres branches industrielles – le charbon, la sidérurgie, l'industrie du transport, l'industrie électrique<sup>38</sup>. Rien de tel en Espagne, qui importe les technologies modernes et exporte ses matières premières. De ce point de vue, elle est bien un pays dominé par les grandes forces du capitalisme européen. Tout cela n'est pas une fatalité mais le résultat d'une conjonction entre un État financièrement affaibli et donc dépendant du marché européen des capitaux, des conditions géographiques moins favorables (un charbon rare et coûteux dont le rendement énergétique est médiocre, une énergie hydraulique difficile à mobiliser<sup>39</sup>, un compartimentage territorial puissant, un évident éloignement des centres européens les plus dynamiques), une société très hiérarchisée dans laquelle la rente l'emporte sur l'esprit d'initiative, une agriculture qui dégage de faibles excédents, un commerce extérieur déficitaire, un niveau d'instruction trop faible, avec un analphabétisme qui concerne encore en 1900 près de 40 % de la population (alors qu'il est quasiment éradiqué en France). Tels sont les handicaps politiques et sociaux qui expliquent la trajectoire industrielle de l'Espagne. Mais cela ne signifie pas que l'industrialisation n'a pas eu lieu. Elle n'a pas eu du coup les mêmes effets que dans l'Europe du Nord-Ouest, c'est-à-dire que les transformations sociales, politiques et culturelles ont été plus lentes, ont suivi une chronologie différente, d'où l'idée du retard espagnol.

La carte industrielle de l'Espagne évolue tout au long du siècle. Au puissant foyer catalan déjà signalé viennent s'ajouter le Pays basque, siège de la sidérurgie, ainsi que les Asturies. En outre, la richesse minière du sous-sol permet la multiplication de foyers très spécialisés dont l'exploitation introduit au cœur de régions plus ou moins enclavées le visage de l'industrie moderne avec son prolétariat et ses villes champignons. Le plomb, le mercure, les pyrites, le fer, le zinc espagnols ont été mis à contribution pour fournir aux autres industries européennes les matières premières nécessaires. L'Espagne est ainsi devenue une grande puissance minière<sup>40</sup>.

L'industrie sidérurgique fait des débuts modestes : implantée en 1865 dans dix provinces (Barcelone, Valence, Navarre, Guipuzcoa, Vizcaya, Alava, la Rioja, Léon, Oviedo), elle emploie près de 3 000 personnes. Ce chiffre est multiplié par cinq en 1912 et surtout la concentration au Pays basque et dans les Asturies est alors acquise (80 % des effectifs). Cette industrie est la marque de la modernité, tandis que coexiste à côté d'elle des activités plus anciennes auxquelles la mécanisation donne un élan quant à la production et au rendement. C'est le cas de l'industrie agroalimentaire, tout spécialement les farines et l'huile d'olive, ainsi que de l'industrie du bois. Mais les

entreprises sont en général petites ou moyennes. La sidérurgie basque, dont les débuts véritables datent de la décennie 1860, bénéficie de l'importante demande anglaise, si bien qu'à partir de 1875 ces exportations d'acier dégagent des excédents de plus en plus importants permettant une diffusion de l'industrialisation, avec la mise en place de chantiers navals et d'autres usines. La puissance de la banque et de l'industrie basques trouve ici son point de départ. Elle ne cessera de se consolider et l'empire bancaire de la seconde banque espagnole d'aujourd'hui, le Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en est l'éclatante confirmation dans l'Espagne du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Comparée aux puissances industrielles du Nord-Ouest européen ou à l'Allemagne, l'Espagne est un pays en retard à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, il participe pleinement du mouvement qui en Europe modifie radicalement les conditions de vie. Les villes, dont le développement devient spectaculaire à partir de 1850-1875, concentrent les signes de cette modernité et offrent, par rapport aux campagnes, un fort contraste. Une nouvelle civilisation naît dans ces concentrations de populations et le philosophe et essayiste José Ortega y Gasset (1883-1955) tentera une analyse de ce phénomène dans son ouvrage *La Révolte des masses* publié en 1930 et qui commence par une réflexion sur la signification de la ville comme concentration des masses. Si je me permets cette notation qui sort du cadre chronologique de ce chapitre c'est qu'elle rend bien compte de la réalité profonde du sens de l'industrialisation. Il ne s'agit pas de faire uniquement de la comptabilité et de tenir le recensement de l'apparition de telles et telles usines ou nouvelles pratiques, mais bien de comprendre la mutation complète que génère cette transformation du mode de production. On voit ainsi comment se transforment les enjeux politiques et sociaux, et la continuité entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle apparaît comme mieux établie.

## Urbanisation

Toute économie développée donne naissance à des villes de plus en plus importantes et complexes. À cet égard, la civilisation urbaine de l'Espagne du Siècle d'or, avec une véritable capitale mondiale comme Séville ou ses grands centres comme Valladolid, Madrid, Cadix... fut un apogée qui impressionna l'ensemble de l'Europe. Puis le relais fut pris par la France et l'Angleterre, et la brillante vie urbaine espagnole sembla décliner. Le dynamisme urbain est sans aucun doute l'un des indices les plus probants de la puissance des mutations économiques, sociales et culturelles qui marquent l'entrée et l'installation d'un pays dans la modernité. L'Espagne a connu au XIX<sup>e</sup> siècle une histoire urbaine qui témoigne de cette réalité et s'appuie sur un héritage pluriséculaire.

Joseph Bonaparte s'était pris de passion pour Madrid et avait lancé des projets de réaménagement de la capitale. Tous ne furent pas réalisés. Si les mesures de salubrité, comme le déplacement des cimetières hors du centre-

ville furent réalisées, les grands projets d'urbanisme restèrent, faute de temps, lettre morte. On dit du roi Joseph qu'il fut un bon maire de Madrid ! La croissance des villes, et tout particulièrement des deux plus grandes, Madrid et Barcelone, est la principale caractéristique d'une histoire urbaine qui demeure, tout au long du siècle, moins dynamique que celle des grands pays industriels. Madrid, qui comptait 167 000 habitants en 1800, en a 281 000 en 1850, 332 000 en 1870 et 575 000 en 1900. Barcelone voit le nombre de ses habitants plus que doubler entre 1857 – ils sont alors 227 000 – et 1900 – où on en recense 533 000. Les autres villes connaissent des croissances moins spectaculaires : Séville passe de 100 000 à 150 000 habitants environ et Valence de 140 000 à 210 000. On le constate, il n'y a pas de macrocéphalie urbaine comme c'est le cas en Angleterre, où Londres rassemble près de 10 % de la population totale.

L'historien David Reher a établi une classification des villes espagnoles montrant la prédominance des petits centres urbains<sup>41</sup>. En 1860, 14,5 % de la population vit dans une ville de plus de 10 000 habitants. Le chiffre atteint 21 % en 1900. Mais la structure de ces agglomérations n'en fait pas forcément des villes. Il s'agit parfois de gros bourgs profondément ruraux tels qu'on en trouve en Andalousie. La typologie des villes se fait à partir des fonctions qu'elles occupent dans l'espace. Ainsi, le siège d'administrations civiles, militaires ou religieuses transforme la physionomie et la sociologie d'un centre urbain. La présence d'équipements collectifs révèle une forme de socialisation urbaine nouvelle. On le voit par exemple avec le développement des casinos et autres clubs ou cercles, qui sont des lieux de sociabilité masculine. Les chambres de commerce, les banques, les établissements d'enseignement, mais aussi les salles de spectacle, les arènes de taureaux sont des signes distinctifs qui permettent de signaler des petites capitales locales ou régionales. Enfin, l'arrivée, ou non, du chemin de fer contribue à la croissance ou à la stagnation du noyau urbain. Les villes ont leur ambiance et leur caractère. L'écrivain Leopoldo Alas Clarín (1852-1901) décrit dans son maître livre, *La Regenta*, l'ambiance cléricale d'Oviedo. Vicente Blasco Ibañez (1867-1928) est le romancier de Valence, tandis que Benito Pérez Galdos (1843-1920) peut être tenu pour celui de Madrid.

Germán Rueda Hernanz a examiné la structure de cent vingt-neuf villes pour essayer de les classer selon leur dynamisme. Sa typologie distingue quatre catégories : les villes émergentes (32), les capitales provinciales (8), les villes en développement (33) et les villes endormies (56). Les premières concentrent la plus vive croissance urbaine, avec une population qui fait plus que doubler entre 1800 et 1900 pour rassembler plus de 10 % de la population totale (2,5 millions de personnes). Il s'agit de capitales et des grands ports. La taille moyenne de ces villes est passée de 25 000 habitants en 1860 à 40 000 en 1900. Les villes dites endormies sont celles qui au contraire connaissent l'augmentation la plus lente, passant de 500 000 habitants au total à 600 000 sur le siècle. Bien souvent, il s'agit de villes administratives – capitales de



province, évêchés... – qui restent en dehors du mouvement d'industrialisation. Car c'est l'industrie qui demeure le facteur principal de la croissance urbaine. L'exemple de Bilbao l'illustre : la ville compte 25 000 habitants en 1850 et près de 80 000 en 1900. Entre ces deux dates, la sidérurgie s'est développée et la ville a attiré à elle des paysans pauvres à la recherche de travail. D'autres cas confirment cette tendance, comme Santander, Vigo et Huelva, toutes trois villes portuaires.

La croissance urbaine est à la fois physique et spatiale. Elle entraîne avec elle une transformation des limites de la ville et, bien souvent, il faut abattre les murailles médiévales (c'est le cas à Burgos, Almería, Saint-Sébastien, Valence, Madrid ou Barcelone entre 1831 et 1868). Cette expansion entraîne une fièvre immobilière plus ou moins prononcée qu'accentuent les projets de modernisation (perçement de rues, création de places, construction du chemin de fer dont l'emprise au sol est importante...). Les spéculateurs s'en donnent à cœur joie. Un des grands quartiers de Madrid s'appelle aujourd'hui le *barrio de Salamanca*, du nom du banquier José de Salamanca qui en a été le principal agent immobilier. Ce noble quartier, où les rues sont géométriques, les avenues larges et les immeubles amples et cossus, est l'extension la plus significative de Madrid au XIX<sup>e</sup> siècle. Tous ceux qui connaissent Barcelone sont frappés de l'exceptionnel urbanisme qui caractérise cette ville bourgeoise. Son inspirateur est Ildefonso Cerdà. Là encore la géométrie (les pâtés de maisons ont une dimension prévue de 113 mètres), la rationalisation et la largeur des avenues (20, 30, 50 et 100 mètres) permettent encore aujourd'hui à la ville de respirer aisément. Dans ces années de construction à tout va, les élites locales n'ont pas peur des « gestes architecturaux ». L'architecte Antonio Gaudí (1852-1926) est ainsi l'auteur d'immeubles mythiques à Barcelone et d'une basilique – la Sagrada Familia – achevée en 2011 ! Mais on ignore trop souvent qu'on trouve ses réalisations à León (la maison Botines, 1892) et à Astorga (palais épiscopal, 1889-1893), une très modeste ville du Nord-Ouest. D'autres architectes et urbanistes songent au problème du logement ouvrier. C'est ainsi qu'à Madrid, Arturo Soria (1844-1920) lance le projet d'une extension de la ville répondant aux besoins et aux faibles capacités des ouvriers. Le quartier Ciudad Lineal commence à sortir de terre à la fin du siècle.

Cette fièvre constructrice est l'expression de convergences sociales produites par les transformations économiques. La vente des biens religieux a souvent libéré de l'espace en centre-ville et les monastères abandonnés sont faciles à détruire. La ville de Valladolid est un bon exemple de cette politique où s'expriment les ambitions de la bourgeoisie ascendante<sup>42</sup>. Les projets de rénovation urbaine s'inscrivent dans une ambition plus grande qui ferait de Valladolid un nœud ferroviaire, industriel et commercial. Les réalisations ne seront pas à la hauteur de ces premiers projets mais malgré tout, et avec l'aide de la conjoncture, notamment lors du rapatriement des capitaux de Cuba, la ville se transforme. D'administrative, religieuse et militaire, elle devient



industrielle, aussi bien dans des domaines traditionnels comme l'agroalimentaire que dans des secteurs nouveaux comme la chimie. Son historien le plus récent, Philippe Lavastre, voit dans cette période le moment où la ville se dote des atouts pour devenir le grand centre industriel qu'elle sera au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Cette conclusion rejoint les hypothèses de David Ringrose, qui veut voir dans la dynamique économique espagnole une croissance continue et soutenue. L'approche monographique vient ainsi confirmer une nouvelle compréhension des équilibres territoriaux espagnols dans laquelle l'opposition entre un centre défaillant et une périphérie monopolisant le dynamisme n'est plus aussi claire qu'avant. Pour autant, cela ne remet pas fondamentalement en cause l'existence de villes « endormies », à l'existence lente et peu dynamique. Elles rayonnent sur leur campagne environnante. C'est le cas de villes comme Ségovie, Cuenca, Palencia, Lugo, Guadalajara, Gérone...

Des villes champignons apparaissent à la faveur d'une exploitation minière (ainsi La Carolina, dans la province de Jaen, ou Linares, dont la population est multipliée par cinq pour atteindre 30 000 personnes en 1900), d'un développement spectaculaire de l'industrie (Alcoy dans la province d'Alicante, qui triple sa population passant de 10 000 à 30 000 habitants), d'un développement du trafic maritime (Algesiras ou La Línea à côté de Gibraltar), ou encore de la proximité de villes importantes. Barcelone voit ainsi se créer un réseau de villes – Badalona, Manresa, Sabadell, Vilanova – autour d'elle, qui finit par constituer une ceinture faisant de la Catalogne la région la plus urbanisée du pays. Le lien entre industrialisation et urbanisation est plus que manifeste. Il donne du coup à ces agglomérations des caractéristiques politiques qui se confirmeront au siècle suivant. La « ceinture rouge », c'est-à-dire la ceinture ouvrière de Barcelone, demeure encore aujourd'hui une réalité politique qui fait sentir ses effets électoraux.

Cet examen des mutations urbaines ne doit pas occulter le fait que la majorité de la population espagnole reste rurale. Cette vie rurale est infiniment plus lente que la vie urbaine, soumise aux transformations architecturales et aux conséquences d'une nouvelle économie. La vie rurale est, nous l'avons dit plus haut, difficile, pénible, austère. C'est le mélange de ces deux Espagnes qui frappe les voyageurs étrangers. Dans les années 1840, à l'image de Théophile Gautier, nos voyageurs romantiques recherchent et trouvent une Espagne fascinante et exotique. À la fin du siècle, cette dimension existe encore, comme en témoigne le texte de Maurice Barrès intitulé *Du sang, de la volupté, de la mort* (1894) et qui tente de percer le secret de Tolède, mais elle est compensée par ceux qui ont un regard plus méthodique. Ainsi René Bazin publie en 1895 *Terre d'Espagne*, où on le voit attentif aux mutations industrielles. En témoigne cette vision de Bilbao : « Le premier coup d'œil confirme mes pressentiments : la ville s'épanouit, déborde ses modestes limites primitives, devient une grande ville maritime (...) Elle a soixante-dix mille et même cent mille habitants, si l'on compte la population des

agglomérations voisines, pauvres bourgades autrefois, qui sont aujourd'hui de petites cités ouvrières de dix ou douze mille âmes, et peuvent être considérées comme les faubourgs de la capitale. » Il appelle le Nervión, le fleuve qui irrigue Bilbao, un « vrai fleuve ouvrier » et rapporte une conversation qu'il a eue avec un industriel du lieu : « Tout cela c'est l'œuvre de vingt ans. Bilbao dans le Nord, Barcelone dans l'Est, prouvent que l'Espagne est capable de rapides progrès industriels et que certaines de nos races, tout au moins, ne sont pas douées seulement pour le travail des champs, mais pour ceux de la mine et du métier<sup>43</sup>. »

L'Espagne a changé. Elle combine des espaces où la modernité s'épanouit – en 1909, le lancement des travaux de la *Gran Via* à Madrid permet une audace architecturale qui fait de cette voie l'un des axes importants de la vie madrilène – et des lieux où le temps semble s'être arrêté. Pierre Vilar raconte avoir rencontré, dans les années 1920, des personnes dont la conception de la vie était proprement médiévale. C'est tout le paradoxe de cette Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle, traversée par des révolutions politiques et économiques et en même temps stable dans certains de ses fondements humains. Comme en géologie quand s'accumulent les forces contraires, l'issue est le séisme. Dans ce développement inégal dont nous avons essayé de rendre compte dans ces pages gît sans aucun doute une partie des explications de l'histoire chaotique du siècle suivant.

1. Angus Maddison, *L'Économie mondiale : statistiques historiques*, OCDE, 2003.

2. Dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

3. Jordi Nadal, Barcelone, Ariel, 1975. La traduction du titre est : *L'échec de la révolution industrielle en Espagne*.

4. Ce texte date de 1996. La version américaine est publiée à Cambridge-New York, Cambridge University Press, la version espagnole à Madrid, Alianza Editorial.

5. Ce cloisonnement de l'espace espagnol a eu des conséquences durables. Pour Nicolás Sánchez Albornoz (dans *Las crisis de subsistencia en España en el siglo XIX*, Rosario, Instituto de Investigaciones históricas, 1963), les crises de subsistances du XIX<sup>e</sup> siècle sont souvent localisées et les moyens d'y remédier par un apport de vivres supplémentaires absents tant que le réseau de chemin de fer n'est pas construit.

6. Les séries statistiques concernant la population commencent de manière annuelle à partir de 1857. Les données entre 1787 et 1857 sont donc partielles, ou extrapolées à partir de cas et de recensements locaux.

7. La *Comisión de Estadística General del Reino* a été créée par le décret du 3 novembre 1856. Elle comporte quatre sections : 1°) cartographie, topographie, communications et frontières, 2°) population, statistiques militaires, éducation, bienfaisance, sécurité et ordre public, 3°) cadastre, statistiques agricoles, commerciales et moyens de transport, 4°) statistiques de l'administration de l'État. Le président du gouvernement était président de droit de cette commission.

8. Pour les femmes au Royaume-Uni, l'espérance de vie atteint quarante-neuf ans en 1900.

9. Jordi Nadal, *La población española. Siglos XVI a XIX*, Barcelone, Ariel, 1970.

10. En septembre 1854, le nombre de morts à Barcelone est de 357, de 3 028 en octobre et de 484 en novembre. On note une surmortalité féminine.

11. L'étude porte sur une période d'observation qui va de 1837 à 1847. Voir J. Nadal, *La población española. Siglos XVI a XIX*, Barcelone, Ariel, 1970, p. 166.

12. Germán Rueda Hernanz, *España 1790-1900. Sociedad y condiciones económicas*, Madrid, Istmo, 2006, p. 28.

13. En Europe, seule la France, dont on sait la stagnation démographique, attire des Espagnols. Ils seraient autour de

30 000 dans la décennie 1850, à partir de 75 000 à partir de 1880.

14. « D'une société encore essentiellement seigneuriale, caractérisée par la domination de la noblesse et du clergé, on passe à une autre société caractérisée par l'implantation du droit bourgeois et l'émergence de nouvelles formes sociales sur la scène politique. » Carlos Marichal, *La revolución liberal y los primeros partidos políticos en España 1834-1844*, Madrid, Cátedra, 1980, p. 17. Voir aussi la mise au point de Miguel Beltrán Villalva, « Liberalismo y burguesía en la menor edad de Isabelle II: una mirada sociológica a la España posfernandina », *Revista de Estudios Políticos (Nueva Época)*, 123, 2004, pp. 71-100.

15. Tous ces chiffres dans Leandro Prados de la Escosura, *De imperio a nación. Crecimiento y atraso económico en España (1780-1930)*, Madrid, Alianza Editorial, 1988 et David R. Ringrose, *España, 1700-1900: el mito del fracaso*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.

16. Entre 1850-1854 et 1890-1894, les exportations sont multipliées par 5,4 et les importations par 5,8.

17. Joaquín del Moral Ruiz, Juan Pro Ruiz, Fernando Suárez Bilbao, *Estado y territorio en España. 1820-1930*, Madrid, Catarata, 2007, pp. 117-139. À titre de comparaison, le nombre d'agents publics en France (hors militaires) passe de 217 000 en 1858 à 416 000 en 1896. Voir Christophe Charle, *Histoire sociale de la France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1991, p. 195.

18. Josep Fontana, *La quiebra de la monarquía absoluta (1814-1820). La crisis del Antiguo Régimen*, Barcelone, Ariel, 1971, et *Hacienda y Estado en la crisis final del Antiguo Régimen en España 1823-1833*, Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, 1973.

19. On ne dispose cependant pas d'études complètes pour connaître comment ce processus a affecté les grandes maisons aristocratiques. Si la maison d'Albe a pu non seulement conserver intact, mais aussi étendre son patrimoine terrien, d'autres familles ont progressivement tout perdu.

20. Germán Rueda Hernanz, *España 1790-1900. Sociedad y condiciones económicas*, Madrid, Istmo, 2006, p. 140.

21. Josep Fontana, *La época del liberalismo, Historia de España*, vol. 6, Madrid-Barcelone, Crítica Marcial Pons, 2007, p. 183 et p. 277. Germán Rueda Hernanz, *España 1790-1900. Sociedad y condiciones económicas*, Madrid, Istmo, 2006, p. 149.

22. La notion de « blocs de pouvoir » établie par Manuel Tuñón de Lara est une bonne expression pour rendre compte de cette recombinaison des oligarchies espagnoles. Voir Manuel Tuñón de Lara, *Estudios sobre el siglo XIX español*, 1971 ; *La España del siglo XIX*, 1975. On trouvera dans l'Histoire générale de l'Espagne qu'il a dirigée, l'expression de sa méthodologie : voir M. Tuñón de Lara (dir.), *Historia de España*, t. VIII : *Revolución burguesa, oligarquía y constitucionalismo (1834-1923)*, Barcelone, Labor, 1985.

23. Au sud du Tage, on estime que 0,1 % des propriétaires possédaient un tiers des terres. 96 % des propriétaires se partageaient 30 % des terres. Il n'existait donc pas de « classe moyenne paysanne ».

24. Javier Moreno Lázaro et José Martínez Carrión, « La evolución de la estatura en una región de la España interior : Castilla y León, 1830-1960 », *Hispania. Revista española de historia*, volume LXIX, n° 231, janvier-avril 2009, p. 209-234. À titre de comparaison, la taille moyenne des conscrits dans le Morbihan en 1856 est de 163,8 cm et de 166,71 cm en Seine-et-Marne. En 1896, la moyenne nationale en France est de 165,41 cm. Voir Marie-Claude Chemla, « L'accroissement de la stature en France de 1800 à 1960 : comparaison avec les pays d'Europe occidentale », *Bulletin et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, 11<sup>e</sup> série, volume 6, pp. 201-278, et Michiel Alexander van Meerten, « Développement économique et stature en France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », *Annales ESC*, mai-juin 1990, 3(45), pp. 775-777.

25. La production de blé par an et par habitant passe de 188 kg en 1860 à 138 kg en 1900. Cette donnée indique la montée en puissance d'autres cultures plus rentables.

26. Albert Broder, *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, 1998, p. 99.

27. Une comparaison avec la France, qui a beaucoup servi de modèle aux Espagnols, montre bien que le poids de l'État, dans la vie économique notamment, est moindre en Espagne. Les dépenses publiques espagnoles entre 1880 et 1900 représentent autour de 12 à 13 % du PIB, contre 15,5 à 16,5 % en France. La différence est déjà importante. Plus importante encore est la comparaison de la « qualité » de ces dépenses publiques. Quand 40 % sont consacrées à la dette, cette dépense ne sert à payer que le passé, pas à investir dans l'avenir.

28. D'après Clara Eugenia Nuñez, *La fuente de la riqueza: educación y desarrollo económico en la España contemporánea*, Madrid, Alianza editorial, 1992, 22 % des enfants de cinq à quatorze ans sont scolarisés en 1840 et 40 % en 1870, soit pour cette date 1 407 000 enfants. À titre de comparaison, en France le chiffre dépasse les trois millions d'enfants ce qui représente 73,7 % des enfants de cinq à quatorze ans. En Grande-Bretagne, le taux est de 55,9 %.

29. C'est aussi la différence entre une étude spécialisée et une approche synthétique.

30. Juan Pablo Fusi et Jordi Palafox, *España: 1808-1996. El desafío de la modernidad*, Madrid, Espasa Calpe, 1997, p. 135.

31. Cité par Albert Balcells dans Albert Balcells (dir.), *Historia de Cataluña*, Madrid, La Esfera de los libros, 2006, p. 604-605.

32. Ces banques sont le Crédit mobilier espagnol (Péire), la Société espagnole mercantile et industrielle (Rothschild) et la Compagnie générale de crédit en Espagne (Prost-Guilhou). Les compagnies associées sont MZA (Madrid-Zaragoza-Alicante), Ferrocarriles del Norte-Péire, SXC (Sevilla-Xerez-Cordoba).

33. Sur les 347 membres des conseils d'administration des compagnies ferroviaires entre 1866 et 1869, 119 ont été des parlementaires sous Isabelle II. Voir Gregorio de la Fuente Monge, *Los revolucionarios de 1868. Elites y poder en la España liberal*, Madrid, Marcial Pons, 2000, pp. 236-240.

34. Albert Broder, *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Paris, Economica, 1998, p. 308.

35. « L'Espagne est l'un des pays européens avec les pires conditions de transport intérieur (...). Que les mauvaises conditions du transport intérieur dans la péninsule Ibérique aient été un des grands facteurs d'explication du retard économique de l'Espagne est un axiome accepté par tous. » Gabriel Tortella Casares, « La paradoja del ferrocarril español » dans Miguel Muñoz Rubio, Jesús Sanz Fernández et Javier Vidal Olivares, *Siglo y medio de ferrocarril en España 1848-1998. Economía, industria y sociedad*, Madrid, Fundación de los ferrocarriles españoles, 1999, pp. 249-250.

36. En 1857, une simplification divise les routes en trois ordres.

37. En 1870, la vitesse moyenne du trajet Madrid-Hendaye en train est de 34 km/h.

38. Siemens met au point dès 1879 la première locomotive électrique !

39. L'introduction des turbines qui multiplie le rendement de la puissance hydraulique par rapport à l'ancêtre roue, date de 1840. Mais la diffusion de cette invention française est très lente. On la connaît d'ailleurs assez mal avant 1916, date d'un recensement général.

40. On en connaît tous les aspects grâce à la monumentale thèse de Gérard Chastagnaret, *L'Espagne, puissance minière*, Madrid, Casa de Velázquez, 2000.

41. David Reher, « Ciudades, procesos de urbanización y sistemas urbanos en la Península Ibérica » dans *Atlas histórico de las ciudades europeas. I. Península Ibérica*, Barcelone, Centre de Cultura Contemporània de Barcelona, Salvat, pp. 1-29.

42. Voir Philippe Lavastre, *Valladolid et ses élites. Les illusions d'une capitale régionale (1840-1900)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2007.

43. René Bazin, *Terre d'Espagne*, Paris, 1895 cité par Bartolomé et Lucile Bennassar, *Le voyage en Espagne. Anthologie des voyageurs français et francophones du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont, 1998.

**Livre deuxième**  
**Inventer la tradition**  
**(1923-1975)**

## 6

### **L'échec de l'illusion régénérationniste La dictature de Primo de Rivera (1923-1930)**

Nombre d'acteurs et d'historiens s'accordent sur un point : entre 1917 et 1923, le régime de la Restauration connaît sa crise finale, une dissolution des assises politiques qui l'avaient rendue possible. Durant ces années, un processus de décomposition politique corrode la vie nationale. Cela se traduit par une montée des tensions, dans laquelle la violence joue un rôle croissant. Suivre les méandres de la vie politique d'alors revient à observer la propagation du mal et l'ankylose du système. Nous en rapporterons les principales étapes. Mais l'explication dépasse la chronique gouvernementale et parlementaire et oblige à regarder une société en pleine mutation dans un environnement international lui aussi profondément transformé par la Première Guerre mondiale et son achèvement. Car les progrès de la communication rendent moins étanches les problématiques nationales et une internationalisation des enjeux politiques, sociaux et culturels qui mobilise les masses, mieux informées et mieux manipulées aussi, se produit. De fait, les grands quotidiens nationaux, *ABC*, d'obédience monarchiste, *El Sol*, libéral, *El Debate*, *La Vanguardia* en Catalogne frôlent, atteignent ou dépassent le seuil des 100 000 exemplaires diffusés<sup>1</sup>. L'Espagne s'insère dans ce mouvement qui, d'une certaine manière, finira par l'envelopper lors de la guerre civile, vécue hors de ses frontières comme un événement international, et pas seulement hispano-espagnol.

La période 1917-1931 anticipe-t-elle celle qui lui succède ? La dictature de Miguel Primo de Rivera annonce-t-elle celle, plus longue et plus brutale, de Francisco Franco ? Ces questions légitimes occultent cependant d'autres interrogations que l'historien ne peut éviter. Primo de Rivera n'est-il pas plutôt la réplique des *espadones*<sup>2</sup>, ces généraux chefs de partis du XIX<sup>e</sup> siècle, les Espartero, Narváez, O'Donnell et autres Serrano, noms désormais familiers aux lecteurs ? Est-il un épiphénomène, une sorte de retour en arrière, ou au contraire augure-t-il, par son action et ses ambitions, une nouvelle manière de concevoir l'Espagne et son avenir ? Enfin, comme dans toute dictature, suffit-il de s'arrêter au cercle étroit du pouvoir ? Comment réagit la société, l'opinion publique, les forces politiques, syndicales, culturelles ?

Doit-on oublier que derrière Alphonse XIII et Miguel Primo de Rivera avancent plus de 21 millions d'Espagnol(e)s, dont 60 % ont moins de trente ans<sup>3</sup> ?

## Genèse du coup d'État

La triple crise de l'été 1917 était militaire, syndicale et politique. On a rappelé précédemment quelles formes empruntèrent la protestation d'une partie de l'armée et la grève générale lancée par les syndicats en août. Il faut maintenant évoquer l'action des forces politiques et, pour ce faire, se déplacer à Barcelone. À l'initiative de Francesc Cambó, qui venait de publier ses réflexions politiques, intitulées de manière significative *Le Pessimisme espagnol* (février 1917), les parlementaires, hostiles à la fermeture des Cortes imposée par le gouvernement Dato, se réunissent dans la capitale catalane. Le 5 juillet, seuls les élus catalans se mobilisent. Mais le 19 juillet, les autres parlementaires les rejoignent pour réclamer une assemblée constituante. La répression du mouvement ouvrier, à l'été, relègue au second plan cette initiative qui illustre de manière criante le dérèglement des fondements du régime. Celui-ci reposait sur l'alternance de deux grands partis, l'un conservateur, l'autre libéral, chacun devant intégrer en son sein les nouveaux courants politiques qui émergeaient. Ce processus postulait à la fois une certaine plasticité idéologique mais aussi une stabilité sociologique. Or, les profondes transformations socio-économiques en cours malmènent les assises sociales d'un système plutôt fondé sur la propriété de la terre.

Car c'est dans les villes que se manifestent ces changements, et avant tout à Barcelone. La bourgeoisie et le prolétariat industriels s'y concentrent comme nulle part ailleurs en Espagne. À cet égard, la société catalane est bien une avant-garde, un foyer où observer la modernisation en cours. Sans être le seul, il est le plus mûr, le plus construit socialement et politiquement. Du coup, il exercera la plus grande influence culturelle, sans que l'on puisse pour autant évoquer une « essence » catalane du progrès. S'y manifestent plutôt les transformations qu'induit la révolution industrielle. Francesc Cambó, représentant d'un catalanisme articulé à l'ambition de gouverner l'Espagne, l'a bien compris. Il cherche, en juillet 1917, à aider à la refondation institutionnelle d'un régime épuisé sans pour autant tenter une aventure séparatiste.

Les causes de l'affaiblissement institutionnel sont bien connues. À partir de 1900, et plus encore à partir de 1910, de trop nombreuses options politiques sont exclues du système gouvernemental. Réformistes, républicains, socialistes, catalanistes et nationalistes basques restent en marge. Électoralement, les différences de comportement entre les villes et les campagnes, où se concentre l'immense majorité de la population, traduisent des degrés distincts de politisation des masses. De fait, les électeurs urbains sont plus libres et mieux informés que les électeurs ruraux, dont beaucoup

sont analphabètes, ce que confirme la plus forte participation en ville qu'à la campagne. La compétition y est aussi plus vive. Si la loi électorale de 1907 prévoyait dans son article 29 qu'en l'absence de concurrents, un candidat unique était proclamé vainqueur sans élection, ce phénomène ne se produit jamais en ville alors que cette pratique restait vivante dans les campagnes. En décembre 1920, 92 députés sur 409 sont ainsi désignés automatiquement et en 1923, le nombre monte à 146<sup>4</sup>. L'équation politique se formule alors ainsi : comment intégrer des forces montantes, dont certaines refusent la forme monarchique du régime, au système institutionnel ? Comment articuler la reconnaissance des spécificités régionales tout en restant dans le cadre national ? Comment associer au gouvernement des hommes et des choses les masses ouvrières sans pour autant prendre le risque de la révolution sociale ? Quelle place le roi, arbitre et centre de gravité de la constitution de 1876, doit-il conserver pour aider à cette réforme politique ?

Les trois premières de ces questions resteront sans réponse entre 1917 et 1923. Mais l'action d'Alphonse XIII apporte des éléments de réponse pour la dernière. Roi régénérationniste et jeune (il a, en 1917, trente et un ans), Alphonse XIII ne reste pas un observateur. De fait, la constitution lui accorde un droit d'initiative important, qui porte d'abord sur le choix des hommes. Il apprécie particulièrement Francesc Cambó et Eduardo Dato. En mars 1918, il accepte de faire appel à Antonio Maura, retiré de la vie politique active depuis 1913, tout en l'influençant fortement. Le monarque lui demande de présider un gouvernement de « concentration nationale » auquel participe Cambó. C'est le deuxième gouvernement de ce type après celui présidé par Manuel García Prieto, de novembre 1917 à mars 1918. Onze gouvernements se succéderont encore jusqu'en septembre 1923. Leur durée de vie moyenne – cinq mois – dit l'épuisement d'un parlementarisme qui tourne à vide. Quatre élections générales se dérouleront en 1918, 1919, 1920 et 1923. Mais c'est l'éclatement des deux partis traditionnels en factions qui frappe l'observateur. Quatre courants libéraux regroupés autour de Santiago Alba, de Manuel García Prieto, du comte de Romanones et d'électeurs libres comme Niceto Alcalá-Zamora fractionnent le vieux parti libéral. Les conservateurs se divisent entre pro-Maura, pro-Dato et indépendants. Les oppositions se renforcent : républicains et socialistes obtiennent respectivement 29, 24 et 25 élus en 1918, 1919 et 1920 et les régionalistes catalans conquièrent 22 sièges en 1918. Manœuvrer dans un Parlement à la fois peu représentatif de la réalité sociale et traversé de querelles devient une mission impossible que révèle l'instabilité gouvernementale. Un fossé se creuse entre la classe politique, obsédée par les enjeux d'une réforme politique, et une société que frappe de plein fouet la crise économique liée à la fin de la guerre en Europe.

Le roi joue un rôle trouble dans cette crise du parlementarisme. Conscient des risques de révolution, il oscille entre volonté de répression et résignation devant l'inéluctable ouverture du régime. Animé d'une bonne volonté évidente, il se désole des lenteurs et des poisons de la vie



parlementaire. Préférant la clarté de la chose militaire, il souhaite faire de l'armée l'instrument privilégié de la réforme en Espagne. Sa connaissance des masses et de l'opinion publique est inévitablement biaisée par les phénomènes de cour. Il aime cependant être un recours direct et, attentif aux demandes qui lui sont adressées, il interfère dans la marche quotidienne de l'administration, notamment celle de l'armée. On lui reprochera d'ailleurs le favoritisme à l'égard des officiers qui dirigent les opérations au Maroc. L'homme sait pourtant aller vers les foules et a le sens de la communication au point que l'historien Gabriel Cardona évoque à son propos un « populisme prétorien<sup>5</sup> ». Sa « baraka » (il a échappé à sept tentatives d'attentat) et son courage physique le convainquent qu'il est un être à part dans le système national. Cette donnée psychologique affecte puissamment l'homme qui forme la clef de voûte du système constitutionnel. Tous les responsables politiques et militaires doivent faire avec cette personnalité complexe, tiraillée entre le conservatisme hérité de sa mère à laquelle il voue une véritable dévotion et le libéralisme dont il aimerait témoigner tout en s'inquiétant des risques politiques et sociaux potentiels.

La conflictualité sociale, par ailleurs, augmente considérablement de 1917 à 1920 : plus de 1,7 million de journées de travail sont perdues en 1917, 1,8 en 1918, 4 millions en 1919 et 7,2 en 1920<sup>6</sup>. L'affiliation aux deux grands syndicats connaît en outre une vive accélération : l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) passe de 140 000 adhérents en 1914 à plus de 200 000 en 1922 et la Confédération nationale du travail (anarchiste) en revendique plus de 790 000 en 1919, dont 427 000 en Catalogne<sup>7</sup>. La hausse des prix excite le mécontentement populaire. Grâce à la guerre et à sa position de pays neutre, l'Espagne avait bénéficié d'une belle croissance de ses exportations. La fin des hostilités, la réorientation des productions, la reprise progressive des appareils productifs des autres pays démontrent le caractère artificiel de ces quelques années de prospérité. L'épidémie de grippe – dite espagnole – à la fin de l'année 1918 frappe intensément le peuple ibère et révèle là aussi le retard du pays en matière de santé publique et l'inégalité devant la mort, tout en traumatisant une population décimée en masse. Les revendications ouvrières, mais aussi agricoles dans les grands domaines d'Andalousie, motivent des grèves importantes. Ainsi, en 1919, le mouvement commencé dans l'entreprise catalane « La Canadiense » se conclut par une victoire ouvrière qui ouvre la voie au décret instituant, le 3 avril, la journée de huit heures.

Les conquêtes sociales résultent toujours d'un rapport de force, comme le confirme la situation assez chaotique qui règne à Barcelone. L'action syndicale des anarchistes de la Confédération nationale du travail et des socialistes de l'Union générale du travail devient plus violente, et des groupes armés sont même créés. La première victime de cette nouvelle forme d'action semble avoir été le patron barcelonais Joan Tapias, le 7 octobre 1917. En réaction, les employeurs financent eux aussi des formations armées,

enclenchant le *pistolerismo*, un engrenage de violence dans lequel l'arme à feu sert d'arbitre. Pour la seule année 1920, près de 200 morts tombent à Barcelone, plus de 170 en 1921. Au total, le nombre de victimes atteint 964 entre janvier 1917 et septembre 1923 pour un total de 848 attentats<sup>8</sup>. Entre 1917 et 1922, dans les cinq autres grandes villes (Madrid, Bilbao, Séville, Valence, Saragosse), on dénombre 121 morts. L'ordre public est clairement menacé. La violence dissout l'autorité administrative et morale de l'État car trop souvent, les autorités cautionnent l'exécution déguisée de responsables syndicaux ou d'activistes politiques, arrêtés puis tués alors qu'ils tentaient, selon la version officielle, de s'enfuir.

Cette justice expéditive et arbitraire, baptisée par l'opinion publique la « loi de la fuite » (*ley de fugas*), eut des conséquences catastrophiques. La violence renforça les jusqu'au-boutistes, le général Severiano Martínez Anido, gouverneur civil de Barcelone de novembre 1920 à décembre 1922 d'un côté, les anarchistes purs et durs de l'autre. Comme l'écrit Julián Casanova, « la répression bloqua les chemins de la négociation (...) et laissa l'organisation aux mains de ceux qui croyaient que préparer la révolution revenait à dépenser tous les fonds du syndicat dans l'achat de pistolets<sup>9</sup> ».

La violence sociale déborde sur le champ politique. Le 8 mars 1921, Eduardo Dato, alors chef du gouvernement, est assassiné par des syndicalistes barcelonais qui entendent ainsi se venger. Comme en 1912 avec José Canalejas, le roi Alphonse XIII perd un Premier ministre qui le rassurait et lui offrait un projet politique. Quelques mois plus tard, les événements au Maroc approfondissent la crise en confrontant une nouvelle fois les Espagnols à la défaite militaire.

L'ambition africaine de l'Espagne s'inscrit dans le contexte international de la fin de la conquête coloniale et de l'arbitrage diplomatique sur le Maroc. Si la France avait consolidé ses positions dès 1912, l'Espagne progressait lentement. Mais à partir de 1918, l'avancée reprend. À la tête des troupes espagnoles, le général Silvestre se lance dans des opérations d'extension de la zone de contrôle depuis les présides de Ceuta et Melilla. Ses incursions le conduisent vers le Rif, où les tribus refusent cette pénétration étrangère. Au cours du mois de juillet 1921, après l'échec d'une offensive espagnole, les troupes rassemblées par les Marocains mettent en échec le général Silvestre et ses hommes à Annual. Une retraite catastrophique est ordonnée à partir du 21 juillet. Le lendemain, les autorités militaires à Madrid mesurent l'étendue de la déroute. Quelques jours plus tard, le 25 juillet, jour de la Saint-Jacques, patron de l'Espagne, le roi Alphonse XIII préside dans la cathédrale gothique de Burgos au transfert des restes du Cid. Rapide et féroce raccourci : la mobilisation du patriotisme espagnol dans le souvenir des épopées héroïques de la Reconquête s'oppose ici au rêve fracassé de l'impérialisme colonial. Le sang et la défaite de l'Espagne réelle tranchent avec les mots et la rhétorique de l'Espagne officielle ! Alors que le roi pavane, près de 10 973 soldats espagnols et 2 390 marocains engagés sous le drapeau espagnol ont succombé

dans les combats à Annual, certains assassinés à l'arme blanche après s'être rendus<sup>10</sup>. L'émotion, immense, rappelle l'ambiance catastrophiste de 1898. Le gouvernement, naturellement, démissionne, mais un replâtrage ne saurait suffire ici. L'opinion publique réclame des comptes ; les socialistes Julián Besteiro et Indalecio Prieto pointent la responsabilité du roi dont les liens étroits avec les militaires, notamment le général Silvestre, minent la popularité. Une enquête, confiée au général Picasso, révèle l'écrasante responsabilité du commandement militaire.

Dévoilé dès 1916-1917 par le mouvement des juntes, le malaise de l'armée ne cesse de s'amplifier. Si les gouvernements successifs, avec le ministre de la Guerre Juan de la Cierva, s'étaient attachés à améliorer le sort des officiers et à intégrer les juntes dans la vie quotidienne et administrative de l'armée, les aventures africaines avaient accentué les divisions entre « péninsulaires » et « africanistes ». La faveur que le roi accordait à ces derniers avait alimenté un sentiment républicain parmi les officiers qui, sur le territoire espagnol, se trouvaient cantonnés à des missions de maintien de l'ordre. Avec la défaite militaire d'Annual et surtout le scandale public, l'antimilitarisme se développe. Largement nourri des critiques socialistes et syndicales, il amalgame dans une même dénonciation l'ensemble de l'institution. Aussi sa hiérarchie, malgré ses divisions, vit-elle douloureusement ces longs mois de tension. Le 13 septembre 1923, le capitaine général de Catalogne, le général Miguel Primo de Rivera lance un manifeste par lequel il réclame le pouvoir. Il renoue par ce geste avec la longue tradition des *pronunciamientos*, c'est-à-dire l'intervention dans le champ politique d'un militaire qui excipe de son patriotisme pour s'offrir comme recours. Dès le lendemain, il se voit confier le gouvernement du pays.

Alphonse XIII a cautionné l'entreprise militaire, semblable en cela à Victor-Emmanuel III qui, un an auparavant, a accepté l'arrivée de Mussolini au pouvoir. L'un comme l'autre étaient-ils convaincus de l'inaptitude des civils ? Étaient-ils découragés par le climat délétère qui empoisonnait la vie politique et la vie quotidienne de leurs sujets ? Espéraient-ils qu'une dictature transitoire suffirait à remettre de l'ordre ? Le rapprochement avec l'Italie s'impose, non que Primo de Rivera offre une variante espagnole du fascisme mussolinien, mais bien parce que dans les deux cas le système libéral et parlementaire semble mourir de son incapacité à se réformer. Il se justifie encore par la présence, à côté du dictateur, du roi. Celui-ci est-il un complice ? Un recours ? Un observateur ? Ces questions soulignent l'extrême ambiguïté du rôle de ces deux monarques qui achèveront leur vie en exil, Alphonse XIII mourant à Rome en 1941. Comme dans le cas de Victor-Emmanuel III, la chute du dictateur précédera celle de la monarchie. Enfin, le rapprochement avec l'Italie de Mussolini est suggéré par le témoignage de deux infantes, Eulalie et Paz, tantes du roi, qui dans leurs mémoires clament leur admiration pour le Duce<sup>11</sup>. Ainsi, l'exemple italien inspire incontestablement l'action politique d'Alphonse XIII au moment précis où les démocraties européennes

subissent un assaut de critiques généralisées.

Deux questions sont posées : le roi a-t-il encouragé la préparation du coup d'État ? Avait-il une autre option ? Dans la constitution de 1876, le monarque, source de souveraineté, est le point d'équilibre de l'ensemble. Son attitude a-t-elle conduit à la mise entre parenthèses de la Constitution ? Ses détracteurs, souvent des polémistes brillants et féroces, dénoncent son intrusion dans le jeu politique. La république, en 1931, estimera qu'il a outrepassé ses pouvoirs constitutionnels et le mettra formellement en accusation sous ce chef. Ses partisans plaident sa bonne foi et le caractère sincère de ses interventions. En exil, le monarque soulignera rétrospectivement sa passion de l'unité et de la concorde civiles. Alphonse XIII a été pleinement roi, un roi doté de grands pouvoirs et dont l'action quotidienne dans le gouvernement était constitutionnelle. Son tempérament l'inclinait plutôt du côté des forces conservatrices, bien qu'il ait compris que le régime devait nécessairement s'ouvrir aux couches nouvelles de la population. Il rencontra à plusieurs reprises des intellectuels dans le cadre d'un « dialogue » avec les forces vives de la nation. Sa formation militaire avait ancré en lui la conviction du caractère fondamentalement honnête et patriotique de l'armée. Sur le plan personnel, Alphonse XIII dira l'estime dans laquelle il tient le général Primo de Rivera : « Le général était un militaire des pieds à la tête. Il possédait toutes les qualités et toutes les limitations de l'officier de carrière (...). Ses vertus étaient une honnêteté parfaite et une absence complète de toute motivation égoïste », confiera-t-il à l'un de ses biographes<sup>12</sup>. Confronté à la dissolution des repères de l'ancien système, Alphonse XIII a donc choisi l'armée et son sentiment national pour boussole. Pouvait-il en être autrement pour ce jeune homme né et éduqué comme roi qui dès l'âge de seize ans avait dû naviguer dans les méandres d'une vie politique tenue par des vieillards ? Dans son manifeste du 13 septembre 1923, les mots choisis par le général Primo de Rivera ne peuvent que résonner agréablement aux oreilles royales : « Il est temps (...) de libérer la Patrie des professionnels de la politique qui, pour une raison ou une autre, nous offrent le tableau de malheurs et d'actes immoraux qui commencèrent en 1898 et qui menacent aujourd'hui l'Espagne d'une fin tragique et honteuse. L'étouffant réseau de la politique de concupiscence a pris dans ses filets, la séquestrant, jusqu'à la volonté royale ». Face au gouvernement qui entend juger Primo de Rivera pour cet acte de rébellion, le roi choisit de l'appeler à Madrid. La condition du général est simple : se défaire du gouvernement et installer un directoire militaire provisoire.

Entre 1917 et 1923, Alphonse XIII assiste, comme l'ensemble de la classe politique, à la création d'une impasse. L'historien Manuel Tuñón de Lara a appelé « blocs de pouvoir » les forces oligarchiques hostiles à une remise en cause de leur situation de monopole de la richesse, de l'administration et de l'information. Ces blocs formaient l'assise sociologique du régime pensé par Cánovas, dont la Couronne constituait la garantie. Leur

lent effritement de 1917 à 1923 mine profondément le pouvoir. En soutenant la solution militaire, Alphonse XIII a-t-il pensé secourir une oligarchie en danger ? N'a-t-il pas cru au contraire trouver dans le général Primo de Rivera l'instrument idéal pour mener enfin la politique régénérationniste qu'il appelait de ses vœux ?

Les premières réactions politiques et sociales donnèrent raison au choix du monarque. D'une certaine manière, le général Primo de Rivera incarnait le « chirurgien de fer » qu'à l'initiative de Joaquín Costa, les régénérationnistes, depuis 1900, attendaient pour transformer le pays. Le patronat industriel et agricole, à l'échelle nationale comme en Catalogne ou au Pays basque, accueillit avec enthousiasme et soulagement la solution militaire. Le jeune philosophe José Ortega y Gasset avait publié en 1920 un livre sévère sur l'Espagne intitulé *España invertebrada* (*L'Espagne invertébrée*). Dressant un sombre diagnostic de l'histoire espagnole depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, il y condamnait le rôle des élites traditionnelles. Or, il accepta non sans ferveur le coup d'État du général. Cet exemple révèle l'état d'esprit de l'opinion publique, y compris chez des intellectuels attachés à la démocratisation de l'Espagne. Car en septembre 1923 se manifeste une immense fatigue de la « vieille politique » pour reprendre les termes d'Ortega y Gasset. L'absence de mouvement significatif contre le coup d'État montre que l'ancien système a vécu. Le parti socialiste et son syndicat l'UGT prônent l'abstention, jugeant le coup d'État moins condamnable que l'attitude des partis bourgeois responsables d'une politique catastrophique. Cette rupture institutionnelle apparaissait moins comme une initiative isolée que comme la conséquence des crises non résolues qui appelaient à une redistribution complète du jeu et à un essai de « renaissance nationale ».

## Une modernisation inachevée

Une historiographie trop marquée par la guerre civile et le franquisme a longtemps considéré le régime de Primo de Rivera comme une forme de préfascisme ou un préfranquisme. Pourtant cette dictature naît dans le souvenir des pratiques politiques héritées du XIX<sup>e</sup> siècle (le *pronunciamiento*). L'initiative de Primo de Rivera est, par ailleurs, conditionnée par les réflexions sur le destin de l'Espagne qu'à la suite du choc de 1898, intellectuels et politiques ont formalisées. Elle répond à un moment précis de crise du régime où la catastrophe marocaine joue à l'arrière-plan. Ces données espagnoles ne sauraient occulter des éléments moins nationaux : en effet, la dictature de Primo de Rivera s'inscrit dans le panorama européen des années 20 qui voient s'instituer tant de régimes autoritaires.

Le nouveau directoire militaire, composé du général Primo de Rivera comme unique ministre et d'un général de brigade représentant chacune des régions militaires ainsi que d'un contre-amiral, se pense initialement comme transitoire et propose au roi un programme de quatre-vingt-dix jours. Si les

élites économiques l'accueillent favorablement, il suscite l'hostilité du syndicat anarchiste (CNT), qui passe dans la clandestinité et l'attentisme des socialistes (UGT). Les garanties constitutionnelles sont suspendues, et avec elles l'inviolabilité des domiciles privés ou le secret de la correspondance. Mais ce n'est pas la première fois. Depuis 1917, les gouvernements avaient recouru à ces mesures. L'état de guerre, prolongé *sine die*, ne sera suspendu qu'en mai 1925. Tout concourt par conséquent à créer un état d'exception dans lequel les mesures répressives sont censées favoriser un « assainissement » de la situation, pour reprendre la terminologie du directoire militaire. La justice est militarisée, les délits contre l'ordre et la patrie (dès le 18 septembre 1923) et contre l'unité nationale (à partir de 1926) passant sous l'autorité judiciaire militaire. C'est le fait majeur de la dictature que de remplacer à peu près partout l'autorité civile par l'autorité militaire. Les autorités municipales et provinciales sont destituées et remplacées. Dès le 15 septembre 1923, les gouverneurs militaires et les préfets (des « délégués gouvernementaux ») se substituent aux gouverneurs civils et nomment les nouvelles autorités locales. Pendant plus de sept mois, ils concentreront tous les pouvoirs avant que ne soit rétablie l'autorité du gouverneur civil, dépendant alors étroitement du gouvernement qui le nomme. Cette première étape de la dictature marque ainsi l'« absorption totale de l'État par l'armée<sup>13</sup> ».

Loin d'être provisoire, le directoire militaire s'installa dans la durée. Il fallait donc donner au régime un semblant de forme ou, pour le dire autrement, il fallait se remettre à faire de la politique. Si le rétablissement de l'ordre avait été le seul horizon de Primo de Rivera, son retrait s'imposait de lui-même. L'action du pouvoir se place alors hors de toute légalité constitutionnelle, entraînant un flou quant à la nature du régime. Les présidents des deux assemblées, le Sénat et les Cortes, réclament au roi la convocation de nouvelles élections qui, selon les termes de la Constitution, doivent intervenir trois mois après la suspension de la législature en cours. Cette initiative indique que nul ne connaît le cadre dans lequel inscrire l'action politique. Il n'empêche que le roi refuse leur demande et que le directoire les prive de leur titre de présidents, signifiant indirectement que les Chambres sont dissoutes. Pour empêcher tout retour en arrière et parce qu'il pense être le chirurgien de l'Espagne, Primo de Rivera embrasse le projet de moderniser le pays. Il se dote tout d'abord d'un bras politique, l'Union patriotique, à partir d'avril 1924. Entendant transcender les clivages politiques, ce rassemblement vise à devenir un instrument de mobilisation des masses. Son journal, *La Nación*, paraît à partir d'octobre 1925. L'insistance mise sur les termes « patrie » et « nation » souligne tant le projet fédérateur que croit porter le général Primo de Rivera que sa volonté d'effacer les oppositions politiques. En ce sens, ce culte de l'unité, cette passion de la nation, ce rejet de la division politicienne, ce refus d'une lutte des classes sont des traits idéologiques que l'on retrouve dans le fascisme italien de l'époque.

Garde prétorienne, le *Somatén*, également créé en 1924, rappelle les milices d'origine patronale montées dans la Barcelone des années terribles (1902-1923) et mélange le souvenir de la Garde nationale du XIX<sup>e</sup> siècle et des formations plus contemporaines luttant contre l'action syndicale et la menace révolutionnaire. En 1927, l'Union patriotique compterait plus de 1 700 000 affiliés... mais seulement 600 000 à la fin de 1929, quelques semaines avant que Primo de Rivera n'abandonne le pouvoir. Son slogan, « Religion, Patrie et Monarchie », exalte des valeurs historiques plus qu'il ne présente des projets d'avenir, trahissant peut-être ici une ambiguïté fondamentale du régime.

En décembre 1925, le directoire militaire est remplacé par un directoire mi-militaire, mi-civil où l'on retrouve des ministres à part entière. Outre le général Martínez Anido, qui incarne la répression, des hommes de droite, souvent issus de la tendance conservatrice, rejoignent le gouvernement, comme José Calvo Sotelo aux Finances. Dans le courant de l'année 1926, le général Primo de Rivera envisage la création d'une Assemblée nationale qui se substituerait aux anciennes formes de représentation nationale. Un curieux plébiscite ratifie en septembre de la même année cette première institutionnalisation du nouveau régime : les Espagnols sont invités à signer dans les mairies des registres pour affirmer leur appui à cette initiative. En théorie formée de membres élus au suffrage universel et de députés choisis par le gouvernement pour représenter le monde économique ainsi que les grandes institutions (Église, Armée, Justice...), cette Assemblée nationale deviendrait une chambre consultative chargée de préparer « l'abolition définitive en Espagne du régime constitutionnel et du Parlement<sup>14</sup> ». Elle présentera dans le courant de 1929 un avant-projet de constitution qui n'aboutit pas. Surtout, ses membres n'auront jamais été nommés !

Loin de revenir à une forme de restauration ou d'approfondir la démocratie, le projet s'en tenait donc à des problématiques constitutionnelles périmées. Il refusait en effet la souveraineté populaire et présentait le roi comme le chef du pouvoir exécutif, alors même qu'il avait été marginalisé depuis 1923 sans que sa préséance lui fût disputée. Certes, les réformes de l'administration locale – statut municipal de 1924 et statut provincial de 1925 – faisaient la part belle au suffrage universel, abaissant même de deux ans l'âge de la majorité civique (vingt-trois ans au lieu de vingt-cinq) et étendant aux femmes chefs de famille le droit de vote. Mais ces dispositions resteront lettre morte : municipalités et députations provinciales seront nommées durant toute cette période.

Ces incertitudes politiques et ces approximations idéologiques compliquent la définition de cette dictature que les Espagnols supportèrent avec résignation. Car la population s'accommoda d'un régime qui semblait lui garantir la paix, l'ordre et la prospérité.

La paix, d'abord. Le conflit principal, déclencheur en partie du coup d'État, c'était le Maroc. Sans être un africaniste, Primo de Rivera saura



reprendre en main une situation désastreuse et négocier avec la France une politique de coopération militaire qui débouchera sur le débarquement d'Alhucemas en septembre 1925. Le prestige acquis par cette opération et la pacification du Rif qui s'ensuit éteignent l'incendie. L'Espagne est redevenue une puissance coloniale au Nord-Maroc.

L'ordre ensuite. La politique de répression accoucha en septembre 1928 d'un nouveau Code pénal qui assimilait les grèves et les arrêts de travail au délit de rébellion. La centralisation des commandements des forces de police et de la Garde civile s'accompagnait d'une surveillance pointilleuse des activités à l'étranger des exilés politiques ou syndicaux. La CNT était entrée dans la clandestinité. S'ajoutait à ces mesures politiques la lutte contre le crime et la délinquance. Car la dictature se montrait obsédée par l'ordre à tout prix. Comme l'écrivait un de ses opposants, le régime « ne fusillait pas, mais tuait sans effusion de sang<sup>15</sup> ». Cette reprise en main fut plutôt efficace, les attentats disparurent, à Barcelone comme dans les autres cités.

Le pouvoir défend par ailleurs une politique centralisatrice. En 1924, il interdit l'usage de la langue et du drapeau catalans dans les cérémonies officielles. En 1925, il met fin au régime de la *Mancomunidad*, cette institution catalane créée en 1914 qui esquissait un début d'autonomie régionale. L'identité espagnole est au contraire exaltée. La fête nationale du 12 octobre – date de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et fête de la Vierge du Pilier, patronne de Saragosse – devient un rendez-vous patriotique important qui célèbre une unité hispanique dont la solidarité s'étend au monde américain. Le régime organise à des fins de propagande de nombreux rendez-vous patriotiques. Il mobilise les membres du Somatén ou de l'Union patriotique mais aussi l'armée et le clergé qui se muent en émetteurs importants d'un discours nationaliste. La jeunesse est encadrée, *via* le *Servicio Nacional de Educación Física, Ciudadanía y Premilitar* (Service national d'éducation physique, citoyenne et prémilitaire). Un catéchisme du citoyen circule dès la fin de 1923. Primo de Rivera développe ainsi « ce qui fut sur le point d'être le premier grand programme intégral de nationalisation des masses de l'histoire contemporaine espagnole<sup>16</sup> ».

La prospérité enfin. La prise de pouvoir du dictateur coïncide avec la reprise de la croissance. Dans le cadre d'une politique protectionniste en phase avec la conjoncture mondiale, la production industrielle progresse de près de 40 % entre 1924 et 1931. L'augmentation de la population (de 21,3 millions en 1920 à 23,7 en 1930), de son espérance de vie (de 40 à 48 ans pour les hommes et de 42 à 52 ans pour les femmes sur la même décennie), de son alphabétisation (de 59 % à 71 %) fournissent d'autres indicateurs des progrès matériels et sociaux que connaissent alors les Espagnols. Une modernisation tous azimuts semble alors marquer le pays. La population active dans le secteur primaire recule de 57,2 % à 45,5 %, tandis que l'industrie rassemble 26,5 % des travailleurs en 1930, contre 22 % en 1920. La politique économique du directoire accompagne cette croissance et



témoigne d'un investissement de l'État dans la vie économique, qu'organise un Conseil de l'économie nationale créé le 30 avril 1924. On modernise à tout va : les chemins de fer, la production et la distribution électriques. On construit des routes, parce que le parc automobile est multiplié par quatre. Les créations de plusieurs monopoles comme la compagnie de téléphone Telefónica (1924) et celle des pétroles CAMPSA (1927), de la chaîne hôtelière Paradores de Turismo (1928) sont typiques d'un État modernisateur. Inspirée par les enseignements de Joaquín Costa, l'agriculture se modernise grâce à l'irrigation. Plus de 180 000 hectares sont ainsi mis en valeur en Aragon par la Confédération hydrographique de l'Èbre, née en 1926. Les confédérations des bassins du Segura (sud-est de la Péninsule), du Duero (centre) et du Guadalquivir (sud) complètent ce dispositif. La portée réelle de cet effort ne saurait être exagérée : les terres espagnoles sont globalement mal mises en valeur, et la campagne reste pauvre. Le produit agricole ne croît que de 0,8 % par an sur la période 1923-1931, contre une croissance annuelle de 7 % entre 1911 et 1922. Surtout, aucune réforme agraire n'est véritablement entreprise. Les structures socio-économiques où coexistent la très grande propriété – la *latifundio* – et le prolétariat agricole se maintiennent, malgré quelques mesures visant à protéger le fermier face aux propriétaires ou à aider, par des prêts bonifiés, l'accession à la propriété. Mais ces avantages ne bénéficient qu'à quelque 4 000 paysans ! De même, la législation sociale conjugue paternalisme et respect des droits acquis (la journée de huit heures). Si la dictature impose, à travail équivalent, l'égalité des salaires hommes-femmes, elle soumet à autorisation et signature maritales les contrats de travail des épouses.

Menés par Julián Besteiro et Francisco Largo Caballero, les socialistes ont compris qu'il était intéressant de « saisir la main tendue par le dictateur » pour préserver les acquis de la classe ouvrière<sup>17</sup>. F. Largo Caballero accepte d'être membre du Conseil d'État. Au vrai, l'action répressive contre les anarchistes de la CNT favorise indirectement les socialistes. Même la mise en place en 1926 de l'Organisation corporatiste nationale, par le ministre du Travail Eduardo Aunós, un ancien député catalaniste, respecte les syndicats existants. Contrairement au fascisme italien, le régime de Primo de Rivera ne cherche ni la disparition des syndicats ni leur fusion dans un syndicat unique. En revanche, fidèle à l'inspiration du catholicisme social, il favorise le corporatisme, qui apparaît à bien des égards comme la meilleure réponse possible à la lutte des classes.

Installée dans les « heureuses années 1920 », la dictature jouit ainsi d'une réputation flatteuse que symbolise le développement d'une vie urbaine de plus en plus étincelante. En 1925, Madrid exhibe fièrement le gratte-ciel qui abrite le siège social de la compagnie Telefónica, copie des réalisations américaines ; en 1927 commence la construction d'une cité universitaire qui brille encore par la modernité de son plan d'ensemble et la qualité de son environnement. En 1929, l'exposition de Barcelone insiste sur les réalisations

industrielles, sa jumelle sévillane soulignant les liens avec l'Amérique du Sud. Enfin le sport devient un phénomène de socialisation dont le championnat national de football, créé en 1928, offre un symbole fort. Ces indices de pacification contrastent avec l'impression de chaos des années précédentes. Tout semble réussir au dictateur, comme le confirme le jugement rétrospectivement porté par le roi : « Tant que les hommes d'affaires prospéraient et que les travailleurs travaillaient, tout ce qui allait bien était attribué au général Primo de Rivera<sup>18</sup>. »

Les années 1923-1930 marquent aussi l'apogée de « l'âge d'argent de la culture nationale ». Car l'Espagne s'enorgueillit de deux périodes extraordinairement fécondes du point de vue culturel. Le Siècle d'or, d'abord, qu'illustrent les noms universellement connus de Cervantès, Velázquez, Lope de Vega, Zurbarán, Calderón, Gongora, Quevedo et tant d'autres... Le début du XX<sup>e</sup> siècle ensuite, où éclosent des talents qui marqueront leur art, à l'instar des compositeurs Isaac Albéniz, Manuel de Falla, Enrique Granados, des peintres Joaquín Sorolla, Pablo Picasso, Salvador Dalí, des philosophes José Ortega y Gasset et Manuel García Morente, des écrivains Pio Baroja, Juan Ramón Jiménez, Miguel de Unamuno et, pour les plus jeunes Federico García Lorca, Antonio Machado, sans oublier le cinéaste Luis Buñuel. Toute liste écrase en une compilation qui tient plus du pot-pourri que de l'exposition des réalisations les artistes qu'elle englobe. Mais d'un point de vue historique, trois générations culturelles s'enchaînent et contribuent à doter l'Espagne d'une forte identité. Ces trois générations se rattachent à trois dates : 1898 et la prise de conscience de la crise de l'identité nationale ; 1914 et l'arrivée sur le devant de la scène des intellectuels qui, Ortega y Gasset en tête, appellent à une modernisation et une européanisation du pays ; 1927, avec l'irruption d'une génération de jeunes poètes que domine Federico García Lorca. Bouleversant les codes esthétiques, elle absorbe avec avidité la modernité venue du reste de l'Europe avant de la restituer avec une sensibilité hispanique singulière.

Cette rapide notation suggère que l'enchaînement générationnel n'implique aucune continuité logique. Ces générations forment plutôt des couches sédimentaires se déposant sur un socle que sculpte l'érosion. En outre, si les dates des générations désignent un début, les hommes qui les composent vivent plus ou moins longtemps et leur œuvre ne peut se résumer au geste inaugural qui la fait repérer. Entre le jeune Miguel de Unamuno des années 1890 et le recteur opposant des années 1920 et 1930, se déroule un parcours d'une étonnante complexité<sup>19</sup>. Si la figure de García Lorca émeut tant, c'est que sa vie brisée en 1936 alors qu'il n'a pas quarante ans symbolise le drame culturel de la guerre civile<sup>20</sup>. Antonio Machado, qui meurt fin 1939 à Collioure, quelques mois après avoir quitté l'Espagne, fait oublier le destin de son frère Manuel qui avait opté pour le franquisme, choix qui a nui à la reconnaissance de son œuvre littéraire. La clef générationnelle ne saurait donc expliquer à elle seule toute la vie culturelle espagnole, les dénominations ne

permettant pas de dessiner les contours de groupes qui seraient idéologiquement homogènes.

Mais dans le souci de comprendre les fractures qui parcourent l'identité espagnole, ce repérage chronologique permet d'associer des moments et des noms, de saisir l'apparition publique de problématiques culturelles et philosophiques qui transforment la compréhension du présent et qui, du coup, informent la manière de le mettre en mots. Ainsi, cet « âge d'argent » contraste violemment avec le déclin politique et l'effacement international du pays. Comme le dira à des jeunes étudiants des années 1930 Fernando de los Ríos Urruti, futur ministre socialiste de la Seconde République et neveu du grand intellectuel Francisco Giner de los Ríos, « Il est difficile à ceux qui m'écoutent de se rendre compte de l'énorme douleur que ressentit l'âme espagnole en 1898<sup>21</sup> » De cette douleur, de ce décalage, naît la formulation d'un « problème espagnol » qui hantera une grande partie du xx<sup>e</sup> siècle. Car la période 1898-1927 marque un basculement dans une ambiance radicalement différente de celle du xix<sup>e</sup> siècle. C'est bien dans l'extraordinaire création, les recherches d'expression nouvelle et les ambitions d'artistes pleinement assurés de leur mission, au cours de ces trois décennies, que se fonde le socle culturel de l'Espagne contemporaine. En ce sens, la période marque une ligne de partage des eaux, période de transition et de fondation tout à la fois.

Dès le début du siècle, les gouvernements libéraux, épaulés par les intellectuels, avaient insisté sur la rénovation de la vie scientifique et intellectuelle. La création d'un institut d'études supérieures comme le Conseil pour le développement des études (*Junta para la ampliación de Estudios*), suivie par celle de groupes plus spécialisés en son sein comme le *Centro de estudios históricos*, avait permis une ouverture sur l'étranger et la définition de programmes de travail collectif. L'augmentation des effectifs de l'enseignement supérieur – plus de 70 000 étudiants en 1929, toutes universités confondues – crée une nouvelle classe sociale de plus en plus attentive aux productions des intellectuels. Le prolongement de l'intuition fondatrice de l'*Institución libre de Enseñanza* (Institution libre d'enseignement) dans la création d'une *Residencia de estudiantes* (Résidence d'étudiants) à Madrid, en 1910, où vont éclore, sous la direction d'Alfredo Jiménez Fraud, tant de talents, montre que le renouvellement culturel qui éclate dans les années 1920 découle d'une longue maturation antérieure. Dans les années 1920, la *Residencia de estudiantes* de Madrid devient un centre exceptionnel qui accueille les conférenciers internationaux les plus prestigieux, souvent français (Romain Rolland, Paul Valéry, Louis Aragon, Blaise Cendrars, Paul Claudel, Georges Duhamel, Le Corbusier, Maurice Legendre, Maurice Ravel, Henri de Jouvenel, François Mauriac...), ainsi que des étudiants appelés à une belle gloire artistique : Lorca, Dalí, Buñuel... C'est en partie dans cette effervescence que les élites intellectuelles espagnoles se reconnaissent. Les personnalités déjà célèbres comme Manuel Bartolomé Cossío, Ramón Menéndez Pidal, José Ortega y Gasset y trouvent

un auditoire jeune qui se nourrit de leur savoir et de leurs réflexions. La fécondité d'une tradition qui s'est voulue l'éducatrice de l'Espagne face à la pesante tutelle d'une Église obscurantiste, initiée avec Francisco Giner de los Ríos en 1876, se déploie. L'âge d'argent de la culture espagnole présente le paradoxe d'un contraste puissant entre l'impasse politique d'une part, porteuse d'une démoralisation historique, et la recherche, non d'une régénération mais d'une rénovation de l'Espagne. L'écart entre le pays légal et le pays réel est de plus en plus manifeste, bien que le dialogue entre la société civile et la société politique soit plus puissant que ne le suggèrent les déclarations désabusées des intellectuels. La preuve en sera donnée dans la conjonction des oppositions à Primo de Rivera dans laquelle des hommes comme José Ortega y Gasset, Gregorio Marañón, Miguel de Unamuno joueront un rôle actif.

D'autres éléments complètent cette page de l'histoire culturelle dont les significations morale et politique éclore avec la république. Le développement de la presse écrite, du cinéma et de la radio (Primo de Rivera prononce sa première allocution radiodiffusée en avril 1924) transforme les usages culturels urbains. Écouter la radio, voir un film ou assister à une représentation théâtrale sont des activités collectives (radio-clubs, cinémas ambulants...) qui renouvellent les formes de la culture et de la convivialité populaires. Cherchant à donner une image solide et rassurante de l'Espagne, le pouvoir soutient des manifestations à forte tonalité nationaliste. Dans l'enseignement, l'accent est porté sur l'histoire glorieuse du pays où les héros de la Reconquête, du Moyen Âge, de la puissance impériale de Charles Quint se taillent la part du lion. Les loisirs de masse sont stimulés. Les grandes arènes pour les corridas à Madrid et à Barcelone, mais aussi dans les capitales de province datent de ces années-là. Incontestablement, les années de la dictature sont brillantes et plutôt heureuses. Lorsque Miguel Primo de Rivera meurt, un mois et demi après avoir dû abandonner le pouvoir, début 1930, à Paris, ses obsèques à Madrid sont suivies par une foule massive. Populiste, le dictateur a été populaire, comme le reconnaît l'un de ses opposants socialistes, Ramos Oliveira : « La foule ne l'a jamais haï parce que la dictature fut un despotisme tempéré et Primo de Rivera ne s'est jamais déshonoré avec la cruauté du tyran<sup>22</sup>. »

## Pourquoi l'échec ?

L'homme, selon les différents témoignages, était plutôt expansif et sympathique, à la différence de Franco. Miguel de Unamuno, qui fut l'un de ses détracteurs les plus farouches, le croque avec une ironie brutale. « Ce Primo de Rivera ?... Ce n'est qu'un pauvre homme (...) Il veut jouer au tyran de la Renaissance et il n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout... pauvre homme, je vous dis<sup>23</sup>. » Mais ces coups de canif ne sauraient masquer le caractère débonnaire de ce général aux idées simples. Théoriser Miguel Primo

de Rivera c'est commettre un contresens. Homme de devoir, esprit pragmatique, il a les qualités mais aussi les travers caricaturaux du militaire. Le manifeste du 13 septembre 1923 comporte par exemple un paragraphe éloquent : « Ce mouvement est un mouvement d'hommes. Que celui qui ne sent pas sa virilité complètement affirmée, attende dans un coin, sans déranger, les jours meilleurs que nous préparons pour la Patrie ». En revanche, essayer de caractériser son régime permet d'en comprendre la trajectoire et l'échec final. Il faut aussi conserver à l'esprit qu'il représente une option parmi d'autres dans l'éventail des régimes autoritaires des années 1920 et 1930 qui consacrent la crise de la démocratie et du libéralisme.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Primo de Rivera ne représente pas l'armée à lui seul. Ce corps hypertrophié qui compte plus de 500 généraux et 23 000 officiers pour un effectif global de 90 000 hommes, soit un taux d'encadrement six fois supérieur à celui de l'armée française par exemple, est divisé. L'aventure coloniale marocaine a déséquilibré le mode d'avancement en favorisant la carrière des « africanistes », bien que Primo de Rivera, loin d'être un africaniste, ait attendu plus d'un an avant de s'engager dans la pacification du Maroc. Quoi qu'il en soit, le Maroc facilite l'avancement. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple de Francisco Franco. Né en 1892, sorti de l'académie militaire de Tolède en 1910, il est promu capitaine en février 1915 pour « faits de guerre », commandant deux ans plus tard, lieutenant-colonel en juin 1923, colonel dix-neuf mois plus tard. On est alors en février 1925. Un an après, il est promu général de brigade, le plus jeune d'Europe, à trente-quatre ans à peine ! Le futur Caudillo représente ainsi « l'archétype de l'officier africaniste si différent de la bureaucratie militaire sédentaire qui abondait dans les casernes de la Péninsule et qui s'opposait à toute forme de promotion qui ne soit la stricte promotion par ancienneté<sup>24</sup> ». Certes exceptionnelle, cette carrière météorique illustre l'écart qui oppose l'officier exposé au feu et à la possibilité de la gloire (mais aussi à la mort, car les guerres au Maroc ont coûté la vie à plus de 20 000 hommes entre 1908 et 1926) et celui cantonné à une situation effacée dans la métropole. D'autant que s'ajoute à cette question de prestige une dimension financière. L'officier, comme la plupart des fonctionnaires d'ailleurs, est mal payé, malgré les efforts engagés à la suite du mouvement des jupes de défense à partir de 1917-1918.

D'autres conflits internes à l'armée affaiblissent le pouvoir. La modernisation de l'appareil militaire favorise de nouveaux moyens de combat comme l'aviation. L'artillerie est délaissée, d'autant qu'elle constitue le cœur des revendications corporatistes qui avaient fait la force des jupes de défense. La fermeture de l'académie d'artillerie de Ségovie et la mise à pied de 1 200 officiers, la création d'une académie militaire générale à Saragosse, dont le commandement est confié au général Franco, la réorganisation des corps techniques (santé, ingénieurs...), la rationalisation, c'est-à-dire la réduction des effectifs et la baisse du budget militaire après 1927, nourrissent les

divisions et les conspirations contre le pouvoir de Primo de Rivera.

Ce dernier a donc dû affronter, pendant sa dictature, plusieurs tentatives de coup d'État. On inscrit toujours à l'actif du régime de la restauration la prééminence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. De 1874 à 1923 s'écoulent quarante-neuf ans sans putschs, hormis quelques tentatives circonscrites jusqu'en 1886. Le *pronunciamiento* de Primo de Rivera a interrompu cette trêve, en réactivant des pratiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Surtout, il a brisé un tabou en replaçant l'armée au cœur du jeu politique. Parmi les incidents qui l'opposent à une partie de l'armée se distingue la *Sanjuanada*, ainsi baptisée parce que le coup d'État devait intervenir le 24 juin 1926, jour de la Saint-Jean. À ce classique projet de *pronunciamiento* s'étaient ralliés des militants de la cause républicaine réunis depuis février de la même année dans une Alliance républicaine et des anciens chefs du parti libéral comme le comte de Romanones et Melquíades Álvarez. D'autres conspirations furent ourdies – en vain. Les « flirts » entre dirigeants politiques d'avant la dictature et des généraux prêts à l'aventure se trament : en janvier 1929, le conservateur José Sánchez Guerra prend langue avec le capitaine général de Valence. L'échec rapide de l'opération ne suffit pas à effacer le malaise croissant, et de l'armée, et de l'opinion publique. Mais au centre de ces conspirations se trouvent toujours des officiers d'artillerie, « pierre angulaire de tous les complots<sup>25</sup> ». À la fin de 1929, alors que l'essoufflement du régime est patent, que le roi cherche activement une solution de remplacement, Primo de Rivera ne trouve plus dans l'armée le soutien qui jusque-là l'avait maintenu au pouvoir. Ayant consulté les capitaines généraux en janvier 1930, il constate qu'ils ne l'appuient plus. Aussi, le 30 janvier, présente-t-il sa démission au roi, qui la lui avait déjà demandée quelques jours auparavant. L'armée était, il est vrai, « passive et divisée, en raison des tensions à laquelle la Dictature l'avait soumise. En son sein existaient des groupes opposés : francs-maçons, républicains, primorivéristes, africanistes<sup>26</sup>... ».

Au total, la colonne vertébrale du régime était insuffisamment homogène et faussement rassemblée derrière le dictateur pour assurer la pérennité de son régime. En ce sens, la dictature, même si elle est la plus longue de celles déjà exercées par des militaires comme Narváez et Serrano au XIX<sup>e</sup> siècle, se situe dans la continuité de ces expériences. Sortant du cadre légal des institutions, un homme providentiel s'arrogeait le droit de soigner les maux du pays. Toute une littérature politique avait développé ces idées depuis les années 1890<sup>27</sup>. On comprend mieux, à cette aune, la nature de la dictature franquiste qui réussira, quant à elle, à s'institutionnaliser et à maintenir intact le pouvoir de son chef jusqu'à sa mort... dans son lit ! Dans cette mesure, l'épisode Primo de Rivera se pose bien comme un modèle de transition entre des formes héritées du XIX<sup>e</sup> siècle et l'apparition de nouvelles formes liées à l'ère des masses.

C'est ici qu'intervient la comparaison internationale. Le pullulement des dictatures après la Première Guerre mondiale constitue le fait politique majeur

de l'entre-deux-guerres, si l'on excepte la révolution bolchevique. En juin 1919, l'amiral Horthy, en Hongrie, instaure une monarchie sans souverain et se proclame régent. En Pologne, le maréchal Pilsudski reprend en 1926 un pouvoir qu'il avait volontairement abandonné en 1921 et amorce une dérive vers une politique nationaliste, conservatrice et autoritaire. La même année, un putsch détruit le régime parlementaire portugais et à partir de 1928 le docteur Oliveira Salazar élabore l'*Estado Novo*, mélange d'autoritarisme catholique et d'organisation corporatiste de la société. Les Pays baltes n'échappent pas à cette épidémie, dont le symbole fort reste le fascisme qu'instaure Benito Mussolini à partir d'octobre 1922.

Les analystes ont souvent expliqué cette crise de la démocratie libérale par la conjonction entre les conséquences de la Première Guerre mondiale et la faiblesse de l'enracinement démocratique dans des sociétés archaïques au regard du modèle industriel et libéral anglais ou américain. Dans le cas espagnol, cette explication ne peut être convoquée puisque l'Espagne n'a pas participé à la guerre. Les anciens combattants porteurs d'une forte identité culturelle et émotionnelle sont, par définition, absents de sa société et le pays échappe aux démons du nationalisme irrédentiste. Mais les arguments tournant autour de la faible démocratisation des sociétés restent pertinents. La structure de la propriété agraire évoque une « Espagne semi-féodale<sup>28</sup> », et l'opposition entre les votes urbains et ruraux traduit une grande différence d'éducation et de maturité politiques. L'encadrement qu'offrent les partis et les syndicats favorise cependant l'acculturation des formes et des pratiques politiques. Entre 1917 et 1923, l'Espagne est une démocratie formelle viciée par les biais sociaux qui en empêchent la consolidation. La manière dont l'opinion publique a accueilli le coup d'État exprime le faible enracinement des pratiques démocratiques. On demeure frappé par la quasi-absence de réflexes démocratiques pour défendre une structure constitutionnelle considérée comme vide et par la prégnance de l'idée d'une « dictature tutélaire » pour sauver le pays<sup>29</sup>. Mais d'autres causes doivent être invoquées pour expliquer la signification et les caractéristiques du régime de Primo de Rivera.

Deux axes méritent examen : la question sociale comme soubassement des enjeux politiques, la question nationale comme traduction de l'ambition collective des Espagnols.

La crise sociale a incontestablement été aggravée par le positionnement stratégique des organisations ouvrières. Les anarchistes sont condamnés à la lutte clandestine, ce qui renforce, dans ses équilibres internes, le courant le plus radical. L'Union générale des travailleurs, le syndicat socialiste, collabore avec le régime et en retire un indéniable bénéfice, celui du renforcement de ses effectifs (plus de 200 000 adhérents en 1929) et une position privilégiée à l'intérieur des institutions représentatives des ouvriers. Lors du congrès de 1928, l'UGT et le PSOE ont quasiment les mêmes dirigeants : Julián Besteiro, président, Francisco Largo Caballero, vice-président, Andrés Saborit,



secrétaire général, Wenscelao Carrillo, vice-secrétaire général. Francisco Largo Caballero défend avec ardeur la stratégie de l'intégration progressive de la classe ouvrière dans les structures économiques et à terme dans le système politique, faisant du socialisme non plus une menace révolutionnaire mais un élément d'une évolution graduelle. Cette lecture apolitique de l'environnement dans lequel se meut le syndicat s'impose, avec plus de 87 % des mandats contre les thèses critiques d'Indalecio Prieto. Cet épisode marque l'amorce d'une utopie technocratique qui ne restera pas sans conséquence pour l'union des gauches par la suite. Ainsi, la défense corporatiste des intérêts de tel ou tel groupe social peut être, pour certains, détachée d'une approche politique. Le franquisme jouera beaucoup de cette idée. Cet idéal de « dépolitisation » s'ajuste à une société peu politisée mais porte en lui le danger du « dépassement de la politique » par un idéal unitaire, potentiellement totalitaire. Ces remarques ne s'appliquent pas qu'au seul cas espagnol mais valent aussi pour les recompositions idéologiques qui marquent l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Les structures sociales de l'Espagne ont par ailleurs joué un rôle important. On a déjà souligné la modernisation en cours marquée par l'accélération de l'urbanisation, l'augmentation du nombre de travailleurs dans le secteur industriel, le développement d'une classe moyenne d'encadrement, mais aussi le maintien de structures agraires profondément inégalitaires. Trop souvent galvaudé, le terme de « transition » s'applique ici parfaitement. L'Espagne reste écartelée entre deux modèles, l'un ancré dans l'Ancien Régime, l'autre déjà entré dans la modernité. Ces deux Espagnes ne s'effacent pas l'une l'autre. Elles coexistent, faisant de leurs différences géographiques des distances chronologiques, mentales et politiques. Tout processus de modernisation impose aux sociétés ces contradictions. L'enjeu politique est de savoir les accompagner, soit pour les résoudre, soit pour les exacerber et les faire éclater afin d'ouvrir la voie à une option révolutionnaire. Une troisième option vise à les nier ou à les subsumer dans l'exaltation du nationalisme. Démocratie libérale, idéal socialiste et tentation fasciste incarnent donc l'éventail des possibles. Primo de Rivera ne procède à aucun choix, tout en se montrant assez proche de la tentation fasciste. S'il rejette fermement la révolution, il emprunte au vocabulaire démocratique et veut, en institutionnalisant son régime, le doter d'une forme juridique tout en espérant forger une union nationale susceptible d'effacer les divisions.

L'obsession de l'unité se situe au cœur de sa pensée, exprimant un nationalisme primitif. Depuis plus d'un quart de siècle, la définition de l'Espagne suscite le débat. L'apparition du catalanisme et l'affermissement de son projet politique participent de cette effervescence. Les Catalans pensent la Catalogne et l'Espagne. De même, le discours sur l'identité espagnole autour de l'idée d'unité, réalisée avec les Rois Catholiques Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, confirmée par les apports de cette Espagne unifiée à l'histoire universelle – la découverte des Amériques, le Siècle d'or... –,



amène à exalter la Castille, considérée comme incarnation de l'Espagne. Intellectuels et artistes diffusent cette idée qui s'impose sur la scène politique. L'âge d'argent de la culture espagnole se caractérise ainsi par cette quête identitaire, au point que l'hispaniste américain Iman Fox évoque une « invention de la tradition<sup>30</sup> ». L'identité espagnole est alors présentée comme inscrite dans une longue durée et pensée comme naturelle.

Force est, dès lors, de réinsérer l'Espagne dans le panorama européen. Bien que ses frontières soient stables depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, l'Espagne s'inscrit dans le grand débat nationaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Ni pays neuf (comme l'Allemagne ou l'Italie), ni création des traités de l'après-guerre (comme l'Autriche ou la Hongrie), l'Espagne n'en traverse pas moins une crise identitaire que favorise la faillite de son système politique. Primo de Rivera a prétendu trancher le débat en privilégiant une lecture unitaire, moins centrée sur la Castille que sur le folklore de l'identité espagnole. Cette tendance pourrait être politiquement attribuée à la droite, si des républicains et des démocrates n'avaient pas contribué à cette idéalisation de la Castille et à la redécouverte des coutumes provinciales. Quoi qu'il en soit, la politique simpliste de Primo de Rivera a conduit une partie du catalanisme à basculer vers la gauche, alors même que son origine était plutôt droitiste. On est ici aux origines d'une complication du clivage gauche-droite appliqué à la vie politique espagnole qui, aujourd'hui encore, constitue l'une des fractures les plus importantes de l'Espagne.

Primo de Rivera constitue donc, pour l'ensemble de ces raisons, un épisode singulier. Institutionnellement, il ne s'agit pas d'un régime mais bien d'une dictature qui a suspendu le fonctionnement régulier de la constitution. Son échec final illustre le délitement des soutiens qui l'avaient rendu possible, et même, un temps, solide. L'illusion régénérationniste a vécu. Le ralentissement économique, la convergence des oppositions, la montée en puissance des contestations universitaires et intellectuelles, la prudence réservée de certains partenaires de Primo de Rivera, notamment le syndicat socialiste UGT à partir de 1928 dessinent les conditions d'un affaiblissement de la proposition politique que formule le gouvernement. Le départ forcé du général ouvre une période d'incertitude. Le roi fait alors appel au général Dámaso Berenguer, qui compose un gouvernement de militaires conservateurs proches du Palais. Ce choix révèle la myopie d'Alphonse XIII. Le roi ne dispose plus de relais civil et puise dans le vivier militaire qui lui est familier. Mais en jetant son dévolu sur le chef de sa maison militaire, il distingue un général dont les choix catastrophiques concernant le Maroc avaient préparé le désastre d'Annual. Tout au long de l'année montent les remises en cause, voire les accusations qui n'épargnent pas le monarque lui-même.

Dans un article du 15 novembre 1930 passé à la postérité, le philosophe José Ortega y Gasset développe une analyse politique d'une extrême sévérité. Intitulé « L'erreur Berenguer », ce long réquisitoire s'achève par ces mots : « Espagnols, votre État n'existe pas. Reconstituez-le ! *Delenda est*

*Monarchia.* » Incriminant directement Alphonse XIII, il l'accuse de vouloir faire « comme s'il n'y avait pas eu de dictature », comme « si rien ne s'était passé » et qu'un retour à la normale était possible. Pour cette mascarade, il n'a trouvé comme complice « qu'un général amnistié ». Le texte, brillant, confirme que les mots et les formules peuvent peser sur le cours des événements. Il a également modelé l'interprétation que les historiens donneront de cet épisode de la vie nationale espagnole. La question que pose José Ortega y Gasset est celle de la responsabilité ultime de la dictature, « ce crime de lèse-patrie, de lèse-histoire, de lèse-dignité politique » qui a « rompu l'union civile des Espagnols ».

La montée en puissance du sentiment républicain achève de ruiner les efforts d'Alphonse XIII pour rétablir une normalité qui n'existe plus. À l'évidence, comme il en témoignera postérieurement, il sent son pouvoir lui échapper. La république est en marche...

1. On recense en 1920, 2 289 journaux dont 290 quotidiens. Un quart des titres (570) sont publiés à Madrid.
2. Littéralement en espagnol « sabres importants ». Le terme fait allusion à la capacité de commandement des généraux en poste.
3. Et même 35,8 % moins de quinze ans ! C'est le fruit de la croissance démographique.
4. Manuel Tuñón de Lara, *Poder y sociedad en España, 1900-1931*, Madrid, Espasa Calpe, 1992, p. 67.
5. Gabriel Cardona, *Alfonso XIII, el rey de espadas*, Madrid, Planeta, 2010.
6. Manuel Tuñón de Lara, *Poder y sociedad en España, 1900-1931*, Madrid, Espasa Calpe, 1992, p. 269.
7. Eduardo González Calleja, *El máuser y el sufragio. Orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999, p. 117.
8. Eduardo González Calleja, *El máuser y el sufragio. Orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999, pp. 247-251.
9. Julián Casanova, « La cara oscura del anarquismo » dans Santos Juliá, *Violencia política en la España del siglo XX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 89.
10. Ces chiffres proviennent du rapport du général Picasso. Aujourd'hui, les estimations ont été revues à la baisse : entre 7 875 et 8 180. Voir Gabriel Cardona, *Alfonso XIII, el rey de espadas*, Madrid, Planeta, 2010, p. 196 et p. 358.
11. María Victoriá López-Cordón, *La casa de Borbón*, vol. 2 : 1808-2000, Madrid, Alianza Editorial, 2000, p. 676.
12. Cité dans María Victoriá López-Cordón, *La casa de Borbón*, vol. 2 : 1808-2000, Madrid, Alianza Editorial, 2000, p. 690.
13. Carlos Seco Serrano, *Historia del conservadurismo español. Una línea política integradora en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 285.
14. Cité par Manuel Tuñón de Lara, *Poder y sociedad en España, 1900-1931*, Madrid, Espasa Calpe, 1992, p. 363.
15. Francisco Villanueva, *La dictadura militar*, Madrid, Javier Morata, 1930, p. 111.
16. Eduardo González Calleja, *La España de Primo de Rivera. La modernización autoritaria 1923-1930*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, p. 201.
17. Santos Juliá, *Los socialistas en la política española 1879-1982*, Madrid, Taurus, p. 128.
18. Cité par María Victoriá López-Cordón, *La casa de Borbón*, vol. 2 : 1808-2000, Madrid, Alianza Editorial, 2000, p. 684.
19. Voir Jean-Claude et Colette Rabaté, *Miguel de Unamuno. Biografía*, Taurus, Madrid, 2009.
20. Albert Bensoussan, *Federico García Lorca*, Paris, Gallimard, 2010.

21. Cité par Ian Gibson dans *Ligero de equipaje. La vida de Antonio Machado*, Madrid, Aguilar, 2006, p. 307.
22. Cité par José María Jover Zamora, Guadalupe Gómez-Ferrer et Juan Pablo Fusi, *España: sociedad, política y civilización (siglos XIX-XX)*, Madrid, Areté, 2001, p. 560.
23. André Maurois, *Choses nues*, Paris, Gallimard, 1963 (Grasset, 2004, p. 30).
24. Enrique Moradiellos, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo casi olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 31.
25. Eduardo González Calleja, *La España de Primo de Rivera. La modernización autoritaria 1923-1930*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, p. 78.
26. Gabriel Cardona, *El poder militar en la España contemporánea*, Barcelone, 1984, p. 112.
27. Voir l'article « Dictadura » de Pedro Carlos González Cuevas dans Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes (dir.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Alianza Editorial, Madrid, 2008, pp. 400-411.
28. Carlos Seco Serrano, *Historia del conservadurismo español. Una línea política integradora en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 290.
29. L'expression « dictature tutélaire » est de Rafael Altamira (1856-1951), historien et politologue militant dans le camp progressiste et républicain.
30. Iman Fox, *La invención de España. Nacionalismo liberal e identidad nacional*, Madrid, Cátedra, 1997.

## La République impossible

Face à la montée des oppositions, Alphonse XIII cherche, tout au long de l'année 1930 et dans les premiers mois de 1931, la formule politique qui lui permettrait d'aboutir à une solution négociée afin de sortir de l'impasse dans laquelle l'effondrement de la dictature de Primo de Rivera l'a placé. Le gouvernement Berenguer multiplie les gestes de bonne volonté – amnisties, libérations, relégation du syndicat anarchiste CNT (Confédération nationale du travail) –, en vain, car ils ne répondent en rien à l'interrogation fondamentale : quelle nouvelle norme constitutionnelle doit régir la vie politique ? Le Parlement n'existe plus, les institutions locales doivent tout à la dictature et le texte de 1876 ne peut pas même fonctionner. Surtout, la nature et les équilibres de ce texte sont questionnés. Dans une Espagne transformée par la modernisation économique et sociale et traversée de nouveaux courants d'idées, peut-on se contenter de rétablir une formule vieille de plus d'un demi-siècle qui, par surcroît, était elle-même une solution d'équilibre intégrant les aléas politiques des années 1837-1874 ? Autrement dit, les équilibres de 1876 étaient-ils encore valables ?

Les leaders politiques se rallient progressivement à une solution républicaine. Les oppositions s'unissent, les nationalistes catalans et basques et les républicains concluent le « pacte de Saint-Sébastien » en août 1930. En novembre 1930, Niceto Alcalá-Zamora, Miguel Maura, Alejandro Lerroux, Fernando de los Ríos, Indalecio Prieto, Manuel Azaña, Santiago Casares Quiroga et d'autres encore signent un manifeste républicain. Ils viennent d'horizons divers et antagonistes : la droite libérale ou conservatrice, le radicalisme populiste, le socialisme, le radicalisme républicain. Peu importent pour l'heure les divergences : il faut s'unir pour obtenir la chute du roi. En décembre 1930, dans les Pyrénées aragonaises, des officiers tentent le tout pour le tout. Ils échouent. Faits prisonniers, ils sont immédiatement exécutés à Huesca. Les capitaines Fermín Galán et Ángel García Hernández deviennent des martyrs de la cause républicaine.

Le programme de retour à la légalité constitutionnelle que présente le gouvernement Berenguer passe par la convocation d'élections générales en mars 1931. Tous les partis finissent par renoncer à ce rendez-vous. Alphonse XIII accepte la démission de Berenguer et appelle l'amiral Aznar à

conduire un nouveau gouvernement. L'offre alors avancée à l'opposition consiste à inverser le déroulement des élections et à commencer par des élections municipales le 12 avril 1931. Suivront d'autres élections dont la nature constituante pourra être négociée. Le compromis convient aussi aux monarchistes, qui voient moins de danger dans des élections locales que dans des élections législatives. Au soir du 12 avril, le rapport de force change complètement. En remportant haut la main 45 des 52 capitales de province, les oppositions, rassemblées dans une convergence républicaine, sont en mesure de demander le départ du roi. Des courtisans affirment que les conseillers municipaux monarchistes dominent sur le plan national mais leur lecture est politiquement fautive : près de 22 000 conseillers municipaux avaient été désignés sans compétiteurs (l'article 29 de la loi électorale prévoyait l'absence de vote en cas de candidature unique), les quelque 18 000 conseillers municipaux monarchistes ne représentent donc en rien un mouvement politique en faveur du roi. Ils ne doivent leur élection qu'à un système favorisant les notables et les pouvoirs locaux établis.

Les résultats sont profondément différents dans les villes et dans les campagnes et révèlent des dynamiques dissemblables sur le plan des pratiques comme sur celui des cultures politiques. Deux Espagnes coexistent certes, mais sont de fait distantes l'une de l'autre. Cette fracture géographique, économique et sociale provient de la modernisation en cours qui distingue les territoires et les sociétés locales. Réduire les scores à un rapport de force numérique constitue un biais auquel le roi, pour une fois, ne cède pas. Les 13 et 14 avril, l'entourage du palais royal et les leaders républicains négocient le départ d'Alphonse XIII. Le souverain quitte Madrid le 14 au soir avec sa famille et se dirige vers la côte méditerranéenne où il embarque vers l'Italie.

Ce rapide récit n'explique cependant pas pourquoi l'option républicaine s'est rapidement imposée entre 1930 et 1931. Il ne signale pas plus l'importance ni la signification du changement. On pourrait en effet croire à une banale rupture dont l'histoire politique espagnole est friande alors que le tournant est doublement décisif.

D'abord en ce qu'il permet l'arrivée au premier plan d'une tradition politique, intellectuelle et morale qui plonge ses racines au XIX<sup>e</sup> siècle et propose une nouvelle interprétation du destin collectif des Espagnols. Il l'est une seconde fois par la mise en mouvement de la société qu'il enclenche, ainsi que par la puissance et la violence des réactions qu'il va susciter.

Comme en biologie, la génération spontanée n'existe pas en politique. Afin d'en prendre la mesure et d'en saisir la signification, il faut procéder à une rapide archéologie du projet républicain. C'est dans ce socle complexe et hétérogène que seront puisés les hommes et les programmes d'une république qui s'installe dans l'urgence et semble travailler contre le temps : nombreux sont les freins qui entendent non seulement s'opposer au défi de la modernisation mais aussi interrompre et casser le rêve républicain. Les deux Espagnes territoriales, sociales et politiques que nous avons évoquées

deviendront l'objet d'une construction idéologique et symbolique, prélude au drame de la guerre civile à partir de l'été 1936.

## **Archéologie du projet républicain**

La république c'est d'abord une utopie doublée d'un échec. Entre 1873 et 1874, elle avait été la forme constitutionnelle de l'État mais s'était trouvée balayée. Le mouvement cantonaliste supposait une mise en cause de l'unité nationale et pointait les divergences entre les républicains ; le coup d'État du général Pavía prétendait mettre fin au chaos. Son échec contraignit les républicains à un confinement politique durable, comme le suggère l'exemple des anciens présidents de la Première République. Emilio Castelar, politique doué d'une plume généreuse, s'intégra au système social de la restauration en étant élu dans les différentes Académies. En 1893, il finit par rejoindre le parti libéral de Mateo Praxedes Sagasta, qui avait accepté le principe de la restauration. Francisco Pi y Margall continuait d'être l'inspirateur d'un mouvement fédéraliste mais son magistère demeurait limité. Nicolás Salmerón, en 1907, soutient la coalition électorale Solidarité catalane qui regroupe les forces hostiles au système de la restauration dans le cadre de la Catalogne.

Sur le plan électoral, les républicains obtiennent quelques succès : en 1893, ils envoient 47 députés à la Chambre (soit 11,75 % de l'effectif)... Aux élections suivantes, le ministère de l'Intérieur a mieux veillé aux résultats : un seul républicain est élu ! On comprend que les données qui montrent une oscillation entre 11 et 47 députés sont à interpréter dans le cadre d'une démocratie formelle dans laquelle les gouverneurs de province sont des relais du pouvoir. Même si le suffrage est universel (masculin) depuis 1890, le pouvoir continue à faire les élections dans un esprit de transaction politique entre les partis conservateur et libéral. Or, les républicains, exclus de ce consensus politique, sont « hors système ». Entre 1917 et 1923, le mécanisme inventé par Cánovas del Castillo se dérégla et la dictature de Primo de Rivera finit, on l'a vu, par le casser. En 1930, les républicains constituent une force à la fois ancienne et nouvelle. Ancienne, parce que partis, associations et militants existent depuis longtemps. Nouvelle, parce que cette solution républicaine est devenue une alternative crédible, non par élimination des autres solutions politiques, lourdement discréditées il est vrai, mais par imprégnation de couches nouvelles de la société et de ses secteurs les plus dynamiques. Le ralliement au projet républicain, dont la définition précise varie selon les groupes politiques qui le portent, procède de la prise de conscience des impasses auxquelles sont confrontées les « anciennes politiques », selon la formule de José Ortega y Gasset. Les intellectuels jouent un rôle crucial dans ce ralliement, au point que la Seconde République est qualifiée de « République des intellectuels ».

Pour l'hispaniste Paul Aubert, l'évolution des républicains peut se

décrire ainsi : ils sont passés d'une attitude protestataire contre la restauration au développement d'un programme – la démocratie – qu'ils ont enrichi d'un projet – la république<sup>1</sup>. En deçà et au-delà des groupes politiques, la circulation des idées et la genèse du programme qui sera celui de la république courent sur plus d'un demi-siècle. L'analyse de ce projet est proposée par des observateurs perspicaces, convaincus qu'il faut l'entreprendre dès le début de l'épisode républicain. On doit ainsi à Paul Jobit, un prêtre français, un premier ouvrage sur *Les Éducateurs de l'Espagne contemporaine*, paru en 1936. Il y propose l'étude du mouvement krausiste, ce courant philosophique, moral, politique et éducatif qui, s'inspirant des théories du philosophe Karl Krause (1781-1832), s'est implanté dans la Péninsule à la fin des années 1840. Autour de l'*Institución Libre de Enseñanza*, fondée en 1876 par Francisco Giner de los Ríos, s'ouvre une page considérable de l'histoire culturelle et politique. Paul Jobit avait parfaitement compris la continuité qui reliait l'idéal « institutionniste » et le projet républicain. Depuis, cette intuition a été approfondie et a donné lieu à de nombreux travaux qui confirment le statut de « culture polyvalente » qu'a acquis l'empreinte de l'*Institución Libre de Enseñanza* dans l'Espagne de 1880 à 1930<sup>2</sup>. Il serait excessif de parler d'une acculturation républicaine progressive entre ces deux dates. Celle-ci n'a été que partielle, mais elle est le produit d'une combinaison spécifique entre l'effort premier de personnalités qui choisissent le domaine de la vie intellectuelle, scientifique, éducative et morale pour réformer l'Espagne et le relais de plus jeunes générations qui entendent traduire les réformes en réalités politiques et sociales. À l'histoire des idées se superpose donc une histoire des générations intellectuelles.

Puisque la république avait échoué politiquement et qu'elle était traversée de divisions irréductibles entre tenants du fédéralisme et partisans de la centralisation jacobine, c'est dans l'effort d'éducation du peuple espagnol qu'allait s'investir l'énergie de ces militants orphelins d'une république évanouie. Cette nouvelle direction allait l'ancrer dans une dimension morale qui ne l'abandonnera jamais. Elle explique la création d'un contre-modèle s'opposant au schéma dominant : celui de l'Église catholique, néothomiste et enfermée dans la logique brutale du *Syllabus* de 1864. Ainsi, le conflit entre le libéralisme, le socialisme et le catholicisme reste la grande ligne de division du débat idéologique. Malgré la conjoncture propre aux années 1930, bien des arrière-plans culturels et politiques plongent leurs racines dans des querelles non éteintes du siècle précédent. Manuel Azaña l'exprime dans un discours le 7 avril 1930 : « Ce bouleversement que nous prédisons pour l'Espagne doit être lié, non seulement à la péripétie que nous venons de vivre, mais à l'histoire de tout un siècle (...). Il faut faire en Espagne une série de destructions définitives (...). Située sur un plan historique, notre lutte est claire : nous devons faire ce que nos aïeux ne firent ni en 1820, ni en 1823, ni en d'autres occasions. Entre le passé de l'Espagne et son avenir, il faut mettre un fait irréparable que nous ne pourrions pas oublier, que nos adversaires ne

pourront pas nous pardonner et qui nous liera définitivement pour la vie et en conscience à l'œuvre commune républicaine qui est la liberté de notre patrie<sup>3</sup>. »

Fondamental a donc été l'effort d'éducation autour de cette école privée qu'a été l'*Institución Libre de Enseñanza*, installée à Madrid. Ce lieu d'innovation pédagogique – on lui doit notamment la création en 1904 au sein de l'Université centrale de Madrid d'une chaire de pédagogie et en 1909 la création d'une école des maîtres – a influencé non seulement les enfants et les adolescents qui lui ont été confiés mais aussi les conceptions de l'enseignement et de la science. L'éducation est émancipatrice. Là encore, le témoignage de Manuel Azaña nous éclaire. Envoyé chez les augustins de l'Escorial, le jeune Manuel souffre de l'éducation religieuse qu'il y reçoit. Dans son roman biographique, *Le Jardin des moines* (*El jardín de los frailes*), publié en 1927, il écrit : « Raboter notre ambition intellectuelle paraissait le but des études [chez les moines]<sup>4</sup>. » On est là aux sources vécues de l'anticléricalisme et du combat pour une éducation laïcisée. L'*Institución Libre de Enseñanza* a été un vecteur important de la sécularisation comme projet social et comme solution aux problèmes de l'Espagne.

Une généalogie unit ce premier foyer aux centres créés à partir du début du xx<sup>e</sup> siècle – la *Junta para la Ampliación de Estudios* (le Conseil pour le développement des études) en 1907, l'Institut du travail en 1902 devenu Institut de réformes sociales en 1904 (jusqu'à sa dissolution par la dictature en 1924). Une continuité relie les hommes qui ont animé ces institutions. Au magistère initial de Giner de los Ríos s'ajoutent les noms de Gumersindo de Azcarate et Adolfo Posada, qui feront entrer la sociologie et le droit politique dans le champ intellectuel. José Ortega y Gasset, Ramón Menéndez Pidal, Rafael Altamira renouvelleront par la suite la philosophie et la science historique. De leurs travaux émerge une nouvelle compréhension de l'Espagne, fondée sur la réinterprétation de ses traditions médiévales, de ses paysages (notamment castillan) et de sa singularité dans le panorama européen. L'économie n'est pas absente, et l'action d'Adolfo Álvarez Buylla, Luis Morote, José Piernas Hurtado au sein de l'Institut de réformes sociales a considérablement orienté une législation destinée à améliorer le sort des travailleurs. Tout cet humus a fécondé l'esprit public au début du siècle faisant participer l'Espagne au mouvement général qui parcourait alors les sociétés européennes. La réforme sociale était envisagée comme la réponse nécessaire aux transformations provoquées par l'industrialisation.

La réalité des réformes sociales demeure pourtant faible dans l'Espagne de la restauration. Sous Primo de Rivera, dans une optique politique autoritaire, une autre forme d'organisation sociale tentera d'établir une concorde entre les travailleurs et les patrons. Mais en 1931, la question sociale reste entière : ni les timides avancées du début du siècle ni le projet corporatiste de la dictature n'ont éliminé les sources de tension de la société. La question agraire se place au premier rang, tant est inégale la répartition des



terres. En 1930, 99 % des exploitations agricoles comptent moins de 10 hectares et ne représentent que 46 % de la surface agricole ; 0,8 % des exploitations comptent entre 10 et 100 hectares pour 25 % de la surface agricole ; 0,1 % des exploitations occupent 29 % de la surface agricole utile<sup>5</sup> !

Autour de 1898, de nombreux intellectuels s'étaient appliqués à dresser un programme de régénération du pays. Les événements de la première décennie du nouveau siècle, loin de préparer ce renouveau, semblent aggraver le mal national. Une nouvelle génération se manifeste le 23 mars 1914 autour du jeune philosophe José Ortega y Gasset lorsqu'il prononce sa conférence « Vieille et nouvelle politique », dans laquelle il lance le projet d'une éducation du peuple par les élites intellectuelles. On y trouve les principaux animateurs de la Seconde République : Manuel Azaña (1880-1940), Fernando de los Ríos (1879-1949), Luis Araquistáin (1886-1959), Salvador de Madariaga (1886-1978), Gregorio Marañón (1887-1960). Dans des revues telles qu'*España* (1915-1924), des journaux comme le quotidien *El Sol* (à partir de 1917), hommes et idées se rencontrent et formulent durant toute la dictature des réflexions qui alimentent le débat politique et progressivement l'orientent vers l'idée républicaine. En mai 1924, Manuel Azaña rédige un appel à la république dans lequel il montre les défis qu'aura à relever le projet républicain : « Du régime libéral sur des bases démocratiques, nous ne savons rien », écrit-il avant d'affirmer que « la renaissance de l'Espagne sera le fruit de la liberté ». Mais « si à celui à qui on donne le droit de vote, on ne donne pas aussi une école, il y a escroquerie », prévient-il. Tous les changements devront être pacifiques car « la guerre civile, la révolution pourraient accoucher d'une Espagne différente, mais le prix en serait tellement excessif et le résultat instable<sup>6</sup> ».

La république porte plus que le seul espoir de la fin d'une dictature accidentelle. Son programme politique réclame la paix, l'équilibre budgétaire et la réforme des finances publiques, la suppression des tribunaux militaires et du budget du culte, la fermeture des collèges jésuites. Elle prétend impulser une nouvelle politique éducative et sociale, procéder à un assainissement moral, abolir la peine de mort, interdire le jeu, autoriser la liberté syndicale et procéder à des changements substantiels en Catalogne. L'idéal républicain ne se résume pas à répondre conjoncturellement à une situation de crise ; il entend transformer l'Espagne.

La question religieuse offre ici un bon marqueur de la profondeur des engagements républicains et des ambiguïtés souterraines qui le portent. Pour Manuel Azaña, il s'agit de « la grande question<sup>7</sup> ». « Paix religieuse ? Armistice tout au plus, et armistice imposé – il ne pouvait en être autrement – par le vainqueur. Le combat pour la liberté religieuse, pour la liberté de conscience, est en suspens depuis des lustres en Espagne (...) La trêve a consisté à ne pas tenir compte des demandes de ceux qui, en 1876 furent défaits (...) quand fut vaincu l'esprit laïc et égalitaire de la révolution. » Là encore, le sentiment qui s'exprime est celui d'un combat plus durable que la

seule lutte contre la dictature. C'est toute l'architecture de l'Espagne ancienne qui est à revoir. Quand Ortega y Gasset formule son fameux « *Delenda est Monarchia !* » en 1930, il exprime cette ambition.

C'est dans le quotidien *El Sol* qu'est publié, le 10 février 1931, le manifeste du Regroupement au service de la république (*Agrupación al Servicio de la República*) que dirigent Ortega y Gasset, Marañón et Pérez de Ayala. Tout cela explique que « l'imaginaire social de la République se construise sur le socle pensé au cours des trois décennies qui la précèdent<sup>8</sup> ». La république est tout sauf accidentelle : pensée, espérée, revendiquée, elle résulte d'un travail intellectuel et politique qui finit par détruire la monarchie. Aux vieux rêves utopiques et extrémistes semble donc succéder un projet rassembleur en apparence. Modernisatrice, cette république entend construire une nation libérale fondée sur les droits politiques des individus et sur une nouvelle articulation des identités collectives, en favorisant la laïcité, l'éducation, la décentralisation. Cette ambition ne heurte pas seulement des intérêts en place et des pouvoirs inquiets des perspectives ainsi ouvertes. Elle se confronte à des conceptions traditionnelles de l'Espagne. Manuel Azaña, en évoquant un combat pluriséculaire, replaçait l'enjeu dans une conflictualité politique dont la violence potentielle reposait sur cette idée de revanche historique. Tout à leur volonté de créer une nouvelle Espagne, les forces républicaines avaient-elles mesuré les obstacles qui se dresseraient face à elles ?

Un ouvrage montre, dans son titre même, l'ampleur des affrontements dont l'Espagne est le théâtre et les Espagnols les acteurs. Il s'agit du livre de José Castillejo (1877-1945), d'abord publié à Londres en 1937 sous le titre *War of Ideas in Spain*. Se déclenche en effet une guerre des idées – guerre philosophique, guerre religieuse, guerre pédagogique – qui a remué en profondeur la société espagnole avant de déboucher sur un conflit militaire et un combat fratricide. La république n'était pas un régime de consensus. Elle était la solution de ceux qui avaient été vaincus depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ses échecs et ses frustrations tout comme ses espoirs et ses ambitions portaient la marque de cette trajectoire et en éclairaient le déroulement complexe et tendu. Ces données expliquent aussi que le débat public ait été marqué par une grande intransigeance politique et que les mots se soient transformés en poings<sup>9</sup>. Menacée en permanence par la violence spontanée ou organisée, d'extrême gauche ou de droite, fragilisée par la crise économique mondiale qui déstabilise toutes les sociétés européennes, la république espagnole doit affronter des défis auxquels ni ses dirigeants et partisans, ni ses institutions sans enracinement juridique et politique n'étaient préparés.

## La République en urgence

Le nouveau régime a d'abord été accueilli par une fête dont les

manifestations trahissent la lourde ambiguïté qui l'accompagne. À Barcelone, dès le 14 avril en fin de matinée, Lluís Companys proclame la république, suivi par le leader nationaliste Francesc Macià, qui annonce la naissance de la « République catalane » dans l'Espagne fédérale. À Madrid, *La Marseillaise*, l'hymne de Riego<sup>10</sup> et *L'Internationale* retentissent dans la foule qui converge vers la Puerta del Sol où, sous l'autorité de Miguel Maura, les leaders politiques s'entendent pour annoncer la république et assurer une transmission pacifique du pouvoir. Une fois acquis le départ d'Alphonse XIII, il faut remplir le vide institutionnel créé et former un gouvernement provisoire qui devra convoquer des élections constituintes. Ce nouvel exécutif, qui porte la marque de la coalition hétéroclite dont il est le fruit, est présidé par Niceto Alcalá-Zamora, leader catholique d'une droite républicaine libérale, et compte en son sein plusieurs hommes forts : Miguel Maura, venu du conservatisme – il est le fils de l'ancien leader Antonio Maura et le frère de Gabriel Maura, membre du dernier gouvernement monarchiste ! –, Alejandro Lerroux, le chef des radicaux, figure incontestable de l'opposition à Alphonse XIII, Manuel Azaña, leader de l'Alliance républicaine que ses qualités intellectuelles plaçaient à la confluence du monde politique et du monde intellectuel. Les partis républicains y sont tous représentés ainsi que les partis nationalistes, galiciens avec Santiago Casares Quiroga, catalans avec Nicolau d'Oliver. Le parti socialiste a délégué ses trois chefs de file, Indalecio Prieto, Fernando de los Ríos, Francisco Largo Caballero. Ce nouveau gouvernement est loin d'être homogène. Né d'un comité révolutionnaire qui visait à renverser la monarchie, habité d'une immense ambition qui passait par la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel, une nouvelle compréhension de l'articulation territoriale de l'Espagne, une généreuse transformation sociale, une volonté laïcisatrice et une modernisation de l'armée, il allait immédiatement être traversé par les contradictions qui opposaient les ministres entre eux en fonction de leurs convictions.

À peine moins d'un mois après leur accession au pouvoir, les républicains sont confrontés à l'intensité des fractures qui séparent les Espagnols. Les 10 et 11 mai 1931, des échauffourées à Madrid dégénèrent. Plus d'une vingtaine de couvents sont pillés et brûlés. La question religieuse se place ainsi au premier plan du débat, mettant face à face l'Église et la république. On a trop souvent tendance à croire qu'une incompatibilité de nature les opposait et que cette histoire était en partie une guerre religieuse. Elle le fut, indéniablement, mais au début 1931, rien n'était joué. Si le primat d'Espagne, l'archevêque de Tolède, le cardinal Segura, manifestait clairement son hostilité au régime, le cardinal Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone, plaidait pour une approche plus conciliante. L'épiscopat adopta majoritairement une position reconnaissant le caractère accidentel des régimes politiques, ce qui laissait entrevoir une entente possible entre l'Église et la république. À Rome, on plaidait en ce sens, mais dans le courant du mois de mai, interdiction est faite au cardinal Segura, qui se trouvait dans la Ville

sainte, de rentrer dans son diocèse. Passant outre, il est arrêté par la police espagnole et expulsé. Le ministre de l'Intérieur Miguel Maura, pourtant catholique, démontre ainsi la force de l'État. Les ferments de division religieuse passent au premier plan et servent de coagulants aux droites divisées et déboussolées.

Des élections municipales partielles confirment l'effacement politique des monarchistes. Le 28 juin enfin, ont lieu les élections à une Assemblée unique dont la vocation ne se veut pas uniquement constituante. Dotée du pouvoir de contrôler *a posteriori* l'action du gouvernement provisoire comme de juger les responsables de la dictature antérieure, cette Chambre doit établir le statut de la Catalogne dans l'ensemble espagnol et voter les lois organiques qui permettront d'appliquer la Constitution. La durée du mandat, non précisée, donnera à la majorité qui sortira des élections un pouvoir considérable. Marquées par une forte abstention de 35 % (essentiellement du côté conservateur), le scrutin accorde la victoire à la gauche républicaine. La coalition antimonarchique a éclaté et le morcellement des forces politiques crée un panorama d'une extrême complexité. Le parti socialiste arrive en tête (113 sièges), juste devant le parti radical de Lerroux (90 sièges). Les radicaux-socialistes, issus d'une scission du parti radical emmenée par Marcelino Domingo en 1929, a 54 élus. La gauche républicaine catalane de Francesc Macià obtient 36 sièges et l'alliance républicaine de Manuel Azaña seulement 30. Quant à la droite républicaine de Niceto Alcalá-Zamora, qui présidait le gouvernement, elle ne compte que 19 députés. Il est vrai que dans l'élaboration des listes, la gauche l'a tenue à l'écart, l'obligeant à concourir sous ses propres couleurs. Trois femmes – Victoria Kent, Clara Campoamor, Margarita Nelken – ont été élues députées, alors même qu'elles n'étaient pas encore électrices (ce droit, reconnu dans la discussion constitutionnelle à l'automne, ne sera effectif que pour les élections de 1933). Ces Cortes républicaines sont, pour d'évidentes raisons symboliques inaugurées le 14 juillet 1931.

Les dirigeants politiques choisissent de maintenir un gouvernement de coalition, si bien que celui-ci dispose théoriquement d'une écrasante majorité parlementaire. En vérité cette hégémonie masque un « pluralisme fragmenté » et les partis qui la composent « [ont] des projets contradictoires et même sur certains points incompatibles<sup>11</sup> ». Le spectre idéologique de cette coalition hétérogène s'étend des « républicains de la dernière heure », autour de Miguel Maura, voire Niceto Alcalá-Zamora, jusqu'aux socialistes, « philorépublicains », mais en même temps hostiles à un système qu'ils qualifient de « bourgeois ». Le petit groupe de Manuel Azaña passe alliance avec les socialistes, poussant les radicaux d'Alejandro Lerroux dans une dérive vers la droite. La discussion constitutionnelle va révéler ces choix politiques concurrents et convertir l'union construite dans l'opposition en combat truffé de chausse-trapes. Loin de forger un consensus, la rédaction de la constitution démontre l'ampleur des divisions, tant sur la conception de

l'Espagne et de son avenir que sur le modèle social qui doit la structurer. En outre, les députés partagent un sentiment d'urgence qui ne tient pas à l'idée d'une durée qui leur serait comptée mais à la conviction qu'ils sont là pour transformer en profondeur leur pays. Manuel Azaña, mieux que quiconque, traduit cette ambition réformatrice dans ses interventions parlementaires. Ce magistère de la parole le place rapidement en position de chef de la majorité.

Adoptée par acclamation des 368 députés présents et proclamée le 9 décembre 1931 par le président des Cortes, le socialiste Julián Besteiro, longue de cent vingt-cinq articles, la constitution – la huitième depuis 1812 – définit en son premier article, l'Espagne comme « une république démocratique de travailleurs de toutes classes qui s'organise en un régime de Liberté et de Justice. Le pouvoir de toutes ses institutions émane du peuple. La République est un État intégral, compatible avec l'autonomie de ses municipalités et de ses régions. Le drapeau de la République espagnole est rouge, or et violet ». L'article 3 précise que « l'État espagnol n'a pas de religion officielle », tandis que le suivant stipule que « le castillan est la langue officielle de la République », sans préjudice des langues régionales. Il est cependant écrit que « sauf dispositions établies par des lois spéciales, on ne pourra exiger de personne la connaissance ni l'usage des langues régionales ». « L'Espagne renonce à la guerre comme instrument politique » (article 6) et « reconnaît et respecte les normes universelles du droit international » (article 7). Le chapitre I porte sur l'organisation territoriale et précise les règles pour l'approbation du statut de « région autonome », créant les conditions d'une décentralisation que réclament avec insistance les Catalans. Le chapitre II porte sur la définition des conditions de nationalité, tandis que le suivant détaille les « droits et devoirs des Espagnols ». Dans ce chapitre, l'article 26 pose la séparation des Églises et l'État ce qui, vu la configuration religieuse, vise exclusivement l'Église catholique. Dans un délai maximum de deux ans, le budget national ne versera plus d'argent à l'Église, tandis que les ordres religieux sont soumis à une autorisation définie par une loi à venir. Ils sont interdits d'activité enseignante, mais aussi commerciale et industrielle. Le chapitre IV « Famille, économie et culture » est empreint de la volonté modernisatrice des constituants. Le mariage repose sur « une égalité de droits entre les deux sexes » mais il peut être dissous par consentement mutuel, ou à la demande de l'un des conjoints. L'état civil ne devra plus mentionner le caractère légitime ou illégitime de la naissance.

L'article 44, dont la discussion fut vive, est le fruit de la mobilisation des socialistes qui réussissent à faire admettre que « toute la richesse du pays, quel que soit son propriétaire, est subordonnée aux intérêts de l'économie nationale ». Il est clairement mentionné que « la propriété de tout bien pourra être l'objet d'une expropriation forcée en raison de son utilité sociale moyennant une indemnisation, sauf si une loi votée à la majorité absolue par les Cortes, en dispose autrement ». Ce dernier alinéa reflète la plasticité du texte constitutionnel. Les socialistes étaient favorables à la nationalisation des

moyens de production, tandis que les radicaux et les centristes s'y montraient hostiles. Ce compromis laissait, au gré des majorités à venir, le choix de telle ou telle option économique. C'est la réforme agraire qui était ici en jeu. L'enseignement primaire est « gratuit et obligatoire ». Il sera « laïque et fera du travail l'axe de son activité méthodologique et s'inspirera des idéaux de la solidarité humaine » (article 48). La suite du texte décrit le fonctionnement des pouvoirs publics (Parlement unicaméral [Cortes], présidence de la République, gouvernement, Justice, Finances publiques) et s'achève logiquement par la définition des garanties constitutionnelles et des conditions de réforme de la loi fondamentale.

Si le texte offre la synthèse des aspirations de tous les réformateurs, les conditions de son élaboration, et notamment l'éclatement de la coalition en octobre 1931, le dotent de potentialités multiples, puisqu'il confie l'aménagement de certains points à de futures lois. L'acclamation unanime de décembre 1931 n'efface pas les craquements qui se sont manifestés lors des longs débats. Qui plus est, à l'exception du parti socialiste qui a imposé la discipline de vote à ses députés, les autres parlementaires jouissent d'une liberté totale, ce qui a conduit à une élaboration compliquée, l'issue du vote étant incertaine pour chaque article. Le plus emblématique de ces affrontements concerna la question religieuse. Le vote de l'article concernant les ordres religieux – adopté par 178 voix contre 59, mais avec 223 députés absents – fut précédé par un débat célèbre<sup>12</sup>. Manuel Azaña, ministre de la Guerre, s'était progressivement imposé, par la force de son style, comme la tête pensante de la gauche. Son discours du 13 octobre le propulsa à la tête du gouvernement provisoire. De ce moment intense, la postérité a retenu la phrase : « L'Espagne a cessé d'être catholique » et oublié la longue démonstration qui l'argumente. Réduit à un slogan, le discours transforme Azaña en leader anticlérical très sectaire. Or, son analyse historique vise à faire émerger les conditions d'une authentique laïcité en Espagne, laïcité qu'il interprète comme étant la demande d'une société en pleine transformation et sur laquelle le monopole ecclésiastique n'est plus tenable. Le thème empoisonne la vie politique en mêlant deux plans à la fois distincts et proches : le religieux et le politique. La conséquence première du vote d'une version radicale de l'encadrement, voire de l'interdiction, des congrégations religieuses est la démission du président du gouvernement provisoire, le catholique Alcalá-Zamora, suivie par celle de Miguel Maura. Fort du prestige acquis par sa performance parlementaire, Manuel Azaña prend alors les rênes du nouveau gouvernement.

Ce changement déplace vers la gauche le centre de gravité de la république naissante. L'élection de Niceto Alcalá-Zamora comme président de la République est un sacrifice que concèdent les partis progressistes à l'idéal d'union du printemps. Dans cette coalition, les éléments modérés sont désormais tenus à l'écart ou se sont marginalisés d'eux-mêmes, tandis que le dynamisme du PSOE, soutenu par l'activité de son syndicat (UGT), et la

poussée de l'extrême gauche syndicaliste et anarchiste exerce une pression évidente sur l'exécutif. En 1931, un peu plus de 3,8 millions de journées de travail sont perdues suite à des grèves. Ce chiffre monte à 14,4 millions en 1933 et 11,1 millions en 1934. Comme le Parlement n'a pas vocation à être dissous mais à mettre en œuvre la Constitution, il y a continuité entre l'étape constituante et le fonctionnement régulier des institutions. Ainsi, symboliquement, politiquement mais aussi juridiquement, le cycle républicain puise sa légitimité dans la « révolution pacifique » d'avril 1931, et la nouvelle république est autant une forme juridique qu'un programme politique. José María Gil Robles, appelé dans les années suivantes à fédérer les droites, ne s'y trompe pas quand il juge la constitution « tyrannique en ce qui concerne les libertés publiques, persécutrice en matière religieuse et honteusement bolchevique en ce qui concerne la propriété<sup>13</sup> ». Une condamnation qui l'inscrit dans le camp antirépublicain. Cette dualité du système politique, qui s'approfondira au long des années, explique la montée de part et d'autre de l'échiquier politique d'un sectarisme qui confine à l'exclusion et l'anathème. En ce sens, avant d'éclater, la guerre civile s'est lentement construite dans les discours et les mentalités.

La violence politique de l'Espagne des années 1930 n'est pas une exception européenne. Il suffit de penser au naufrage de la République de Weimar et à la montée en puissance du nazisme, aux tensions qui ébranlent la République française, dont les troubles autour du 6 février 1934 disent l'intensité, aux pratiques brutales que Staline développe en URSS entre secret et propagande... Ces années sont en outre marquées par une crise économique sans précédent dans l'histoire des nations industrialisées ; tous les pays sont affectés, y compris l'Espagne, dont le développement est certes moindre mais qui, du coup, est fragilisée par la dégradation de la conjoncture internationale. Ce handicap économique pèse lourdement sur l'opinion publique : le chômage augmente et touche 800 000 personnes en 1936 ; la production nationale stagne mais surtout, les exportations chutent de plus de 60 %. En ces années de crise politique et diplomatique, le fascisme, la révolution bolchevique, le nazisme proposent des voies qui invalident et délégitiment le cadre parlementaire et la démocratie libérale. Les mots du vocabulaire politique sont indéfinis, ou en permanente reformulation. Ainsi le terme de « démocratie » recouvre-t-il des options parfois radicalement opposées. Le mot n'apparaît dans la constitution espagnole que dans son premier article ! « Le mot démocratie ne fut pas le terme clef de la Seconde République », précise Javier Fernández Sebastián qui ajoute que « république et révolution jouèrent un rôle beaucoup plus important dans le débat public<sup>14</sup> ». Aussi la république n'est-elle qu'une étape intermédiaire vers la société sans classes pour les socialistes, qu'une parenthèse pour les conservateurs. De plus, alors que certaines sociétés semblent se projeter vers un avenir fondé sur la seule force de l'homme – l'URSS et l'Allemagne – et annoncent une ère des masses sécularisées, d'autres demeurent, comme l'Espagne, grandement tributaires de schémas

sociaux et politiques où l'élément religieux catholique structure l'horizon mental et idéologique. Enfin, la France, qui reste pour les républicains comme Manuel Azaña un modèle, affronte une crise profonde. Cette crise française, dont la République vivra douloureusement certains épisodes – la non-intervention dans la guerre civile en août 1936 par exemple – affecte l'idéal républicain et justifie les options idéologiques qui proposent de le dépasser. La radicalité de l'environnement européen des années 1930 a affecté l'Espagne et donné à la république ce caractère d'urgence qui culminera pendant la guerre civile.

## La République en action

L'ampleur de l'action des gouvernements républicains et le sentiment d'une œuvre inachevée compliquent l'établissement d'un bilan de la république. Le recours à l'histoire politique aide peu, dans la mesure où il nous replace face aux combinaisons confuses d'une vie parlementaire encore tributaire de pratiques différant d'un parti à l'autre. Il n'y a ni consensus ni culture commune qui marqueraient ici l'acceptation conjointe des nouvelles institutions et de leur légitimité. De plus, l'action politique ne se limite pas à la seule enceinte du Parlement. Elle essaime dans les actions syndicales, culturelles, voire religieuses, au point de « politiser » à l'extrême une société complexe et très différenciée régionalement et économiquement. La république est à la fois une politique en action, une impulsion venant du centre et un combat militant à toutes les échelles de la vie sociale. Elle est aussi une réaction face aux dangers qui la menacent, comme en témoigne l'étonnante loi de défense républicaine rédigée et votée en octobre 1931. Celle-ci donne au pouvoir exécutif, et plus précisément au ministre de l'Intérieur (*Gobernación*), la faculté de fermer des journaux, d'interdire des réunions et des manifestations et d'arrêter les meneurs « d'actes d'agression à la République ». Cette fermeté vise autant l'extrémisme de gauche qui se manifeste dans des violences sociales que la droite qui, par sa presse, se déchaîne contre le régime. Le gouvernement saura recourir à la défense de l'ordre public, alimentant et accroissant la violence sociale au fil des mois.

Gouverner c'est gérer, mais c'est aussi réformer. Les leaders républicains entendent d'abord réformer, même s'ils doivent administrer, et les aléas de cette gestion quotidienne coûtent cher en termes de popularité et de soutiens ! Forts de leurs intimes convictions qui font de la république un projet moral, social, culturel et un aboutissement ou un moyen – la nuance tient aux socialistes – de transformations structurelles, la majorité conduite par Manuel Azaña a devant elle quatre grands chantiers : la réforme agraire, la réforme militaire, la réforme territoriale et celle de l'instruction.

La population rurale rassemble plus de 50 % de la population totale, compte tenu de l'environnement et des activités économiques de certaines villes qui, bien que comptant plus de 5 000 habitants, sont entièrement



tournées vers les activités agricoles et que les géographes espagnols appellent des « agrovilles<sup>15</sup> ». Ce poids comme l'extrême précarité du prolétariat agricole commandent de modifier les structures agraires. La surface totale, possédée par les Grands d'Espagne, dont les propriétés excèdent les 10 000 hectares dépasse les 383 000 hectares, soit près de 3 830 km<sup>2</sup>. Le duc de Medinaceli possède plus de 80 000 hectares de propriétés agricoles dans toute la Péninsule. Une légende prétendait qu'il pouvait aller à pied de Madrid à Valence sans quitter ses terres ! Le système latifundiaire est l'une des caractéristiques essentielles de l'Espagne d'alors. Dans le Sud, le prolétariat agricole a, dès les années 1870, pris le chemin de la radicalisation politique et forme dans les années 1920 les bataillons du socialisme et de l'anarchisme. La réforme agraire est aussi une manière de désamorcer les risques de révolution rurale. Avant de l'enclencher, des dispositions prises par le ministre du Travail, le socialiste Francisco Largo Caballero, tentent d'assurer du travail aux ouvriers agricoles. Elles étendent la protection sociale à ces travailleurs très vulnérables (journée de huit heures le 9 septembre 1931 et loi sur le contrat de travail du 21 novembre 1931). La loi de la réforme agraire, promulguée le 19 septembre 1932, est complexe dans sa technicité – une conséquence à la fois des équilibres politiques qui arbitraient entre partisans de l'expropriation sans indemnité ou avec indemnisation et des différentes formes de propriété de la terre dans la Péninsule. Elle est en revanche « révolutionnaire dans ses implications<sup>16</sup> » mais souffre d'une trop lente application. Fin 1932, plus d'un million d'agriculteurs sont éligibles à l'attribution de terres ; mais 4 400 seulement en ont reçu au 31 décembre 1933, pour un peu plus de 24 000 hectares. Un an plus tard, le chiffre total monte à 12 000 agriculteurs pour 110 000 hectares. Le changement de majorité à partir de 1933 explique cette timidité et le gouvernement du Front populaire, à partir de mars 1936, reprend avec plus d'énergie l'exécution de la réforme. En cinq mois, plus de 110 000 paysans bénéficient de 572 000 hectares. La réforme agraire a donc été insuffisante pour pallier la double misère économique et sociale des campagnes espagnoles ; elle alimente les impatiences d'un prolétariat pour qui la république demeure une réalité bourgeoise et lointaine. La tradition de l'anarchisme rural se renforce dans cette période peu réformatrice et explique la violente conflictualité qui marque les années 1930, guerre civile incluse.

La réforme agraire n'est pas le seul élément de la politique sociale. Avec trois ministres socialistes (Indalecio Prieto aux Travaux publics, Francisco Largo Caballero au Travail – il était jusque-là le principal dirigeant du syndicat UGT –, et Fernando de los Ríos à l'Instruction publique), le gouvernement de Manuel Azaña a une forte ambition sociale. La protection des travailleurs devient la préoccupation centrale du ministre du Travail, qui promulgue une loi sur le contrat de travail (septembre 1931) et institue des « jurys mixtes professionnels » chargés de régler paritairement les conflits du travail. En revanche, la combativité syndicale est contrée par une répression

sévère, dont les émeutes d'Arnedo (janvier 1932) et de Casas Viejas un an plus tard restent les épisodes les plus tragiques. Les socialistes entendent favoriser une mutation du système productif et ne renoncent pas à la collectivisation des biens de production mais leur participation au gouvernement les oblige à des transactions. Le projet phare de Largo Caballero, une « loi d'intervention ouvrière dans la gestion de l'industrie », entendait créer les conditions d'une gestion partagée pour les entreprises de plus de cinquante salariés dans laquelle le patron ne serait plus le maître absolu dans l'entreprise, les ouvriers renonçant alors à lancer des grèves anarchiques. Bien que présenté dès septembre 1931, le projet n'était toujours pas approuvé deux ans plus tard. Les anarchistes de la Confédération nationale du travail ne sont pas tenus aux mêmes prudenances que les socialistes et revendiquent une option révolutionnaire qu'ils appliquent lors de grèves insurrectionnelles.

Le budget de l'Instruction publique est augmenté immédiatement de 50 %. Plus de dix mille écoles sont construites entre 1931 et 1933 et l'enseignant est placé au cœur de la cité. Sur le plan symbolique, la citoyenneté d'honneur est conférée à deux intellectuels éminents, Miguel de Unamuno et Manuel Bartolomé Cossío. Sur le plan politique, 64 députés viennent du monde enseignant. Sur le plan matériel enfin, 7 000 nouveaux maîtres sont recrutés au cours de la première année et leur salaire est augmenté de 50 %. Les « missions pédagogiques » sont lancées dès mai 1931 pour aller à la rencontre du peuple des campagnes, par le biais de bibliothèques ambulantes, de projections de films, de représentations théâtrales, de conférences. Elles suscitent l'enthousiasme de certains jeunes auteurs, comme Federico García Lorca, qui, avec la compagnie de théâtre qu'il a fondée, fera plus de vingt tournées dans le pays. La Seconde République fut une république d'intellectuels et de professeurs, un véritable « État culturel » qui créa des institutions encore actives, comme la Foire du livre ou l'Université internationale d'été à Santander et étendit les installations de la cité universitaire de Madrid. Cette action procédait directement de l'esprit libéral de l'*Institución Libre de Enseñanza* et supposait un processus de laïcisation qui se heurtait aux intérêts et aux sentiments de l'Église.

La constitution, on l'a vu, créait une configuration radicalement nouvelle. L'Église n'est plus une institution de l'État espagnol. Les congrégations voient leurs possibilités d'enseigner limitées ce qui participe d'une politique volontariste de laïcisation. Ainsi en est-il de la sécularisation des cimetières, de l'obligation du mariage civil, de la légalisation du divorce et de la suppression des signes religieux dans les espaces de l'État (on essaya même de réduire le volume sonore des cloches !). L'intervention dans le débat politique de l'Église se situe à deux niveaux : celui de l'Espagne et celui, plus vaste, de l'Europe et de la sécularisation qui la traverse. Cette double dimension est historique : le processus de laïcisation s'opère dans tous les États européens et constitue une douloureuse remise en cause de la supposée

unité catholique. Elle est idéologique – ce combat s'enracine dans les Lumières et dans les soubresauts du XIX<sup>e</sup> siècle dont les valeurs politiques sont condamnées par le *Syllabus* de 1864 – mais aussi matérielle : l'Église voit son statut et celui de ses expressions juridiques (congrégations...) contestés et ses revenus diminués. Mais ce phénomène était européen et l'Espagne qui, en 1919 avait été consacrée au Sacré Cœur de Jésus par Alphonse XIII semblait épargnée par cette vague « laïciste ». Quand, le 3 juin 1933, Pie XI adresse aux catholiques espagnols son encyclique *Dilectissima Nobis*, il inscrit sa condamnation de la séparation de l'Église et de l'État telle qu'elle s'est produite en 1931 dans une condamnation théorique plus globale exprimée dès 1925 dans l'encyclique *Quas Primas*. Pourtant, suivant en cela les conseils de modération du cardinal Vidal y Barraquer, le pape précise que l'Église s'accommode, « dès lors que sont respectés les droits de Dieu et de la conscience chrétienne » des « diverses institutions civiles, qu'elles soient monarchiques, républicaines, aristocratiques ou démocratiques ». Il dresse cependant un parallèle entre la politique du gouvernement espagnol et celle des gouvernements mexicain et russe dans les années 1910-1930 et appelle les catholiques à se rassembler pour refuser la loi sur les congrégations religieuses votée le 2 juin. La simultanéité du vote de la loi et de la publication de l'encyclique montre que le Vatican, en relation avec les évêques espagnols, suivait attentivement la situation dans la Péninsule. La question laïque, ou la question religieuse, est entrée dans le débat politique mais va aussi l'organiser : la mobilisation des catholiques se traduit politiquement et fait émerger de nouveaux leaders, comme José María Gil Robles et sur le plan des idées Angel Herrera Oria, fondateur du journal *El Debate* (1910) qui accède en 1933 à la présidence de l'Action catholique.

La réforme militaire, confiée d'emblée à Manuel Azaña, relevait de deux impératifs. Le premier était politique : il fallait dépolitiser l'armée en la recentrant sur ses activités essentielles et en l'empêchant d'intervenir, comme elle l'avait fait, non sans divisions internes, au XIX<sup>e</sup> siècle et tout récemment avec la dictature du général Primo de Rivera. Le deuxième objectif était technique : il fallait professionnaliser une armée pléthorique et inefficace et adapter l'outil militaire (en créant, entre autres, une défense antiaérienne ou des unités de blindés !). État dans l'État, l'armée était une somme de lobbies. Chaque arme prétendait obtenir le plus d'avantages possibles et on a vu combien les affaires du Maroc avaient accentué les divisions au sein même de l'institution. Ces divisions se reproduiront en 1936, le soulèvement étant loin de faire l'unanimité dans les casernes. La réforme suppose la rationalisation, terme élégant pour désigner des réductions d'effectifs. Dès le 25 avril 1931, Manuel Azaña, alors ministre de la Guerre, propose aux officiers volontaires de quitter l'armée tout en gardant leur solde. L'intérêt de la mesure est de permettre aux cadres peu républicains de partir sans se compromettre avec le nouveau régime (on passera de plus de 20 000 officiers à environ 8 000). Les promotions militaires de la dictature sont annulées : grave erreur

psychologique et matérielle qui heurtera les intérêts d'hommes qui avaient le sentiment d'avoir servi leur pays. Ainsi le général Franco, numéro un dans la hiérarchie, recule-t-il à la trente-quatrième place (sur trente-six généraux de son rang). L'académie militaire de Saragosse, que dirigeait Franco, est dissoute. La fonction de capitaine-général, autorité militaire régionale, est supprimée. La justice militaire passe sous le contrôle de la justice civile et la durée du service militaire est réduite de moitié. Si Franco est l'exemple même d'une carrière bouleversée par ces mesures, il refuse, dans un premier temps, d'écouter les sirènes conspirationnistes de son ancien chef, le général Sanjurjo, et est progressivement réintroduit dans une position active par Azaña lui-même.

La réforme mise en œuvre comprend une autre source d'incompréhension. Azaña n'est pas un dangereux révolutionnaire (en août 1931, il crée même un Bureau d'enquête chargé de surveiller les communistes<sup>17</sup>). Mais cet intellectuel, dans des écrits antérieurs, a parlé de l'armée comme d'un cadavre. Les militaires ne le comprennent pas. Le langage de l'un et des autres est antithétique. La réforme militaire devait être aussi une réforme intellectuelle : elle n'y réussit point et sur ce plan, la situation perdurera jusqu'au début des années 1980.

L'organisation territoriale de l'Espagne constitue le quatrième chantier de la république. Loin d'être un État centralisé, l'Espagne est une structure complexe dont l'articulation a posé un problème récurrent à ses gouvernants. On ne remontera pas au temps de Philippe IV et de son ministre principal Olivares qui lui avait proposé en 1624 une « union des armes » afin de devenir « roi d'Espagne », et non « roi de Castille, roi d'Aragon... ». Ce projet se fracasse sur la révolte des Catalans en 1640. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Bourbons avaient mené une politique de centralisation qui reposait sur l'annulation des spécificités catalanes. Le libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle a pensé la nation comme un tout et il souhaitait faire du territoire un grand marché unique. L'inefficacité relative de cet État libéral, les compromis politiques nécessaires à la consolidation du libéralisme puis l'émergence de dynamiques territoriales contrastées à la faveur de l'industrialisation du pays ont enfanté de puissants mouvements, culturels d'abord, politiques ensuite, qui éclosent dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Les nationalismes régionaux sont nés. En 1931, ces nationalismes, catalan, basque et galicien, pèsent lourd sur l'échiquier politique. La question territoriale n'est donc pas simplement une question de réforme décidée depuis la capitale mais suppose une négociation permanente entre Madrid, lieu du pouvoir central et incarnation d'une réalité nationale espagnole, et Barcelone, espace politique qui se pense plus en termes d'autonomie qu'en termes de dépendance. Macià n'avait-il pas proclamé la république de Catalogne dans l'Espagne fédérale ? Le 2 août 1931, le statut dit de Nuriá, du nom de la ville où il fut rédigé, est approuvé par référendum avec 98 % de oui et une participation de 75 %<sup>18</sup>. Il prévoit l'instauration d'une *Generalitat* (Généralité) de Catalogne dans un État

espagnol fédéral. La Constitution que votent les Cortes espagnols n'est pas fédérale, et elle est allée chercher dans des traditions juridiques nordiques la notion d'État intégral<sup>19</sup>. Une nouvelle négociation entre les parlementaires catalans et l'ensemble des députés espagnols commence le 6 mai 1932, puisque le statut de Nuriá est inconstitutionnel. Intense, le débat divise tous les partis, à l'exception d'*Esquerra Republicana de Catalunya* qui sait parfaitement quels sont ses objectifs et dispose de la majorité électorale en Catalogne (31 députés sur les 48 parlementaires catalans). Le thème, ancien, déchaîne les passions entre ceux qui croient à l'éclatement de l'Espagne – les militaires répètent l'argument à satiété – et ceux qui plaident pour une Catalogne autonome. Ils rappellent alors que la région est maltraitée par un État qui la spolie : il en retire plus de 19 % de ses revenus, n'y affecte que 6 % de ses dépenses, alors que la population représente 11 % du total national. Socialistes et anarchistes restent réservés à l'égard d'une revendication autonomiste qu'ils savent portée par la bourgeoisie catalane. Manuel Azaña, admirateur de la République française, croit à l'importance d'un État fort. Dans un parlement d'intellectuels, chacun y va de sa théorie. Bref, le débat attise des passions culturelles et historiques brûlantes qui en rendent sa rationalisation quasiment impossible.

Le texte du Statut catalan est largement approuvé le 9 septembre 1932 par 314 voix contre 24 et il est promulgué par le président Alcalá-Zamora le 15 du même mois. La Catalogne devient une région autonome dans laquelle le catalan est langue officielle (tout comme le castillan). Elle a la haute main sur les questions de droit civil et d'administration locale. En revanche, elle ne dispose pas de ressources propres et ne reçoit pas de compétences en matière d'éducation, qui demeure une prérogative de l'État central. Pour le reste, la généralité obtient les compétences pour mettre en œuvre les législations votées à Madrid. Elle est surtout dotée d'un organe de gouvernement comportant un parlement, un président et un conseil exécutif. Les premières élections interviennent le 20 novembre 1932 et confirment la prédominance d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (56 sièges sur 85). Lluís Companys est élu président du Parlement, et Francesc Macià devient président de la Généralité.

Les négociations et discussions pour les statuts basque et galicien sont plus longues et plus agitées encore. Ce n'est qu'à la veille de la guerre, le 28 juin 1936, qu'un pré-statut est voté par les Galiciens, mais il ne sera pas débattu au Parlement. Au Pays basque, la droite et la gauche défendent des visions totalement distinctes de l'autonomie basque. Avec le « statut d'Estella », la droite rappelle l'identité catholique et ethnique du peuple basque. Ce statut, qui projette un concordat entre le Vatican et le Pays basque, est là encore incompatible avec la Constitution dont le caractère laïque et anticlérical conduit les quinze députés basques à se retirer des Cortes en octobre, et donc à ne pas voter la loi fondamentale. Le gouvernement Azaña reprend le dossier en établissant quatre étapes : l'élaboration d'un projet par

les députations provinciales tenues par la gauche, sa ratification par l'assemblée des municipalités que la droite dominait, un vote référendaire au Pays basque puis une approbation par les Cortes générales de l'État qui auraient, naturellement, le dernier mot quant au contenu du texte. Ce lent processus prend plus de deux ans et est retardé par la rupture entre les trois provinces basques (Vizcaye, Guipuzcoa et Alava) et la Navarre. Les élections de 1933 donnent une majorité à la droite, ce qui paralyse l'examen du projet jusqu'en 1936, date du retour de la gauche au pouvoir. Le texte, voté en juillet et promulgué le 1<sup>er</sup> octobre, alors même que la guerre civile a commencé, est marqué par les concessions faites à la gauche socialiste. La vie politique basque est particulièrement complexe, puisque si les nationalistes visent à obtenir une large autonomie, ils s'opposent aux républicains sur la question religieuse. Mais les droites nationales, favorables aux thèses confessionnelles du PNV, refusent l'autonomie. C'est donc une alliance *a minima* entre nationalistes de droite et socialistes et républicains qui permet, en 1936, le déblocage de la situation. Ce compromis explique le positionnement singulier de la droite catholique basque, qui reste fidèle à la république pendant la guerre civile.

La question territoriale demeure aujourd'hui encore un enjeu essentiel pour l'avenir de l'Espagne. Sans entrer dans ces querelles, il est sans doute plus prudent de conclure en rappelant trois faits essentiels. La Seconde République a tenté de traiter la question des nationalismes périphériques en imaginant trois autonomies régionales et en reconnaissant la légitimité de ces revendications au regard de la construction d'une Espagne démocratique. Ces institutions ont été une seconde fois légitimées quand, entre 1976 et 1978, pendant la transition démocratique, elles ont formé le trait d'union entre la légalité de la république et celle de la nouvelle Espagne<sup>20</sup>. La question de l'unité du territoire a, en troisième lieu, été fondamentale dans les processus de radicalisation de certains acteurs politiques, au premier rang desquels l'armée, avec son violent sentiment nationaliste unitaire.

## *Les oppositions*

On mesure mieux ce que fut l'intensité politique des années 1931-1932 quand on se remémore que, durant l'été 1932, le Parlement débattit à la fois de la réforme agraire, du statut de la Catalogne et des lois laïcisatrices. Le 10 août 1932, le général Sanjurjo, ancien commandant de la Garde civile, tente un coup d'État en proclamant l'état de siège à Séville et en lançant un *pronunciamiento* qui se conclut par un « Vive l'Espagne une et immortelle ». L'échec est immédiat ; le général Sanjurjo est traduit devant un conseil de guerre qui le condamne à mort. Sanjurjo avait demandé à Franco d'assurer sa défense pendant le jugement. Celui-ci avait refusé et Sanjurjo en avait conclu que « Francisquito [diminutif de Francisco] est un égoïste qui va à ses affaires ». Il est vrai que son ancien adjoint avait refusé de le défendre en

disant : « Vous méritez la mort, non pour avoir essayé, mais pour avoir échoué<sup>21</sup> ! » Cette tentative provoqua un choc salutaire à gauche, en redonnant à la majorité une cohésion qui lui permit de voter les lois importantes en septembre 1932.

L'action gouvernementale était entravée par une coalition républicaine fondamentalement hétérogène. Cette diversité fragilisait le cabinet, qui n'affichait guère d'unité politique. Si Manuel Azaña avait réussi à imposer son autorité, celle-ci se dissipa dans les premiers mois de 1933. L'augmentation du nombre de grèves, les incidents sociaux et les troubles à l'ordre public créent des tensions au sein du gouvernement. Quant à l'opposition conservatrice et monarchiste, elle se réorganise sous la direction énergique de José María Gil Robles, qui fonde en mars la Confédération autonome des droites espagnoles (CEDA). Elle accepte la forme républicaine des institutions et se conforme à la doctrine accidentaliste de celles-ci : les institutions sont ce qu'elles sont ; il faut s'en accommoder sans leur reconnaître une légitimité pérenne, ce qui autorise une possible révision. La CEDA apparaît pourtant aux gauches comme le rassemblement antirépublicain par excellence. Antonio Goicoechea, ancien compagnon de parti de Gil Robles, fonde *Renovación Española* (Rénovation espagnole), qui reste fidèle à la monarchie. Ce nouveau parti représente une droite conservatrice et accueille en son sein, dès 1934, l'ancien ministre de Primo de Rivera, José Calvo Sotelo.

Chez les républicains, la coexistence entre les socialistes et les radicaux d'Alejandro Lerroux devient de plus en plus compliquée. Les socialistes, tout à leur dilemme d'une participation ou non à un gouvernement bourgeois, restent tentés par la surenchère révolutionnaire, d'autant que l'extrême gauche est de plus en plus forte. Quant à Alejandro Lerroux, il joue sa carte personnelle, qui va le placer au centre de la vie politique. Le président Alcalá-Zamora, vraisemblablement agacé par Azaña, décide en juin 1933, de lancer des consultations pour envisager une autre formule gouvernementale. Ce geste de défiance montre que le président de la République, conscient du risque de blocage politique, entend user de son influence et des pouvoirs que lui confère la Constitution pour agir. Il faut cependant attendre septembre pour que la coalition éclate et que soient convoquées les premières élections générales de la république, dans le cadre du texte de 1931.

Le scrutin du 19 novembre 1933 bouleverse les équilibres. La CEDA arrive en tête, avec 24,3 % des voix et 115 députés. Le Parti radical de Lerroux suit, avec 21,6 % des voix et 102 sièges. Le PSOE s'effondre, avec 12,5 % des voix et seulement 59 sièges (- 56). Le parti Alliance républicaine de Azaña tombe de 26 à 5 députés et le Parti républicain radical socialiste de Marcelino Domingo perd 59 élus pour n'en garder qu'un seul ! Une scission entre les partisans de l'alliance avec le PSOE (M. Domingo) et ceux d'une alliance avec les radicaux de Lerroux (Felix Gordón Ordas) explique la mort programmée de ce qui, originellement, était une scission du Parti radical

(1929). Une lecture globale montre que la majorité sortante obtient 35,4 % des voix, les radicaux 32 % et la droite 32,6 %. Il n'est pas jusqu'en Catalogne où la montée de la droite ne se fasse sentir. *Esquerra Republicana de Catalunya* perd 13 de ses 31 députés tandis que la *Lliga Catalana* passe de 4 à 24 élus. Le Parlement élu est donc très fragmenté. Il est bipolarisé, puisque gauche et droite s'y opposent frontalement ; il est dans le même temps ambigu, puisque la clef de la formule gouvernementale se situe au centre, chez la centaine de députés radicaux. Plus grave, on « pouvait raisonnablement douter de la loyauté républicaine de la moitié des membres de la nouvelle chambre<sup>22</sup> ». L'élection de son président, le politicien Santiago Alba, qui avait commencé sa carrière ministérielle en 1906, confirme ce jugement. Le président Alcalá-Zamora parle d'une chambre de « réactionnaires » et Manuel Azaña n'a aucune envie de donner le pouvoir aux ennemis de la république. La démocratie se retournerait-elle contre ses promoteurs ?

Le problème politique est à la fois simple et insoluble. Il s'agit de résister à la pression de la droite pour défendre l'acquis républicain. Mais comment faire, alors que la majorité initiale s'est dissoute ? Alejandro Lerroux devient l'homme central de la vie politique et préside le gouvernement entre décembre 1933 et avril 1934, puis entre octobre 1934 et septembre 1935. Entre-temps, il y a eu un gouvernement dirigé par Ricardo Samper, du même parti que Lerroux. Celui-ci avait démissionné après que le président Alcalá-Zamora avait refusé de signer un décret amnistiant les auteurs de la tentative de coup d'État du 10 août 1932, dont le général Sanjurjo. Réclamée par la droite, cette amnistie marquait la défaite des défenseurs de la république puisqu'elle semblait récompenser les militaires rebelles. Le gouvernement de l'Espagne se complique semaine après semaine. Rébellions anarchistes, grèves insurrectionnelles et radicalisation du discours politique créent les conditions d'un affrontement chaque fois plus violent. Les radicaux se divisent. Emmenés par Diego Martínez Barrio, un élu de Séville, plusieurs députés refusent le glissement à droite de leur parti et rappellent leur engagement à gauche. L'enjeu est bien l'apprentissage de la pratique parlementaire. Si l'Espagne ne peut se targuer alors d'une vie politique et parlementaire profondément enracinée – la restauration entre 1876 et 1923 a été une manipulation de la représentation politique –, elle affronte la crise de la démocratie qui affecte toute l'Europe. La France entre 1932 et 1936, dans une tradition bien différente, souffre aussi de l'instabilité gouvernementale et de l'ambiguïté de son parti central, le parti radical. Les émeutes du 6 février 1934, le phénomène des ligues et la radicalisation du discours politique présentent les symptômes évidents de ce dérèglement. En 1934, la question est de savoir si la république peut accepter que des hommes issus de la droite, concrètement de la CEDA, accèdent aux ministères. Dans l'incapacité de dégager une majorité utile, Alejandro Lerroux accepte, fin septembre, de faire appel à trois ministres de la CEDA, à qui il confie la Justice, l'Agriculture et le Travail.



Cette décision provoque un soulèvement des gauches, passé à la postérité sous le nom de « Révolution d'octobre » ou « Révolution des Asturies » et qui se déroule du 5 au 12 octobre. À Barcelone, le président Companys proclame à nouveau un « État catalan dans une république fédérale espagnole ». L'échec de cette tentative conduit à la suspension du statut d'autonomie de la Catalogne. À Madrid, l'appel à la grève générale est peu suivi, tandis que dans les Asturies, les mineurs se mettent en grève, proclament la révolution et prennent les armes pour la défendre. Alors que le PSOE et l'UGT avaient préparé cette réaction à une entrée de la droite au gouvernement, l'action conjointe de toutes les forces de gauche dans les Asturies vise moins à un résultat politique qu'à une « révolution sociale ouvrière<sup>23</sup> ». Une répression brutale s'abat sur la région, qui est reconquise pied à pied. Le bilan, établi par la direction de la Sécurité du gouvernement en janvier 1935, recense 1 051 civils morts, 284 membres des forces armées tués, plus de 2 000 blessés chez les civils et 900 parmi les forces de sécurité. Les autorités procédèrent à plus de 10 000 arrestations et confisquèrent plus de 30 000 pistolets, et 250 fusils-mitrailleurs de différents modèles. La répression ne se limita pas à la seule région d'Oviedo, et beaucoup de syndicalistes furent arrêtés. Les conséquences politiques sont un rassemblement des gauches, non sur la base des idéologies, mais de la stratégie, ce qui conduit au Front populaire. Même au sein de l'anarchisme divisé, des mouvements de convergence apparaissent.

Le gouvernement est sorti vainqueur de l'épreuve de force et la droite peut se considérer comme la grande gagnante du bras de fer. En mai 1935, la CEDA fait valoir son poids croissant en obtenant pour son leader Gil Robles le ministère de la Guerre dans un gouvernement toujours présidé par Lerroux et depuis ce poste confie d'importantes responsabilités à des généraux proches de ses vues (Franco, Fanjul, Goded et Mola). À l'Agriculture, le ministre Nicasio Velayos lance une contre-réforme agraire (dévolution de terres, augmentation sensible des indemnisations, expulsions des fermiers insolvables). Mais le gouvernement va être discrédité par des scandales de corruption qui révèlent le financement irrégulier du Parti radical. Face à l'impasse politique, le président Alcalá-Zamora, refusant de recourir à José María Gil Robles pour composer un exécutif, décide de convoquer de nouvelles élections qui se tiennent les 16 et 23 février 1936. Ainsi s'achève ce que l'historiographie espagnole appelle le *bienio rectificador*, les années 1934-1935 au cours desquelles la pression de la droite a semblé, sinon menacer le projet républicain, du moins le dénaturer.

L'échec de la République s'est-il joué dans le refus d'admettre en son sein une droite parlementaire ? Ou tient-il au contraire à la nature profondément ambivalente de cette mouvance dont rien n'indiquait le sincère ralliement à la république ? Quelle que soit la réponse, il est clair que la politique n'a pas réussi à dominer la violence et que les conditions d'une guerre civile se sont consolidées dans ces épisodes. Quant à la nature

involutive du programme de la CEDA, elle reste discutable. Des éléments concrets en attestent, comme la politique agricole ou l'ambition de négocier un nouveau concordat qui atténuerait les lois anticléricales de 1932 et 1933 ; mais la formation de Gil Robles n'a jamais projeté de procéder à une révision globale de la Constitution. Il est vrai que la droite n'en avait pas les moyens parlementaires. On comprend mieux que Manuel Azaña, dès avril 1935, ait estimé que le choix, lors des prochaines élections, se ferait entre la république et l'anti-république.

Le rassemblement des gauches pour concourir en coalition aux élections s'était amorcé par le regroupement des républicains de Manuel Azaña et des radicaux-socialistes de Marcelino Domingo. Puis les radicaux de Martínez Barrio et de Gordón Ordás se sont réunis et ralliés à Azaña. La gauche non socialiste s'est donc unie sous le nom de gauche républicaine, sous la direction de Manuel Azaña. L'alliance avec le PSOE, possible, impliquait, à la demande de Francisco Largo Caballero, d'intégrer les communistes à la coalition électorale. Les socialistes promettent de soutenir le gouvernement mais non d'y participer. C'est là le résultat des luttes politiques et doctrinales qui opposent la gauche du PSOE, conduite par Largo Caballero, au centre, que dirige Prieto. Le 15 janvier 1936, le *Frente Popular* est lancé et la campagne de la gauche commence. À droite, José María Gil Robles s'appuie sur le puissant parti de masse qu'est la CEDA mais subit la concurrence de Rénovation espagnole de José Calvo Sotelo.

Les résultats révèlent une bipolarisation parfaite puisque la coalition du Front populaire obtient 48 % des voix face aux 46,5 % du total des voix de droite. Le centre de Niceto Alcalá-Zamora recueille 4 % et les nationalistes basques 1,3 %. La distribution des sièges (prime majoritaire) est toute différente puisque la gauche totalise 278 élus, contre 124 pour la droite et 51 pour le centre. Le PSOE redevient le premier parti du Parlement (99, + 40), la CEDA recule de 27 sièges (88), la gauche républicaine d'Azaña obtient 87 sièges. Chez les Catalans, *Esquerra Republicana* remonte à 21 sièges et la *Lliga Catalana* tombe à 12 (– 12). La victoire de la gauche est donc claire, en ce qu'elle dégage une majorité parlementaire. Si les premières tendances avaient fait croire à une égalité parfaite et laissaient planer une incertitude sur les résultats définitifs (il suffit pour s'en convaincre de lire les titres des journaux du 18 février), nul, au final, n'en contesta la légalité. Dans cette optique, « les résultats de février 1936 ne constituaient aucunement une légitimation anticipée du soulèvement militaire de juillet<sup>24</sup> ». De même, la crispation politique ne provenait pas de ces résultats très serrés. Elle était le fruit de tensions qui ne cessèrent de se développer et finirent par opposer des visions antagonistes de l'Espagne, du modèle de société que portait chaque parti et de l'avenir de la république.

La gauche s'était rassemblée sur un programme de relance républicaine pour briser les tentations révisionnistes qui s'étaient exprimées tout au long de 1935 et avaient contraint le président Alcalá-Zamora à dissoudre les Cortes.

Cette action de défense républicaine allait pourtant lui être reprochée par les vainqueurs du scrutin. Le 7 avril 1936, il fut destitué, par 238 voix contre 5. Cette éviction ouvrit la voie de la présidence de la République à Manuel Azaña, élu le 10 mai, et qui jusque-là avait dirigé le premier gouvernement de Front populaire, gouvernement qui ne comptait que des membres de la gauche républicaine. La reprise de la réforme agraire signait la volonté de mener à bien les grands projets de réforme élaborés entre 1931 et 1933. Après l'élection d'Azaña, un nouveau gouvernement, dirigé par Santiago Casares Quiroga, est formé. La formule parlementaire reste identique. Les socialistes, divisés entre Indalecio Prieto, favorable à la participation, et Francisco Largo Caballero, hostile à cette solution, n'entrent toujours pas dans l'exécutif.

L'agitation sociale et politique croissait, avec ses occupations de terres et d'usines, ses manifestations, ses révoltes populaires, ses incendies d'églises... José María Gil Robles estimait en juin que depuis la victoire de la gauche, 170 églises avaient été brûlées, 133 grèves générales et 216 partielles avaient paralysé l'économie, 228 personnes étant victimes d'attentats politiques. Si les chiffres donnent lieu à contestation, nul ne nie la réalité de la violence. L'assassinat le 13 juillet 1936 du leader monarchiste José Calvo Sotelo en donnait une preuve évidente qui allait accélérer la rébellion d'une partie de l'armée.

Dans l'histoire de l'Espagne, la portée et la signification de la Seconde République restent sujettes à débat. Elle a subi d'abord l'opprobre des vainqueurs de la guerre civile qui l'ont accusée de tous les maux, présentant la république comme une « anti-Espagne » menacée en permanence par la franc-maçonnerie, le risque totalitaire du communisme, la violence anarchiste et l'apostasie religieuse. Pour les vaincus de la guerre, la république est au contraire un rêve assassiné par une autre « anti-Espagne », celle du fanatisme religieux, de l'intolérance militaire et de l'égoïsme de classes. De 1939 à 1978, la république était la plus profonde expérience démocratique jamais réalisée dans l'histoire du pays. Aujourd'hui, l'enracinement de la démocratie espagnole suggère un autre modèle qui a su, au moins temporairement, régler la question territoriale, assurer la croissance et la prospérité du pays et faire vivre ensemble des Espagnols divisés politiquement. Il n'empêche que subsiste encore une « républicolatrie », selon l'expression d'Edward Malefakis, qui consiste à croire que la Seconde République « frôla la perfection dans tous ses aspects et que sa chute est uniquement imputable au soulèvement de forces militaires<sup>25</sup> ».

L'historiographie pléthorique qui s'est développée a maintenant bien établi le foisonnement de ces années 1930. Elle a réussi à sortir d'un schéma qui faisait de la guerre civile l'aboutissement inéluctable des années de gouvernement républicain en insistant sur les dynamiques propres de l'action nouvelle de l'État et de ses réussites. Elle souligne que la guerre a d'abord et avant tout été la conséquence d'un coup d'État raté qui avait fait se dresser

contre lui une forte résistance. L'échec de la république n'était donc pas une fatalité. Il était conjoncturellement le résultat d'un « processus de fragmentation qui empêcha, du côté de la coalition du Front populaire, la formation d'un gouvernement d'alliance entre républicains et socialistes avec l'appui de la minorité communiste du Parlement et du côté des vaincus de la lutte électorale la présence d'une opposition unie sous une direction politique ferme<sup>26</sup> ». Cette analyse souligne l'impasse politique qui a créé les conditions, d'une part, d'un recours à la rébellion du côté des opposants, d'autre part, en réaction, de la mobilisation du peuple. La politique s'est dissoute dans la guerre. Cet échec a été celui de la société espagnole, et non de la forme républicaine du gouvernement.

Si la violence a accompagné la politique de ces années, elle n'impliquait pas une issue aussi radicale que la guerre, même si elle trahissait la difficulté d'une acculturation démocratique et parlementaire. « La culture du conflit », pour reprendre une expression appliquée à la France de ces années, semble primer dans la culture politique de l'Espagne des années 30. Cela est le triple résultat d'une histoire politique de longue durée espagnole. Histoire séculaire marquée d'abord par la poussée du libéralisme face à des résistances tenaces, mais aussi histoire d'un débat idéologique au niveau de l'Europe qui met en jeu la dynamique de la Révolution française et donc de son opposé, la contre-Révolution. Dans ces affrontements sont présentes les réponses diverses (résistance et/ou adaptation) de l'Église catholique aux mutations sociales et culturelles qui permettent de formuler l'hypothèse d'un « peuple républicain face à une nation catholique<sup>27</sup>. » Dernier élément enfin de ce processus : les changements économiques et sociaux qui mettent au premier plan de nouvelles thématiques et de nouvelles notions, comme celles de classes et de lutte des classes. Le tout se développant dans un contexte international marqué, au-delà de la crise économique, par la montée des fascismes, l'attrait de la révolution bolchevique dans son interprétation stalinienne, et donc de l'affaiblissement généralisé des régimes démocratiques et libéraux. Cette ambiance n'était sans doute pas idéale pour consolider un tout jeune régime dont le noyau était la construction d'un système démocratique libéral. On ne peut ainsi interpréter la Seconde République espagnole en l'isolant de la conjoncture internationale qui pèse sur elle et fera du conflit qui commence en 1936 un symbole pour l'ensemble des Européens.

1. Paul Aubert, *La Frustration de l'intellectuel libéral*, Cabris, Sulliver, 2010, p. 43.

2. Manuel Suárez Cortina (dir.) *Libertad, armonía y tolerancia. La cultura institucionista en la España contemporánea*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 11.

3. Manuel Azaña, *Obras Completas*, t. II, Madrid, Taurus, p. 973.

4. Manuel Azaña, *Obras Completas*, t. I, Madrid, Taurus, p. 697.

5. Edward Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, Madrid, Espasa Calpe, 2001, p. 28 et 30.

6. Manuel Azaña, *Obras Completas*, t. II, Madrid, Taurus, p. 369-385.
7. Titre de son article publié dans *España* le 8 mars 1924. Voir *Obras completas*, t. II, p. 334-336.
8. Manuel Menéndez Alzamora, *La generación del 14. Una aventura intelectual*, Madrid, Siglo XXI, 2006, p. 348.
9. Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República*, Madrid, Tecnos, 2011.
10. Cet hymne, composé en 1822 par un adjoint du colonel Riego, est un des symboles de la lutte libérale du XIX<sup>e</sup> siècle. Il sera l'hymne officiel de la Première et de la Seconde République espagnole de 1873 et 1931.
11. Mercedes Cabrera, « Proclamación de la República, constitución y reformas » dans Santos Juliá (coord.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 32.
12. L'article 3 sur l'absence de religion officielle avait été voté par 267 voix contre 41.
13. Cité par Mercedes Cabrera, « Proclamación de la República, constitución y reformas », p. 41, dans Santos Juliá (dir.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006.
14. Javier Fernández Sebastián, « Democracia » dans Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes (dir.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 350.
15. Fernando Sánchez Marrojo, « Del campo a la ciudad. Perfiles cuantitativos y dinámica espacial » dans Antonio Morales Moya (dir.), *La modernización social*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001, p. 122.
16. Edward Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, Madrid, Espasa Calpe, 2001 (1<sup>re</sup> éd. 1970), p. 11.
17. Gabriel Cardona, « El problema militar » dans Ángeles Egidio León (dir.), *Memoria de la Segunda República. Mito y realidad*, Madrid, 2006, Biblioteca Nueva-CIERE, p. 203.
18. Albert Balcells, *Breve historia del nacionalismo catalán*, Madrid, Alianza Editorial, 2004, p. 139.
19. Francisco Tomás y Valiente, « El Estado integral: nacimiento y virtualidad de una formula poco estudiada » dans José Luis García Delgado, *La II República española. El primer bienio*, Madrid, Siglo XXI, 1987, p. 388-389.
20. Voir chapitre 12.
21. Enrique Moradiellos, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo casi olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, pp. 48 et 49.
22. Octavio Ruiz Manjón, « La vida política en el segundo bienio republicano » dans Santos Juliá (dir.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 85.
23. Josep Termes, *Historia del anarquismo en España (1870-1980)*, Barcelone, RBA, 2011, p. 453.
24. Manuel Tuñón de Lara, *La crisis del Estado: Dictadura, República, Guerra (1923-1939)*, *Historia de España dirigida por Manuel Tuñón de Lara*, t. IX, Barcelone, Labor, 1981, p. 215.
25. Edward Malefakis, « La II<sup>a</sup> República española: ¿Un régimen diferente ? » dans Nigel Townson (dir.), *¿Es España diferente ?*, Madrid, Taurus, 2010, p. 190.
26. Santos Juliá, *Hoy no es ayer. Ensayos sobre la España del siglo XX*, Barcelone, RBA, 2010, p. 87.
27. Santos Juliá, *Hoy no es ayer. Ensayos sobre la España del siglo XX*, Barcelone, RBA, 2010, p. 88.

## 8

### **La Guerre civile (1936-1945), conflit ancien, conflit nouveau**

L'historien ne peut aborder le récit et l'analyse de la Guerre civile<sup>1</sup> qui ensanglante l'Espagne entre 1936 et 1939 sans crainte. L'événement a suscité une historiographie plus qu'abondante : on évoque le chiffre de 15 à 30 000 livres, soit autant que le nombre d'ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>. Sa puissance de fascination a été telle que le monde des lettres et des arts, que la vie politique internationale, que les situations politiques nationales en ont été profondément marqués. On peut tout ignorer de l'Espagne et pourtant avoir une idée, même approximative, de la Guerre civile. Sa postérité est restée configurée par les clivages et les oppositions d'armes ; près de quatre-vingts ans plus tard, elle suscite encore passions et polémiques : certaines, inutiles, relèvent de la provocation ; d'autres font affleurer des problèmes nouveaux qui montrent le cheminement souterrain des traumatismes de ces années de violence sur plusieurs générations. Là encore, les récents développements de la recherche, impulsés par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2011) autour de la mémoire de la guerre, de l'exhumation des victimes républicaines de la guerre et de la répression franquiste ont alimenté une bibliographie qui, sans modifier en profondeur ni le récit de la guerre, ni son interprétation, en complètent la connaissance, pertes humaines incluses.

Car il n'est pas jusqu'au bilan de la guerre qui ne soit entouré d'une incertitude encore considérable, comme le suggèrent trois exemples récents. Robert Paxton, historien américain, a livré, il y a peu, une histoire de l'Europe du <sup>xx</sup>e siècle. Dans les quelques pages consacrées à la guerre d'Espagne, il accepte le chiffre de 500 000 morts<sup>3</sup>, que personne aujourd'hui ne retient et qui avait succédé au mythe du « million de morts<sup>4</sup> ». Stanley Payne reprend à son compte les chiffres de 140 000 à 150 000 morts au combat, auxquels s'ajoute l'équivalent en exécutions dans les deux camps (entre 55 000 et 60 000 du côté républicain et 100 000 du côté nationaliste)<sup>5</sup>, soit un total qui frôle les 300 000 morts. Le dernier manuel publié en français, sous la direction de Jordi Canal, évite tout simplement de donner la moindre indication chiffrée<sup>6</sup>. Le consensus s'établit autour de 300 000 morts mais des monographies récentes révisent à la hausse les exécutions dans les zones

nationalistes (plus de 140 000 pour Julio Prada Rodríguez, soit une réévaluation de 40 %<sup>7</sup>) et à la baisse le nombre des victimes des violences républicaines (un peu moins de 50 000<sup>8</sup>). Cette question des données a longtemps été un enjeu politique. En 1977, le général Salas proposait un « bilan définitif » qui lui permettait d'affirmer que les « républicains » avaient exécuté plus de 70 000 personnes, quand les nationalistes en avaient tué un peu moins de 60 000. L'historiographie d'inspiration franquiste tenait à ce que le camp adverse ait été plus meurtrier que celui des vainqueurs<sup>9</sup>.

Au-delà des chiffres bruts et de toutes les mises en perspective – S. Payne montre que la guerre espagnole est sensiblement aussi mortifère que les guerres civiles finlandaise (1919-1920) et russe (1918-1921) –, il faut imaginer l'ampleur de la mort de masse, la brutalité des actions de guerre où alternent actes d'une cruauté primitive et violences qui préfigurent le massacre des civils pendant la Seconde Guerre mondiale et dont le bombardement de Guernica, le 26 avril 1937, reste l'emblème le plus puissant. En outre, ces données ne concernent que les morts. Il faudrait prendre en compte les blessés, les victimes collatérales – veuves et orphelins. Des centaines de milliers d'Espagnols, contraints à l'exil, entamèrent en outre des vies d'une extrême précarité, quêtant ici ou là la bienveillance des autorités de tel ou tel pays d'accueil (on évoque le chiffre de 300 000). Les nombreux émigrés qui ont choisi la France seront confrontés à la persécution vichyste à partir de juillet 1940. Enfin, la guerre se prolonge au-delà de la fin des opérations militaires le 1<sup>er</sup> avril 1939. La répression franquiste qui se développe jusqu'en 1945 frappe sans pitié. Là encore, les chiffres, incertains, se situent dans une fourchette comprise entre 28 000 et 200 000 exécutions<sup>10</sup>. Les dernières recherches fixent le curseur autour de 50 000, intégrant les décès jusqu'en 1948, année où Franco lève l'état de guerre<sup>11</sup>.

Ces réflexions amènent à reconsidérer la chronologie même de la Guerre civile. Habituellement, on considère qu'elle commence le 18 juillet 1936 et qu'elle s'achève le 1<sup>er</sup> avril 1939, lorsque les troupes nationalistes entrent à Valence et que Franco émet le communiqué de victoire. Or, la répression frappe au-delà de 1945, et l'état de guerre n'est levé qu'en 1948. Techniquement donc, la Guerre a duré douze ans. D'autres éléments rappellent qu'elle s'est prolongée dans la Seconde Guerre mondiale. Les Espagnols exilés en France se sont massivement engagés dans la Résistance et les premiers chars de la 2<sup>e</sup> DB du général Leclerc qui entrèrent dans Paris étaient servis par des Espagnols. Mais les derniers soldats à défendre la chancellerie de Hitler à Berlin furent des engagés espagnols dans la Waffen SS dirigés par Miguel Ezquerro<sup>12</sup>. Ils côtoyaient des volontaires français de la division Charlemagne... Mort en 1984 en Espagne, Ezquerro repose avec ses camarades de la *División Azul*, ces Espagnols combattant contre l'URSS, dans le cimetière madrilène de la Almudena, sous un monument funéraire à leur mémoire.

Par-delà ces faits, la Guerre civile revêt une autre dimension. Elle



accouche d'un nouveau pouvoir, celui du général Franco, qui se construit pendant comme après le combat et en porte la forte empreinte. L'hypothèse d'une Guerre civile qui se prolonge dans le franquisme est non seulement recevable mais elle est juste. Faut-il alors englober la totalité de la période franquiste dans la dynamique de la Guerre ? Il nous semble plus sage de penser que si le franquisme ne peut se penser sans la Guerre, le relire dans sa totalité sous cette lumière risquerait d'en sous-estimer les évolutions réelles entre 1939 et 1975. Pour autant, la Guerre civile s'inscrit dans un contexte international qu'elle a contribué à définir. Le président du gouvernement républicain, le socialiste Juan Negrin n'écrivait-il pas à Staline le 11 novembre 1938 : « Si l'Espagne est battue, je doute que l'été 1939 finisse sans qu'éclate une guerre générale<sup>13</sup> » ? Cette guerre s'inscrit bien dans une séquence qui court jusqu'en 1945.

Une autre question se pose : la Guerre civile espagnole était-elle inévitable ? Trois enjeux se cachent derrière l'interrogation : celui du caractère profondément instable de la république, celui de la responsabilité et de la culpabilité, celui de la violence politique. Dire que la république, instable, ne pouvait que déboucher sur un conflit armé est une thèse dont les historiens ont bien établi la dimension idéologique. Ni en 1931, ni en 1933, ni même en 1934 lors de la révolte des Asturies, l'Espagne n'est au bord du conflit généralisé. Les élections de 1936 sont des élections libres, dont le résultat est serré mais admis par tous, bien que la droite ait critiqué la loi électorale qui offrait une prime majoritaire au Front populaire. Cette même loi avait permis la victoire du camp conservateur en 1933. Juridiquement, la république avait donc établi un mode de fonctionnement régulier des institutions ; c'est bien la rupture de cet ordre, par la tentative de coup d'État du 18 juillet 1936, qui a brisé la république. Sans coup d'État pas de guerre : il ne faut pas prendre la cause pour la conséquence !

Cette mise en cause de la république amène à s'interroger sur les responsabilités de chaque camp. Le coup d'État lance la guerre... mais sa prolongation est le fruit d'une résistance acharnée qui fracture l'Espagne. La guerre fut civile, c'est-à-dire fratricide, une guerre « avec une *justa causa* des deux côtés, mais aussi avec *in-justus hostis* des deux côtés » selon la définition de Carl Schmitt<sup>14</sup>. Elle ne fut « ni une geste héroïque, ni une folie tragique<sup>15</sup> ». Elle exprimait une situation de profonde conflictualité liée à des situations historique, sociale, culturelle, politique, spirituelle, géographique, économique bien spécifiques. La guerre n'était pas inévitable, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit inexplicable, même si quelques écrivains et artistes en ont rendu très vite le caractère absurde, tandis que d'autres prolongeaient par leurs écrits leur engagement militant. Tenter d'établir les responsabilités à la manière d'un processus judiciaire, c'est ce que fera le régime franquiste avec sa grande enquête appelée la « Cause générale », instrument de la poursuite de la répression jusque dans les années 1960. L'historien doit se contenter d'exposer les faits, d'essayer de les expliquer et de les interpréter avant de



s'effacer derrière les conclusions que les uns et les autres pourront établir quant au drame de la politique et à l'essence du conflit.

En revanche, la violence politique est bien une question centrale. Une culture du conflit, nous l'avons dit, existait en Espagne, mais plus largement en Europe ; elle a préparé le terrain pour la guerre. La Phalange, le parti fascisant de José Antonio Primo de Rivera, diffusait un discours belliciste permanent : « Il n'y a pas d'autre dialectique admissible que la dialectique des poings et des pistolets quand la justice et la Patrie sont offensées », « il faut sortir dans la rue un fusil à la main pour défendre l'Espagne » ou encore « en dernier ressort, c'est toujours un peloton de soldats qui a sauvé la civilisation »<sup>16</sup>. Mais il n'avait pas le monopole de la violence. La brutalisation des sociétés européennes, détectée en son temps par l'historien George L. Mosse, n'épargna pas l'Espagne. Se produit cependant un changement d'intensité qui est aussi un changement de nature entre la violence politique sous la république et celle pratiquée à une échelle nationale pendant la guerre. Là encore, si la violence a préparé le chemin de la guerre, il n'y avait pourtant nulle fatalité à ce qu'elle dégénère en une explosion de cruauté, avec des pics identifiés pendant les derniers mois de 1936 puis à la fin du conflit. Il ne faut pas, sous prétexte d'une prudence et d'une neutralité méthodologiques, ignorer que toutes ces actions ont relevé de décisions humaines et qu'elles ont donc des responsables.

## **La dimension militaire et internationale de la Guerre**

Au point de départ de la guerre on trouve une conspiration militaire contre la république et le gouvernement régulier du pays. Ce complot conservateur et réactionnaire traduit une insatisfaction et des inquiétudes croissantes d'une partie de l'armée. En août 1932, le général Sanjurjo avait tenté un coup d'État qui s'était soldé par un échec. Initialement condamné à mort, il avait vu sa peine commuée en réclusion à perpétuité avant d'obtenir une amnistie en 1934. La résistance du président Alcalá-Zamora à cette mesure empêcha juste qu'il soit réintégré dans l'armée. Sanjurjo choisit alors de s'exiler au Portugal, d'où il participe aux projets de soulèvement militaire. Le 20 juillet 1936, il s'envole vers l'Espagne pour prendre la tête du mouvement. Mais son appareil s'écrase à Cascais et il est tué sur le coup. La disparition immédiate d'un des protagonistes du coup d'État a alimenté les plus folles rumeurs, largement infondées. Ce qu'il convient de retenir est plutôt le rôle central de Sanjurjo dans la fédération des hauts gradés qui optent pour la rébellion. Leur attitude fait ressortir deux phénomènes importants : l'évidente politisation de l'armée – qui d'ailleurs explique aussi ses divisions – ainsi que le prolongement d'habitudes héritées du XIX<sup>e</sup> siècle avec les *pronunciamientos*, ces manifestes par lesquels les chefs militaires prétendaient corriger les choix politiques des gouvernements. En ce sens, le coup d'État de juillet 1936 s'inscrit dans une tradition.

Pourtant il est déjà totalement anachronique. La résistance populaire et politique immédiate traduit l'évolution de l'Espagne vers une société démocratique. La politisation des masses a progressé. Son anachronisme tient aussi aux changements des formes de l'action politique que la république avait entraînés. La mobilisation des masses n'était pas l'apanage de la gauche : le leader de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, n'entendait pas se placer à la remorque des généraux mais bien prendre la tête d'un soulèvement antirépublicain. L'action paramilitaire de son mouvement l'avait conduit en prison dès la mi-mars 1936. Mais même depuis sa prison, José Antonio demeurait une force politique. Entre 1934 et 1935, il avait multiplié les contacts avec les généraux Sanjurjo, Goded et Mola et pendant l'été 1935, le scénario d'un soulèvement militaire « était devenu un point essentiel, sinon le but, de la stratégie phalangiste<sup>17</sup> ». Mussolini portait d'ailleurs un vif intérêt aux actions de Primo de Rivera qu'il finance largement, ainsi que l'a démontré Stanley Payne. De 1934 à 1936, toute une frange politique et militaire complète, appuyée dans ses prétentions par le soutien financier de banquiers comme Juan March ou de capitaines d'industrie et de la presse comme Juan Ignacio Luca de Tena. Le coup d'État du 18 juillet n'est donc pas à proprement parler une surprise.

Des assassinats politiques en chaîne avaient ensanglanté Madrid depuis les élections de février. Pour enrayer un emballement de crimes politiques, le gouvernement Azaña d'abord, puis Casares Quiroga ensuite ne disposaient comme arme politique que de l'interdiction de tel ou tel parti – ce fut le cas pour la Phalange – et de l'arrestation de leurs leaders. Le 13 juillet 1936, l'assassinat de José Calvo Sotelo, une des hautes personnalités de la droite, acheva de convaincre les insurgés, au premier rang desquels figurait le général Mola, capitaine-général en Navarre, de passer à l'action. Le général Franco, alors capitaine-général aux Canaries, bascule dans la conspiration. Ses biographes ont bien montré sa prudence à l'égard d'une action militaire qu'il jugeait avec sévérité, craignant d'une part que l'armée se divisât, d'autre part qu'elle connût l'échec. « Ce que j'avais toujours craint, confessa-t-il, c'est que l'absence d'une action conjointe de la majorité de l'armée ne nous fasse répéter août 1932<sup>18</sup>. » Que Franco ait opté pour l'illégalité surprend, non en raison de ses idées politiques, mais au regard de la gestion prudente de sa carrière. Son attitude offre un indice supplémentaire de l'excitation d'une partie des militaires et d'une opinion publique conservatrice. Celle-ci, convaincue que le prochain homme fort d'un gouvernement républicain qu'elle voyait à la dérive serait le socialiste Francisco Largo Caballero, le « Lénine espagnol », voulait désormais en finir avec la légalité. Le coup d'État de juillet 1936 procédait d'une lente gestation, d'abord dans les cercles les plus militants de la droite extrême et du fascisme espagnol qui avait réussi à s'étendre dans une sphère conservatrice, convaincue par la dégradation de la conjoncture politique. Ainsi, le coup d'État ne procède pas d'une action univoque, brutale et sûre de la victoire mais bien d'un lent rassemblement de

forces différentes ; il est la conséquence de mouvements politiques et sa chronologie obéit à des considérations tactiques et stratégiques. Il ne relève ni de la fatalité – il n'est en rien prévisible dès la victoire de la gauche en février 1936 – ni d'une loi de l'Histoire – l'armée serait de tout temps d'extrême droite. Le coup d'État est le produit d'une militance politique qui a réussi à regrouper autour de l'idée d'une action illégale suffisamment de forces pour passer à l'action les 17 et 18 juillet 1936.

Le soulèvement commence au Maroc espagnol dès le 17 juillet : les insurgés s'emparent de la ville de Melilla. Le lendemain, le gouvernement Casares Quiroga veut faire croire que le mouvement se limite au nord de l'Afrique alors même qu'ont commencé dans les capitales de province les opérations séditeuses. André Malraux a témoigné de ces premières heures de flottement dans l'ouverture de son roman reportage *L'Espoir* : les syndicalistes cheminots appellent les gares les unes après les autres et mesurent les espaces que contrôlent les militaires rebelles. En quelques heures, les troupes nationalistes maîtrisent, outre le Maroc espagnol, les villes de Cadix et de Séville au sud et au nord, la Navarre, Saragosse en Aragon, la plupart des capitales de la Castille et la Galice. Le gouvernement régulier maintient son emprise sur le Sud, Madrid, la côte méditerranéenne jusqu'en Catalogne, les Asturies et le Pays basque. Cette fracture initiale évolue peu au cours de l'été – à l'exception très notable de la prise de Badajoz en Estrémadure par les nationalistes. Ces derniers y perpétuent une abominable répression dont l'écho soulève le cœur d'une partie de l'opinion mondiale au moment même où la conférence de Londres place le conflit espagnol au niveau international.

Cette division recoupe la carte politique issue des élections de février, ce qui a validé l'idée d'une fracture entre deux Espagnes que tout opposerait ; mais elle exprime plutôt les rapports de force. Ce ne sont pas deux blocs homogènes qui s'affrontent, mais des régions dans lesquelles le rapport de force s'installe, soit en faveur des insurgés, soit en faveur des pouvoirs réguliers. Car il s'agit bien d'un coup d'État dans lequel nombre d'opérations locales ont été menées pour s'assurer des villes. La manœuvre audacieuse du général Queipo de Llano, qui prend Séville presque par surprise, confirme ce constat. Avec quelques hommes, il a d'abord neutralisé les militaires favorables à la république puis entraîné avec lui les garnisons présentes avant d'occuper la radio. Il a pu ainsi diffuser des messages de menace contre ceux qui poursuivraient la lutte – l'Andalousie était une terre de gauche – mais aussi expliquer le coup d'État, prétendant qu'il ne faisait pas de politique mais s'attachait à rétablir l'ordre défiguré par les « hordes marxistes ». On comprend alors le désarroi du gouvernement qui très vite n'est plus en mesure de se former une image exacte de la situation et doit composer avec d'autres forces que les forces régulières, notamment les milices syndicales qui lui réclament des armes.

Aussi le coup d'État lancé le 18 juillet peut-il être considéré comme un

succès. En effet, les nationalistes des généraux Mola et Franco ont réussi à détruire l'appareil d'État tandis qu'ils se substituaient à l'autorité administrative et politique ancienne des gouverneurs civils des provinces, en militarisant l'administration (l'état de guerre est toujours proclamé dans la circonscription territoriale concernée). Il s'agit sans doute aussi « du premier coup d'État moderne dans lequel stations de radio, échanges téléphoniques et aérodrômes jouèrent un rôle capital<sup>19</sup> ». Le coup d'État n'est pas le fait de l'armée mais seulement d'une fraction de celle-ci. Les chefs de la conspiration sont les généraux Mola, Franco, Goded, Cabanellas et Queipo de Llano. La mort accidentelle du général Sanjurjo les prive de la tête politique du mouvement, ce qui provoque un éclatement du pouvoir au niveau de chacune des régions contrôlées par eux, les transformant en proconsuls territoriaux. Mais Mola installe une Junte de défense nationale appelée à coordonner politiquement cet attelage de généraux rebelles.

La majorité des chefs militaires est cependant restée loyale à la république. Aussi ont-ils été assassinés (le général Romerales à Melilla) ou destitués (le général Fernández de Villa-Abrile à Séville) par les nationalistes lorsque ceux-ci prenaient le contrôle d'une ville. Malgré cette fidélité du très haut commandement – fidélité logique puisqu'il avait été nommé par le gouvernement –, la quasi-totalité des cadres bascule dans la rébellion (50 % des généraux et 80 % des officiers). En revanche, la marine et l'aviation ainsi qu'une partie de la Garde civile restent dans l'orbite républicaine : l'armée de terre forme donc le cœur du soulèvement. Au niveau des chiffres, cette dissociation coupe les effectifs en deux camps de force apparemment inégale – entre 100 000 et 150 000 soldats du côté républicain et plus de 70 000 chez les nationalistes<sup>20</sup> – même si, des dix commandements territoriaux, trois seulement restaient aux mains des républicains (Madrid, Barcelone, Valence). En réalité, le déséquilibre était beaucoup plus profond car ni l'armée de l'air, ni la marine n'étaient modernes et importantes et, de plus, l'aide internationale que les régimes italien et allemand apportèrent allait fournir aux nationalistes les moyens de la victoire. Car, à l'été 1936, un blocage se dessine, qui explique le passage d'une situation de soulèvement à une configuration de guerre civile. En ce sens, le coup d'État a échoué.

La transformation des événements ne manquait pas d'avoir des répercussions internationales. D'emblée le conflit avait été investi par les militants de toutes opinions. Le 20 ou le 21 juillet, André Malraux s'envole vers l'Espagne afin d'apporter son concours aux forces républicaines au moment même où *Le Figaro* titre GUERRE CIVILE EN ESPAGNE et *La Croix* L'INSURRECTION MILITAIRE EN ESPAGNE A PRIS UN CARACTÈRE DE GUERRE CIVILE. L'Europe de 1936 est engagée dans une lutte entre fascistes et antifascistes, entre communistes et antibolcheviques. Les événements d'Espagne deviennent un théâtre de cet affrontement plus global. Pour les gouvernements, c'est une complication considérable dans un environnement que marque la dégradation de l'équilibre européen amorcée avec l'arrivée de

Hitler au pouvoir et, plus récemment, avec la guerre d'Éthiopie menée par l'Italie de Mussolini. Cette ambition coloniale italienne brisait le front de Stresa – Royaume-Uni, France, Italie – qui, en avril 1934, avait réaffirmé l'impossibilité de réviser unilatéralement le traité de Versailles. Détachée de l'axe franco-britannique, l'Italie développa alors une nouvelle diplomatie dans laquelle la solidarité fasciste et idéologique allait devenir première. La France entraînait elle, dans une expérience de Front populaire, dont l'origine tenait au changement de cap du mouvement communiste international, qui choisit l'union des gauches pour freiner l'expansion du fascisme. La guerre d'Espagne fut alors vite interprétée en France en termes de politique intérieure. La cohésion de la coalition gouvernementale de Léon Blum, assise sur une bien fragile majorité parlementaire où radicaux et communistes cohabitaient autour des socialistes, allait très vite paralyser la diplomatie française. Le ministre des Affaires étrangères, le radical Yvon Delbos, refusant de soutenir la république espagnole, Léon Blum devra, la mort dans l'âme, s'aligner sur la position britannique de non-intervention, alors même que l'aide italienne aux insurgés a été détectée dès la fin du mois de juillet (c'est dans des avions italiens que Franco est passé du Maroc en Espagne). Ce choix, décidé et fixé par la conférence de Londres en août 1936, oblige les pays européens à décréter un embargo sur la livraison d'armes aux belligérants espagnols. Le Reich allemand annonce s'y conformer le 24 août et l'Italie suit, le 28 août. Mais l'hypocrisie des régimes fascistes est dénoncée par l'URSS, qui refuse le principe de non-intervention.

Les forces étrangères se sont donc engagées dans le conflit qui déchire l'Espagne. D'après les services secrets britanniques, les républicains disposent de 160 avions en août 1936, de 215 en septembre 1937, puis de 250 en novembre 1938 ; pour les nationalistes, les chiffres sont de 120, 455 et 662. Les forces italiennes – l'*Aviazione Legionaria* – et allemandes – la fameuse Légion Condor – interviennent en tant que telles. Par ailleurs, les appareils soviétiques étaient envoyés en pièces détachées et il fallait, en même temps qu'on les montait, préparer les aviateurs en les formant en URSS ; en revanche, les avions italiens et allemands arrivaient directement avec leurs équipages et étaient ainsi plus rapidement opérationnels. Un déséquilibre qualitatif se manifesta donc d'emblée, même si, dès mars 1937, l'importance de l'aide soviétique rétablit quelque peu les forces républicaines. Les systèmes de contournement de l'embargo mis en place par Pierre Cot, le ministre français de l'Air, furent sans grand effet militaire mais ils démontrèrent la mobilisation d'une partie de la gauche européenne aux côtés de la cause républicaine.

Les effectifs évoluent fortement pendant les combats. Les nationalistes ont conservé intacts l'organisation et la discipline militaires. Les forces paramilitaires de la Phalange et du carlisme sont soumises à un commandement militaire. Ce mouvement de concentration explique qu'à partir d'octobre 1936, après que le général Franco a été désigné général en

chef du mouvement (*Generalísimo*) le 28 septembre par la Junte de défense nationale réunie à Salamanque, l'emprise militaire sur le mouvement d'insurrection est complète. Rien d'étonnant que cela débouche par la suite sur une dictature militaire. En revanche, du côté républicain prévaut une situation exactement inverse. La désorganisation de l'armée dans les premiers jours du soulèvement a pesé lourd dans la trajectoire militaire du camp républicain. Il a fallu d'abord se résoudre à armer le peuple. C'est donc une force militaire hétérogène qui se constitue, traversée de rivalités politiques. Nul ne l'a mieux montré que le président Manuel Azaña dans son ouvrage *La velada en Benicarlo* qui met en scène toutes les nuances politiques des combattants et montre la cruelle absence d'unité de ces milices concurrentes. La création, le 10 octobre 1936, de l'Armée populaire de la République par le gouvernement Largo Caballero, amplifiée par le statut des Brigades internationales publié le 22 octobre suivant, ne suffit pas à rétablir une unité de commandement et d'action. Cette asymétrie dans l'instrument militaire est une des clefs d'explication du succès final des rebelles. Pourtant, en dépit de ces difficultés et du prolongement de la guerre, la mobilisation ne faiblit pas : en mai 1937, on estime que les forces républicaines représentent entre 600 000 et 700 000 hommes, chiffre équivalent aux effectifs des forces nationalistes<sup>21</sup>. L'engagement de volontaires étrangers, les Brigades internationales du côté communiste (35 000 combattants au total), les Italiens et les Allemands de l'autre, comptent pour beaucoup dans ces chiffres considérables.

Au cours des trois années qu'elle a duré, la guerre a pris des aspects différents et il est possible, sans entrer dans un récit détaillé de chacun des épisodes de ce conflit, de distinguer plusieurs séquences. Fin juillet 1936, le pays, on l'a dit, est divisé en deux zones : les nationalistes contrôlent le Nord et le Centre (de la Galice à l'Aragon en passant par la Castille) ainsi que deux poches dans le Sud : Cadix et Séville. Les territoires qui demeurent républicains sont le sud et l'est du pays (de la frontière catalano-pyrénéenne à Huelva, en Andalousie, en incluant Madrid) ainsi qu'une frange septentrionale de grande importance : le Pays basque, la Cantabrie (Santander) et les Asturies (trois foyers industriels et une côte ouverte sur l'Atlantique). La décision n'ayant pas été emportée, la guerre s'installe et des colonnes se dirigent vers telle ou telle ville dans l'espoir de la prendre. Le général Mola fait converger des troupes depuis Burgos et Valladolid pour foncer vers Madrid. Elles sont arrêtées dans la Sierra de Guadarrama, où le front se stabilise... jusqu'en mars 1939 ! Des contre-offensives républicaines cherchent à reconquérir soit Saragosse, soit Séville. En vain. L'unité de commandement nationaliste n'intervient, on l'a vu, que le 1<sup>er</sup> octobre 1936, quand elle est confiée à Franco. En août et septembre, la conduite militaire de la guerre l'avait placé en position avantageuse. Débarqué du Maroc, il choisit de conquérir, avec ses troupes africaines et secondé par le colonel Yagüe, d'abord l'Estrémadure, où les troupes nationalistes procèdent à de très lourds

massacres autour du 15 août. De là, Franco peut se diriger vers Madrid.

La résistance des cadets de l'Alcazar de Tolède, encerclés par les troupes républicaines venues de Madrid, va modifier son plan initial. En effet, il choisit de secourir cette résistance symbolique. Ce bâtiment du XVI<sup>e</sup> siècle domine, avec la cathédrale, la ville impériale. Siège de l'école des cadets de l'armée, l'Alcazar avait servi de refuge aux hommes du colonel Moscardo, qui avaient échoué à s'emparer de Tolède en juillet. Comme des civils vivaient aussi dans cette enceinte, son siège revêtit une résonance dramatique, qui déjà se mêlait à celles qui montaient d'autres lieux martyrs, donnant à cette guerre le caractère cruel qui devait être le sien et dont l'opinion publique espagnole et internationale, informée par la couverture journalistique exceptionnelle, prit immédiatement conscience. La libération de l'Alcazar le 27 septembre 1936 fut un succès politique et de propagande considérable qui inaugura une première légende franquiste de la guerre.

Tactiquement, ce haut fait retarda l'assaut sur Madrid. Le laps de temps laissé à la défense permit aux républicains de se ressaisir. Francisco Largo Caballero succéda à la présidence du Conseil à José Giral, qui n'avait gouverné qu'un mois et demi. Son gouvernement s'ouvrit aux socialistes, aux communistes et aux nationalistes basques, formant une sorte d'union nationale des antirebelles, qui s'élargit aux anarchistes début novembre 1936. La bataille de Madrid devait viser à consolider cet effort désespéré de rassemblement sous un commandement énergique mais les rivalités politiques, l'absence de discipline militaire et l'impréparation de beaucoup de miliciens mineront cette tentative.

Le terme de « républicain », commode, couvre l'extrême hétérogénéité des options idéologiques des différents groupes. Dès cette bataille de Madrid, les divisions du camp républicain éclatent au grand jour et ouvrent un vaste champ d'action à la discipline communiste que les conseillers militaires soviétiques se chargent d'impulser, dans une visée politique évidente que conforte la livraison des avions et des chars. Ces clivages politiques sont aussi militaires, et l'éclatement territorial de l'autorité gouvernementale les amplifie. Ainsi en Catalogne une autre combinaison de forces fait -survenir un authentique gouvernement parallèle dans lequel les anarchistes jouissent d'un poids croissant. Ces comités non seulement « prirent le pas sur les conseils municipaux, concentrant entre leurs mains la réalité du pouvoir » mais ils choisirent de « propager la bonne nouvelle de la révolution<sup>22</sup> ». Il n'y a ni unité de commandement, ni unité de stratégie dans ce qui reste de la république. De plus, le gouvernement Largo Caballero, soutenu ici par le président Azaña, décide d'abandonner la capitale pour s'installer à Valence. Ce choix procède d'une analyse qui anticipe la chute de Madrid. Une junte de défense reçoit la mission de résister. Non seulement elle réussit mais, mieux encore, elle repousse l'attaque franquiste et Madrid ne tombe pas ! Le caractère épique de la résistance madrilène, immédiatement relayé par la presse et la littérature, illustré par des photos de presse devenues célèbres,

magnifie l'épisode. Il est pourtant marqué de zones obscures, comme le massacre de plus de 3 000 personnes à Paracuellos del Jarama. Ces exécutions de masse, voulues par les communistes et sans doute Santiago Carrillo, conseiller de la Junte de défense pour la sécurité de Madrid, avaient une justification militaire et politique. Il s'agissait, pour leurs accusateurs, d'éléments fascistes constituant « la cinquième colonne », expression apparue dans la bouche de Franco qui se targuait de prendre la capitale grâce à ces appuis souterrains. Face à la résistance acharnée, les assail-lants baissent la pression et s'enterrent dans des tranchées puis orientent leurs efforts vers d'autres objectifs dès la fin novembre 1936. S'il ne s'agit pas à proprement parler d'une défaite militaire pour Franco, la bataille de Madrid apparaît en revanche comme une victoire de la résistance à ce qui paraissait une avancée implacable. Elle modifia en profondeur la physionomie politique de la guerre en montrant son inévitable prolongement. Pour Franco, il fallait désormais entrer dans une guerre d'usure qui correspondait à la stratégie d'élimination non seulement militaire, mais aussi et surtout politique de ses adversaires. Pour le camp républicain, l'intervention moralement décisive des Brigades internationales, l'ascendant communiste mais aussi l'énergie hallucinante des anarchistes radicalisaient l'identité politique de la république, qui s'effaçait derrière la promesse d'une révolution, quelles que fussent les divergences quant à sa nature. La discipline qu'exige la guerre est défendue avec ardeur par les délégués du Komintern, qui découvrent dans les volontaires des Brigades internationales un élan antifasciste évident mais aussi une inexpérience criante pour la plupart des combattants. Cette mainmise progressive des communistes, interprétée comme un plan précis de conquête politique, justifia l'accusation de bolchevisation du camp républicain. Pourtant, des historiens voient aujourd'hui dans l'ambition communiste un indice de « la faiblesse de son organisation » qu'il fallait compenser par une « rigueur implacable »<sup>23</sup> et démontent ainsi la thèse d'un plan établi de longue date. Les circonstances commandent !

La dynamique politique dans chacun des deux camps est exactement inverse. La pluralité idéologique et organisationnelle des rebelles tend vers une unité que conforte le commandement unique confié à Franco, tandis que sous le slogan de la défense de la république apparaissent mille options différentes et que se produit même « une guerre civile dans la guerre civile » à Madrid ou en Catalogne<sup>24</sup>. Dans le camp franquiste, l'unification intervient définitivement le 19 avril 1937, lorsqu'un décret organise la « Phalange espagnole traditionnelle et les Juntas offensives nationales syndicalistes ». Ramón Serrano Suñer, ancien député de droite, par ailleurs beau-frère de Franco, inspire ce parti unique. Phalangistes, carlistes, mais aussi conservateurs de la Confédération des droites autonomes sont intégrés dans une structure unique soumise à l'autorité de Franco. Le successeur d'Antonio Primo de Rivera, qui avait été exécuté dans la prison de Malaga le 20 novembre 1936, Manuel Hedilla, s'oppose en vain à cette captation de



l'instrument politique par Franco et ses partisans. Il le paye d'une arrestation puis d'un procès qui le condamne à mort, peine commuée en prison, d'où il ne sortira qu'en 1947. L'épisode illustre la méthode du Caudillo : se plaçant au centre de gravité du jeu politique, il s'impose comme le garant de l'unité du camp nationaliste et étouffe les projets partisans ou idéologiques au profit d'une concentration des pouvoirs. Cette stratégie politique restera identique tout au long de la guerre et révèle une habileté qui rendra possible, irréversible puis durable sa dictature. Il était devenu « l'élément unificateur de la coalition conservatrice<sup>25</sup> ».

Rien de tel côté républicain. Azaña, président de la République, voit son autorité réduite au profit des deux chefs de gouvernement Francisco Largo Caballero d'abord (septembre 1936-mai 1937), Juan Negrín ensuite (mai 1937-avril 1939). Il y a dans l'histoire de Manuel Azaña une dimension psychologique et morale essentielle. Intellectuel engagé en politique, la guerre est la faillite même de son projet puisque les armes remplacent les mots. Abattu moralement, il est convaincu de la chute rapide de Madrid et c'est un président défaitiste qui cède aux socialistes en appelant Largo Caballero en septembre 1937 et en acceptant l'élargissement de l'exécutif aux communistes puis aux anarchistes. Tous les témoignages confirment cette profonde désorientation de Azaña. Son plus récent biographe, Santos Juliá, explique qu'il se montra « dès les premières semaines désolé de l'effondrement de l'État et démoralisé par les perspectives d'avenir de l'Espagne. La République était la loi, l'ordre, la démocratie et il avait consacré sa vie à ces valeurs<sup>26</sup> ». Ses marges de manœuvre sont chaque fois plus étroites, au point qu'on le dit, à la fin de la guerre, « prisonnier du docteur Negrín ». Il oriente son action vers la recherche d'un plan de médiation qu'il présente dans un discours à Valence en janvier 1937. Il souhaite une intervention internationale pour que cessent temporairement les combats et que les troupes étrangères quittent l'Espagne. Lorsque, en mai 1937, une grave crise politique met fin au gouvernement Largo Caballero, Azaña sollicite le socialiste Negrín, qui ne suscite d'opposition ni de la part des communistes, ni des anarchistes. En outre, Azaña estime qu'il est le plus apte à mener à bien les négociations en vue d'une médiation internationale. Negrín est aussi un homme d'autorité capable de restaurer les formes républicaines de l'État. En mai 1937, l'armée républicaine est reconstituée – elle a fait reculer les Italiens lors de la bataille de Guadalajara en mars. Mais malgré ses efforts, Azaña n'obtient aucune aide pour la réalisation de son plan et se voit cantonné à un magistère de la parole. Ses trois grands discours (à l'université de Valence le 18 juillet 1937, à la mairie de Madrid le 13 novembre 1937 et à celle de Barcelone le 18 juillet 1938) proposent à la fois des analyses de la situation et d'amères méditations sur l'avenir du pays dont on a souvent retenu les derniers mots du discours de 1938 : « paix, pitié, pardon ».

Francisco Largo Caballero, secrétaire général du syndicat UGT, est l'artisan d'un gouvernement « d'union nationale » de soutien à la république

(peut-être conviendrait-il d'écrire plutôt « d'union de classes<sup>27</sup> »). Il avait manifesté les doutes et les hésitations propres à beaucoup de socialistes quant à l'idée de participer à un gouvernement dans le cadre d'institutions bourgeoises tout en inclinant de plus en plus vers la participation, ce dont avait témoigné son passage au gouvernement entre 1931 et 1933 comme ministre du Travail. Lorsqu'il accepte de former le nouvel exécutif, l'urgence est telle que ces distinctions entre la conquête ou l'exercice du pouvoir apparaissent bien vaines. Largo Caballero entend cependant placer l'action du PSOE dans le cadre de la république. Aidé par les circonstances dramatiques, il réussit l'exploit politique de faire de la conduite de la guerre l'axe de toute l'action des partis et des syndicats de gauche. Son programme – reconstitution de l'armée, militarisation des milices, nationalisation de l'industrie de guerre, centralisation des décisions économiques, défense de la petite et moyenne propriété, frein aux expériences révolutionnaires – traduit cette ambition de restaurer un État républicain dans lequel la loi serait la norme. Il fallait mettre fin à l'explosion révolutionnaire et au désordre qu'avait entraînés le coup d'État. Ce gouvernement obtient des résultats importants, parfois sans l'avoir recherché, comme le montre la victoire de Madrid. Du coup, la stabilisation du front au printemps 1937 rouvre les débats politiques. Partis et syndicats s'affrontent. Le PSOE et le PCE forment une alliance qui marginalise les anarchistes, provoquant en retour une convergence entre les syndicats (CNT anarchiste et UGT socialiste). C'est l'origine de la crise gouvernementale de mai 1937 qui amène au pouvoir Juan Negrín. La crise n'est pas que politique : elle a commencé à Barcelone le 3 mai, quand les forces de sécurité de la Généralité de Catalogne ont tenté de déloger les anarchistes de la CNT du siège de Telefonica. Il ne s'est pas agi d'un accrochage quelconque mais bien d'un affrontement armé au sein même du camp républicain qui s'est soldé, en quelques jours, par 500 morts. La guerre civile dans la Guerre civile est une menace réelle.

Dans ces conditions extrêmement précaires, Largo Caballero démissionne ; Juan Negrín qui va « incarner l'esprit de résistance du camp républicain avec autant de ferveur et d'intensité que le général Franco pour le camp national<sup>28</sup> » le remplace. Vaincu, il attirera sur lui la haine des nationalistes, qui ont vu dans son jusqu'au-boutisme (il affirmait que « résister c'est vaincre ») un inutile prolongement de la guerre, ainsi que celle des partis de gauche qui l'ont accusé de collusion avec les communistes ou d'incompétence.

Azaña a choisi Negrín pour plusieurs raisons. En vérité, le PSOE est divisé entre les partisans de Francisco Largo Caballero, et ceux d'Indalecio Prieto qui, d'octobre 1936 à mai 1937, a dirigé le ministère de la Marine et de l'Air et assume de mai 1937 à avril 1938 la charge de la Défense nationale. Negrín, proche de Prieto, présente l'avantage de faire le lien avec Largo Caballero, dont il a été le ministre des Finances. Il est par ailleurs bien vu du PCE et de l'URSS. Avec l'aide de son chef d'état-major, le général Vicente

Rojo, il conçoit et exécute une stratégie offensive contre les avancées nationalistes qui, à défaut de renverser le rapport de force, parvient à retarder la défaite finale. Mais Negrín reste convaincu de la possibilité de la victoire, quand Azaña ou Prieto mesurent le caractère chimérique de cette ambition en raison de l'absence d'aide internationale. En dépit de l'isolement progressif dans lequel le place la dynamique de défaite, Negrín ne se résout à l'exil qu'en mars 1939. Manuel Azaña, Francisco Largo Caballero, Indalecio Prieto, Juan Negrín : pas un de ces hommes, pourtant rompus à la politique, n'a résisté à la guerre. Face à eux se dressent d'autres figures éminentes comme Buenaventura Durruti du côté anarchiste ou Dolores Ibárruri dans le camp communiste. Il s'agit là de héros révolutionnaires dont la légende, noire ou dorée, ressortit à la mythification de la guerre. Si la république n'a pas généré d'« homme providentiel », cela tient d'abord aux divisions politiques qui la parcourent mais aussi à la culture politique qu'elle véhicule. La république s'est toujours pensée comme une réalité collective et populaire ; l'abandon à la figure d'un homme providentiel aurait supposé de la défigurer ou de la détourner de son projet. Cette culture politique pour temps de paix, conjuguée à des rivalités exacerbées, s'oppose presque symétriquement à ce qui, dans le camp adverse, a conduit à l'affirmation du pouvoir de Franco. Alors que l'état de guerre a été déclaré dans le camp nationaliste le 18 juillet 1936, jamais le gouvernement de la République ne l'a imposé là où il exerçait encore son autorité avant de s'y résigner, le 23 janvier 1939 ! Tout, décidément, oppose ces deux visions d'Espagne.

La résistance inattendue de la ville de Madrid signifiait le basculement dans une guerre longue. En 1937 et 1938, les combats se déplacent au gré des stratégies des combattants. Dans un premier temps, les forces en présence s'équilibrent, car les victoires des nationalistes au nord leur donnent un surcroît de puissance numérique, tandis que l'effort de réorganisation des forces républicaines garantit une efficacité nouvelle dans le combat. Les nationalistes choisissent de partir à la conquête du Pays basque, tandis que les républicains adoptent une stratégie de défense, cohérente avec leurs forces et la situation fragile du territoire à préserver, mais qui n'exclut pas la contre-offensive. Le Pays basque, la Cantabrie et les Asturies sont isolés du bloc républicain formé par l'est de la Péninsule, Madrid et une grande partie de l'Andalousie. Les forces franquistes sont alors en position avantageuse. La conquête de ces territoires du Nord donnerait aux nationalistes le contrôle de foyers industriels importants ainsi que l'accès aux ports de Bilbao, Santander et Gijón. Commencée en mars, l'offensive du général Mola contre Bilbao et ses lignes défensives dure jusqu'au 19 juin, date de la prise de la ville par le général Davila, qui avait succédé à Mola (celui-ci était mort dans un accident d'avion le 3 juin). Cette « campagne du Nord » est marquée par l'intensité des bombardements aériens italiens et allemands. Durango est la cible des premières actions mais c'est surtout le raid contre Guernica le 26 avril qui marque les esprits. Escalade spectaculaire dans les combats, ce raid aérien

mené par la Légion Condor vise non seulement à détruire des usines d'armement et des routes, mais aussi à provoquer des morts massives puisqu'un millier de bombes incendiaires sont lancées sur la ville. Le bilan est effroyable, bien qu'incertain. Le gouvernement basque du *lehendakari* Aguirre recense 1 654 tués et 889 blessés, alors que le gouvernement républicain de Valence évoque 800 morts. L'incertitude a permis à des historiens révisionnistes d'alimenter des polémiques intéressées : les uns contestent la réalité du bombardement allemand et l'imputent à des actions à terre de commandos de gauche, d'autres réduisent à 12 le nombre de tués... Mais cette manipulation des esprits commence dès l'événement, dont la portée est, il est vrai, considérable. En effet, l'opinion publique européenne y pressent une préfiguration de ce qui pourrait advenir en Europe si la guerre éclatait. La cruauté d'une attaque n'épargnant pas les populations civiles effraye. Non sans raison, puisque les Allemands ont, semble-t-il, voulu mener une « expérience visant à évaluer les effets de la terreur aérienne<sup>29</sup> ». Dans les mois qui suivent, Picasso expose son célèbre *Guernica* dans le pavillon de l'Espagne républicaine à l'Exposition universelle de Paris. Une image et un symbole sont nés.

Dans le camp républicain, la nouvelle force du commandement politique se manifeste par une conduite différente de la guerre. Pour répondre aux coups de boutoir des armées franquistes, Negrín et le général Rojo choisissent de lancer des contre-offensives. Dans l'espoir de soulager les troupes du Pays basque soumises à l'assaut des nationalistes, trois grandes opérations vont créer des diversions. La première, à partir de la fin mars, voit les républicains se lancer à l'assaut des environs de Ségovie, au nord-ouest de Madrid. En juin, c'est en Aragon, aux abords de Huesca, qu'ils essayent de concentrer des forces pour contraindre les nationalistes à alléger leurs effectifs sur le front basque. Enfin, en juillet, depuis Madrid, une offensive est lancée sur le village de Brunete (au sud-ouest). Commandée par le général Miaja, cette puissante offensive – elle mobilise 80 000 hommes, 100 chars, de très nombreuses pièces d'artillerie et des avions – oblige Franco à stopper son offensive sur Santander. La bataille de Brunete dure une vingtaine de jours et se solde par 25 000 morts côté républicain et 10 000 côté nationaliste. La supériorité aérienne des nationalistes qu'appuient appareils allemands (Messer-schmitt 109 et Heinkel 111) et italiens (Savoie 79) explique l'échec final des républicains. Mais entrent aussi en ligne de compte les divisions politiques et les méfiances entre l'armée régulière, les Brigades internationales et les miliciens qui minent l'unité des combattants. Leurs actions avaient pourtant retardé la chute de Santander, mais ne l'avaient pas évitée. Elle restait l'objectif primordial de Franco, qui avait suspendu la contre-offensive de Brunete alors même que la débandade des troupes républicaines aurait pu laisser envisager un nouvel assaut contre Madrid. Une ultime contre-offensive républicaine en Aragon fut lancée le 24 août. Elle cherchait, après la conquête du village de Belchite, à menacer Saragosse. Cette initiative n'empêcha pas la

capitale de la Cantabrie de tomber le 26 août. Là, l'effort militaire avait été d'abord le fait des Italiens qui firent une entrée triomphale dans la ville en exhibant des portraits de Mussolini. De nombreux défenseurs de la ville et des militants politiques furent exécutés ou poussés du haut des falaises...

Entre juin et septembre 1937, le Pays basque et la Cantabrie avaient été pris par les nationalistes. Dans ces conditions, les Asturies faisaient figure d'ultime réduit qui ne manquerait pas de tomber rapidement. Ce fut fait le 21 octobre. Le recul des forces républicaines était patent. Il n'y avait plus de « front Nord ».

Le gouvernement basque et le Vatican négocièrent secrètement. Le Parti national basque (PNV) et son chef, le *lehendakari* Aguirre, étaient restés fidèles à la république parce que celle-ci avait voté le statut d'autonomie de la région. L'idéologie démocrate-chrétienne du PNV explique que le pape ait essayé d'ouvrir la voie à une paix séparée avec les franquistes par l'intermédiaire, entre autres, des combattants italiens. Le général Mancini, qui commandait les forces italiennes de Santander, avait reçu la reddition des officiers basques ; il accepta leur exil et promit de protéger les civils contre la répression. Les nationalistes réduisirent à néant ces assurances. Le combat ici n'était pas militaire – Mancini se trompait de guerre –, il était idéologique et identitaire. Pas de place pour la magnanimité du vainqueur, pour la pitié à l'égard du vaincu. Uniquement de la répression, du nettoyage politique... tout ce que Georges Bernanos dénonce avec véhémence dans *Les Grands Cimetières sous la lune* (1938) qui, si l'essai se fonde sur la situation à Majorque, vaut pour l'ensemble du pays. S'agit-il même d'une guerre civile ? N'est-on pas, en certains endroits, dans une logique d'extermination d'ennemis qui le sont moins par les armes que par leur idéologie et leurs croyances, leurs engagements et leurs convictions ?

La chute du Nord avait donné à Franco des moyens considérables : du charbon et des minerais. Elle avait coupé des voies d'approvisionnement d'armement soviétique ou français et affaibli les capacités de résistance de la république. Celle-ci était isolée diplomatiquement. Même la mer Méditerranée était de plus en plus contrôlée par les Allemands et les Italiens. La conquête du Nord avait entraîné beaucoup de -prisonniers de guerre (environ 200 000), dont la moitié fut enrôlée de force dans les troupes nationalistes. Naturellement, ces méthodes provoquèrent parfois des mutineries, des désertions, voire des complots pour passer à nouveau dans le camp républicain. Mais ces tentatives furent impitoyablement réprimées. Fin 1937, le rapport de force est donc clairement orienté en faveur du camp franquiste. Pourquoi la guerre se prolonge-t-elle alors seize mois durant ? La stratégie de Franco – « encore plus lente, timide et conservatrice à l'extrême, au point de laisser l'initiative stratégique aux républicains<sup>30</sup> » – explique cet allongement.

Le 15 décembre 1937, l'armée républicaine lance l'offensive contre Teruel, en Aragon. Pointe avancée du front nationaliste, Teruel pouvait être pris en tenaille par l'armée du Levant et l'armée de Catalogne. Sept jours plus

tard, les républicains entraient dans la ville. Jusque-là, la république n'avait fait que résister ou plier. Elle allait maintenant de l'avant. L'effet mobilisateur devait galvaniser les troupes... Mais au bout de sept semaines, Teruel est repris. Cette bataille reste l'un des épisodes les plus héroïques et tragiques de la guerre parce qu'elle s'est déroulée dans des conditions climatiques extrêmes. L'hiver du début de 1938 fut extrêmement rigoureux. La neige et le froid sibérien décimèrent les combattants. Tactiquement, cette confrontation fonctionnait sur le schéma désormais classique de supériorité aérienne nationaliste et d'intenses combats au sol (la ville de Teruel n'avait pas été contrôlée en totalité, et les combats se déroulèrent quotidiennement dans les faubourgs, rue par rue, maison par maison). Les pertes furent considérables (15 000 morts environ pour chaque camp). Le bilan militaire ne peut être plus sévère. « Une fois encore, les dirigeants républicains, piégés par des proclamations hâtives de victoire à des fins de propagande, avaient sacrifié pour rien une part importante de leurs meilleures troupes », estime l'historien Anthony Beevor, qui ajoute : « L'état lamentable des survivants, leur épuisement et leur démoralisation devaient mener au désastre suivant de la République<sup>31</sup>. »

Cette défaite accentua les divisions politiques au sein du gouvernement. Jesús Hernández, ministre communiste, traite, dans le journal *Frente Rojo*, le ministre de la Défense Indalecio Prieto de « capitulard ». Celui-ci démissionne le 29 mars et le président du Conseil Negrín assume ce portefeuille. Le général Rojo est accusé d'incompétence. L'ambiance est plombée par la sombre lucidité du président Azaña, qui ne croit plus depuis longtemps à la victoire, renforcé dans ses inquiétudes par le diagnostic que pose Prieto depuis le ministère de la Défense. En outre, l'influence croissante des communistes, autour de Negrín et dans l'armée républicaine (les grands commandants sur le terrain sont communistes ou sympathisants, comme Juan Modesto, Enrique Lister, Valentín González...), suscite des réticences. Ces fractures jouent de nouveau sur des oppositions politiques car au sein de ce qui reste de la république, par-delà la lutte contre les franquistes, se livre aussi une compétition pour le pouvoir. Negrín, accusé par ses adversaires d'être l'otage des communistes, a réussi à marginaliser les deux grands dirigeants socialistes Largo Caballero et Prieto.

Le 7 mars commence une offensive nationaliste dont l'objectif est de couper en deux le territoire républicain en isolant Valence de Barcelone. Des combats violents se déroulent cinq semaines durant et aboutissent au succès du plan franquiste. Le 15 avril 1938, l'Espagne républicaine était coupée en deux. L'offensive se poursuivit sur Valence. Une fois encore, le choix de Franco étonne : pourquoi ne pas avoir marché sur Barcelone « où rien n'aurait pu le retenir<sup>32</sup> » ? Malgré l'ouverture, à la mi-mars, de la frontière française au passage du matériel militaire – une décision tardive pour être vraiment efficace – et un succès psychologique de la marine républicaine – elle coule le *Baleares*, navire amiral de la flotte nationaliste –, la tendance reste

profondément négative pour la république ou ce qu'il en reste.

Juan Negrín commença alors à réfléchir à une paix négociée, une sorte de paix des braves. Il proposa le 1<sup>er</sup> mai 1938 un plan en treize points. Défendant l'idéal républicain en exigeant le respect de la forme républicaine et démocratique de l'État, la nécessité de la réforme agraire et d'une législation sociale protégeant les travailleurs, il offrait quelques concessions en trompe-l'œil, comme la protection de la propriété et des capitaux étrangers. Sur le plan diplomatique, la demande d'un retrait de toutes les forces étrangères du sol espagnol était à la fois raisonnable – elle correspondait à la doctrine de la non-intervention – et irréaliste à cette date. En revanche, le dernier point – « une large amnistie pour tous les Espagnols » – ouvrait la porte à la politique de réconciliation que prônait Manuel Azaña. Franco et les siens rejetèrent cette offre. Après avoir engagé une guerre totale, Franco recherchait la victoire totale.

La proposition de Negrín ne supposait pas la reddition. Au contraire, convaincu que tôt au tard un conflit éclaterait entre l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, Negrín estimait que si la république tenait jusqu'au début de cette guerre, alors l'Espagne en deviendrait l'un des fronts ; Français et Britanniques se porteraient à son secours. Le calcul n'était pas si absurde. Spécialiste d'histoire militaire, Anthony Beevor estime cependant cette stratégie contre-productive sur le plan militaire. Les grandes offensives comme celle lancée sur Teruel étaient vouées à l'échec à cause de la supériorité (notamment aérienne) des nationalistes. Une stratégie de harcèlement de type guérilla aurait été plus efficace. Le raisonnement de Negrín, qui comptait sur une victoire militaire pour contraindre l'ennemi à négocier « devait conduire au désastre final et quasi volontaire de la République espagnole<sup>33</sup> ».

Dans l'esprit de ses promoteurs, la bataille de l'Èbre devait offrir l'occasion d'une victoire sur Franco. Le 24 juillet 1938, nuitamment et par surprise, des troupes républicaines traversent le fleuve au nord de Tortosa (province de Tarragone). Commence alors la dernière grande bataille de la guerre qui, comme les précédentes, apporte son lot de hauts faits dans les deux camps et place au summum de l'épreuve physique et morale les combattants des deux camps. Les récits des premiers jours de cette nouvelle offensive sont bouleversants tant ils supposent d'héroïsme de la part de soldats déjà largement éprouvés par deux ans de guerre. Du côté républicain, certains ont tout juste seize ans. Mobilisés, ils forment ce que les Espagnols ont appelé la *quinta del biberón* (« la classe du biberon »). On est à l'extrême limite des efforts. « Il est fort probable, estime Beevor, que la bravoure et l'entêtement des troupes aient été une expression non verbale de leur haine de l'ennemi<sup>34</sup>. » Cette fois-ci ce sont des températures caniculaires qu'affrontent les combattants : 37° à l'ombre... or, dans certaines plaines où se déploient les troupes, il n'y a pas d'ombre, ou si peu. La bataille se déroule aussi dans les airs, où Allemands et Italiens expérimentent des nouvelles tactiques et où se



dessinent les techniques de combat qui seront reprises lors de la bataille d'Angleterre de 1940. Si l'on ne saisit pas ce caractère de « laboratoire du siècle » de la guerre d'Espagne, selon l'expression de Bartolomé Bennassar<sup>35</sup>, on ne comprend pas les enjeux militaires et politiques des combats. Six contre-offensives nationalistes et cent treize jours de combats sont nécessaires pour défaire la résistance républicaine. Le 16 novembre au matin, les troupes républicaines repassent l'Èbre. La bataille aura coûté autour de 20 000 morts (dans un rapport de 2 à 1 en défaveur des républicains). Bien que la crise des Sudètes, en septembre 1938, ait attisé les risques de guerre européenne, validant ainsi provisoirement le pari de Juan Negrín, le compromis de Munich sauvait la paix en Europe... et condamna indirectement la république. Fin novembre 1938, la défaite des uns et la victoire des autres sont affaire de semaines.

Limitier la retraite, gagner du temps restent les objectifs presque désespérés du gouvernement républicain, dont les tensions internes éclatent début 1939. Pour Franco, on n'en est plus à la temporisation. La publication, le 9 février 1939, de la loi de « Responsabilités politiques » qui dessine un cadre juridique pour mener une répression politique une fois la guerre achevée dit dans quel esprit de revanche, voire de vengeance, il se prépare à gérer le pays.

La Catalogne tombe entre janvier et février : le 15 janvier, Tarragone est contrôlée par les nationalistes, le 22 le gouvernement républicain abandonne Barcelone et le 26, les franquistes y font leur entrée. Ils sont accueillis avec enthousiasme par leurs partisans qui se terraient dans la clandestinité. La *retirada* est le nom que l'on a donné à cette retraite effroyable des civils qui fuient vers la France. Harcelées par les troupes italiennes et leurs adversaires politiques, des hordes de familles et de combattants s'enfuient, sachant ce qui les attend s'ils tombent aux mains des franquistes. À pied ou par des moyens de transport surchargés, ils parcourent les kilomètres qui les séparent de la frontière.

En France, l'inquiétude est double. Désormais, les Italiens et les Allemands sont à la frontière sud. Ensuite, ces centaines de milliers de réfugiés, qui sont-ils ? Comment les accueillir ? Albert Sarraut, à la tribune de l'Assemblée, parle « d'un mascaret humain immense et pathétique, d'une multitude hétéroclite et disparate, d'une humanité de cauchemar<sup>36</sup> ». Les images de cet exode, devenues célèbres, expriment le drame humain qui s'est joué dans cette fin de guerre. On a voulu y voir l'indifférence des autorités françaises. Il s'agit plutôt d'une impréparation devant un phénomène d'une ampleur inattendue – autour d'un demi-million de personnes – et très bref – il se déroule sur trois semaines, de fin janvier à la mi-février 1939. Des camps de concentration, selon la terminologie officielle, sont improvisés dans l'urgence – le camp de réfugiés d'Argelès-sur-Mer est ainsi installé à même la plage. La société française, divisée politiquement, avait vécu la guerre d'Espagne avec passion. Elle se montre désormais inquiète face à la menace



d'une guerre avec l'Allemagne. Tout au long de ces difficiles années où la crise économique et la passion des affrontements politiques avaient déchiré le tissu social européen, la France avait accueilli beaucoup de réfugiés politiques. Ce nouvel épisode sollicitait une fois encore un gouvernement et une société sous pression. Le sentiment d'injustice qu'éprouvèrent de nombreux réfugiés tient d'une part à leur idéalisation de la France républicaine et d'autre part à la confusion temporelle qui confondra dans une même iniquité mémorielle la France de la fin de la III<sup>e</sup> République et celle de Vichy. En effet, après juillet 1940, les autorités françaises collaborent avec les franquistes et livrent des responsables politiques à Madrid. Par ailleurs, Paris reconnaît le gouvernement nationaliste de Franco le 27 février et envoie comme nouvel ambassadeur le maréchal Pétain. La République française accepte que des envoyés de cet exécutif visitent les camps et proposent le rapatriement des réfugiés vers l'Espagne. Les franquistes promettent alors à ceux-ci l'impunité, piège dans lequel tombèrent plusieurs dizaines de milliers de personnes (70 000 selon le rapport de la Croix-Rouge internationale utilisé par l'historien Gabriel Jackson).

Ce reflux humain – on estime à un million le nombre de réfugiés qui avaient cherché refuge à Barcelone pour éviter de tomber sous la coupe nationaliste – explique la défaite de la Catalogne. Contrairement aux espoirs des responsables, il n'y eut aucune résistance acharnée, aucune lutte désespérée. La coupe était pleine. Les populations n'en pouvaient plus. La guerre commence à prendre fin faute de combattants. Faut-il voir aussi ici l'échec des stratégies républicaines si coûteuses en hommes et en efforts et au final si peu rentables ?

Politiquement, la république s'effondre. Toutes les autorités se sont réfugiées à Toulouse. Manuel Azaña démissionne de la présidence le 27 février. Le président des Cortes, Diego -Martínez Barrio, refuse de lui succéder selon le texte de la constitution de 1931. Le général Vicente Rojo avait lui aussi démissionné. Seul Negrín voulait poursuivre le combat. Madrid et Valence étaient encore républicaines. Les dernières semaines marquent l'explosion généralisée de ce qui était rassemblé derrière le nom de république. Aux nominations de communistes aux plus hautes responsabilités de l'armée répond le coup d'État du colonel Segismundo Casado qui, à Madrid, avec des personnalités civiles comme le socialiste Julián Besteiro, crée le Conseil national de défense le 5 mars 1939. Le 6, Negrín prend le chemin de l'exil. Pour Casado, officier de carrière, il s'agit de négocier une paix militaire avec Franco. Il estimait que sa position lui permettait de parler de chef à chef avec Franco. Il se trompait lourdement, et ce que Franco avait toujours refusé – une paix sans représailles – à Negrín, il le refuse encore à Casado. Pourtant celui-ci fait tout pour créer des conditions favorables à cette ultime négociation en destituant tous les responsables communistes. Ces derniers jours furent une fois encore une « guerre civile dans la Guerre civile ». Le 22 mars, le Conseil national de défense dut céder à Franco et

accepter une reddition sans condition. Ordre fut donné aux gouverneurs civils de préparer l'évacuation des militaires. Casado quitte le pays le 29 mars dans un navire anglais. Besteiro reste à Madrid. Il y sera arrêté, jugé et condamné dès juillet à trente ans de prison. Il mourra un an plus tard, épuisé par ces derniers mois de résistance acharnée. D'Alicante partent les ultimes bateaux remplis de réfugiés, dernier espoir pour les 150 000 réfugiés de cette ville du Levant espagnol d'échapper à l'enfer de la répression. Le 1<sup>er</sup> avril, les troupes franquistes entrent dans Valence. « La guerre est terminée », proclame le jour même le dernier bulletin de Franco.

Bien que la victoire franquiste soit totale, elle reste à certains égards paradoxale. Les combats révèlent l'intensité de la guerre et, contrairement aux apparences, sa large part d'incertitude. Quand le conflit éclate, à l'été 1936, les deux camps sont de force équivalente. Si, très vite, les nationalistes semblent prendre l'avantage, ils le doivent à l'aide clandestine qu'Italiens et Allemands leur apportent. Mais que se réorganise l'armée républicaine, qu'arrive l'aide soviétique, et la balance se rééquilibre. Les contre-offensives républicaines de 1937 et de 1938 ont montré la capacité de résistance d'un camp qui pourtant s'affaiblissait. Les alliés de Franco, Berlin et Rome, s'inquiétèrent de ce prolongement et doutèrent des capacités militaires du Caudillo. Londres et Paris croyaient à une possible médiation internationale. Pourtant, le résultat fut au final une « victoire absolue et une défaite totale<sup>37</sup> ». Pour Manuel Azaña, quatre raisons expliquent la défaite républicaine : l'attitude de la Grande-Bretagne et son soutien à la politique de non-intervention, les dissensions politiques de la coalition républicaine, l'intervention armée italienne et allemande et, en dernier, Franco. Bilan à chaud d'un acteur impliqué et d'un vaincu non seulement militaire mais aussi politique puisque son idéal républicain meurt sous ses yeux, cette analyse impute d'abord aux faiblesses de la république – absence de soutien diplomatique des autres démocraties et divisions politiques – les raisons de son échec. Viennent ensuite les forces du camp nationaliste. Dans son récit dialogué, *La Veillée à Benicarló*, Manuel Azaña propose une explication psychologique et historique du drame espagnol. « Une frontière intérieure au tracé sinueux divise les Espagnols les uns des autres plus profondément que ne le font les frontières territoriales qui séparent la nation des peuples étrangers. Si, à cause de cette séparation, l'essence de l'esprit national est schizophrène, j'en conclus que la nation, au moins actuellement, n'existe pas<sup>38</sup>. »

## Violence et conflit politique

La réflexion de Manuel Azaña, frappée au sceau du pessimisme qui envahit son auteur à partir de 1936 et qui tranche avec les espoirs qu'il avait décidé d'assumer avec passion comme gouvernant à partir de 1931, nous indique la voie vers laquelle se diriger pour tenter de comprendre cette

« tragédie espagnole », marquée par le surgissement de la violence dès l'été 1936 – une question qui reste un point douloureux dans la mémoire du pays.

La violence a d'emblée fait partie du plan initial des militaires rebelles. Selon le général Mola, cette « violence extrême » devait décourager la résistance que le coup d'État ne manquerait pas de susciter<sup>39</sup>. On sait qu'elle fut envisagée par Franco lui-même dans l'entretien qu'il accorda au journaliste américain Jay Allen. Celui-ci demande au général si le prix de sa victoire signifiait de fusiller la moitié de l'Espagne. Franco de lui répondre qu'il « libérera l'Espagne du marxisme quel qu'en soit le prix<sup>40</sup> ». Les grands massacres de Badajoz d'août 1936 ont alerté immédiatement l'opinion internationale qui a assisté avec effroi à l'explosion de violence. Celle-ci a tout de suite été symétrique.

Le cas de la « persécution religieuse » en offre l'illustration la plus forte. Avec presque 7 000 morts, dont 13 évêques, 4 000 prêtres, 2 300 religieux et 283 religieuses, l'Église d'Espagne a payé un sanglant tribut à la guerre fratricide. Dans le diocèse de Barbastro (Aragon), plus de 88 % du clergé est éliminé ; à Tolède, le premier diocèse d'Espagne par l'histoire et le prestige, 47 % du clergé disparaît, victime de la répression. Près de la moitié de ces morts survient en juillet et août 1936 quand, l'État s'étant effondré, une évidente anarchie règne dans les localités. Le pourcentage atteint 90 % lorsque l'on considère l'année 1936 dans son ensemble. Les initiatives, souvent locales, relèvent de règlements de comptes ou de choix politiques clairement orientés vers l'élimination de ce que représentent le clergé, l'Église et la religion. Il est faux en revanche de croire à un plan concerté d'éradication du clergé. La preuve en est apportée par la sécurisation qui s'opère une fois que la république remet de l'ordre dans son armée et son appareil sécuritaire. Le sadisme avec lequel certains prêtres ont été exécutés – l'évêque de Barbastro, Florentino Asensio Barroso, est émasculé avant d'être fusillé – révèle une puissance destructrice qui s'est aussi dirigée vers l'incendie d'églises, de couvents ou de lieux symboliques comme le sanctuaire du Cerro de los Angeles, centre géographique de l'Espagne où elle avait été consacrée au Sacré Cœur de Jésus en 1919. Prennent place aux côtés des prêtres assassinés de nombreux laïcs engagés ou des figures plus modestes, comme le sacristain, associées à l'image de l'Église dominante.

Pendant de ces massacres, la fureur des nationalistes contre les maîtres d'école est attestée dans les mémoires locales. Avec les militants des partis de gauche et les syndicalistes, ils étaient les victimes toutes désignées d'exécutions massives. Dans la zone nationaliste, le nombre de places aux concours de recrutement montre l'intensité de la violence qui les frappe. Ainsi à Séville, en novembre 1936, 255 postes sont offerts et dénotent sans doute des exécutions antérieures<sup>41</sup>. De véritables luttes des classes expliquent aussi l'explosion de violence. Soit la rébellion avait réussi dans le village ou la ville et des journaliers étaient assassinés ; soit la gauche avait résisté et c'étaient les représentants de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui étaient fusillés. En

Andalousie, à Puente Genil (province de Cordoba), la répression vise d'abord les partisans de la droite ; mais quelques jours plus tard, quand la ville est conquise par les nationalistes, c'est la gauche qui est décimée. À Jaen, toujours dans le Sud, près de 800 partisans de Franco sont retenus prisonniers dans la cathédrale dès fin juillet. Leur transfert vers la prison d'Alcalá de Henares (Madrid) est décidé début août. Le 11 août, les députés conservateurs et les représentants du patronat local sont sortis du train qui les conduit en prison. Ils sont exécutés sans procès. Le lendemain, un autre convoi de 250 personnes est arrêté près de Madrid. Les miliciens anarchistes fusillent, avec trois mitrailleuses, tous les occupants de ce train de prisonniers.

D'autres massacres s'expliquent par l'évolution des combats. Ainsi en est-il du très célèbre et très exploité massacre de 3 000 personnes à Paracuellos del Jarama en novembre 1936. Sortis des prisons madrilènes, ces hommes de droite sont -exécutés sommairement parce qu'ils représenteraient une menace pendant le siège de Madrid. En réponse aux morts civils des bombardements allemands et italiens, des massacres de prisonniers se produisent. Ainsi, suite à un bombardement républicain de Cordoue, Jaen est visé par un contre-bombardement. En réplique à cette action ordonnée par le général Queipo de Llano, 130 prisonniers politiques sont tirés de leurs cellules et passés par les armes. On cherche ainsi à démoraliser l'ennemi en appliquant la loi du talion. Là encore, la guerre d'Espagne est un triste foyer d'innovation où la mort de masse vise à contraindre l'ennemi à se rendre. La répression devient un instrument militaire qui révèle le caractère total de cet affrontement fratricide.

Plutôt que de multiplier les exemples, il faut essayer de démêler dans cette orgie de violence la signification de la brutalité de l'affrontement. Comme l'ont établi les historiens, deux logiques parallèles d'extermination de l'ennemi s'enracinent dès le début du soulèvement. Elles proviennent de la « culture du conflit » de la vie politique et sociale d'alors. Mais ces deux volontés diffèrent, non dans leurs résultats, mais dans leurs motivations. En effet, la violence républicaine – et le terme englobe l'action de groupuscules politiques anarchistes, révolutionnaires ou syndicaux qui, *in fine*, ne partageaient pas l'idéal démocratique et légaliste de la république – est une réaction au coup d'État. Elle est seconde, en ce qu'elle exprime une farouche volonté de résistance. Que, sous prétexte du soulèvement militaire, des groupes aient profité du climat d'anarchie et d'insécurité pour jouer leur propre logique politique relève de l'évidence. Les historiens en veulent pour preuve que 80 % des victimes de la violence républicaine sont tombées dans les cinq premiers mois de la guerre<sup>42</sup>. En revanche, du côté nationaliste – Franco y était prêt –, l'extermination de l'ennemi était incontestablement l'un des buts de guerre. Cependant, c'est en réaction à l'insécurité qui caractérise la vie politique depuis 1931 que se soulèvent les insurgés. Ceux-ci se défendent donc d'être aux origines de la violence de la guerre qu'ils imputent aux exactions antérieures (incendies d'églises, pillages de couvents,

assassinats politiques, tentative révolutionnaire dans les Asturies en octobre 1934). Reste que le coup d'État agit comme un détonateur.

Les logiques de l'extermination varient. Si, au cours de l'été 1936, l'initiative locale prime pour expliquer les massacres – des voix accusatrices s'élèvent et désignent des victimes –, si la géographie politique locale constitue la donnée essentielle pour comprendre quel camp subit la violence et quel autre l'exerce, un mécanisme plus contrôlé s'enclenche dans un second temps. Côté nationaliste, un semblant de « légalité » s'instaure très vite, avec des conseils de guerre qui prononcent des sentences (dont on ne peut, bien évidemment, faire appel). Prenons le cas de la province de Séville. Le bilan de la guerre sous son aspect de massacres réciproques est le suivant : 12 972 victimes de la violence « de droite » (dont 467 femmes) et 462 victimes de la violence « de gauche »<sup>43</sup>. Sur les victimes de la répression nationaliste, 81 % tombent sur application des « consignes de guerre », 5 % après un conseil de guerre, près de 10 % sont portées disparues et 4 % meurent en prison. Cette férocité est le fait du général Queipo de Llano, qui avait promis la mort à tous les marxistes. Mais cette répression violente ne s'inscrit plus dans un contexte local de guerre. Le territoire est déjà contrôlé par les franquistes. Si l'on peut comprendre l'existence de massacres liés aux combats ou à la proximité de la ligne de front, comment admettre les crimes qui s'opèrent dans des territoires d'emblée puis pendant toute la guerre régis par les nationalistes ?

Ainsi, le débat apparemment insoluble entre les violences symétriques et réciproques s'éclaire. Il ne s'agit pas en effet de dire qui a été plus meurtrier ou qui a été aux origines de ces morts de masses – encore que le sujet soit fondamental. Le maintien d'une répression ordinaire par Franco et les siens révèle tout simplement la nature du régime à venir. Loin d'établir une distance digne du jugement de Salomon entre les deux camps, il faut comprendre qu'un projet de nature totalitaire se mettait en place dans l'Espagne nationaliste, tandis que l'Espagne républicaine résistait de toutes ses forces – fussent-elles contradictoires – pour empêcher l'application de ce projet. En outre, on peut aussi contourner l'une des difficultés méthodologiques de la question. Pendant et après la guerre, le discours officiel franquiste publicisera les actes de violence de ses adversaires et taira ses propres exactions (Franco, en juillet 1938, évoque plus de 130 000 assassinats par les « rouges »). La répression politique visera tous ceux qui se seront opposés au coup d'État ou qui auront cautionné la politique de gauche depuis 1934, et donc naturellement ceux qui auront combattu. Une vision déformée de la réalité de la guerre sera diffusée comme « mémoire officielle ». Les archives qui évoquent les massacres commis dans le camp républicain abondent. Plusieurs d'entre elles relèvent de la sphère judiciaire – ce sera la « Cause générale », cette grande enquête à visée répressive lancée par Franco –, d'autres ont été prises à l'ennemi. En revanche, des crimes franquistes, peu de documents subsistent. Souvent, il s'agit d'une mémoire enfouie, familiale et longtemps clandestine. Pourtant, dès les premières années de la transition démocratique

(à partir de 1977), les historiens se sont emparés du sujet.

Les civils espagnols assassinés par les franquistes n'ont eu droit ni à des inscriptions de décès dans les registres de l'état civil ni à une inhumation (d'où l'importance actuelle du travail de localisation des fosses communes puis d'exhumation et de reconnaissance des corps). Sur les 2 971 personnes exécutées à Séville entre juillet et décembre 1936, seul le décès de 97 d'entre elles est répertorié. On mesure l'ampleur de l'occultation contemporaine des faits. Sur le *modus operandi*, plusieurs traits doivent être signalés. Une première répression, immédiatement consécutive à la prise de contrôle de la localité, est le fait des colonnes militaires. En Estrémadure, la férocity des légionnaires mauresques sème une terreur précoce. Une deuxième répression obéit à une logique de « nettoyage » politique. Des conseils de guerre ou des jugements sommaires sont l'instrument de cette justice expéditive. Enfin, une troisième vague, souvent nourrie de dénonciations postérieures, inquiète tous ceux qui, de près ou de loin, ont été mêlés à la république. Autrement dit, et c'est une des caractéristiques de la répression franquiste, celle-ci se prolonge dans le temps ; de vengeance initiale, elle devient politique d'État. Les responsables des tueries ne sont pas les mêmes. Si les militaires et militants mènent les deux premières vagues – phalangistes en tête –, la troisième vague, plus institutionnalisée, est surtout le fait des nouvelles autorités locales et provinciales. Cependant, conscients des effets très négatifs des massacres que couvrent les reporters de guerre, Franco et le chef de la Phalange, Manuel Hedilla, insistent sur l'impérieuse nécessité de disposer d'un ordre écrit pour procéder à des arrestations et des exécutions. Mais dans les zones républicaines, les sinistres *checas*, centres de détention et de torture aux mains des milices politiques, fonctionnaient quasiment en autonomie et ont largement contribué à ternir l'image de la République, tant l'arbitraire partisan et l'idéologie aveugle y justifiaient des assassinats de toute sorte.

Comme la guerre s'est prolongée durant trois années et que les territoires conquis demandaient, dans la logique des vainqueurs, à être épurés, la répression politique est un trait essentiel de l'identité du régime franquiste. À la veille de la victoire, la promulgation d'une « loi de Responsabilités politiques » marqua l'institutionnalisation de la « politique de vengeance<sup>44</sup> ». Avec la défaite, « la Guerre civile ne se termina pas vraiment. Elle fit au contraire son retour au sein de chaque village. Le front avait disparu mais la répression franquiste fut tellement sanglante et multiforme, organisée selon la même logique de guerre que celle qui régnait dans les provinces nationales depuis 1936, que les deux camps perdurèrent longtemps dans de très nombreuses localités<sup>45</sup> ». La répression n'a pas seulement tué des individus. Elle a annihilé des existences en confisquant les biens des combattants républicains, en refusant à leurs veuves des pensions.

Un dernier mot, enfin, sur le camp républicain. Aux premiers mois d'exaltation de la violence révolutionnaire a succédé un effort pour mieux maîtriser l'appareil d'État. Il fallait cependant contourner les milices, qui

disposaient de leurs propres armes pour les besoins de la guerre. Or, les divergences politiques qui opposaient les communistes aux anarchistes, les socialistes entre eux, les républicains aux autres forces, ainsi que les stratégies internationales qui faisaient s'affronter communistes fidèles à la ligne du Komintern et anarchistes proches de Trotski ont provoqué des épisodes de « guerre civile dans la guerre civile ». La violence s'est donc exercée à l'intérieur même du camp républicain. Le 23 décembre 1936, le dirigeant communiste madrilène Pablo Yagüe est assassiné par des anarchistes de la Confédération nationale du travail, enclenchant un cycle d'assassinats politiques entre les deux camps. De nombreux autres exemples de luttes intestines qui s'achèvent en meurtres dans les villages et les villes pourraient être convoqués. Les événements de mai 1937 à Barcelone, où une authentique bataille rangée se produisit dans la ville même, donnèrent au gouvernement Negrín les moyens d'une reprise en main plus sévère. Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) est interdit et son leader anarchiste, Andreu Nin, arrêté et exécuté, sans doute par des agents soviétiques de la police politique de Staline, le NKVD. Des enquêtes judiciaires sont menées pour établir la responsabilité de tel ou tel dans les massacres de l'été 1936, et le « Tribunal spécial » de Barcelone établit des actes d'accusation contre les anarchistes. Ceux-ci prennent la manœuvre pour une tentative de nuire à leur réputation. La création, le 6 août 1937, du Service d'intelligence militaire, présenté comme un outil de la lutte contre l'espionnage franquiste, allait devenir un tribunal politique dont la « légende noire de main de Moscou en Espagne » allait être doublement alimentée par les anarchistes et les franquistes<sup>46</sup>.

## *Une Espagne nouvelle*

C'est dans la guerre que se forme le nouvel État dont rêvent Franco et ses soutiens. Le coup d'État ayant échoué et la résistance des forces républicaines ayant obligé à un long combat, la guerre dessine l'environnement dans lequel va naître une nouvelle Espagne. Le soulèvement, de nature politique, visait à casser le projet gouvernemental et parlementaire du *Frente Popular*. Il était puissamment idéologique, puisque les forces qui soutenaient cette conspiration militaire visaient « la destruction jusqu'à ses racines des traditions libérales » espagnoles<sup>47</sup>. L'une des premières mesures de la Junte de défense nationale qui pilote le coup d'État est d'interdire tous les partis et organisations républicaines ainsi que toute activité politique dans les territoires placés sous son contrôle. La *Phalange*, le parti fasciste de José Antonio Primo de Rivera comme les traditionalistes carlistes – deux partis de masse – limitent l'emprise des militaires. Tout comme dans le camp républicain, l'effondrement de l'État a ouvert la voie aux milices politiques, la lutte pour le contrôle du pouvoir a engagé une compétition entre militaires et militants. De juillet 1936 à avril 1937, cette lutte pour le contrôle de la

rébellion va être marquée par la victoire de Franco qui, fin septembre 1936, devient généralissime et Caudillo. Le 20 décembre, il signe un décret qui militarise les milices politiques et les subordonne au pouvoir militaire. Sans rencontrer d'opposition, il vient tout simplement d'amputer les mouvements politiques de leurs instruments paramilitaires. En avril 1937, le décret de création du parti unique – *Phalange de las JONS* – marque une ultime étape dans la construction du pouvoir franquiste. Elle élimine aussi les fascistes qui suivaient Manuel Hedilla, le successeur de José Antonio Primo de Rivera à la tête de la Phalange. La sœur de Primo de Rivera, Pilar, incarnera alors une orthodoxie phalangiste plus compatible avec le projet réactionnaire de Franco que l'idéal fasciste initial.

Le projet du Caudillo lui-même reste relativement vague. Son premier manifeste politique le 18 juillet 1936 s'achevait par les mots « fraternité, liberté, égalité », caractéristique de l'ambivalence du vocabulaire politique des années 1930. Conservateur et pieux, il sait se situer au point d'équilibre des forces conjurées jusqu'à en devenir lui-même le point d'équilibre, puis le socle, le régime et enfin l'horizon.

La diversité idéologique du camp nationaliste est grande. Par-delà l'unité du combat contre la république, les projets postérieurs divergent. Le fascisme tel que l'avait imaginé José Antonio, puis Manuel Hedilla, offrait un mélange d'antimarxisme et de révolution sociale. Peu clérical et peu traditionaliste, il se pensait comme un projet de modernisation. Un idéal d'unité, autour d'un chef, écartait la lutte des classes, considérée comme une erreur mais proposait un nouveau compromis social dans lequel l'ouvrier et le travailleur auraient leur place. Tout comme le fascisme italien de Mussolini dont il s'inspire, le fascisme espagnol a un volet modernisateur apte à séduire les nouvelles classes urbaines. Face à ce courant, une idéologie profondément contre-révolutionnaire autour d'*Acción Española* travaille au retour à une Espagne catholique et monarchique. Le prestige de ce mouvement et de sa revue, dont le titre s'inspire évidemment de l'Action française de Charles Maurras, fait de ses idéologues des figures écoutées et respectées, d'autant qu'ils se rattachent aux pouvoirs traditionnels de la société espagnole comme l'armée et l'Église. Le cardinal primat Gomá, archevêque de Tolède, proche des analyses d'*Acción Española*, saura amener les évêques à soutenir le mouvement national par la pastorale collective de juillet 1937. Ce soutien explicite de l'Église espagnole légitime l'emploi par les insurgés du terme de « croisade ». Initialement, le terme mobilisait l'imaginaire guerrier. Enrichi d'une auréole religieuse, il confère au conflit une dimension providentielle dont Franco use et abuse. Enfin, les monarchistes, à commencer par le prince don Juan, fils de l'ancien roi Alphonse XIII, soutiennent l'insurrection dans l'espoir de rétablir le trône.

La direction du nouveau parti unique formé en avril 1937 reflète la synthèse franquiste qui s'opère. Avec quatre « traditionalistes » et six « phalangistes », Franco donne des gages à tous ses soutiens. Pourtant il



soumet le parti à l'État, et non le contraire, et entend reconstituer un État fort et respecté, unitaire et nationaliste. Idéologiquement, le nouveau mouvement embrasse beaucoup plus la pensée réactionnaire et traditionaliste issue des combats antilibéraux du XIX<sup>e</sup> siècle que les idéaux non conformistes ou avant-gardistes du fascisme. Le fascisme est ici réduit à la technique, au goût de la nouveauté, au sens de la propagande. Vidé d'une partie de sa charge révolutionnaire, les franquistes en exploitent les potentialités relatives à une politique des masses.

Autour de Franco, son frère Nicolas, son beau-frère Ramón Serrano Suñer ont joué un rôle considérable dans la consolidation du pouvoir du général. Il serait faux pourtant de croire la partie terminée. Pendant toute la guerre civile puis la guerre mondiale, les fascistes continuent de croire à leur projet politique. Serrano Suñer en devient même l'idéologue. Les militaires voient encore en Franco un *primus inter pares* et les monarchistes ne le pensent que comme un instrument au service de la restauration. Autrement dit, le projet franquiste tel qu'il se dessine à la mi-1937 reste soumis au jeu des forces politiques qui le soutiennent. Mais le prolongement de la guerre sert sans aucun doute le dictateur, qui assoit avec méthode son pouvoir.

En janvier 1938, Franco compose un premier gouvernement où siègent des militaires, des phalangistes, des monarchistes, des catholiques, des technocrates. Le général est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement (une situation qui se maintiendra jusqu'en 1973 !). Il assume seul le pouvoir exécutif et législatif. La loi d'Administration centrale de l'État (31 janvier) dessine l'embryon du nouvel État. En avril, le statut d'autonomie de la Catalogne, voté en 1932, est abrogé. La presse est soumise à une censure préventive et les dirigeants des médias sont nommés par le gouvernement. Ces dispositions dureront globalement jusqu'en 1966. Le 20 septembre, la loi sur l'enseignement scolaire garantit à l'Église une autonomie absolue dans ce domaine. Rétablissement d'une unité centralisatrice et négation des cultures régionales (le catalan ne doit pas être utilisé publiquement), refus de la liberté d'expression, restitution à l'Église de ses compétences antérieures et traditionnelles : le programme est à l'opposé de l'idéal des années 1931-1936. La rédaction d'une « Charte des travailleurs » (*Fuero de los Trabajadores*), d'inspiration fasciste (*Carta Nazionale dei Lavoro* italienne) marque le rejet de la doctrine marxiste de la lutte des classes, l'affirmation de la solidarité corporatiste entre ouvriers et patronat, la création de syndicats verticaux.

Le 18 juillet 1938, Franco, célébrant le deuxième anniversaire du soulèvement, prend pour modèle de l'Espagne qu'il appelle de ses vœux l'État des Rois Catholiques « avec son caractère missionnaire et sa chaîne d'idéaux qui furent la base de son empire ». Il faut à la tête de l'État un Caudillo plutôt que « les assemblées délibérantes d'hommes sans responsabilités, abandonnés à l'influence étrangère qui cause la décadence de l'Espagne ». Une « révolution nationale » est en marche et lui, Franco, la dirige. Le programme qu'il se fixe est le suivant : « Il faut souder le peuple, divisé par les partis ; il

faut effacer les préjugés de la lutte des classes ; il faut faire une justice ; il faut éduquer un peuple<sup>48</sup>. » Pour l'historien Javier Tusell, « l'habillage totalitaire du discours servait à concentrer le pouvoir politique en un leadership personnel et salvateur<sup>49</sup> ». Ainsi Franco est-il devenu l'arbitre suprême des tensions politiques qui traversent son gouvernement. À la fin de la guerre, il choisit de s'appuyer sur son beau-frère Ramón Serrano Suñer, plutôt que sur le général Gómez Jordana, son premier vice-président du gouvernement à partir de janvier 1938. Serrano Suñer est l'artisan du tournant fascisant du régime.

En signant le pacte anti-Komintern (ou axe Berlin-Rome-Tokyo) le 7 avril 1939, en abandonnant la Société des nations le 8 mai de la même année, Madrid s'aligne sur les puissances totalitaires européennes qui ont veillé sur la naissance de son régime. Mais Franco n'entrera pas dans la guerre de Hitler. En octobre 1940, il rencontre le Führer à Hendaye. L'entretien de quatre heures ne débouche sur rien de précis. Les ambitions territoriales de l'Espagnol semblent démesurées à l'Allemand (Franco aurait réclamé Gibraltar et la totalité du Maroc français). En fait, matériellement, l'Espagne ne peut rien apporter à l'Allemagne. Après l'invasion de l'URSS par Hitler, Franco et son ministre des Affaires étrangères, Serrano Suñer, disent l'Espagne « en état de belligérance morale ». La *División Azul* signera l'apport militaire et symbolique de Madrid au combat contre le bolchevisme, pendant de la Légion des volontaires français lancée par le régime de Vichy. Ainsi, Franco et son régime s'identifient au combat anticommuniste qui est la pierre angulaire des fascismes européens. L'ambassadeur portugais écrit à Salazar que « de tous ceux qui gouvernent en Espagne, Franco est celui qui me dit les choses les plus étranges et parle le langage le plus proche de l'Axe<sup>50</sup> ».

Le culte de la personnalité autour du général Franco « sauveur » de la patrie se met en place. Le 26 janvier 1939, un premier défilé de la victoire à Barcelone exaltait le chef de la nouvelle Espagne. Malaga, en février 1939, fait de Franco son « fils adoptif » lors de sa visite pour commémorer le deuxième anniversaire de la conquête de la ville par les nationalistes. Le 3 mai, le deuxième défilé de la victoire se déroule à Valence. Le 19 mai, Madrid accueille à son tour ce rite de victoire. Toutes les administrations sont mobilisées pour provoquer l'unanimité populaire. C'est une débauche de compliments à l'égard du généralissime. « La glorieuse victoire qui, grâce à l'épée invincible du Caudillo et à l'héroïsme sans égal de la glorieuse armée espagnole, a su arracher la Patrie aux griffes de la barbarie bolchevique et avec elle assurer le triomphe de la cause de la vraie civilisation, qui est la Chrétienté, doit être inscrite dans l'esprit des jeunes générations espagnoles de manière indélébile », demande le ministère de l'Éducation nationale le 12 mai 1939<sup>51</sup>. Ce vocabulaire et l'exaltation patriotique qui suit accompagneront tout le régime jusque dans les années 1960. Et le poète José María Pemán compose des paroles pour l'hymne national qui redevient la *Marcha Real* en

remplacement de la républicaine *Marcha de Riego*.

Un fort contraste oppose pourtant la propagande qui célèbre une Espagne nouvelle et le vécu quotidien des populations. L'Espagne est en ruine. Les Espagnols, affamés, continuent en outre de subir une répression politique qui, sous prétexte d'une nécessaire épuration, crée un climat d'insécurité sociale. L'Espagne officielle parade mais l'Espagne de la vie quotidienne tente de survivre. Les familles restent divisées. Beaucoup sont séparées physiquement. Telle épouse ne sait rien de son mari, impliqué dans le militantisme politique, qui a réussi à s'exiler. Les familles des « rouges » sont stigmatisées et exclues. Une chape de plomb tombe sur le pays, et le silence ne masque pas les sourdes haines qui suppurent des souvenirs de la guerre. Tout à son projet de construction d'un État national-syndicaliste, Serrano Suñer cristallise l'impopularité que lui coûtent, auprès des cadres administratifs et gouvernementaux son arrogance et auprès des populations le chaos administratif, la faim, la répression et ses penchants germanophiles. Habile à gérer son image publique, Franco conserve en revanche intacte sa popularité. On est bien face à un pouvoir personnel, géré avec intelligence, qui explique la longévité politique du régime. La prudence du Caudillo est l'une de ses principales qualités politiques, tout comme sa capacité à modifier son positionnement. Ce qu'il fera entre 1940 et 1945.

Menacé par le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942, puis par la chute du fascisme italien en septembre 1943, Franco va négocier un virage politique et diplomatique pour essayer d'effacer son identification au fascisme et aux puissances de l'Axe. La démission de Serrano Suñer en 1942 marque la fin de l'illusion fasciste. La victoire des démocraties dans la guerre contre le Reich en mai 1945 constitue une véritable épreuve politique. Les opposants au dictateur croient tenir là une occasion de revanche. D'ailleurs, quelques maquisards reprennent les armes à la frontière franco-espagnole. La création de l'Organisation des nations unies peut être un levier pour obtenir la chute du régime franquiste, d'autant que la nouvelle organisation n'hésite pas à condamner Espagne franquiste.

Mais Franco ne tombe pas. La Guerre civile qui fut l'anticipation de la Seconde Guerre mondiale n'est pas effacée par la victoire des Alliés et le régime totalitaire issu de cet affrontement se maintient. Une évidente et douloureuse frustration s'empare des républicains qui, combattant avec les résistants français, avaient prolongé leur combat perdu et l'avait rendu victorieux contre le nazisme. Pourquoi cette différence ? Pourquoi cette singularité qui fait de la Guerre civile espagnole le symbole de la victoire du totalitarisme sur la démocratie ?

1. Les Espagnols ont l'usage d'écrire la *Guerra Civil* avec deux majuscules. Dans la suite du chapitre, nous choisissons de ne maintenir la majuscule qu'au mot Guerre.

2. Paul Preston, « La Guerra Civil española » dans Julián Casanova et Paul Preston (dir.), *La Guerra Civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008, p. 12. Walter Bernecker, *España entre tradición y modernidad. Política, economía,*

3. Robert O. Paxton et Julie Hessler, *L'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Tallandier, 2011, p. 342.
4. Le roman qui porte ce titre de José María Gironella, publié en 1961 relate l'histoire des vicissitudes d'une famille espagnole pendant la guerre.
5. Stanley Payne, *La Guerre d'Espagne. L'Histoire face à la confusion mémorielle*, Paris, Le Cerf, 2010, p. 164.
6. Jordi Canal (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009.
7. Julio Prada Rodríguez, *La España masacrada. La represión franquista de guerra y posguerra*, Madrid, Alianza Editorial, 2010, voir tableaux pp. 436-438.
8. Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 78.
9. Francisco Espinosa Maestre, « La represión franquista: un combate por la memoria y por la historia » dans Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 17.
10. Juan Pablo Fusi, « La Guerra Civil (1936-1939) » in José María Jover Zamora, Guadalupe Gómez-Ferrer et Juan Pablo Fusi, *España. Sociedad, política y civilización (siglos XIX-XX)*, Madrid, Arete, 2001, p. 708.
11. Javier Rodrigo, *Hasta la raíz. Violencia durante la Guerra Civil y la dictadura franquista*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 48.
12. Paul Preston, « La Guerra civil española » dans Julián Casanova et Paul Preston (dir.), *La Guerra Civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008, p. 11.
13. Cité par Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 791.
14. Cité par Enzo Traverso, *1914-1945. La guerre civile européenne*, Paris, Hachette-Pluriel, 2009.
15. Enrique Moradiellos, « Ni gesta heroica, ni locura trágica: nuevas perspectivas sobre la Guerra Civil », *Ayer*, 50, 2003, p. 11-39.
16. Pedro Carlos González Cuevas, « La trayectoria de un recién llegado. El fracaso del fascismo » dans Fernando del Rey (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011, p. 502, p. 511 et p. 518.
17. Stanley Payne, *Franco y José Antonio. El extraño caso del fascismo español*, Barcelone, Planeta, 1997, p. 278.
18. Francisco Franco Salgado-Araujo, *Mis conversaciones privadas con Franco* cité par Enrique Moradiellos, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 60.
19. Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de poche, 2008, p. 122.
20. Chiffres des services secrets britanniques établis en juin 1939 et cités par Enrique Moradiellos, *1936. Los mitos de la Guerra Civil*, Barcelone, Península-Atalaya, 2004, pp. 110-111.
21. Gabriel Cardona, « Entre la revolución y la disciplina. Ensayo sobre la dimensión militar de la Guerra Civil » dans *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, « La Guerra Civil », 50, 2003, p. 48.
22. François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 104.
23. Helen Graham, *Breve historia de la Guerra Civil*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 71.
24. Manuel Tuñón de Lara (dir.), *Historia de España. IX : La crisis del Estado : Dictadura, República, Guerra*, Barcelone, Labor, 1985, p. 519, et Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de poche, 2008, p. 473.
25. Javier Tusell, *La dictadura de Franco*, Madrid, Alianza Editorial, 1988, p. 130.
26. Santos Juliá, *Vida y tiempo de Manuel Azaña 1880-1940*, Madrid, Taurus, 2008, p. 401.
27. Julio Aróstegui, *Por qué el 18 de julio... y después*, Barcelone, Flor del Viento Ediciones, 2006, p. 389.
28. Enrique Moradiellos, « Juan Negrín López. Entre el silencio y la calumnia » dans Javier Moreno Luzón (dir.), *Progresistas*, Madrid, Taurus, 2006, p. 375.
29. Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de poche, 2008, p. 422.
30. Gabriel Cardona, « Rebelión militar y guerra civil » dans Santos Juliá (coord.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 269.
31. Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de Poche, 2008, p. 575.

32. Helen Graham, *Breve historia de la guerra civil*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 126.
33. Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de Poche, 2008, p. 605.
34. *Ibid.*, p. 634.
35. Bartolomé Bennassar, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004 (édition de poche en 2006).
36. Cité par Bartolomé Bennassar, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004 (édition de poche en 2006), p. 366.
37. Enrique Moradiellos, *1936. Los mitos de la Guerra Civil*, Barcelone, Península-Atalaya, 2004, p. 87.
38. Manuel Azaña, *La velada en Benicarló. Diálogo de la guerra de España* [1938], Madrid, édition Castalia, 1980, p. 181-182.
39. Jorge Martínez Reverte, « Por una nueva interpretación militar de la Guerra Civil » dans Julián Casanova et Paul Preston (dir.), *La guerra civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, p. 198.
40. Cité par Helen Graham, *Breve historia de la guerra civil*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 53.
41. José María García Márquez, « El triunfo del golpe militar : el terror en la zona ocupada » dans Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 92.
42. Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 240.
43. Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul. España 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 391.
44. Paul Preston, *La política de la venganza : el fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelone, Península, 1997.
45. François Godicheau, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 417.
46. François Godicheau, *Les Mots de la guerre d'Espagne*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, p. 112.
47. Ismael Saz, « Política en zona nacionalista : la configuración de un régimen », *Ayer*, 50, 2003, p. 57.
48. Voir *ABC* Séville du 19 juillet 1938, pp. 7-10.
49. Javier Tusell, « La evolución política en la zona sublevada » dans Santos Juliá (dir.), *República y guerra en España (1931-1936)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 408.
50. Cité par Javier Tusell, p. 416.
51. Cité par Francisco Sevillano, *Franco. Caudillo por la gracia de Dios*, Madrid, Alianza Editorial, 2010, p. 181.

## Le régime franquiste : politique et idéologie

Né d'une atroce guerre civile, le régime franquiste réussit à surmonter la double épreuve de la Seconde Guerre mondiale et de la victoire des Alliés qui incarnent la démocratie et le libéralisme pour s'installer dans la durée. Tenu à l'écart de la communauté internationale – l'Espagne n'est pas invitée à faire partie de l'ONU en 1945 et subit les stigmates de la condamnation de son régime votée le 12 décembre 1946 –, le général Franco et ses hommes gouverneront le pays jusqu'en novembre 1975... Trente-six ans de dictature qui s'achèveront avec la mort du Caudillo dans son lit à plus de quatre-vingt-trois ans. Le spectre chronologique du régime part du contexte des années 30 – la crise mondiale et européenne, l'affrontement entre fascisme et antifascisme, entre bolchevisme et antibolchevisme – pour embrasser la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation, la guerre froide, la construction européenne, le concile Vatican II, l'apparition de la société de consommation et s'achever au moment où débute une crise qui semble clore la grande phase de prospérité économique et sociale. Cette chronologie européenne et occidentale encadre la chronologie espagnole qui, décalée, enregistre pourtant les répercussions des événements et des phénomènes plus ou moins universels. La durée du régime livre une première leçon : le franquisme, loin d'être un accident de l'Histoire, révèle un trait de l'histoire de l'Espagne entre conjoncture et structure. D'où un premier paradoxe : comment un régime si déterminé par les causes de son instauration a-t-il réussi à se pérenniser dans un environnement aussi substantiellement modifié ?

Parallèlement, une autre Espagne tente d'exister. Celle des exilés et des vaincus qui, au Mexique (25 000 personnes), en Argentine (10 000), en France (100 000), voire en Union soviétique (4 500), tentent de maintenir vivante la république espagnole. Elle a ses institutions et ses présidents – Juan Negrín, José Giral, Rodolfo Llopi, Álvaro de Albornoz, Félix Gordón, Emilio Herrera, Claudio Sánchez Albornoz, Fernando Valera – qui se succèdent, du 31 mars 1939 au 21 juin 1977. Cent quatre-vingt-dix-sept députés républicains (dont 48 en France et 95 en Amérique latine) prétendent encore incarner une forme de légitimité. Mais l'ONU, dans sa déclaration du 12 décembre 1946, ne reconnaît pas les institutions républicaines qui deviennent une chimère, un mirage auquel s'accrochent les exilés mais dont la

capacité politique s'affaiblit irrémédiablement. Il était crucial pourtant de tenter de maintenir une « continuité symbolique » de la République face à l'option rivale qu'incarnait la « légitimité dynastique » des monarchistes avec le prétendant don Juan, comte de Barcelone<sup>1</sup>. Au-delà de cette douloureuse survie institutionnelle en proie aux divisions partisans, c'est surtout la voix d'une Espagne non franquiste qui s'exprime avec plus ou moins d'échos. Lancée à Mexico par le poète Manuel Andujar, la revue littéraire *Las Españas* en offre un bon exemple. De périodicité inégale, elle naît quand « les voix les plus profondes, les plus humaines et les plus vraies d'Espagne s'affaiblissent et succombent sous l'atroce tyrannie d'un groupe de militaires fascistes au service, aujourd'hui comme hier, de quelques puissances étrangères et des oligarchies espagnoles traditionnelles ». Elle entend être « une revue littéraire de cette heure dramatique, décisive, de cette heure espagnole dans laquelle tout peut et tout doit être une arme contre les bourreaux de la patrie<sup>2</sup> ». Elle veut tout à la fois défendre une culture espagnole que le franquisme tronque, devenir un lieu de débat politique et travailler à unir les multiples courants de l'exil républicain. Elle est émouvante, non seulement par la puissance de ses textes, mais aussi par cette tension qui l'habite d'être avant tout espagnole. Par ses illustrations, elle cherche à maintenir présentes les réalités espagnoles – géographiques, historiques, culturelles, folkloriques... – afin d'atténuer la douleur de ceux qui vivent exilés à des milliers de kilomètres de leur terre natale. Cette dimension affective est profondément politique. Revendiquer une identité espagnole qu'un régime honni travaille à reconfigurer revient à maintenir vivante une revendication ancrée dans l'histoire du libéralisme espagnol. Une Espagne autre que le pays catholique et autoritaire qu'elle est devenue existe. L'Espagne dissidente, hétérodoxe, sauvage parfois, libre toujours, veut se frayer un chemin, malgré la chape de plomb et de conformisme qui étouffe désormais la Péninsule. À Paris, à partir de 1961, les éditions *Ruedo Ibérico* deviennent un pôle qui, d'une certaine façon prend le relais de *Las Españas* et joue un rôle majeur dans la diffusion, sous le manteau, de textes antifranquistes et d'études d'histoire contemporaine. Ces voix dissidentes seront défendues avec détermination par des personnalités françaises du monde de la culture, de l'historien d'art et essayiste Jean Cassou au chanteur Léo Ferré, en passant par l'acteur Yves Montand. Alors même que sur le plan politique les oppositions extérieures perdent progressivement la main, non seulement face à Franco mais aussi face au développement postérieur d'une opposition intérieure plus en prise avec les réalités du pays, sur le plan culturel, l'antifranquisme l'emportera largement. L'historien britannique Raymond Carr n'hésite pas à affirmer en 1968 que « nulle part comme en Espagne le mythe de la gauche n'a réussi aussi facilement à passer pour la vérité historique. Nulle part la droite n'a été aussi intellectuellement bornée en s'opposant à ces mythes par des contre-mythes<sup>3</sup> ». De la description de cette réalité culturelle et intellectuelle surgit un deuxième paradoxe qui oppose l'impopularité durable du franquisme à sa stabilité sociale et politique.

Le troisième paradoxe est peut-être plus difficile encore à cerner. Il pose la question du succès du franquisme. Si l'on accepte comme critère de réussite la durée, force est alors de convenir que le franquisme s'est imposé à tous ses adversaires. Mais le régime a en outre accouché d'une Espagne nouvelle dont les fondements sociologiques et économiques ont permis une transition démocratique qui, de l'avis unanime, a été réussie. En novembre 1975, c'est un pays plus riche et plus prospère qui affronte son avenir sans Franco. À cette date, dixième puissance économique mondiale, elle a enfin décollé, et les spectres de la pauvreté et de l'archaïsme se sont éloignés. Indiscutablement, le long régime franquiste peut prétendre à un bilan matériel positif, ce qui signe un écart surprenant entre sa réputation et sa réalité socio-économique. Comme l'a écrit Andrée Bachoud, « l'homme est ordinaire et sa réussite est grande<sup>4</sup> ».

## Une fausse énigme

Très vite, les historiens se sont emparés du cas du franquisme pour essayer de définir l'essence d'un régime étonnant, durable et anachronique dans ses ultimes années. S'agissait-il d'une version espagnole du fascisme ? Fallait-il y voir un régime totalitaire ou une dictature militaire traditionnelle ? Aujourd'hui encore, la question reste débattue et suscite des polémiques violentes. Ainsi, la *Real Academia de la Historia* a publié en 2010 un dictionnaire biographique espagnol. L'article consacré à Franco, signé par le médiéviste Luis Suárez Fernández, par ailleurs président de la fondation Francisco-Franco, a fait scandale. Jamais le mot « dictateur » n'est utilisé pour qualifier le militaire. Historiens espagnols et étrangers ont réagi et protesté devant une lecture si schématique. Cette controverse confirme la vitalité des débats qui agitent intellectuels et experts autour de la définition du franquisme.

La périodisation du régime aide à éclairer sa nature. De 1939 à 1945, c'est, dans l'environnement international de la Seconde Guerre mondiale, « l'heure des fascistes<sup>5</sup> ». De 1945 à 1959, le régime hésite entre une autarcie qui lui est imposée par son isolement international, tout en travaillant à le rompre, et une posture de défi à la communauté internationale. La forte identification du régime aux valeurs catholiques, la moralisation de la vie publique, l'encadrement idéologique très poussé permettent de parler d'une « étape nationale-catholique<sup>6</sup> ». Les années 1960, qui combinent ouverture économique, amorce d'un décollage industriel et apparition d'une conflictualité sociale et politique croissante marquent sans doute l'apogée du régime. C'est le temps des gouvernements technocratiques et modernisateurs mais conservateurs. L'ultime période court de 1969 à 1975 où le régime se bloque dans l'attente incertaine du « fait biologique », terme pudique pour désigner la mort attendue du dictateur.

Au-delà de la continuité, des inflexions se repèrent dans le temps et correspondent à des mouvements politiques liés, soit à l'environnement



international, soit au contexte intérieur, parfois aux deux. La plasticité du régime interdit donc toute approche taxinomique qui figerait un combiné de réalités en une seule. « Le franquisme, écrit Javier Tusell, fut clairement fasciste au début de la Seconde Guerre mondiale : il fut même plus fasciste que des régimes tenus pour tels. Mais dans le reste de sa trajectoire, le parallélisme le plus pertinent est à tenir avec d'autres régimes dictatoriaux et non des régimes totalitaires, dans leurs différentes modalités : parfois, il ressembla plus au corporativisme catholique, d'autres fois aux dictatures développementalistes<sup>7</sup>. »

L'approche biographique constitue une étape obligée tant la personnalité du dictateur a compté. On pourrait presque affirmer que Franco est à lui seul le régime car la légitimité liée à sa personne est le critère essentiel de l'institutionnalisation et du fonctionnement du pouvoir. Une donnée résume ce constat : Franco est chef d'État et de gouvernement jusqu'en juin 1973, date à laquelle il nomme son fidèle collaborateur l'amiral Luis Carrero Blanco, chef du gouvernement. Socle et clef du régime, Franco a, en trente-six ans de pouvoir, usé 16 cabinets et nommé 119 ministres – chiffres au final modestes, qui témoignent d'une relative stabilité des collaborateurs du général, malgré les inévitables ajustements, les uns politiques, les autres « biologiques ». Pour l'historien catalan Borja de Riquer, il faut souligner « le caractère personnel du régime (...) [qui] fut une étape historique dans laquelle le dictateur fut toujours la pièce clef et fondamentale de toute la vie politique (...). Il était un personnage irremplaçable et décisif de tout le système politique<sup>8</sup> ». Sa mort, le 20 novembre 1975, offre l'ultime preuve de cette position centrale dans le système en ouvrant la voie au démantèlement du franquisme.

Sur l'homme, les historiens se sont longtemps divisés. Vu comme plutôt petit et bedonnant (le général mesure 1,67 m, ce qui est dans la moyenne espagnole d'alors), doté d'une voix qui porte peu (et les moyens radiophoniques et audiovisuels n'aident pas), le militaire galicien est dénué de charisme. Les images d'archives ne laissent pas transparaître une grande prestance. Au contraire, l'homme est bel et bien ordinaire et s'il n'y avait son uniforme, il passerait inaperçu. Les personnes qui l'ont approché ont rarement été frappées par le personnage, et si l'image officielle souligne l'intensité de son regard, rares sont les témoignages qui la confirment. Volontiers silencieux, il écoute beaucoup. Pourtant, il est aussi capable de longs discours assez creux – notamment en économie. Ses loisirs, contrairement à ce que l'on veut faire croire, n'ont rien de simple et sont ceux d'un monarque. Il aime la pêche, la chasse et le golf, qu'il pratique dans des conditions exceptionnelles, tant du point de vue matériel que sécuritaire. Ces sports lui permettent de côtoyer toute l'aristocratie du sang et de l'argent. La propagande présente un homme frugal, un travailleur infatigable qui, à l'image de Mussolini ou de Hitler, ne ménage pas ses efforts pour le pays. Les parallèles avec l'Italien et l'Allemand disparaissent opportunément après 1944... L'homme privé est pieux, bon père de famille. Les reportages de la presse écrite comme les

actualités cinématographiques mettent en scène son épouse Carmen Polo et leur fille Carmencita. Celle-ci épouse Cristobal Martínez-Bordiú, marquis de Villaverde, en février 1946. Cette alliance avec l'aristocratie offre des possibilités nouvelles aux ambitions sociales de la famille Franco, et pour beaucoup, ce mariage ouvre la voie « à l'esprit de lucre qui s'empare de tous les Franco », avec une mention spéciale pour Carmen Polo, sa femme, passionnée de bijoux et d'objets précieux<sup>9</sup>. Plus tard, le 8 mars 1972, sa petite-fille épouse Alphonse de Bourbon, l'un des petits-fils d'Alphonse XIII. Le « clan du Pardo » – c'est ainsi qu'on désigne la famille du dictateur – veut y voir une possibilité de faire accéder ce Bourbon sur le trône plutôt que Juan Carlos, désigné en 1969. La manœuvre échoue, signe que Franco n'a pas privilégié l'intérêt familial à un choix politique lentement mûri. Mais le vieux général se félicite de cette alliance royale. En vérité, l'homme est le produit d'une politique de communication et de propagande, comme l'avaient bien compris certains de ses opposants et beaucoup de ses contemporains ; ce que confirment aujourd'hui les travaux universitaires. Laura Zenobi, par exemple, insiste sur la dimension politique de la construction du « Caudillo », dans laquelle la dimension personnelle sert à rendre cohérente les puissantes évolutions politiques et idéologiques d'un « régime caméléon<sup>10</sup> ».

Franco éprouve une « passion du pouvoir » qui le conduit à mettre ses pas dans ceux de ses prédécesseurs, les rois d'Espagne. Selon Bartolomé Bennassar, « ce qui l'intéressait c'était le pouvoir pour lui-même, le pouvoir pour le pouvoir<sup>11</sup> ». Et le biographe d'estimer qu'il mit au service de cette passion « des qualités qui n'étaient pas minces : outre le courage physique, une maîtrise parfaite de lui-même, un sang-froid rarement en défaut, la patience et la ténacité, une connaissance intuitive des hommes, une mémoire presque infaillible<sup>12</sup> ». Selon Raymond Carr, il aurait livré cette étonnante confiance à l'un de ses généraux, une fois arrivé au pouvoir : « Je ne commettrai pas l'erreur de Primo de Rivera. Moi, je ne démissionne pas. D'ici [le pouvoir] au cimetière<sup>13</sup> ! » Pour Enrique Moradiellos, « Franco n'a pas été l'homme d'État intelligent et visionnaire de ses hagiographes ni, non plus, la nullité humaine (...) de ses adversaires. (...) En définitive, il a été un militaire espagnol, compétent, conservateur, ultranationaliste, catholique intégriste, ambitieux au plus haut point et calculateur qui a réussi à incarner les espoirs et les craintes de l'Espagne traditionnelle et réactionnaire<sup>14</sup> ». En fait, le Caudillo a toujours su rester le centre de gravité de la vie politique et institutionnelle du pays. « Ce qui réellement comptait pour lui n'était pas l'organisation du régime mais de ne jamais abandonner la moindre parcelle de pouvoir<sup>15</sup> ».

La longue durée du régime en a fait une réalité mouvante dont la cohérence est assurée par le culte de la personnalité qui entoure Franco : à partir de 1947, les monnaies sont frappées non seulement à son effigie mais avec cette formule « Francisco Franco, Caudillo de l'Espagne par la grâce de Dieu ». L'homme a bien été l'axe du régime, son identité politique et son principe moteur, et non, contrairement à ce qu'affirmait en 1985 le maire

socialiste de Madrid, Enrique Tierno Galván, « qu'une caserne couronnée »...

En effet, Franco a d'abord mené avec une redoutable habileté sa carrière. Il veut gouverner et entend se maintenir à la tête de l'État quel qu'en soit le prix. Il saura habilement manœuvrer les monarchistes, à commencer par le prince don Juan, fils d'Alphonse XIII. Don Juan avait rejoint les troupes nationalistes en 1936, espérant que Franco restaurera la monarchie. En juin 1947, Franco rédige une loi sur « la succession à la tête de l'État » qui précise que l'Espagne est « un État catholique, social et représentatif qui, conformément à sa tradition, se constitue en royaume ». Le prétendant à la Couronne dénonce cette « nouvelle fiction constitutionnelle » dans un manifeste publié le 7 avril à Estoril. Malgré une mobilisation de l'opposition dans la presse internationale contre le projet franquiste, les Espagnols ratifient, le 6 juillet 1947, par référendum le texte, qui soulignait par ailleurs que le chef de l'État était « le Caudillo d'Espagne et de la Croisade, Généralissime des Armées », et ce sans limite de temps. Franco peut se prévaloir d'un soutien populaire : 88,6 % des Espagnols ont voté, et le oui l'emporte avec 92,9 % des voix. Mais Franco ne sera pas l'ouvrier de la restauration monarchique. Un an après le référendum, en août 1948, Franco et don Juan se rencontrent, à bord du navire du général et parviennent à un accord. Le fils de don Juan, Juan Carlos, sera confié à Franco, qui se chargera de l'éduquer en Espagne (la famille royale vit alors en exil à Estoril, au Portugal). Ce marché sert à court et moyen terme les intérêts du général, bien que chacun prétende tirer de l'autre un profit : don Juan avance ses pions pour une restauration, Franco s'attire le soutien des monarchistes en leur laissant miroiter cette option. Car qui peut en 1948 table sur la survie du régime... sinon Franco lui-même ? Par cette opération, il anesthésie don Juan, source de légitimité historiquement plus ancrée que la sienne. Qui plus est, don Juan, qui s'est rapproché du reste de l'opposition démocratique, se trouve dans la position inconfortable du joueur démasqué qui joue simultanément sur plusieurs tableaux.

Le franquisme ne serait-il au final qu'une fausse énigme ? Plutôt que d'essayer de le théoriser et de le classer dans la case d'une science politique toujours approximative, ne faut-il pas d'abord reconnaître son extrême adaptabilité, qui explique sa longévité, et souligner le poids écrasant de la personnalité du dictateur dans l'architecture et la dynamique du régime ? Un dictateur qui fut « un mélange d'habileté, de froideur, d'absence absolue de passion et de doctrine<sup>16</sup> ». En même temps, reconnaître cette réalité ne doit pas conduire à sous-estimer les continuités idéologique, politique et pratique qui identifient le franquisme comme un régime spécifique et un tout historique original. Car malgré les évolutions, un même socle forme la matrice du régime et aide à l'expliquer. Cette fondation, c'est celle de la guerre, du projet de reconfiguration de l'Espagne par l'affirmation de la victoire d'un camp et par un nationalisme qui ne peut ni ne veut comprendre la diversité du pays et de ses peuples. Le franquisme, c'est le pouvoir d'un

homme imbu de lui-même au point de penser que sa vision de l'Espagne est la seule qui vaille. C'est une pratique du pouvoir habile, certes, mais tout aussi chanceuse. C'est enfin le résultat d'un soutien sociologique des puissances économiques ainsi que des classes moyennes, de l'Église jusqu'au concile de Vatican II et bien entendu de l'armée, colonne vertébrale et identitaire du franquisme.

## **Du fascisme au national-catholicisme**

Jusqu'en 1945, le régime se situe clairement dans le prolongement de la guerre civile. La tentative avortée mais néanmoins réelle, de reprise de la guérilla en 1945 dans le val d'Aran, confirme que la paix n'est à l'ordre du jour ni dans l'esprit des vainqueurs ni dans celui des vaincus. La victoire des Alliés libéraux face aux totalitarismes fascistes est une catastrophe pour le Caudillo qui avait proclamé son admiration pour Mussolini et sa proximité antibolchevique avec Hitler. Le nouveau président américain Truman, opposé à Franco, lui refuse toute aide. Cette hostilité se confirme lorsque le secrétaire d'État, George Marshall, propose un plan d'aide aux pays européens qui exclut l'Espagne, à la différence de la Yougoslavie !

Entre 1945 et 1947, Franco doit donc négocier un tournant diplomatique et idéologique. Il s'agit de faire oublier la première étape ouvertement fasciste du régime pour survivre politiquement. À titre symbolique, le salut fasciste est interdit dès avril 1945 et le régime renonce définitivement à son ambition totalitaire. Le beau-frère de Franco, Ramón Serrano Suñer, avait bien tenté de construire un État de ce type en proposant une loi sur l'organisation de celui-ci. Mais Franco avait repoussé cette idée qui présentait l'inconvénient de donner au parti unique, la Phalange, un pouvoir réel, concurrent du sien. Le parti avait cependant obtenu en 1939 et 1940 le monopole de la représentation syndicale. Il créait alors les « syndicats verticaux » qui allaient structurer la vie sociale et économique du pays jusqu'en 1975. Le 17 juillet 1942, cependant, Franco promulgue une loi qui institue des « Cortes » représentatives sans pouvoir législatif. Son préambule rappelle que le chef de l'État détient seul le pouvoir d'édicter les normes juridiques de caractère général. Franco concentre ainsi les pouvoirs législatif et exécutif. En 1945, la formule doit être modifiée pour suggérer une évolution du régime compatible avec le nouveau souffle démocratique international. L'Espagne se présente alors comme une « démocratie organique ». Une « Charte des Espagnols » est promulguée le 17 juillet 1945, « texte fondamental qui définit les droits et les devoirs des Espagnols et les garantit ». Dans son premier article, « l'État espagnol proclame comme principe de ses actions le respect de la dignité, l'intégrité et la liberté de la personne humaine, reconnaissant en l'homme, porteur de valeurs éternelles et membre d'une communauté nationale, le titulaire de droits et de devoirs dont l'exercice garantit le bien commun. » Le deuxième article précise que « les Espagnols doivent un service fidèle à leur

Patrie, loyauté au chef de l'État et obéissance aux lois ». La liberté d'expression est garantie... « pourvu qu'elle n'attente pas aux principes fondamentaux de l'État » (article 11). La liberté d'association figure dans l'article 16. Bref, les garanties d'une liberté politique et économique, associée au respect des droits individuels, sont clairement formulées. Il ne s'agit toutefois que d'une manœuvre politique effaçant l'identité fasciste du régime afin d'en présenter une vitrine plus avenante sur la scène internationale. De même, une loi sur le référendum (22 octobre 1945) prévoit de consulter le peuple espagnol sur toute question portant sur les institutions politiques. Elle sera appliquée, on l'a vu, en juillet 1947. Destinés à l'Église et aux États-Unis, ces signaux sont très clairs mais non dénués de « cynisme<sup>17</sup> ». La liberté d'expression est garantie... mais subsiste la censure préalable des écrits (presse et ouvrages). Franco et son clan veulent seulement desserrer l'étau qui pèse sur eux et faire accepter la réalité espagnole comme un fait non négociable.

Pour cela, le général a placé Alberto Martín-Artajo aux Affaires étrangères (il y restera jusqu'en 1957). Catholique engagé – il préside depuis 1940 l'Action catholique –, proche d'Ángel Herrera Oria, militant chrétien-démocrate devenu prêtre en 1940, Martín-Artajo doit donner de l'Espagne et de son régime un visage compatible avec le nouvel environnement international<sup>18</sup>. Il y parviendra, aidé par l'Église et ses relais. En 1950, la résolution de l'ONU condamnant le régime espagnol votée en 1946 est annulée. Et le pays entre progressivement dans les organisations internationales du système onusien : Organisation des nations unies pour l'alimentation (FAO) en 1950, Organisation mondiale de la santé en 1951, Unesco en 1952. Après de longues négociations, un concordat règle les relations institutionnelles entre l'Église et l'État espagnols (27 août 1953). Le 26 septembre 1953 sont également conclus des accords de coopération avec les États-Unis. Outre le ministre Martín-Artajo, Luis Carrero Blanco, proche collaborateur du général Franco, mais aussi José Félix de Lequerica, ancien ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Washington, et encore Joaquín Ruiz-Giménez, ambassadeur auprès du Saint-Siège puis ministre de l'Éducation à partir de 1951, participent à ces négociations. Relayée par Rome, l'Église s'est massivement investie dans ce processus de légitimation du régime, à commencer par Ángel Herrera Oria, nommé évêque de Malaga en octobre 1947. Enfin, le 15 décembre 1955, l'Espagne entre à l'ONU suite au vote favorable de l'Assemblée générale. Ces succès diplomatiques sont essentiels. Ils permettent de faire croire à l'intérieur à un redressement du pays et soulagent bien entendu la pression sur le régime, désormais conforté par ces reconnaissances. Par ailleurs, les États-Unis concèdent une aide financière à hauteur de plus de deux milliards de dollars, dont cinq cent millions sont alloués à la modernisation de l'appareil militaire.

Pourtant le prix à payer est lourd. Certes, aucun problème ne se pose avec l'Église catholique : Franco est un chrétien sincère et soumis et le

catholicisme représente l'idéal social de sa pensée politique. En revanche, les accords avec les États-Unis créent une délicate situation de dépendance. En effet, Washington a obtenu des compensations militaires importantes : trois bases aériennes et une base navale – Rota, près de Cadix –, qui demeurent aujourd'hui encore des points essentiels du dispositif américain en Méditerranée. Or, les trois bases aériennes jouissent d'un privilège d'extraterritorialité qui les assimile à des enclaves américaines. L'Espagne n'est-elle pas ici ravalée au rang de pays du tiers-monde ? Cette sujétion pose quelques problèmes dans un pays foncièrement antiaméricain. Les appétits voraces des « Yankees » avaient eu raison de l'empire aux Philippines et à Cuba en 1898 et la crise de conscience nationale provoquée par cette double défaite avait durablement ébranlé l'assise politique du pays. Comme les autres pays membres de l'OTAN ont refusé l'entrée de l'Espagne dans l'organisation, Madrid reste face à face avec Washington en position de faiblesse. Plus tard, en janvier 1966, un accident lors du ravitaillement provoqua le choc entre un avion-citerne et deux bombardiers chargés de quatre bombes nucléaires qui s'abîmèrent en mer près de Palomares, dans la province andalouse d'Almeria. Une pollution chimique et radioactive fut détectée. Les bombes ne furent récupérées qu'au bout de trois mois de recherches. Face à l'émotion provoquée, le gouvernement dépêcha son ministre de l'Information et du Tourisme, Manuel Fraga Iribarne, qui, aux côtés de l'ambassadeur américain, se baigna sur les côtes de Palomares. L'incident n'est pas uniquement anecdotique. Il montre la réactivité d'un gouvernement qui connaît les opinions antiaméricaines de son peuple et confirme que les Américains étaient seuls maîtres dans leurs bases, au point d'y stocker des armes nucléaires.

Entre 1945 et 1951, date à laquelle plusieurs mouvements sociaux obligent Franco à modifier quelques équilibres internes, le régime a muté. La fidélité aux principes du soulèvement est évoquée mais ces principes sont suffisamment souples et pluriels pour que l'accent puisse porter sur l'un ou sur l'autre. Quand les historiens assimilent les années 1950 à « une décennie nationale-catholique », ils soulignent la coopération entre l'Église et l'État dans la recomposition de la société espagnole. Cette démarche correspond à la reconquête des esprits dans laquelle s'est lancée la hiérarchie espagnole qui, dans un tout premier temps, visait à démanteler la législation laïque de la Seconde République. Le nouveau pouvoir politique favorise cette reconquête et encourage la recatholicisation de la vie sociale individuelle et collective. Entre aussi en jeu l'état psychologique d'une société traumatisée par le conflit et qui trouve dans la religion des secours matériels et spirituels évidents. Le cardinal Enrique Plá y Deniel, devenu primat d'Espagne et archevêque de Tolède en octobre 1941, joue un rôle clef dans cette rechristianisation. Sa lettre pastorale du 8 mai 1945, qui célèbre la fin d'une « guerre fratricide, dernier fruit de la perte de l'unité chrétienne en Europe au cours du XVI<sup>e</sup> siècle », insiste sur la nécessaire construction d'une paix intérieure « qui

puisse consolider notre unité et notre perfection et qui vienne couronner l'œuvre de notre Croisade<sup>19</sup> ». Ces citations reflètent les mentalités épiscopales et cléricales et évoquent plus largement un monde catholique espagnol encore sur le pied de guerre face à la double menace du libéralisme et de la sécularisation. La Croisade, c'est la guerre civile qui reste vécue comme un ressurgissement de la véritable Espagne face à une anti-Espagne. Le national-catholicisme est un produit spécifiquement espagnol en ce qu'il se nourrit d'une histoire séculaire d'affrontement entre l'Église et le monde libéral. Les fondements théoriques du discours national-catholique sont empruntés à Juan Donoso Cortes (1809-1853), pourfendeur en 1851 du libéralisme et du socialisme, à Marcelino Menéndez Pelayo (1856-1912), érudit qui entendait illustrer l'apport de l'Espagne à la culture universelle par « la défense à outrance » du catholicisme. Incontestablement, ces références ancrent le franquisme culturel et idéologique dans des repères du XIX<sup>e</sup> siècle. Cet anachronisme explique « l'échec culturel du franquisme », pour reprendre l'expression de Raymond Carr. Le futur cardinal Vicente y Tarancón, archevêque de Madrid à partir de 1971, évêque du petit diocèse catalan de Solsona de 1945 à 1964, a évoqué dans ses mémoires le décalage qui existait entre ce programme de recatholicisation et la réalité matérielle et sociale du pays. En 1950, il dénonce la misère de son diocèse dans une lettre pastorale et invite les élites à corriger l'ambiance d'égoïsme et d'immoralité qui s'est emparée de la société. Le cinéaste Juan Antonio Bardem en donnera en 1956 une illustration avec son film *Calle Mayor*, qui reçoit le prix de la critique au festival de Venise. Dans une petite ville de province (le film est tourné à Logroño dans la Rioja), un groupe de *señoritos* feignent de courtiser une femme célibataire. Derrière le prétexte, Bardem dénonce une ambiance étouffante et étouffée marquée par le contrôle social qui conduit les individus au malheur individuel. Cette Espagne du cinéma en noir et blanc offre une image fidèle des années 1950.

La présence sociale de l'Église – seule institution à jouir d'une vraie liberté à l'intérieur du pays (liberté qui n'empêche pas des luttes avec le pouvoir) – envahit toute la sphère publique. Les contemporains eux-mêmes assimilent le régime et l'Église, assimilation qui se prolonge dans la mémoire collective. Certaines thèses évoquent une « Église de la vengeance » et considèrent la coopération entre Franco et l'Église comme un projet « exterminateur<sup>20</sup> ». D'autres études montrent au contraire que les relations étaient plus complexes que ne le suggèrent les images d'une cordiale coopération et qu'elles se dégraderont au fil des ans. Toujours est-il que les années 1950 sont bien celles d'une période de « régime de services réciproques entre l'Église et l'État<sup>21</sup> ».

Pour autant, ce national-catholicisme qui succède à la tentation fasciste ne disparaîtra jamais de l'horizon idéologique du franquisme ; il n'était d'ailleurs pas absent des fondements du régime dès sa naissance. Le meilleur exemple de cette ligne d'horizon est le monument du *Valle de los Caídos*,

projet né le 1<sup>er</sup> avril 1940, qui recevra la dépouille mortelle du Caudillo le 22 novembre 1975. Depuis 1939, l'Espagne se couvre de monuments aux morts pour honorer la mémoire de ceux qui sont tombés « pour Dieu et pour l'Espagne ». Porté par Franco en personne, secondé par le général Moscardo et les architectes Pedro Muguruza et Diego Méndez, cette immense basilique de plus de 260 mètres creusée sous terre, surmontée d'une croix de 150 mètres de haut s'élevant dans le ciel de la Sierra de Guadarrama, mobilise les finances du pays mais aussi les prisonniers politiques, cette main-d'œuvre privée de liberté étant utilisée dans le cadre d'un programme de « remise de peine ». Tout dans le monument, inauguré en 1958, exalte le régime et l'Église. La mosaïque centrale résume l'histoire du catholicisme en Espagne : 45 grands saints espagnols y apparaissent, ainsi que les morts civils, religieux et militaires tombés entre 1936 et 1939. Consacré basilique mineure en vertu d'un privilège accordé par le pape Jean XXIII, le *Valle de los Caídos* est aussi un ossuaire qui rassemble environ 35 000 morts républicains et nationalistes tombés pendant la guerre. Lors de l'inauguration, le général Franco rappelle que « notre guerre fut une croisade », que « l'anti-Espagne n'est pas morte » et que « notre victoire fut totale et pour tous ». Présenté comme une œuvre de réconciliation, le monument est demeuré le symbole même du régime et de son sectarisme. Les républicains qui y reposent ont été ensevelis là sans l'accord des familles. La symbolique exclut les non-catholiques. La présence de la croix, écrasante et dominante, signale l'existence d'un autre ordre que le seul ordre politique. Le monument doit sans doute beaucoup à la mégalomanie de Franco, et ce n'est pas un hasard s'il est proche de l'Escorial, le grand palais-monastère construit par Philippe II au XVI<sup>e</sup> siècle. En même temps, il place le dictateur sous une réalité supérieure qui le dépasse et lui commande. Bien entendu, se comprenant et se pensant comme réalisant une mission providentielle, Franco se veut l'interprète de la volonté de Dieu. Il n'empêche : nous ne sommes pas là face à une monumentalité de type nazi ou soviétique.

Les symboles matériels révèlent la synthèse politique du régime qu'opère Franco en personne. « La participation dans le régime nouveau supposa que ceux qui avaient été pleinement fascistes dans les années 1930 subissent un processus de catholicisation et de retour à la tradition [et] que les secteurs monarchistes, catholiques et contre-révolutionnaires fassent l'expérience d'un processus de fascisation », écrit Zira Box<sup>22</sup>. À ses yeux, l'Église et le discours national-catholique s'imposent parce qu'ils dotent le régime d'une cohérence conservatrice qui est, fondamentalement, l'option de Franco. Établi à partir de 1940, le calendrier conjugue les fêtes religieuses – surtout la Saint-Jacques (25 juillet) et l'Immaculée-Conception (8 décembre) – aux fêtes nationales du 2 Mai (commémoration du soulèvement antinapoléonien) et du 12 Octobre (découverte de l'Amérique) ainsi qu'aux nouvelles commémorations liées à la guerre – mort de José Antonio Primo de Rivera (20 novembre), jour de la Victoire (1<sup>er</sup> avril), fête de l'Unification



(19 avril), souvenir du soulèvement et fête de l'Exaltation du travail (18 juillet), jour du Caudillo enfin (1<sup>er</sup> octobre). Ce syncrétisme confirme l'objectif du franquisme qui, en fédérant plusieurs traditions, exalte une certaine image de l'Espagne.

Cette atmosphère officielle envahit tout l'espace public et dépasse le cadre des seules manifestations et autres grands-messes, tel le Congrès eucharistique de Barcelone, parrainé par l'Église, qui, en 1952, manifesta pour la première fois la sortie de l'isolement international. L'école et les associations, notamment la Section féminine de la Phalange, dirigée par Pilar Primo de Rivera, diffusent cet esprit. « Les enfants, le foyer et l'Église sont les instruments de la socialisation de la femme espagnole<sup>23</sup>. » La législation républicaine sur le divorce est abolie. L'épouse dépend de son mari pour certains actes administratifs ou privés, comme l'achat ou la cession d'un bien immobilier, l'acceptation d'un héritage, l'ouverture d'un compte en banque, l'entrée dans un emploi. L'entreprise Telefonica prévoit dans son règlement qu'une employée qui se marie sera renvoyée ; elle ne sera réintégrée que si son mari accepte qu'elle y travaille. Qu'on ne s'y méprenne pas. Ce conservatisme social n'est pas un fascisme sexiste et il répond à deux motivations principales. La première est étroitement économique. En limitant le travail des femmes, l'État réduit le chômage (tout comme Hitler l'avait tenté en Allemagne). La seconde est plus idéologique : en bridant l'emploi salarié du deuxième sexe, on pérennise un partage des tâches qui confère à la femme la prééminence privée et à l'homme le monopole de l'action sociale et publique. Le pouvoir instaure d'ailleurs un sévère contrôle des mœurs. Des associations locales sont chargées de veiller à la moralité publique et rédigent des rapports, transmis aux gouverneurs civils des provinces, sur tel ou tel aspect (le cinéma, le théâtre, les loisirs, l'éducation...). Les documents révèlent un monde qui, aujourd'hui, paraît excessivement étroit et caricatural dans la dénonciation des vices qui minent l'honorabilité des mœurs. Mais, rapportés à la morale sociale conservatrice occidentale des années 1950, ils paraissent tout à fait de leur temps !

Le franquisme n'a pas toujours été anachronique. C'est en revanche le prolongement de cette morale sociale dans les années 1960 et 1970 qui surprendra les touristes et les observateurs. En 1964, l'évêque de Las Palmas des Grandes-Canaries, Mgr Pildain Zapiain, publie une pastorale intitulée « Le tourisme et les plages, les devises et les scandales », dans laquelle il s'élève des tenues des vacanciers, les bikinis des femmes notamment. Certes, les danses modernes ne sont plus considérées comme « un véritable paludisme des âmes », ainsi que l'affirmait le cardinal Segura, archevêque de Séville, en 1946. Mais en 1957, dans une instruction collective sur la moralité publique, elles sont encore qualifiées de « fêtes de Satan ». Le maintien de ce vocabulaire puritain et de ces images archaïques détonne avec les nouveautés qu'apportent des Européens qui cherchent à profiter de la joie des vacances et des plaisirs du tourisme balnéaire. Après 1968, l'anachronisme des

fondements moraux de la société espagnole apparaîtra comme de plus en plus évident aux yeux des Espagnols, ouverts sur les réalités européennes et particulièrement françaises.

Par ses cours de cuisine, d'économie domestique, d'hygiène et de travaux manuels, la Section féminine encadre par ailleurs la population féminine et lui inculque des valeurs d'ordre, d'économie et de morale. Le service civil, obligatoire pour les femmes célibataires ou veuves de moins de trente-cinq ans, supposait de suivre pendant six mois, à raison de six heures par jour, des cours et des séances d'activités physiques. L'avoir effectué était obligatoire pour se présenter à un emploi public, mais aussi pour obtenir son passeport, son permis de conduire, sa licence de chasse ou de pêche. Il représentait donc un puissant mécanisme de contrôle. L'Action catholique, avec ses associations féminines, représente l'autre grand instrument de cet encadrement. En réalité, aucune activité publique ne pouvait s'exonérer de l'assentiment des pouvoirs publics et se dérouler hors de la présence d'une autorité.

Le passage d'une première étape fascisante à une étape nationale-catholique ne marque pas une évolution vers plus de souplesse. Il faut abandonner l'idée fallacieuse qui, partant du délitement du franquisme dans les années précédant la mort du général, lirait la trajectoire du régime en termes d'affaiblissement et d'assouplissement progressifs. C'est confondre la cause et les effets. En fait, les années 1950, marquées par l'autarcie et la faiblesse économique, portent toujours le même projet de reconfiguration du pays qui s'exprime contre la vision réformiste de la république et le rêve socialiste des révolutionnaires communistes ou anarchistes. Fondamentalement, le régime reste intolérant, sectaire et univoque.

## **Modernisation matérielle et consolidation conservatrice**

Mais le gouvernement franquiste se heurte à une difficulté économique et matérielle. La guerre civile a ruiné le pays et la reconstruction a été retardée par la guerre mondiale. Ayant misé sur les perdants, Franco se trouve quasiment sans ressources en 1945. Faute d'accéder à l'aide Marshall, l'Espagne est condamnée à une autarcie que soutient l'aide alimentaire et politique de l'Argentine du dictateur Perón. En 1953, la signature de l'accord avec les États-Unis ouvre les crédits internationaux à l'Espagne de Franco. En 1951, le Produit intérieur brut rattrape son niveau de 1935, et en 1953 commence une véritable phase de croissance. Elle accompagne la reprise du mouvement d'industrialisation, mais dans une économie encore fortement rurale (le secteur primaire représente encore 30 % du PIB et plus de 50 % de la population active). Il n'empêche : le visage du pays se transforme. Sur le plan conjoncturel, l'inflation pèse sur les populations, et les grèves de 1951 ont conduit le ministre du Travail, José Girón de Velasco, à accorder des hausses de salaires (25 % en 1951, 10 % en 1953, 16 % en mars 1956 et 30 %

en octobre de la même année). Le décalage entre l'inflation (550 % sur cinq ans) et les augmentations de revenus (450 %) relance l'agitation sociale en 1956, 1957 et 1958. En mars de cette année-là, les mineurs des Asturies se mettent en grève et Franco décide de suspendre la Charte des Espagnols afin d'avoir les mains libres pour briser le mouvement. Depuis 1934, les Asturies étaient pour les gouvernements un foyer à ne jamais laisser s'embraser.

À la fin des années 1950 arrivent à l'âge adulte les générations nées pendant ou juste après la guerre. Une nouvelle pyramide des âges entraîne une possible recomposition politique. L'historien Santos Juliá insiste sur les événements universitaires de Madrid en janvier et février 1956 qui constituent, selon lui, les germes de cette transformation. L'université de Madrid, qui compte 20 000 des 60 000 étudiants espagnols, devient alors le théâtre d'incidents politiques qui conduisent à l'intervention de la police dans le campus et à sa fermeture. Le pouvoir venait d'interdire un appel à un congrès de jeunes écrivains, dont l'initiative revenait à Dionisio Ridruejo, soutenu par Pedro Laín Entralgo, alors recteur de l'université. Celui-ci avait remis à Franco en décembre 1955 un rapport sur « La situation spirituelle de la jeunesse espagnole » dans lequel il condamnait « le paternalisme uniquement répressif et condamneur de l'État ». Dionisio Ridruejo, tout comme Laín Entralgo, était un ancien phalangiste déçu de l'évolution du régime qui avait pris langue avec l'opposition, communistes inclus. L'interdiction de cette première manifestation avait entraîné la convocation d'un congrès d'étudiants. C'est cette deuxième initiative qui entraîne les incidents, entre le 7 et le 9 février. Des phalangistes envahissent l'université, provoquant des échauffourées et des manifestations de rue. Politiquement, cette crise universitaire débouche sur l'arrestation des étudiants protestataires, dont le futur leader socialiste Enrique Múgica, le militant communiste Ramón Tamames, Gabriel Elorriaga, un des dirigeants du Syndicat étudiant universitaire franquiste, José María Ruiz Gallardón, monarchiste, et le jeune philosophe Miguel Sánchez Mazas. Elle provoque la démission des ministres Joaquín Ruiz-Giménez (Éducation) et Raimundo Fernández Cuesta (ministre-secrétaire général du Mouvement), remplacés respectivement par des phalangistes Jesús Rubio et José Luis de Arrese. Ces nominations signent la victoire du parti de l'ordre et la défaite politique des catholiques favorables à une évolution en douceur du régime. José Luis de Arrese avait déjà été ministre-secrétaire général du Mouvement de 1941 à 1945. Cette affaire confirme que l'équilibre des forces au sein du régime est complexe et que Franco sait habilement en jouer pour asseoir son pouvoir. Les mesures prises visent à remettre de l'ordre dans le monde universitaire, qu'il s'agisse des étudiants ou des enseignants. Ce qui n'empêche pas de nouveaux troubles en novembre 1956 à l'université de Barcelone.

Au-delà des vicissitudes gouvernementales, les événements de 1956 ont une grande signification, à court comme à long terme. Réduit et numériquement limité, ce mouvement concerne les élites intellectuelles et le

monde universitaire. C'est dire si sa portée peut être lourde de sens pour l'avenir. « Une nouvelle génération d'Espagnols, dans laquelle on comptait beaucoup de fils de vainqueurs, commença à exprimer sa dissidence et son opposition contre l'ordre social et le système politique établi par la force des armes et de la religion catholique après la guerre civile<sup>24</sup>. » Dépasser la dialectique de la guerre devenait un horizon pour les nouvelles générations, aidées par des anciens combattants de la guerre civile qui choisissaient de regarder l'avenir plutôt que de célébrer le passé ou de s'immobiliser dans le présent. Ces critiques adressées à Franco, marginales, sont pourtant fécondes à long terme. Pour l'opposition, ces mouvements intérieurs ordonnent de bouger. Au sein du Parti communiste espagnol, dont Santiago Carrillo prend alors la direction, prévaut une nouvelle politique de « réconciliation nationale ». Jusqu'alors, le PCE était resté dans « une tactique d'offensive à outrance » qui se heurtait à l'infiltration des organisations par la police et au démantèlement des groupes clandestins<sup>25</sup>. De plus, ces manifestations révélaient au régime d'abord, à la société ensuite, les limites d'une action purement répressive. Elles disaient aussi « qu'il était impossible de tenter un processus de réforme et d'ouverture culturelles sans remettre en cause les assises idéologiques de la dictature<sup>26</sup> ».

Fragilisé par ces alertes dans le monde universitaire, le régime doit aussi gérer les événements du Maroc. La négociation de l'indépendance entre la France et son protectorat, qui aboutit le 2 mars 1956, place l'Espagne dans une situation intenable. Les relations hispano-françaises étant franchement mauvaises, Paris n'a pas informé Madrid de son projet. Dès le 7 avril, Madrid restitue le Rif à Rabat. En juillet 1956, les fonctionnaires espagnols sont rapatriés et les troupes espagnoles commencent à évacuer le pays. Cette opération se prolongera jusqu'en 1961. La fin de la présence espagnole au Maroc représentait une épreuve pour Franco, dont la carrière militaire avait été liée à la guerre du Rif dans les années 1920. De plus, le rêve « africaniste » de l'armée avait contribué à nourrir la crise espagnole des années 1910-1920. La conquête du nord de l'Afrique représentait un très ancien horizon du nationalisme espagnol. Non seulement il s'effaçait, mais le régime ne pouvait en tirer aucun bénéfice. Un an plus tard, un affrontement militaire autour d'Ifni, une enclave espagnole au sud du Maroc (à 700 kilomètres de Rabat et 170 d'Agadir), constitue une nouvelle épreuve. Les États-Unis refusent toute aide. La France en apporte une secrète (l'opération Écouvillon) en prêtant du matériel (les Espagnols ne disposaient alors que d'un armement obsolète : des avions allemands du temps de la guerre civile...). Si Paris permet à Madrid de l'emporter, les événements sont restés secrets, grâce à la censure. En 1958, un accord *a minima* entre Madrid et Rabat conduit à la cession d'un pan du Sahara espagnol. Mais ce n'est qu'en 1969 que la ville d'Ifni sera rétrocédée au Maroc. Enfin, en novembre 1975, le roi Hassan II lance la « Marche verte » au moment même où Franco agonise, ce qui lui permet de s'emparer du Sahara espagnol. Ces questions sont

sensibles pour l'orgueil national. Or, le régime, nationaliste, ne cesse d'utiliser cette dimension symbolique et historique pour se légitimer et mobiliser l'opinion publique.

Troisième foyer de préoccupation : la dégradation des finances publiques. Début 1957, le pays est quasiment acculé à la faillite en raison du déficit de ses comptes externes (commerce extérieur, balance des paiements). L'État demeurait une structure faible et rongée par le clientélisme, situation que la désorganisation de la Guerre civile avait aggravée. Une réforme de grande ampleur osant s'attaquer à la modernisation des structures économiques s'imposait. Entre 1956 et 1960, elle suscita des débats gouvernementaux qui devaient aboutir à un tournant majeur. Derrière la question économique se cachait une lutte politique. De fait, le faible niveau d'institutionnalisation du régime est, on s'en souvient, la marque même de Franco. Or, le nouveau secrétaire général de la Phalange, le ministre Arrese, veut redonner au parti unique une centralité perdue. Il propose au général des modifications institutionnelles, dont la création d'un poste de chef de gouvernement qui aurait des comptes à rendre au conseil national du parti. Le secrétaire général du parti serait en outre élu par ce même conseil, et non plus désigné. Ce schéma revenait à installer à la tête de l'État une dyarchie. Ce projet ne déplait pas qu'à Franco. Les catholiques politiques s'en émeuvent et les cardinaux-archevêques de Tolède, Mgr Pla y Deniel, de Tarragone, Mgr Arriba y Castro, et de Saint-Jacques-de-Compostelle, Mgr Quiroga Palacios confessent leur inquiétude face à ce risque totalitaire. Arrese est désavoué. Se confiant à des visiteurs, Franco avouera que le Mouvement n'est pour lui « qu'une claque ». « Il suffit que quelques-uns commencent à applaudir pour que tout le monde suive... Eh bien, c'est plus ou moins comme cela que je comprends la fonction du Mouvement<sup>27</sup>. »

Le remaniement gouvernemental de février 1957 s'opère donc dans un climat tendu qu'alourdissent les interrogations sur la viabilité du régime en cas de disparition de Franco, l'agitation sociopolitique et les complots de l'opposition monarchiste. Fin 1956-début 1957, un complot, ourdi par le général Juan Bautista Sánchez, gouverneur militaire de Barcelone, cherche à provoquer une restauration monarchique. La mort du général, dans la nuit du 29 au 30 janvier 1957, alors même qu'il venait de recevoir la visite du général Agustín Muñoz Grandes, ministre de l'Armée depuis 1951, suscite mille interrogations dans les cercles politiques. Il est temps pour Franco de reprendre la main et, à travers un remaniement gouvernemental, de rééquilibrer les rapports de force entre les familles politiques, administratives et militaires du franquisme. Douze des dix-huit ministres sont changés. Des personnalités clefs comme Martín Artajo et José Girón sont remerciées. Le poids des militaires est accentué (sept ministres). Trois nouvelles figures accèdent à des postes économiques : Mariano Navarro Rubio aux Finances, Alberto Ullastres au Commerce et Laureano López Rodo comme Secrétaire général du ministère de la Présidence, confié à l'amiral Carrero Blanco. López

Rodo est le modernisateur de la fonction publique espagnole. Il a créé, entre autres, une École nationale d'administration sur le modèle de l'ENA française. En 1962, il deviendra commissaire au Plan (fonction qui devient ministérielle en 1965). La crise politique amenait un virage économique.

À propos de cette nouvelle équipe, on a évoqué le poids de l'Opus Dei. En effet ces trois hommes nouveaux appartiennent à cette institution séculière fondée par le père Escrivá de Balaguer. On parle aussi d'un gouvernement des « technocrates ». Ces hommes, relativement jeunes (autour de quarante ans), sont en général mieux formés que leurs prédécesseurs et croient à la possible rationalisation de l'administration et à la modernisation du capitalisme espagnol. Sincèrement catholiques, hostiles aux projets totalitaires de la Phalange, ils incarnent un mélange de conservatisme moral et social et de modernisation. Ils vont construire le succès du régime et de l'Espagne des années 1960, fondé sur la conviction de López Rodo « qu'il suffit d'augmenter le revenu par tête pour que tout, socialement et politiquement, vienne de manière absolument naturelle<sup>28</sup> ». Le régime entre ainsi dans « la phase autoritaire du développement technocratique<sup>29</sup> ».

La nouvelle politique économique est classiquement libérale. Elle débute par une dévaluation de la peseta (5 avril 1957), se poursuit avec des mesures de libéralisation des importations et des investissements étrangers, avec un gel des salaires (juillet 1957) et une augmentation de la fiscalité directe. Il faut cependant attendre 1960 pour que l'État retrouve ses recettes fiscales de 1935. Début 1958, l'Espagne entre comme pays associé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et en juillet au Fonds monétaire international (FMI). Cette intégration dans les structures internationales constitue un levier de modernisation à l'intérieur. Des experts de ces institutions viennent épauler les technocrates dans l'élaboration d'un plan encore plus ambitieux lancé le 21 juillet 1959. Outre une nouvelle dévaluation de la peseta, il comprend une amnistie fiscale, un assouplissement du commerce extérieur, un contrôle des salaires et des crédits bancaires : bref, une amplification des mesures de 1957. L'effet est d'abord restrictif, puisqu'il entraîne une augmentation de l'émigration économique qu'encourage le gouvernement, le chômage étant contenu par ces départs volontaires vers des puissances plus riches, principalement la France et l'Allemagne. Les travailleurs émigrés accumulaient de l'épargne qu'ils rapatriaient ensuite, alimentant le cycle vertueux du financement de la croissance espagnole.

Les résultats de cette politique seront *in fine* spectaculaires, puisque la croissance économique annuelle s'établit en moyenne à 6,9 % de 1960 à 1974 (soit 140 % sur la totalité de la période). L'Espagne entre alors dans la « révolution de la consommation<sup>30</sup> ». Le revenu par habitant passe de 60 % de la moyenne des six pays de la Communauté économique européenne en 1960 à 82 % en 1975. Jamais, « le processus de convergence de l'économie espagnole n'avait été aussi intense<sup>31</sup> ». L'élimination des barrières bureaucratiques comme l'assouplissement du contrôle des changes a permis

au pays de profiter du mouvement général de croissance qui métamorphosait l'Europe occidentale. La réallocation des ressources de l'État s'opère en 1964 avec la mise sur pied, toujours sous l'égide de López Rodo, de « plans de développement », selon la terminologie du régime. En 1963, la loi de Sécurité sociale unifie les différents systèmes de prévoyance et de protection (assurance maladie, vieillesse, veuvage) et jette les bases d'un État providence.

Dans la conduite de la politique économique se lit le caractère fondamentalement hybride du régime. D'une part, la plus classique orthodoxie empêche de transformer le budget en instrument de soutien à l'activité. De l'autre, la planification emprunte au keynésianisme des politiques que mènent les grandes puissances européennes. Les historiens de l'économie s'interrogent sur les mérites qui reviennent à Franco et à son gouvernement dans cette croissance fondée sur une industrialisation dynamique. Le niveau des dépenses publiques à la mort du Caudillo – 22 % du PIB – indique que l'État espagnol restait beaucoup moins développé que ceux du reste de l'Europe. À la même date (1975), les dépenses publiques représentent 37 % des PIB français ou britannique. Mais le débat est un peu vain en ce sens que les faits sont là, même si les compétences économiques de Franco étaient limitées et que ses ministres modernisateurs durent souvent faire son siège de long mois avant d'arracher les arbitrages qu'ils attendaient.

Ces controverses voilent en fait un enjeu politique : le bilan du franquisme. La modernisation économique de l'Espagne, ce temps heureux des années 1960, permet-il d'exonérer le franquisme de ces tares originelles ? Trois plans sont ici confondus : celui de la discussion idéologique et partisane, celui du bilan politique et celui des évolutions économiques qui dépendent d'une pluralité de facteurs échappant à la seule action gouvernementale. Quoi qu'il en soit, cette croissance préside à des mutations sociales considérables : l'Espagne de 1975, lorsqu'elle affronte les incertitudes de l'après-franquisme, n'est plus celle de 1936 ou de 1951. Le régime n'a pas « congelé » l'histoire du pays, même s'il en a offert une image peu amène.

## **Le prolongement politique, idéologique et symbolique de la guerre**

Le 1<sup>er</sup> avril 1964 débute au *Valle de los Caídos* une grande campagne de propagande intitulée « Vingt-cinq ans de paix ». Fort de sa politique de croissance qui commence à porter ses fruits, Franco met en scène son pouvoir et ses aspects bénéfiques pour le pays. Imaginée par le ministère de l'Information et du Tourisme et son titulaire Manuel Fraga Iribarne, cette opération vantait les mérites du régime à travers des expositions, des publications et des reportages cinématographiques et télévisés. Il s'agissait d'exalter « la victoire de la paix », thème directeur du film de José Luis Saénz de Heredia, *Franco, cet homme*, ce film qui opère « un réajustement

mythologique du franquisme » en proposant une lecture téléologique de l'action du général<sup>32</sup>. Les propagandistes ont conscience de s'adresser non plus aux anciens combattants, mais à leurs enfants. Pour cela, les réalisations du Caudillo – le développement d'une agriculture moderne grâce aux grands travaux hydrauliques, d'une industrie de plus en plus puissante, d'un programme de construction de logements... – devenaient une nouvelle source de légitimité. La guerre civile avait été « le douloureux chemin vers la paix ». « La victoire fut totale et pour tous. Il faut aujourd'hui conserver ce qui a été acquis et travailler, autant que nécessaire, pour le non moins héroïque labeur silencieux de tous les jours afin que le sacrifice généreux de la guerre porte ses fruits dans une ère de paix pour notre pays » : tels sont les derniers mots d'un documentaire sur Franco de 1959 dans la lignée duquel s'inscrit le film de 1964. Or, le décalage est complet entre ce discours et les images qui vantent les mérites des armées nationales et reprennent les discours antirépublicains.

Cette omniprésence de la guerre et de sa signification forme l'horizon politique et sentimental du franquisme. La guerre reste la raison fondamentale qui a amené le général Franco au pouvoir. Elle rappelle les valeurs au nom desquelles se sont soulevés les nationalistes et sur lesquelles est construite l'Espagne nouvelle. Et le régime reste fondamentalement belliqueux. Son armature juridique est celle des lois de répression instaurée dès 1939, dont l'affaire Grimaud en 1963 offre une macabre illustration. Dirigeant communiste clandestin, Julián Grimaud est arrêté en novembre 1962, torturé, jugé, condamné à mort et exécuté le 20 avril 1963 (en vertu de la loi sur la répression des crimes politiques de 1939). L'intense mobilisation internationale et les appels à la clémence de la reine d'Angleterre Élisabeth II, de son Premier ministre Harold Wilson, du cardinal Montini, archevêque de Milan... seront restés vains. Léo Ferré donnera au public français une chanson, « Franco la muerte ». Il y dénonce le crime politique, promet la vengeance et mobilise toute la culture antifranquiste dans ses paroles : « Qu'importe si l'Espagne est morte, /Entend la mort devant ta porte... /Toi tu fais pas de littérature, /T'es pas Lorca et sa rature... » En août, deux militants anarchistes, Francisco Granados et Joaquín Delgado, sont à leur tour exécutés. Comme le signalait l'abbé du monastère catalan de Montserrat, Aureli María Escarré au journal *Le Monde* en novembre 1963 « ces vingt-cinq ans de paix sont vingt-cinq ans de victoire ». En mars 1965, le gouvernement l'invite à quitter le pays et lui demande de démissionner de sa charge d'abbé.

Le nouveau gouvernement de 1962 avait marqué une nouvelle avancée des technocrates avec l'arrivée de Gregorio López Bravo à l'Industrie et de Manuel Fraga Iribarne à l'Information et au Tourisme. Le général Agustín Muñoz Grandes, chef de l'état-major et capitaine général de l'armée de terre devenait par ailleurs vice-président du gouvernement. La nomination d'un numéro 2 répondait aux inquiétudes de tous ceux qui s'alarmaient d'une éventuelle vacance du pouvoir. Franco a alors soixante-dix ans et d'aucuns



commencent à s'interroger sur sa santé et sa lucidité. Pour Andrée Bachoud, à partir de 1965, le dictateur se replie sur sa vie privée, et rares sont ses interventions personnelles. Elles restent cependant décisives. Le choix de Muñoz Grandes rappelle que la mentalité de Franco est d'abord celle d'un militaire. Franco a privilégié le compagnon d'armes, au détriment de l'efficacité politique. Mais âgé de soixante-six ans, le général Muñoz Grandes est de santé fragile. En 1967, il doit abandonner ses fonctions de vice-président du gouvernement. Luis Carrero Blanco, fidèle interprète des volontés du Caudillo, lui succède. Véritable chef de cabinet de Franco, Carrero Blanco, qui depuis 1956 encourage les technocrates, sera un acteur décisif dans les batailles politiques qui entourent la définition de l'après-franquisme. Sous son influence, le secteur catholique domine et les phalangistes doivent accepter leur irrémédiable marginalisation.

La modernisation économique et la démographie qui amène une jeunesse de plus en plus nombreuse à accéder aux études et à réclamer des emplois obligent à libéraliser le régime. Face aux condamnations extérieures qui dénoncent une justice accaparée par les militaires, de nouvelles lois sont promulguées. Le Tribunal spécial de répression de la maçonnerie et du communisme est supprimé. Le Tribunal d'ordre public est créé en 1963. Juridiction civile, il n'en demeure pas moins un instrument de la répression, bien que les condamnations annuelles pour motifs politiques régressent. Si, en 1962, 1 236 personnes sont condamnées, à partir de 1963 leur nombre passe sous la barre des 1 000, avec un minimum historique en 1964 (330 condamnations)<sup>33</sup>. Par ailleurs, Fraga Iribarne est chargé de concevoir une loi sur la presse qui sera présentée en mars 1966. Éliminant la censure préalable, elle indique néanmoins les thèmes sensibles : la défense nationale, la sécurité de l'État, l'ordre public, la paix extérieure, le respect des autorités, des tribunaux et des institutions. Une déférence à l'égard de la morale et de la vérité, ainsi qu'une soumission aux principes du Mouvement national, sont exigées des directeurs de journaux et des journalistes. Tout en libéralisant l'information, la loi introduisait un mécanisme d'autocensure beaucoup plus efficace et moins condamnable que la censure préalable. Le texte est pourtant critiqué de l'intérieur du régime comme étant trop libéral. Il favorise, il est vrai, un nouveau ton dans la presse espagnole. Rafael Calvo Serer, un ancien phalangiste, prend la direction du quotidien *Madrid* et lui imprime un tour libéral et critique. En 1971, le journal sera fermé après avoir été soumis à une guérilla administrative et financière de la part du gouvernement. Des revues comme *Cuadernos para el diálogo* ou *Destino* assurent une meilleure publicité aux débats culturels et intellectuels qui agitent les cercles madrilènes et barcelonais.

En 1968, une loi sur les secrets officiels écorne cependant les marges de liberté qu'autorisait le dispositif de 1966. Le régime était, il est vrai, englué dans un scandale, l'affaire Matesa. Une entreprise, tenue pour proche de l'Opus Dei et des technocrates, avait détourné des subventions. Les

phalangistes, trop heureux de pouvoir affaiblir leurs rivaux, tentèrent d'exploiter ce scandale. Franco sera contraint, en avril 1971, à une amnistie qui, pour qu'on ne la lie pas explicitement au cas en question, permet à 3 000 prisonniers de recouvrer la liberté. Le directeur de l'entreprise est condamné, tout comme Mariano Navarro Rubio, alors gouverneur de la Banque d'Espagne, ainsi que deux ministres ! Malgré ce revers, le remaniement ministériel de 1969 signe la victoire politique de Luis Carrero Blanco et de ses technocrates face aux phalangistes.

Depuis 1962, la concurrence entre Carrero Blanco et ses affidés et les phalangistes, emmenés par le ministre José Solís (ministre-secrétaire général du Mouvement de 1957 à 1969) bat son plein. L'enjeu est la constitutionnalisation du régime, serpent de mer qui aboutit enfin le 22 novembre 1966 avec la loi organique de l'État. Le débat sur la future forme du régime est enfin tranché : l'Espagne deviendra une monarchie qui n'est pas restaurée mais instaurée et suivra les principes du Mouvement national. Les fonctions de chef d'État et de chef du gouvernement sont dissociées. Cette disposition ne sera effective qu'en juin 1973, avec la nomination de Carrero Blanco au poste de chef du gouvernement. Le conseil du Mouvement national était nommé à 40 % par le chef de l'État et à 60 % par le Mouvement lui-même. Les Cortes compteraient 564 représentants, s'élargissant « au tiers familial » élu par les pères de famille et les femmes mariées (deux représentants par province). Le 14 décembre 1966, la loi est validée par référendum (95,9 % de oui et une participation de 88,8 %). La campagne officielle avait utilisé le slogan « Vote pour la paix, vote pour le progrès ». Franco a défendu en personne le texte à la télévision. Se présentant comme le serviteur du pays, il souligne ses trente ans de service au peuple espagnol.

Le vieux général donne des signes d'affaiblissement. Atteint de la maladie de Parkinson, il entre dans la vieillesse. Fragilisé, isolé, il n'en demeure pas moins suffisamment lucide pour mener à bien son dernier grand projet. La consolidation d'une monarchie, pour laquelle il choisit Juan Carlos, le fils de don Juan, devient l'obsession commune du Caudillo et de Carrero Blanco. Cette obstination marque « son attachement au principe monarchique et à la dynastie des Bourbons<sup>34</sup> ». Le 22 juillet 1969, Franco désigne le prince comme son successeur et le lendemain les Cortes approuvent cette décision par 491 voix contre 19 (et 9 abstentions). Fort de ce succès, Carrero Blanco va pousser l'avantage et obtenir un nouveau remaniement gouvernemental. Les observateurs parlent alors d'un « gouvernement monocolore », puisqu'il ne compte plus que des fidèles de l'amiral.

Pourquoi le choix de Juan Carlos et du retour aux Bourbons heurtait-il des secteurs entiers du franquisme ? Quel jeu exact a mené l'amiral Carrero Blanco qui évolue du soutien aux technocrates modernisateurs à l'immobilisme politique dont l'accusent ses opposants, et qui domine le général vieillissant ? Beaucoup d'équivoques se nouent entre 1965 et 1973. Si la modernisation du pays assure une nouvelle popularité au régime, elle porte

en elle des revendications dont témoigne la multiplication des grèves ouvrières et étudiantes. Selon les données officielles, en 1966, un peu moins de 200 000 journées de travail sont perdues pour fait de grève, chiffre qui s'accroît en 1970 (1,1 million) puis en 1974 (1,7 million). En 1965, l'agitation universitaire contre le Syndicat universitaire espagnol, soutenue par plusieurs professeurs, entraîne une réaction autoritaire. Des enseignants sont sanctionnés, dont José Luis López Aranguren et Enrique Tierno Galván. Ils incarnent dès lors une résistance intellectuelle intérieure qui les amènera à jouer un rôle important lors de la transition démocratique. Une lettre ouverte envoyée à Fraga Iribarne par une partie du monde universitaire réclame la liberté d'association, le droit de grève, la liberté de l'information et d'expression, la libération des étudiants arrêtés.

Carrero Blanco s'oppose en vain à l'application de la loi Fraga sur la presse, qu'il accuse d'inciter à la révolte. On mesure ici la limite d'une pensée politique qui ne lie pas le progrès économique et social à la libéralisation du régime. Au contraire, Manuel Fraga souhaite que des réformes politiques préparent l'après-Franco. Manuel Fraga sera évincé du gouvernement en octobre 1969. Nommé ambassadeur à Londres, il reviendra dans le jeu politique actif quelques mois après la mort de Carrero Blanco et avant celle de Franco.

Loin d'être accidentelle, l'ébullition intellectuelle et politique trahit les évolutions profondes qui affectent non seulement l'Espagne mais l'ensemble de l'Europe. Au premier rang de ces évolutions se situe la transformation de l'Église catholique que symbolise le concile Vatican II (1962-1965). Cet événement considérable a de fortes répercussions en Espagne. Le concile défait les fondements théologico-politiques du national-catholicisme. La reconnaissance de la liberté religieuse, le refus du droit de présentation des évêques par les chefs d'État (privilège de la monarchie hispanique que Franco avait récupéré à son profit en 1941), l'élection du cardinal Montini au pontificat sous le nom de Paul VI sont autant de mauvaises nouvelles pour le dictateur. Au sein de l'Église espagnole, le concile entraîne le clergé de base à s'éloigner du régime. L'influence des sciences sociales, notamment le marxisme, conduit certains prêtres à s'engager dans le monde ouvrier. L'activisme de l'Action catholique ouvrière marque aussi une étape dans l'apprentissage de l'engagement social. La création clandestine du syndicat Commissions ouvrières en 1964 rassemble beaucoup de jeunes militants catholiques. En 1966, la constitution de la conférence épiscopale est destinée à faire apparaître la collégialité dans l'Église. Dans un premier temps, elle renforce le pouvoir du clan conservateur et immobiliste emmené par l'archevêque de Madrid, Mgr Morcillo González. En effet, la même année, la conférence épiscopale condamne les dérives de l'Action catholique, ouvrant une crise du militantisme catholique. La chute très rapide des effectifs marque le passage en masse de ces jeunes vers l'action politique clandestine. Parmi ces transfuges, Felipe González, appelé à devenir le rénovateur du PSOE. Un

mouvement de sécularisation des prêtres accentue le sentiment de crise (3 700 prêtres sont réduits à l'état laïc à la fin des années 1960). Enfin, le remplacement générationnel atteint l'épiscopat. Les nouveaux évêques ne sont plus des acteurs de la guerre, comme l'avaient été le cardinal Plá y Deniel, qui dirige le diocèse de Tolède jusqu'en 1968, ou Mgr Eijo y Garay, évêque de Madrid de 1922 à 1963. La nomination en 1971 de l'archevêque de Tolède, Enrique Vicente y Tarancón au siège de Madrid montre la volonté de Paul VI de renouveler l'action politique et sociale de l'Église en Espagne.

Le cardinal Tarancón va vite devenir la bête noire du régime. Ayant compris les implications sociopolitiques du concile, convaincu que l'Église s'est fourvoyée en soutenant la dictature, Tarancón met tout en œuvre pour que l'Église devienne une force de proposition et de réconciliation entre les Espagnols. En 1971, une assemblée du clergé et de l'épiscopat vote un texte de repentance sur l'attitude de l'Église pendant la Guerre civile. « Nous reconnaissons humblement et nous demandons pardon parce que nous n'avons pas toujours su être des ministres de réconciliation dans un peuple divisé par une guerre fratricide » : tel est le contenu de cette déclaration qui, bien qu'approuvée par 123 voix contre 113 (et 10 abstentions) n'est pas validée (une majorité des deux tiers était requise). À ces éléments s'ajoutent les tensions au Pays basque et en Catalogne où le clergé accompagne la renaissance des mouvements nationalistes. L'incident le plus grave survient en 1974. L'évêque de Bilbao, Mgr Añoveros est accusé par le gouvernement d'avoir menacé l'unité nationale. Lui est reproché le contenu d'une homélie politique qui liait identité basque, réforme politique et renouvellement social. Le gouvernement cherche en vain à obtenir la démission du prélat. Dans ses souvenirs, le cardinal Tarancón affirme même avoir reçu de Rome l'excommunication de Franco, au cas où... En 1975, le pape Paul VI renouvelle ses pressions sur le vieux dictateur pour tenter de lui arracher la grâce de condamnés à mort.

Tous ces incidents, parmi les plus visibles, illustrent le détachement qui s'opère entre 1960 et 1975. L'Église, hiérarchie et fidèles, se détache du conformisme franquiste. Divisée, elle réplique les clivages de la société espagnole. Comme l'écrit Joseph Pérez, « le clergé voit reculer son importance et son influence sociale, mais il gagne en autorité morale<sup>35</sup> ». Et son exemple, relayé par des revues comme *El Ciervo* ou *Mundo Social*, marque la reprise de l'activité militante en Espagne.

C'est dans ce climat d'incertitude croissante que s'inscrivent les dernières années du franquisme.

1. Abdón Mateos, *Historia del antifranquismo*, Barcelone, Flor del Viento Ediciones, 2011, p. 63.

2. « Editorial », *Las Españas. Revista literaria*, Mexico, octobre 1946, n° 1, p. 2.

3. Henry Cavanna, « Présentation » du numéro « Analyse de l'Espagne » de la revue *La Table ronde*, Paris, 248-249, septembre-octobre 1968, p. 5.

4. Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 450.
5. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 136.
6. Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000, p. 27.
7. Javier Tusell, *La dictadura de Franco*, Madrid, Alianza Editorial, 1988, p. 358.
8. Borja de Riquer, *La dictadura de Franco*, dans Josep Fontana et Ramón Villares (dir.), *Historia de España*, tome 9, Madrid-Barcelone, Marcial Pons-Crítica, 2010, p. XV.
9. Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 303.
10. Laura Zenobi, *La construcción del mito de Franco*, Madrid, Cátedra, 2011, p. 11.
11. Bartolomé Bennassar, *Franco*, Paris, Perrin, 1995, p. 351.
12. *Ibid.*, p. 357.
13. Raymond Carr, « Introducción », *La época de Franco (1939-1975). Política, Ejército, Iglesia, Economía y Administración, Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 1996, t. XLI, vol. 1, p. LXIII.
14. Enrique Moradiellos, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 245.
15. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 143.
16. Giulana Di Febo et Santos Juliá, *El franquismo*, Barcelone, Paidós, 2005, p. 87.
17. Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 270.
18. Javier Tusell, *La dictadura de Franco*, Madrid, Alianza Editorial, 1988, p. 253.
19. Cardinal Plá y Deniel, *Exhortación pastoral del Excmo. Sr Arzobispo de Madrid a sus fieles diocesanos con motivo del término de la guerra en Europa*, 8 mai 1945.
20. Julián Casanova, *La Iglesia de Franco*, Madrid, Temas de hoy, 2001, p. 235 et p. 293.
21. José Andrés-Gallego et Anton Pazos, *Histoire religieuse de l'Espagne*, Paris, Cerf, 1998, p. 153.
22. Zira Box, *España, año cero. La construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza Editorial, 2010, p. 362.
23. Jordi García García et Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Síntesis, 2001, p. 92.
24. Santos Juliá, *Elogio de Historia en tiempo de Memoria*, Madrid, Marcial Pons-Fundación Alfonso Martín Escudero, 2011, p. 31.
25. Jorge Semprún, *Autobiographie de Federico Sánchez*, Paris, Seuil, 1978 (première édition en espagnol à Madrid, 1977), édition « Points Seuil » utilisée, citation p. 89.
26. Borja de Riquer, *La dictadura de Franco*, dans Josep Fontana et Ramón Villares (dir.), *Historia de España*, tome 9, Madrid-Barcelone, Marcial Pons-Crítica, 2010, p.
27. Cité par Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 329.
28. Cité par Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 337.
29. Enrique Moradiellos, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000, p. 137.
30. Nigel Townson, « La dictadura de Franco. ¿La España diferente? » dans Nigel Townson (dir.), *¿Es España diferente? Una mirada comparativa (siglos XIX y XX)*, Madrid, Taurus, 2010, p. 215.
31. Francisco Comín, « Sector público y crecimiento económico en la dictadura de Franco », *Ayer. Revista de historia contemporánea*, 21, 1996, p. 176.
32. Vicente Sánchez Biosca, *Cine y guerra civil española. Del mito a la memoria*, Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 187.
33. Abdón Mateos, *Historia del anti franquismo*, Flor del Viento Ediciones, Barcelone, 2011, p. 145-146.
34. Andrée Bachoud, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, p. 416.
35. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 826.

## Les mutations économiques et sociales des années 1920 aux années 1970

Dans les années 1950, les Français qui, du Maroc, revenaient en voiture en France, traversaient la péninsule Ibérique. Ils étaient frappés par la pauvreté du pays. Trente ans auparavant, en 1922, le roi Alphonse XIII, accompagné de plusieurs intellectuels dont le docteur Gregorio Marañón, visitait la région des Hurdes, au nord de la province de Caceres en Estrémadure. Cette microrégion, au pied de la *Sierra de Francia*, entre Salamanque et Plasencia, passait pour être un espace d'une pauvreté considérable. Selon le témoignage d'une Française, Anna Sée, daté de 1906, on trouvait dans ces vallées sauvages des hommes à moitié dégénérés, « vivant dans des tanières comme des bêtes, démunis, ignorants, misérables<sup>1</sup> ». En 1932, le cinéaste Luis Buñuel, après avoir lu la thèse de Maurice Legendre intitulée *Les Jurdes. Étude de géographie humaine*<sup>2</sup>, tourne un film *Les Hurdes, terre sans pain*. Cet « essai cinématographique de géographie humaine », selon son réalisateur, propose la visite « d'une région stérile et inhospitalière où l'homme est obligé de lutter, heure par heure pour sa subsistance ». « Jusqu'en 1922, poursuit Buñuel, année où la première route y fut tracée, les Hurdes étaient presque inconnues du reste du monde et des habitants de l'Espagne »<sup>3</sup>. Le film est une plongée misérabiliste dans un univers déroutant. Buñuel insiste sur le caractère moyenâgeux de l'endroit, où se déroulent des « fêtes étranges et barbares ». Les médailles religieuses dont sont ornés les enfants les jours de fête « font penser aux amulettes des peuples sauvages d'Afrique et d'Océanie ». Dans les villages les plus reculés, l'eau est fournie par un « ruisseau, répugnant de saleté ». Les enfants vont pieds nus. Une fillette gît, abandonnée dans la rue. Elle est malade... deux jours après, elle est morte. C'est « une misère désolante » que Buñuel donne à voir, non sans forcer le trait et détourner la thèse de Legendre, qui s'interrogeait, quant à lui, sur la survivance, dans ce territoire perdu, d'une population héroïque « capable d'arracher un minimum de nourriture à cette terre ingrate<sup>4</sup> ». Le film excessif de Buñuel ne sera autorisé à la diffusion par le gouvernement républicain qu'en 1936. Cette image si désolante et si dure ne masquait-elle pas la réalité de l'Espagne ? Fallait-il se complaire dans l'évocation des archaïsmes ruraux alors qu'existait aussi une Espagne moderne, brillante et

avant-gardiste ?

Une fois encore nous sommes devant un de ces paradoxes de l'Espagne qui déterminent presque toujours notre appréhension du pays. La profonde diversité sociale et économique du pays n'est pas une anomalie. C'est le propre de tout ensemble un peu grand d'être hétérogène. Pourtant, on réduit la réalité espagnole à ses aspects les plus retardés... et ce, jusque bien avant dans le xx<sup>e</sup> siècle. Une sorte de malédiction de la misère semble suffire à rendre compte du substrat matériel du pays. L'histoire politique et la conflictualité sociale ne sont pas peu responsables de cette déformation. La guerre civile de 1936-1939 a été en partie une guerre de classes et la violence des affrontements était liée à celle de rapports sociaux foncièrement inégaux. La longue période franquiste, marquée d'abord par l'autarcie, puis par un décalage entre l'ouverture aux touristes et une société espagnole régie par une morale stricte et conservatrice que ces derniers découvraient, a alimenté cette perception de la différence entre une Europe septentrionale riche et une Espagne pauvre. Les Européens s'étonneront et s'émervelleront de la *movida* culturelle des années 1980 qui bouleversera l'image de l'Espagne, croyant à un phénomène de génération spontanée... comme si les mutations des années 1970 et 1980 n'étaient pas elles-mêmes le fruit de transformations de plus longue durée. Ce sont ces mécanismes que nous voulons décrire dans ce chapitre.

## Les métamorphoses démographiques<sup>5</sup>

D'abord, les grandes données. En 1900, l'Espagne compte 18,6 millions d'habitants ; 21,4 en 1920 ; 24 en 1930 et autour de 26 en 1940. Malgré la saignée de la Guerre civile, la population reste dans une dynamique de croissance qui est le résultat d'une baisse de la mortalité, d'un maintien à un haut niveau de la natalité (elle passe de 33,8‰ à 28,2‰ entre 1900 et 1930 tandis que la mortalité recule de 28,9‰ à 16,8‰) et d'une augmentation de la durée de la vie. En 1900, les données démographiques indiquent un retard espagnol par rapport aux standards européens. En 1920, le pays est entré dans un processus de convergence avec l'Europe. L'espérance de vie a gagné quatorze ans pour les hommes entre 1900 et 1930 (de 34 à 48 ans), seize ans pour les femmes (de 36 à 52 ans). Entre 1930 et 1970, la tendance se poursuit et explique l'augmentation du nombre des Espagnols : ils sont presque 28 millions en 1950, 30,4 en 1960 et près de 34 millions en 1970. Ce quasi-doublement de la population en soixante-dix ans est exceptionnel. Il montre que l'Espagne connaît au xx<sup>e</sup> siècle un rythme de croissance qui a été celui des pays nord-européens au xix<sup>e</sup> siècle. Sur la période 1900-1970, la France gagne près de 11 millions d'habitants (de 40 à 51 millions), le Royaume-Uni 14 millions (de 41 à 55 millions), l'Italie, 20 millions (de 33 à 53 millions)<sup>6</sup>. L'espérance de vie à la naissance, après avoir reculé entre 1930 et 1940 (de 48,4 à 47,1 ans, signe perceptible de la guerre), augmente. Elle tangente les

60 ans en 1950 et atteint les 70 ans en 1975, comme celle des grands voisins.

Sous le franquisme, l'étroit contrôle social des autorités et de l'Église a encouragé le modèle de la famille nombreuse. Le taux de fécondité des femmes espagnoles reste exceptionnellement élevé puisqu'il oscille autour de 2,9 enfants par femme âgée de 15 à 49 ans sur la période 1940-1976 (avec un maximum en 1940-1941 de 2,97 et un minimum de 2,51 en 1955-1956). Spectaculaire aussi est la chute de la mortalité infantile, qui tombe de 180‰ en 1920 à 11‰ en 1975 (mais avec une remontée entre 1936 et 1941 autour de 120-140‰). L'évolution de la pyramide des âges montre ce dynamisme démographique puisque sa base est toujours large (à l'exception notable de l'année 1940, qui enregistre le déficit de naissances lié à la guerre). En 1960, les moins de 20 ans représentent 35 % de la population (41 % en 1900), les plus de 60 ans, 12,2 % (9 % en 1900).

Par ailleurs, le solde migratoire espagnol est négatif dans les décennies 50, 60 et 70 du siècle. Après une vague d'émigration forcée liée à la Guerre civile et à la défaite des républicains en 1939, une deuxième vague d'émigration économique atteint la population. Dans les années 1950, la destination privilégiée est l'Amérique latine (essentiellement l'Argentine), avec près d'un million de départs. Entre 1960 et 1973, on estime à deux millions le nombre de personnes parties chercher leur chance outre-Pyrénées. En 1970, les Espagnols sont plus de 800 000 en France et constituent, de loin, la principale population immigrée. En Allemagne, ils constituent avec les Grecs, le deuxième groupe de population étrangère – environ 200 000 – après les Italiens. Ils sont 300 000 en 1973. Commencera, ici comme ailleurs, le retour après 1975. À la fin des années 1980, les Espagnols sont moins de 200 000 en France et moins de 130 000 en Allemagne.

Ce phénomène migratoire a eu deux conséquences majeures. L'émigration politique a donné naissance à une « Espagne hors sol » qui a revendiqué sa légitimité politique, culturelle et historique. Elle a compté dans l'image que l'on s'est faite à l'étranger de l'Espagne et a contribué à ternir l'image du franquisme et de l'Espagne territoriale. La deuxième conséquence, liée à l'émigration économique, est d'avoir fait de ces Espagnols des leviers de la modernisation du pays. Leurs salaires, réinvestis en Espagne – qui, pour aider sa famille, qui, pour s'acheter un appartement, qui, pour lancer son affaire une fois de retour, après avoir accumulé un capital –, mais aussi leurs expériences de vie ont servi à moderniser le pays. En 1960, les transferts financiers auraient représenté un peu moins de 200 millions de dollars (contre 500 millions pour les revenus du tourisme). En 1976, le chiffre est de un milliard de dollars, à comparer aux trois milliards générés par le tourisme et aux deux milliards d'investissements directs étrangers. Ces données traduisent l'importance économique de ces flux financiers. Le film français *Les Femmes du 6<sup>e</sup> étage* (2011, Philippe Le Guay), avec tous ses clichés, rend bien compte d'une ambiance et d'une réalité qui, effet positif, ont contribué à nouer des liens entre familles françaises et familles espagnoles. Mais il a existé aussi un



effet négatif qui a consisté pour les Français à voir dans les Espagnols un peuple de domestiques... Cruelle erreur et mépris stupide de ceux qui, plus riches, étaient bien contents de profiter d'une main-d'œuvre dévouée, fiable et peu chère. L'émigration est le signe d'un pays pauvre ou en crise et telle quelle, elle projette plutôt une image négative.

Il est un autre mouvement crucial de la population : l'exode rural. Entre 1920 et 1970, l'Espagne va cesser d'être une société rurale pour devenir une société urbaine. Le phénomène avait certes commencé dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et la croissance de Madrid et de Barcelone en attestait. Mais beaucoup des capitales de province qui avaient vu leur population augmenter demeuraient des sortes d'agrovilles. La transformation s'amorce dans les années 1920 et 1930, s'interrompt entre 1936 et 1950, pour reprendre ensuite avec une vigueur inconnue jusque-là.

En 1900, plus du quart de la population espagnole vit dans des agglomérations de moins de 2 000 habitants. Si l'on prend la barre des 10 000 habitants, ce sont les deux tiers des Espagnols qui résident dans ces ensembles. En 1950, on est tombé à 16,7 % et 31,2 %. C'est le premier recensement à faire apparaître une population majoritairement installée dans des bourgs de plus de 10 000 habitants (52,1 %). En 1970, ce n'est plus que le tiers des Espagnols qui habitent dans des villes de moins de 10 000 habitants<sup>7</sup>. La réalité rurale s'efface progressivement, d'abord modérément puis de manière très vive dans les années 1960 et 1970. L'exode rural et les flux de déménagement dépassent toujours les 200 000 personnes entre 1962 et 1976 et atteignent des maxima de 500 000 personnes en 1964 et 1974. Si, en 1900, 3,2 % de la population vivait dans des villes comprises entre 100 000 et 500 000 habitants (elles sont alors au nombre de huit : Bilbao, Cordoue, Grenade, Malaga, Murcie, Séville, Valence, Saragosse), ce chiffre est passé à 6,6 % en 1930, 11,9 % en 1950 et 18,9 % en 1970. On dénombre alors 25 villes de plus de 100 000 habitants. Parallèlement, les deux très grandes agglomérations de Barcelone et Madrid (plus de 500 000 habitants) concentrent 5,8 % de la population en 1900, 12,1 % en 1950. En 1970, les quatre villes de plus de 500 000 habitants (Valence et Séville sont entrées dans cette catégorie) regroupent 17,9 % de la population.

On pourrait multiplier les exemples de la croissance urbaine. Bien entendu, les cas de Madrid et de Barcelone sont souvent convoqués pour témoigner de la modernisation en cours. En 1920, le métro de Madrid est inauguré. Entre 1924 et 1928, un premier gratte-ciel de 58 mètres de haut est construit sur les plans de Pedro Muguruza (celui-là même qui construira ensuite le monument du *Valle de los Caídos*). La compagnie Telefonica lui emboîte le pas, qui inaugure son gratte-ciel (88 mètres) en 1929. La Gran Via de Madrid devient une vitrine de l'architecture moderniste. Sous la république est commencée la construction des nouveaux ministères (*Nuevos Ministerios*) qui, suivant un plan d'urbanisme pour Madrid, conduit à l'ouverture d'un grand axe de circulation nord-sud. Cependant, le modèle architectural choisi –

une copie de l'Escorial – tranche avec les options radicales que tentent de défendre les architectes réunis sous le sigle GATEPAC (Groupe des artistes et techniciens espagnols pour le progrès de l'architecture contemporaine). Dispersé par la défaite républicaine, le GATEPAC n'aura pas marqué durablement de son empreinte l'école espagnole. Sous Franco, la modernité continue de passer par la recherche de la hauteur. On peut citer ici la tour Edificio España (1948-1953), qui domine de ses 117 mètres la place d'Espagne. Là encore le classicisme des formes en fait un édifice singulier qui sera longtemps emblématique de la ville. Un peu moins de dix ans plus tard, la tour de Madrid (142 mètres) complète la physionomie de la place d'Espagne. Elle est alors la tour en béton la plus haute du monde. On imagine la fierté de la presse officielle. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, les Tours blanches (Torres Blancas) à l'entrée nord-est de Madrid et la Tour Valencia, en plein centre de la ville à côté du parc du Retiro, rappellent que l'ambition des architectes de transformer les centres-villes était universelle... Toujours en 1970, est mise en travaux l'autoroute urbaine de Madrid (la M 30), une sorte de périphérique. Là encore, on peut constater les mêmes choix urbanistiques que ceux qui sont opérés dans le reste de l'Europe occidentale et la contrainte croissante liée à la circulation automobile.

La modernisation d'une grande capitale, pour emblématique qu'elle soit, n'est pas nécessairement significative. Il faut porter le regard sur les villes moyennes qui, gonflées par la croissance démographique, traduisent mieux encore les changements vécus par les populations. Prenons le cas de Valladolid, capitale de ce qu'on a longtemps appelé la Vieille Castille. Cette ville moyenne croît à un rythme modéré entre 1910 et 1940 (passant d'un peu plus de 70 000 habitants à 110 000). C'est entre 1950 et 1970 qu'elle est bouleversée : elle atteint 230 000 habitants en 1970, et 330 000 dix ans plus tard. Les effets de l'industrialisation – Renault y installe des usines, tout comme la compagnie électrique Endesa –, accroissent les effets de l'exode rural. La ville administrative est devenue aussi une ville industrielle. Même phénomène pour Saragosse, capitale de l'Aragon. La ville passe de 140 000 habitants en 1920 à 240 000 en 1940, puis 330 000 en 1960, 480 000 en 1970 et près de 600 000 en 1981. Cette capitale concentre, en 1970, 63 % de la population de sa province, contre 28 % en 1920. On mesure là l'exode rural. Autre exemple : celui de la ville de Vigo, en Galice (40 000 habitants en 1920, 200 000 en 1970, 260 000 en 1981). Là encore, le développement des chantiers navals, l'implantation, à partir de 1958, de Citroën, qui s'installe sur la zone franche de Balaidos, expliquent l'explosion urbaine. L'usine Citroën est constamment développée par le groupe, y compris après son rachat en 1974 par Peugeot. Jusqu'en 2010, l'usine PSA de Vigo était la plus importante du groupe. L'élan donné autour de 1960 par la politique de libéralisation des « technocrates » franquistes a puissamment contribué à faire évoluer la géographie économique du pays en renforçant les dynamiques postérieures qui aboutissaient à un déséquilibre territorial.

Les périphéries demeuraient attractives et Madrid le devenait, mais tout le reste s'enfonçait dans un lent déclin. Sur la période 1960-1973, Madrid et sa région gagnent 40 % de population et voient leur contribution au PIB national croître de 25 % pour atteindre 14,65 % du total national (contre 11,65 % en 1960). Pour la Catalogne, les chiffres sont respectivement de 21,2 % et de 7,2 % (la Catalogne pèse 20 % du PIB en 1973 contre 18,6 % en 1960). Les reculs sont, sans surprise, pour l'Andalousie (sa part dans le PIB passe de 13,7 % à 12,6 %), les deux Castilles (12 % en 1960, 10 % en 1973), l'Estrémadure (de 2,8 % à 1,9 %)⁸. Les inégalités de développement vont, par la suite poser des problèmes d'aménagement du territoire qui ne seront réglés que très postérieurement, sous le double effet de l'aide reçue de la CEE et de la décentralisation démocratique⁹. Dans ses chroniques, intitulées *Voyage en autobus* et publiées en 1942, l'écrivain catalan Josep Pla décrit une réalité sommaire dans laquelle les trains sont lents (et ils le resteront jusqu'en 1992, date de l'inauguration du TGV Madrid-Séville), les routes rares et les incidents nombreux (depuis la crevaison jusqu'à la panne...). On comptabilisait 120 000 kilomètres de routes en 1939 et à peine plus de 150 000 en 1975. Le réseau autoroutier demeure embryonnaire. Inaugurée en 1942, l'autoroute entre Madrid et son aéroport compte deux kilomètres jusqu'en 1964, date à laquelle elle est prolongée et atteint neuf kilomètres ! Il y avait en 1975 à peine plus de 750 kilomètres d'autoroutes, toutes concentrées autour de Barcelone, de Madrid, de Séville, de Saragosse, de Valence et au Pays basque. Aucune infrastructure de liaison efficace entre les provinces n'existait. Quant à la RENFE (l'équivalent de la SNCF), créée en 1941, elle exploite un réseau de chemin de fer dont l'extension s'est bloquée en 1930 (avec 12 000 kilomètres de voies ferrées environ). Le réseau ne gagne que 1 500 kilomètres entre 1940 et 1975. La seule innovation est l'électrification progressive et la disparition en 1975 des 130 locomotives à vapeur qui continuaient d'assurer un service (elles étaient plus de 3 000 en 1950).

Derrière ces données, il faut lire des dynamiques géographiques et des mutations anthropologiques. La force d'attraction des grands centres urbains réorganise la géographie au détriment des villes moyennes et des régions centrales. Le dynamisme catalan – Barcelone –, levantin – Valence –, basque – Bilbao –, continue de se manifester. La nouveauté, que le franquisme favorisera, est la capacité de Madrid à devenir le grand noyau urbain de cette Espagne modernisée (la population de la ville passe de 1,3 million en 1940 à 3,2 en 1975 et celle de la province de Madrid de 1,6 à 4,3). Sur la même période Barcelone passe de 1,1 million d'habitants à 1,75. Le mouvement de fond est donc bien celui d'une urbanisation qui génère une nouvelle hiérarchie des territoires. Au sein des cinquante provinces, la capitale prend le pas sur toutes les autres villes. Du fait de la politisation extrême du développement économique, tant sous la dictature de Primo de Rivera que sous Franco, le développement d'une administration consolide ce rôle directeur des capitales.

Dans les régions intérieures, la capitale absorbe une grande part de l'exode rural mais n'offre pas suffisamment de ressources pour fixer dans la province les populations. Celles-ci se déplacent vers les grands centres dynamiques. Les Andalous n'hésitent pas à aller jusqu'à Barcelone, où la puissance industrielle est génératrice d'emplois. L'Andalousie, la Vieille-Castille, la Nouvelle-Castille et l'Estrémadure sont les régions qui enregistrent les plus forts taux de départ (– 4,6 millions) tandis que la Catalogne, Madrid, le Pays basque et Valence enregistrent des soldes migratoires internes positifs (+ 4,2 millions de 1940 à 1975).

Les indicateurs structurels des composants du Produit intérieur brut permettent d'appréhender ces changements. En 1920, le secteur primaire occupe 57 % de la population active, le secteur secondaire 22 % et le secteur tertiaire 21 %. En 1960, les chiffres sont respectivement de 42 %, 28,5 % et 29,5 %. Dix ans plus tard encore, on est à 24 %, 37 % et 39 %. Il s'est opéré un véritable transfert du secteur agricole vers le secteur industriel et vers les services.

Venir à la ville est un premier arrachement. Les générations suivantes recomposent leur identité et deviennent profondément urbaines, même si demeure ancré en elles le souvenir du *pueblo*, le village où les ancêtres sont enterrés. Des grands-parents ou d'autres membres de la famille y vivent encore. On s'y retrouve à partir des années 1960 quand, le développement du parc automobile aidant, des habitudes de vacances d'été se prennent. On revit alors au rythme des villages, dont les fêtes religieuses ponctuent l'année. Comme le mouvement politique et culturel du franquisme consistait à favoriser la recatholicisation du pays, les années 1950-1970 ont vu le retour des traditions. Elles ont accompagné la métamorphose du pays offrant les « consolations de la foi du village » à des populations qui avaient subi le traumatisme de la guerre puis avaient été soumises à un changement important de leur environnement<sup>10</sup>. Plusieurs Espagnes coexistent et dans les années 1960 et 1970, ce sont des images en fondu-enchaîné qui rendent compte de cette mutation. On peut trouver autant d'arguments qui plaident en faveur du retard économique du pays que de faits qui témoignent au contraire de son décollage. Comme chez un animal qui mue, la vieille peau se craquelle et une autre nouvelle pointe.

## Entre pauvreté et richesse

La vieille peau, c'est la pauvreté. On a déjà évoqué le terrible roman de Benito Pérez Galdos, *Le Chevalier enchanté*, qui évoquait les dehors sinistre de la campagne castillane. C'était en 1909. En 1962, Miguel Delibes (1920-2009), écrivain et, directeur du journal *El Norte de Castilla*, publie un roman intitulé *Les Rats*. Il y met en scène un jeune enfant qui suit son oncle. Celui-ci chasse des rats pour s'alimenter... La scène se passe en Castille dans les années 1950. Vingt ans plus tard, dans *Les Saints innocents*, Delibes

raconte la vie quotidienne dans un domaine d'Estrémadure. Les relations sociales y sont des relations de classe. Les journaliers restent soumis au pouvoir des propriétaires. Adapté à l'écran en 1984 par le cinéaste Mario Camus, ce récit illustre la violence des rapports sociaux et explore l'humanité des humbles, thème majeur de l'œuvre de Delibes. Il n'est pas un théoricien social et ce qui intéresse le romancier, c'est de montrer un monde rural à la fois dur et humain, violent et tendre, brutal et naïf. Parmi les protagonistes, plusieurs sont analphabètes. En 1950, plus de 20 % des femmes l'étaient encore, contre 12 % des hommes (soit un total de 17,3 % de la population). Vingt ans après, le chiffre est de 8,8 %, avec le maintien du biais entre femmes (12,3 %) et hommes (5,1 %). Si ce roman a eu l'écho qu'il méritait, c'est que Delibes était au plus près de réalités que la majorité des Espagnols avaient pu vivre, plus ou moins directement. Jusqu'à la fin des années 1970, la pauvreté dans la campagne espagnole restait un trait caractéristique du pays. *Les Saints innocents* renouvellent la dénonciation de la situation des Hurdes un demi-siècle auparavant. Mais il ne s'agit pas là d'un immobilisme. On se tromperait à croire que ces deux images épuisent la description de l'Espagne. Au contraire, on peut formuler l'hypothèse selon laquelle plus le pays se modernise, plus les poches de pauvreté attirent l'attention de tous ceux qu'intriguent ces réalités contradictoires superposées. De même que dans les années 1930, la modernité se frayait des chemins en Espagne, de même dans les années 1970, l'accomplissement de la croissance interpellait ceux qui continuaient d'avoir sous les yeux les traces d'un monde ancien. Du contraste naît la nécessité de décrire ce qui apparaît alors comme un scandale de mal-développement. En outre, la question de la propriété de la terre est longtemps restée problématique. Le franquisme ne procédera pas à une réforme agraire et en 1962, plus de 96 % des exploitations ont moins de cinq hectares et occupent 39 % de la surface agricole. Les exploitations de plus de mille hectares 0,2 % occupent 21,6 % du total de la surface agricole. Cette géographie qui distingue un Nord de la petite propriété et un Sud des *latifundios* demeure une réalité sociologique et culturelle jusqu'au-delà de 1975.

S'emparant des statistiques du service militaire, les historiens ont réussi à établir des données sur la taille des conscrits. Ils y ont vu un indicateur assez fiable de l'amélioration des conditions de vie, notamment de l'alimentation. La taille moyenne des conscrits espagnols des années 1920 était de 163,5 cm. En 1955, elle avait pris 3,4 cm à 166,9 et en 1975, encore 3 cm à 169,8. Le lien entre prospérité économique et croissance des individus semble établi. Une approche régionale confirme ces données. En 1959, les moyennes les plus élevées se trouvent au Pays basque, en Catalogne, en Cantabrie et dans les Asturies et les plus basses en Castille, en Andalousie et en Galice<sup>11</sup>. L'amélioration des conditions de vie se manifeste clairement. On se nourrit mieux. La viande et les produits lactés entrent dans l'alimentation des individus, au détriment des féculents. C'est un tournant historique.

Avec la réforme agraire, la république avait tenté, en vain, d'améliorer le sort des populations rurales. La guerre a ravagé le pays et les années 1940 sont marquées par la pénurie permanente, la faim et la maladie. Les séquelles de la guerre entraînent une longue période de rationnement, qui dure de 1939 à 1952, les dérives du marché noir et un appauvrissement généralisé. À Bilbao, en 1943, le prix du pain au marché noir atteignait 800 % du prix officiel, 600 % pour le prix du sucre et 180 % pour celui du café. Les chiffres de production confirment ce long marasme. La production de blé atteint, en 1945, 2,26 millions de tonnes contre 3,18 en 1939 ; la production d'huile est en recul de près de 20 %. La désorganisation du secteur électrique culmine entre 1944 et 1954. Durant ces dix années, les coupures sont de plus en plus fréquentes. Le taux d'ouverture de l'économie espagnole (les exportations rapportées au PIB) chute à 5 % en 1940 et demeure inférieur à 10 % jusqu'en 1975 (il est alors de 20 % en République fédérale d'Allemagne et de 16 % au Royaume-Uni). Toutes ces données indiquent un sévère recul par rapport aux années 1920 et 1930 (jusqu'en 1935), années marquées par une vraie croissance économique, agricole et industrielle. Le recul macro-économique se traduit dans les niveaux de vie et de salaire. Le salaire d'un ouvrier est, en 1951, tombé à 40 % du niveau de 1936 ! Le PIB par tête d'habitant est, en 1945, à 71 % du niveau de 1935. Ces mauvais résultats correspondent à la période fascisante et totalitaire du régime. La politique économique est commandée par des impératifs politiques. Les prix sont étroitement contrôlés. Tout est soumis à une surveillance administrative qui étouffe l'activité économique. Il est donc urgent de réagir.

En 1951, le nouveau ministre de l'Agriculture Rafael Cavestany obtient la libéralisation des prix agricoles. Ce premier pas précède une politique active de « colonisation » de terres non mises en valeur, de remembrement (pour favoriser, surtout dans le Nord, la concentration, afin de donner naissance à des exploitations plus grandes, et donc plus rentables), de reforestation et de libéralisation des quotas d'importation de machines agricoles et d'engrais. Cette nouvelle politique économique, d'abord appliquée au monde agricole, inspirera les gouvernements des « technocrates » à partir de 1957-1959. Il s'agit tout simplement de tenter de sortir le pays de sa pauvreté.

Le régime franquiste utilisera toutes les ressources de la propagande pour montrer les étapes du redressement matériel et vanter les mérites de sa politique. Dans les années 1950, des affiches colorées qui rendent visuelles les performances du pays sont diffusées. C'est une propagande un peu sommaire dans laquelle on décèle surtout une forte dose de nationalisme. Les actualités cinématographiques commencent à mettre en scène un Franco inaugurant des barrages ou des nouvelles usines. Là, le procédé, plus moderne, fonctionne d'autant mieux que cette politique répond à des besoins séculaires.

Dans un pays marqué par un climat rigoureux et un approvisionnement en eau très irrégulier, par une forte dépendance à l'égard de la production

agricole, avoir une grande politique hydraulique est un programme en soi. On se souvient qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle, le publiciste Joaquín Costa s'était illustré en appelant de ses vœux une politique ambitieuse de l'eau. La reprise de cette politique de construction, dont les plans avaient été initiés sous la dictature de Primo de Rivera, devait répondre à un triple défi : alimenter en eau les villes, dont la population augmentait, irriguer les champs, produire de l'électricité. Entre 1900 et 1939, le total annuel moyen de l'eau stockée dans des retenues atteignait un peu plus de 100 millions de m<sup>3</sup>. Entre 1940 et 1950, ce chiffre passe à 240 millions de m<sup>3</sup>. Malgré la tragédie de Ribadelago – le 9 janvier 1959, le barrage rompt et emporte le village, entraînant la mort de 144 personnes – qui fragilise momentanément la propagande, cette politique porte ses fruits. En outre, pour Franco, inaugurer un nouveau barrage permet de développer un discours métaphorique efficace. L'eau qui apporte la fécondité au sol est une image de son action. La production agricole augmente, modérément d'abord puis rapidement. Entre 1950 et 1973, la production de maïs augmente de 235 %, celle d'orge de 195 %, celle de viande bovine de 307 % et celle de lait double. L'augmentation des rendements devrait être l'ultime preuve de l'amélioration de la situation. Si le maïs, avec un rendement qui passe de 15 quintaux à l'hectare entre 1931 et 1935 à 19 entre 1955 et 1959, confirme cette idée, les autres productions montrent une stagnation sur la période. Pour l'orange, on passe de 139 quintaux par hectares entre 1931 et 1935 à 147 entre 1955 et 1959, les chiffres pour le blé sont de 9,5 et 10,2, la betterave stagne autour de 240... Comparés aux chiffres italiens ou français, ils dénotent une faible progression quantitative autre que celle fondée sur la mise en valeur de nouvelles terres agricoles. On touche là aux limites de la modernisation agricole qui, si elle est une réalité, demeure modeste par rapport aux effets que provoque, en Europe de l'Ouest, la mise en place, dès 1962, de la Politique agricole commune.

Malgré l'exode rural, l'augmentation des productions n'entraîne pas un enrichissement des actifs du secteur. Les excédents de production ont tendance à tirer les prix à la baisse. Cette perte d'attractivité du monde rural, accentuée par la diffusion d'un nouveau modèle de vie plus urbain, accélère le déclin de l'apport de l'agriculture à la richesse nationale. En 1950, la moitié de la population active est dans le secteur primaire qui représente 30 % de la production de richesses. En 1960, avec 42 % de population active, la richesse produite représente 23,6 % du PIB et en 1975, avec un peu moins d'un quart de population active, le secteur primaire représente 10 % de la richesse nationale. Ce recul s'explique par la montée en puissance des secteurs industriel et tertiaire, dont la productivité et la croissance sont beaucoup plus rapides. 10 % du PIB de 1975 c'est presque 30 milliards de dollars alors qu'en 1950, 30 % du PIB représentent 20 milliards de dollars<sup>12</sup>. La hausse de 50 % des richesses agricoles produites représente un chiffre très modeste au regard des taux de croissance du monde industriel. En 1950, la contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée totale de l'économie espagnole était de 27 %.

Elle n'est plus que de 10 % en 1970. De même, les exportations agricoles, qui représentaient en 1950 les trois quarts du total des exportations du pays, n'en représentent plus que 30 % en 1970.

La mécanisation de l'agriculture commence. On dénombrait 59 tracteurs seulement en 1945 ! Dix ans plus tard, le chiffre est de plus de 27 000 et commencent à apparaître les moissonneuses-batteuses (210). Ce nombre double en 1960. C'est alors que la mécanisation s'intensifie. En 1970, on compte 260 000 tracteurs et 28 000 moissonneuses-batteuses. Cinq ans plus tard, les chiffres sont de 380 000 et 36 000. La puissance moyenne des tracteurs est en 1950 de 31 chevaux, de 35 chevaux en 1960 et de presque 50 chevaux en 1970. Plus les tracteurs sont puissants, plus leur rendement est important. Des variations régionales s'expliquent par la taille des exploitations. C'est dans le sud du pays que l'on trouve les équipements mécaniques les plus importants. La taille des exploitations les rentabilise et les capacités d'investissement des propriétaires sont à la hauteur du prix des machines. Cela dit, le contraste est grand entre des exploitations de plus en plus modernes et une agriculture vivrière dans laquelle l'animal de trait continue de jouer un rôle primordial. L'âne ou le bœuf sont des figures familières de l'agriculture de moyenne montagne... et ce jusque dans les années 1970.

Parmi les facteurs qui font des campagnes des témoins de ce qu'on appelle la pauvreté, mais qu'il faudrait plutôt voir comme des modèles anciens, la question de l'habitat est primordial. Souvent élémentaires, les habitations ne disposent pas des installations du confort moderne. Peu d'eau courante par exemple. Selon les données officielles, en 1950, seul un tiers des habitations dispose d'eau courante (45 % en 1960, 77 % en 1970). Pour les toilettes, les chiffres sont respectivement de 52 %, 60 % et 76 %. La diffusion des salles de bains date essentiellement de la décennie 1960 puisqu'en 1970, 46 % des habitations en sont équipées, contre 24 % en 1960 (et 9 % en 1950). Bien entendu, toutes les constructions modernes tiennent compte de ces nouveaux besoins et les appartements sont livrés avec ces commodités, y compris les logements modestes construits sous l'égide du ministère du Logement. La ville devient le lieu de la modernité, tandis que le village porte la marque de ce qui devient des archaïsmes. Nombreuses et familières sont les images des femmes espagnoles allant chercher de l'eau aux fontaines publiques dans une cruche en terre. En ville, elles disparaissent. L'introduction du gaz dans les cuisines ou pour le chauffe-eau se fait avec les bouteilles de butane livrées hebdomadairement par un camion qui vient de la ville. Longtemps, le village porte la marque des usages anciens qui, pour sa population âgée, sont les usages de toujours. Ces pratiques, contraintes de la vie quotidienne en milieu rural, deviennent en été une distraction pour les enfants des villes...

L'évolution de la structure des budgets familiaux éclaire cette sortie du modèle ancien. En 1958, 56,3 % des dépenses d'un foyer sont consacrés à



l'alimentation, aux boissons et au tabac. Ce chiffre tombe à 39,5 % en 1973<sup>13</sup>. Même tendance à la baisse pour l'habillement (de 13,6 % à 7,7 %). Les dépenses consacrées au transport explosent (de 1 à 9,4 %) : c'est la conséquence de la diffusion de la voiture<sup>14</sup>. De même, les sommes consacrées aux loisirs ou à l'équipement de la maison progressent de 10,4 % à 19,7 %. Le tout dans une croissance moyenne annuelle des dépenses des foyers de 7,7 % de 1959 à 1974<sup>15</sup>. Les données concernant les taux d'équipement en appareils électroménagers complètent ce tableau. En 1963, 8 % des foyers espagnols ont une automobile, 9 % un réfrigérateur et 8 % une télévision. En 1975, 38 % des foyers possèdent une voiture et l'équipement en réfrigérateurs et en téléviseurs atteint les 80 %<sup>16</sup>. Quant au téléphone, s'il se répand en ville (47 % des foyers urbains en possèdent en 1968, date à laquelle on recense un peu plus de 3,7 millions de lignes installées), seuls 7 % des foyers ruraux en ont un. Il faut se déplacer au bar ou chez le médecin pour appeler, un geste rare et étrange pour ces populations rurales. Si la radio et le fer à repasser se sont diffusés de manière universelle, le fort taux de possession de machines à coudre (74 % en ville et 65 % à la campagne en 1968) indique que l'autoproduction de vêtements ou de fournitures pour la maison est très importante<sup>17</sup>. Tous ces indices aboutissent à une même conclusion qui souligne que l'Espagne n'est pas encore entrée dans la société de consommation mais qu'on est en dans une phase ascendante qui se poursuivra dans les années 1980 et 1990.

Aussi, la question de la pauvreté apparaît sous un autre jour. Vue depuis un pays riche comme l'Allemagne ou la France, l'Espagne intérieure paraît, entre 1960 et 1970, encore bien pauvre. Elle est en fait en retard sur le développement des autres pays européens mais il existe aussi des différences entre régions espagnoles. Là où le tourisme transforme le littoral, là où les villes sont dynamiques, l'Espagne s'assimile aux standards européens. Ce que retrouvent les Européens des années 1960 ou 1970 en Estrémadure, en Castille ou en Galice, ce sont l'agriculture et les modes de vie de la Bretagne et de l'Auvergne des années 1910-1950 avant qu'ils ne soient profondément transformés par la mutation des Trente Glorieuses.

## **Enfin la modernisation ?**

L'Espagne fait longtemps figure de pays pauvre parce que son décollage économique ne débute véritablement qu'à la fin des années 1950. En fait, il a été brisé net par la crise des années 1930 et la guerre. Les chiffres des années 1910 et 1920 indiquaient l'amorce d'une croissance industrielle<sup>18</sup>. Ce développement économique restait tributaire cependant de l'environnement international. Si la neutralité du pays pendant la guerre de 1914-1918 avait eu pour effet de stimuler les exportations de matières premières et celles de produits manufacturés dont la production dans les autres pays était ralentie par la guerre, le retour à un climat de paix entraîna l'Espagne dans la crise. Celle-

ci fut plus longue qu'une classique crise de reconversion, à cause des turbulences sociales que traversait le monde du travail, et elle aboutit à la dictature de Primo de Rivera. Les effets de l'effondrement de l'environnement international des années 1930 furent catastrophiques pour la république. L'isolement politique après 1945 et les politiques autarciques retardèrent le décollage économique. Après 1960, la croissance atteint des records, qui se prolongent jusqu'au début des années 2000, malgré des oscillations conjoncturelles<sup>19</sup>.

En 1910, le revenu par habitant représente 46 % du revenu moyen britannique, 61 % du revenu moyen français et 87 % du revenu moyen italien. En 1950, les chiffres sont respectivement de 35 %, 44 % et 70 %. Vingt ans plus tard, on est à 63 %, 54 % et 71 %. Que nous disent ces données ? On est bien en présence d'une cassure qui s'opère entre 1930 et 1950 et qui fait perdre vingt ans de développement économique au pays. Quand les conditions sont réunies pour qu'ait lieu une politique de développement, le pays connaît la croissance et ses effets transformateurs. Il n'y a donc pas d'anomalie espagnole. Là où on avait essayé de théoriser « l'échec de la révolution industrielle »<sup>20</sup>, il suffit maintenant de reconnaître une chronologie distincte. En même temps, comme nous avons essayé de le montrer précédemment, des bases existaient de cette capacité à se moderniser. Restait à savoir les mobiliser dans un environnement politique favorable aux affaires. Franco et son régime, en nouant autour des oligarchies financières, industrielles et agricoles les intérêts de l'État et ceux des acteurs privés, allaient permettre cette impulsion modernisatrice, étant entendu qu'elle n'était pas accompagnée d'une évolution politique simultanée. L'Espagne du développement est une dynamique entre « une nouvelle société et un régime ancien<sup>21</sup> ».

Les années 1960-1973 sont présentées comme celles du « développement ». Entre ces deux dates, la croissance du Produit intérieur brut est de 5,1 % par an, soit le deuxième meilleur résultat des pays de l'OCDE (le premier est le Japon avec 8 %, la France est à 4 % et l'Italie à 5 %). Quelques chiffres pour traduire concrètement cette croissance. Le parc automobile était de 250 000 voitures en 1960, soit un véhicule pour 100 habitants. En 1973, il y a presque cinq millions de voitures, soit un ratio de une pour sept habitants. Le marché automobile, qui était de 145 000 autos de tourisme, de 16 000 camions et de 80 000 motos et motocyclettes en 1960 atteint les 700 000 unités automobiles, les 90 000 camions. En revanche, les motos ont reculé (25 000) : c'est tout simplement un signe d'enrichissement. Là où la Vespa était un premier véhicule en 1960, ce n'est plus une nécessité en 1974. Les années 1960 sont celle de la Seat 600. La *Sociedad Española de Automoviles de Turismo* est née en 1950. Elle passe des accords avec Fiat pour obtenir des brevets et des licences. La Seat 600 est un calque de la Fiat 600. Cette petite voiture connaîtra un succès spectaculaire et sera la première automobile de nombreuses familles. Une version quatre-portes est commercialisée en 1962 mais ses procédés de fabrication qui exigent une

adaptation du modèle de base unité par unité en ralentissent la livraison. Devenue le symbole de ces premiers temps de la culture automobile, la Seat 600 est le signe d'un marché moins mature que celui des autres pays industrialisés, ce qui demeure une caractéristique sur toute la période. En 1973, Renault lance sa Renault 7, une version de la Renault 5 avec quatre portes et un coffre. La R7 est destinée aux familles alors qu'en France la R5, lancée en 1972, est pensée pour couvrir un nouveau segment du marché : celui de la deuxième voiture pour une clientèle féminine. Cet exemple montre bien les limites de cette accession à la société de consommation. Là encore joue à plein un effet de décalage chronologique.

On sait l'importance de l'automobile comme élément structurant de l'ensemble de l'industrie. « Insignifiante en 1953, l'industrie automobile espagnole a acquis une forte notoriété en 1975 » grâce aux investissements importants faits par des grands groupes comme Citroën, Renault, Ford ou Mercedes<sup>22</sup>. La production de voitures atteint 700 000 exemplaires en 1975... contre moins de 1 000 en 1950 ! L'emploi dans cette filière explose : de 46 000 postes en 1958, il atteint 170 000 salariés en 1978. L'implantation à Valladolid (production de la Renault 4), Madrid et Vigo (production de la 2 CV de Citroën en version automobile et camionnette) de nouvelles capacités de production complète le dispositif antérieur centré sur la Catalogne et le Pays basque. La construction navale connaît un développement similaire avec en 1975 une production qui, en Europe, dépasse les productions française, polonaise, italienne, hollandaise et britannique pour se classer troisième derrière l'Allemagne et la Suède. Forts consommateurs de main-d'œuvre, les chantiers navals emploient en 1978 près de 60 000 salariés, avec de très grandes installations à Cadix, à Vigo, au Ferrol, à Gijón, à Valence, à Carthagène et au Pays basque (Barakaldo, Erandio et Bilbao).

L'emploi industriel se multiplie mais se transforme. Dans la filière textile, un apogée se situe au début des années 1960 et la décroissance se manifeste dès le début de la décennie suivante. C'est le résultat d'un processus de modernisation et de mécanisation. Le travail du cuir et de la chaussure a connu une explosion. De faible intensité capitaliste, favorable aux petites et moyennes entreprises, ce secteur s'est consolidé comme une spécialité industrielle du pays (avec 65 000 emplois directs en 1978), notamment dans la région de Valence, qui concentrait 56 % du total des emplois.

Cependant la structure industrielle espagnole montre un degré de spécialisation moindre que celui de puissances innovantes. L'industrie du meuble, l'industrie textile, l'industrie agroalimentaire n'ont pas la même capacité de production de brevets et d'innovation que l'industrie électrique, chimique ou pharmaceutique. Certes, la croissance est bien présente mais elle souffre de deux défauts essentiels. Le premier est de beaucoup dépendre de l'État. Le 25 septembre 1941 avait été créé, sur le modèle italien, l'Institut national de l'industrie, qui a été le bras armé de la politique industrielle du

gouvernement. L'Institut prend des participations dans des groupes ou crée directement des entreprises. Cela donne naissance à une mentalité de secteur protégé. Le budget de l'État alimente les entreprises en déficit. En même temps, l'Institut est phagocyté par la présence des intérêts privés. Sur 21 entreprises en copropriété entre l'État et des groupes privés, sept ont un président et quatre un vice-président issu des banques privées. Cette organisation mixte trahit une association-collaboration entre l'État et les grands groupes monopolistiques. Ce modèle a tenu jusqu'à la grande crise pétrolière des années 1973-1975. Le budget de l'État espagnol est alors modeste et en équilibre. La sauvegarde de certaines entreprises ou activités passe par le non-déploiement de l'État dans d'autres domaines. Après 1977, cette politique est incompatible avec le développement d'un État providence. Le deuxième défaut est une dépendance à l'égard des investissements étrangers. Certes, l'industrie se développe, mais elle le doit en grande partie aux investissements des grands groupes qui trouvent en Espagne une base très utile pour stimuler leurs intérêts. Le marché espagnol était administré et captif. S'implanter en Espagne était le seul moyen d'y pénétrer. Le choix de Citroën et Renault d'y aller dès 1960 s'est révélé judicieux puisque aujourd'hui encore ce sont des marques leaders sur le marché espagnol. Par ailleurs, la protection du marché n'empêchait pas des accords de commerce privilégiés avec la Communauté économique européenne à partir de 1970. Or, comme le pays offrait des avantages en termes de coût de la main-d'œuvre, de répression du mouvement syndical, les grandes entreprises avaient tout intérêt à délocaliser vers l'Espagne de Franco.

L'évolution de la production d'énergie révèle l'importance du processus de changement de l'industrie espagnole. La courbe de la production électrique épouse celle d'abord des progrès de l'hydroélectricité : entre 1940 et 1950, elle augmente de 91 %, puis de 170 % entre 1950 et 1960 et de 203 % entre 1960 et 1970. Le recours au pétrole et à l'énergie nucléaire – dont la production augmente de 100 % entre 1970 et 1980 – prend le relais. Au total, la hausse de la production d'électricité a atteint près de 500 % entre 1960 et 1980 ! En 1960, la part de l'hydroélectricité atteint 84 % de la production totale. Elle reculera progressivement jusqu'à 49 % en 1970, sous l'effet de l'ouverture du marché espagnol et le développement, grâce au pétrole bon marché, d'une production thermique. L'évolution du bilan énergétique le montre clairement : en 1960, 46 % de l'énergie primaire est produite par le charbon, 25 % par l'hydroélectricité et 29 % par le pétrole. Treize ans plus tard les parts ont évolué : 17,1 %, 12 % et 67 % auxquelles il faut ajouter 3 % d'origine nucléaire. En 1965, sous licence américaine de General Electric, la première centrale nucléaire du pays commençait à être construite à Garoña (province de Burgos). Elle fut inaugurée en 1970. Deux ans plus tard, la mise en marche de la centrale de Vandellòs (province de Tarragone) confirmait ce choix de diversification énergétique. Pour le régime, cela était un succès technologique, préparé de longue date puisque, dès les années 1950, il avait

encouragé les recherches nucléaires. Mais sans l'appui des savoir-faire étrangers, jamais ce programme n'aurait pu être réalisé. On touche là une des limites du volontarisme des autorités gouvernementales qui, fixées sur la recherche d'une montée en gamme, sous-évaluent les mécanismes de dépendance technologique qu'elle peut entraîner.

La contribution de l'industrie au PIB atteint 37 % en 1975. C'est l'équivalent de 110 milliards de dollars. En 1960, cette production industrielle représentait 27 milliards de dollars. Ainsi, une puissante industrialisation transforme les bases économiques du pays tandis que la protection économique qu'assure la singularité du régime crée les conditions d'un décalage entre le pays et son environnement international. La crise des années 1970 sera douloureuse et supposera une nouvelle transformation de l'environnement économique ibérique.

Nonobstant ces risques sur le moyen et long terme, la modernisation prend aussi la forme d'une croissance du commerce extérieur espagnol. Le montant des exportations est multiplié par 3,8 entre 1960 et 1974. En 1970, le tiers de la production navale, le cinquième de la production de chaussures et de produits alimentaires sont exportés. Si en 1960, la moitié des exportations étaient des produits primaires, essentiellement agricoles, en 1974, leur part était tombée à 35 % (dont 27 % pour les produits agricoles). 50 % des biens vendus à l'exportation étaient des produits manufacturés. Ce facteur extérieur aurait contribué à 22 % du total de la croissance industrielle. C'est l'intégration du pays dans des circuits internationaux et la rupture avec le modèle autarcique qui ont créé les bases d'une capacité à construire de la croissance, en profitant aussi de la croissance des autres pays. Il s'agit véritablement d'un tournant historique. Alors que le pays avait, dans un premier temps, assumé sa position marginale en Europe et, au XIX<sup>e</sup> siècle, était un fournisseur de matières premières grâce à ses richesses minières, l'Espagne cesse d'être ancrée dans un modèle de dépendance pour s'assimiler aux autres puissances occidentales. Ce travail à l'exportation, même s'il est insuffisant puisque le solde des échanges reste systématiquement déficitaire, est un moyen d'ouvrir le pays. Les commerciaux, les cadres des entreprises qui exportent, les expatriés des groupes internationaux qui s'installent sont autant de fenêtres ouvertes sur un monde extérieur très éloigné des idéaux du franquisme.

Le panorama serait incomplet s'il n'était fait mention du tourisme. Dans le chapitre précédent, on a mentionné le rôle social et culturel que les touristes ont eu dans l'Espagne de Franco. Il faut ici prendre la mesure des effets économiques. Là encore, les chiffres permettent une première approche globale et montrent l'explosion de cette activité. En 1973, le pays accueille près de 35 millions de touristes, dix fois plus que seize ans auparavant. L'apport en devises est énorme lui aussi : 3,2 milliards de dollars en 1973 contre 500 millions en 1960. Ces flux financiers ont permis d'équilibrer la balance des paiements, alors que le commerce extérieur était déficitaire. En

1971, les devises touristiques couvrent à hauteur de 126 % le déficit commercial. Dans ces conditions, le tourisme est assimilé à « l'équivalent espagnol du plan Marshall » par ses effets d'enrichissement et de génération de croissance<sup>23</sup>. Il génère de très nombreux emplois dont la particularité est d'être saisonniers, créant ainsi une grande dépendance du marché du travail à la qualité de la saison touristique. Il s'agit aussi d'emplois peu qualifiés, souvent féminins (femmes de chambre, serveuses) aptes à attirer des flux de populations depuis les campagnes qui se vident. Ces emplois s'adressent principalement à des jeunes, qui y trouvent une première entrée dans la vie active.

L'atout de l'Espagne, ce sont ses plages et son climat. C'est donc la côte méditerranéenne qui va être la principale cible des aménagements touristiques. Autour de Valence et d'Alicante, et un peu plus au sud de Murcie, un tourisme de masse qui est privilégié, avec une urbanisation du littoral dont la ville de Bénidorm reste à jamais le symbole. Ce village (moins de 3 000 habitants en 1950) devient une ville (25 000 habitants en 1981) dont la population peut atteindre les 50 000 ou 100 000 personnes en été à la fin des années 1960. Les immeubles se construisent (la Torre Benidorm est inaugurée en 1971, avec ses 90 mètres de haut). La dynamique est lancée... la ville demeure toujours une destination touristique essentielle et les projets de gratte-ciel s'y sont multipliés et concrétisés. Les Baléares ou les Canaries profitent également de cette fièvre constructrice. Le revenu par habitant aux Baléares est multiplié par trois entre 1955 et 1973 ce qui en fait la région qui tire le plus profit du boom économique. Aux Canaries, le chiffre est de 2,6. L'envolée des chiffres du trafic aéroportuaire (500 000 passagers en 1958 dans les aéroports espagnols, 17 millions en 1975) confirme l'ouverture du pays. Palma de Majorque devient dès 1968 le deuxième aéroport espagnol en termes de trafic de passagers après Madrid.

Le franquisme a-t-il modernisé l'Espagne ? La question peut paraître iconoclaste tant est fort le rejet du régime. Répondre positivement paraît à certains une réhabilitation de la dictature. Or il ne s'agit pas de cela. La longue durée du régime n'a pas été dénuée d'ambiguïtés politiques lourdes, comme ses variations et ses adaptations le démontrent. Mais, à partir de 1951 d'abord et surtout en 1959, un tournant est pris vers l'inscription du pays dans les standards du libéralisme économique occidental.

Sans les deux décennies perdues de 1930 et 1940, l'histoire économique de l'Espagne aurait été bien différente. Tenter d'en imaginer la trajectoire reste un exercice très artificiel. De même qu'il est impossible de proposer une histoire-fiction sur ce qu'aurait été le développement du pays si la république avait vaincu. D'aucuns imaginent qu'elle serait tombée dans le modèle soviétique, d'autres proposent une uchronie optimiste. Dans les deux cas, on est dans la spéculation. Au final, seuls comptent les faits, et ceux-ci indiquent une longue stagnation entre 1940 et 1950, puis un lent redressement dans les

années 1950, et enfin un décollage puissant à partir de 1960. Les grandes masses et les grands agrégats économiques (Produit intérieur brut global et par habitant) confirment cette schématisation. Pour autant, il ne s'agit pas d'une *success story* qui viendrait compenser les tares originelles du régime. On serait là dans une confusion des plans. Le bilan économique de Franco est donc contrasté. Tout d'abord, Franco est pour peu de chose dans cette politique, domaine dont selon tous les témoignages, sa compréhension était superficielle. Il s'est cependant habilement servi des résultats positifs pour asseoir la stabilité de son pouvoir. En fait, le vrai visage de Franco économiste est plutôt celui des années 1940 et 1950, les années de l'autarcie. La modernisation technocratique des années 1960 est l'œuvre d'une autre génération et d'autres forces sociales qui avaient peu à voir avec l'armée. C'est le monde de la banque et des affaires qui est à la manœuvre.

Avec ces hommes, l'Espagne nous offre un exemple de modernisation autoritaire. Il n'y a pas eu de changement politique sous Franco, mais il y a bien eu une métamorphose progressive du tissu économique et social. Le résultat ce sera une société plus riche, soucieuse d'adopter le modèle démocratique européen après 1975. Comme l'écrit Gabriel Tortella, «l'Espagne s'est approchée de la norme européenne tout au long du <sup>xx</sup>e siècle, par des voies propres et singulières. La fameuse transition démocratique fut beaucoup plus que cela : dans la décennie qui suit la disparition du régime franquiste, l'Espagne s'assimila de manière accélérée au modèle européen et cette assimilation très rapide fut possible parce qu'elle avait été préparée par vingt ans de croissance économique qui avaient placé le pays dans une position acceptable, même si elle était en retrait par rapport à la moyenne européenne<sup>24</sup> ».

Le véritable enjeu de la question n'est donc pas de juger une politique économique qui demeure toujours fortement contrainte par la conjoncture. Il faut au contraire être attentif aux phénomènes de moyenne et longue durée qui reconfigurent les bases économiques d'une société. Dans le cadre d'un processus d'industrialisation, la première conséquence de ces phénomènes est une complexification de la société elle-même, à travers son urbanisation (et donc le déplacement de population), de nouvelles relations sociales fondées sur le développement du salariat et la multiplication de biens matériels nouveaux qui ont de puissants effets culturels, mentaux et anthropologiques. En ces années centrales du <sup>xx</sup>e siècle espagnol, le pays fait l'expérience d'une industrialisation dont les effets accouchent d'une nouvelle réalité. Celle-ci demeure dynamique quand le régime de Franco touche à sa fin, et la combinaison d'une crise économique et sociale conjoncturelle avec des incertitudes politiques majeures devient le conditionnement d'une nouvelle étape historique qui verra s'épanouir la démocratie et se consolider la transformation matérielle du pays.

1. Cité par Numa Broc, « Les géographes français et l'Espagne (1920-1950) », *Annales de géographie*, 596, 1997, p. 359.
2. Pour des raisons propres à Maurice Legendre, celui-ci francise le nom de la région en Jurdes, un usage qui n'a pas prospéré.
3. Texte d'ouverture du film.
4. Miguel de Unamuno, *Andanzas y visiones españolas*, « Las Hurdes », première édition 1922 [édition utilisée Madrid, Alianza Editorial, 2006, p. 152]. Miguel de Unamuno accompagnait Maurice Legendre dans ses expéditions et en donne le récit dans ce livre.
5. Toutes les données sont prise dans Albert Carreras (coord.), *Estadísticas históricas de España. Siglos XIX-XX*, Madrid, Fundación Banco Exterior, 1989.
6. La comparaison avec l'Allemagne n'a pas de sens, à cause de la division du pays entre 1945 et 1989.
7. En 1981, le pourcentage est de 26 % et se stabilise à 24 % en 1991. Données tirées de la base de l'*Instituto Nacional de Estadísticas*.
8. José Antonio Biescas et Manuel Tuñón de Lara, *España bajo la dictadura franquista (1939-1975)*, Barcelone, Labor, 1985, p. 113 et p. 115.
9. Voir chapitre 14.
10. José Sánchez Jiménez, « La vida rural » dans Juan Pablo Fusi (coord.), *La Época de Franco (1939-1975). Sociedad, vida, cultura, Historia de España Menéndez Pidal*, XLI-2, Madrid, Espasa Calpe, 2001, p. 163.
11. Toutes ces données dans Manuel González Portilla, « Talla, nutrición y desarrollo en España. Análisis regional (1850-2000) » dans Antonio Morales Moya (coord.), *Las transformaciones económicas. Las claves de la España del siglo XX*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001, pp. 185-203.
12. Les données de PIB utilisées sont tirées d'Angus Maddison, *L'Économie mondiale : statistiques historiques*, OCDE, 2003. Les dollars utilisés sont ceux de 1990, ce qui permet une comparaison valable entre deux dates (l'effet d'inflation est corrigé). Cela vaut pour l'ensemble du chapitre.
13. À titre de comparaison le chiffre est de 34 % en France en 1959 et de 22 % en 1975.
14. En France, sur la même période les chiffres sont de 8 % et 12 %. Pour les loisirs (culture, distractions vacances), la part du budget qui leur est consacrée monte à 19,3 % en 1975.
15. Albert Carreras et Xavier Tafunell, *Historia económica de la España contemporánea (1789-2009)*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 347.
16. En France, le taux d'équipement en automobiles est de 21 % en 1954, 35,4 % en 1962 et 68 % en 1975. Pour les téléviseurs, les chiffres sont de 1 %, 23 % et 81 %. Pour les réfrigérateurs de 7,5 %, 36 % et 92 %.
17. Pour toutes ces données, voir Gaspard Brändle, *Consumo y entorno. El valor de los objetos en la vida cotidiana*, Editorial Académica Española, 2011.
18. Voir chapitre 5.
19. Voir chapitre 13.
20. L'expression est de l'historien de l'économie Jordi Nadal, auteur de *El fracaso de la revolución industrial en España*, Barcelone, Ariel, 1975.
21. Jordi Gracia García et Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Síntesis, 2001, p. 271.
22. Jordi Nadal, *Atlas de la industrialización de España, 1750-2000*, Madrid-Barcelone, Fundación BBVA-Crítica, 2003, p. 288.
23. Tomás Franco Aliaga et Óscar García Guillén, « Los impactos del turismo », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie VI. Geografía*, 1999, t. 12, p. 47.
24. Gabriel Tortella, « España en la gran crisis europea del siglo XX » dans Antonio Morales Moya (coord.), *Las transformaciones económicas. Las claves de la España del siglo XX*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001, p. 51-52.



**Livre troisième**  
**La Naissance d'un modèle espagnol**  
**(1975-2012)**

## **L'Espagne face à elle-même : les inconnues de l'après-franquisme**

Le général Franco meurt officiellement le 20 novembre 1975, trente-neuf ans jour pour jour après José Antonio Primo de Rivera, le charismatique fondateur de la Phalange dans les années 1930. D'aucuns prétendent que le chef de l'État est mort dans les dernières heures du 19 novembre et que le retard dans l'annonce de son décès visait à favoriser cette coïncidence symbolique entre les deux héros du camp nationaliste. Le premier avait vaincu dans la guerre civile, tandis que le second en avait été, aux yeux de ses partisans et du régime franquiste, un martyr. Francisco Franco disparaît, mais qui meurt exactement ?

S'agit-il du brillant général et du chef de la croisade ? S'agit-il d'un dictateur sanguinaire mais déclinant et chancelant ? S'agit-il d'un chef d'État qui a gouverné pendant près de quarante ans ? Est-ce un héros ou un diable ?

L'annonce de sa mort fige le pays. Or, les mois et les semaines qui l'ont précédée ont été marqués par une agitation politique intense et une répression féroce dont le symbole reste à jamais l'intransigeance dont témoigna le régime jusqu'à la fin. En mars 1974, l'exécution du militant anarchiste catalan Salvador Puig Antich avait soulevé une nouvelle vague de protestations internationales. Quelques jours auparavant, un bras de fer avait opposé l'Église catholique au gouvernement au sujet de l'évêque de Bilbao, Mgr Añoveros, qui avait appelé à un respect de la langue et de la culture basques. Le gouvernement prétendait expulser l'évêque. L'Église menaçait d'excommunication ceux qui prendraient cette décision.

Le Tribunal d'ordre public, créé en 1964, avait instruit 1 695 causes en 1972, 2 065 en 1973, 2 382 en 1974 et 4 317 en 1975. La violence politique se propageait. L'organisation terroriste basque ETA avait en 1973 assassiné six personnes, dont le chef du gouvernement l'amiral Carrero Blanco (20 décembre 1973), 18 en 1974 et 16 en 1975. Le régime n'assurait même plus l'ordre, comme le montra l'attentat de Madrid du 13 septembre 1974 dans lequel périrent 12 civils. Le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) se manifesta en 1973 et 1975. Le terrorisme politique devenait une option.

En réalité, il s'agissait là de symptômes du délitement d'un régime qui

présentait au moins trois faiblesses. La première était le déclin physique de sa clef de voûte, le général Franco. Déjà en juillet 1974, une alerte médicale confirmait son épuisement. Elle l'avait contraint à céder temporairement l'intérim de sa charge de chef d'État au prince Juan Carlos. L'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, quelques mois auparavant, contribuait à cet affaiblissement physique et politique. Franco confia que la mort de son ami avait « rompu le lien qui le retenait à ce monde<sup>1</sup> ». La deuxième faiblesse était politique. Le franquisme était une synthèse des droites espagnoles : mais il était en voie d'extinction. Incapable de renouvellement, le nouveau chef du gouvernement Carlos Arias Navarro choisit par surcroît l'immobilisme comme point d'équilibre de tendances centrifuges. Il serait trop long d'entrer dans la chronique politique de ce délitement ; bornons-nous à mentionner que les remaniements ministériels furent incessants en 1974 et 1975 ; que les « franquistes ouverts », emmenés par l'ancien ministre Manuel Fraga Iribarne, alors en exil à Londres, entrèrent en dissidence et jouèrent l'avenir ; que les « catholiques d'ouverture » se rassemblèrent sous le pseudonyme collectif de Tacite ; que des jeunes militaires créèrent en 1974 « l'Union militaire démocratique ». Tous cherchaient des alternatives au régime. La troisième faiblesse était internationale. La mort du dictateur portugais Salazar en 1970, la révolution des Œillets en avril 1974, puis la chute des colonels grecs accentuaient irrémédiablement le caractère anachronique des dictatures militaires. L'évolution du Portugal, pays voisin et inspirateur, suggérait qu'un régime né dans l'entre-deux-guerres ne pouvait survivre à son fondateur. De plus, les progrès de la construction européenne, aux portes de laquelle l'Espagne s'était présentée en 1962 en formulant une demande d'adhésion, marginalisaient Madrid qui ne pouvait espérer de véritable ouverture que sous la condition d'une réforme profonde de son système politique. Toutes ces évolutions contribuèrent au délitement du franquisme. Mais, comme tout corps blessé, la réaction demeurait incertaine, oscillant entre un ultime sursaut ou un rapide abandon. Franco et son gouvernement choisirent la première option.

Une fois de plus, l'état d'exception avait été proclamé pour trois mois en Biscaye et en Guipuzcoa le 26 avril 1975 : la répression menée alors laissera de durables séquelles dans la population basque. Trois terroristes de l'ETA furent condamnés à mort, provoquant au Pays basque des manifestations de soutien et deux grèves générales en août et septembre. Le 12 septembre, trois nouvelles condamnations à mort étaient prononcées contre des militants du groupuscule FRAP. Six jours plus tard, cinq nouvelles peines capitales visant d'autres militants du même groupe furent annoncées. Onze personnes, dont deux femmes enceintes, attendaient leur exécution ! Malgré une mobilisation internationale considérable, allant jusqu'aux appels angoissés à la clémence du pape Paul VI, cinq des onze condamnés furent passés par les armes le 27 septembre<sup>2</sup>. Tous les pays de la CEE rappelèrent leur ambassadeur. Le Mexique demanda même que l'Espagne soit exclue de l'ONU. Le 1<sup>er</sup> octobre,

une manifestation fut organisée par le pouvoir place d'Orient à Madrid. Ce fut la dernière apparition publique du général Franco. Cette mise en scène était un défi à la communauté internationale et offrait des parallélismes évidents avec celles des années 1940 ou 1950. Le régime, isolé, voulait donner le change... mais son chef était mourant.

La brutale détérioration de la santé du dictateur fin octobre, sa longue agonie suspendaient provisoirement l'affrontement de plus en plus évident entre les Espagnols. La fin de Franco allait-elle déboucher sur un nouvel épisode fratricide ? Pour les franquistes, l'enjeu était simple : ils refusaient de toutes leurs forces que sa mort signe la fin du régime. Tant que le Caudillo était vivant, ils demeuraient maîtres du jeu. Une fois mort, ce serait l'inconnu.

Pour Carlos Arias Navarro, le chef du gouvernement, qui intervient à la télévision le 20 novembre à dix heures du matin sans pouvoir maîtriser son émotion, Franco était « un homme d'exception qui, devant Dieu et devant l'Histoire, a assumé l'immense responsabilité du plus exigeant des sacrifices du service à l'Espagne ». « Il a été notre chef » (Caudillo dans le texte espagnol). Puis il lit un message que Franco avait rédigé de sa main, destiné à être lu après sa disparition. Dans ce texte, empreint de spiritualité catholique, aucune allusion n'évoque la guerre civile. Sont mentionnés « ceux qui se sont déclarés [s]es ennemis, sans qu'[il] ne les ai[t] jamais considérés comme tels ». Il demande le soutien de la population au futur roi Juan Carlos. Il rappelle que les ennemis de la civilisation sont ceux de l'Espagne, en appelle à la justice sociale, à l'unité « des terres de l'Espagne, exaltant la riche multiplicité de ses régions comme source de la force de l'unité de la Patrie ». Ce « testament » politique énonce des principes mais ne dessine pas de programme. Si Franco n'y aborde pas l'origine de son pouvoir, il use de la rhétorique qui a abreuvé son régime et forgé un certain vocabulaire politique et termine de manière grandiloquente par ces mots : « Je voudrais, à mon dernier soupir, unir les noms de Dieu et de l'Espagne, vous embrasser tous pour crier ensemble, une dernière fois, au seuil de ma mort *¡Arriba España ! ¡Viva España !* »

Le quotidien conservateur *ABC* publie le 21 novembre un épais numéro de 152 pages. En page 3, emplacement des articles importants, figure un écrit de Gonzalo Fernández de la Mora, qui avait été ministre des Travaux publics de 1970 à 1974. Ce monarchiste, proche de don Juan de Bourbon, avait rallié progressivement le régime franquiste tout au long de la décennie 1960, quand était apparue clairement l'intention du général Franco de restaurer la Couronne. Fernández de la Mora dresse un portrait humain et historique du dictateur. Il souligne le double visage de l'homme à la fois « surhomme » et « dictateur ». Deux visions antagonistes qui en révèlent l'ambiguïté et expliquent la difficulté à situer Franco dans l'histoire de l'Espagne. En ce lendemain de mort, l'auteur de l'article préfère d'abord insister sur un aspect méconnu de l'homme : son humilité. Il attribue ses « longs mutismes et sa parole presque toujours interrogative » au souci qu'il avait de savoir et de

comprendre. « Il n'y avait en lui aucune passion du pouvoir (...) Plus qu'une ambition de commandement, il démontrait un mépris stoïcien du pouvoir et un désir de ne retenir que l'essentiel de l'action souveraine ». Centre du pouvoir, Franco s'était isolé et c'était « la garantie de l'impartialité ». Le jugement historique est esquissé. Il est largement positif, puisque Franco est présenté « comme l'homme d'État le plus important depuis le roi prudent (Philippe II entre 1558 et 1598) ». « Il a reçu un pays appauvri et disloqué et il l'a transformé en une grande puissance industrielle (...) Il a reçu un pays de prolétaires et il l'a transformé en une société de classes moyennes (...) Il a gagné la guerre civile et a évité à l'Espagne l'hécatombe de la Seconde Guerre mondiale (...). Il est le point, dans notre histoire contemporaine, qui marque l'inflexion la plus spectaculaire entre l'Espagne antérieure et l'Espagne d'après. » Cet éloge, caractéristique de la pensée politique des soutiens du régime, reprend les arguments qui servent alors pour défendre l'héritage du général. Mais le panégyrique ne relève pas d'une propagande grossière. Il s'appuie bien sur des faits qui forment l'actif du bilan du franquisme, bilan dont le général de Gaulle, lors de son voyage en juin 1970, avait estimé qu'il « était au bout du compte positif », tout en ajoutant à l'intention de Michel Droit : « Vous comprenez bien ce que ce “au bout du compte” sous-entendait<sup>3</sup>. » Cette vision « positive » est cohérente avec l'image officielle que le pouvoir avait donnée du général Franco, surtout depuis 1964, lors des commémorations des « vingt-cinq années de paix ».

C'est à l'étranger qu'il faut se rendre pour entendre des voix discordantes. La presse espagnole subit encore une censure qui, si elle a été allégée, demeure présente et intériorisée par les journalistes. En France, on s'en doute, la vision du dictateur est nettement moins amène. « Le règne qui vient de prendre fin aura été l'un des plus longs de l'histoire contemporaine et l'un des plus sanglants. Franco s'est souvent référé à la guerre civile qui l'a porté au pouvoir comme à une croisade, et il a frappé ses adversaires avec la même brutalité que les croisés du Moyen Âge les infidèles. Si jamais la pitié, le remords ou le doute ont effleuré cet autocrate taciturne au visage médiocre, presque mou, à la silhouette courtaude, il ne l'a pas laissé paraître. C'était l'archétype du monstre froid, convaincu que la morale politique n'a rien à voir avec la morale tout court, et que la grandeur de l'État non seulement permet, mais commande d'être implacable », écrit André Fontaine dans *Le Monde* du 22 novembre. Le journal, qui suit avec précision les événements d'Espagne grâce à son correspondant Marcel Niedergang, ouvre largement ses pages aux adversaires du régime. Cette image négative avait été renforcée par les événements dramatiques des mois précédents. Deux chefs d'État étranger seulement assistent aux obsèques : le général Pinochet et le roi Hussein de Jordanie, reconnaissant de la politique pro-arabe de Madrid. On mesure l'impopularité internationale du régime qui vient de s'éteindre. N'oublions cependant pas les longues files d'Espagnols qui défilent devant la dépouille du dictateur et les 300 000 personnes qui assistent, dans les rues, à ses

funéraires.

Quand Franco meurt, certains n'ont pas oublié le chef de guerre, le combattant acharné et sans pitié de la république, le féroce responsable d'une répression qui s'est prolongée au-delà de la fin des combats et qui vient juste encore de se manifester. À l'étranger, contraints à l'exil du fait de la survie du dictateur, ce sont les vaincus de la guerre qui se réjouissent, enfin, de la disparition de Franco. Mais il est mort chef de l'État et dans son lit ! D'autres, au contraire, voient d'abord en lui le modernisateur de l'Espagne, le père du miracle économique dont on a mesuré, dans les pages qui précèdent, l'ampleur, mais aussi l'inachèvement. Souligner ces acquis, c'est, implicitement intégrer la rupture de la guerre civile dans un discours de continuité historique. Si Franco a redressé l'Espagne, c'est qu'il l'a d'abord sauvée. Sauvé de quoi ? Du socialisme, du communisme, de l'anarchisme, de l'athéisme... Aussi, si la guerre civile est peu convoquée dans le portrait que l'on dresse du général dans les jours fébriles qui suivent sa mort, c'est qu'elle est partout présente dans les esprits et que la prudence impose de la taire. Cette situation ne répond pas à un plan préétabli. Elle résulte plutôt des interrogations et des prudence des Espagnols eux-mêmes, quelle que soit leur position sociale ou géographique.

Une autre explication doit être avancée : démographiquement, la société de 1975 n'est plus celle de 1936-1939. Si bien des acteurs du conflit sont encore vivants, ils ne sont plus majoritaires. La disparition de Franco symbolise bien ce phénomène biologique et elle a, outre son importance politique décisive, une valeur symbolique liée aux représentations collectives de la guerre. Franco était le nom qui rattachait à la guerre. Avec sa disparition, les liens qui unissent les Espagnols au souvenir et à la mémoire de celle-ci se transforment et peuvent se déliter. D'autres enjeux mobilisent maintenant les esprits. Face à un régime qui s'était délibérément ancré dans le passé et dans le culte de l'Histoire, les Espagnols de 1975 espèrent se tourner vers un avenir qui est totalement à construire.

L'homme qui meurt le 20 novembre 1975 est à la fois le vainqueur de la croisade autoproclamée qui, de 1936 à 1939, a plongé l'Espagne dans l'affrontement fratricide, le chef d'État qui, tout en assumant l'isolement international, a présidé à une transformation matérielle spectaculaire, mais il est aussi l'architecte de la restauration monarchique, marquant ainsi son rejet viscéral de la république et de l'idée républicaine. Ne s'était-il pas défini en 1953 comme « le contre-modèle de la république<sup>4</sup> ». Il est enfin ce militaire d'apparence modeste, sinon terne, qui aura eu une très haute idée sa personne, le confortant dans la volonté de ne rien céder avant sa mort.

Juan Carlos assume, dès le 22 novembre 1975, la charge de monarque. Fils de don Juan, comte de Barcelone, né en exil à Rome en 1938, il n'aura guère connu son grand-père Alphonse XIII, mort en 1941. Il a surtout été l'objet d'une négociation politique entre son père et Franco. On se souvient que don Juan s'était engagé, lors de la guerre, du côté des nationalistes,

malgré les réticences de son père, le roi déchu de 1931, pensant que la guerre représentait peut-être une chance de restaurer la monarchie. La victoire de Franco lui ouvrirait-elle la voie ? Si, en 1947, la forme du régime est définie en creux – Franco assume les fonctions de chef d'État dans une Espagne qui a vocation à redevenir monarchique –, la restauration reste un horizon lointain. En effet, l'article 6 de la loi du 26 juillet 1947 sur le chef de l'État prévoit explicitement la désignation du successeur de Franco sous le titre de roi ou de régent. S'installe alors un subtil jeu politique entre le dictateur et le représentant légitime des Bourbons à qui Franco fait miroiter la restauration pour mieux neutraliser les actions de don Juan et de ses partisans. En août 1948, don Juan, comte de Barcelone, et le général Franco conviennent d'un accord aux termes duquel l'infant Juan Carlos sera éduqué en Espagne. Cet infant devient-il le jouet, voire l'otage d'une alliance politique entre don Juan et Franco ? Comment justifier l'éloignement d'un enfant de dix ans de son cercle familial, sinon pour des raisons politiques et dynastiques ? Il est une explication plus prosaïque. Franco aurait appuyé cette proposition par de l'argent sonnante et trébuchante. En effet, les difficultés financières de la famille de don Juan à cette époque ne sont palliées que par la générosité des grands aristocrates. L'aide de Franco aurait arrangé les Bourbons et leurs soutiens. D'aucuns ont aussi avancé l'hypothèse que Juan Carlos représentait une « prise de guerre » de Franco. Il flattait ainsi l'espoir familial des Bourbons d'une restauration dynastique tout en restant maître du jeu. À partir de quand le prince a-t-il compris qu'il était un enjeu politique ? Lui seul connaît la réponse à cette question.

L'adolescence et la vie de jeune adulte du prince ont été marquées par la tragédie, la difficulté et la solitude. Il entame ses études dans un collège de Madrid avant d'entrer, en 1955, à l'Académie générale militaire de Saragosse. Cette étape est d'une importance cruciale : il y côtoie ceux qui deviendront les cadres de l'armée espagnole. Juan Carlos pourra ainsi être un roi militaire, à l'image de son ancêtre, Alphonse XII<sup>5</sup>. Le 29 mars 1956, il tue accidentellement son frère, de trois ans son cadet, à Estoril, chez ses parents. Le 14 mai 1962, il épouse à Athènes Sophie de Grèce, sœur du roi Constantin. Le couple vit à Madrid et donne naissance à trois enfants : les infants Hélène (1963), Christine (1965) et Philippe (1968). Mais ce ne sont que des figurants, otages d'une stratégie politique qui leur échappe complètement. Il faut attendre le 19 juillet 1969 pour que Juan Carlos soit proclamé successeur de Franco. Une crise familiale commence alors, qui oppose Juan Carlos à son père, don Juan, désigné héritier par Alphonse XIII juste avant sa mort – le roi avait fait renoncer à leurs droits dynastiques ses deux fils aînés, Santiago (il était devenu sourd et muet) et Alfonso, en 1933<sup>6</sup>. C'est ainsi un incroyable concours de circonstances, dans lequel interviennent la maladie, la mort et l'exil, qui fait échoir *in fine* la succession à cette branche cadette des Bourbons. Une fois encore, l'environnement politique entame les droits de don Juan au profit de son fils.

Ces longs méandres se justifient non par une complaisance à l'égard des sagas familiales, mais parce qu'ils nous replacent au cœur d'un des plus importants problèmes politiques de l'Espagne tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : la question monarchique. Le lecteur se souvient des querelles entre carlistes et isabélins, qui provoquèrent trois guerres civiles entre 1834 et 1876, de l'exil de la reine Isabelle II à partir de 1868, de la restauration avec Alphonse XII en 1876, de la longue régence de Marie-Christine entre 1885 et 1902 et du règne compliqué d'Alphonse XIII. Or, la république avait clairement marqué l'échec final du roi, et les républicains exprimaient ainsi leur rejet de la forme monarchique. Franco lui-même n'avait pas manqué d'ambiguïté : il s'était soulevé contre la république et promettait une restauration monarchique... mais il entendait entre-temps exercer le pouvoir. Refusant d'être un Primo de Rivera, tuteur maladroit d'un régime à l'agonie entre 1923 et 1930, il ne fut pas plus un Cánovas del Castillo, inventeur d'une restauration civile qui devait apprendre aux Espagnols le fonctionnement du régime parlementaire avec un roi pour arbitre.

De qui Juan Carlos avait-il été le jouet ? Des ambitions de son père ? Du machiavélisme de Franco ? Prince d'Espagne, une titulature inventée par Franco, à partir de 1969, il est dans la ligne de mire des opposants. Associé intimement au régime, Juan Carlos serait ainsi son naturel continuateur. Durant l'été 1974, à cause de la maladie du général Franco, il assume l'intérim du chef de l'État. En octobre 1975, il résistera aux demandes de ceux qui l'appellent à réassumer un intérim : il a compris le piège politique qui consiste à s'associer sans marge de manœuvre au gouvernement du Caudillo. Par ailleurs, dans l'entourage de Franco, un nouveau personnage est apparu. Il s'agit du cousin de Juan Carlos, Alfonso de Bourbon. En 1972, il a épousé la petite-fille de Franco. Cet homme, fils aîné de la branche aînée des enfants d'Alphonse XIII, ne serait-il pas tenté, à travers ce mariage, de prétendre à une restauration monarchique à son profit ? Les « rumeurs de la Cour », pour emprunter une expression espagnole, prêtent à la femme de Franco, Carmen Polo, et à son gendre, le marquis de Villaverde, un chirurgien affairiste, le désir de voir monter sur le trône cet autre prince Bourbon... permettant ainsi à leur petite-fille et fille Carmen de devenir reine d'Espagne. Si cela est vrai, on mesure aisément le sang-froid nécessaire à Juan Carlos pour défaire, entre 1972 et 1975, les intrigues qui se nouaient à l'ombre d'un dictateur vieillissant. Mais de Franco, Juan Carlos a sans doute appris le silence comme garantie de survie politique !

Le jeune prince avait suivi le conseil de Franco, qui lui avait demandé de se faire connaître, c'est-à-dire de visiter l'Espagne. Ces voyages officiels dans les provinces restaient des voyages muets. Juan Carlos ne disposait d'aucune liberté de parole. Il avait aussi compris que ce mutisme lui permettait de préserver l'avenir. Quand arrive le moment de vérité, en ce mois de novembre 1975, Juan Carlos ne dispose de quasiment aucune légitimité et de fort peu d'appuis. Le leader communiste Santiago Carrillo, relayé en France



par le premier secrétaire du Parti socialiste François Mitterrand, l'appelle « Juan Carlos le Bref » ! Plus incroyable encore est le mépris dont témoigne à son égard le chef du gouvernement Carlos Arias Navarro, qui représente l'aile dure du régime. Confirmé dans ses fonctions par le roi dès le 22 novembre 1975, Arias Navarro gouverne sans en référer à celui-ci.

Les premiers mots du nouveau roi sont attendus avec avidité par les Espagnols et les observateurs internationaux. Au cours de sa proclamation devant les Cortes, où siègent les procureurs franquistes, Juan Carlos prononce un discours qu'il a rédigé aidé par ses conseillers, dont Torcuato Fernández Miranda. Ce texte représente un redoutable exercice d'équilibre politique. Personne ne s'étonnera de l'hommage qu'il rend au général Franco, « un soldat et un homme d'État qui a donné sa vie au service de l'Espagne ». Il sera pour le roi « un modèle de loyauté à l'égard des fonctions qu'il a assumées ». Plus subtilement, Juan Carlos signifie que « Franco est désormais entré dans l'Histoire » et que « commence une nouvelle étape dans l'histoire de l'Espagne », une étape qui jouira de la paix et de la prospérité. Sur le coup, cette rhétorique de la continuité pacifique, de l'hommage, mais aussi de l'annonce d'un nouveau moment politique peut apparaître comme une accumulation de figures imposées. Avec le recul, on mesure à quel point ce texte décisif reflète les incertitudes du présent tout annonçant la ligne de conduite du roi. L'éloge n'était pas celui de la continuité mais de la paix. Pour cet avenir qu'il esquisse, Juan Carlos emploie les mots de « consensus », « concorde nationale », « intégration de tous les Espagnols », « générosité », « hauteur de vue », « ordre juste », « légalité juridictionnelle ». Il rend hommage à l'Église catholique, « dont la doctrine est profondément enracinée dans [le] peuple [espagnol] » et défend la liberté religieuse qui appelle le respect de tous les individus. Enfin, il conjugue unité et diversité de l'Espagne, affirmant qu'il « veut être le roi de tous les peuples [qui constituent la réalité sacrée] de l'Espagne et de chacun en même temps dans sa culture, son histoire et sa tradition ».

Franco est enterré le 23 novembre dans la grandiose basilique du Valle de los Caídos qu'il avait fait construire de 1940 à 1958 et où José Antonio Primo de Rivera reposait déjà. Au temps du deuil succèdent les festivités qui inaugurent le nouveau règne. Le 27 novembre 1975, en présence des présidents allemand Walter Scheel et français Valéry Giscard d'Estaing, de représentants des grands pays alliés, comme le vice-président américain Nelson Rockefeller ou le duc d'Édimbourg, une messe est célébrée au couvent des Hyéronimites de Madrid par le cardinal-archevêque Vicente Enrique y Tarancón. Son homélie marque les esprits. Dénonçant l'utilisation politique de l'étendard religieux, il enterre le national-catholicisme et associe le roi aux Espagnols en rappelant que la page qui s'ouvre est conjointe : « Puissent les générations à venir bénir les fruits de la tâche que vous commencez, que nous commençons. »

Franco est donc mort. Le roi est en place. Mais si le processus de

succession se déroule conformément aux plans prévus, l'avenir du pays, incertain, repose sur une équation complexe dans laquelle l'héritage franquiste semble être le socle d'une situation prédéfinie alors même que la disparition du Caudillo alimente toutes les espérances de changement. La nature et le périmètre de ce changement sont loin de forger un consensus, tant est grand l'éventail qui s'ouvre, de l'immobilisme aux grands bouleversements qui annuleraient le résultat de la guerre...

L'équilibre des forces politiques et sociales demeure en grande partie inconnu, en raison de l'absence de libertés et de démocratie. Les dernières élections remontent à février 1936... Les plébiscites et élections tenus sous le franquisme ne peuvent être considérés comme des indicateurs de l'opinion publique ! Cette incertitude dépasse le seul cercle du gouvernement et marque aussi les partis politiques. La crise que connaît le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en exil en est un signe. En 1972, lors de son XII<sup>e</sup> congrès qui se tient à Bayonne, il se fracture entre tenants de la ligne historique qu'incarne Rodolfo Llopi et militants de l'intérieur emmenés par Felipe González, Nicolás Redondo et Enrique Múgica. Llopi, né en 1895, avait été élu député socialiste d'Alicante en 1931, 1933 et 1936. Sous-secrétaire d'État à la présidence sous le gouvernement de Francisco Largo Caballero au début de la guerre civile, il s'exila en France et présida de février à août 1947 le gouvernement républicain en exil. Secrétaire général du PSOE depuis 1944, président du syndicat socialiste UGT à partir de 1956, il refusera sa défaite de 1972 et revendiquera le maintien d'un PSOE « historique ». González, né en 1942, est étranger à la culture politique de la république et de la guerre<sup>7</sup>. Militant des Jeunesses d'action catholique, il vit en Espagne. Avocat à Séville, il entre dans le militantisme clandestin du parti socialiste. Convaincu du décalage qui existe entre la réalité sociologique, culturelle et politique de l'Espagne qu'il connaît et la vision que s'en forgent des exilés confinés dans leur échec et brisés dans leur existence par la défaite de 1939, il s'empare du PSOE lors du congrès de Suresnes en 1974. Trois ans plus tôt, Nicolas Redondo avait pris la tête du syndicat UGT. Ce changement traduit les adaptations nécessaires au sein d'une des forces d'opposition au franquisme. Pour González, la partie qui s'ouvre après la mort du dictateur ne prolonge pas celle qui s'est interrompue en 1939 mais marque bien une nouvelle étape. Les socialistes, pourtant, sont une force fragile. Ils compteraient 2 500 militants au parti et 3 000 au syndicat en 1974. Le PSOE n'occupe pas, à lui seul, la place du socialisme démocratique. Enrique Tierno Galván, professeur d'histoire des idées politiques à l'université de Madrid, a d'ailleurs fondé en 1967 un Parti socialiste de l'intérieur qu'il rebaptise en novembre 1974 Parti socialiste populaire (PSP). Son prestige intellectuel et son charisme en font un rival évident pour le jeune Felipe González.

Le Parti communiste espagnol, dirigé par Santiago Carrillo, est mieux organisé, plus cohérent idéologiquement, plus compact aussi, malgré ses organisations régionales (Parti communiste d'Euskadi, Parti communiste

galicien, Parti socialiste [*sic*] de Catalogne). On estime à 20 000 le nombre de ses militants, parfaitement rompus aux techniques de la clandestinité, comme l'a si bien rapporté dans ses romans, puis dans ses mémoires, l'écrivain Jorge Semprún. Carrillo joue habilement du projet eurocommuniste, qu'il porte alors avec Enrico Berlinguer, le leader italien, et Georges Marchais, le secrétaire général du PCF. Les accords d'Helsinki (1<sup>er</sup> août 1975) donnent le signal d'une détente qui dispose favorablement l'opinion publique à cette nouvelle option idéologique. Le PCE a réussi à fédérer autour de lui une Junte démocratique présentée à Paris en juillet 1974. Il s'agit d'une alliance un peu baroque : Carrillo y côtoie Rafael Calvo Serer, un ancien idéologue de la Phalange passé à l'opposition interne au franquisme qui, après la persécution à laquelle le quotidien *Madrid* qu'il dirigeait avait été soumis, rallia ses anciens ennemis. Cet exemple confirme à quel point l'étouffoir du franquisme finissant provoqua des recompositions politiques et surtout des dialogues et des rencontres. La Plateforme de convergence démocratique autour du PSOE, lancée un an plus tard, obéit au même principe et officialise le dialogue entre socialistes et démocrates-chrétiens. L'Assemblée de Catalogne, à Barcelone, Gérone, Tarragone et Lérida, rassemble, sur un principe nationaliste où s'illustre déjà un avocat promis à un avenir politique considérable, Jordi Pujol, les forces d'opposition à Franco et à son régime.

Cette effervescence s'explique par l'évidence de la fin prochaine du dictateur. Mais elle a été préparée par des processus beaucoup plus longs qui se sont amorcés dans les années 1950 et sans lesquels la consolidation d'un terrain commun d'entente entre les différentes tendances politiques aurait été impossible. L'historien Santos Juliá s'est attaché à en écrire l'histoire, inscrivant celle-ci dans une séquence de longue durée qui révèle l'opposition entre les deux Espagnes. Pour cet auteur, le changement générationnel, qu'il date de 1956, joue un rôle essentiel. Cette année-là, on s'en souvient, éclatèrent des grèves étudiantes ce qui amorça une authentique crise politique. Autre élément d'explication, l'apparition progressive d'un « langage de réconciliation » qui a enrichi la réflexion politique d'une dimension morale. Les étudiants de la fin de la décennie 1950 ont compris que « la guerre civile comme croisade pour la religion et la patrie, comme guerre d'indépendance était uniquement un discours pour les commémorations officielles<sup>8</sup> ». Il faut comprendre que les cercles littéraires et culturels ont alors entamé un travail dont la portée et la fécondité ne se manifesteront que très progressivement et de manière éclatante après 1975. Les bases de ce travail ignorent la grande césure de la guerre civile afin d'annuler la division entre vainqueurs et vaincus, comme l'avaient revendiqué Jorge Semprún et quelques-uns de ses amis dans un tract daté du 1<sup>er</sup> avril 1956. On commence à parler de dialogue et de démocratisation. « Récuser les grands récits de la guerre revient à postuler la démocratie comme unique forme de l'État capable de reconstruire le vivre ensemble entre les Espagnols (...) Le langage de la démocratie devint le patrimoine commun des intellectuels qui oscillaient entre dissidence et

opposition<sup>9</sup>. » L'augmentation du nombre des étudiants dans les années 1960 et la meilleure circulation de l'information intellectuelle internationale, qui passe souvent par la diffusion de livres en français favorisant la pénétration du marxisme tel qu'il était alors compris, créent les conditions d'une éducation politique et sociale des nouvelles générations. Il en va de même de l'évolution de l'Église pendant et après le concile Vatican II. Le franquisme a perdu la bataille idéologique dès ces années-là, même si l'appareil de propagande et la rhétorique officielle continuent de jouer une autre musique. Il était au vrai handicapé par le contexte de sa naissance : celui des années 1930. Plus le temps passe, plus sa caducité idéologique et historique apparaît. Elle est complète en 1975.

Tous tiennent pour acquis que sa survie et son prolongement sont impossibles hors du cercle étroit, à l'époque baptisé « le Bunker », qui gravite autour de la famille du général. Ce sont donc l'attitude et la conduite du roi Juan Carlos qui attirent commentaires et interrogations. La grande inconnue qui s'ouvre fin 1975 est celle de la politique que va suivre ce roi, assez isolé dans le dispositif même du pouvoir franquiste, qui ne dispose que de minces relais dans l'opinion publique. Il hérite certes de tous les pouvoirs mais sa position est extraordinairement fragile. Même son père, qui a un temps, essayé de diriger l'opposition au franquisme, demeure le légitime héritier de la Couronne selon l'ordre dynastique.

Les premiers mois de 1976 s'inscrivent dans une continuité absolue. Malgré quelques signes d'ouverture comme la libération de prisonniers politiques, dont le syndicaliste communiste Marcelino Camacho, le régime n'a pas changé. Au printemps 1976, Juan Carlos semble être le continuateur de Franco... avec la légitimité de la guerre civile en moins pour les ultras du régime, avec l'usurpation du pouvoir pour les vaincus de la guerre. Vainqueurs contre vaincus : les Espagnols de 1975 et 1976 se font-ils ainsi face ? Cette interrogation traverse les sociétés espagnoles, celle de la Péninsule comme celles de l'exil. Trouver un terrain d'entente et penser les modalités de l'après-franquisme forment les objectifs premiers du roi. Mais quels seront ses interlocuteurs ? Vont-ils partager ces mêmes visées ? Les gardiens du temple franquiste, Arias Navarro en tête, tiennent l'appareil de l'État. Peut-être Juan-Carlos trouvera-t-il aussi dans les cadres du régime des hommes jeunes pour l'aider dans sa tâche ? Depuis plusieurs années, il rencontre régulièrement Adolfo Suárez, qu'il a connu gouverneur civil à Ségovie et qui a été de 1969 à 1973 directeur général de la radio et de la télévision. C'est à ce poste que Suárez a eu à cœur d'aider à la diffusion d'une bonne image de Juan Carlos et de sa femme Sophie. Mais trouvera-t-il parmi les opposants des personnalités qui accepteront de dialoguer avec lui, alors qu'il pâtit du double handicap d'incarner la continuité et de marquer le retour à la monarchie ? Pour les gauches républicaines, c'est beaucoup.

En cette période incertaine se juxtaposent pourtant des temporalités différentes qui finissent par s'ajuster et créer la dynamique de la transition

démocratique. Première temporalité : celle du prolongement du régime. Franco a gouverné pendant trente-neuf ans, si l'on inclut les années de guerre. Il a modelé une certaine forme de culture politique et de pratiques institutionnelles. Il a jalonné son pouvoir d'événements symboliques : le défilé de la Victoire qui commémore la victoire militaire d'avril 1939 mais qui se tient à la fin du mois de mai, la commémoration du soulèvement « glorieux » du 18 juillet, la propagande en 1964 autour des vingt-cinq années de paix. Dans un premier temps, ces calendriers semblent se maintenir. Fin mai 1976, un défilé de la Victoire se déroule à Madrid. L'entourage du roi avait souhaité que le nom de la manifestation soit changé en « Défilé des forces armées », mais devant la résistance des hauts gradés, Juan Carlos avait dû renoncer. Pourtant, deux mois plus tard, le souvenir du 18 juillet est passé sous silence. Il est vrai que l'actualité politique, avec la nomination d'Adolfo Suárez au poste de président du Conseil, occultait cette date. Le 20 novembre 1976, premier anniversaire de la mort du dictateur, la commémoration est pour le moins discrète. En revanche, le 4 décembre, jour anniversaire de Franco, une statue du général est inaugurée à Guadalajara, une ville située à cinquante kilomètres au nord-est de Madrid par la veuve de Franco. Il s'agit d'une initiative de la municipalité (aucune élection libre n'a encore eu lieu). D'autres exemples montrent que certains secteurs se mobilisent pour défendre la mémoire de l'ancien chef de l'État. L'année 1976 se caractérise ainsi par une curieuse évolution : d'un côté le gouvernement procède à une marginalisation somme toute rapide du souvenir de Franco, de l'autre, les nostalgiques et le cercle familial se livrent à une récupération militante. L'effacement officiel est un bon indice des acquis de la stratégie graduelle choisie par Juan Carlos.

Deuxième temporalité : celle de l'urgence. L'immobilisme a caractérisé la fin du franquisme. Continuer dans cette voie, comme l'imagine Arias Navarro, conduirait bien évidemment à l'impasse. Juan Carlos en est convaincu, et il sait que le temps joue contre lui. Il va lui falloir très vite poser des gestes forts susceptibles de créer un nouveau climat politique. Mais il choisit aussi de ne pas être le seul « pilote » de la transition, selon l'expression de l'historien britannique Charles Powell<sup>10</sup>. Une politique strictement personnelle l'exposerait à l'échec. Des erreurs de son grand-père Alphonse XIII, Juan Carlos a retenu qu'il devait se réfugier derrière son rôle historique de détenteur de la Couronne et ne surtout pas s'exposer comme un acteur de la politique quotidienne. C'est le génie de cet homme qui reçoit tous les pouvoirs de Franco, qui est légalement en position idéale pour imposer sa volonté et qui va s'attacher à se placer en position surplombante, non pour diriger, mais pour régner. Ainsi est-il très prudent dès le départ, afin de ne pas commettre l'irréparable qui pourrait lui coûter le trône. Concilier la prudence de la Couronne et l'impatience de la société espagnole, telle est l'équation que doit résoudre Juan Carlos.

Les manifestations d'impatience sont réelles. Le climat social est lourd

et la crise économique accentue les tensions. Pis encore, le climat politique est violent. Le mouvement terroriste ETA se manifeste (17 morts en 1975 dont un après le 20 novembre, 18 en 1976, 12 en 1977). Un autre groupe terroriste, le Groupe de résistance antifasciste du premier octobre, entame dès octobre 1975 des actions spectaculaires, comme l'enlèvement fin 1976 du président du Conseil d'État. Le 24 janvier 1977, un commando d'extrême droite pénètre dans un cabinet madrilène d'avocats spécialisés en droit du travail et tue cinq personnes<sup>11</sup>. L'émotion est à son comble et l'enterrement des victimes, deux jours plus tard, se transforme en une immense manifestation rassemblant les grandes figures de la gauche espagnole. La gauche, sortie dans la rue en ce début 1977 dans la douleur de la violence, marque un point en mobilisant ses forces, que les partis en voie de légalisation réussissent à contrôler. Néanmoins, contrairement aux idées reçues, la transition démocratique n'a pas été exempte de violences politiques et on dénombrerait 460 victimes mortelles<sup>12</sup> (d'autres estimations évoquent jusqu'à 700 morts<sup>13</sup>).

La première amnistie du 25 novembre 1975 était restée limitée. La seconde, le 30 juillet 1976, marque une inflexion dans l'action gouvernementale. Trois cents prisonniers politiques sont libérés. Maintenant secondé par un président du Conseil de confiance, Adolfo Suárez, le roi sait pouvoir déployer sa stratégie graduelle de transition.

Les études sur la transition démocratique espagnole sont de deux natures. Une histoire plus ou moins immédiate du processus a été progressivement menée grâce aux mémoires des acteurs et au matériau considérable que fournit la presse écrite et audiovisuelle de ce temps. Elle souffre peut-être d'un caractère incomplet lié à la proximité chronologique, et donc au caractère parfois inaccessible de certaines sources. D'autres foyers d'information resteront à jamais opaques, à commencer par le roi Juan Carlos, pour des raisons évidentes. On ne disposera pas non plus du témoignage direct d'Adolfo Suárez, frappé depuis par la maladie d'Alzheimer. Certains compromis politiques ont suscité des négociations orales et n'ont laissé en guise de traces écrites que les commentaires *a posteriori*. Le matériau ne manque pas, mais il est incomplet. Les sciences sociales ont saisi la transition démocratique espagnole et en ont fait un objet d'études particulièrement fécond. Leur démarche ne relève pas de la logique de l'historien. Il ne s'agit pas non plus de s'attacher à raconter la mise en place des nouvelles institutions et d'être attentif au caractère inédit et idiosyncrasique des événements, mais bien de comprendre quels mécanismes sociaux, politiques, économiques et culturels ont commandé les évolutions. L'ambition des sociologues ou des politologues est d'aboutir alors à un modèle théorique rendant compte du processus. L'historien reste toujours un peu réservé face à ces constructions intellectuelles qui semblent ignorer la valeur de l'événement et l'inédit de l'incident. Cependant, elles stimulent la réflexion et renouvellent

les questionnements. Bien qu'elles aient été élaborées *a posteriori*, leur rapide présentation nous donne des clefs de lecture pour comprendre les incertitudes de cette période.

Un premier ensemble de thèses insiste sur la modernisation économique et sociale de l'Espagne depuis la fin des années 1950. Ainsi le pays était-il structurellement transformé à la mort de Franco et les adaptations politiques devenaient-elles inéluctables. L'exode rural avait miné la base agraire traditionnelle des liens sociaux de l'Espagne traditionnelle. Le développement industriel avait donné corps à la classe ouvrière. Le tourisme représentait désormais une ouverture sur le monde extérieur, tout comme d'ailleurs – il ne faudrait pas l'oublier – l'expérience de l'émigration économique pour des millions de femmes et d'hommes qui avaient découvert en France ou en Allemagne d'autres modèles sociaux et politiques. Une Espagne des classes moyennes avait émergé. C'est elle qui aurait ainsi construit la transition.

Les politologues estiment que cette transition démocratique, largement négociée, a été le résultat d'un pacte entre élites. La double figure du roi et d'Adolfo Suárez en est le symbole le plus fort. Enfants du régime, ils en ont été les démolisseurs. L'accouchement de la démocratie a été l'affaire de quelques cercles assez étroits, de négociations plus ou moins secrètes entre quelques hommes, de contacts très discrets qui ont permis de préparer les décisions qui, quand elles étaient rendues publiques, ont surpris l'opinion. Quelques exemples particulièrement saisissants viennent à l'appui de cette vision. Il suffit de songer à la légalisation du Parti communiste lors de la Semaine sainte de 1977 ou aux retours du leader catalaniste Josep Taradellas, de la grande figure communiste Dolores Ibárruri la *Pasionaria*, de Rafael Alberti, le poète de l'engagement communiste... Enfin, l'action du roi lors de la tentative du coup d'État du 23 février 1981 montre bien son rôle central. Autorité suprême du pays, mais sans relais gouvernemental, il téléphonerait à tous les capitaines généraux du pays un par un pour leur demander loyauté et respect de la Constitution. Le chef de l'armée – un militaire – s'adressait à d'autres militaires. Les élites restaient entre elles.

Attentifs à la profondeur des évolutions politiques, les sociologues demeurent sceptiques face à un récit qui fait reposer sur quelques centaines de personnes tout au plus la réussite d'une transformation aussi radicale. Sans ignorer le poids du pouvoir politique, ils veillent à montrer comment la société, dans ses expressions les plus modestes parfois a conduit, elle aussi, le changement. Victor Pérez Díaz s'est tôt fait connaître comme le chef de file de cette attention au rôle de la « société civile » dans la transformation de l'Espagne. D'autres ont montré comment les femmes enrôlées dans la Section féminine de la Phalange y avaient acquis une certaine forme de socialisation politique sortant du rôle traditionnel limité au cercle familial qui leur avait appris à se comprendre comme facteur de changement de la société dans son ensemble. L'attention portée par certains aux évolutions de l'Église espagnole, à sa hiérarchie, à son clergé, mais aussi aux pratiques des fidèles, avec la

puissance des mouvements d'Action catholique, mobilise le même type de problématique qui place au centre des processus de transformation l'action collective d'individus et de groupes. La politique c'est d'abord l'investissement dans la *res publica*, entendue comme cet espace intermédiaire entre la sphère privée et celle du gouvernement.

Schématiquement résumées, ces différentes interprétations renvoient toutes à une question centrale : comment expliquer l'apparente réussite de la transition démocratique ? Comment comprendre que ce pays qui avait étalé tout au long de son histoire contemporaine ses divisions, au point de se fracturer profondément, ait donné au monde un exemple assez exceptionnel de sortie d'une dictature ? Le franquisme a-t-il accouché, de manière tout à fait involontaire, de la démocratie ? Enfin, comment un pays ancré dans un catholicisme qui avait servi de socle idéologique et spirituel au régime et à une grande partie de la société espagnole, a-t-il pu connaître une sécularisation si intense et si rapide, la mort de Franco « marquant la fin d'une époque très longue, millénaire en réalité : celle des valeurs culturelles et religieuses dans leur imprégnation des affaires espagnoles<sup>14</sup> ? »

Autant d'interrogations auxquelles les chapitres suivants s'attachent à répondre.

1. Borja de Riquer, *La dictadura de Franco*, dans Josep Fontana et Ramón Villares (dir.), *Historia de España*, tome 9, Madrid-Barcelone, Marcial Pons-Crítica, 2010, p. 704.

2. Les deux femmes enceintes et cinq autres condamnés virent leur sentence commuée en prison à perpétuité.

3. Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. 3 : *Le Souverain 1959-1970*, Paris, Seuil, « Points-Histoire », 1986, p. 777.

4. Enrique Moradiellos, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo casi olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 371.

5. Voir chapitre 4.

6. Alfonso est mort en 1938, Santiago meurt en 1975.

7. Santos Juliá, *Los socialistas en la política española 1879-1982*, Madrid, Taurus, 1997, p. 397.

8. Santos Juliá, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2004, p. 438.

9. Santos Juliá, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2004, p. 445 et p. 457.

10. Charles Powell, *El piloto del cambio. El rey, la monarquía y la transición a la democracia*, Barcelone, Planeta, 1991.

11. Cet épisode est connu sous le nom d'« attentat » d'Atocha, à ne pas confondre avec les attentats du 11 mars 2004 qui visèrent la gare d'Atocha.

12. Walther L. Bernecker et Sören Brinkmann, *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas 1936-2008*, Madrid, Abada Editores, 2009, p. 212.

13. Sophie Baby, *Le Mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

14. Stanley G. Payne, « Muto de Franco, época de Franco », *Revista de libros*, 165, septembre 2010, p. 6.



## Le succès de la transition politique

### Un changement rapide

« L'Espagne va vous étonner », déclare le nouveau chef du gouvernement Adolfo Suárez à l'hebdomadaire *Paris Match* dans son édition du 28 août 1976. Après plus de six mois d'apparent immobilisme, la nomination, le 3 juillet 1976, de cet homme jeune – il est né en 1932 – à la présidence du gouvernement marque le début d'un changement. Juan Carlos, alors âgé de trente-huit ans et Suárez qui en a quarante-quatre symbolisent un saut générationnel capable de reléguer les vieillards du franquisme dans le passé. Suárez est aussi un spécialiste de la communication audiovisuelle, puisqu'il a dirigé la radio et la télévision nationales de 1969 à 1973. Sûr de lui, ambitieux, physiquement séduisant, marié et père de cinq enfants, il possède un charme personnel auquel succomberont ses interlocuteurs politiques, même lorsqu'ils se situent aux antipodes de ses convictions. Ce charme, au plan collectif, se transformera en charisme et favorisera de grandes victoires électorales et politiques. Dès le 6 juillet 1976, Suárez s'adresse aux Espagnols à la télévision depuis son domicile personnel. Dans son message, il souligne que son objectif est « que les gouvernements du futur soient le résultat de la libre volonté de la majorité des Espagnols ». Il ajoute que son aspiration est de « gouverner avec le consentement des gouvernés ». Usant d'un langage simple, direct et efficace, adapté au média télévisé, il affirme que la vie politique doit répondre aux aspirations d'une société pacifiée et que le conflit, dont on sait toute la charge historique en Espagne, peut être chassé de la sphère politique. Autrement dit, il annonce le début d'un chemin vers la pratique démocratique. C'est le sens de l'expression « majorité des Espagnols », entendue non au sens d'un camp qui l'emporterait sur un autre, mais comme le fruit d'une délibération au terme d'un débat. Suárez évoque aussi le « contrôle de la société sur le gouvernement », renversant totalement la perspective politique puisque le propre d'une dictature est le contrôle de la société par le pouvoir.

La désignation d'Adolfo Suárez a relevé d'une complexe opération politique. Le mécanisme de la nomination du président du gouvernement tel qu'il avait été mis en place sous Franco prévoyait la présentation au chef de l'État d'une liste de trois noms – la *terna* –, liste élaborée par le Conseil du

royaume. Cet organisme, composé par les élites du régime franquiste – chefs d'état-major des armées, président du Tribunal suprême, président de l'Institut d'Espagne, un prélat, des représentants des Cortes (tous donc nommés en leur temps par Franco) – représentait une serrure que le roi Juan Carlos a dû ouvrir pour manœuvrer à son aise. Il y a été aidé par Torcuato Fernández Miranda, alors président du Conseil du royaume susnommé. Professeur de droit, ce dernier avait été l'un des précepteurs du prince et, à ce titre, était très proche de lui. Vice-président du gouvernement Carrero Blanco, ce hiérarque du franquisme avait notamment dirigé le ministère du Mouvement, assumant ainsi une fonction de direction du parti unique, bastion du phalangisme, l'une des familles du franquisme. Fernández Miranda devient en novembre 1975 président des Cortes, à la demande du roi. À ce poste stratégique, il deviendra à la fois la courroie de transmission de Juan Carlos mais aussi le meilleur observateur des rapports de force entre les composantes du franquisme, et donc le conseiller le plus lucide du monarque. De plus, il protège la carrière d'Adolfo Suárez.

Le roi et lui vont donc agir pour l'imposer à la succession de Carlos Arias Navarro. Ce dernier s'était ancré dans l'immobilisme, s'attirant les foudres publiques du monarque qui n'avait pas hésité à déclarer, en visite officielle aux États-Unis en mai 1976 au magazine *Newsweek*, que son Premier ministre était « un désastre ». Mais pour obtenir que le nom de Suárez apparaisse dans la liste que le Conseil présenterait au roi, il a fallu une grande habileté politique. Il s'agissait en effet d'écarter des personnalités au poids politique considérable, qu'il s'agisse de Manuel Fraga Iribarne, vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, ou de José María de Areilza, ministre des Affaires étrangères. À la sortie du Conseil, Torcuato Fernández Miranda déclare aux journalistes qu'il « est en mesure d'apporter au roi ce que celui-ci lui avait demandé ». Cette formule sibylline – alors que l'on ignore encore le nom de l'heureux élu – a alimenté les réflexions sur le rôle du roi dans le processus.

Du temps de Franco, des consignes claires étaient transmises aux membres du Conseil du royaume. Juan Carlos a refusé ce jeu, prenant le risque d'être paralysé par les hommes de l'appareil franquiste. Il avait pu mesurer au cours des derniers mois écoulés combien son autorité était faible auprès de ceux-ci. Les « gardiens du temple » franquistes méprisaient le jeune monarque. Quelques-uns d'ailleurs n'étaient guère monarchistes ! En choisissant la voie complexe et difficile de la négociation et de l'association à la transition de l'appareil politique et juridique de la dictature, le roi déroute une opposition impatiente de voir s'ouvrir le processus de transition. Dans un article publié par le journal libéral *El País* qui venait d'être fondé et qui allait au cours de la transition asseoir sa réputation et devenir la vitrine de la presse espagnole à l'étranger, Ricardo de la Cierva dénonce la nomination d'« un nouveau gouvernement de Franco quand l'opinion publique appelait le premier gouvernement du nouveau régime<sup>1</sup> ». De la Cierva procède à une

lecture très fine des équilibres politiques qui ont joué dans le choix d'Adolfo Suárez et souligne ses liens avec l'Opus Dei. Il déplore l'absence de femmes dans un gouvernement qu'il considère comme une équipe assez faible que « seul un miracle pourra sauver ». Comme le titre de son article l'annonçait, il trace un parallèle avec le dernier gouvernement de la monarchie, en 1930, lorsque Alphonse XIII avait appelé le général Berenguer à succéder à Primo de Rivera, événement que le philosophe et publiciste José Ortega y Gasset avait dénoncé dans son retentissant article « L'erreur Berenguer<sup>2</sup> ». Le paradoxe est que Ricardo de la Cierva est tout sauf un homme de gauche ; mais il rejoint la gauche dans l'expression de sa déception.

Sur le moment donc, la classe politique demeure perplexe devant la manière de procéder de Juan Carlos. Certes, le choix du nouveau président du Conseil représente un saut générationnel, mais l'homme est bien l'héritier politique du franquisme. Il a mené une carrière administrative et politique au sein du précédent régime et s'est placé à l'intersection des deux grandes forces qui ont structuré le franquisme : le courant phalangiste et l'Opus Dei. Si cette seconde appartenance relève de l'ordre privé et révèle une foi catholique profonde et sincère chez Suárez, il est plus clairement identifié comme un membre du « secteur bleu » du franquisme<sup>3</sup>, le secteur le moins favorable à la démocratisation du système. Qu'il ait réussi à s'attirer les faveurs des phalangistes et la bienveillance du secteur « technocratique » proche de l'Opus Dei montre l'habileté de l'homme. En effet, le catholicisme austère et profond des membres de l'Opus Dei, la philosophie politique qui en résulte – la séparation de l'ordre temporel et de l'ordre spirituel – s'opposent aux valeurs totalisantes et philofascistes de la Phalange. Cet indice révèle qu'Adolfo Suárez est moins un homme de principes et de philosophie politique qu'un habile stratège et un féroce tacticien. De ce point de vue, il représente une inconnue, malgré sa notoriété : il avait été chargé de défendre la loi sur les associations politiques devant les Cortes en mai 1976, alors même que le texte relevait des compétences du ministre de la Justice et qu'il s'agissait d'une promesse évoquée par Arias Navarro dès février 1974.

Existait-il une feuille de route pour conduire la transition ? Le succès de celle-ci a amené rétrospectivement à la lire comme une opération bien exécutée. La vérité est toute différente. Le roi, le gouvernement, les partis politiques et les syndicats ont agi dans une grande incertitude, sur la base de négociations discrètes ou secrètes et dans une dynamique alimentée par les étapes du démantèlement du franquisme. Certaines de ces étapes ont eu lieu dans un contexte dramatique. En décembre 1976, le groupe terroriste GRAPO séquestre le président du Conseil d'État, Antonio María de Oriol, puis, un mois plus tard, le général Emilio Villaescusa, président du Conseil suprême de justice militaire. Entre le 23 et le 25 janvier 1977, des assassinats politiques frappent la gauche<sup>4</sup>. La transition n'a pas été un long fleuve tranquille mais bien une mobilisation permanente de toutes les intelligences politiques.

Que le roi et Adolfo Suárez aient eu un projet de démocratisation : nul

n'en doute. Mais ce projet restait vague, et c'est son flou qui en a assuré paradoxalement le succès. Cet objet à géométrie variable pouvait être présenté ou compris selon des perspectives distinctes en fonction des interlocuteurs. Ainsi en est-il du terme même de « transition ». Le mot et la notion appartenaient au vocabulaire politique des Espagnols depuis les années 1950. Naturellement, ce terme n'était pas du goût du pouvoir franquiste puisqu'il désignait le moyen à partir duquel les oppositions essayaient d'envisager l'après-franquisme. Dès 1956, certains crurent à une fin rapide. Mais bien qu'affaibli par ses divisions internes et les changements de génération, le régime issu de la guerre avait tenu. Il avait parfois fait preuve d'une capacité d'adaptation qui était essentiellement une capacité de rebond et de survie mais ne témoignait pas d'un renouvellement politique assurant son avenir. La mort de Franco était devenue l'horizon d'une possible transition pour laquelle de nombreux scénarios avaient déjà été écrits. Du côté du pouvoir, le terme est rejeté. Juan Carlos et Adolfo Suárez évoquent prudemment une « réforme politique » et une « démarche de réconciliation ». Ce sera même l'objet du grand chantier du gouvernement Suárez lors de l'été 1976 : compléter l'amnistie politique – acquise en août avec la libération de centaines de prisonniers politiques – et préparer la « loi pour la Réforme politique ».

Le 10 septembre 1976, Adolfo Suárez en présente les grandes lignes à la télévision. Ce texte, qui doit être soumis aux Cortes, a suscité pendant l'été de très nombreuses discussions avec l'opposition politique, de droite comme de gauche. Cependant il ne s'agit pas d'un texte de consensus. Suárez a, dans ses entrevues avec Felipe González, Enrique Tierno Galván, Jordi Pujol, Joaquín Ruiz-Giménez, assumé sa démarche de partir de la législation franquiste pour élaborer un nouveau cadre. C'est dans la discrétion de ces longues conversations qu'il a déployé tout son charme pour convaincre ses interlocuteurs. Pour ce faire, il a été très vraisemblablement assez caméléon pour laisser entrevoir à ses interlocuteurs l'avenir qu'ils espéraient. On a là une clef du succès de la méthode Suárez... et bien sûr de ses limites. Dans cette allocution télévisée, Suárez part d'un principe : « Il ne s'agit pas, explique-t-il, de faire table rase du passé et de partir de zéro<sup>5</sup> », mais de permettre la tenue d'élections. « Telle est la clef du projet », précise-t-il. « Le gouvernement, poursuit-il, se propose de conduire la transition d'un système de légitime délégation de l'autorité à un autre de pleine et responsable participation. » Ces concepts – forgés par le professeur de droit politique qu'était Torcuato Fernández Miranda – donnent une profondeur théorique à ce qui reste une loi de convocation électorale. Reste à passer l'obstacle des Cortes, c'est-à-dire à soumettre aux « procureurs » franquistes un projet qui, en proposant l'élection au suffrage universel direct et libre de la Chambre des députés et du Sénat, crée une démocratie partisane et représentative. Le débat se déroule les 16, 17 et 18 novembre 1976 et s'achève par un vote personnel et public. La « loi pour la Réforme politique » est adoptée par 425 voix, contre 59 et 13 abstentions. Le 15 décembre 1976, elle est soumise à

référendum pour être validée par le peuple espagnol. Signe du changement, la campagne pour le référendum envahit la télévision, alors aux mains du gouvernement (Suárez interviendra le 14 décembre au soir, veille du vote) Le journaliste Luis Carandell évoquera un « télérendum ». Derrière ce jeu de mots se devine la nouveauté d'un espace politique en train de se constituer qui saura trouver dans la radio et la télévision de nouveaux supports. En ce sens, la politisation des médias, avec la création de nouveaux quotidiens ou hebdomadaires ou leur renouvellement, l'accès à la télévision des partis politiques, la multiplication des *tertulias*<sup>6</sup> radiodiffusées signent le changement. Le passage de la télévision en noir et blanc à la télévision couleur symbolise la transition d'une télévision de dictature à celle d'une démocratie. La campagne utilise une chanson du groupe Jarcha, empreinte de la musicalité un peu sirupeuse des années 1970, pour entraîner les électeurs. Son texte révèle ce qui est en jeu : « Si tu as le désir d'effacer les traces du passé, si tu veux affirmer ta volonté en décidant de ton destin avec la force de ta voix, parle, peuple, parle. Demain est à toi. Parle, et ne permets pas qu'on vole ta parole. Ne laisse personne décider à ta place. Parle, peuple, parle ». Souvent retransmise, cette chanson, tout comme celle qui marquera la campagne des élections de 1977 – « Liberté sans colère » (*Libertad sin ira*), également interprétée par le groupe Jarcha –, est la mémoire sentimentale et auditive de ces années intenses. Plus de 22,5 millions d'électeurs sont convoqués. La participation atteint 77,72 % et le oui l'emporte avec 94,45 % des suffrages exprimés et 73,18 % des inscrits. Un an après la mort de Franco, les urnes parlent : elles offrent, sinon une première légitimité démocratique au gouvernement Suárez, du moins une victoire politique considérable.

Le résultat du référendum n'a pas étonné. Ce qui en revanche surprend, c'est la relative facilité avec laquelle Suárez et ses hommes sont venus à bout des réticences des procureurs franquistes. Le vote du 18 novembre 1976 était un « hara-kiri » des Cortes franquistes<sup>7</sup>. En septembre, le général Fernando de Santiago, premier vice-président du gouvernement, avait démissionné pour marquer son rejet de cette réforme politique. C'était le signal, venu de l'armée, intimement associée jusque-là au régime de Franco, que d'importants secteurs de l'État seraient hostiles à cette politique.

Pour faire face et atténuer les oppositions, Suárez a dû donner des garanties. Il s'engage auprès des militaires à ne pas légaliser le Parti communiste espagnol (PCE). Pourtant, au même moment, de discrets contacts sont pris avec le dirigeant communiste Santiago Carrillo pour le rassurer sur l'ampleur et la portée de la transition. Afin de tester la sincérité du gouvernement, Carrillo rentre clandestinement à Madrid en novembre et y tient une conférence de presse. Interpellé, il est brièvement incarcéré avant de retrouver la liberté. En fait, il est toléré et, dès le début 1977, plusieurs mois avant la légalisation du PCE, il agit depuis Madrid. Cette manière qu'a eue le chef du gouvernement de tenir à chacun le discours qu'il était en état d'entendre explique le vote des Cortes. Beaucoup de promesses ont été faites.

Toutes ne seront pas tenues, alimentant des rancœurs qui s'accumuleront et qui, entre 1980 et 1981, excéderont la capacité d'entraînement du Premier ministre.

Dès que, la nouvelle loi entre en vigueur, l'étape suivante est la convocation d'élections libres. La pression, notamment internationale, est grande pour que ces élections soient réellement libres, ce qui postule la présence de tous les partis politiques. Si la légalisation de la plupart d'entre eux intervient dans le cadre de la loi de mai 1976 autorisant les associations politiques, le cas du Parti communiste n'est pas résolu. Pour les franquistes, et plus particulièrement pour les chefs militaires, formés à l'école de la guerre civile puis à la doctrine de la guerre froide, le communisme est l'ennemi, l'anti-Espagne. Mais vis-à-vis de l'étranger, l'absence du PCE aux élections serait l'indice d'une démocratisation bancale et incomplète. Fort du prix humain qu'il avait payé dans son opposition à Franco, opposition connue et appréciée à l'étranger, en France tout spécialement, fort aussi de la sagesse qu'il avait démontrée lors de l'attentat d'Atocha en janvier 1977, le PCE exerçait une forte pression sur le gouvernement. Exclu du processus électoral, il le dénoncerait et il pouvait convaincre quelques partis de gauche de refuser leur participation. La crédibilité du processus dans son ensemble était ainsi en jeu. On mesure à cette aune l'alchimie de la transition démocratique espagnole. Il ne suffisait pas de démanteler le vieil édifice, il fallait aussi construire. Si liquider le régime revenait au roi et au gouvernement, inventer le cadre commun de la nouvelle *res publica* espagnole ne pouvait s'accomplir que dans le consensus avec les autres acteurs politiques et sociaux. Aussi le gouvernement d'Adolfo Suárez a-t-il dû louvoyer entre deux écueils distincts mais fortement liés : d'un côté, il fallait partir de la légalité franquiste pour la transformer ; de l'autre, il fallait faire admettre aux forces politiques qu'elles ne pourraient entrer en scène pour construire le nouveau présent espagnol qu'une fois la première phase de l'opération achevée. On comprend dès lors combien tout a reposé sur la capacité de persuasion de quelques hommes, et en tout premier lieu du roi et d'Adolfo Suárez. Rarement, la sympathie, la bonhomie mais aussi l'appel à la confiance et l'engagement de personne à personne auront autant compté dans le succès d'une politique.

La confiance ne se décrète pas. Il a fallu lui donner des gages. Avec l'extension, le 11 mars 1977, de l'amnistie aux condamnés pour actes de terrorisme, avec la définition, le 18 mars, du mécanisme électoral choisi pour les élections<sup>8</sup>, avec la suppression des syndicats verticaux le 30 mars, avec le rétablissement des relations diplomatiques avec le Mexique – tout un symbole de reconnaissance de la démocratisation de l'Espagne à l'égard d'un pays qui avait accueilli en frères les vaincus de la Guerre civile – et avec la suppression du Mouvement, le ministère administrativo-partitocratique du régime, le 1<sup>er</sup> avril, « la transition démocratique avançait à un rythme vertigineux<sup>9</sup> ». Le samedi 9 avril, samedi saint de 1977 – le détail a son importance puisque le pays est alors en vacances –, le gouvernement rend publique la légalisation du

PCE. C'est un véritable coup de tonnerre. Seuls quelques protagonistes savaient ce qui se tramait, depuis notamment les rencontres secrètes entre Suárez et Carrillo en février. Le 11 avril, le ministre de la Marine, l'amiral Pita da Veiga, un rescapé des gouvernements de Carrero Blanco, démissionne. Suárez lui trouve, non sans mal, un successeur, l'amiral de réserve Pery Junquera, qui devra faire front à l'hostilité ouverte des cadres de la marine. Le général Gutierrez Mellado, vice-président du gouvernement, devra également résister personnellement et institutionnellement à l'hostilité du monde militaire. Beaucoup des hauts gradés que Suárez avait rencontrés en septembre 1976 se considèrent trahis par un homme qui leur avait promis, disent-ils, que le PCE ne serait pas légalisé. D'autres témoins assurent que Suárez n'avait rien promis de tel. En vérité, on retrouve là l'ambiguïté charmeuse de Suárez. La légalisation du PCE fut donc un coup réussi en ce qu'elle permit la présence des communistes aux élections de juin 1977 et qu'elle validait le caractère complètement libre de la consultation électorale à venir ; mais elle fut aussi une manœuvre audacieuse qui aurait un coût politique. La droite extrême et l'extrême droite, certains milieux militaires commencent alors à penser à une possible intervention dans le débat politique... Dernier élément symbolique : le 14 mai 1977, au cours d'une cérémonie familiale, le comte de Barcelone, don Juan, cède ses droits à son fils, le roi Juan Carlos, mettant fin à une anomalie dynastique et surtout à un conflit familial et politique. Juan Carlos n'est plus simplement roi par la faveur de Franco, mais aussi par légitimité dynastique.

Les élections du 15 juin 1977 se déroulent dans l'enthousiasme. La participation élevée – 78,83 % – en valide le caractère démocratique. De très nombreux partis se sont constitués et concourent. Mais c'est autour des grandes formations que se joue la partie. Le Parti socialiste ouvrier espagnol, dirigé par Felipe González, et le Parti communiste espagnol de Santiago Carrillo dominant la gauche mais subissent toutefois la concurrence de petites formations comme le Parti socialiste populaire du charismatique Enrique Tierno Galván. La droite est représentée par l'*Alianza Popular*, une fédération de partis dirigée par l'ancien ministre Manuel Fraga Iribarne. Des partis nationalistes, en Catalogne et au Pays basque, renouent avec une tradition politique étouffée sous le franquisme. Quant à Adolfo Suárez, il crée de toutes pièces une Union du centre démocratique (UCD) en avril 1977. La constitution des listes électorales allait susciter toutes sortes de négociations et de chausse-trapes... Là encore, Suárez semait les graines des futures discordes centristes.

Seules les forces de gauche avaient pour elles la cohérence de leur parcours et de leur discours. Hostiles au franquisme qui les avait persécutées, elles défendaient un projet clair de transformation économique, sociale et politique. Les nationalismes régionaux, basque et catalan, pouvaient également invoquer une longue histoire politique qui renvoyait notamment à la Seconde République. À droite, le paysage, totalement vierge, était assombri

dans le même temps par l'ombre portée du franquisme. Vierge, car nul, hormis de minuscules partis comme l'Alliance nationale du 18 juillet, ne revendique une quelconque filiation avec le franquisme. Mais en même temps, rares sont les hommes neufs... Tous les candidats, et parmi eux les plus importants, sont d'anciens responsables politiques ou hauts fonctionnaires du régime précédent... à commencer par Adolfo Suárez lui-même. Il faut donc créer un nouveau vocabulaire politique. Ce sera l'invention du centre, une notion à la fois vague et en vogue – en France, le président Giscard d'Estaing en fait sa marque politique – pour rassurer. L'UCD va être une machine électorale et politique à recycler la droite, un peu comme le Mouvement républicain populaire l'avait été en France à la Libération. Cette disqualification sémantique de la droite est importante pour la formation de la culture politique espagnole de la démocratie et ne sera pas sans incidences sur le vocabulaire et la pratique politiques jusqu'à nos jours.

La campagne de 1977 est une nouveauté radicale. La télévision y joue un rôle majeur et Adolfo Suárez en tirera avantage, s'inspirant du modèle de communication politique de John F. Kennedy. La presse et la radio comptent aussi, et les niveaux d'écoute comme les tirages sont tout à fait remarquables. La publication de sondages ajoute à l'excitation des citoyens. La soirée électorale est marquée par un lent dépouillement et ce n'est qu'à six heures du matin qu'une première estimation portant sur 20 % des bulletins est avancée. Elle ne sera pas contredite par les résultats définitifs qui donnent la victoire à l'UCD de Suárez avec 6,3 millions de voix (34,44 %) et 166 députés (la majorité absolue est à 175). Le PSOE arrive deuxième avec 5,3 millions de voix (29,32 %) et 118 députés. Le PCE, troisième, rassemble moins de deux millions de voix (1,7 soit 9,33 %) et 19 députés. Le grand vaincu est Fraga Iribarne qui, avec sa coalition des droites, n'obtient que 8,21 % des voix (1,5 million) et 16 députés. Neuf autres partis obtiennent des élus, sur les 82 partis ayant présenté des candidats et recensés sur les tableaux du ministère de l'Intérieur ! Parmi ces partis, il faut mentionner le Parti national basque (PNV, selon son sigle espagnol) qui obtient 8 députés, soit 1,62 % à l'échelle nationale mais 29,28 % au sein des trois provinces de Biscaye, Guipuzcoa et Alava, devenant ainsi la première force politique devant les socialistes (26,48 %), les centristes (12,81 %), la droite de Fraga (7,11 %) et le Parti communiste basque (4,54 %). De même, les nationalistes catalans obtiennent 11 députés *via* la coalition du « Pacte démocratique pour la Catalogne » et 2 députés par celle de l'Union du Centre et de la Démocratie chrétienne de Catalogne.

La dernière référence en matière électorale remontait aux élections du 16 février 1936 qui, ayant porté au pouvoir le Front populaire, avait forgé l'idée de la division quasi égale du pays en deux blocs. La lecture et la compréhension des résultats du scrutin de 1977 ne peuvent s'y référer, même si une certaine stabilité des orientations politiques – prédominance conservatrice des campagnes, force du socialisme dans les villes et en



Andalousie – rappelle qu'« en 1936, les candidats du Front populaire avaient recueilli à peu près 49 % des suffrages [et que] tel est également le pourcentage de voix qui revient en 1977 aux candidats socialistes, communistes et autonomistes réunis<sup>10</sup> ». Quarante et un ans sans consultations libres mais surtout sans débat, et donc sans formation de cultures politiques partisans faisaient du champ politique espagnol un champ presque vierge. Il est cependant souterrainement investi des luttes politiques menées soit à l'étranger, soit clandestinement. Aussi ces résultats sont-ils fascinants et surtout manifestent-ils une réalité politique espagnole à la fois fondatrice et appelée à muter. La victoire de la coalition UCD est attribuée au mérite de Suárez. Pour Eduardo Navarro, l'un de ses proches collaborateurs, « c'est Suárez, et seulement Suárez, qui a obtenu 90 % des voix de l'UCD<sup>11</sup> ». La coalition n'a pas de véritable identité politique puisqu'elle englobe à la fois des libéraux et des sociaux-démocrates. Suárez, qui n'était pas un idéologue, n'a pas voulu s'enfermer dans une défense programmatique précise : il choisit « un centrisme à la carte<sup>12</sup> » et excipe de son bilan pour se présenter comme l'homme idoine. Pendant la campagne, l'une de ses interventions à la télévision a beaucoup marqué l'opinion. Il se présente aux Espagnols en répétant : « Je peux promettre et je promets. » (« *Puedo prometer y prometo.* ») Il s'imposait ainsi comme celui qui avait tenu parole et à qui l'on pouvait faire confiance. La deuxième leçon est le résultat plus qu'honorable du PSOE et, de manière plus large du socialisme démocratique. On peut intégrer en effet aux résultats du PSOE (29,32 %), ceux du Parti socialiste populaire espagnol (4,46 %), soit un total de 33,78 %, à quelques dixièmes du score de l'UCD<sup>13</sup>. Les sondages avaient annoncé une forte mobilisation en faveur des socialistes. La compréhension complète de cette avancée passe par l'analyse du résultat du PCE. Avec moins de 10 % des voix, il est largement distancé. Les observateurs, et surtout ses dirigeants, l'attendaient à un niveau beaucoup plus important. Les socialistes ont capté le vote utile de la gauche. Un autre facteur doit être pris en compte : depuis le milieu des années 1960, les nouveaux militants socialistes – ceux qui avaient porté Felipe González à leur tête en 1974 – étaient des militants de l'intérieur. Ils avaient compris mieux que les communistes exilés les mutations de leur société. Le vote pour les socialistes était à la fois un vote ouvrier, comme en témoignaient les bons résultats à Barcelone, dans la banlieue de Madrid ou dans les campagnes andalouses (prolétariat agricole) mais aussi un vote des classes moyennes ascendantes. Dès 1977, le PSOE devient « la coalition social-démocrate type, avec des électeurs de la classe ouvrière et des classes moyennes d'employés et de professionnels<sup>14</sup> ». Dans ces conditions, il devenait le parti de l'alternative politique. Enfin, dernier enseignement, la droite (*Alianza Popular* ou AP) de Manuel Fraga Iribarne enregistrait un échec cinglant, sauf dans sa province natale de Lugo où il obtenait son meilleur score (21,66 %). Durant sa campagne, Iribarne avait fait appel à l'ancien Premier ministre Arias Navarro, qui évoquait « un climat prérévolutionnaire aux conséquences

imprévisibles » ; mais cet argument n'avait pas rencontré les aspirations d'une société en mutation. Les Espagnols avaient choisi l'avenir et rejetaient ceux qui « tels Fraga ou Carrillo réveillaient la mémoire des conflits du passé<sup>15</sup> ».

Pour mieux comprendre l'originalité de l'Espagne actuelle, il est nécessaire de compléter ces analyses par la géographie électorale. Il apparaît nettement une différence de comportement entre le vote rural et le vote urbain. Ce dernier est plus progressiste. Dans la circonscription de Madrid, si l'UCD arrive en tête avec 31,95 % des voix, le PSOE et le PSP totalisent 40,84 % des voix. Avec les 10,7 % du PCE, le total des voix de gauche atteint 51,54 %, et même 70,65 % dans la ville ouvrière de Leganes. De même à Valence, ces trois partis totalisent 51,85 % des suffrages contre 36,59 % à l'UCD et 5,59 % à AP. Dans la circonscription de Séville, on monte à 55,02 % et dans celle de Barcelone à 52,16 %. Dans les Asturies, bastion historique de la gauche espagnole, les trois principaux partis de gauche obtiennent 49,29 % des voix, avec des pointes dans les villes industrielles de 55,65 % à Gijón et de 51,58 % à Aviles. Les victoires de l'UCD sont acquises en Galice avec 53,7 % des voix, en Castille-Léon avec 51,43 % (Adolfo Suárez y enregistrait une pointe à 77,22 % dans sa ville natale de Cebreros, dans la province d'Avila, qui lui donnait 68,15 % des voix !), en Estrémadure avec 50,04 %, en Castille-La Manche avec 42,53 %, en Aragon avec 37 %. Dans cette géographie, deux ensembles se distinguent du reste du vote national : le Pays basque et la Catalogne – nous l'avons signalé précédemment. Le fait est important car il marque le début de scènes politiques différentes qui se conjuguèrent, dans un dialogue tendu et compliqué, avec la scène politique nationale.

Au Sénat, dont les membres sont également élus au suffrage universel, l'UCD obtient la majorité absolue des 207 sièges, avec 106 élus contre 48 pour le PSOE. Vingt-sept partis sont représentés dans cette seconde chambre. Par ailleurs, le roi avait nommé 40 sénateurs, qui s'ajoutaient à ceux que le suffrage universel avait consacrés. Il fut très attentif à équilibrer politiquement et socialement ses choix en sélectionnant des hommes de toutes tendances (deux femmes seulement figuraient sur cette liste<sup>16</sup> !) et de tous horizons. Des ministres qui ne s'étaient pas présentés aux élections, comme Fernando Abril Martorell ou Alfonso Osorio, voisinaient avec des écrivains comme Camilo José Cela, Julián Marías, des banquiers comme Alfonso Escámez López ou des amis proches comme Manuel Prado y Colón de Caravajal. À ces noms s'ajoutaient son mentor politique Torcuato Fernández Miranda, des symboles de la transition en cours comme Miguel Primo de Rivera y Urquijo, neveu du fondateur de la Phalange et petit-fils du dictateur Primo de Rivera, ou José Ortega Spottorno, fils du philosophe José Ortega y Gasset dont l'engagement pour la république caractérisa ce temps des intellectuels. L'ancien ministre républicain Justino de Azcarate, qui avait connu les geôles nationalistes pendant la guerre, complétait une liste qui révélait la volonté royale de mettre en scène la réconciliation de l'Espagne.

Cette réconciliation est effectivement visible le 22 juillet 1977 lors de

l'ouverture, présidée par le roi, de la nouvelle législature. Dans les rangs communistes siègent le poète Rafael Alberti et Dolores Ibárruri, la « Pasionaria » ; dans ceux de la droite, l'ancien ministre franquiste Manuel Fraga Iribarne. La présence massive de la gauche, grâce à des élections démocratiques, était inimaginable vingt mois auparavant. Aussi le personnel parlementaire est-il profondément renouvelé : moins de 70 députés avaient exercé une responsabilité administrative sous le franquisme et une cinquantaine avaient combattu pendant la guerre. Juan Carlos salue alors la maturité dont a fait preuve le peuple espagnol et le sens de la responsabilité des hommes politiques.

Une nouvelle loi d'amnistie – la troisième depuis 1975 –, présentée à l'initiative des groupes parlementaires, à l'exception de celui d'*Alianza Popular*, est aussitôt votée. Les débats préparatoires et celui du 14 octobre à l'occasion du vote de la loi (296 voix pour, 2 contre et 18 abstentions) ont mis en avant la volonté des Espagnols de se réconcilier. « L'amnistie permet de regarder l'avenir avec dignité », estime le porte-parole de l'UCD, Arias Salgado ; « l'amnistie est un acte de réconciliation, mais aussi de crédibilité démocratique et de changement de méthodes (...) Il ne s'agit pas simplement de permettre que des prisonniers sortent de prison et que des exilés rentrent dans leurs foyers, mais aussi que nous approfondissions la démocratisation », explique l'orateur du Parti national basque, Xavier Arzallus. Pour le député socialiste Txiki Benegas, « l'amnistie signifie la fin d'une époque et le début d'une autre, caractérisée par le respect des règles démocratiques établies par la volonté populaire ». Même opinion chez le député catalan communiste Triniger, pour qui « l'amnistie ferme l'étape d'un régime qui a épuisé toutes ses possibilités et ouvre la voie à une étape de transformation démocratique, étape que nous vivons déjà<sup>17</sup> ».

La totalité du débat mériterait d'être analysée car il pose l'un des enjeux moraux et politiques de la période. En optant pour la réconciliation qui, juridiquement, passe par l'amnistie de toute faute ou tout délit politique considéré comme tel par la législation en vigueur avant le 6 octobre 1977 – et ce depuis 1939 ! –, les premiers députés et sénateurs de la démocratie espagnole ont pris en compte les blessures de la guerre et du régime franquiste. Ils ont aussi souligné le caractère fratricide des combats qui, de 1936 à 1975, avaient opposé les Espagnols. Ce choix politique et moral a souvent été confondu avec une amnésie et de nombreuses critiques s'élèvent aujourd'hui contre ce choix. Elles proviennent de générations qui n'ont connu ni la guerre, ni la lutte antifranquiste, ni la négociation politique de la transition. Elles constituent en ce sens un anachronisme par rapport à la période que nous étudions mais révèlent les interrogations actuelles de la société espagnole. En 1977, il s'agit « d'effacer le passé pour rendre possible la réconciliation » explique l'historien Santos Juliá<sup>18</sup>.

Les élections du 15 juin 1977 marquent donc un premier acquis de la transition. Comme l'écrit le philosophe et publiciste Julián Marías, il s'agit de

la « dévolution de l'Espagne », formule qui dit bien que la souveraineté populaire a été rendue aux Espagnols<sup>19</sup>. Il convient cependant de considérer cette dévolution non comme un octroi royal, mais comme le résultat d'une dialectique sociale, politique et culturelle qui transfigure cet événement en une histoire commune des Espagnols. Sans les mobilisations syndicales des mois précédents – on estime à plus de 3,5 millions le nombre de grévistes durant l'année 1976, soit sept fois plus qu'en 1975<sup>20</sup> –, sans la pression des manifestations populaires, beaucoup de responsables politico-administratifs du régime n'auraient pas compris l'urgence des réformes. La jeunesse du monarque lui a servi pour saisir les changements qualitatifs majeurs, tant intérieurs qu'extérieurs, qui avaient condamné le franquisme. La transition, il faut le souligner, a été le fait d'hommes jeunes, à quelques exceptions près, singulièrement communistes (Santiago Carrillo a soixante-deux ans, Dolores Ibárruri soixante-douze alors que Felipe González le leader socialiste en a trente-cinq !).

## *La constitution de 1978*

Les deux nouvelles Chambres affrontent une certaine forme d'inconnu. En effet, aucune constitution ne définit le fonctionnement des institutions. Le gouvernement n'a pas besoin, pour exister, de passer l'épreuve de l'investiture parlementaire. Bien que ces élections n'aient pas été constituantes, députés et sénateurs doivent s'atteler à la rédaction d'un texte constitutionnel. L'histoire heurtée des constitutions espagnoles – on en dénombre huit de 1812 à 1931 –, la substitution, pendant le franquisme, du droit constitutionnel par une législation de chartes, l'existence de visions divergentes sur l'avenir de la nation sont autant de difficultés pour les futurs constituants. Si la mécanique qui avait permis la tenue d'élections libres avait été mise en place dans un climat de négociations et de temporisation, les forces politiques affrontaient désormais le cœur du débat. Or, l'avenir du pays obéissait au règlement de conflits enterrés par la dictature. L'équilibre territorial et culturel de l'Espagne était devenu une question centrale au cours du premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle. La Seconde République avait consacré la pluralité nationale de l'Espagne, avec les statuts d'autonomie du Pays basque et de la Catalogne (et la mise en place de la *Generalitat* dès 1932) et le préstatut de la Galice en 1936. C'est contre cette possibilité que des militaires s'étaient soulevés, défendant l'idée d'une unité indivisible du pays. Autrement dit, rouvrir ce débat renouait avec les causes de la Guerre civile. Le contexte cependant avait changé et c'est forts de l'expérience collective passée que les responsables affrontaient ce défi.

Une fois encore, Adolfo Suárez allait se révéler excellent manœuvrier. Le 27 juin 1977, il recevait à la présidence du gouvernement, le palais de la Moncloa, le leader catalaniste Josep Tarradellas. Né en 1899, ce dernier avait appartenu au gouvernement de la *Generalitat* entre 1936 et 1937, puis présidé en exil cette même institution à partir de 1954. À ce titre, il incarnait la

légitimité historique. Cependant, l'obstination qu'il mettait à vouloir, au nom de cette légitimité, être l'interlocuteur unique du gouvernement de Madrid provoquait de fortes tensions au sein des différents mouvements nationalistes qui fermentaient en Catalogne. L'impatience de jeunes soucieux de reprendre le flambeau, comme Jordi Pujol, la montée en puissance des partis de gauche confirmée par les résultats des élections législatives dans les quatre circonscriptions catalanes de Barcelone, Lérida, Tarragone et Gérone montraient que Tarradellas représentait plus le passé que l'avenir. En choisissant de l'imposer comme interlocuteur privilégié, Suárez faisait d'une pierre deux coups. Sur le plan symbolique, il posait un geste extraordinaire puisqu'il reconnaissait la légitimité historique d'une institution née sous et par la république, faisant ainsi affleurer au cœur même de la transition le souvenir et la légalité de la Seconde République. Sur le plan politique, il gênait considérablement la gauche catalane et les nationalistes. La rencontre entre les deux hommes, préparée dès la fin de 1976, semble s'être déroulée de façon houleuse mais, devant les journalistes, Tarradellas se félicita d'un entretien constructif. Effectivement, le 29 septembre, le Conseil des ministres rétablit la *Generalitat* et y nomma à sa tête le vieux leader catalan. Celui-ci rentra à Barcelone le 23 octobre et prononça depuis le balcon du *Palau de la Generalitat* la phrase devenue historique : « *Ciutadans de Catalunya, ja soc aquí*<sup>21</sup> ! »

Le gouvernement, autour du ministre de l'Intérieur Rodolfo Martín Villa, anticipe ainsi sur les décisions des constituants. En concédant les accords de pré-autonomie à la Catalogne, puis au Pays basque en janvier 1978, à la Galice, à la région de Valence, à l'Aragon et à l'Andalousie en avril 1978, à l'Estrémadure, à la Castille-Léon et aux Baléares en juin 1978, il organisait *de facto* la décentralisation de l'Espagne qu'il revenait ensuite aux Cortes constituantes de stabiliser *de jure*. Ce prurit décentralisateur visait un autre objectif, vite dénoncé par les nationalistes catalans, basques et galiciens. En généralisant la décentralisation, le gouvernement de Madrid semblait l'affadir pour les communautés dites historiques – Catalogne, Pays basque et Galice. Référence à la Seconde République, l'expression « communauté historique » rappelait que ces trois régions avaient alors obtenu ou commencé d'acquérir un statut d'autonomie. Le préambule du statut d'autonomie définitif de la Catalogne en 1979 souligne bien ce fait : « dans le processus de récupération des libertés démocratiques, peut-on lire, la Catalogne recouvre ses institutions d'autogouvernement ». Les nationalistes craignent qu'une décentralisation globale ne vienne atténuer le caractère différent de leurs « nations ». Une longue bataille sémantique allait commencer pour essayer de définir la pluralité de l'Espagne... elle n'est toujours pas achevée.

Ces débats de fond mobilisaient l'ensemble des forces politiques, sociales et intellectuelles. En même temps, il fallait gouverner et gérer les soubresauts de l'économie. Le choc pétrolier de 1973 avait gravement affecté

l'Espagne. L'inflation s'envolait : 17 % en 1974, 15 % en 1975, 16 % en 1976 et 24 % en 1977 ! Les risques sociaux et financiers croissaient. Le chômage lui-même entamait sa lente ascension et même si le taux de 6,5 % de la population active atteint en 1977 semble modeste au regard des sommets atteints par la suite, il ne faut pas oublier que l'on partait d'une situation de plein-emploi. Fidèle à sa méthode qui consistait à impliquer tous les acteurs, le gouvernement, par la voix du ministre des Finances Enrique Fuentes Quintana, proposa un accord global entre partis, syndicats et gouvernement. Santiago Carrillo y était très favorable – il en avait tracé les grandes lignes dans ses rencontres avec Suárez –, tandis que le Parti socialiste craignait de se lier au gouvernement et de voir ainsi réduite sa marge d'action comme force d'opposition. La dynamique de rassemblement et de consensus était cependant trop forte pour que les réticences du PSOE le conduisent à refuser cette méthode. En octobre 1977, l'ensemble des partis représentés au Parlement et les deux syndicats historiques, *Comisiones Obreras* proche du PCE, et l'*Unión General de Trabajadores*, lié au PSOE, signaient « les pactes de la Moncloa ». Sur le plan technique, il s'agissait d'un accord de modération salariale pour tenter de freiner l'inflation. Sur le plan politique, le gouvernement s'engageait à entreprendre une importante réforme fiscale. Le consensus supposait un donnant-donnant. L'importance de ce pacte a tenu à sa signification politique plus qu'à ses résultats économiques, plutôt mitigés. Il faudra attendre les contraintes européennes pour que se mette en place une vigoureuse politique anti-inflationniste.

Cet accord économique et social qui s'emboîte dans une séquence très riche d'accords négociés (la loi d'amnistie, le débat constitutionnel...) nous éclaire sur l'organisation tout à fait exceptionnelle de la scène politique d'alors. Le gouvernement déploie toute son énergie à forger un consensus. Ce terme devient le talisman des visées politiques de Suárez. Comme l'écrit le politologue Javier de Santiago, « la grande découverte de la transition démocratique fut le consensus<sup>22</sup> ». Le consensus était une nécessité historique. « Il était la négation de l'esprit maximaliste et sectaire qui avait conduit à la Guerre civile dont le souvenir pendant toute la transition servait d'antimodèle historique<sup>23</sup>. » La recherche de l'accord le plus large possible signifiait que les partis qui contribuaient à l'expression des opinions savaient entrer dans une démarche d'intérêt national et y soumettre leurs intérêts partisans. Pour un peuple qui quarante années durant avait vécu dans l'affirmation d'une unité supérieure meilleure que les déchirures partisans tout en subissant une propagande idéologiquement monocolore, cette pratique de la démocratie, entre expositions des divergences et négociations pour conclure des accords globaux, représentait un véritable apprentissage politique. La démocratie démentait les sombres pronostics des franquistes, qui croyaient et répétaient que la pluralité partisane conduirait au chaos et à la destruction de l'Espagne. Malgré le soutien populaire à cette démarche, quelques secteurs demeuraient rétifs à cette pratique. La droite de Fraga Iribarne y voyait une « reddition »

face à la gauche, sentiment que partageait l'aile la plus conservatrice de UCD. Les petits partis nationalistes, comme *Esquerra republicana de Catalunya* (la Gauche républicaine de Catalogne) dénonçaient un consensus entre les partis importants qui tenait à l'écart des voix discordantes. En outre, la recherche du consensus se fondait sur une pratique politique particulière : celle « de cercles réduits, de rencontres à des domiciles particuliers, de déjeuners et dîners pour y limer les aspérités », une « politique de confidentialité, de lieux fermés en lieu et place des forums, des meetings, de la rue<sup>24</sup> ». On sait ainsi que beaucoup de questions délicates furent directement négociées entre Fernando Abril, le vice-président du gouvernement, et Alfonso Guerra, le numéro 2 du PSOE. Y eut-il alors une déformation de la pratique démocratique ? La tendance est aujourd'hui à soutenir cette hypothèse. Là encore, on peut penser qu'il s'agit d'un effet de mode dû à l'oubli des conditions concrètes du contexte d'alors.

La commission chargée d'élaborer le texte constitutionnel, composée de sept membres, faisait la part belle aux grands partis. L'UCD y comptait trois membres – Miguel Herrero de Miñón, José Pedro Pérez Llorca et Gabriel Cisneros –, le PSOE un – Gregorio Peces Barba –, l'AP un aussi – Manuel Fraga. Le PCE était représenté par Jordi Solé Tura, élu du Parti communiste catalan, et les minorités catalane et basque avaient désigné Miquel Roca. Ces juristes et militants reconnus devaient mettre en forme les propositions qui seraient ensuite débattues. Le travail de la commission dura tout le premier trimestre 1978 ; le 5 mai 1978, la commission parlementaire entama les discussions avant que les Chambres en débattent au cours de séances plénières. Celles-ci durèrent plus de quatre cents heures. Trois mille amendements furent discutés et votés. Le 31 octobre 1978, le texte était approuvé par 325 voix contre 6 et 14 abstentions aux Cortes (226 voix pour, 5 contre et 8 abstentions au Sénat). Plus que les votes défavorables – quasiment anecdotiques –, ce sont les abstentions qu'il convient de signaler. Elles émanaient des parlementaires du Parti national basque (PNV). Leur choix traduisait une certaine insatisfaction face à quelques aspects du texte, mais aussi un positionnement délibéré face à l'État central espagnol. Avec ce vote, le PNV se plaçait en marge d'une délibération commune à tous les Espagnols. Il pourrait ensuite se référer à cet acte fondateur pour affirmer ses réticences, sinon son rejet de la Constitution de 1978.

Le texte est soumis à référendum le 6 décembre 1978. La participation atteint 67,11 %, et le oui l'emporte avec 88,54 % des voix (15,7 millions de voix contre 1,4 au non), soit 59 % des inscrits. Même si la forte abstention pouvait signifier le début d'un malaise politique, la victoire restait éclatante. Au Pays basque, en revanche, la participation n'atteignit pas 45 % des inscrits et le oui l'emporta avec 70,2 % des voix, soit 31,5 % des inscrits. Cette donnée doit rester présente à l'esprit quand on réfléchit sur la question basque. Le PNV, qui avait appelé à s'abstenir, démontrait sa puissance politique. En Catalogne, en revanche, la participation était sensiblement la même qu'au



niveau national et le oui triomphait, avec 91,1 % des voix ! Ce résultat s'expliquait par l'importante contribution que Miquel Roca, et derrière lui, des nationalistes catalans modérés, avaient fournie pour rédiger la Constitution.

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle confirmation dans les urnes renforçait cette « dévolution de l'Espagne à elle-même ». Sur le plan technique, la transition était faite et achevée, puisque, après quarante ans de dictature, l'Espagne se dotait de tous les attributs d'un État de droit démocratique et que cette constitution avait été l'œuvre de tous les Espagnols.

Le préambule extrêmement court du texte met en avant les valeurs de justice, de liberté et de sécurité. L'expression de « peuples d'Espagne » y apparaît aussi. Il ne s'agit pas d'une nouveauté radicale : le roi l'avait utilisée dès le 22 novembre 1975. La Constitution est longue : 11 chapitres et 169 articles. La consolidation des droits et des libertés individuelles est acquise. La reconnaissance de la forme monarchique de l'État a suscité de longues discussions entre la gauche, républicaine par nature et par histoire, et la droite, plus volontiers monarchiste. Le roi s'est tenu à l'écart de la discussion constitutionnelle, n'intervenant, à travers la Maison royale, que pour la question de la succession dynastique dévolue en priorité à son premier fils, qui, en tant qu'héritier du trône, portera le titre de prince des Asturies. En l'absence de fils, les filles pourront recueillir la succession. La gauche a accepté le fait monarchique parce que le souverain avait accepté de ne pas être un pouvoir mais un organe de l'État, ne conservant qu'un rôle d'arbitre et de symbole. Là encore, on était dans le compromis politique. Il faudra attendre l'épreuve de la tentative de coup d'État du 23 février 1981 pour que la monarchie s'ancre dans une légitimité historique liée à la défense de la démocratie, métamorphosant une identité politique jadis associée aux maladresses d'Alphonse XIII ou aux caprices d'Isabel II. Autre compromis accepté par la gauche : la reconnaissance du rôle de l'Église catholique dans l'ensemble social espagnol, même si l'État s'affirme aconfessionnel. Cette concession ouvrira la voie à quelques discussions sur la laïcité espagnole au début des années 2000.

Par ailleurs, la Constitution organise les pouvoirs publics et instaure un système classique de séparation des pouvoirs. Elle prévoit aussi l'installation d'un Tribunal constitutionnel dont on notera qu'il est composé de 12 membres, dont huit élus par la Chambre des députés et par le Sénat à la majorité des trois cinquièmes<sup>25</sup>. Ce mécanisme qui cherchait à prolonger le consensus dans l'élection des juges constitutionnels, se grippera au début des années 2000, entraînant le tribunal dans une crise larvée. Le texte de 1978 est au final un « texte éclectique<sup>26</sup> ». Il s'inscrit dans la tradition des textes de 1812, 1869 et 1931 en raison de « son origine et son caractère démocratique qui le font héritier et continuateur de la tradition inaugurée à Cadix et prolongée en 1869 d'un libéralisme radical mais aussi du caractère démocratique et potentiellement socialisant de la Constitution républicaine<sup>27</sup> ».



C'est le chapitre 8 – « De l'organisation territoriale de l'État » – qui pose le plus de problèmes tant à ses rédacteurs qu'aux juristes et historiens, puisqu'il se heurte à une question pour le moins sensible de la vie collective des Espagnols : la tension entre centralisme et nationalismes périphériques. Le gouvernement Suárez avait, on l'a vu, anticipé la question en restaurant les institutions de la *Generalitat* catalane et en acceptant de reconnaître la réalité plurielle de l'Espagne. La démarche était bien plus audacieuse qu'il n'y paraît rétrospectivement. En effet, ce gouvernement issu de la droite bien qu'il se positionnât au centre tournait la page de l'héritage franquiste en validant des acquis de la Seconde République. Ces acquis des années 1931-1936 répondaient eux-mêmes à des difficultés qui s'étaient manifestées de manière croissante à partir des années 1890-1900. Se posait, autrement dit, une question cruciale, longue et douloureuse. Elle impliquait une pluralité d'intérêts extraordinairement contradictoires. Les partis nationalistes avaient leurs traditions, leurs ambitions, leurs réseaux. Les grands partis nationaux avaient pu mesurer l'existence de singularités régionales avec les résultats du scrutin de juin 1977. Une constitution reconnaissant la différence « essentielle » du Pays basque, de la Catalogne et de la Galice s'imposait-elle ? Ou bien pouvait-on imaginer une plus large décentralisation du pays ?

Le débat manquait de sérénité car se dessinait en arrière-fond ou sur l'avant-scène – on hésite dans la désignation, tant la pression a été intense – le terrorisme basque. Le groupe terroriste ETA, qui s'était déjà distingué sous Franco, n'avait pas cessé le combat. Au contraire, il l'avait amplifié. Malgré la scission entre l'ETA politico-militaire qui choisit la voie politique dès 1977 (mais n'abandonnera officiellement le recours à la violence qu'en 1982) et l'ETA militaire, le terrorisme devient une amère réalité quotidienne. Dix personnalités perdent la vie en 1977. Mais 66 assassinats sont à porter à l'actif de l'ETA en 1978, 76 en 1979 et 92 en 1980. Parallèlement, le groupe GRAPO connaît son apogée avec neuf assassinats en 1977 et 28 en 1978. Les motivations des deux groupes sont très différentes ; pourtant, en ciblant surtout, mais non exclusivement, des militaires ou des policiers, ils contribuent à démoraliser les forces de l'ordre. Certaines franges de ces institutions habituées à la discipline et à l'obéissance, ancienne colonne vertébrale du régime franquiste, ne peuvent qu'assimiler la démocratie à la violence qu'elles subissent. L'ambiguïté du Parti national basque et de l'Église basque favorise le soutien des populations basques aux actions de l'ETA. « Les rites funéraires, l'exaltation de la mort du héros et la dénonciation de l'action policière comme agissements d'une force d'occupation commencèrent à faire partie de la liturgie quotidienne de la mort par les prêtres basques », explique Santos Juliá<sup>28</sup>.

L'examen de l'article 2 de la constitution explique d'emblée le problème espagnol : « La Constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la Nation espagnole patrie commune et indivisible des Espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui l'intègrent ainsi

que la solidarité entre elles toutes ». Le terme « nation espagnole » avait été rejeté par les nationalistes basques qui voulaient y substituer l'expression « État espagnol ». Cette option ignorait purement et simplement l'existence d'une nation espagnole, communauté historique et politique qui précédait la constitution elle-même. Si l'accord se fit sur cette idée de « Nation espagnole » c'est qu'elle répondait aux schémas initiaux de la plupart des idéologies politiques qui pensaient en termes d'État-nation. L'insistance sur l'unité et l'indivisibilité visaient à rassurer ceux qui craignaient un démembrement de l'Espagne. Mais, et on mesure le travail de précision politique – véritable bombe à retardement juridique ! – les deux termes « nationalités » et « régions » restent problématiques. « Nationalités » vise la Catalogne, le Pays basque et la Galice, « régions », le reste de l'Espagne. Le terme « nationalité » a été choisi en ce qu'il contiendrait une dimension culturelle et sentimentale apte à incarner le sentiment propre aux populations de ces trois régions. Il évacuerait implicitement l'idée de nation particulière, qui contredirait la proclamation de la nation espagnole. Ces contorsions révèlent l'ampleur de la difficulté que pose le lancinant problème de la définition du pays qui caractérise son histoire au long du siècle. De même, dans l'article 3 sont évoqués le « castillan comme langue officielle de l'État espagnol » mais aussi les « autres langues espagnoles qui seront langues officielles dans leurs communautés autonomes respectives ». Certains auraient préféré écrire « langues parlées en Espagne », pour ne pas faire du basque ou du catalan des langues espagnoles... Le diable se glisse dans les détails !

Le consensus s'est opéré sur ces articles. Depuis, beaucoup d'évolutions sont intervenues. Le contexte des années 1975-1982 s'est effacé ; d'autres problématiques ont émergé, au premier rang desquelles la question de la structuration du territoire. Lors de la réforme du statut catalan d'autonomie, impulsée en 2005 par Barcelone, l'expression « nation catalane » a été reprise. Censurée par le Tribunal constitutionnel en juillet 2010, elle a mobilisé plusieurs centaines de milliers de manifestants à Barcelone, toujours au cours de cet été 2010. L'un des pères de la Constitution, le socialiste Gregorio Peces-Barba, expliquait en 2005 que « le terme nationalité n'est pas très différent de celui de nation<sup>29</sup> ». Les prudences de la transition ont finalement accouché d'ambiguïtés qui ne révèlent toute leur portée que trente à quarante ans plus tard.

Au final, définir l'État espagnol est devenu une gageure intellectuelle. Ce n'est ni un État fédéral, ni un État régional mais un « État des Autonomies<sup>30</sup> ». Politologues et historiens n'hésitent plus à parler cependant d'« État semi-fédéral<sup>31</sup> ». D'autres évoquent une « nation de nations » ou un « État plurinational<sup>32</sup> ». Cette notion d'autonomie comme entité régionale dotée de compétences propres est donc une invention espagnole. Mais le développement des statuts d'autonomie se déroulera sur plusieurs décennies et deviendra une question de plus en plus centrale de la vie politique espagnole.

## Les fragilités de l'Espagne nouvelle

Tous les acteurs de l'époque, et aujourd'hui l'ensemble des spécialistes de l'Espagne, s'accordent sur le rythme vertigineux de la transition démocratique. En trois ans, la structure de la dictature franquiste – un État centralisé, sans constitution, avec un parti unique, des syndicats verticaux, une répression des cultures périphériques et du communisme – a disparu. L'ambiance même de la société espagnole a changé. À l'austérité catholique et janséniste d'un pouvoir souvent bigot succèdent une nouvelle morale et de nouvelles pratiques. Dans la presse, la télévision et le cinéma, cette explosion porte le nom de *destape*, c'est-à-dire littéralement « déshabillage ». En fait, l'abandon rapide de la censure a permis à de nouvelles images de s'imposer, et parmi celles-ci les plus nombreuses ont été des images de femme seins nus... Plus besoin de passer la frontière pour aller se rincer l'œil à Biarritz ou à Perpignan, le cinéma érotique envahit les écrans espagnols. Antonio Asensio fonde le magazine *Interviú* qui paraît pour la première fois le 22 mai 1976. Il est alors tiré à 100 000 exemplaires... deux ans plus tard, il dépasse le million. Ce patron de presse résume ainsi sa philosophie : « La formule d'*Interviú* est l'aventure d'une revue née avec la démocratie et qui a donné aux Espagnols ce dont ils avaient manqué pendant longtemps. Il leur avait manqué du sexe, on leur a donné du sexe. On ne parlait pas clairement, on a donné pleine liberté aux éditorialistes<sup>33</sup> ». Autrement résumée, la formule sera « 25 % de sexe, 25 % de sang, 25 % de politique et 25 % d'informations sociales<sup>34</sup> », un mélange de *L'Express* et de *Playboy* ! L'existence et le succès de ce produit révèlent le bouleversement des mentalités en cours. Mais ils ne sauraient rendre compte de la totalité du phénomène de régénération de la presse espagnole. La trajectoire du quotidien *El País*, qui devient le journal de référence, a eu un impact politique et social considérable. Le quotidien devint une sorte d'« intellectuel collectif » et ce qui ne « paraissait pas dans *El País* n'existait pas<sup>35</sup> ». Le journal conservateur *ABC*, fondé en 1903, survit, malgré une chute spectaculaire de sa diffusion et sans véritablement se métamorphoser – ses faire-part de décès restent une institution de la vie sociale des élites –, se redresse à partir de 1982 en choisissant le créneau de l'opposition antisocialiste sous la direction de Luis María Ansón, ancien conseiller de Suárez. En Catalogne, le vétéran *La Vanguardia* voit un concurrent se fonder en 1978 avec *El Periódico*, tandis que la presse régionale, importante et de qualité, subit des mouvements de restructuration à base de concentrations ou de créations. Au Pays basque, les journaux *Deia* et *Egin*, liés respectivement au nationalisme basque modéré et au courant indépendantiste *Herri Batasuna*, fondés en 1977, deviennent les tribunes d'un intense débat politique régional aux conséquences nationales.

Il serait donc réducteur de limiter la fécondité culturelle et intellectuelle de ces années de transition au seul phénomène spectaculaire, parce que transgressif, de ce qu'on l'appellera rapidement la *movida*, et dont Pedro

Almodóvar deviendra le symbole, sinon le « pape » ! Son premier long-métrage, *Pepi, Luci, Bom y otras chicas del montón*, en 1980, apporte l'innovation thématique inouïe d'un milieu interlope, polarisé autour de pratiques sexuelles. Qu'un pays aussi traditionnellement catholique que l'Espagne puisse produire une telle anomalie, et voilà le monde culturel européen fasciné. C'est oublier la longue tradition avant-gardiste qui irriguait la culture espagnole dès le début du <sup>xx</sup>e siècle. L'image d'un pays uniformisé sous la chape de plomb d'un catholicisme puritain est aussi fausse que celle d'un pays libéré et exubérant marchant au même rythme que les fantasmes, farces et facéties d'Almodóvar. Mais le retour à une pluralité visible et reconnue qui s'opère pendant ces années où éclot la liberté d'expression et de création constitue le trait dominant de la vie culturelle.

Cette effervescence rappelle le climat débridé et enthousiaste dans lequel s'est formée la nouvelle Espagne. Elle est aussi facteur de tensions, puisqu'une bonne partie de l'opinion est désorientée par les transgressions des plus audacieux. De plus, derrière ces créations culturelles on trouve des revendications sociales – la légalisation du divorce et la dépénalisation de l'avortement par exemple. Les opinions sont non seulement très divisées mais surtout très tranchées, déplaçant au plan de la morale sociale les lignes de fracture qui avaient été évacuées du domaine politique. Là encore, ce mécanisme inconscient marquera la culture politique espagnole ; il se réveillera sous les gouvernements socialistes de José Luis Rodríguez Zapatero. Bien entendu, dans ce dispositif, l'Église catholique joue le rôle de force d'opposition. Elle apparaît alors comme réactionnaire, ce qui a conduit l'opinion et la mémoire à oublier le rôle décisif qu'elle a joué dans les dernières années du franquisme et le début de la transition pour encourager les efforts de réconciliation nationale, de dialogue et pour redéfinir sa place dans le débat public en affirmant clairement qu'elle voulait être désolidarisée du pouvoir politique. Cette ligne, clairement inscrite dans la dynamique conciliaire de Vatican II, ne rassemblait pas forcément tout l'épiscopat. Défendue par le cardinal-archevêque de Madrid, Mgr Enrique Vicente y Tarrancón, elle s'opposait à celle que défendait Mgr Guerra Campos, évêque de Cuenca, qui avait appelé, avec neuf autres évêques, à voter non au référendum constitutionnel du 6 décembre 1978.

L'image consensuelle de la Transition, réelle lorsque l'on songe au travail réalisé par le gouvernement, le Parlement et les partis politiques, se trouble lorsqu'on étudie la réaction de nombreux corps sociaux aux transformations si rapides du pays, à commencer par l'armée. Élément central du franquisme, l'armée, dont la pensée stratégique était à l'évidence archaïque, avait un code de valeurs fondé sur l'héritage idéologique de la Guerre civile. L'ennemi était intérieur : communiste, franc-maçon, anarchiste, séparatiste. Tout ce à quoi généraux et officiers avaient consacré leur vie s'effondrait avec le nouveau régime. En septembre 1976, un chef militaire, on l'a vu, abandonna le gouvernement en réaction au projet de réforme politique.

En avril 1977, le ministre de la Marine quitte l'exécutif pour s'opposer à la légalisation du PCE. Le général Gutierrez Mellado, vice-président du gouvernement dès septembre 1976, devient aussi ministre de la Défense après les élections de 1977. Les anciens ministères de l'Armée de terre, de l'Air et de la Marine disparaissent alors, confirmant la réduction du poids politique de l'armée et le début d'une politique d'alignement sur les standards européens. Le général Gutierrez Mellado endura ce malaise, subissant de nombreux incidents protocolaires à signification politique. Si le mécontentement s'était cantonné à ce niveau, il pourrait être tu ; mais il déboucha sur des prolongements autrement importants qui aboutirent à la tentative de coup d'État militaire du 23 février 1981, laquelle rappela aux Espagnols les sombres souvenirs d'une histoire démocratique souvent interrompue par les armes. Comment la situation s'était-elle dégradée au point d'en arriver à la menace réelle d'un retour en arrière tragique ?

Passé les moments exaltants du consensus, c'est-à-dire du vote quasi unanime de la constitution, il fallait entrer dans une nouvelle étape moins brillante, celle de la vie d'une démocratie normale où un gouvernement gouverne et une opposition s'oppose. Conformément aux engagements pris lors du débat constitutionnel, les deux Chambres élues en 1977 sont dissoutes et de nouvelles élections convoquées pour le 1<sup>er</sup> mars 1979. Les résultats confirment ceux de 1977 à une exception près : le taux de participation. Celui-ci recule d'un peu plus de dix points, malgré un élargissement du corps électoral (la majorité avait été abaissée à dix-huit ans au lieu de vingt et un). Ce nouveau signal, après la participation affaiblie au référendum de décembre, fut interprété comme la manifestation d'un « désenchantement » (*desencanto*), d'un affaiblissement de l'élan initial, d'une fatigue de l'opinion publique face à une possible overdose de politique. L'UCD de Suárez conforte sa place de premier parti avec 168 députés et 34,84 %, des voix tandis que le PSOE confirme sa place de parti d'alternance avec 121 députés et 30,4 %, des voix. Le PCE progresse à peine (10,77 % et 23 députés), tandis que la droite de Fraga Iribarne, rassemblée sous le nom de « Coalition démocratique » paie chèrement ses timidités antérieures, avec seulement 6 % des voix et 10 députés, soit la perte d'un tiers de ses voix et de six parlementaires. Au Sénat, l'UCD obtient 119 sièges, le PSOE 70. Les comportements électoraux régionaux restent ceux de 1977. En Catalogne, le PSOE arrive en tête, suivi des centristes de Suárez, des communistes puis des nationalistes catalans modérés, qui envoient huit députés à Madrid sous l'étiquette *Convergencia i Unió*, fruit du rassemblement des nationalistes de Jordi Pujol et des démocrates-chrétiens. Au Pays basque, le vote nationaliste se partage entre modérés du Parti national basque (27,57 % des voix et sept élus) et extrémistes pro-ETA (*Herri Batasuna*, 15 % des voix et trois députés) ; socialistes (19 %) et centristes (16,9 %) restent donc minoritaires. La gauche continue de marquer des points dans les grandes villes et la droite de dominer les campagnes. Deux grands partis nationaux se partagent donc 70 % des

voix. Flanqués à gauche et à droite de deux partis complémentaires, ils forment « un bipartisme imparfait à l'intérieur d'un multipartisme » caractéristique du fonctionnement de la pratique politique espagnole depuis lors<sup>36</sup>. En effet, « la question nationale ou autonomiste s'est révélée être la seule capable d'altérer la composition d'un système bipartisan<sup>37</sup> ».

Un mois plus tard, les citoyens sont derechef appelés à voter pour élire leurs conseillers municipaux lors des premières élections municipales démocratiques. Jusqu'à présent villages et villes étaient restés administrés par des maires nommés par le gouvernement ! Le retard avec lequel ces élections se sont tenues a d'abord une explication historique. En 1931, des élections municipales avaient forcé le roi Alphonse XIII à abdiquer. La crainte était grande qu'une consultation prématurée donnât à nouveau un visage républicain à la carte électorale des grandes villes. Aussi fallait-il d'abord consolider l'acceptation de la monarchie par les grands partis de gauche, étape actée par la constitution, avant de se rendre aux urnes. S'ajoutait une seconde raison tactique. Le parti de Suárez manquait d'argent et de relais militants. Il ne pouvait aller aux élections municipales sans s'assurer des candidatures crédibles et disposer de moyens équivalents à ceux du PSOE, généreusement aidé par l'Internationale socialiste, et tout particulièrement par le SPD allemand et le PS français. Pour aider l'UCD, le roi n'hésitera pas à écrire au shah d'Iran et aux monarchies pétrolières pour solliciter une aide financière<sup>38</sup>. Dix millions de dollars, pense-t-on, remplirent les caisses centristes, vidées par les campagnes précédentes !

Le scrutin du 3 avril n'apporte aucune surprise. Les centristes en sortent vainqueurs numériquement avec près de 30 000 élus contre 12 000 pour le PSOE. Symboliquement pourtant, la gauche l'emporte en enlevant les mairies des plus grandes villes (23 capitales de province contre 20 à l'UCD, dont surtout Madrid, avec Enrique Tierno Galván, Barcelone, avec Narcis Serra, Valence, avec Ricardo Pérez Casado, Séville, avec Luis Uruñuela). Un « socialisme municipal » va s'inventer et favorisera la popularité croissante du PSOE. Au Pays basque, le Parti national basque gagne les trois capitales Bilbao, Saint-Sébastien et Vitoria. Progressivement, une carte électorale avec ses permanences et ses évolutions se dessine, traduisant la vitalité d'une démocratie en construction.

Dès après le scrutin général de mars 1979, Adolfo Suárez avait indiqué que le temps du consensus était achevé. Du fait, le PSOE renforce son opposition au fur et à mesure que l'exécutif semble de moins en moins assuré dans sa politique. Le climat économique demeure mauvais et le chômage ne reflue pas. Le deuxième choc pétrolier accentue le coût des matières premières, relançant l'inflation malgré la politique de modération salariale. La croissance, quasiment nulle (1,4 % en moyenne annuelle de 1976 à 1982) conforte ceux qui prétendent qu'« on vivait mieux sous Franco ». Dans ces conditions, la conflictualité sociale progresse : on dénombre en 1979 plus de cinq millions de grévistes et 171 millions d'heures perdues, chiffre record de

la décennie. Les offensives terroristes créent un climat de douleur et de peurs. En octobre 1980, un enchaînement tragique de cinq attentats en quinze jours, avec plus de 10 morts, désoriente l'opinion publique. L'Italie connaît aussi des années de plomb et le terrorisme des Brigades rouges suscite des initiatives politiques ambiguës où se rencontrent des pouvoirs occultes. En Turquie, le général Evren a pris le pouvoir le 12 septembre 1980... Bref, le contexte international, inscrit dans la problématique plus large de la guerre froide qui réactive toujours la signification de la lutte anticomuniste, donne à certains cercles militaires l'envie d'intervenir. En 1978, une première « conspiration » appelée « opération Galaxie » – du nom de la cafétéria madrilène où se réunissaient les comploteurs – avait été éventée et évitée à temps. Courant 1980, des contacts sont noués dans le plus grand secret entre militaires et hommes politiques pour « réfléchir » sur l'orientation du pays.

La tenue de deux élections régionales, le 9 mars 1980, en Catalogne et au Pays basque représente une nouveauté et un tournant. Elles sont la conséquence de l'établissement des statuts d'autonomie et ont pour objet l'élection d'un parlement régional qui déterminera ensuite la composition des exécutifs régionaux. En Catalogne, les nationalistes de *Convergencià i Unió* (CiU) arrivent en tête avec 27,83 % des voix, contre 22,43 % pour le PSOE, 18,77 % pour le Parti socialiste unifié de Catalogne (Parti communiste de Catalogne) et seulement 10,61 % pour l'UCD. La gauche républicaine catalane (ERC) est cinquième, avec 8,9 % des suffrages. Jordi Pujol, le leader de CiU deviendra ainsi le président de la *Generalitat*... poste qu'il occupera jusqu'en 2003 ! Ce vote révèle deux comportements électoraux bien distincts des Catalans selon qu'il s'agit d'élections nationales ou d'élections régionales. Au niveau national, ils votent majoritairement à gauche et placent en tête le Parti socialiste de Catalogne. Au niveau régional, ils donnent l'hégémonie au nationalisme. S'agit-il d'une schizophrénie électorale ? Il s'agit en tout cas d'une spécificité catalane. Au Pays basque, la concordance entre vote national et vote régional est beaucoup plus nette. Aux élections de 1980, le nationalisme basque – modéré, avec 38,1 % pour le PNV des voix et radical, avec 16,55 % pour *Herri Batasuna* et 9,82 % pour *Euzkadiko Ezkerra* – obtient la majorité absolue (64,47 % des voix), reléguant loin derrière le PSOE avec 14,21 % et l'UCD avec 8,52 %. En mars 1979, aux élections générales, les trois partis nationalistes avaient obtenu 50,57 % des voix et les deux grands partis nationaux 19 % et 17 %. Ces deux premiers scrutins ouvraient la voie à une nouvelle pratique politique dans le cadre des régions autonomes qui, aujourd'hui encore, conditionne la vie politique nationale.

Cependant, Adolfo Suárez perd la main sur son parti et voit son autorité contestée. En mai 1980, le PSOE avait présenté une motion de censure. Rondement défendue par Felipe González, qui était apparu alors comme un véritable chef de gouvernement en puissance, elle avait été rejetée par le Parlement. Mais le mal était fait, et Suárez était violemment mis en cause comme incapable de gérer « la grave crise que travers[ait] la société espagnole

dans la construction de l'État démocratique et des Autonomies, de la sécurité des citoyens et dans la lutte contre le chômage et l'inflation<sup>39</sup> ». Le journal *El País* soutenait l'initiative socialiste et, dans un éditorial virulent contre Suárez, dénonçait un « gouvernement qui faisait naufrage<sup>40</sup> ». L'élection, à l'automne 1980, de Miguel Herrero Rodríguez de Miñón à la présidence du groupe parlementaire centriste, contre la volonté de Suárez, confirme l'insatisfaction de l'aile droite du parti. Son aile gauche, dirigée par Francisco Fernández Ordoñez, alors ministre de la Justice, commence à multiplier les signaux en direction du PSOE. Le malaise de l'armée devient de plus en plus visible. Le débat sur les autonomies pollue la vie politique et alimente une confusion générale. Quelles doivent être les régions concernées ? Quels regroupements de provinces doivent s'opérer ? L'autonomie doit-elle être limitée aux seules « nationalités historiques » ? Se multiplient alors les propositions, parfois sensées, le plus souvent fruit d'ambitions locales qui animent les élites régionales. La question basque, avec son cortège d'assassinats de l'ETA, semble inextricable. La méthode « catalane » consistant à chercher le représentant en exil de la légitimité basque ne fonctionne pas, le *lehendakari* en exil, Jesús María Leizaola Sánchez refusant de se substituer aux élus basques<sup>41</sup>. Un statut d'autonomie est pourtant rédigé et soumis à référendum dans les limites des provinces basques le 25 octobre 1979. Bien qu'approuvé par 90 % des voix, ce statut souffre d'une participation faible (58 %). Comme toujours, l'ambiguïté vient du PNV, qui est dans les institutions sans pour autant les reconnaître pleinement afin de ne pas fermer la porte à un rêve d'autodétermination.

Au-delà de ces péripéties, la question fondamentale est bien celle de la forme de l'État espagnol. Si, dans un premier temps, Suárez et son équipe ont su trouver une voie de négociation avec les nationalismes historiques, l'idée de généraliser à l'ensemble du territoire ce mécanisme d'autonomie régionale a créé plus de problèmes qu'elle n'en a résolu. En février 1980, l'Andalousie ratifie par référendum le choix de se constituer en région autonome, avec 87 % de oui et 64 % de participation. Si le gouvernement avait recommandé l'abstention, il est désavoué par ce vote, et Catalans et Basques s'agacent de la dilution de leur originalité dans l'État espagnol.

C'est une véritable philosophie de l'Espagne qui s'affronte à travers ces débats. Les nationalistes catalans et basques défendent avec ardeur l'existence d'un « fait différentiel » entre leurs régions et le reste de l'Espagne. Les socialistes, au départ plus jacobins, se rangent rapidement à cette vision, ne serait-ce que parce que la structure du PSOE est fédérale. En outre, le jacobinisme a été délégitimé par le centralisme franquiste. La droite espagnole est centralisatrice, non en raison de l'héritage franquiste, mais par continuation d'une pratique politique des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Suárez semble n'avoir aucune idée préconçue – c'est ce que lui reprochent désormais ses adversaires, avant que cette critique ne soit reprise par quelques historiens. Mais en proposant la généralisation de la décentralisation, il « anesthésie »



aux yeux des secteurs les plus conservateurs la reconnaissance des autonomies catalane et basque. De cette étape fondatrice naissent les problèmes structurels de l'Espagne d'aujourd'hui.

De plus en plus isolé politiquement, Adolfo Suárez va devoir affronter l'éloignement du roi. Longtemps, les deux hommes ont été de véritables amis, des complices. Progressivement, le monarque, soucieux d'incarner le rôle arbitral que lui confère la constitution, inquiet des critiques qui remontent à lui contre le gouvernement, parfaitement informé de l'ambiance dans les casernes, marque de la distance à l'égard de son Premier ministre. Celui-ci en souffre profondément car, comme tout homme chaleureux et ambitieux, il a besoin de confort psychologique. En janvier 1981, estimant sa situation intenable, laminé par la guerre d'usure que les grands barons de son parti lui mènent – n'oublions pas que l'UCD est un « éventail de groupes, d'idéologies et de personnalités diverses dont Adolfo Suárez était le clou », selon l'expression de son successeur Leopoldo Calvo Sotelo –, il choisit de présenter sa démission. Son allocution télévisée, le 29 janvier, digne, efficace et émouvante, est dans la droite ligne de sa conception de la politique. Il a choisi de partir parce qu'il « ne veut pas que le système démocratique de vie commune soit, une fois de plus, une parenthèse dans l'histoire de l'Espagne ». La formule ne trouvera son plein écho qu'au lendemain de la tentative de coup d'État, trois semaines plus tard, et a entraîné beaucoup de spéculations sur d'éventuelles pressions militaires sur Adolfo Suárez. De même, elle suggère qu'il était peut-être au courant de ce qui se tramait en coulisses. Sur ce point, Adolfo Suárez a toujours démenti avoir eu des informations l'avertissant d'un possible et proche coup d'État. Mais il ne pouvait ignorer que depuis plusieurs mois, la classe politique grouillait de rumeurs et de contacts qui cherchaient à promouvoir « un changement de cap », selon la formule de Josep Taradellas, « un gouvernement de gestion » (Fraga Iribarne), voire « une opération De Gaulle », c'est-à-dire une action comparable à ce qui s'était passé en France à partir du 13 mai 1958...

Leopoldo Calvo Sotelo, vice-président du gouvernement, est adoubé par l'UCD pour succéder au charismatique Suárez. Il en est un peu l'antithèse. Grand bourgeois au nom chargé de souvenirs historiques – l'assassinat de son oncle, José Calvo Sotelo, le 13 juillet 1936 reste considéré comme un facteur déclenchant la Guerre civile –, ingénieur de formation, il a présidé les chemins de fer espagnols dans les années 1960, puis est devenu ministre du Commerce en 1975, des Travaux publics en 1976, des Relations avec la CEE en 1978 et de l'Économie en 1980. Il a donc un profil « technocratique » propre à concilier sur son nom les clans du parti gouvernemental.

Chargé de former le gouvernement, il doit d'abord être investi par la Chambre des députés. Un premier vote, le 20 février, ne lui permet pas d'obtenir la majorité absolue. Un second vote est prévu pour le 23 février. La séance est retransmise en direct à la télévision quand, vers 18 h 20, un groupe de gardes civils surgit dans l'hémicycle. Personne, au sein de l'Assemblée ni

parmi les téléspectateurs, ne comprend ce qui se passe. Très rapidement, le lieutenant-colonel Tejero, qui dirige cette séquestration de l'ensemble de la classe politique, utilise son arme à feu. Toute l'assemblée se cache sous les pupitres, à l'exception de trois hommes qui affrontent la salve : Adolfo Suárez, le général Gutiérrez Mellado et Santiago Carrillo. La radio, dans le même temps, passe sous contrôle putschiste... les Espagnols comprennent qu'il s'agit d'un coup d'État.

Ce que l'on connaît du coup d'État provient de trois types de sources : les images, le son et la presse du moment ; la procédure judiciaire contre les militaires factieux ; les mémoires des protagonistes. Aucune ne permet la reconstruction parfaite d'une opération à la fois tentaculaire – aux militaires étaient associés des civils – et marquée par un évident amateurisme – comment comprendre, par exemple, que les putschistes n'aient pas songé à isoler le roi en lui coupant le téléphone ? Cette journée révèle le profond malaise et les dysfonctionnements de la vie politique et sociale mais son déroulement repose sur quelques personnalités assez maladroites. Le renversement de la situation dramatique – il faut imaginer l'ensemble du gouvernement et du Parlement retenu en otage – tiendra à l'action parfaitement maîtrisée du roi Juan Carlos. Il obtient par la résolution de cette crise une légitimation historique et populaire qui lui vaudra une popularité durable.

Reprenons les trois sources, et d'abord celle des images, du son et de la presse. À l'image d'un Parlement sous la menace d'un garde civil bien peu civil, jouant le matamore avec son pistolet, succèdent rapidement celles des chars qui patrouillent dans les rues de Valence, où le capitaine-général Milans del Bosch, partie prenante du complot, a décrété l'état d'urgence. Dans la nuit, à 1 h 20 du matin, l'image sera celle du roi, en uniforme de capitaine-général, montrant ainsi qu'il exerce l'autorité militaire ultime du pays conformément à la constitution. Son discours est centré sur la défense de ladite constitution et il agit comme l'un de ses organes en incarnant la « Couronne ». Il a ordonné aux autorités civiles et militaires de « maintenir l'ordre institutionnel dans la législation en vigueur » et rappelle que « la Couronne ne peut tolérer l'action de personnes qui prétendraient interrompre par la force le processus démocratique que la constitution votée par le peuple espagnol lors d'un référendum détermina ». Dans l'émotion du moment, on a trop peu prêté attention au calibrage extrême de ce très bref message d'une minute et demie ! Le roi n'a cessé de se placer dans le cadre constitutionnel. Il a sauvé la démocratie et la constitution de 1978 par le rôle que celle-ci lui avait dévolu. Il a agi en fonction de son pouvoir constitutionnel, démontrant que la Couronne était parfaitement compatible avec la démocratie. Il est le premier roi d'Espagne à permettre cette démonstration. Deux autres images enfin complètent l'ensemble : l'une, dérisoire, des gardes civils, une troupe de jeunes manipulés par un commandement presque plus fantasque que fanatique, évacuant au matin du 24 février les Cortes par les fenêtres ; la

seconde : la démonstration d'unité des parlementaires et des forces politiques et syndicales défilant dans la rue le 27 février avec plus d'un million de personnes à Madrid. De la presse, on retiendra surtout les sept éditions spéciales d'*El País* entre 21 heures et 13 heures, afin de pallier la défaillance de la radio.

Le volet judiciaire de l'affaire ne concerna, au final, que 33 inculpés avec trois personnalités phares : le lieutenant-colonel Tejero et les généraux Armada et Milans del Bosch. Le procès se déroula un an après et aboutit à des condamnations relativement lourdes : trente ans de prison pour Tejero et Milans del Bosch, vingt-six ans pour Armada. Ce dernier bénéficia dès 1988 d'une amnistie ; en 1991, Milans del Bosch sort de prison, suivi de Tejero cinq ans plus tard. Trente ans après les faits, tant Tejero que Armada donnaient dans la presse leur version des faits. Vieillards tranquilles et désormais inoffensifs, ils y répétaient leur bonne foi. À les lire, on comprend qu'ils n'avaient guère l'étoffe de grands stratèges.

On aborde ici la question des mémoires des protagonistes de ces instants décisifs. À ces témoignages s'ajoute une considérable littérature émanant de journalistes d'investigation, d'éditorialistes mais aussi d'universitaires, et encore de romanciers. Du coup, tout et son contraire a été écrit. Il convient d'écarter les thèses les plus « abracadabrantesques » selon le mot utilisé par Javier Tusell<sup>42</sup>. En revanche, ce que l'on appelle le « volet civil » de cette tentative de coup d'État, qui n'a pas provoqué d'enquête judiciaire, demeure relativement obscur. La dégradation de la situation générale du pays à l'automne 1980 avait suscité, on l'a dit, des réflexions de très nombreux responsables politiques. Le général Armada avait rassemblé ces réflexions et s'était vraisemblablement placé au centre de gravité de celles-ci. Au service du roi pendant dix-sept ans comme secrétaire général de la Maison royale, il avait été nommé gouverneur militaire de la région de Lérida. C'est de là que ses agissements seraient devenus plus visibles, au point d'empêcher son accession à la fonction de numéro 2 de l'état-major de l'armée de terre, en raison de l'opposition d'Adolfo Suárez. Maître d'œuvre de « l'opération De Gaulle », qui consistait à substituer au gouvernement en place un exécutif d'union nationale, il aurait sondé les dirigeants du PSOE. Aujourd'hui, Armada nie la véracité de cette thèse défendue par d'autres témoins. Une chose est sûre : au soir du 23 février 1981, Armada se propose de venir à la Zarzuela aux côtés du roi pour le conseiller. Le roi lui refuse l'accès à son entourage. Le chef de la Maison royale, Sabino Fernández Campo informe ses interlocuteurs militaires que le général « n'est pas là et qu'on ne l'y attend pas ». Dès lors, ces derniers comprennent que, contrairement à ce que leur soutient le général, le roi ne marche pas avec les putschistes.

La date du 23 février 1981 est une seconde fondation de la démocratie espagnole. Elle rompt avec une tradition d'intervention de l'armée dans la vie politique. Les concepteurs de l'opération avaient réfléchi à partir du modèle du *pronunciamiento*, dont on a vu combien il avait dérégulé la vie politique au

XIX<sup>e</sup> siècle. Cela dit, la composante militaire du coup d'État doit être précisée. « L'armée de l'air et la marine sont totalement absentes de la préparation et du déroulement de ce putsch avorté. (...) L'armée de terre va mettre plusieurs années à retrouver une légitimité auprès des Espagnols<sup>43</sup>. » On ne peut donc prendre l'armée comme un tout, ce qui explique l'échec du coup. Les putschistes restaient minoritaires, même s'ils exprimaient le malaise d'une partie d'une institution bouleversée, qui s'était ainsi rebellée. Majoritairement, l'armée espagnole est restée, dans la nuit du 23 au 24 février 1981, dans le cadre constitutionnel. L'adhésion à l'OTAN, le 30 mai 1982, obéit aussi au souhait de Calvo Sotelo de contraindre l'armée à une modernisation, grâce à une coopération internationale et donc à la confrontation aux standards professionnels autrement plus exigeants que ceux dont l'armée espagnole s'était dotée sous Franco.

Deuxième élément de refondation de la démocratie : la crispation de la vie publique qui caractérise les années 1979-1980 va succéder un retour, sinon au consensus, au moins à la culture du pacte sur les grandes questions nationales. C'est ainsi qu'en juillet 1981, le nouveau gouvernement Calvo Sotelo peut négocier avec l'opposition socialiste la Loi organique d'harmonisation du processus autonome (LOAPA en espagnol), qui clarifie les modalités d'accession aux statuts d'autonomie en distinguant les communautés en fonction du degré de compétence administrative qu'elles détiennent. Un premier ensemble, constitué de la Catalogne, du Pays basque, de la Galice et de l'Andalousie, est appelé à profiter d'un transfert rapide des responsabilités de l'État. Le second ensemble avancera à un rythme plus lent.

Troisième élément de refondation : la Couronne a joué dans et pour la constitution, mettant fin à une tradition ancienne de duplicité qui avait tant porté préjudice à l'institution et à la stabilité politique.

« L'Espagne vous étonnera », avait annoncé, un brin présomptueux, Adolfo Suárez en 1976. Force est de lui donner raison. La vigueur, le dynamisme et le rythme de la transition démocratique ont étonné le monde. Un pays profondément cassé par la Guerre civile et par une division féroce entre vainqueurs et vaincus a vu se réaliser des gestes de réconciliation. Mais en février 1981, ce même pays qui se modernisait a montré qu'il n'était pas à l'abri d'un spectaculaire retour en arrière. La survivance de ces réflexes et de ces traditions putschistes avait de quoi étonner une communauté internationale, et plus spécialement la Communauté économique européenne, prête à adouber l'Espagne au rang des puissances démocratiques normales. Le plus étonnant dans l'affaire fut, au final, la démonstration éclatante de la solidité des institutions démocratiques espagnoles.

Pour autant, ces acquis ne sauraient masquer les zones d'ombre d'années marquées par la violence politique et terroriste et par les nombreuses inconnues que portait en elle la structure territoriale balbutiante du pays. Ces zones d'ombre ont constitué des défis permanents à l'équilibre de l'espace

public. Leur règlement n'est pas achevé, malgré des réponses plus ou moins heureuses apportées dans les décennies 1980, 1990 et 2000.

Perçue comme la période la plus positive de leur histoire contemporaine par les Espagnols eux-mêmes, la transition est souvent isolée comme un temps exceptionnel où tout fut possible. Critiquée puis réhabilitée, cette séquence historique ne saurait pourtant être isolée entre des dates artificielles. Elle noue le passage d'une longue dictature à celle d'une non moins longue démocratie aujourd'hui. « Une des clefs du succès de la transition, estime l'historien Juan Francisco Fuentes, a tenu à l'habileté du secteur réformiste du franquisme pour assumer le caractère inévitable de la nouvelle échelle de valeurs d'une bonne partie de la société espagnole<sup>44</sup>. » Les vieilles valeurs d'ordre ont été déplacées du centre du système politique, qui s'est reconfiguré autour des valeurs de liberté, de démocratie et de justice. C'est un double travail politique et social qui explique ce changement axiologique. Aussi la transition démocratique a-t-elle représenté un temps privilégié de l'action politique mais elle s'est inscrite dans l'évolution de structures socio-économiques qui avaient participé de la définition de cette Espagne nouvelle. Elle a même précédé des années de croissance qui ont métamorphosé le visage du pays, contribuant à étonner l'observateur de la réalité espagnole. Déroutante et singulière Espagne ? Et si, au contraire, le pays ne s'était-il pas normalisé grâce à un phénomène, bien connu de ses voisins : celui des « Trente Glorieuses » ?

1. Ricardo de la Cierva, « ¡Qué error, qué inmenso error! », *El País*, 8 juillet 1976.

2. Voir chapitre 6.

3. La chemise bleue des phalangistes est à l'origine de cette expression.

4. Voir chapitre précédent, p. 473.

5. « *No se trata de hacer borrón y cuenta nueva* » dans le texte en espagnol.

6. La *tertulia* désigne, au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la réunion de plusieurs personnalités qui, dans un lieu public, souvent un café, et autour d'un écrivain ou d'un journaliste célèbre, débattent sans forme ni cérémonie de n'importe quel sujet. La *tertulia* peut naturellement être aussi le fait d'un groupe d'amis dès lors qu'il y a régularité dans la rencontre. Cette forme de sociabilité s'est déplacée à la radio... non sans dérives.

7. Abel Hernández, *Suárez y el Rey*, Madrid, Espasa Calpe, 2010, p. 97.

8. Il s'agit d'un vote proportionnel corrigé par la loi mathématique dite d'Hondt qui attribue une petite prime majoritaire à la liste arrivée en tête.

9. Juan Francisco Fuentes, *Adolfo Suárez. Biografía política*, Barcelone, Planeta, 2011, p. 187.

10. Guy Hermet, *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1986, p. 252.

11. Juan Francisco Fuentes, *Adolfo Suárez. Biografía política*, Barcelone, Planeta, 2011, p. 220.

12. *Ibid.*, p. 221.

13. Le PSP intégrera le PSOE l'année suivante.

14. Santos Juliá, *Los socialistas en la política española (1879-1982)*, Madrid, Taurus, 1996, p. 486.

15. Paul Preston, *The Triumph of Democracy in Spain*, Londres-New York, Methuen, 1986, p. 118.

16. María Belén Landaburu González et Gloria Begue Cantón. Par ailleurs, on compte 21 femmes élues députés et quatre femmes élues sénatrices.

17. Toutes ces citations sont tirées du *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, 24, 1977, pp. 953-974.

18. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 210.

19. Javier Tusell (dir.), *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 105.

20. Le nombre d'heures de travail perdues se monte à plus de 110 millions contre 10 millions en 1975. José Antonio Sagarroy et David León Blanco, *El poder sindical en España*, Barcelone, Planeta, 1982.

21. « Citoyens de Catalogne, me voici enfin ici ! »

22. Javier de Santiago Guervós, *El léxico político de la transición española*, Salamanque, Universidad de Salamanca, 1992, p. 43.

23. Juan Francisco Fuentes, entrée « Consenso » dans *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 277.

24. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 217.

25. Les quatre autres sont nommés par le Conseil général du pouvoir judiciaire, l'équivalent de notre Conseil supérieur de la magistrature et par le gouvernement.

26. Joaquín Varela Suanzes-Carpegna, entrée « Constitución » dans *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 299.

27. Francisco Tomás y Valiente, *Códigos y constituciones*, Madrid, Alianza Editorial, 1989, p. 148.

28. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 220.

29. *El País*, 17 juin 2005.

30. Pierre Bon, *Les Autonomies régionales dans la Constitution espagnole de 1978* (en collaboration avec F. Moderne), Paris, Éditions Economica, 1981.

31. Sebastián Balfour et Alejandro Quiroga, *España reinventada. Nación e identidad desde la Transición*, Barcelone, Península, p. 114.

32. Josep Ramoneda, « Nación de naciones », *El País*, 10 janvier 2010.

33. Repris de la biographie d'Antonio Asensio sur le site web du groupe éditorial Planeta ([www.grupozeta.es/asensio/perfil/bio2.asp](http://www.grupozeta.es/asensio/perfil/bio2.asp) [11/07/2011])

34. Pablo Pérez López, « Les médias de la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 74, avril-juin 2002, p. 123.

35. José Carlos Mainer et Santos Juliá, *El aprendizaje de la libertad 1973-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 2000, p. 212.

36. Javier Tusell (dir.), *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 108.

37. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 222.

38. A. Alam, *The Shah and I : The Confidential Diary of Iran's Royal Court 1969-1977*, New York, St. Martin's Press, 1992, pp. 552-554.

39. Texte de la motion de censure du PSOE, le 22 mai 1980.

40. « Hay que mojarse », *El País*, 27 mai 1980.

41. Rappelons que *Lehendakari* est le nom par lequel on désigne le chef du gouvernement basque.

42. Javier Tusell (dir.), *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 151.

43. Jérôme Pellistrandi, « L'armée espagnole à l'épreuve de la démocratie et de l'Europe. 1975-2022 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 74, avril-juin 2002, p. 106.

44. Juan Francisco Fuentes, « El desarrollo de la cultura de masas en la España del siglo XX » dans Antonio Morales (coord.), *Las claves de la España del siglo XX. La cultura*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001, p. 301.

## Les Trente Glorieuses espagnoles (1980-2010)

C'est en 1979 qu'a été publié le livre de Jean Fourastié, *Les Trente glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*. Écrit par un économiste, cet essai a parfois été réduit à une réflexion sur le rythme de la croissance française – ce qu'il était, mais en partie seulement. En vérité, l'ouvrage explore les transformations anthropologiques et sociologiques liées à un bouleversement matériel d'une intensité et d'une rapidité sans précédent qui ont vu une France disparaître et une autre émerger : urbaine, rajeunie, industrialisée... Notre thèse est que l'Espagne a connu un phénomène similaire, quoique un peu décalé dans le temps. Avec la croissance économique s'est progressivement constituée une société nouvelle où coexistent des générations différentes, créant ainsi une réalité mouvante. Ces mécanismes de transition ont enfanté de nouveaux modèles démographiques, sociaux et culturels ainsi qu'une nouvelle géographie. L'originalité du cas espagnol tient à ce que cette mue socio-économique s'est produite au moment où le cadre politique du pays changeait. La population espagnole a donc connu une double, voire une triple révolution : une évolution vers la démocratie, l'accumulation de la croissance qui crée une société de consommation et une nouvelle hiérarchie des valeurs et de la conception de la vie, sans parler de la restauration de l'image internationale de l'Espagne. La conjugaison de ces paramètres a produit un précipité particulier qui nimbe ces années des couleurs d'une *success story* fondamentale pour comprendre les mentalités contemporaines. Au-delà des aléas de la conjoncture, les structures socio-économiques de l'Espagne actuelle se sont formées, élevant le pays aux standards de ceux de son proche environnement géographique. La convergence vers l'Europe, politique volontariste suivie avec détermination par tous les gouvernements de la démocratie, ne se résume pas à un processus d'adhésion ou de subventions. Elle exprime l'ambition profonde d'une société en quête de reconnaissance qui pense sa modernisation à travers le prisme de l'eupéanisation, comblant le vœu exprimé dès les années 1910 par José Ortega y Gasset, qui estimait que « l'Espagne était le problème et l'Europe la solution ». « Le désir d'eupéaniser l'Espagne, c'est-à-dire de la moderniser a été, non pas un élément du projet politique espagnol, mais son noyau central, le projet qui unissait gauche et droite, centre et périphérie, riches et



pauvres<sup>1</sup> ». L'étude de la vie économique cadrera la chronologie des politiques économiques suivies en fonction d'un environnement international profondément modifié par la mondialisation. L'explication des transformations matérielles préludera à celle des modifications mentales et culturelles pour compléter ce tableau de la péninsule Ibérique.

## Évolutions et politiques économiques

Le temps de la démocratie inaugurée entre 1976 et 1978 correspond à « la synchronisation définitive avec l'Europe<sup>2</sup> », accompagnée d'un changement des mentalités et des comportements économiques et d'un rapprochement des indicateurs espagnols à la moyenne européenne. Pour García Delgado, « la transformation la plus profonde du dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle a été la consolidation, sur le plan macro-économique, d'une culture de la stabilité et sur le plan micro-économique, d'une plus grande culture du risque<sup>3</sup> ».

En 1970, le PIB par habitant espagnol représentait un peu moins de 80 % de la moyenne du PIB par habitant des quinze pays appelés à former la zone euro à partir de 2002 ; en 2007, ce chiffre était passé à 102 % de la moyenne des vingt-sept États membres de l'Union européenne (95 % si on ne considère que la zone euro)<sup>4</sup>. En 2007 toujours, le président du gouvernement espagnol José Luis Rodríguez Zapatero se targuait de ce que son pays avait dépassé le PIB par habitant de l'Italie. Le pays a cessé d'être pauvre pour devenir riche. La moyenne de ses taux de croissance en précise le rythme. Si la décennie 1974-1985 est marquée par une croissance du PIB de 1,9 % légèrement inférieure aux 2 % de moyenne des futurs pays de la zone euro, le rattrapage est ensuite sensible. Entre 1986 et 1990, la croissance moyenne annuelle se situe à 4,5 % (contre 3,3 % en Europe), de 1,3 % entre 1991 et 1995 (à comparer au 1,5 % européen), de 3,7 % entre 1998 et 2007 (face au 2,6 % de moyenne de l'UE à quinze). Au total le PIB a crû de 130 % en un peu plus de trente ans. Au xix<sup>e</sup> siècle, l'Afrique, disait-on, commençait en dessous des Pyrénées. En 2005, le PIB espagnol atteignait 1 500 milliards de dollars, soit l'équivalent du total du PIB africain ! Quarante-quatre millions de personnes produisaient autant de richesses que plus de 850 millions ! À la fin de son mandat en 2004, le président Aznar réclamait que l'Espagne entrât dans le G8, puisque sa richesse annuelle était supérieure à celle du Canada. La hiérarchie de 1975, année de la création du G7 par Valéry Giscard d'Estaing, était caduque. En 2008, l'Espagne demande à être intégrée au G20, constitué pour répondre aux défis de la crise financière. Elle y occupe depuis un siège non permanent, pris sur le contingent de la France sur proposition du président Sarkozy.

Le système productif espagnol s'est par ailleurs profondément transformé. En 1960, le secteur primaire contribuait pour un quart à la production de richesse, le secteur secondaire pour un gros tiers, et celui des

services pour deux cinquièmes. En 2010, selon les chiffres de la comptabilité nationale, l'agriculture et le monde agroalimentaire ne représentent plus que 2,9 % du PIB, l'industrie, 25,5 % et les services, 71,6 %. La répartition de la main-d'œuvre obéit à ce même basculement : l'agriculture occupe 4 % de la population active, l'industrie, 24 % et les services, 72 %. Encore rural au début des années 1960, le pays est devenu urbain, dépendant de ses services, soumis à l'internationalisation de ses entreprises. On comprend mieux pourquoi les assises sociologiques du franquisme, que Stanley Payne n'hésite pas à assimiler à une civilisation tridentine, ont été littéralement dissoutes dans la modernisation économique. De là les thèses sur l'inéluctabilité de la transition démocratique, qui n'enlève rien cependant au mérite des hommes qui l'ont rendue possible !

Troisième élément proprement économique : l'attractivité de l'Espagne et son insertion dans les circuits européens et mondiaux. En 1975, les exportations espagnoles représentaient 14 % du PIB. Vingt-cinq ans plus tard le chiffre atteint 30 %. Il a depuis lors régressé à 23 % en 2010, en raison d'un recul des capacités exportatrices de marchandises (16<sup>e</sup> rang mondial) insuffisamment compensées par les exportations de services (7<sup>e</sup> rang mondial). Les partenaires principaux du pays sont européens : la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Italie et le Royaume-Uni concentrent 55 % des exportations espagnoles. En 1975, les Investissements directs étrangers (IDE, c'est-à-dire l'ensemble des opérations financières réalisées par des firmes internationales destinées à contrôler la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère) représentaient 0,2 % du PIB... en 2010, l'Espagne est le huitième pays récepteur d'IDE devant la Chine hors Hongkong, la Suisse, l'Italie, le Canada, le Brésil, l'Australie, la Russie, le Mexique. Le flux d'IDE reçus atteint, dans cette seule année, 5 % du PIB. Dans les années 1988-1992, le Koweït fut un des grands investisseurs en Espagne ; puis dans les années 2008-2011 vint Abu Dhabi, qui racheta notamment la compagnie pétrolière CEPSA vendue par Total au fonds souverain de la famille royale de l'émirat. En 2010, les fonds étrangers détenaient 19 % de la capitalisation boursière des trente-cinq plus grandes entreprises cotées à Madrid<sup>5</sup>. Quant au stock d'IDE en Espagne, il se monte à 668 milliards de dollars. De plus, les entreprises espagnoles se sont lancées à la conquête des marchés extérieurs et ont transformé l'Espagne en exportateur de capitaux *via* les IDE. Toujours en 2010, le stock d'investissements directs espagnols à l'étranger représente la somme de 641 milliards de dollars et le pays occupe la neuvième place dans le classement mondial, tout juste derrière le Japon (719 milliards) et devant la Belgique, le Canada, la Suisse, la Suède et la Chine. En 1985, les investissements espagnols en Amérique latine se montaient à 500 millions de dollars. En 1999, cette somme avait été multipliée par 70. En 2000, l'Espagne devient le premier investisseur dans la région, devant les États-Unis !

Ces éléments descriptifs appellent explication. Cinq phases se

distinguent dans la politique économique conduite par les gouvernements successifs. La première, inaugurée par les pactes de la Moncloa en octobre 1977, visait à corriger les grands déséquilibres macro-économiques – lutte contre le creusement des déficits extérieurs (commerce et comptes courants) et contre l'inflation. Cette politique a été menée par le gouvernement Suárez, qui plaçait au sommet de ses priorités d'autres objectifs. La succession des ministres de l'Économie traduit la fragilité du cap fixé mais une première libéralisation était définie par les technocrates de la Banque d'Espagne. C'est en 1977 que les banques étrangères obtiennent le droit de s'implanter en Espagne... un autre monde, une autre époque ! Aux gouvernements González (1982-1996) ont correspondu la politique de reconversion industrielle ainsi que l'extension des structures et des allocations de l'État providence. Dès 1985, la Couverture maladie universelle est instaurée, ce qui conduit à multiplier par quatre les dépenses sociales entre 1982 et 1992 (elles atteignent alors 20 % du PIB). S'ajoute enfin la politique d'entrée dans la Communauté économique européenne. La création de l'impôt sur la valeur ajoutée en 1985 marque une étape décisive dans la modernisation de la capacité fiscale de l'État et sa convergence avec le modèle des grandes démocraties européennes. La politique du gouvernement socialiste a été menée par deux ministres à forte autorité politique, Miguel Boyer (1982-1985) puis Carlos Solchaga (1985-1993). À partir de 1992, l'objectif de la politique économique se confond avec la mise en place de l'euro et, malgré l'alternance de 1996, demeure celui du gouvernement Aznar. Celui-ci poursuit l'intégration de l'Espagne dans le circuit mondial, achève la libéralisation des marchés financiers et mène à terme l'assainissement des finances publiques. Entre 1994 et 2009, deux ministres se succèdent : le socialiste Pedro Solbes entre 1993 et 1996 puis entre 2004 et 2009, le libéral Rodrigo Rato entre 1996 et 2004. Signe de la confiance qu'inspire l'Espagne, ces deux hommes occuperont de hautes fonctions internationales : Solbes devient commissaire européen aux Finances entre 1999 et 2004 et Rodrigo Rato, directeur général du FMI entre 2004 et 2007. Il faut attendre les conséquences dramatiques de la crise financière de 2008 pour que se dessine une nouvelle politique économique. Confronté à une récession sans précédent (– 3,5% en 2009, – 1% en 2010, – 1,2 % en 2011), le gouvernement Zapatero est contraint par la puissance des marchés à entreprendre à marche forcée une politique de rigueur qui lui vaut le rejet massif de l'opinion publique.

La conduite de la politique économique s'est d'abord inscrite dans la continuité de la politique menée par Franco et ses équipes depuis 1958. Les technocrates des gouvernements de cette deuxième étape franquiste avaient tenté de moderniser le pays ; on les retrouve après 1975 au gouvernement (Enrique Fuentes Quintana ou Leopoldo Calvo Sotelo) ou dans la banque (José María López de Letona chez Banesto, José Ángel Sánchez Asiaín au Banco de Bilbao). Sur ce plan, on ne constate aucune rupture, ni en termes d'hommes, ni en termes intellectuels, comme en témoigne l'influence de

l'économiste Luis Ángel Rojo, chef des études économiques (1971-1988) puis gouverneur de la Banque d'Espagne (1992-2000). L'État espagnol suivait une démarche volontaire de développement. La rupture interviendra en raison de la conjoncture internationale à partir de 1973 et du renchérissement du prix des matières premières qui obligent à revoir le modèle de développement. Cette crise d'adaptation durera une bonne dizaine d'années que scanderont la reconversion et la modernisation de secteurs entiers d'activité industrielle comme la métallurgie, la sidérurgie ou la construction navale. L'essentiel du travail s'accomplira sous les gouvernements socialistes de Felipe González, provoquant des tensions de plus en plus vives entre le PSOE et les syndicats, qui culminent avec une grève générale – la première de la démocratie – en décembre 1988. Il débouchera pourtant sur la métamorphose de l'économie espagnole et la naissance d'un nouveau modèle fondé sur les PME et les grandes entreprises, dont la privatisation s'amorce dès les années 1985-1987 mais qui culmine sous le gouvernement Aznar entre 1996 et 2004. Le succès d'un groupe comme Inditex, créé par Amancio Ortega, offre un bon exemple de cette expansion. La première boutique fut ouverte à La Corogne en 1975. Le groupe, fort de huit marques, possède en 2011 5 500 magasins dans 82 pays et son chiffre d'affaires en 2011 s'élève à 13,8 milliards d'euros (+140 % en sept ans), générant des bénéfices de 1,9 milliard !

L'adhésion à la CEE, conclue en juin 1985, entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Elle constitue le point d'inflexion fondamental. Comme l'a écrit l'un des acteurs essentiels de la vie économique, le banquier Sánchez Asiaín, « jusqu'en 1985, tout avait été politique, à partir de cette date, tout devient économie<sup>6</sup> ». En effet, la construction de la démocratie constituait, depuis 1975, la priorité absolue. Le brevet européen signe la réussite de l'entreprise. L'Espagne devient une démocratie normale dans laquelle la conduite de la politique économique, les débats relatifs à la redistribution des richesses et l'adaptation des systèmes productifs à la mondialisation forment le cœur de l'action publique. Les conditions d'adhésion ont créé une contrainte volontairement acceptée par les acteurs politiques, économiques et sociaux qui s'est révélée favorable à la modernisation du pays. Le modèle économique franquiste, fermé sur lui-même, protégeait les grandes entreprises publiques, le secteur bancaire, mais aussi les conditions d'emploi de la concurrence internationale. En 1984, la législation instaure le contrat de travail à durée déterminée, introduisant une première flexibilisation dans un marché considéré comme très rigide. Une autre loi importante concerne la reconversion industrielle et la réindustrialisation. Entre 1985 et 1990, de grandes entreprises nationales sont vendues, à l'image du constructeur automobile Seat, racheté par le groupe allemand Volkswagen. Longtemps condamnée à l'imitation des modèles de Fiat, Seat, modernisée, devient compétitive dans les années 1990, avec des modèles à succès comme la voiture citadine Ibiza. Enfin, l'entrée de la peseta dans le Système monétaire européen en juin 1989 crée les mécanismes de la convergence souhaitée afin

de respecter les grands équilibres macro-économiques. La tenue des jeux Olympiques à Barcelone, l'Exposition universelle de Séville qui commémore le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, le rôle de capitale culturelle confié à Madrid font de l'année 1992 le premier point culminant de cette période. La communication a visé à présenter un pays moderne dont la ligne à grande vitesse inaugurée la même année entre la capitale et Séville offre un vibrant symbole, reléguant au passé l'image d'un réseau ferré jusqu'alors célèbre pour sa vétusté.

Ces succès indéniables sont cependant gâchés par deux graves déséquilibres : le chômage, qui ne cesse d'augmenter, et l'inflation, supérieure à la moyenne européenne. L'Espagne de Franco a connu le plein emploi, même s'il s'agissait d'un trompe-l'œil puisque le *pluriempleo*, c'est-à-dire le cumul de plusieurs emplois, était souvent la condition indispensable pour gagner décemment sa vie. Avec la crise des années 1970, le chômage explose. Il dépasse la barre de 5 % de la population active à partir de 1976, et touche dès 1977 10 % de la population active avant de dépasser les 20 % de 1983 à 1987. S'il reflue entre 1988 et 1991, se situant alors entre 15 et 20 %, il explose à nouveau entre 1992 et 1997, atteignant un maximum de 24,5 % en 1994. La jeune démocratie espagnole a dû affronter chômage de masse et chômage durable. La reconversion industrielle y est pour beaucoup quand on songe, par exemple, que la construction navale a détruit plus de la moitié de ses postes de travail entre 1975 et 2000 (de 58 000 à 24 000), que l'industrie des cuirs et des chaussures n'occupe plus que 50 000 ouvriers en 2000 contre 110 000 en 1975. Même l'industrie automobile, pourtant auréolée d'une forte croissance (+150 % en valeur), se contente de maintenir ses effectifs autour de 200 000 personnes. Ce n'est qu'à partir de 1998 que le chômage connaît une baisse régulière et spectaculaire : il atteint son minimum historique en 2007, avec un taux de 9 % de la population active (soit moins de deux millions de personnes sans activité). Mais la puissance de la crise financière, l'éclatement de la bulle immobilière et la violente récession des années 2009-2012 détruisent des emplois par millions. À la mi-2013, le taux de chômage frappe 26,5 % de la population active, soit plus de cinq millions de personnes. Ce fléau représente sans doute l'élément le plus négatif du modèle économique espagnol tel qu'il s'était dessiné autour des années 1998-2007. Ceci posé, ces données négatives peuvent être partiellement amendées si l'on relève que la population active a crû. Celle-ci représentait 39 % de la population totale en 1975, elle en représente 50 % en 2011. Malgré les variations du taux de chômage, la masse des travailleurs employés a grossi, passant de 13 à 18 millions.

La qualification de l'Espagne pour entrer dans le club des pays fondateurs de l'euro avait représenté un succès considérable qui avait enfin permis que « non seulement les Espagnols croient en eux, mais aussi les marchés<sup>7</sup> ». Lorsque les douze pays de la toute jeune Union européenne, créée par le traité de Maastricht en 1991, avaient décidé de se doter d'une monnaie

commune, économistes, financiers et diplomates avaient distingué les pays sérieux des pays « Club Med ». Cette expression méprisante visait les pays riverains de la Méditerranée, aux devises faibles – drachme, lire, peseta et escudo –, plus réputés pour la douceur de leurs littoraux que pour la rigueur de leurs comptes publics. En décembre 1995, au sommet de Madrid qui avalisa le nom de la future monnaie – l'Euro –, l'Espagne peina pour en être partie prenante dès 1998. En effet, le traité de Maastricht avait imposé trois critères de convergence : un déficit public limité à 3 % du PIB, une inflation inférieure ou égale à la moyenne des trois plus faibles inflations européennes augmentée d'un point et demi, une dette publique inférieure à 60 % du PIB. Les chiffres espagnols étaient franchement mauvais : 7 % de déficit des administrations publiques, 70 % de dette publique, une inflation autour de 6-7 % (il ne fallait pourtant pas dépasser 3 %), un solde extérieur déficitaire (8 % du PIB), un taux de chômage de 22,8 %, et une base de cotisants à la Sécurité sociale trop étroite (13 millions pour une population de 40 millions d'habitants). Pourtant le miracle se produisit. En 1998, l'Espagne est « qualifiée » pour rejoindre l'Eurogroupe. Ses comptes s'améliorent et deviennent même des modèles. En 2004, la dette publique est tombée à 40 % du PIB, les comptes publics sont à l'équilibre, le chômage a reculé à 11,5 % de la population active et la Sécurité sociale compte 18 millions de cotisants, lui assurant de larges excédents. Le président Aznar, fort de ses succès économiques et de son affirmation internationale aux côtés de George Bush et Tony Blair, présente alors l'Espagne comme le modèle de la réussite des politiques libérales. La croissance avait été suffisamment vigoureuse entre 1996 et 2004 pour permettre simultanément l'assainissement des comptes publics, la pérennisation des retraites, l'élévation du niveau de vie et l'accueil de près de trois millions de travailleurs immigrés.

La transformation des villes espagnoles reflétait cette croissance : l'immobilier, tant pour la résidence principale que pour les résidences secondaires, contribuait à près de 15 % du PIB. Le tourisme arrivait juste derrière, avec 12 % du PIB. Ce dynamisme avait permis aux entreprises espagnoles de partir à la conquête du monde : les banques Santander et BBVA, la compagnie pétrolière Repsol, l'électricien Endesa se ruèrent sur les privatisations en cours en Amérique latine, ce qui élargit leur périmètre d'activité. Elles achetèrent aussi des entreprises européennes. Altadis (agroalimentaire) absorba ainsi la française Seita (tabac), et Ferrovial (BTP) gère les aéroports britanniques.

Le groupe Telefonica illustre bien cette conquête des marchés extérieurs et l'adaptation au nouveau contexte de mondialisation. Créé en 1924 sous la dictature du général Primo de Rivera avec des capitaux américains, il passe sous le giron de l'État en 1945. Partiellement privatisé en 1995, puis totalement en 1999, il compte, en 1997, 33 millions de clients, dont 20 millions en Espagne et 13 millions en Amérique Latine. Sur ces 33 millions, cinq millions sont des clients de téléphones portables. Fin 2010,

le groupe, présent dans 21 pays revendique 282 millions de clients dont 214 millions pour des téléphones portables. Le chiffre d'affaires – 55 milliards d'euros – est constitué à 42 % par les revenus américains, à 33 % par les revenus espagnols et à 25 % par les revenus européens. Il est passé de 92 000 à 176 000 salariés. Telefonica n'est pas un cas isolé, et on pourrait multiplier les exemples en évoquant, par exemple, les deux banques Santander et BBVA ou les grandes entreprises de travaux publics. Qui veut une manifestation spectaculaire de cette étape brillante tournera son regard vers les quatre gratte-ciel construits à Madrid entre 2004 et 2008. Une de ces tours, situées au nord de la capitale, de plus de 220 mètres, abrite les bureaux de la banque Caja Madrid, sa jumelle accueillant le siège social de Sacyr Vallehermoso, un conglomerat de l'immobilier. C'est le temps heureux d'une prospérité que rien ne semble pouvoir arrêter. La Bourse flambe et, à l'image des tours orgueilleusement dressées dans le ciel madrilène, tous ou à peu près croient que les arbres monteront jusqu'au ciel.

L'environnement s'y prête. La création de l'euro a permis d'éliminer le risque monétaire en Espagne. Les emprunts de l'État espagnol offrent des taux d'intérêt un peu supérieurs à ceux de l'Allemagne, démontrant la solidité du crédit dont jouit la jeune démocratie. L'économie espagnole bénéficie surtout d'un cadre extraordinairement stable pour se financer. Grâce à l'euro, les taux d'intérêt baissent, ouvrant grande la vanne du financement de la croissance par l'emprunt. Les marchés ont accueilli avec enthousiasme cette conjoncture puisque parallèlement, l'État, en cure d'amaigrissement, se désendettait. La dépense publique qui, sous le mandat des socialistes, avait atteint 47,4 % du PIB a été réduite à 38,6 % en 2004, à la fin du mandat Aznar. Entreprises et particuliers étaient alors à la fête de l'emprunt. En 1996, la dette privée représentait 45 % du PIB ; elle dépasse les 135 % en 2007 (89 % pour les foyers et 46 % pour les entreprises). Comme les prix des actifs montaient, emprunter devenait une opération rentable : le prix moyen du m<sup>2</sup> est passé de 700 € en 1997 à 2100 € au premier trimestre 2008, provoquant une « spéculation urbanistique déchaînée<sup>8</sup> ». De plus, l'inflation restant supérieure d'un à deux points par rapport à la moyenne européenne, les taux d'intérêt, fixés par la politique de la Banque centrale européenne de Francfort, étaient particulièrement faibles pour les Espagnols. Ce fut le temps de l'argent roi. Les banques espagnoles, principalement les caisses d'épargne régionales, très liées aux intérêts politiques et immobiliers des communautés autonomes, favorisèrent l'accession à la propriété, alimentant la bulle immobilière. Des prêts à quarante puis cinquante ans furent proposés. En outre, la législation permettait que l'emprunt de l'acheteur soit garanti par une hypothèque sur le bien acheté. Cette disposition a nourri une fièvre constructrice que l'augmentation importante de la population – qui gagne six millions d'habitants entre 1995 et 2008 – justifiait en apparence. Dans les premières années 2000, l'Espagne a construit, chaque année, plus de logements que l'Allemagne, l'Italie et la France réunies ! En 2007, l'Espagne avait même un

excédent du budget des administrations publiques de 2,2 % du PIB (soit 23 milliards d'euros) et alignait des « performances macroéconomiques époustouflantes<sup>9</sup> ». Ce que les économistes appellent l'effet de richesse, pour désigner une illusion fondée sur une prospérité réelle mais fragile, était à son zénith.

Cette manne permit au gouvernement socialiste de lancer une politique sociale ambitieuse. La loi sur la dépendance prévoyait la prise en charge par les administrations régionales des coûts générés par le grand âge. Mais, votée en 2007, la loi s'applique difficilement puisque ses effets financiers considérables coïncident avec l'épuisement des fonds publics. « Le miracle relevait du mirage », jugea, non sans excès, le chroniqueur économique du quotidien *Le Monde* en janvier 2009<sup>10</sup>.

Car un miracle se produisit bel bien : entre 1995 et 2007, plus de sept millions d'emplois furent créés : la hausse de la population active a alors rendu possible l'assainissement des comptes de la Sécurité sociale. En 1995, les acteurs sociaux avaient signé le pacte de Tolède qui réformait le système de retraite : l'âge était fixé à soixante-cinq ans et quarante années de cotisation étaient nécessaires pour bénéficier du taux plein. Un mécanisme permanent d'ajustement ainsi qu'un fonds de réserve abondé d'abord par l'équivalent de 600 millions d'euros étaient créés. Ce fonds disposera en 2011 de plus 62 milliards ! Dans le déchaînement spéculatif contre l'Espagne, l'ancien ministre Miguel Boyer prit la plume pour défendre la réputation de l'économie espagnole. « Ni paresseux, ni improductifs », intitulait-il son article<sup>11</sup>. On mesure dans ce titre tout le poids d'une certaine légende noire...

Face à la crise, le gouvernement socialiste a d'abord réagi de manière keynésienne en lançant, fin 2008, un plan de soutien aux travaux publics. Ce plan suscita des commentaires ironiques et n'eut aucun effet sur l'emploi, qui continua à se dégrader. Plus importante fut la décision de créer une allocation pour les chômeurs en fin de droits. Son montant (426 € mensuels) était versé pendant six mois. Devant l'ampleur du phénomène, la durée du mécanisme fut portée à douze mois afin d'accompagner ceux qui, ayant perdu durablement leur emploi, se retrouvaient sans aucun moyen de subsistance et devaient s'en remettre aux solidarités familiale ou caritative.

Sous l'effet des attaques spéculatives, le gouvernement change complètement de cap en avril 2010. Le salaire des fonctionnaires est amputé de 5 %. Les investissements publics sont gelés et plus de six milliards d'euros de programme sont annulés. La TVA, augmentée de deux points, passe de 16 à 18 % et de 7 % à 8 % pour le taux réduit. Avec un déficit des administrations publiques supérieur à 11 %, l'équation apparaît relativement simple : il faut augmenter les recettes et réduire les dépenses. Enfin, le 1<sup>er</sup> décembre 2010, le gouvernement annonce la suppression de l'aide aux chômeurs en fin de droits (plus de 615 000 personnes concernées en septembre 2010) et la privatisation-surprise de la loterie nationale et des aéroports espagnols, tout particulièrement ceux de Madrid et de Barcelone.



Enfin, le gouvernement présente une réforme des retraites qui retarde à soixante-sept ans l'âge de la cessation d'activité et oblige à cotiser 41,5 annuités.

Cette politique s'inscrit dans un contexte de crise internationale de l'euro. L'Espagne est assimilée aux « PIGS », acronyme anglo-saxon désignant le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne et désignant une dette de mauvaise qualité. La différence des taux offerts par l'Espagne et l'Allemagne dépasse les 3 % car les marchés doutent désormais du pays. Cette prime de risque montera jusqu'à 6 % en 2012. L'existence de la zone euro est critiquée tant par des économistes, qui soulignent les divergences entre un modèle nordique centré sur l'Allemagne et un modèle centré sur la France, que par les marchés qui attaquent la dette souveraine des pays dits périphériques. La rigueur avec laquelle le gouvernement s'est attaché à réduire au plus vite ses déficits publics (11 % en 2009, 7 % en 2011 et prévisions de 5 % pour 2013) rappelle la vocation européenne du pays. Il est désormais impossible de dissocier la conduite de la politique économique de Madrid et son projet politique, quasiment identitaire, qui cherche à rendre le pays pleinement acteur en Europe. C'est là un des héritages les plus solides des années 1978-2010.

Il repose sur une sociologie espagnole qui fait la part belle aux classes moyennes, désormais « constellation centrale », selon l'expression d'Henri Mendras. Le développement du salariat, les mécanismes de transferts sociaux, la hausse du niveau de vie des retraités, la création d'emplois dans le secteur tertiaire homogénéisent les modes de vie et les aspirations socioculturelles. Bien sûr, la société espagnole connaît une certaine polarisation qui oppose à une couche de gens très aisés, des *golden boys* de la réussite économique, des populations marginalisées, les gitans par exemple. Mais dans l'ensemble, le tout s'est unifié, produit d'une ascension sociale et d'une consolidation des acquis de la croissance amorcée depuis les années 1960. La comparaison des budgets familiaux entre 1964 et 2005 éclaire cette transformation. La part consacrée à l'alimentation chute de 48,7 % à 24 % ; celle dévolue à l'achat de vêtements de 15 % à 9 % ; mais les dépenses liées à l'entretien de la maison et à son équipement passent de 16,6 % à 18,2 % ; les frais liés aux transports, à l'éducation, aux loisirs, aux vacances et aux communications bondissent de 10 % à 40 %. Ces mutations traduisent le passage d'un mode de vie frugal à une société de consommation dans laquelle les dépenses consacrées aux voyages, aux loisirs, au bien-être et au divertissement augmentent, générant avec elles tout un secteur d'activités, lui-même facteur de croissance.

## Les transformations territoriales

Le ministère du Tourisme avait imaginé, au milieu des années 1960, le slogan « *Spain is different* » pour promouvoir le pays. La différence résultait du caractère puissant de la culture nationale et de son folklore, ce qui offrait le

moyen de contourner l'exception politique que représentait la dictature. Si cette identité ancrée dans une image nationale construite sur des fragments de la culture espagnole demeure, l'ambition des responsables espagnols depuis au moins vingt ans est de faire reconnaître la modernité du pays et son adéquation aux standards européens. Les grands équipements construits depuis 1975 – autoroutes (700 kilomètres en 1975, 15 000 kilomètres en 2008<sup>12</sup>), TGV, aéroports modernisés de Madrid et de Barcelone, gratte-ciel de Barcelone (tour Agbar de Jean Nouvel) ou de Madrid (tours penchées du groupe KIO, tour Picasso de l'architecte Minoru Yamasaki, tour Caja Madrid de Norman Foster), grands musées (Guggenheim à Bilbao, Prado renouvelé de Rafael Moneo, Cité des arts et des sciences à Valence de Santiago Calatrava) – ont suscité des enthousiasmes médiatiques qui trahissaient la joie de parvenir enfin au niveau des autres grands pays. Marginalisée pendant quarante ans, l'Espagne était avide de retrouver la reconnaissance internationale. Celle-ci est passée par des actes politiques, des avancées diplomatiques (entrée dans l'OTAN en 1982 et dans la CEE en 1986) ainsi que par des interventions militaires menées dans le cadre d'actions multilatérales (Liban et Kosovo avec l'ONU, Afghanistan avec l'OTAN). Mais la transformation de l'image matérielle du pays a également représenté un vecteur important. La croissance économique, le redéploiement géographique des activités, l'exode rural et l'explosion urbaine ont profondément remanié l'apparence de l'Espagne, évolution amplifiée par l'apparition des autonomies régionales – nouveaux acteurs, nouvelle échelle.

La gestion décentralisée et la capacité d'action des gouvernements régionaux ont rapproché les centres de décision des élites locales. En 2010, la fonction publique territoriale est numériquement plus importante que l'administration d'État. Cette évolution a également favorisé une concurrence territoriale, puisque les gouvernements régionaux bénéficient de compétences fiscales dont ils jouent pour rendre plus attractive leur région. Le Pays basque a ainsi imposé une fiscalité sur les bénéfices des entreprises plus faible que ses voisines – Navarre, Rioja et Cantabrie –, provoquant des microdélocalisations. De même, à partir des années 2000, plusieurs communautés autonomes dirigées par le Parti populaire ont aboli les droits de succession en ligne directe entre parents et enfants afin de favoriser la transmission et le maintien des entreprises familiales sur leur territoire. Dernier élément à prendre en compte : les fonds européens dans le cadre des programmes d'aménagement du territoire et de réduction des inégalités. On estime qu'entre 1987 et 2003, l'effet redistributif des aides européennes aura contribué à accroître annuellement le PIB de 1 %, ce qui a favorisé les régions marginalisées et touchées soit par l'exode rural, soit par l'effondrement industriel.

La dynamique générale du territoire continue de privilégier les périphéries au détriment du centre de la Péninsule. Un bilan régional amènerait à distinguer des régions dont la croissance et le niveau de vie sont

supérieurs à la moyenne nationale. Il s'agit de la Catalogne, du Pays basque, de la Navarre, de la Rioja, du Levant valencien, des Baléares et bien entendu de Madrid. Les régions plus pauvres sont l'Andalousie, l'Estrémadure, la Galice, les deux Castilles, les Asturies, la Cantabrie. Les Canaries, bénéficiant d'un statut dérogatoire, font figure de cas à part. Les géographes identifient donc un axe méditerranéen Barcelone-Valence-Murcie qui prolonge l'axe rhodanien français, reliant cette rive de la Méditerranée au cœur économique de l'Europe. Ils le complètent avec l'axe atlantique Bordeaux-Saint-Sébastien-Bilbao-Valladolid-Madrid, qui rattache cette fois-ci le versant ouest de l'Espagne à l'Europe et à la France. Entre les deux, la vallée de l'Èbre, avec les provinces dynamiques de la Navarre, de la Rioja et de l'Aragon, forme un trait d'union entre ces deux espaces de prospérité. Mais la forte concentration de la richesse autour de quelques pôles demeure un trait constitutif du tissu industriel espagnol comme l'a montré, cartes et statistiques à l'appui, l'historien Jordi Nadal<sup>13</sup>. Aussi une carte des régions en fonction du niveau de vie rapporté à la moyenne de l'Union européenne révèle-t-elle une partition Nord-Sud avec un gradient descendant de la frontière française vers le sud, compte non tenu de l'exception madrilène.

Auparavant un peu isolée au centre du pays, Madrid (14 % de la population du pays avec 6,5 millions d'habitants) est devenue le premier foyer économique, à égalité avec les quatre provinces catalanes (16,3 % de la population et 7,5 millions d'habitants). Chacune de ces régions contribue à hauteur de 20 % au PIB national avec une production de richesses en 2010 d'environ 200 milliards d'euros. Mais la capitale bénéficie désormais d'un PIB par habitant supérieur à celui de la Catalogne, provoquant un « sentiment de déclassement<sup>14</sup> » qui explique sans doute beaucoup des évolutions du sentiment national catalan. Le dynamisme de Madrid bouleverse la géographie économique du centre de la Péninsule. Les villes proches comme Guadalajara, Tolède, Avila, Ségovie sont désormais tournées vers la capitale. Celle-ci a, grâce notamment au réseau de TGV en étoile avec les lignes Madrid-Séville-Málaga, Madrid-Saragosse-Barcelone, Madrid-Valence, Madrid-Valladolid, accru son emprise. Dès lors, des centres comme Valladolid et Ciudad Real, à près de 200 kilomètres sont dans son orbite. L'aéroport de Madrid-Barajas est le quinzième du monde en termes de trafic avec près de 50 millions de passagers contre 30 millions à Barcelone-El Prat. Cette émergence de la région de Madrid est « un des grands événements de la restauration démocratique<sup>15</sup> ». Certains l'interprètent comme le résultat de la politique franquiste d'aménagement du territoire. On peut cependant aussi y voir les effets de la globalisation économique qui polarise sur des villes clés l'activité et les centres de commandement. Cela dit, la bicéphalie des deux grandes villes, Madrid et Barcelone, qui s'ancre dans des rivalités historiques, culturelles et sportives reste une caractéristique forte de l'Espagne contemporaine. Mais à côté de Barcelone qui a joué la carte de la restauration nationaliste, Madrid a sans doute su mieux jouer la carte du cosmopolitisme.

L'une est devenue une capitale régionale, tandis que l'autre s'affirme comme l'un des pôles de la mondialisation. Les grandes entreprises qui y sont implantées regardent autant vers l'Europe que vers l'Amérique latine et font de « la capitale de l'Espagne l'un des grands ferroports du monde », selon l'expression de l'économiste Ramón Tamames<sup>16</sup>.

On a évoqué plus haut la désindustrialisation à laquelle avait été soumis le pays à partir de 1975, phénomène auquel l'ensemble de l'Europe occidentale n'avait pas échappé. Les conséquences régionales ont été très fortes. Le Nord – Pays basque, Cantabrie et Asturies – a concentré 70 % des destructions d'emplois industriels. La Galice, à travers la construction navale, n'a pas été épargnée, même si les implantations automobiles (Citroën à Vigo par exemple) ont partiellement compensé ces pertes. L'industrie minière a quasiment disparu, emportant avec elle une mémoire ouvrière et militante qui semble manquer de manière décisive au PSOE actuel. En revanche, l'apparition des industries de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique dessine une géographie nouvelle où apparaissent les pôles madrilène, catalan, basque, mais aussi valencien et andalou (Malaga). L'industrie aéronautique, autour de l'entreprise CASA, se concentre à Madrid, à Séville et à Cadix (95 % de ses emplois dans ces trois provinces !). La recherche de sources d'énergie nouvelle a trouvé des entrepreneurs dynamiques autour de l'énergie éolienne (GAMESA) ou photovoltaïque, avec quelques grandes fermes dans la province de Huelva. Du coup, le pays s'est couvert d'éoliennes géantes sur les lignes de crête, dans les vastes étendues de la Meseta centrale. Don Quichotte serait bien déconcerté par l'accumulation de ces géants qui, par endroits, défigurent l'horizon ! L'éolien représente plus de 10 % du bilan énergétique espagnol, ce qui est remarquable puisque la dépendance au pétrole était l'un des points faibles du pays en 1975.

L'agriculture a durablement façonné les paysages. Elle s'est profondément transformée, en raison de la modernisation à marche forcée provoquée par l'intégration dans l'espace économique européen et la pression de l'exode rural, bien que son rythme ait décéléré à partir de 1975. La petite propriété a souffert, car les enjeux de l'industrie agroalimentaire favorisent la concentration et l'accroissement du rendement. Quelques régions maintiennent une forte identité agricole. L'agriculture contribue à hauteur de 7 % au PIB de l'Andalousie et 5,6 % dans la Rioja, alors qu'elle ne représente en Catalogne que 1,8 % du PIB et 2,2 % dans la région de Valence. C'est en Estrémadure et en Galice que la « part de la population rurale reste la plus importante<sup>17</sup> ». La réalité d'une pauvreté extrême des ouvriers journaliers décrite par Miguel Delibes dans son roman *Les Saints innocents* publié en 1981 et adapté au cinéma par Mario Camus en 1984 s'est estompée. Au contraire, certains secteurs misent sur une image ultramoderne et mondialisée à l'instar des grandes maisons viticoles de la Rioja ou du Duero, qui n'hésitent pas à faire appel aux architectes Frank Gehry ou Santiago Calatrava pour construire des caves spectaculaires. Mais l'insertion de produits phares dans

les circuits mondialisés ne peut masquer la fragilité d'autres productions comme le lait et l'élevage.

Enfin, les dynamiques du tourisme, largement amorcées, on l'a vu, sous Franco demeurent fondamentales dans l'articulation du territoire. La massification de l'offre touristique, initiée dès les années 1960, sur la côte méditerranéenne, de la Catalogne à l'Andalousie, s'est poursuivie. Benidorm, ville balnéaire de la province d'Alicante, passe de 20 000 habitants en 1980 à plus de 70 000 en 2010 mais surtout accueille près de 500 000 touristes en saison ! Les aéroports d'Alicante, de Malaga, de Murcie sont reliés principalement à des destinations anglaises et allemandes. Palma de Majorque devient en juillet et août un des premiers aéroports d'Europe en termes de trafic (21 millions de passagers sur l'année dont 50 % de juin à septembre). Les Européens du Nord affluent de manière si massive que les autorités sont obligées, en septembre, d'organiser le transport de pièces d'euros de l'Espagne vers les pays septentrionaux tant le déséquilibre est fort ! La côte Atlantique, au sud, a été équipée entre Cadix et Huelva, créant une nouvelle offre à destination des Espagnols eux-mêmes. Longtemps destination aristocratique, les côtes basque et cantabrique se sont popularisées, puis la Galice a su créer une offre touristique balnéaire mais aussi culturelle, patrimoniale et religieuse avec la renaissance du pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Depuis que Jean-Paul II y lança en 1989 son appel à une « nouvelle évangélisation de l'Europe », Compostelle ne cesse d'attirer les foules. En 2010, année sainte – la fête de Saint-Jacques tombait un dimanche –, largement sponsorisée par les plus grandes entreprises espagnoles, par exemple, le groupe de distribution *El Corte Ingles*, plus de 272 000 pèlerins se sont fait reconnaître par le diocèse. 55 % d'entre eux avouent un motif religieux à leur démarche, et si 70 % des pèlerins sont Espagnols, Allemands, Italiens et Français en représentent 13,8 %. Cette redécouverte du patrimoine historique et culturel préside aussi au développement du tourisme rural, en nette hausse depuis les années 1990. Ce phénomène reflète la quête des racines et des héritages, alors que l'urbanisation métamorphose le pays. De même que la France des années 1970 avait découvert avec passion le patrimoine, comme l'a diagnostiqué Pierre Nora, l'Espagne entre dans un processus similaire vingt-cinq ans après, confirmant donc le parallèle entre la « seconde révolution française » et une révolution espagnole<sup>18</sup>.

La population urbaine représente désormais 82 % du total de la population, contre 66 % quarante ans plus tôt. Des villes, surtout les villes moyennes, ont connu des progressions importantes, voire spectaculaires comme Guadalajara, passée de 31 000 habitants en 1970 à 85 000 en 2011. Désormais, c'est quasiment une ville-dortoir de Madrid. D'autres croissances ne signalent que la puissance de l'exode rural. La petite ville castillane de Soria a vu sa population doubler de 20 000 à 40 000 habitants en quarante ans, mais surtout elle représente désormais 42 % de la population de sa province,

contre 21 % en 1970. *Idem* pour Palencia (Castille), Logroño, dans la Rioja (de 85 000 à 152 000 habitants), et Guadalajara, qui rassemble 51 % de la population de sa province contre 21 % en 1970. D'autres villes déjà importantes ont continué de croître, comme Saragosse qui gagne sur la période plus de 200 000 habitants et en compte 675 000, soit 70 % de la population de sa région. Madrid et Barcelone ont stagné ou légèrement reculé, la première autour de la barre des trois millions atteinte dès 1970, la seconde autour de 1,6 million. La banlieue de Madrid a connu un développement prodigieux : Leganés quadruple sa population pour atteindre 200 000 habitants ; Parla la multiplie par dix et compte 120 000 habitants. Il est vrai que ce dynamisme est relayé après la fin de l'exode rural par l'immigration à partir de 1995. Au-delà de l'aspect quantitatif qui rappelle que la période ici étudiée marque l'achèvement du processus d'urbanisation, ce qui compte est la sédimentation des générations urbaines avec ce qu'elle suppose en termes de transformations, qu'elles concernent l'environnement, les références et les repères, autant, en somme de conséquences anthropologiques.

L'immigration constitue peut-être l'aspect le plus tangible de ce bouleversement social. En 1975, le recensement dénombre 0,2 % d'étrangers résidant en Espagne, pour l'essentiel d'anciens pieds-noirs français installés à Alicante. En 1995, le chiffre grimpe à 0,5 %, l'entrée dans la CEE attirant des expatriés. En 2007, les étrangers représentent 9,9 % du total de la population, et 11 % en 2011. En Catalogne, à Madrid, à Murcie ou aux Baléares, les taux dépassent les 14 %. Il s'agit bien entendu d'une immigration d'origine économique. La prospérité espagnole a attiré des populations qui sont d'abord venues d'Amérique latine, puis du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne et enfin de l'Europe de l'Est. En moins de dix ans, le pays est devenu cosmopolite. Toujours en 2007, les Marocains (13 %), les Roumains (11,7 %), les Équatoriens (9,4 %), les Colombiens (5,8 %), les Boliviens (4,4 %) représentent les communautés les plus importantes de ces groupes venus s'employer comme domestiques ou salariés – souvent clandestins<sup>19</sup> – de l'agriculture et du bâtiment. Les Anglais (7 %) et les Allemands (3,7 %) sont plutôt des retraités attirés par la douceur du climat... et un régime fiscal avantageux.

Cet afflux n'est pas sans conséquences sociales : des quartiers entiers se sont peuplés de nouveaux venus, la diversité des nationalités marque le milieu scolaire. Les immigrés issus des pays hispanophones bénéficiaient d'un avantage pour s'insérer dont les originaires du Maroc ou de Bulgarie étaient dépourvus. Un racisme latent s'est développé, qui attribue volontiers la petite délinquance à la présence d'étrangers. Des questions culturelles interrogent le modèle espagnol, hier plutôt consensuel, autour de la laïcité notamment. Faut-il accepter des élèves voilées ? Doit-on construire des mosquées ? Questions, on en conviendra, qui débordent le cas espagnol...

Tout en reposant sur une industrialisation géographiquement

discriminante, les dynamiques territoriales tendent, entre 1975 et 2010, à la « réduction des disparités interrégionales de revenus<sup>20</sup> », bien que les périphéries dynamiques se renforcent et que s'affirme un centre madrilène plus rayonnant que jamais. L'Espagne du Centre – Castille-Léon, Estrémadure, Castille-La Manche – risque une marginalisation que compensent quelques centres urbains importants comme Valladolid. L'aménagement du territoire rejoint ici des enjeux politiques liés aux nationalismes péninsulaires et crée un défi pour un État central désormais affaibli par rapport aux pouvoirs territoriaux que forment les communautés autonomes. L'apparition de fractures territoriales doublées de questions symboliques et identitaires constitue un risque qu'il ne faut donc pas exclure.

## **Démographie et société : le temps du progressisme ?**

Jean Fourastié était parti du modèle démographique de deux villages pour établir le saut « civilisationnel » qui s'était produit entre 1945 et 1975 : les exemples de Madère et Cessac cachaient l'évolution du bourg de Douelle dans le Lot. Il avait aussi tracé le portrait de deux femmes, Marie et Séverine, toutes deux âgées de vingt ans... mais à un siècle d'intervalle. Aux changements physiologiques s'ajoutaient des transformations culturelles : « Marie a été formée par le respect de la famille, le spectacle du village, des voisins et des parents qui naissent, meurent, vivent, le spectacle des animaux et des végétaux, le renouveau des saisons... Le cerveau de Séverine a été formé par un bombardement d'informations disparates et éphémères, émanant des quatre coins de la Terre et déversées en vrac par la presse, la radio, la TV, la famille – elle-même instable et frénétique –, l'école, les camarades, les voyages<sup>21</sup>. » On pourrait s'essayer au même exercice et proposer un portrait différentiel de Maria, née entre 1925 et 1935, mariée dans la décennie 1950, rapidement mère de quatre ou cinq enfants, et de sa petite-fille, née entre 1978 et 1984. Son prénom serait sans doute moins traditionnel ; elle aurait suivi des études supérieures ; célibataire, elle aurait vécu plusieurs aventures ; fille de la ville, elle ignorerait les réalités de la campagne où avait grandi sa grand-mère. Cette dernière avait connu la Guerre civile et la dictature ; sa petite-fille a grandi sous la démocratie, avec une claire conscience de ses droits civils et politiques. L'une aura voté pour la première fois vers cinquante ans ; l'autre exerce ce droit dès ses dix-huit ans. L'une se sera toujours tue, tandis que l'autre aura manifesté dans la rue. Enfin, l'aînée continue d'aller à la messe tandis que la benjamine aura non seulement cessé de pratiquer mais peut-être même de croire. La généralisation a le défaut d'écraser les nuances mais dessine un cadre global à partir duquel réfléchir.

L'économiste français avait insisté sur la modernisation charriée par les années 1945-1975. La résidence s'était améliorée, avec notamment la généralisation des salles d'eau. Puis l'équipement électroménager avait modifié tant le travail domestique que les modes de vie. Le réfrigérateur, le



lave-linge, la télévision, l'automobile, le téléphone fixe étaient entrés dans les mœurs. En 1975, le taux d'équipement des ménages en France oscillait entre 80 et 95 % selon les appareils. En Espagne, à la même date, 74 % des foyers possèdent un frigidaire, 28 % une machine à laver le linge, 26 % une machine à laver la vaisselle, 9 % un aspirateur. Plus saisissant encore : 50 % seulement des foyers disposaient de l'eau chaude et de l'eau froide, 37 % de la seule eau froide et 13 % n'avaient pas encore l'eau courante<sup>22</sup>. Quant aux voitures, le modèle emblématique des années du développement franquiste, *el seicientos*, c'est-à-dire le modèle de la Fiat 600 fabriqué sous licence par Seat, dominait, au côté d'autres voitures comme la Seat 124, qui marquait une montée en gamme. 40 % des foyers espagnols possédaient au moins une automobile. Inutile de préciser qu'aujourd'hui les taux d'équipements frôlent tous, ou presque, les 100 %. Dès 2004, le nombre de téléphones portables en circulation dépasse celui des résidents ! Le confort des maisons reste lié à la position sociale mais, malgré tout, les programmes immobiliers avec piscine, les offres de résidences secondaires, l'extension de la climatisation répondent à un enrichissement collectif. C'est d'ailleurs en été que la consommation électrique bat des records. Quant au marché automobile, il a été de 1995 à 2008, l'un des plus dynamiques d'Europe et la réussite sociale continue de s'afficher à travers des modèles puissants. Sans être, en 1975, un pays arriéré, l'Espagne restait à la traîne par rapport aux grands pays européens. En 2010, elle a non seulement rattrapé ce retard, mais sur certains points elle est même en avance. Les années 1975-2010 ont bien constitué une séquence, à l'espagnole, des « Trente Glorieuses ».

L'évolution démographique de l'Espagne entre 1975 et 2011 représente également une mutation révolutionnaire des comportements, à l'échelle collective comme au niveau individuel. On recense, en 1975, 670 000 naissances, soit un taux de natalité de 18,8‰. Depuis 1940, ce taux oscille entre 18‰ et 23‰. En moins de dix ans, il chute à 12‰ (1983) et se stabilise depuis autour de 10‰, atteignant un point historiquement bas en 1996. Cette année-là, la croissance naturelle de la population dépasse tout juste les 10 000 personnes, et la proximité entre le nombre de naissances et celui des décès dure jusqu'en l'an 2000. Le redressement de la natalité à partir de cette date doit beaucoup aux naissances des enfants d'immigrés. En 2002, le nombre d'enfants par femme est de 1,21 chez les mères de nationalité espagnole et de 2,05 chez les mères étrangères résidant en Espagne. L'écart se resserre pendant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, puisqu'en 2009, les chiffres sont respectivement de 1,33 et 1,69. Globalement, cependant, le nombre d'enfants par femme tombe de 2,8 en 1976 à 1,38 en 2009 (en ayant touché un minimum historique de 1,16 en 1996). L'âge moyen à la première maternité a bondi de 25 à 31,2 ans entre 1976 et 2011. En 2011, 34,4 % des naissances interviennent hors mariage, contre 2 % en 1975, 10 % en 1994 et 17 % en 2001 !

Le changement des mentalités que traduisent ces comportements



n'appelle guère de commentaire. L'avortement, dépénalisé définitivement en 1985 à la suite de la sentence du Tribunal constitutionnel qui valide la loi de 1983, et libéralisé par celle de 2007, est numériquement quantifiable (45 000 IVG en 1992, 115 000 en 2008). Le taux d'avortement passe ainsi de 5,78% des femmes âgées de 15 à 44 ans à 11,78%. Ces données attestent des changements spectaculaires de comportement des femmes espagnoles et des mutations de la famille. La chute de la nuptialité, corrélée à la hausse de l'âge au premier mariage (23,9 ans en 1975, 29 ans en 2009), complète ce tableau. En 2009, enfin, les unions civiles (94 000) l'emportent sur les unions religieuses (80 000) alors qu'en 1981 les premières ne représentaient que 5,6 % des 220 000 mariages (24 % en 2001).

Cet effet de ciseaux résulte de la multiplication des deuxième ou troisième unions. Légalisé, non sans crispations politiques, en 1981, le divorce, ne cesse de progresser. La loi de 2007, qui en facilite la procédure, a grandement contribué au choix de l'officialisation juridique de la séparation. En 2000, sur les quelque 100 000 ruptures enregistrées par l'Institut national de la statistique, 37 % seulement correspondent à des divorces. En 2009, 92,6 % des séparations sont des divorces. Signe évident de l'acceptation sociale du divorce : le mariage du prince héritier Philippe avec Letizia Ortiz, une jeune journaliste de télévision mariée civilement lors d'une première union. En 1992, le flirt du prince avec Isabel Sartorius, fille de divorcés, avait suscité de fortes oppositions au sein de la famille royale... En 2004, Carmen Iglesias, en son temps préceptrice du prince et membre de la très élitiste Académie royale d'histoire, estime que par son choix conjugal, l'héritier est « en harmonie » avec la société de son temps et que la jeune épouse exprime « des valeurs actuelles de la femme espagnole : professionnalisme, indépendance, volonté<sup>23</sup> ».

Dans *Noviazgo y matrimonio en la burguesia española*<sup>24</sup>, l'essayiste Vicente Verdú montre que ces changements dans les comportements intimes accompagnent l'émergence d'une mentalité progressiste exactement contemporaine de la transition démocratique. En 1983, l'usage des contraceptifs est dépénalisé (1967 en France) ; en 1985, l'avortement est partiellement rendu possible : la législation libéralisatrice est bien un fruit de la démocratie. Force dès lors est de s'interroger sur l'interaction entre politique et société. L'évolution de la législation entraîne-t-elle ces changements, comme le pensent les conservateurs et une large partie du clergé ? Ou l'évolution législative reflète-t-elle les mutations souterraines dans le comportement des individus qui finissent par aboutir à un nouvel ordre social ? En 2004, un sondage réalisé par le Centre d'études sociologiques, organisme national d'observation et d'enquête, indique que 66 % des personnes interrogées estiment que les homosexuels doivent pouvoir se marier. De même, 75 % des sondés pensent que les couples de fait doivent jouir des mêmes droits que les couples mariés<sup>25</sup>. Cette tolérance explique pourquoi le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero a pu

faire voter en 2005 une loi sur le mariage homosexuel, malgré l'opposition d'une frange non négligeable de la société. Entre 2007 et 2009, 10 154 mariages homosexuels sont célébrés, soit 1,78 % du total des unions enregistrées par l'état civil. Le puritanisme franquiste est bel et bien enterré, emportant avec lui une mentalité fondée sur la famille, la différence des sexes et la défense de la primauté de l'homme.

Ces mutations ont cependant eu pour conséquence de créer une véritable inhibition quant à la politique de la famille. Célébrée par le régime antérieur, elle est devenue le point aveugle des politiques sociales. Dans la construction de l'État providence sous Felipe González, aucune mesure spécifique n'a été pensée pour les familles : ni réduction d'impôts, ni allocations familiales. En 1991, les prestations familiales atteignaient 0,4 % du PIB, contre 7 % en Allemagne, 8,2 % en France et 12,4 % au Danemark<sup>26</sup>... En 1996, le gouvernement de droite de José María Aznar accorde un crédit d'impôt aux mères qui, travaillant, doivent payer la garde de leurs enfants. Mais la mesure ne concerne que les enfants de moins de trois ans. En 2006, le nouvel exécutif socialiste offre un chèque de 2 500 euros pour la naissance d'un deuxième enfant, afin de soutenir une natalité en berne. Il est supprimé le 31 décembre 2010 en raison des restrictions budgétaires.

Les années 1975-1985 sont marquées par le retour de nombreux travailleurs espagnols qui avaient émigré. De fait, la crise économique et la hausse généralisée du chômage en Europe encouragent ce mouvement et la démocratisation rend le pays plus attractif. Certains entendaient, en outre, revenir au pays pour y profiter de leur retraite. En 1968, la communauté espagnole, avec ses 800 000 ressortissants, représentait la plus importante minorité étrangère vivant en France ; vingt ans plus tard, ils sont moins de 200 000. Ces Espagnols qui reviennent de France ou d'Allemagne principalement apportent avec eux des modes de vie différents. Ils ont été du coup des facteurs de « modernisation de la mentalité sociale<sup>27</sup> ». Plus sensibles au travail de la femme et à son intégration sociale, ils ont mesuré dans l'Hexagone le rôle de l'école dans l'éducation des enfants. De ces sociétés plus libérales, ils rapportent une mentalité plus ouverte quant aux relations entre les sexes ainsi qu'une pratique du contrôle de la natalité marquée par l'usage des contraceptifs. La laïcité française ou la pluralité religieuse allemande les amènent à considérer l'unanimité autour de l'Église catholique comme une anomalie européenne.

Ces évolutions s'inscrivent dans un large mouvement de sécularisation de la société espagnole. La présence visible de l'Église catholique dans la société entre 1940 et 1975 a conduit à l'assimiler au franquisme. Son opposition, doctrinale d'abord, puis frontale ensuite, aux mesures laïcisatrices du gouvernement républicain entre 1931 et 1936 confirmait la convergence entre une partie des clercs et les nationalistes. Aussi a-t-on imputé à la dissolution du franquisme la rapide perte d'influence de l'Église. De même, certains ont vu dans cette institution une force nostalgique d'un passé révolu,

schéma commode mais erroné. Il occulte l'opposition au franquisme d'une grande partie du clergé et des militants catholiques qui s'exprime de manière manifeste dès les années 1960, dans la dynamique du concile Vatican II ou dans l'accueil favorable réservé aux revendications nationalistes par les clergés basque et catalan. Et il sous-estime le rôle de l'Église dans le processus de transition démocratique et de réconciliation nationale. En 1971, lors de l'assemblée entre évêques et prêtres, un texte demandant pardon à la société pour l'engagement pendant la guerre et reconnaissant l'erreur qu'avait représentée le soutien apporté aux franquistes est voté par 138 voix contre 73. Il n'est cependant pas adopté, car la majorité des deux tiers était requise. Cependant, l'historien peut considérer qu'avec ce geste, l'Église espagnole tourne dès 1971 une page de la guerre civile et participe au processus social et politique qui conduit à la réconciliation de la transition. L'écart entre l'Église et la société n'est donc pas d'origine politique mais relève d'une divergence, douloureusement vécue par le clergé et une partie de l'opinion catholique, entre un idéal chrétien et les nouvelles pratiques de vie. La compréhension du couple, l'accueil de l'enfant, l'éducation deviennent autant de points de clivage. Si entre 1976 et 1982, la complexité de la transition avait conduit le gouvernement centriste à éviter de prendre l'Église de front, les socialistes, à partir de 1982, éprouvent moins de scrupules et la laïcisation de la société constitue l'un de leurs axes de réforme. La législation sur l'avortement, la marginalisation de l'enseignement religieux dans l'école publique et même la tentative, dans les deux lois organiques sur l'éducation de 1984 et 1989, de freiner le développement de l'offre privée d'éducation (principalement religieuse) sont des points de friction entre la hiérarchie et le gouvernement. Une nouvelle génération d'évêques que dirigeront les cardinaux-archevêques de Madrid, Ángel Suquía (1983-1994) puis Antonio María Rouco Varela (1994-2013), présidents de la Conférence épiscopale, choisit d'intervenir dans le débat public. Des textes – *Les Catholiques dans la vie publique* (1986), *La vérité vous rendra libres. Instruction pastorale pour la conscience chrétienne devant la situation morale de notre société* (1990), *Cent questions sur l'avortement* (1991), *Orientations morales pour la situation actuelle de l'Espagne* (2006) – font entendre une voix critique dénonçant l'évolution du comportement moral des responsables politiques et des individus. En stigmatisant « une éclipse et une déformation morales » en 1990 ou la diffusion d'une « mentalité laïciste » qui menace la réconciliation des Espagnols (2006), l'épiscopat s'oppose aux grandes tendances de la société. Il est alors de moins en moins compris. Malgré l'engagement de Jean-Paul II et de Benoît XVI au cours de nombreuses visites pastorales (six pour le premier, trois pour le second), l'Église acquiert au long de ces années une réputation de conservatisme.

À ces aspects doctrinaux s'ajoutent les données statistiques. Établies par le Centre d'études sociologiques ou par l'Annuaire statistique de l'Église catholique, elles traduisent un fléchissement de la pratique religieuse. Si en

1981, 89 % des Espagnols se reconnaissaient comme catholiques, ils ne sont plus que 73 % en 2010 (83 % en Galice, 65 % en Catalogne). Mais chez les 15-29 ans, les chiffres sont très différents : 82 % se déclaraient catholiques en 1992 ; ils ne sont que 52 % en 2010. En 1985, 30 % seulement des Espagnols assistent à la messe dominicale<sup>28</sup>. D'après un sondage du Centre d'études sociologiques de 2010, ce chiffre est tombé à 14,5 %. Les variations régionales demeurent sensibles (20 % en Galice, 12 % en Catalogne) et reprennent une géographie maintenant bien connue : un Nord et un Centre plus religieux que le Sud et l'Est. Le nombre des baptêmes a chuté, ne concernant que 60 % des enfants nés en 2010. De même, les premières communions s'affaissent, puisqu'elles ne concernent plus que la moitié d'une cohorte d'âge. Qui plus est, les responsables de la catéchèse déplorent que ce sacrement soit pour beaucoup d'enfants l'étape ultime de leur chemin ecclésial. Nombre de jeunes ont cessé d'être culturellement catholiques. À l'école, le maintien d'un enseignement religieux délivré par des maîtres recrutés par les diocèses mais financés par l'État a suscité des polémiques récurrentes. 72 % des élèves du primaire suivent cet enseignement. Une classe alternative d'enseignement des valeurs laïques a été créée, suscitant de fortes polémiques. Ultime donnée éclairante : les Espagnols peuvent, dans leur déclaration d'impôt, consacrer 0,7 % de leur dû au financement de l'Église catholique. Une autre case permet de choisir des ONG non confessionnelles. Environ 35 % des foyers fiscaux choisissent de soutenir l'Église, qui dispose ainsi d'un budget d'environ 300 millions d'euros.

Manuel Azaña avait, en 1931, choqué l'opinion publique en déclarant que « l'Espagne avait cessé d'être catholique ». Le jugement était excessif et, en 2010, le demeure. De très nombreux mouvements spirituels se sont développés et contribuent à faire de l'Église espagnole un foyer dynamique de l'Église universelle, ne serait-ce que par les prêtres qu'elle délègue aux missions. Cent soixante-deux ordinations sacerdotales ont été célébrées en 2010, soit sensiblement le même chiffre que celui des années 1980-1985, mais en recul par rapport à la décennie 1990 (plus de 200 en moyenne par an). À titre de comparaison, la France oscille autour de cent ordinations annuelles depuis trente ans. Des congrégations religieuses se maintiennent. D'autres naissent, à l'image de *Iesu Comunio*, reconnue canoniquement par Rome en 2010, fondée par une clarisse sœur Verónica Berzosa et qui rassemble dans un couvent de la province de Burgos plus de 180 moniales et novices, dont la moyenne d'âge est de trente ans ! La vigueur de l'Opus Dei et son rayonnement scientifique et culturel à partir de l'Université de Navarre confirment l'importante contribution des catholiques à la vie collective espagnole. Enfin, la religiosité qu'expriment les fêtes traditionnelles comme la Semaine sainte en Andalousie ou les fêtes patronales dans les communes reflète l'empreinte profonde que continue d'imprimer le catholicisme.

En revanche, une polyphonie culturelle et sociale caractérise désormais un pays largement ouvert aux influences extérieures et remanié de l'intérieur

par les mutations contemporaines. Parmi les nouveautés des années 1975-2010 figure sans aucun doute la place croissante des femmes dans le monde du travail et dans l'espace public. En 1990, le Code civil reconnaît l'égalité des deux sexes dans le couple en matière patrimoniale. Si 17,9 % des femmes exerçaient une activité salariée ou indépendante en 1970, en 2008, ce niveau est passé à 51,4 % (69 % pour les hommes). Le développement du tertiaire a beaucoup contribué à la multiplication des postes de travail pour les femmes. Au gouvernement – en 2004, José Luis Rodríguez Zapatero constitue un gouvernement paritaire entre femmes et hommes –, au Parlement – 28 % des parlementaires sont des élues –, comme dans les médias, le deuxième sexe occupe des postes de responsabilité. Des journalistes politiques comme Victoria Prego ou Ana Pastor, des animatrices de talk-shows à très large audience comme María Teresa Campos ou Ana Rosa Quintana, des auteurs comme Maruja Torres et Almudena Grandes, qui signent des chroniques dans *El País*, disposent d'une authentique surface sociale. Dans l'université ou la vie économique, à un moindre degré il est vrai, les femmes ont accédé à des niveaux de visibilité importants.

La société s'est sensibilisée sur le problème de la violence domestique que réprime une loi votée en 2005. À lire et entendre la presse, on pourrait croire qu'il s'agit d'un problème aux proportions alarmantes, alors même que le nombre de femmes tuées par leurs compagnons est inférieur de 40 % au niveau français. Cette vive attention à ce fléau montre que l'image et la compréhension du rôle des femmes dans la société ont évolué positivement, quoique la situation reste ambivalente. D'une part, l'élévation du niveau des études a permis aux femmes d'être plus qualifiées, et donc d'entrer dans la vie professionnelle avec des diplômes. Dans la génération des femmes nées en 1926, 14 % étaient analphabètes en 1991 alors que pour leurs cadettes nées en 1956, la proportion est inférieure à 1 %<sup>29</sup>. Ce progrès a permis le développement d'un féminisme militant ou simplement revendiqué. Mais les statistiques montrent d'autre part que les femmes, moins qualifiées numériquement que les hommes, souffrent de discriminations importantes, que leurs salaires accusent un écart de 20 % avec celui de leurs homologues masculins malgré la création en 1983 par le gouvernement socialiste d'un Institut de la femme, organisme officiel chargé d'évaluer les politiques d'égalité et de promouvoir la place de la femme dans la société. C'est d'ailleurs aux ménagères que s'adressent les revues et émissions appelées « roses » qui envahissent les écrans de 10 à 15 heures ou les *telenovelas* – feuilletons sud-américains à rallonge – de la programmation de l'après-midi. Cette consommation culturelle d'un produit privilégiant les nouvelles des célébrités, médiatisant des personnages surgis du néant, est une caractéristique très forte de l'ambiance de la vie quotidienne de cette nouvelle Espagne.

## Une culture de masse

Raymond Carr, grand historien de l'Espagne contemporaine, s'étonnait qu'une étude sur la culture sous le franquisme fit l'impasse sur la culture de masse, « cette culture de l'évasion, du football, de la bande dessinée, de la littérature de kiosque qui occupe la tête de l'Espagnol moyen<sup>30</sup> ». Au milieu des années 1960, intellectuels et sociologues commencent à s'interroger sur l'impact de la télévision sur les mentalités ou sur le sens de la culture de masse. Une partie du monde intellectuel, nourrie de marxisme et de structuralisme, la considère alors comme « un magnifique instrument de contrôle social<sup>31</sup> », destiné à faire de l'ouvrier un simple consommateur et donc à éradiquer de son horizon toute ambition de transformation sociale et politique. Manuel Vázquez Montalbán, dans son livre *La Pénétration américaine* (1974, *La penetración americana*) l'associe à l'impérialisme américain, retrouvant des intuitions énoncées en 1969 par l'intellectuel phalangiste, Jesús Fuego dans son ouvrage *Mondialisation politique et culture de masses* (*Mundialización política y cultura de masas*). L'antiaméricanisme permettait à la gauche et à l'extrême droite de se retrouver, configuration parfois banale. En 1985, le sociologue Enrique Gil Calvo soulignait que « la culture de masse est bonne, belle et pas chère : c'est pour cela que la majorité des gens y consacrent leur temps libre<sup>32</sup> ».

La culture de masse constitue une massification de l'offre culturelle que servent de nouveaux moyens techniques greffés sur un modèle économique. La chronologie de cette massification souligne son apparition pionnière dans le monde de l'imprimé d'abord, de la radio, du cinéma et de la télévision ensuite, du monde du web enfin. Intimement liée au degré de prospérité des sociétés, la culture de masse est née aux États-Unis avant de se développer en Europe. L'uniformisation des pratiques et des produits culturels a accompagné la création d'une société occidentale à partir de 1945, quand l'environnement géopolitique issu de la Seconde Guerre mondiale a consacré le rayonnement des États-Unis sur les sociétés européennes. Pour l'Espagne, la chronologie est cependant légèrement décalée. Son retard dans le développement explique que la généralisation des *mass media* audiovisuels ne se produise que dans les années 1965-1980. L'idéologie nationale-catholique du franquisme a favorisé par ailleurs une forme d'autarcie culturelle, tout en consolidant une identité culturelle décalée par rapport aux sociétés libérales européennes. Les années 1975-1985 ont donc joué un rôle essentiel dans le bouleversement des cadres anciens et la formation de nouveaux socles culturels, sociaux et identitaires. À la démocratisation politique s'ajoutent les phénomènes de convergence économique, autrement dit la prospérité, et ceux de la convergence culturelle avec une uniformisation de la culture espagnole sur les modèles occidentaux.

Plutôt que de proposer un catalogue des productions dignes d'intérêt, il convient de dresser la cartographie des pratiques dans lesquelles on inclut désormais – signe manifeste de la culture de masse – les pratiques sportives. Six grands supports culturels apparaissent alors : la télévision, la radio, le cinéma, la presse, l'édition et Internet.

C'est entre 1975 et 1985 que les Espagnols achèvent de s'équiper en téléviseurs. La consommation devient rapidement massive, et de 90 à 95 % de la population regarde l'étrange lucarne. Si la demande ne connaît pas d'évolution sensible, l'offre est substantiellement bouleversée. En 1975, deux chaînes de la TVE (*Televisión Española*), émettant en noir et blanc avaient le monopole de la diffusion. Elles basculent à la couleur en 1977, puis les gouvernements régionaux créent des télévisions spécifiques : EITB au Pays basque (1983), TV3 en Catalogne (1984), TeleMadrid (1989), Canal Sur en Andalousie (1989). L'originalité puissante des deux premières est d'émettre en basque et en catalan, signe évident de la fin de la marginalisation de ces deux langues. En 1988, une loi offre le droit de créer des télévisions privées qui apparaissent à partir de 1990. Naissent deux chaînes hertziennes, Antena 3 et Telecinco (propriété à hauteur de 25 % du groupe de Silvio Berlusconi) ainsi qu'une chaîne payante (Canal Plus sur le modèle français mais propriété du groupe de presse Sogecable qui possède aussi *El País*). À la fin des années 2000, l'apparition de téléviseurs numériques terrestres et le basculement en 2010 au tout numérique consacrent la multiplication des antennes. Le monopole de TVE s'est donc progressivement dissous et l'audience de la première chaîne de télévision, de 80 % en 1983-1985, est descendue à 20-22 % environ. Mais le pluralisme n'a pas ôté au groupe TVE sa capacité de leadership en termes de programmes ou de financement du cinéma espagnol. Quelques succès remarquables accompagnent l'histoire de ce groupe : les jeux télévisés, avec le très populaire *Un, dos, tres* des années 1980 ; les séries, avec la reconstitution de l'histoire contemporaine du pays à travers celle d'une famille *Cuentame cómo paso*, qui enchaîne en 2011 sa dixième année consécutive ; l'in-formation, avec le rendez-vous hebdomadaire d'*Informe Semanal*, une émission de reportages qui depuis 1976 couvre l'ensemble des champs d'intérêt des téléspectateurs mais aussi les grands événements, qu'il s'agisse du mariage des enfants du roi (1995, 1997 et 2004), des jeux Olympiques de Barcelone (1992) ou du festival Eurovision... Quant aux autres chaînes, elles ont importé le modèle de la télé-réalité. Telecinco a inauguré la première émission de ce genre avec *Gran Hermano* dès la saison 2000. Elle s'est aussi singularisée avec *Crónicas Marcianas* une émission conjuguant l'exhibitionnisme, le culte de personnalités médiatiques, la provocation fondée sur le sexe ou la drogue. Une autre nouveauté décisive a été l'allongement progressif du temps de diffusion, qui va jusqu'à couvrir les 24 heures de la journée. Qu'elles sont loin, les soirées qui s'achevaient avec la diffusion de l'hymne espagnol ! Une offre spécifique, destinée à la ménagère (émissions de cuisine comme celle qu'anime le populaire Karlos Arguiñano) ou aux personnes âgées, s'est également développée. Toutes ces mutations interviennent dans un contexte de croissance quantitative : le nombre de téléspectateurs et la durée d'écoute ont augmenté.

Demeurée très populaire, la radio a perdu son rôle de référence. Bien que

son écoute reste supérieure à 50 % de la population, elle tend à baisser (elle dépassait les 60 % au début des années 1980), concurrencée par la télévision. En revanche, elle jouit d'une plus grande crédibilité. Le leader incontesté est la SER, qui appartient au groupe Sogecable déjà évoqué (30 à 35 % de part d'audience). Pendant près de trente ans, son journaliste-vedette Iñaki Gabilondo a animé les six heures de la matinée, devenant une figure incontournable du paysage médiatique national. Son engagement progressiste en a fait une conscience de la gauche espagnole. SER affronte la concurrence d'Onda Cero, de la COPE, qui appartient pour un quart à la Conférence épiscopale et de *Radio Nacional de España*, forte de plusieurs chaînes thématiques à l'image de Radio France. La COPE s'est distinguée par son ton militant et le recrutement de journalistes qui ont incarné le renouveau d'une droite très militante comme César Vidal ou Federico Jiménez Losantos.

Le cinéma espagnol a conquis, au tout début des années 1980, un rayonnement international qui doit beaucoup à l'œuvre étonnante de Pedro Almodóvar. Navire amiral de cette nouvelle créativité, il a brillamment porté la nouvelle image du pays. La réussite de quelques-unes de ses actrices fétiches, comme Carmen Maura et Victoria Abril, rapidement connues en France, puis de Penelope Cruz, dont la carrière américaine est quasiment sans précédent pour une actrice espagnole, en font le symbole du cinéma espagnol au point d'éclipser d'autres talents comme Mario Camús, Vicente Aranda, Fernando Trueba, Juan José Bigas Luna, Julio Medem, Pilar Miró, Montxo Armendáriz, Alejandro Amenabar, Fernando León de Aranoa. « De festivals en rétrospectives, d'oscars hollywoodiens en récompenses cannoises, une évidence s'est peu à peu imposée : il existe un cinéma espagnol<sup>33</sup>. » Le paradoxe est que malgré son public, ce cinéma reste très minoritaire en Espagne même. En 2004, sa part atteignait 13,4 % du marché national, contre 70 % pour les films américains et 11,3 % pour le cinéma britannique. En 2010, avec 377 titres, la production nationale avait attiré moins de 13 millions de spectateurs (12,7 % de part de marché), contre toujours 70 % aux 592 titres américains et 12,6 % pour les 106 britanniques. Malgré une aide étatique et régionale, le cinéma souffre de la faiblesse de la structure industrielle qui le soutient. Accentué par le gouvernement Aznar qui refusait l'idée d'une exception culturelle, le choix politique de s'aligner sur les standards américains pour les mécanismes de circulation des produits culturels a favorisé le cinéma américain qui possède la force de frappe d'un dispositif complet, de la production à la promotion du film. Le cinéma anglo-saxon a donc colonisé une large partie de l'imaginaire des spectateurs espagnols.

La presse écrite a accompagné la transition, comme l'illustrent l'influence et la reconnaissance internationale du quotidien *El País*. Ses éditoriaux sont redoutés et sa force d'attraction de toute l'intelligentsia progressiste inégalée. À partir de 1989 apparaissent des concurrents, comme *El Mundo*, qui, autour de son très controversé directeur Pedro J. Ramírez, s'est spécialisé dans le journalisme d'investigation. Ces nouveaux venus n'ont



pas entamé le leadership d'*El País*. Cependant, l'alignement complaisant du quotidien sur les gouvernements de Felipe González lui a valu critiques et baisse de diffusion. *El Mundo*, quant à lui, a mené une guerre de tranchées avec le PSOE en dénonçant la corruption attachée à la lutte contre le terrorisme. Le doyen de la presse nationale, le journal *ABC*, a réussi à retrouver sa place dans le dispositif concurrentiel en maintenant une ligne clairement monarchiste, conservatrice et catholique mais aussi en recourant à la collaboration d'écrivains réputés comme Camilo José Cela ou aujourd'hui Juan Manuel de Prada. L'apparition à partir de 1998 du journal *La Razón*, dont la ligne éditoriale est fixée par Luis María Ansón, un ancien collaborateur de Suárez passé par *ABC*, a étendu vers la droite la plus conservatrice une nouvelle offre éditoriale, sans rencontrer le succès espéré. L'aventure de *Público*, quotidien ancré à gauche né en septembre 2007 et mort en 2012, n'a pas bouleversé l'équilibre, alors même que le journal avait voulu incarner en 2011 l'esprit des Indignés espagnols. En Catalogne, *La Vanguardia* et *El Periodico* restent des références tant régionales que nationales, le premier ayant un positionnement modéré, tandis que le second affiche son progressisme. La presse régionale offre un maillage très dense du territoire, si bien qu'un degré local d'informations et de débats existe, alimenté par les enjeux politiques au sein des provinces et des communautés autonomes. Tous les journaux sont entrés dans l'ère du web au milieu des années 1990 (1996, naissance d'*elpais.com*) et enregistrent des audiences élevées grâce à leurs sites Internet.

Dans les années 1970, la lecture de la presse restait moindre en Espagne que dans le reste de l'Europe avec un ratio de diffusion de 80 exemplaires pour 1 000 habitants. Ce chiffre est monté à 110 en 1998 (437 en Suède et 145 en France). En 1988, on dénombrait un peu moins de huit millions et demi de lecteurs de la presse quotidienne. En 2010, le chiffre s'élève à presque 15 millions. Avec ses suppléments dominicaux, ses offres publicitaires (livres à un euro, DVD, vaisselle...), la presse a, dès le milieu des années 1990, tout fait pour conserver et accroître son lectorat. En même temps, les chiffres concernent une pluralité de titres. Les grands tirages vont aux journaux sportifs *Marca* et *As* ; suivent *El País*, *El Mundo*, *ABC*, qui tirent entre 300 et 450 000 exemplaires. À partir de 1990, une nouvelle logique industrielle s'est invitée dans la structure économique de la presse. Le groupe PRISA avec son pôle presse *El País*, *As*, le journal économique *Cinco Días*, son pôle télévision avec Sogecable et Canal Plus, son pôle éditorial avec Santillana, son pôle radio avec *40 principales*, ses participations en Europe (*Le Monde*) et en Amérique latine s'impose comme le premier groupe d'information espagnol et en langue espagnole. Il obéit d'abord à l'ambition de son créateur Jesús de Polanco, véritable Citizen Kane espagnol. Sa mort en 2007 et l'arrivée de la crise ont placé le groupe en difficulté. Sa nouvelle direction, intimement liée aux intérêts de la famille Polanco, procède à des restructurations. Le groupe reste fort de plus de 13 000 salariés, et son chiffre d'affaires frôle les trois

milliards d'euros. Son concurrent est le groupe Vocento, né en 2001 du rapprochement entre le *Grupo Correo* et *Prensa española*. Fort de vingt titres de presse quotidienne et hebdomadaire, de dix participations dans des radios et télévisions, l'ensemble, qui appartient à de grandes familles (Luca de Tena, Ybarra, Aguirre, Castellanos), réalise un chiffre d'affaires d'environ 700 millions d'euros.

Le monde de l'édition, longtemps bridé par la censure franquiste et par la faiblesse numérique du lectorat espagnol, a subi en trente ans des remaniements considérables. L'explosion du nombre de titres publiés – plus de 70 000 titres annuels depuis l'an 2000 – révèle un dynamisme quantitatif ainsi que des dysfonctionnements. Le marché obéit à trois logiques. L'une est internationale, grâce à la diffusion des œuvres en Amérique latine, mais aussi aux traductions. La deuxième est nationale et la troisième régionale. Dans cet ultime échelon, deux facteurs sont à considérer : l'importance des éditions subventionnées par les gouvernements régionaux, qui voient dans le soutien à l'édition un moyen de rayonnement et une illustration de la culture régionale ; la question de la langue pour certaines communautés, dont la Catalogne. La politique délibérée de « catalanisation » a conduit les responsables élus à ne privilégier que l'écrit en catalan. En 2007, la foire du livre de Francfort met la Catalogne à l'honneur. Les institutions culturelles choisissent de n'inviter que des écrivains catalanophones, se privant du prestige d'auteurs comme Eduardo Mendoza, dont la connaissance intime de Barcelone irrigue l'œuvre (*La Ville des prodiges*, *Mauricio* ou *les Élections sentimentales*, *Barcelone moderniste*).

La consommation littéraire a augmenté – les chiffres en témoignent. En 1993, 11 000 titres « littéraires » sont publiés ; en 2010, on en recense 22 000. Les ouvrages d'histoire passent de 2 000 à 4 000 titres et plusieurs best-sellers autour des commémorations consacrées à Philippe II (1998), Charles Quint (2000) ou à l'événement majeur que représente la Guerre civile traduisent l'existence d'une nouvelle veine éditoriale. S'y rencontrent des inquiétudes politiques quant à l'identité espagnole, une sensibilité nouvelle à l'histoire liée à la rapidité des changements intervenus en quelques décennies et des interprétations partisans. La naissance de revues spécialisées, certaines de très grande qualité, comme *La revista de libros*, d'autres plus « grand public » comme *¿Qué leer?*, atteste de l'intérêt croissant du public pour ces biens culturels. Les prix littéraires comme le prix Planeta restent des événements très médiatisés. Le prix Nobel de littérature décerné à Vicente Aleixandre en 1977, à Camilo José Cela en 1989 et à Mario Vargas Llosa en 2010, a flatté la fierté du monde éditorial et culturel espagnol.

Le monde nouveau d'Internet renouvelle en profondeur et à une vitesse accélérée les pratiques culturelles. C'est en 1996 que les usagers du nouveau média commencent à pouvoir être mesurés. Ils sont, au premier trimestre, 0,7 % de la population. Cinq ans plus tard, ils sont 20 % et dépassent la barre des 50 % en 2010. L'usage est majoritairement masculin (53 %), jeune (59 %

ont moins de 35 ans), diplômé (75 % des usagers ont des études secondaires ou supérieures à leur actif). 52 % des internautes téléchargent de la musique, 44 % des vidéos ; 24 % en profitent pour regarder la télévision et 21 % pour y jouer en réseau. La confrontation avec d'autres pays européens confirme la parfaite similarité des comportements. Il n'y a pas de modèle espagnol d'Internet, sans doute parce que le média uniformise les offres et les comportements. Plus originale a été l'implication très rapide et très efficace de l'État, d'institutions culturelles et de mécènes pour doter le pays de portails utiles et originaux. L'exemple le plus frappant, outre la numérisation des archives, de la presse régionale ou nationale à l'initiative du ministère de la Culture, a été la création de la bibliothèque virtuelle Miguel-de-Cervantes, qui rassemble de grands classiques de la littérature hispanique, des études spécialisées ainsi qu'une importante base de données.

Avec la société de consommation et la culture de masse, le sport est entré dans la vie individuelle et collective pour incarner à la fois des valeurs de bien-être, de compétitivité, de *fair play* et une extériorisation des corps. L'aspect économique de ce développement ne saurait être oublié : l'économie du sport brasse des dizaines de milliards de dollars à travers le monde. L'Espagne est partie prenante de ce phénomène si caractéristique de l'époque contemporaine. Les jeux Olympiques de Barcelone consacraient la reconnaissance internationale du pays et récompensaient une ville modernisée grâce à la perspective des jeux. Ils étaient aussi le fruit de l'action efficace de Juan Antonio Samaranch, « le marchand du Temple olympique », « l'homme qui a mondialisé le sport », selon les titres des nécrologies qui lui furent consacrées en 2010. Ancien président, nommé par Franco en 1973, de la députation provinciale de Barcelone, ambassadeur à Moscou de 1977 à 1980, président du Comité international olympique de 1980 à 2001, Samaranch a fait de l'obtention des jeux par Barcelone un combat personnel remporté haut la main. La réussite des JO et les succès des sportifs espagnols coïncidaient avec le début d'un apogée du sport espagnol où s'illustrent le cyclisme (Pedro Delgado, Miguel Induráin puis Alberto Contador), le tennis (Sergi Bruguera, Arantxa Sánchez Vicario, Rafael Nadal) ou la compétition automobile (avec Carlos Sainz en rallye et Fernando Alonso en formule 1). Le football brille d'un éclat particulier avec les deux clubs historiques que sont le Real Madrid (champion d'Europe en 1998, 2000 et 2002) et le FC Barcelone (champion d'Europe en 1992, 2006, 2009 et 2011), sans oublier l'équipe nationale qui remporte la coupe d'Europe en 2008 et en 2012 et la coupe du Monde en 2010. En observant le traitement que la presse écrite et audiovisuelle réserve aux grands succès sportifs, on comprend que ceux-ci contribuent à créer un climat de confiance, voire à édifier le mythe d'une Espagne conquérante et reconnue. Ce nationalisme sportif revêt une signification toute particulière puisqu'il accompagne la reconnaissance internationale du pays. On comprend mieux pourquoi le maire de Madrid, Alberto Ruiz Gallardón, a présenté avec obstination la candidature de sa ville à l'organisation des JO pour 2012, 2016

et 2020. En vain.

Le sport connaît aussi un développement dans sa pratique sociale. En 1976, l'ensemble des fédérations sportives comptaient 1 800 000 licenciés. En 2010, ils sont 3 520 000. On peut lire dans les effectifs des différentes fédérations l'évolution des modes. L'athlétisme a perdu 60 % de ses effectifs (75 000 contre 185 000), quand le golf a multiplié les siens par... vingt-quatre (333 000 au lieu de 13 000). Le football reste l'activité la plus pratiquée (800 000 licenciés, un chiffre multiplié par quatre pendant la période) devant le basket (400 000 licenciés, soit 2,3 fois plus qu'en 1976), que José-Carlos Maíner considère comme « le sport le plus identifié à la transition<sup>34</sup> ». Le tennis profite à plein de l'« effet Nadal », avec 110 000 licenciés. Bien sûr, ces chiffres ne concernent que les pratiquants réguliers qui payent une cotisation fédérale et entrent dans le circuit des compétitions organisées par les clubs. Une part encore plus importante de la population pratique le sport de manière moins encadrée.

Ce panorama de la consommation culturelle s'inscrit dans une réflexion plus vaste autour des mutations anthropologiques vécues par la société espagnole dans le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle et le début du xxi<sup>e</sup>. La concordance entre l'évolution politique, l'accélération du processus de croissance et l'explosion d'une offre culturelle massifiée confère aux années 1975-2010 une densité historique singulière. Nous avons voulu la décrire en empruntant au modèle français l'expression « Trente Glorieuses » qui dit à la fois l'étonnement et l'accueil enthousiaste de ces transformations ainsi que leur caractère circonscrit dans le temps. Sans s'aventurer dans le pronostic, l'historien du très contemporain peut cependant estimer que la révolution sociale, morale et politique de l'Espagne contemporaine, amorcée à la fin des années 1960 et pleinement active dans les années 1980 et 1990, a fini de restructurer les cadres sociaux, mentaux et culturels du pays. Une autre séquence de l'histoire collective s'écrit désormais. Parallèlement, si l'on estime que la société espagnole se rapproche d'un modèle plus global, si l'on considère que la culture espagnole s'immerge dans les circulations internationales, force est de rappeler que la description des phénomènes n'épuise pas leur explication et qu'il faut prêter attention à la langue qui soutient ces représentations. La langue espagnole, principalement le castillan, au regard de sa projection extérieure, est effectivement créatrice et adaptatrice de contenus. Elle ne s'est pas montrée avare de néologismes pour rendre compte des expériences vécues : du *consenso* (consensus) au *desencanto* (désenchantement) politique, de la *movida* à la *globalización* culturelle.

1. Emilio Lamo de Espinosa, « Presentación », *Construir Europa desde España : Los nuevos desafíos de la política europea*, Madrid, Real Instituto Elcano, 2005 p. 2.

2. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003, p. 401.

3. Javier Tusell (dir.), *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 384.

4. La quasi-totalité des chiffres donnés ont pour source les bases de données de l'Instituto Nacional de Estadísticas (INE, [www.ine.es](http://www.ine.es)).

5. « Los fondos internacionales controlan el 19 % del capital de las empresas del IBEX », *Cinco Días*, 10 février 2010.

6. José Ángel Sánchez Asiaín, « El cambio en la economía productiva (1975-2000) » dans Real Academia de la Historia, *Veinticinco años de reinado de S. M. Don Juan Carlos I*, Madrid, Espasa Calpe, p. 484.

7. Javier Tusell (dir.), *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 406.

8. Rapport de l'ONU repris par le quotidien *ABC*, 2 décembre 2006.

9. Pierre-Antoine Delhommais, « La dérouté de l'Invincible Armada », *Le Monde*, 18-19 janvier 2009.

10. *Ibid.*

11. Miguel Boyer, « Ni perezosos, ni improductivos », *El País*, 17 février 2011.

12. À comparer aux chiffres français de 2 000 et 11 000 kilomètres en 1975 et en 2008.

13. Jordi Nadal, Carles Sudrià, Josep M. Benaul, *Atlas de la industrialización en España, 1750-2000*, Barcelone, Fundació BBVA-Crítica, 2003.

14. Enric Juliana, *La deriva de España. Geografía de un país vigoroso y desorientado*, Barcelone, RBA, 2009, p. 149.

15. Enric Juliana, *La deriva de España. Geografía de un país vigoroso y desorientado*, Barcelone, RBA, 2009, p. 171.

16. Ramón Tamames, « El efecto AVE en la Comunidad de Madrid », *La estrella digital*, 25/09/2008.

17. Fernando Sánchez Marrojo, « Del campo a la ciudad. Perfiles cuantitativos y dinámica espacial » dans Antonio Morales (coord.), *La modernización social*, Madrid, Sociedad Estatal Nuevo Milenio, 2001, p. 144.

18. Henri Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 2<sup>e</sup> édition, 1994.

19. L'économie souterraine représenterait 20 % du PIB espagnol.

20. Fernando Sánchez Marrojo, « Del campo a la ciudad. Perfiles cuantitativos y dinámica espacial » dans Antonio Morales (coord.), *La modernización social*, Madrid, Sociedad Estatal Nuevo Milenio, 2001, p. 152.

21. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979 (édition Hachette de 2007 utilisée ici, citation, p. 173-174).

22. Isabel Moll, « La evolución de las formas de vida familiar » dans Antonio Morales (coord.), *La modernización social*, Madrid, Sociedad Estatal Nuevo Milenio, 2001, p. 285.

23. Carmen Iglesias interrogée par le journal *ABC*, novembre 2003.

24. Vicente Verdú et Alejandra Ferrándiz, *Noviazgo y matrimonio en la burguesía española*, Madrid, Alcañá Libros, 1974, et *Noviazgo y matrimonio en la sociedad española : 1974-2004*, Madrid, Taurus, 2004.

25. Résultats publiés dans *El País*, 23 juillet 2004.

26. G. Meil Landwerlin, « Presente y futuro de la política familiar en España », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 70, 1995, p. 76.

27. Isabel Moll, « La evolución de las formas de vida familiar » dans Antonio Morales (coord.), *La modernización social*, Madrid, Sociedad Estatal Nuevo Milenio, 2001, p. 283.

28. José Andrés-Gallego et Antón Pazos, *Histoire religieuse de l'Espagne*, Paris, Le Cerf, 1998, p. 227.

29. Margarita Delgado, « Cambios recientes en el proceso de formación de la familia », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 64, 1993, p. 145-146.

30. Raymond Carr, *El rostro cambiante de Clio*, Madrid, Fundación Ortega y Gasset, 2005, p. 267.

31. José María Maravall, *Trabajo y conflicto social*, Madrid, Taurus, 1967, p. 36.

32. Enrique Gil Calvo, *Los depredadores audiovisuales. Juventudes urbanas y cultura de masas*, Madrid, Tecnos, 1985.

33. Jean-Paul Aubert, « Le cinéma de l'Espagne démocratique. Les images du consensus », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 74, mai-juin 2002, p. 141.

34. José-Carlos Mainer et Santos Juliá, *El aprendizaje de la libertad 1973-1986*, Madrid, Alianza, 2000, p. 133.

## Du succès au doute : la relève générationnelle

De 1975 à 1981, l'Espagne s'est normalisée et a posé les bases d'un cadre démocratique. Le chemin n'a pas été facile et les résistances se sont multipliées. Les divisions du parti majoritaire, l'Union du centre démocratique, avaient contraint Adolfo Suárez à la démission. La tentative de coup d'État au moment même de l'investiture du nouveau chef du gouvernement Leopoldo Calvo Sotelo oblige l'ensemble de la classe politique à changer de méthode et de style. Aux combats frontaux de l'année 1980 succède la volonté de restaurer un « consensus », cette valeur qui avait permis de réussir la transition. Bien que fragilisé par les fractures qui parcourent son parti, le gouvernement Calvo Sotelo légifère sur le divorce, définit le cadre global du processus d'autonomie (Loi organique d'harmonisation du processus autonome, connue sous l'acronyme Loapa) et intègre l'Espagne dans l'OTAN. Ce bilan montre que la volonté de moderniser le cadre juridique du pays demeure un objectif politique. Si le divorce est légalisé, d'autres revendications traversent la société espagnole. Face à la surenchère des nationalismes qui naissent ou s'expriment dans le cadre de la définition des futures communautés autonomes, face aux inquiétudes exprimées par les Basques et les Catalans de voir diluée leur spécificité nationale si l'ensemble des autres communautés autonomes jouissent des mêmes droits, l'harmonisation de la décentralisation à venir suscite un pacte entre l'UCD et le PSOE. Votée en juillet 1982 mais ultérieurement censurée par le Tribunal constitutionnel, la loi prévoyait « une réduction de la portée du processus décentralisateur<sup>1</sup> ». Comprise comme un gage donné aux militaires, dont l'attachement à l'unité du pays découlait du legs idéologique franquiste, ce texte a eu le mérite de fixer la carte des autonomies en définissant dix-sept régions<sup>2</sup>. Annoncée dès le discours-programme de Calvo Sotelo, le 18 février 1981, cette loi a été présentée tant par le gouvernement que par le PSOE comme le fruit du consensus, et non de la peur qui aurait été la conséquence politique des événements du 23 février 1981. L'intégration dans l'OTAN obéissait certes à un tropisme occidental mais cherchait surtout à forcer la modernisation des forces armées en leur apprenant que leur mission n'était pas de se défendre contre un ennemi intérieur mais de participer à une stratégie globale, alors marquée par la guerre froide. De plus, l'entrée dans

l'OTAN permettait, pensait Calvo Sotelo, d'accélérer les négociations d'adhésion à la CEE, largement enlisées en raison des enjeux de la politique intérieure française.

En juin 1982, la sentence du jugement des putschistes de février 1981 se montre clémentine à l'égard du général Armada, condamné à seulement six ans de prison, mais sévère à l'égard du colonel Tejero et du général Milans del Bosch condamnés à trente ans. Le gouvernement fait immédiatement appel, afin de montrer que la tentative de déstabilisation de l'ordre constitutionnel ne peut appeler qu'une dure sanction. À la veille des élections générales d'octobre 1982, un nouveau complot est déjoué... Si les comploteurs sont minoritaires, les incompréhensions des militaires et les nostalgies de l'extrême droite restent un problème. En juin 1985, le gouvernement socialiste fera échec à ce qui semble être, au regard des documents officiels accessibles, la dernière tentative de coup d'État. Profitant d'une visite de la famille royale à La Corogne, une explosion criminelle devait semer la mort dans la tribune officielle et ouvrir la voie à une prise du pouvoir. Avorté grâce aux services de renseignements, ce plan, longtemps tenu secret par Felipe González, signe la fin d'une menace militaire sur la démocratie. Leopoldo Calvo Sotelo, « plus efficace administrateur que communicant politique<sup>3</sup> », homme d'une profonde culture scientifique et littéraire, s'est donc attaché, avec son gouvernement, à « remettre sur les rails » la situation en « restituant la confiance des Espagnols dans les libertés civiles<sup>4</sup> ». La séquence 1981-1982, écrasée dans les histoires politiques par celle qui la précède (1976-1981) constitue donc une charnière essentielle dans la consolidation du processus de démocratisation. La victoire électorale des socialistes le 28 octobre 1982 marquait le triomphe d'une démocratie qui rendait possible l'alternance ; l'exercice du pouvoir par la gauche – une première depuis 1936 – confirmait la réalité de cette alternance.

Quatorze ans plus tard, une droite regroupée sous l'autorité de José María Aznar gagnera les élections générales et arrivera au pouvoir démocratiquement... expérience inédite depuis 1933 ! On mesure ainsi combien le poids de l'histoire influence la perception des événements. Elle conditionne bien des représentations, des discours et des sensibilités, brouillant parfois l'analyse du présent en surévaluant la signification du passé. Cette présence du passé ne saurait pour autant être évacuée car elle s'exprime dans les tensions sous-jacentes à la société espagnole. Cet étroit mélange des temporalités, cette surexposition du débat public à une réflexion sur le sens de l'histoire contemporaine vécue sur le mode d'une anomalie européenne ou au contraire comme l'expression d'un parcours singulier mais profondément européen nous conduisent à proposer ici une approche différente de l'histoire politique des trente dernières années.

Plutôt que d'articuler le récit autour d'une chronologie politique, nous préférons proposer une synthèse. La démocratie espagnole demeure marquée par les conditions de son installation et par l'ombre portée du régime dictatorial qui la précède. Mais, de par son épaisseur historique – elle a



maintenant duré autant que le franquisme –, elle présente des continuités et des ruptures qui demandent à être lues pour elles-mêmes. Tel est, du moins, le pari que nous engageons.

## Le fonctionnement d'une démocratie

En novembre 2011, les électeurs ont élu leurs députés et sénateurs pour la dixième législature. Depuis le 15 juin 1977, onze élections générales, quatre référendums nationaux, neuf élections municipales, six élections européennes, sept référendums régionaux et quarante-trois élections régionales se sont succédé. Toutes les échéances ne revêtent pas forcément la même importance ; mais cette pratique électorale a donné à la politique espagnole ses règles, ses usages, ses enjeux et les éléments de son décryptage. L'échelon national demeure le plus important mais ses évolutions sont souvent anticipées par des scrutins municipaux ou régionaux qui annoncent des changements de « cycle », pour reprendre le terme employé par la science politique espagnole qui en distingue trois : le long gouvernement socialiste (1982-1996), l'alternance de droite (1996-2004), et la séquence Zapatero (2004-2011). Il est trop tôt encore pour savoir si l'alternance de 2011 répond à ce modèle, tant les incertitudes que fait peser la crise économique sur le gouvernement de Mariano Rajoy et du Parti populaire sont importantes.

Parmi les tendances de fond de la vie politique de la démocratie espagnole, on note la personnalisation du chef du gouvernement. Dû à une médiatisation croissante, le phénomène affecte toutes les démocraties. Felipe González d'abord, puis José María Aznar, José Luis Rodríguez Zapatero et Mariano Rajoy enfin focalisent l'attention du débat politique. Le néologisme de *felipismo* sera inventé à la fin des années 1980 et désignera surtout la dérive d'un pouvoir trop personnel. De même, les conseillers en communication du PSOE en 2004 et 2008 créeront la marque « ZP » à partir du nom de Rodríguez Zapatero et le terme de *zapaterismo* s'impose pour désigner le corpus d'idées du leader socialiste. Au charisme de González, Aznar opposera un caractère austère et volontiers rude, tandis que Zapatero choisit d'incarner un « optimisme ontologique<sup>5</sup> ». Au PSOE la crise de leadership qui a suivi le départ de Felipe González révèle le poids et les effets destructeurs d'un dirigeant trop puissant. José María Aznar a cru conjurer une telle perspective en se retirant après deux mandats et en l'annonçant d'emblée. Il désigna son successeur dans le secret de son bureau : ce fut Mariano Rajoy, son fidèle ministre et vice-président entre 2000 et 2003. Mais ce fait du prince (*el dedazo* en espagnol), dénoncé comme contraire aux pratiques d'un parti démocratique, a handicapé les campagnes de Rajoy en 2004 et en 2008. Bien que victorieux en novembre 2011, Rajoy souffre de ce handicap originel. Quant à José Luis Rodríguez Zapatero, il a été littéralement défenestré par son parti qui lui a imposé d'annoncer, avant des élections municipales qui s'annonçaient difficiles et qui furent désastreuses (mai 2011), qu'il renonçait à

briguer un troisième mandat. Le parti a ensuite choisi Alfredo Pérez Rubalcaba comme candidat, empêchant des primaires auxquelles la ministre de la Défense Carme Chacon, longtemps présentée comme la dauphine de Zapatero, tenait à se présenter. Une bicéphalie de fait s'est installée entre un chef de gouvernement désavoué et impopulaire et un candidat qui a tenté de marquer ses distances avec lui.

On pourrait prolonger cette réflexion sur la personnalisation de la vie politique en étudiant la construction de véritables pouvoirs féodaux dans les communautés autonomes. En Catalogne, le leadership de Jordi Pujol, président de la *Generalitat* de 1980 à 2003, a été écrasant et ne s'est achevé que par une défaite électorale liée sans doute à une candidature de trop. Manuel Chaves (PSOE) a gouverné dix-neuf ans en Andalousie de 1990 à 2009, instaurant un pouvoir que ses opposants comparaient à la mainmise du Parti révolutionnaire institutionnel mexicain au <sup>xx</sup>e siècle ! José Bono (PSOE) a enchaîné six victoires électorales consécutives en Castille-La Manche de 1983 à 2003, tout comme son voisin, le socialiste Juan Carlos Rodríguez Ibarra qui gouverna l'Estrémadure de 1983 à 2007. Manuel Fraga (PP) s'est consolé de ses échecs nationaux en conquérant et gouvernant la Galice de 1990 à 2005, date à laquelle il n'hésita pas à braver une fois encore les urnes alors qu'il avait quatre-vingt-trois ans ! Une autre génération, incarnée par Esperanza Aguirre (PP, présidente de la Communauté de Madrid de 2003 à 2012), emprunte ce même chemin de la « présidentialisation ». C'est là l'effet de la régionalisation et de la consolidation de dix-sept autres scènes politiques. Descendre d'un échelon nous renvoie aux municipalités. La démocratie aura connu ainsi de grands maires, soit par la durée de leur mandat, soit par l'importance de la rénovation urbaine qu'ils ont impulsée : Pasqual Maragall (PSOE) à Barcelone, Enrique Tierno Galván (PSOE, de 1979 à 1987) puis Alberto Ruiz Gallardón (PP, de 2003 à 2011) à Madrid, Tomás Rodríguez Bolaños (PSOE, de 1979 à 1995) et Javier León de la Riba (PP, depuis 1995) à Valladolid, Rita Barbera (PP depuis 1991) à Valence. Rien sans doute que de très normal dans ces consolidations de pouvoirs locaux et dans l'enracinement des succès électoraux sur une base territoriale labourée et quadrillée.

Aux élections de 1982, 1986 et 1989, le PSOE a obtenu la majorité absolue des sièges aux Cortes et au Sénat. Le résultat de 1982 – plus de dix millions de voix (48,1 %), 202 députés, majorité absolue dans six régions dont Madrid, Valence, l'Andalousie, l'Estrémadure, les Asturies et Murcie, en tête dans quinze des dix-sept régions – était historique, tant parce qu'il permettait l'arrivée de la gauche socialiste au pouvoir que par les proportions de la victoire. Fort d'une telle assise, le PSOE renouvellera sa majorité absolue en 1986 (44 % des voix, 184 députés) et 1989 (39,6 %, 175 députés). L'effritement passe inaperçu tant le déséquilibre des forces entre le parti gouvernemental et l'opposition est grand. En effet, en 1982, la déroute du

centrisme (6,77 % pour l'UCD et 2,87 % pour le Centre démocratique et social, le nouveau parti d'Adolfo Suárez) a provoqué la montée de la droite et de son parti Alliance populaire (AP) qui, avec 26,36 % des voix et 107 sièges, constituera le bloc principal de l'opposition. En 1986 et 1989, l'AP stagne (25,97 % et 105 sièges, 25,79 % et 107 sièges respectivement). Les bons résultats du CDS en 1986 (9,22 % et 19 sièges) et en 1989 (7,9 % des voix et 14 députés) expriment l'existence d'un courant d'électeurs sans doute déçus par le gouvernement socialiste mais peu enclins à se tourner vers la droite. Dans ces conditions, la domination socialiste tient à la fois aux succès gouvernementaux, à la figure charismatique de Felipe González et à l'absence d'offre alternative.

L'hypothèse est vérifiée par la suite des résultats. La crise de langueur du parti conservateur et l'incapacité de son leader, l'ancien ministre Manuel Fraga Iribarne, de susciter un mouvement de confiance se métamorphose en crise de leadership à partir de 1987. Celle-ci n'est réglée qu'avec la désignation de José María Aznar en 1989. Né en 1953, Aznar avait été élu député d'Avila en 1982 et 1986 avant de partir à la conquête de la région de Castille-Léon et d'en prendre la présidence en 1987, arrachant une première victoire à un fief socialiste. Bien qu'ayant voté contre la constitution de 1978, ce qui dénote une pensée politique alors clairement orientée à droite, José María Aznar devient le leader de l'opposition à partir de 1989. Sa montée en puissance repose sur la conquête progressive de circonscriptions électorales, une lente et méthodique conquête des positions socialistes les plus solides. Par exemple, en 1989, le Parti populaire (PP), nouveau nom de l'Alliance populaire, devance très légèrement le PSOE dans la région de Madrid. Sept ans plus tôt, l'écart était de vingt points en faveur du PSOE ! Depuis 1989, le PP est toujours arrivé en tête dans cette circonscription, la plus importante du pays (35 députés soit 10 % du total), avec des écarts variant de 0,8 point (2004) à plus de 25 points (2011).

En 1993, dans un contexte de crise économique, une vraie compétition oppose socialistes et populaires. Les sondages accordent l'avantage à la droite mais les résultats les démentent. Avec plus de 38 % des voix et 18 sièges d'avance, le PSOE l'emporte à nouveau sur la droite (34 % des voix au PP et 141 sièges). Cette victoire, le parti la doit à son chef, Felipe González, qui avait accepté deux débats télévisés avec José María Aznar. Au cours du premier, il avait semblé un peu déstabilisé, mais le second lui avait donné un avantage décisif. Face à l'abrupt et austère Castillan, l'Andalou charmeur avait rassuré son électorat ainsi que les indécis. En 1996, bien qu'accablés par ce qu'on a appelé la « législature de la crispation<sup>6</sup> », marquée par des scandales de corruption, la contestation de sa politique antiterroriste et des attaques très dures de l'opposition, bien qu'annoncés comme laminés par les sondages qui leur donnent dix points de retard sur le Parti populaire, Felipe González et le PSOE perdent honorablement (37,63 % contre 38,79 %, 141 sièges contre 156). González estime qu'il lui a manqué une semaine de

campagne ou un débat télévisé. Échaudé par son expérience de 1993, Aznar en avait refusé le principe !

Les élections de 2000 offrent la majorité absolue au Parti populaire (44,52 % des voix et 183 députés). Cette fois-ci la crise de leadership s'est déplacée à gauche. Après sa défaite électorale de 1996, Felipe González s'était démis de ses fonctions de secrétaire général du PSOE. Le nouveau leader était Joaquín Almunia, lui-même ancien ministre. Le PSOE avait imaginé un système d'élections primaires pour désigner son candidat à la présidence du gouvernement. En avril 1998, contre toute attente, Josep Borrell, ancien ministre lui aussi, l'emporte sur le candidat de l'appareil, le secrétaire général Almunia. Une campagne de presse se développera postérieurement, accusant deux anciens collaborateurs de Borrell, lorsqu'il était secrétaire d'État au Budget, d'indélicatesses fiscales. Le candidat élu par les militants démissionne et Joaquín Almunia redevient tête de liste socialiste. L'épisode a affaibli la crédibilité du parti, resté orphelin du retrait de Felipe González. La débâcle socialiste de 2000 (34,16 %, 125 députés – un chiffre qui renvoie à 1979) entraîne la recherche d'un nouveau leader. Là encore, les militants choisiront la surprise au congrès de 2002 en portant à leur tête le jeune José Luis Rodríguez Zapatero (il est né en 1961), qui bat de neuf voix José Bono, le candidat soutenu par la direction.

Le scrutin de 2004 est unique en son genre en raison du contexte dramatique dans lequel il s'inscrit. Trois jours avant le vote, programmé pour le 14 mars, quatre actions terroristes dans des trains de banlieue madrilènes provoquent la mort de 192 personnes. Le choc est immense. Bien qu'habitué à la violence terroriste, la société espagnole découvre le crime de masse. Jusque-là l'action la plus violente de l'ETA avait causé 23 morts en 1987 dans un hypermarché de Barcelone. Et encore s'agissait-il d'une erreur, comme l'affirmerait, non sans aplomb, l'organisation terroriste dans un communiqué ! En 2004, Madrid se fige. L'efficacité des secours, grâce à la mobilisation des personnels de santé et de la protection civile comme des forces de sécurité, ne masque pas le profond traumatisme qui s'empare du pays. La campagne électorale est suspendue. Le roi Juan Carlos intervient le soir même du 11 mars à la télévision pour condamner l'attentat et rassurer la population. C'est la première fois depuis la nuit du 23 février 1981 qu'une intervention impromptue du roi est ainsi décidée, alors que sa communication institutionnelle télévisuelle se limite au message de Noël le 24 décembre au soir. Très vite, la piste de l'ETA, à laquelle tous les esprits ont pensé, s'estompe au profit de celle du terrorisme islamiste. Dans son message diffusé à 14 heures le 11 mars, José María Aznar, évite de mentionner le nom de l'ETA. Mais une polémique enfle. Certains défendent à outrance la piste basque : la ministre des Affaires étrangères Ana de Palacio demande aux ambassadeurs espagnols de diffuser cette thèse. D'autres, notamment le ministre de l'Intérieur Ángel Acebes, la récusent, parce qu'ils savent que l'attentat est le fait du réseau Al Qaida. Une bataille de presse s'engage,

mettant au premier rang le groupe PRISA, avec le journal *El País*, et la radio *Cadena SER*, accusant le gouvernement de mentir au peuple quant à l'avancée de l'enquête. Le vendredi 12 mars au soir, des manifestations monstres se déroulent dans tout le pays. Près de deux millions de manifestants se rassemblent à Madrid, un million et demi à Barcelone, mais aussi 300 000 à Murcie pour 400 000 habitants, 200 000 à Valladolid ou encore 100 000 sur 140 000 habitants à Logroño. Le 13 mars, journée dite de réflexion, qui précède le vote, des dizaines de manifestations spontanées ou organisées grâce à des envois massifs de SMS se produisent devant les sièges régionaux du Parti populaire, provoquant une intervention télévisée dramatique de son candidat Mariano Rajoy à 21 heures, dénonçant une manipulation de l'opinion publique. L'extrême gauche accusera ensuite avec beaucoup de mauvaise foi le PP d'avoir cherché à suspendre les élections

C'est donc une Espagne peu sereine qui vote le 14 mars. La participation est élevée : 77,24 %. Cependant, remise en perspective, elle n'est que de 2,5 points supérieure à la moyenne de 1982 à 2004. On a souvent écrit qu'une participation élevée favorisait la gauche (1982, 1993, 2004) mais en 1986 et 1989, la participation fut la plus faible (70,93 % et 69,93 %) et entraîna la victoire du PSOE. En 1996, une participation de 78,08 % n'empêcha pas celle du PP. Ces statistiques masquent des enjeux idéologiques puisqu'elles insinuent que les victoires de la droite, acquises grâce à une moindre mobilisation des électeurs, auraient *in fine* moins de légitimité. En réalité c'est l'importance de l'enjeu qui fixe la participation : en 1986, 1989 et 2000, la certitude du résultat avait démotivé les électeurs tandis qu'en 1993, 1996 et 2008 le caractère ouvert du scrutin les mobilisait. En 2011, la participation de 71,7 % (-2,1 points par rapport à 2008) signe la démobilisation de la gauche socialiste, sûre de sa déroute. Ainsi se comprend le vote de 2004, auquel s'ajoute sans doute la volonté collective de répondre au terrorisme par une mobilisation civique exemplaire. Le Parti socialiste gagne les élections avec 42,6 % des voix et 164 élus contre 37,7 % au PP, qui avec 148 députés enregistre le plus fort recul en termes de sièges (-35) depuis l'UCD en 1982. Les sondages avaient annoncé une victoire du PP, mais nul n'avait naturellement imaginé le climat dans lequel les élections allaient se dérouler. Le PSOE, soucieux de ne pas devoir sa victoire électorale au contexte de l'attentat, prétendit disposer de sondages qui le donnaient vainqueur à la veille du 11 mars. Pourtant, le baromètre de la radio *Cadena SER*, proche du PSOE, indiquait des écarts de cinq points en faveur du PP jusqu'à l'attentat. Le « climat dramatique » de ces journées a eu un impact décisif, à commencer par le sursaut de mobilisation<sup>7</sup>. Aucun pays européen n'a subi jusqu'ici, dans son histoire récente, une expérience similaire.

Les élections de 2008 consacrent la bipolarisation du pays, tandis que celles de 2011 marqueront l'effondrement du PSOE. Les deux grands partis nationaux rassemblent 83,8 % des voix (43,87 pour le PSOE et 39,94 pour le PP). Depuis 1996 – la consultation de 2000 exceptée –, ces deux partis

oscillent entre 35 et 45 % des voix. Les politologues s'interrogent sur l'existence d'un « plancher » socialiste – ce serait le score de 2000 (34 %) – et sur un « plafond » de la droite – atteint en 2000 (44,5 %). Dans cette optique, on pense que le socle électoral du PSOE est plus fort que celui de la droite, le corps électoral espagnol penchant majoritairement à gauche. C'est compter sans la signification des élections de 2011. En effet, le PSOE n'obtient alors que 110 députés et 28,73 % des voix, et subit le plus fort recul de toute l'histoire électorale : – 15,1 points et – 59 députés, soit une perte de 4,3 millions de voix par rapport à 2008 et un retard de 3,8 millions de voix par rapport au Parti populaire (44,62 % et 186 sièges). Avec la victoire du 20 novembre 2011, le PP devient le parti le plus puissant de toute l'histoire démocratique : majorité absolue aux Cortes, au Sénat, contrôle de 11 régions autonomes et de 36 capitales de province (dont Madrid, Séville, Cordoue, Valence, Murcie, Santander, Valladolid, Salamanque, Alicante...), plus de 3 800 maires (pour environ 8 000 communes)... C'est le résultat combiné d'une conjoncture extrêmement défavorable aux socialistes emportés par la crise économique qui sévit alors et d'une structure politique qui a consolidé le bipartisme et l'hégémonie du PP sur l'ensemble de la droite. En fait, si le PSOE a réussi à devenir hégémonique à gauche de 1982 à 2008, le PP a également consacré sa domination à droite à partir de 1993. Cette réalité signe le recul du vote communiste ainsi que la dissolution du centrisme électoral, dans le vote socialiste d'abord, dans le vote populaire ensuite.

Le PCE s'effondre en octobre 1982 avec seulement 4 % des voix (contre 10,7 % et 23 sièges en 1979), et quatre députés – à Madrid, en Andalousie, dans les Asturies et en Catalogne –, victime du vote utile à gauche en faveur du PSOE. Rassemblé dans une coalition, *Izquierda Unida* (Gauche unie), il améliore à peine son score en 1986 avec 4,6 % des voix et sept députés (obtenus dans les mêmes circonscriptions que 1982). En 1989, il progresse sensiblement (9,07 %) et, grâce à la concentration du vote dans des régions peuplées, obtient 18 députés dont cinq à Madrid, avec 15,4 % des voix dans la région de la capitale. Le vote utile ne fonctionne plus pour le PSOE : la gauche communiste tire profit des tensions sociales qui ont opposé le gouvernement et les syndicats, atteignant leur paroxysme avec la grève générale du 14 décembre 1988. Désormais sur une trajectoire ascendante, *Izquierda Unida* se pense comme une force décisive à gauche. En 1993, en l'absence de majorité absolue du PSOE et forte de ses 18 députés (9,55 % des voix), IU pouvait rêver de forcer une coalition marquant un tournant à gauche du PSOE. Mais les différences politiques étaient insurmontables et Felipe González refusait de se lier les mains avec une gauche radicale qu'il avait toujours marginalisée. L'apogée de IU date de 1996 (10,54 % et 21 députés). L'interprétation est claire : une partie des électeurs de gauche, déçus par la politique du PSOE, résignés devant la victoire annoncée de la droite, se sont rassemblés sur une ligne plus offensive. Le reflux sera d'autant plus sensible : 5,45 % en 2000 (huit sièges), 4,96 % en 2004 (cinq sièges), 3,77 % en 2008

avec deux élus (en Catalogne et à Madrid). Face aux succès du premier gouvernement Aznar, puis face à la reconstruction programmatique du PSOE sous la houlette de Zapatero, qui propose un virage à gauche par rapport à González, l'espace politique d'*Izquierda Unida* s'est rétréci. La coalition paie aussi la disparition d'une classe ouvrière militante. Mais en 2011, les presque 7 % et les 11 députés ramènent la coalition à un étiage supérieur. C'est l'effet d'un vote de gauche qui, abandonnant le PSOE, revient vers une proposition politique plus affirmée et plus radicale. Depuis, les sondages confirment cette thèse et la crise profite à la gauche radicale.

L'histoire électorale du centre est plus courte. En 1982, l'UCD a disparu, victime de ses contradictions. Le petit Centre démocratique et social de l'ancien président Suárez prétend faire vivre politiquement et électoralement cette option centriste qui incarnerait à la fois l'esprit de la transition et une synthèse bipartisane. Avec 19 députés et 9,22 % des voix en 1986, le CDS peut caresser l'espoir de reconstruire cette alternative centriste. La stagnation de 1989 (7,9 % des voix et 14 sièges) refroidit l'enthousiasme, tandis que la débâcle de 1993 (1,76 % et aucun élu) marque la mort de ce projet. Plusieurs raisons expliquent cette trajectoire aussi courte que paradoxale. Le CDS a eu un positionnement politique difficile. En décembre 1982, Adolfo Suárez vote l'investiture du président socialiste González. Cet homme venu du phalangisme, à la fois ouvrier et architecte de la transition, enraciné dans des convictions catholiques profondes apporte son soutien « parce que l'unique alternative de futur en Espagne est la démocratie et la liberté et qu'il est clair que le peuple espagnol a décidé qui serait son prochain président<sup>8</sup> ». En 1986 et 1989, le CDS réussira à capter des électeurs centristes qui s'étaient tournés vers le PSOE. Lors des élections municipales, en allant tantôt avec la droite tantôt avec la gauche en fonction des situations locales, le CDS a totalement brouillé son positionnement et enregistre une défaite aux élections régionales de 1991. Cette débâcle entraîne la démission d'Adolfo Suárez. Le CDS ne survit pas à son charismatique fondateur, d'autant que le Parti populaire, en opérant une synthèse des droites, sonne la fin d'un centrisme indépendant. Par ailleurs, Felipe González a occupé l'espace du centrisme par sa modération et son engagement européen.

Au système politique balbutiant des années 1977-1982 qui voyait un bipartisme imparfait complété par deux formations latérales de gauche, du centre ou de droite succède un système plus clairement bipolaire. En 1989, les deux premiers partis obtenaient 65,39 % des voix (à comparer aux 63,76 % du résultat de 1977) ; en 2008, 83,81 %, soit un gain continu et ininterrompu de dix-huit points en six élections. Malgré l'effondrement du PSOE en 2011, les deux partis de gouvernement obtiennent encore à eux deux 73,35 % des voix. Cette progression vers une bipolarisation se traduit naturellement sur le plan parlementaire. En 1977, 12 partis sont représentés au Parlement ; les deux premiers rassemblent 284 sièges et 10 autres partis 66. En 1989, 13 partis sont représentés aux Cortes : les 11 groupes minoritaires regroupent 68 députés (un

record). En 2008, seuls 10 partis sont représentés et les huit petits partis ne rassemblent plus que 28 sièges, dont 11 pour les seuls nationalistes catalans de *Convergència i Unió*. Depuis le record de 1989, la représentation des partis non nationaux recule régulièrement (68, 53, 42, 38 et enfin 28 sièges). Là encore, 2011 marque un tournant : 13 partis sont représentés, et les partis nationalistes obtiennent 36 sièges, mais les deux grands partis occupent 85 % de l'hémicycle (296 sièges). Ces données arithmétiques masquent pourtant une réalité décisive : en 1993, le PSOE, ayant perdu la majorité absolue, a dû s'allier aux nationalistes catalans de *Convergència i Unió*. En 1996, ce parti demeurait charnière et s'allia avec le Parti populaire. En 2000, la majorité absolue d'Aznar permit au PP de se passer d'alliés. L'erreur fut manifeste après 2004 : la prédominance du PP entre 2000 et 2004 lui avait aliéné le soutien des autres formations politiques, si bien qu'à partir de 2004, sans majorité absolue, José Luis Rodríguez Zapatero put s'abstenir de préciser quels étaient ses alliés parlementaires tant le PP était isolé. Les autres groupes du Parlement refusaient de mêler leurs voix à celle du parti de droite ! En 2008, le panorama change un peu. Le PP progresse tandis que les communistes, les écologistes, mais aussi les Catalans radicaux, alliés des socialistes, ont perdu des voix. Ils imputent leur recul à cette trop proche collaboration avec le PSOE, qui doit alors négocier texte par texte le vote, soit des nationalistes basques (PNV), soit des nationalistes catalans (CiU). Le vote des trois députés de Coalition canarienne est, lui, toujours acquis au gouvernement (quelle que soit sa couleur politique) : on touche là les effets d'une certaine forme de clientélisme gouvernemental et parlementaire. Néanmoins, une culture du compromis parlementaire s'est peu à peu développée entre 1993 et 2000 puis depuis 2004. Elle n'a cependant pas atténué la violence de l'affrontement entre gauche et droite. Avec la majorité absolue du PP en 2011, le gouvernement Rajoy se retrouve dans le cas de figure de González (1982, 1986 et 1989) et Aznar (2000). Savoir manœuvrer une majorité absolue est un exercice hautement périlleux dans la culture politique et parlementaire espagnole.

Autre enseignement politique et historique du fonctionnement de la démocratie espagnole : la géographie électorale de l'Espagne, ancrée sur le socle des 17 communautés autonomes, tend à se consolider. En 1982, année exceptionnelle où le PSOE l'emporte largement, il est en tête dans 40 provinces sur 50, soit une victoire dans 15 des 17 communautés autonomes. Échappent à son emprise la Galice, fief de la droite, et le Pays basque, bastion du PNV, le Parti nationaliste basque modéré. Il faut attendre 1989 pour que se constitue le second fief conservateur – la Castille-Léon. Mais c'est en 1993 que sort des urnes une carte électorale qui depuis se répète dans ses principaux traits : le PSOE domine dans le Sud (Andalousie, Estrémadure et Castille-La Manche), en Aragon et à Barcelone ; la droite étend son influence à la communauté de Madrid, de Valence, de Navarre, des Baléares et de la Rioja, sans oublier la Galice. Bien sûr, quelques provinces (l'équivalent de



nos départements) passent, selon les résultats, d'un camp à l'autre, selon l'ampleur du résultat national, mais la géographie se stabilise. En 2008, la seule nouveauté – de taille mais à interpréter avec prudence – tient au fait que le PSOE s'impose dans l'ensemble du Pays basque. Mais c'était quarante-huit heures après l'assassinat traumatisant par l'ETA d'un militant socialiste. Dans quelle mesure ce vote traduit-il l'émotion ? Annonce-t-il au contraire une recomposition politique ? En 2011, dans le contexte cette fois-ci de l'annonce par l'ETA de l'abandon définitif de la lutte armée, ce sont les nationalistes basques qui l'emportent (51,5 % des voix, dont 27,4 % pour le PNV et 24,1 % pour la coalition radicale AMAIUR). Le PSOE perd 17 points et tombe à 21,5 % ! Quant à la Catalogne, elle a un comportement électoral spécifique : aux élections nationales, elle vote à gauche ; aux élections régionales, elle se donne aux nationalistes modérés<sup>9</sup>. En 2008, c'est en Catalogne que le PSOE a construit sa victoire nationale : avec 25 députés contre 8 au PP, il rattrape son retard dans les autres régions où il a obtenu 144 sièges, contre 146 au PP. En 2011, les socialistes n'y obtiennent que 14 députés contre 11 pour le PP... l'écart de presque 30 points s'est volatilisé et réduit à 6 points ! On mesure combien les élections générales de 2011, atypiques, sont l'écho électoral des angoisses d'une société violemment bousculée par la crise et la montée du chômage. Les élections prévues en 2015 porteront-elles encore la marque de cette si profonde crise ?

L'alternance au profit de la droite était largement anticipée. Les élections régionales et municipales avaient clairement annoncé une rupture, et elles sont en effet marquées par une victoire éclatante du PP, qui arrache les fiefs socialistes de Castille-La Manche et d'Estrémadure. Un de ses dissidents arrive en tête dans les Asturies, déplaçant le parti socialiste dans une terre historiquement de gauche<sup>10</sup>. La carte issue des élections couvre de bleu l'ensemble du pays, à l'exception de l'Andalousie. Les fiefs madrilène et valencien sont apparemment inexpugnables. Dans le premier, la présidente populaire Esperanza Aguirre consolide ses positions (51,7 % des voix et 25 points d'avance sur le PSOE) et surtout, le PP l'emporte dans l'ancienne ceinture « rose » de Madrid. À Valence, le président sortant, Francisco Camps, pourtant sous le coup de poursuites judiciaires pour corruption – elles l'obligent à démissionner deux mois plus tard –, l'emporte haut la main (48,5 % des voix et 21 points d'avance sur les socialistes). Sur un strict plan quantitatif, le PP, avec près de 27 000 conseillers municipaux face aux 21 000 du PSOE, dispose du plus important pouvoir local et territorial jamais atteint par un parti depuis 1979.

Ces évolutions de la géographie électorale doivent beaucoup aux mutations sociologiques et économiques. La personnalité des candidats, l'attractivité des partis en fonction des méthodes de gouvernement, la consolidation de pouvoirs médiatiques et culturels expliquent en partie la force des deux grandes formations nationales ou des deux plus importants partis nationalistes, le PNV au Pays basque et CiU en Catalogne. Mais

l'évolution de la société espagnole, l'enrichissement des classes moyennes, la mutation des idéologies liées aux changements de l'environnement religieux, intellectuel et culturel influencent les dynamiques électorales.

Ces indicateurs disent les tendances de fond et dévoilent des déplacements politiques et idéologiques propres au fonctionnement d'une démocratie ordinaire. Cependant, par-delà ces éléments descriptifs, deux points méritent analyse : l'évolution du clivage gauche-droite, qui explique une large partie du débat politique espagnol, et les conséquences d'une structure politique décentralisée qui a créé des compétitions territoriales et identitaires propres à générer « une angoisse nationale » pour reprendre l'expression de l'historien Javier Tussell<sup>11</sup>.

## L'évolution du clivage gauche-droite

*Summa divisio* de la vie politique selon René Rémond, l'opposition entre la gauche et la droite reste, quel que soit le sens que l'on attribue à ces deux mots, la grille de lecture qui permet de rendre compte de la cartographie des idéologies, des cultures et des sensibilités politiques. Bien que les termes soient nés au XIX<sup>e</sup> siècle, ce n'est qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle qu'ils s'imposent pour englober d'autres mots, comme ceux de « conservatisme », « libéralisme », « républicanisme » ou « socialisme ». En 1925, le dictionnaire de la *Real Academia* espagnole définit pour la première fois les termes de « droite » et de « gauche ». La droite est « la partie la plus modérée et dont la doctrine respecte le plus les traditions ». La gauche est donc, dans une symétrie parfaite, « la partie la plus exaltée et radicale des mouvements politiques qui observent le moins de respect à l'égard des traditions du pays ». L'échelle de valeurs tourne autour d'une identité historique fondée sur les traditions qui, certes, sous-entend une opposition entre conservateurs et progressistes mais pose comme critère dirimant la fidélité aux traditions nationales. Dans ces conditions, et au regard de ce qui se passa entre 1936 et 1939, en fonction aussi de ce que l'on sait de l'idéologie de Franco, nul étonnement que le régime né de la victoire des nationalistes dans la Guerre civile soit clairement identifié à droite. Franco détestait le XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il considérait comme un siècle de divisions et de décadence. Son modèle historique a été la fin du Moyen Âge et le temps splendide, politiquement et idéalement parlant, des Rois Catholiques (1474-1517), qui vit s'accomplir l'unité de l'Espagne, débiter son expansion mondiale, achever son unité catholique. En termes de « respect des traditions », le franquisme aurait inventé un modèle historique qui serait l'identité véritable et authentique du pays. La république, avec ses idéaux de laïcisation et de décentralisation, les forces de gauche avec leurs programmes sociaux (réforme agraire, collectivisation, droits d'association des travailleurs) se fondent moins sur un modèle à conserver que sur une réalité à transformer. Là encore, la grille de lecture fixée en 1925 établit une distinction claire entre droite et gauche, tout

en corrigeant ce que l'expression de l'idée comporte de contenu idéologique implicite.

Le régime de Franco aura développé une mystique de l'unanimité nationale, caractéristique de certaines tendances droitières qui tiennent les divisions pour facteurs de fracture nationale. Ce mirage a explosé littéralement en 1975, voire avant. La transition démocratique a donc conduit à une recomposition idéologique, démonétisant, dans ce nouvel environnement, les définitions de 1925. D'ailleurs, en 1984, le dictionnaire de l'Académie corrige ces entrées. Regroupant « dans les assemblées parlementaires, les représentants des partis ni conservateurs, ni centristes », la gauche rassemble « l'ensemble des personnes qui professent des idées réformistes ». La droite pour sa part attire « l'ensemble des personnes qui ont des idées conservatrices<sup>12</sup> ». Lors de son congrès de 1979, le PSOE s'est divisé sur son positionnement à l'égard du marxisme comme socle de l'analyse politique et idéologique. Un courant critique à l'égard de Felipe González avait ainsi choisi de contester la ligne suivie par le parti, qui privilégiait la négociation dans le cadre de la transition. Ce qui était en jeu « n'était pas seulement le marxisme, mais la valeur de la démocratie, l'organisation du parti et donc ses objectifs, une fois approuvée la constitution<sup>13</sup> ». González s'imposera et obtiendra le rejet de la référence au marxisme, faisant preuve d'une souplesse idéologique qui lui servira une fois au gouvernement. La droite était quant à elle disqualifiée par sa proximité avec le franquisme. Deux essayistes conservateurs le reconnaissent honnêtement. Ricardo de La Cierva, ministre de la Culture de Suárez, écrit que « la droite s'est comportée plus comme une extrême droite que comme une droite civilisée », et José María García Escudero que « la peur de la liberté, la peur de l'innovation et l'égoïsme » sont les péchés capitaux de la droite espagnole<sup>14</sup>. Du coup, la droite « s'autodéfinira comme centre<sup>15</sup> ». Adolfo Suárez avait pensé demander que ses députés occupent la partie gauche de l'hémicycle, pour ne pas laisser aux socialistes ce positionnement avantageux. Cette anecdote, que confirme l'expression « politique de centre-gauche » employée par Suárez lors des campagnes de 1977 et 1979, montre bien le tâtonnement idéologique et symbolique dans lequel se meut la pratique politique de la démocratie naissante.

Le flou des termes renvoie au souvenir de l'affrontement violent que se livrèrent droite et gauche sous la Seconde République et pendant la Guerre civile. Il est donc la conséquence et le produit de l'esprit de la transition qui a cherché à limer les aspérités du débat politique, condition *sine qua non* pour construire un projet commun. Pour autant, il serait faux de penser que les options idéologiques de droite comme de gauche avaient disparu et que la transition aurait accouché d'un hybride politique annulant les divisions et les positionnements. De fait, la réactivation du clivage gauche-droite s'est opérée assez rapidement, mais dans un conditionnement sémantique et culturel qu'influencent la transition démocratique, et plus généralement les legs de

l'histoire politique espagnole, spécialement celle du xx<sup>e</sup> siècle.

Droite et gauche s'opposent sur au moins trois sujets principaux : l'organisation des relations sociales et la vie économique, la place de l'Église dans la société, la définition politique et culturelle de l'Espagne. Entre 1982 et 2012, comment ont évolué les positions des partis et des gouvernements sur ces sujets ?

Avec le rejet du marxisme par le PSOE dès 1979, la question économique et sociale est finalement peu clivante en Espagne. Le projet d'adhésion à la CEE d'abord, puis l'ambition d'entrer dès sa fondation dans le groupe des pays de la zone euro ont aidé à définir une politique économique consensuelle. Sur le plan social, l'ambition de construire un État providence (*Estado de bienestar*) est partagée par les centristes de Suárez et les socialistes de González mais aussi par les libéraux d'Aznar. De sorte que la continuité marque le domaine économique et social. Elle a affaibli l'opposition entre la droite et la gauche, tout en la déplaçant sur un terrain culturel et idéologique, où elle s'est renforcée. L'examen de cette question économique finit par interroger la nature de la politique menée par le parti socialiste. Felipe González s'est caractérisé par un pragmatisme opportuniste qui l'a conduit à confier aux socialistes les plus droitiers – Miguel Boyer, Carlos Solchaga et Pedro Solbes – la conduite des affaires économiques. Les ministères dépensiers – Affaires sociales, Santé, Équipement – étaient tenus par l'aile gauche du parti. Une fracture s'est progressivement ouverte avec le syndicat socialiste UGT, dirigé par Nicolás Redondo. Bien que député, Redondo s'est de plus en plus opposé aux orientations libérales du gouvernement, notamment lorsqu'il s'est attaqué à la flexibilisation du marché du travail. La grève générale du 14 décembre 1988 mit fin à l'illusion d'une gauche syndicale acquise quoi qu'il arrive au socialisme de gouvernement. González sortit apparemment vainqueur du bras de fer et gagna les élections de 1989 avec une majorité absolue. Pourtant, ce devait être la dernière victoire à la majorité absolue obtenue par le PSOE : les années 1990 allaient être caractérisées par la croissance d'une gauche alternative, centrée sur le parti communiste, *Izquierda Unida*.

Les socialistes ne procèdent à aucune nationalisation massive. Seules la distribution de la haute tension électrique et une nationalisation en urgence du groupe agroalimentaire et de distribution appelé Rumasa en février 1983 (il menaçait de s'effondrer) marquent l'intervention de la puissance publique dans le champ de la production. Le PSOE se situe aux antipodes du PS français de la même époque et Miguel Boyer rappelle qu'il croit aux entreprises privées. L'extension de l'État providence est passée par la généralisation du système de santé national avec l'implantation d'une couverture universelle dès 1986, la consolidation du système de retraites et la création de l'équivalent d'un minimum vieillesse avec les « retraites non contributives ». Ces mesures permettent de verser à des personnes âgées qui n'ont pas été salariées ou qui n'ont travaillé que quelques années un

complément de revenu ou un revenu minimum. La semaine de travail passe légalement à quarante heures (contre quarante-huit précédemment), la scolarité est portée de onze à quatorze ans, le nombre des bourses est multiplié par huit et les vacances passent à trente jours calendaires. La dépense sociale bondit de 21 % à 28 % du PIB (33 % en 2003). La fiscalité, modernisée, procure un supplément de recettes qui offre enfin à l'État espagnol une certaine aisance (l'État franquiste était un État pauvre) même si le taux des prélèvements obligatoires reste très inférieur à la moyenne européenne (35 % à la fin du gouvernement González). Inspirée par l'enthousiasme européen qui l'explique en partie, cette politique économique et sociale a surtout cherché à « décorporatiser » l'Espagne, alors même que les protections sociales érigées par le franquisme visaient à morceler la société. Ici encore, l'Europe a été un puissant levier par les conditions qu'elle posait à l'ouverture des marchés, l'homologation des diplômes et des professions, et la libre circulation des biens et des personnes. Or, ce projet de modernisation fit consensus et ne provoqua aucun affrontement majeur entre la gauche et la droite.

Quand José María Aznar arrive au gouvernement en 1996, sa politique de libéralisation s'inscrit à la fois dans le projet européen et dans la poursuite de la modernisation économique. Les privatisations nombreuses auxquelles procède la nouvelle majorité concernent des entreprises nationalisées sous Franco. Aznar aura été le liquidateur final du franquisme économique, entendu au sens d'étatisme. Car une analyse plus fine des groupes entrepreneuriaux et des personnalités qui ont accompagné et bénéficié de ces privatisations montrerait qu'ils appartenaient aux cercles dirigeants de l'économie espagnole, pour certains depuis plusieurs générations.

La nouvelle alternance de 2004 n'a pas eu pour enjeu les questions économiques. Certes, le gouvernement Zapatero a encore étendu le périmètre de l'État providence, votant une loi sur la dépendance des personnes âgées en 2007. Mais la présence de 2004 à 2009 de Pedro Solbes au ministère des Finances garantissait aux marchés l'orthodoxie à laquelle les socialistes espagnols étaient acquis depuis 1982. C'est la crise économique, dont les premiers signes datent de la fin de 2007, et la crise des marchés financiers qui bouleverseront la donne, obligeant le gouvernement, après avoir nié la gravité de la situation, à engager une politique d'austérité (suppression de l'équivalent du RMI pour les chômeurs en fin de droit, baisse du salaire des fonctionnaires de 5 %, suppression de plus de six milliards d'euros d'investissements en infrastructures pour la seule année 2010...). Ce sont les conséquences de cette politique impopulaire que le PSOE a payées dans les urnes en 2011.

L'absence de projet économique de nature distincte entre la droite et la gauche est un élément nouveau de la vie politique espagnole<sup>16</sup>. Cette réalité ne constitue pas une exception européenne. La politique du « ni privatisations, ni nationalisations » de François Mitterrand en 1988, le *New Labour* de Tony Blair ou les effets de l'agenda 2000 en Allemagne sous le chancelier social-

démocrate Gerhard Schröder, assumés par la grande coalition placée sous la direction d'Angela Merkel, amènent à constater que le débat économique s'est considérablement réduit en termes idéologiques. Les effets de la construction européenne et de la mondialisation économique sont aux origines de ce désinvestissement idéologique qui interpelle aussi la gauche européenne dans son ensemble. Qui plus est, la disparition du communisme à partir de 1989 invalide historiquement le marxisme, provoquant une crise de conscience. L'écrivain Eduardo Haro Tecglen, éditorialiste à *El País*, profondément engagé à gauche, écrit ainsi en 1995 que « le terme de “gauche” est en discussion et même en franche décadence<sup>17</sup> ». C'est donc sur d'autres plans qu'il a fallu réinvestir le sens de l'opposition entre le parti de l'ordre et le parti du mouvement.

Car la définition de la politique extérieure n'est pas objet de fracture entre gauche et droite. Comme le signale Javier Tussell, « ses effets sur la politique intérieure sont faibles<sup>18</sup> ». En 1982, l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN provoque la condamnation du PSOE, qui promet de convoquer un référendum s'il arrive au pouvoir. Felipe González tiendra sa promesse en mars 1986. Avec une participation faible (59,76 %), le oui l'emporte (53,09 %), malgré les majorités du non en Catalogne, au Pays basque, en Navarre et aux Canaries. La droite de Fraga avait appelé à l'abstention, alors qu'elle était favorable à la présence espagnole dans l'OTAN, espérant qu'un résultat négatif entraînerait le départ de Felipe González de la présidence du gouvernement. Ce fut, selon le témoignage de González lui-même, les semaines les plus délicates de son mandat puisqu'il prônait le maintien de l'Espagne dans l'OTAN alors même qu'il y était hostile quatre ans plus tôt. Les contraintes de l'exercice du pouvoir furent plus fortes que les idéaux... Loin d'être affaibli par cette contradiction, González gagna dans l'épreuve une stature que ses pairs européens allaient lui reconnaître de plus en plus.

En s'alignant sur l'administration Bush en 2003 au sujet de l'Irak, rejoignant les positions de Tony Blair et de José Manuel Durao Barroso, José María Aznar, en revanche, rompit le traditionnel consensus national sur la politique étrangère et hypothéqua largement son image d'homme d'État. L'impopularité de la décision provoqua une mobilisation puissante du mouvement pacifiste espagnol que récupéra avec habileté le nouveau leader socialiste Rodríguez Zapatero. Des centaines de milliers de manifestants se donnent régulièrement rendez-vous dans les rues des villes espagnoles, rejoignant un mouvement de fond de l'opinion publique européenne. 92 % des Espagnols, selon les sondages de l'époque, sont hostiles à la guerre. Lors des élections municipales de mai 2003, le PP, bien que très légèrement devancé par le PSOE, avait moins souffert que prévu de l'obstination avec laquelle Aznar avait embrassé la cause américaine. Mais la mobilisation populaire se réveilla lors des élections générales de 2004 et nourrit la nouvelle mythologie du pacifisme socialiste de Rodríguez Zapatero. Selon Javier Tussell, cet épisode étonnant doit se lire moins en termes politiques – l'alignement

d'Aznar sur les États-Unis serait l'héritage du tropisme atlantique du franquisme – qu'en termes psychologiques : l'exercice solitaire du pouvoir combiné avec une volonté, peut-être excessive, de voir l'Espagne peser sur la scène internationale. Quand Zapatero arrive au pouvoir en 2004, il commande le retrait immédiat des troupes espagnoles de l'Irak et lance un projet « d'alliance des civilisations », se proposant de faire de l'Espagne un lieu de dialogue récusant les thèses du choc des civilisations dont il pensait qu'elles inspiraient la politique des néoconservateurs américains. Sur ce plan, le revirement de la politique extérieure assura aux socialistes une popularité durable et constitua une ébauche de dissensus gauche-droite.

La place de l'Église et du catholicisme dans la société présente toutes les caractéristiques d'un puissant élément de définition de cet antagonisme. Ce débat s'enracine dans une tradition plus que séculaire et mobilise alors des représentations culturelles particulièrement sensibles. On a déjà évoqué dans ce livre la formule du leader républicain Manuel Azaña qui, en 1931, déclarait que « l'Espagne avait cessé d'être catholique » ; on a dit combien la hiérarchie catholique, suivie par une masse d'organisations et de fidèles, avait combattu la politique laïcisante de la république. Cette formule continue de résonner comme un slogan, une promesse et une provocation. Utilisée par la gauche pour dénoncer la place trop importante de l'Église catholique dans l'espace public, elle est rejetée par les catholiques, qui rappellent leur présence sociale, culturelle, symbolique et identitaire.

Entre 1976 et 1979, la relation de l'Église au pouvoir a été transformée sous le double effet du concile Vatican II et du changement de régime en Espagne. L'Église avait commencé à s'éloigner du franquisme dans les années 1960, distance qui se concrétisa par la politique volontariste du cardinal Vicente Enrique y Tarancón, archevêque de Madrid et président de la Conférence épiscopale. Le roi Juan Carlos accueillit avec soulagement cette ouverture. Dès 1976, il renonce au « droit de présentation » des évêques, vieux privilège royal que Franco avait réactivé à son profit en 1941, encore que la procédure ait été très encadrée par le Saint-Siège, qui avait le dernier mot. Si la Constitution reconnaît la place éminente de l'Église dans la société espagnole – « les pouvoirs publics prendront en compte les croyances religieuses de la société espagnole et maintiendront les relations de coopérations avec l'Église catholique et les autres confessions<sup>19</sup> » –, elle n'en place pas moins au premier plan la liberté religieuse et la liberté de culte. En 1979, quatre accords diplomatiques entre le Vatican et Madrid redéfinissent les relations entre l'Église et l'État jusque-là réglées par le concordat de 1953. Ces accords très techniques (question du service militaire des prêtres, du financement de l'Église...) n'organisaient pas une séparation de l'Église et de l'État mais distinguaient clairement les compétences des deux institutions. Cette transaction, comme le soutiennent les partisans d'une laïcité plus combative, privilégiait-elle l'Église en raison du poids politique de la hiérarchie catholique en 1979 ? Autrement dit, le contexte délicat de la



transition a-t-il conduit les constituants à être trop prudents avec ce pouvoir spirituel ? Tel est le fond d'un problème encore irrésolu qui génère des polémiques récurrentes.

Car la symbolique de l'État emprunte beaucoup à l'Église, voire collabore avec le culte catholique. Les ministres peuvent ainsi prêter serment sur la Bible et devant un crucifix. Lors des attentats ou après des morts de soldats en combat, des funérailles catholiques sont organisées. Au lendemain du 11 mars 2004, une célébration catholique se déroula ainsi dans la cathédrale de Madrid. Les événements familiaux de la dynastie s'inscrivent dans les pratiques catholiques : mariages, baptêmes, funérailles à l'Escorial... Le mariage religieux vaut inscription à l'état civil. La coopération de l'État avec le Vatican pour organiser les voyages de Jean-Paul II en 1982, 1984, 1989, 1993 et 2003 fut cordiale. En 1993, le pape vint consacrer la cathédrale de Madrid, dont la construction, entamée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ne fut menée à terme qu'à la fin des années 1980, grâce à l'aide apportée par Felipe González dans le déblocage de contributions d'entreprises publiques. En 2003, la messe finale de la visite de Jean-Paul II se tint sur la place Colomb, en plein centre de la capitale. Il en a été de même pour les visites apostoliques de Benoît XVI (2006, 2010 et 2011). À chaque fois, des associations laïques dénoncent le soutien financier de l'État, la visibilité et le coût excessifs des voyages. Le contexte d'une société de plus en plus sécularisée accentue l'activisme laïque.

Ce débat rapidement passionnel doit être replacé dans une perspective historique car plusieurs thèmes s'y conjuguent et s'y confondent. Contrairement aux assertions les plus militantes, le catholicisme n'est pas religion d'État en Espagne mais il demeure la religion historique et la plus importante. Cette donnée crée une ambiance culturelle étroitement liée à l'histoire du pays et à son patrimoine. Sur le plan politique, aucune mesure n'a remis en cause les accords de 1979. L'apparition furtive en 2007 et 2008 d'une proposition de loi de séparation de l'Église et de l'État, à l'initiative du gouvernement Zapatero et de sa vice-présidente María Teresa Fernández de la Vega, répondait à une stratégie électorale de mobilisation des électeurs de gauche sensibles à cette thématique laïque. La rédaction d'une « loi de liberté religieuse », commencée au Parlement en 2010, a été interrompue. Elle visait à la fois à clarifier les droits des minorités religieuses que l'immigration massive des quinze dernières années avait numériquement augmentées et à limiter les privilèges de l'Église. La tentative de réactivation d'une politique sécularisatrice répondait à un objectif politique : le gouvernement socialiste devait redonner du contenu idéologique à son projet. Or, l'anticléricalisme et la laïcisation de l'Espagne sont clairement des thèmes de gauche.

Les gouvernements socialistes de 1982 à 1996 avaient tenté de privilégier « l'interprétation laïque de l'a-confessionnalité de l'État<sup>20</sup> », démarche qui provoqua une réaction de plus en plus nette de la part de l'Église. La défense de l'enseignement catholique, l'opposition à la loi sur l'avortement, la condamnation de la corruption politique ont inspiré des textes



de la Conférence épiscopale qui marquaient autant de prises de distance avec les socialistes. La radio COPE, qui appartient en partie à la Conférence épiscopale, s'est engouffrée dans une opposition de plus en plus dure et directe. Pourtant, les relations avec la droite et le Parti populaire n'ont pas entamé un retour vers plus de présence sociale de l'Église. De ce côté-là, les dirigeants de droite connaissent assez la diversité sociologique du pays pour ne pas se confondre avec l'Église. C'est à partir de 2004 et le gouvernement Zapatero que l'affrontement gauche-droite s'est nourri d'un élément religieux important. En effet, le vote d'une loi sur le mariage homosexuel et l'élargissement des conditions d'avortement ont simultanément stimulé la mobilisation d'associations de défense de la famille soutenues par l'Église et celle, symétrique, des mouvements homosexuels ou laïques. Les manifestations de juin 2005 contre le projet socialiste, la célébration régulière depuis d'une messe des familles en début d'année place Colomb à Madrid ont vu converger à la fois des catholiques convaincus et des militants du Parti populaire. L'opposition est devenue vive, quoique maîtrisée afin de ne pas menacer le dialogue institutionnel entre Église et État. On peut y voir la réactivation d'une faille profonde de la société espagnole... dont les jeux et glissements ont rarement été positifs dans son histoire. Faut-il alors y déceler un leurre idéologique permettant de détourner l'attention des questions économiques et sociales ? La question mérite d'être posée, tant les discours que suscite cet affrontement semblent sortir des annales de l'histoire, tant ils semblent ancrés dans le passé. En 2012, le nouveau ministre conservateur de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón annonce une révision de la loi sur l'avortement de 2005 dans un sens plus restrictif. Est-ce un gage à la droite dure et à l'Église ou la manifestation d'une conviction morale distincte et qui s'oppose à la gauche ?

L'histoire et le passé comme clefs de compréhension de l'Espagne fondent les représentations antagonistes que droite et gauche se forgent du pays. Cet état de fait est loin d'être une exception européenne : depuis les querelles sur l'interprétation *whig* ou *tory* de l'histoire anglaise, on sait combien les sensibilités politiques nourrissent l'interprétation de l'histoire. Pour s'en tenir à l'Espagne des années 1982-2012, c'est autour des drames de son passé proche que se concentrent débats et polémiques. La Guerre civile d'abord, puis le franquisme sont ainsi interrogés avec une intensité différente depuis que l'Espagne a renoué avec un climat de liberté. Dans un dossier aussi complexe, le lecteur nous pardonnera d'essayer seulement de clarifier les enjeux au prix d'une synthèse qui ne peut rendre toute la richesse, voire la complexité, des positions.

Globalement, la gauche défend la thèse suivante : la transition démocratique a supposé un pacte avec les tenants du pouvoir franquiste et a donc imposé un « oubli » de la période, notamment de la répression féroce menée entre 1939 et 1946. « Effacer le passé pour rendre possible une démocratie fondée sur le plus large consensus social (...) a alimenté la thèse

selon laquelle la démocratie espagnole se serait édifiée sur un « pacte d'oubli », signé sur fond d'amnésie collective », résume l'historien Santos Juliá<sup>21</sup>. La modération dont ont fait preuve tous les acteurs politiques, ainsi que la société espagnole, « n'aurait pas été l'expression d'une culture civique forgée dans la dure expérience d'une dictature née de la guerre, sinon la preuve d'un désistement, d'une passivité et d'une absence d'implication des citoyens dans ce processus de démocratisation<sup>22</sup> ». Les enjeux politiques apparaissent ainsi clairement. La transition serait une victoire réelle de la droite tandis que la gauche aurait abdiqué de ses idéaux en acceptant trop de compromis, à commencer par la reconnaissance de la monarchie. Ces débats ont parcouru la société espagnole. Dans ses travaux sur la mémoire et l'oubli de la Guerre civile, Paloma Aguilar a ainsi interprété l'échec électoral du PCE et d'AP en 1977, comme la volonté des Espagnols de sanctionner les partis les plus identifiés au souvenir de l'affrontement fratricide<sup>23</sup>. Le retour de la droite au pouvoir en 1996 donne une nouvelle impulsion à ces réflexions. Une conjoncture politique conjuguée à une évolution structurelle de la démographie qui voyait les petits-enfants de la guerre se manifester expliquent le changement de climat sociopolitique autour de l'histoire et de la mémoire. Comme l'ont bien montré Walther Bernecker et Sören Brinkmann, trois phases scandent la chronologie de ce débat : les revendications mémorielles sociales entre 1980 et 1996, le retour du passé, de 1996 à 2004, marqué par sa repolitisation, et enfin, depuis 2005, une dynamique de « normalisation » de la culture de la mémoire<sup>24</sup>.

En 1986, le cinquantième anniversaire de la Guerre civile ne donne pas lieu à des manifestations officielles. F. González explique alors qu'une guerre civile ne se commémore pas. Par ailleurs, il n'entend pas utiliser la mémoire du conflit comme une arme politique contre la droite qui, pense-t-il, reviendra un jour au pouvoir. Le soixantième anniversaire de la guerre, en 1996, reste lui aussi placé sous « le régime de l'oubli<sup>25</sup> ». Surgissent néanmoins des initiatives symboliques, comme l'octroi de la nationalité espagnole aux membres survivants des Brigades internationales en janvier 1996, accomplissement d'une promesse faite par le président du Conseil Juan Negrín... en 1938. En 2002, à l'unanimité, la commission constitutionnelle des Cortes vote un texte qui proclame l'illégitimité du recours à la violence pour « imposer ses convictions politiques et pour établir des régimes totalitaires » ainsi que la nécessité de « maintenir l'esprit de concorde et de réconciliation qui avait présidé à l'élaboration de la Constitution ». L'ensemble des groupes parlementaires demandait également au gouvernement de « développer, de manière urgente, une politique intégrale de reconnaissance et de protection à l'égard des exilés de la Guerre civile<sup>26</sup> ». S'équilibraient ainsi le souci de maintenir une approche consensuelle et la volonté de restaurer la légitimité des vaincus de la guerre – à telle enseigne que l'on peut se demander si « le régime d'oubli » tant évoqué en a vraiment été un. À l'inverse, Santos Juliá estime que l'on confond les « années

d'apprentissage politique, de souvenir du passé pour ne pas en répéter les erreurs, années de lutte et de pactes » avec des « années d'oubli et de passivité »<sup>27</sup>.

En 2000, Santiago Macias et Emilio Silva fondent une *Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica*. Son objet est « la recherche des victimes de la répression pendant la Guerre civile dans la zone contrôlée par les insurgés. Il s'agit de personnes qui furent assassinées, généralement par des paramilitaires de la Phalange et dont les corps, habituellement enterrés dans des fosses communes, n'ont pas été récupérés par les familles<sup>28</sup> ». Cette association est liée à l'exhumation d'une des fosses communes dans la ville de Priaranza del Bierzo, et Emilio Silva est l'un des petits-fils d'une des victimes de cette tuerie. En 2002 sont créés des forums pour la mémoire (*foros por la memoria*) qui déclinent régionalement une structure associative. Un site web, « [foroporlamemoria.org](http://foroporlamemoria.org) », rassemble les contributions. L'objectif de ce réseau social, au-delà de la « récupération » d'une mémoire trop longtemps étouffée, est aussi politique. Estimant « que le monde est cerné à nouveau par la barbarie et qu'un nouveau fascisme s'installe dans nos sociétés sous la forme de démocraties formelles<sup>29</sup> », ces militants de la mémoire font de leur combat une lutte politique qui enracine sa généalogie dans une histoire plus longue que celle de la jeune démocratie espagnole. Les fondateurs de l'Association pour la récupération de la mémoire historique, nés respectivement en 1965 et 1972, c'est-à-dire trente et trente-six ans après le début de la Guerre civile ont donc dix et trois ans lorsque Franco meurt ; en 1978, lors du référendum constitutionnel, treize et six ans ; en 1982, lors de la première victoire socialiste dix-sept et dix ans ! Ils sont les petits-fils de la Guerre. D'ailleurs, la page web de leur association s'ouvre sur la question : « Pourquoi les pères de la Constitution ont-ils abandonné mon grand-père dans le fossé ? »

À partir de 2004, et dans le cadre d'une majorité socialiste, complétée par des nationalistes basques, catalans et galiciens ainsi que des communistes et leurs alliés écologistes, le Parlement et le gouvernement ont travaillé de concert à une loi communément appelée « loi de mémoire historique » alors qu'elle s'intitule précisément *Loi d'indemnisation des victimes de la Guerre civile et du franquisme (Ley de reparación de víctimas de la Guerra Civil y del franquismo)*, finalement votée en octobre 2007. Cette loi élargit le cadre juridique à partir duquel les familles de disparus peuvent entreprendre les recherches pour localiser les corps et prévoit des aides financières pour ce long et minutieux travail. En revanche, elle a renoncé à réviser les procès de la période franquiste. Ce dernier point ouvre une divergence entre les socialistes d'une part, et les communistes et les nationalistes de l'autre, ces derniers se montrant partisans d'une réhabilitation juridique des victimes de la répression franquiste.

Cette loi s'est heurtée à de nombreux obstacles, principalement juridiques. Il convenait en effet de définir qui étaient les victimes de la Guerre civile et du franquisme. Pouvait-on accepter, sans principe, toute

revendication mémorielle ? Qui était légitime pour porter les revendications ? Fallait-il un lien familial ? Un héritage idéologique ? Une justification politique en brandissant le militantisme antifranquiste ? Cette dernière question amenait à rencontrer le problème de l'ETA, l'organisation terroriste basque ! L'option retenue distingue trois étapes chronologiques : la première, celle de la Guerre civile, dont les victimes appartiennent de manière indiscriminée aux camps qui se sont affrontés ; la deuxième, qui court de 1939 à 1968, insiste, sur les victimes de la répression franquiste ; la dernière, la plus délicate, concerne les années 1968-1975 et envisage les victimes d'un engagement pour la démocratisation de l'Espagne. Mais ce travail historique et mémoriel se doublait d'une volonté politique : mettre en avant des valeurs collectives de la démocratie. L'opinion ne s'y est pas trompée estimant, dans un sondage de 2008, à 40,8 % que la « démocratie avait une dette à l'égard des victimes de la Guerre civile et du franquisme », tandis que 27,6 % des personnes interrogées jugeaient que cela ressuscitait des rancunes du passé<sup>30</sup>.

Mais une autre mémoire s'est parallèlement réveillée et a revendiqué toute sa place : celles des prêtres, religieux et religieuses assassinés avant et pendant la Guerre. C'est en 1987 qu'eurent lieu les premières béatifications de martyrs de la guerre, qui furent accueillies par de violentes polémiques. Le gouvernement socialiste espagnol refusa d'honorer les cérémonies en envoyant un représentant de haut rang. Quatre cent soixante-dix-neuf martyrs furent néanmoins béatifiés, et parmi eux onze furent canonisés. Comment, dès lors, comprendre la béatification de quatre cent quatre-vingt-dix-huit nouveaux martyrs le 28 octobre 2007 ? S'agit-il d'une provocation, d'un prolongement du travail de mémoire entrepris, ou marque-t-elle une inflation excessive et un déraillement du processus ? Tout en s'inscrivant dans la démarche de Jean-Paul II – relire le <sup>xx</sup>e siècle et ses tragédies avec les yeux de la foi pour retrouver dans le sang versé celui des martyrs qui vivifient les églises locales –, le cas espagnol, sans être isolé, reste hautement polémique.

Cette démarche a nourri des suspicions quant à son caractère apolitique. De plus, l'apparition au début des années 2000, d'ouvrages présentés comme historiques – on songe ici à ceux des publicistes César Vidal et Pio Moa<sup>31</sup> –, qui ont été de véritables best-sellers, révèle qu'une partie non négligeable de l'opinion publique continue de lire l'histoire de la République et de la Guerre avec les lunettes nationalistes. Ces approches forment ainsi le symétrique des thèses de gauche. Les enquêtes d'opinion menées par le Centre d'études sociologiques sur la mémoire et la postérité du franquisme soulignent l'ambivalence des sentiments des Espagnols. En 1985, 27,3 % des personnes interrogées évaluent négativement la dictature, 37,4 % en 2000. Mais 46 % (tant en 1985 que quinze ans plus tard) estiment que la dictature a eu de bons et de mauvais côtés. Le chiffre monte à 58 % en 2008. Pour finir l'enquête, les sondés doivent se positionner sur l'axe politique gauche-droite : 7,6 % se classent à l'extrême gauche, 32,5 % à gauche, 32,2 % au centre, 9,4 % à droite et 1,5 % à l'extrême droite, 16,8 % refusant la question ou ne sachant

pas y répondre. Curieusement, lorsqu'on les interroge sur leur vote aux dernières élections (qui datent d'un mois !), 33,9 % se souviennent d'avoir voté pour le PSOE (qui avait eu 43,7 % des voix) mais seulement 19,7 % pour le PP (qui avait pourtant obtenu 39,9 % des suffrages). De même, 4,7 % des sondés indiquent qu'ils ne voteraient jamais pour le PSOE, alors que 29,4 % affirment qu'ils ne le feraient jamais pour le PP.

Ainsi, les Espagnols continuent d'avoir une image si fortement négative de la droite qu'ils en viennent à sous-estimer leurs préférences partisans. À l'inverse, l'identité et l'image de la gauche demeurent fortement positives, fruit non de la transition, mais de plus de quatre-vingts ans de vie politique et culturelle. La *summa divisio* de la vie politique reste, en Espagne, beaucoup plus déterminée par le passé récent qu'elle ne l'est dans d'autres grandes démocraties européennes. Le dépassement de cette situation serait la « normalisation » qu'évoquent W. Bernecker et S. Brinckmann. Le processus semble pourtant persister. Le retour de la droite après l'étape Zapatero permet de compléter les cycles de l'alternance : la gauche est revenue au pouvoir en 2004 après une première conquête en 1982, la droite revient en 2011 après une cure d'opposition de sept ans et demi. Nul doute alors que le fonctionnement de la démocratie s'en trouvera renforcé et que les oppositions idéologiques s'en trouveront sinon atténuées, du moins stabilisées. Mais l'environnement de la crise crée cependant une situation exceptionnelle propice à toutes les recompositions.

## L'Espagne en question ?

L'examen des éléments du clivage entre la droite et la gauche ne suffit pas pour rendre compte du débat public et des oppositions qui le structurent. La scène démocratique, démultipliée, compte 17 parlements et gouvernements autonomes. Jouent ainsi des spécificités régionales fondamentales pour comprendre le pays. Le terrorisme de l'ETA a pesé de tout son poids dans l'histoire récente, au point de conduire l'historien Joseph Pérez à conclure son *Histoire de l'Espagne* par cette question : « L'Espagne arrivera-t-elle à éliminer le terrorisme ? C'est la question la plus grave qu'elle ait à résoudre aujourd'hui<sup>32</sup>. » La place de la Catalogne au sein de l'Espagne est un vieux problème qui puise ses sources loin dans l'histoire. La restitution de ses institutions autonomes, la *Generalitat*, dès 1977 marqua une étape décisive dans le processus de transition. Depuis, le développement des compétences administratives, politiques et financières de la Catalogne s'est poursuivi, interrogeant la stabilité du cadre constitutionnel de 1978. C'est donc sans doute autour de ces deux régions particulières, le Pays basque et la Catalogne, que se noue la problématique des nationalismes en Espagne. Sans nier le rôle moteur de ces deux espaces, il est nécessaire de préciser que la dynamique de la décentralisation lancée en 1980 a créé un panorama totalement nouveau au fur et à mesure que passaient les années. Elle a ouvert un débat sur la stabilité

de l'Espagne dont témoigne une bibliographie pléthorique sur le sujet, ou encore l'intervention dans la presse quotidienne d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'économistes, de politologues, d'essayistes, sans compter bien sûr les politiques et les militants, qui apportent leur brassée d'analyses. Chronologiquement, trois phases peuvent être identifiées. De 1977 à 1981, c'est le temps de l'effervescence et des propositions. De 1982 à 1993 se met en place un processus de transfert des compétences qui situerait le débat sur un plan technique si ne persistait l'immense et douloureux drame du terrorisme. À partir de 1993, le besoin de compléter la majorité parlementaire crée une nouvelle dialectique entre les partis nationaux et les partis régionalistes qui accentue un rapport de force non plus administratif mais politique. Une chronologie proprement basque ou catalane serait différente, mais il s'agit ici d'observer la totalité, et non pas de se décentrer vers une histoire particulière des nationalismes basque et catalan.

Il a déjà été fait référence dans ces pages au terrorisme de l'ETA. Entre 1982 et 1999, année où le groupe fit une « trêve », 435 personnes furent assassinées ; 291 l'avaient été entre 1976 et 1981. Le *modus operandi* des terroristes a alterné entre attentats visant des personnalités – chefs militaires, élus, membres repentis de l'ETA – et d'autres visant des groupes – casernes, transports militaires. À côté de ces assassinats, d'autres types d'attentats (près de 1 800 entre 1981 et 1998) ou d'actions violentes, comme les extorsions de fonds ou les enlèvements d'entrepreneurs et d'artisans basques pour collecter l'« impôt révolutionnaire » sont intervenus. Enfin, une ultime modalité, appelée *kale borroka* – lutte ou terreur urbaine –, visait à créer un climat d'insécurité (incendies d'autobus, de distributeurs automatiques, bris de vitrines...) dans les villes basques. Les jeunes militants furent alors mobilisés pour s'éduquer politiquement et les forces de sécurité établirent le lien entre ce premier entraînement à la lutte violente et le passage dans les commandos terroristes. Le nombre des arrestations des membres de l'ETA en Espagne et en France dit à lui seul l'ampleur du phénomène : plus de 2 000 entre 1989 et 2001<sup>33</sup>. Le soutien apporté par la France, à partir de 1983, a considérablement aidé les Espagnols dans leur lutte antiterroriste alors qu'auparavant, la relative passivité de Paris avait permis à l'ETA de développer sa base arrière dans le Pays basque français. Il ne saurait être question de rappeler les circonstances de toutes les actions terroristes mais on ne comprend guère le vécu des Espagnols si on ne garde pas à l'esprit la « persécution » terroriste dont ils ont été les victimes. L'attentat de l'hypermarché de Barcelone, en juin 1987, où périrent 21 personnes, suivi en décembre par l'attaque de la caserne de la Garde civile de Saragosse qui provoqua la mort de onze personnes, dont six enfants de trois à dix-sept ans, l'assassinat de Francisco Tomás y Valiente, ancien président progressiste du Tribunal constitutionnel le 14 février 1996, l'enlèvement puis l'assassinat quarante-huit heures plus tard de Miguel Ángel Blanco, conseiller municipal populaire du village d'Ermua (Biscaye) en juillet 1997 offrent autant d'exemples, parmi d'autres, de la brutalité terroriste et de

la commotion de l'opinion. Une carte des actions montrerait qu'elles se sont concentrées au Pays basque mais qu'aucune province espagnole n'a été épargnée, à commencer par la capitale.

Fondé en 1978, le groupe *Herri Batasuna* représente le « bras » politique de l'ETA. Interdit par la loi sur les partis politiques votée en l'an 2000 pour empêcher l'affichage politique du terrorisme, il a ressuscité sous des appellations différentes, dont le dernier avatar est *Bildu* puis *Amaiur* (2011). Ce courant a attiré, entre 1980 et 1996, autour de 15 % des voix lors des différentes élections et s'est installé comme la troisième force politique jusqu'en 1993 où il glissa à la quatrième place, à quelques dixièmes de point du Parti populaire. En mars 2011, *Bildu* est devenue la première force politique locale, avec 26 % des voix et 953 conseillers municipaux, enlevant notamment la mairie de Saint-Sébastien aux socialistes. Ce milieu nationaliste proche des terroristes, quand il ne se confond pas avec eux, s'est cristallisé dans une radicalité que d'aucuns voient comme un véritable « ghetto », avec ses rues, ses locaux, ses bars et ses codes<sup>34</sup>. Cette particularité sociopolitique basque éclaire la complexité de la question terroriste, qui reste l'une des faces du problème, mais non la seule. Existe une idiosyncrasie propre au Pays basque.

Ses conséquences pour le reste de l'Espagne ont été nombreuses. La dégradation de la situation entre 1976 et 1980 est l'un des motifs qui inspirèrent les comploteurs militaires. Une fois jugulé le risque militaire, la question de la lutte antiterroriste demeure, à partir de 1982, une priorité gouvernementale. La création des Groupes antiterroristes de libération (GAL), qui perpétra des meurtres en France et en Espagne, semble avoir été pilotée depuis le ministère de l'Intérieur. Entre 1993 et 1996, la dénonciation de ces crimes d'État fut le fonds de commerce du Parti populaire et du journal *El Mundo*. En 1998, José Barrionuevo, ministre de l'Intérieur de 1982 à 1991 et Rafael Vera, son secrétaire d'État à la Sécurité, sont condamnés à de la prison ferme dans le cadre des enquêtes sur les GAL. De 1996 à 2001, le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja relancera la politique antiterroriste « en restaurant l'image du ministère et en ne croyant pas à une solution immédiate du conflit<sup>35</sup> ». Son implication dans la vie politique régionale – il avait été le leader du PP basque – le conduisit cependant à s'opposer durement au gouvernement régional, composé de nationalistes et de socialistes. Après 2004, le gouvernement Zapatero tentera, tout comme l'avaient fait les gouvernements González (discussions d'Alger) et Aznar (discussions de Genève), de négocier secrètement avec les représentants des terroristes de l'ETA. La conjoncture était favorable, car les attentats du 11 mars 2004 rendaient impossible l'exécution d'actes criminels : l'indignation sociale eût réduit à néant les espoirs de bénéfice politique de l'ETA. L'affaire n'eut d'abord pas d'issue favorable, ce qui conduisit l'ETA à reprendre les armes, puis à les abandonner à nouveau en septembre 2010. Cette quatrième trêve (1998 et 2004 pour la seule Catalogne, « cessez-le-feu » en 2006) se prétend



définitive et vérifiable. Le terrorisme n'a pas seulement semé la mort, il a divisé l'opinion publique, puisqu'une partie non négligeable des citoyens basques n'a pas condamné les actions de l'ETA. Malgré des institutions comme la *Fondation Miguel Ángel Blanco* ou le *Forum de Ermua*, le respect des victimes et de leur famille a été problématique depuis le début des années 1980 (tombes profanées, menaces téléphoniques...). En octobre 2011, l'ETA annonce un « abandon définitif de la lutte armée ». C'est un tournant historique. Du coup, l'indépendantisme retourne sur la scène électorale, où il enregistre des succès répétés (mai et novembre 2011, octobre 2012).

Mais le problème basque excède sa seule dimension terroriste et ses implications politiques. Il met aux prises une société basque complexe et hétérogène avec Madrid, certes, mais aussi avec elle-même. Ses contradictions sont perceptibles dans l'évolution de ses institutions régionales, qui portent la marque de quelques archaïsmes étonnants. Fiscalement, le Pays basque est quasiment indépendant puisque les relations avec Madrid, fondées sur une négociation, prévoient le versement de fonds par le gouvernement basque au pouvoir central. Cette complexité tient au respect des droits historiques – les *Fueros* – des provinces basques reconnues par le gouvernement central au XIX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte des guerres carlistes ! Une police autonome, l'*Ertzaintza*, existe depuis 1979 et remplace la police nationale espagnole, qui n'a pas compétence sur la région (à la différence de la Garde civile). La communauté autonome basque, composée des trois provinces de Bizcaye, Guipuzcoa et Alava, reste bâtie sur d'anciennes institutions comme les « députations forales ». Autrement dit, la spécificité administrative du Pays basque, unique en Europe, renvoie à des équilibres empruntant des formes de l'Ancien Régime non régulées par la révolution libérale ! Si on y ajoute l'idéologie nationaliste du Parti national basque (PNV), élaborée par Sabino Arana au début du XX<sup>e</sup> siècle et non exempte d'« intégrisme racial<sup>36</sup> », on mesure l'extrême complexité du dossier.

Ses principaux protagonistes du côté basque ont été Xavier Arzalluz, président du PNV de 1980 à 2004, les *lehendakari* (les chefs du gouvernement régional) Carlos Garaikoetxea (1980-1985), José Antonio Ardanza (1985-1999) et Juan José Ibarretxe (1999-2009). Arzalluz était le gardien de l'orthodoxie nationaliste, tandis que les trois chefs de gouvernement jouaient une sorte de billard politique à trois bandes : leur électorat, les milieux terroristes, le gouvernement central. Le 12 janvier 1988, le pacte d'Ajuria Enea (du nom du siège du gouvernement régional) fut signé par l'ensemble des forces parlementaires basques, à l'exception attendue de *Herri Batasuna*. Cet accord – intitulé « pour la normalisation et la pacification d'Euskadi » – stipulait un rejet absolu de la violence et insistait sur la validité du statut d'autonomie. Pour Ardanza, il s'agissait d'« un conflit entre Basques et non entre le peuple basque et l'État espagnol<sup>37</sup> ». Dix ans plus tard, c'est une nouvelle stratégie que choisit le PNV en constituant un front nationaliste, étendu aux autres nationalismes de la Péninsule. Le pacte d'Estella, ville



historique de Navarre, inaugure le tournant souverainiste du PNV. Avec l'arrivée de Juan José Ibarretxe à la tête du gouvernement régional en 1999, la pression sur Madrid deviendra l'axe politique. Une feuille de route appelée « plan Ibarretxe » est proposée en 2007. Elle consiste à réviser le statut de Guernica, qui fixe le fondement de l'autonomie basque. Une loi en ce sens est votée par le parlement basque. Le *lehendakari* la présente aux Cortes mais le Tribunal constitutionnel la juge inconstitutionnelle. Aux élections régionales de 2009, bien qu'arrivé en tête, Ibarretxe abandonne son fauteuil au socialiste Patxi López qui, à la faveur d'une coalition « constitutionnaliste », renverse complètement les priorités politiques basques.

S'ouvre une nouvelle étape. La cassure est évidente entre d'une part, les tenants du pacte constitutionnel de 1978 – que le PNV avait cependant pris soin de ne pas ratifier en s'abstenant – et les partisans d'une autodétermination. La nouvelle légalisation d'une gauche radicale (*Bildu*) qui a pu concourir aux élections de 2011 va changer la donne électorale, car le PS basque et le PP avaient obtenu la majorité dans un contexte d'illégalisation des radicaux. Autrement dit, la possibilité d'une alliance entre nationalisme dit modéré (le PNV) et nationalisme radical devient une hypothèse crédible, d'autant que la fin temporaire des activités terroristes de l'ETA modifie le climat politique et social. Cette hypothèse reposera du coup le problème des relations entre Madrid et Vitoria... On le voit, le chapitre est loin d'être clos ; il pose aux Espagnols un défi majeur.

L'histoire de la Catalogne, tout aussi délicate, est moins dramatique puisqu'elle est quasiment exempte de terrorisme. Le retour à un autogouvernement dès 1979, confirmé par les élections régionales de mars 1980, a ouvert la voie à une relation tourmentée avec Madrid. Le comportement des électeurs catalans, variable selon la nature des élections, révèle une articulation complexe entre la dimension « nationale » catalane et la dimension espagnole. La participation des électeurs donne une première clef de lecture. Sur les neuf élections régionales de 1980 à 2010, la moyenne de la participation atteint 60,45 % avec un maximum en 1984 (64,36 %) et un minimum en 1992 (54,98 %). Les neuf échéances nationales ont attiré en moyenne 72,27 % de votants, avec un minimum de 64,7 % en 2000 et un maximum de 80,72 % en 1982. Cette divergence se lit dans les résultats. *Convergència i Unió* obtient en moyenne 38,45 % des voix aux élections régionales et 27,6 % aux législatives ; le PSC (Parti socialiste de Catalogne) 26,82 % aux régionales et 38 % aux générales ! Le chiasme électoral est parfait ! Autant dire que deux écosystèmes politiques catalans coexistent : celui qui régit la vie locale et celui qui s'emboîte avec l'État espagnol. Cette donnée résulte en partie de la sociologie de la Catalogne. Terre industrielle dynamique, elle a été une région d'immigration des populations du Sud espagnol. Beaucoup d'Andalous se sont ainsi installés dans la province de Barcelone. Ils constituent la base électorale du PSC et se mobilisent pour les élections générales, alors qu'ils restent en retrait lors des élections au

parlement catalan. Le sport se mêle à cette hétérogénéité sociale : le Football Club de Barcelone est symbole d'identité catalane – avant de devenir dans le contexte de la globalisation sportive une marque mondiale – tandis que le *Reial Club Deportivo Espanyol* attire plus volontiers des « immigrés » de l'intérieur. Peut-on inférer de ces données qu'il existe deux identités catalanes ?

Le nationalisme catalan a construit, depuis les institutions de la *Generalitat*, une culture civique et politique fondée sur l'exaltation de l'histoire, avec la célébration, le 11 septembre, de la *Diada*, le jour de la Catalogne, qui, curieusement, célèbre une défaite (la chute de Barcelone en 1714), un hymne – *Els segadors* – qui fait allusion à un épisode historique du temps de Philippe IV (1621-1665), mais surtout une catalanisation de la vie administrative et quotidienne. Si en 1975, 25 % des habitants ne comprenaient pas le catalan et 53 % seulement le parlaient, les enquêtes montrent une progression constante : 75 % des habitants parleraient catalan en 1996<sup>38</sup>. Selon les données statistiques de la généralité de Catalogne, en 2007, 94 % des habitants comprennent le catalan, 75 % le parlent, 73 % le lisent et 53 % l'écrivent. L'enseignement du catalan dans les écoles a porté ses fruits ! En 1998, une loi de politique linguistique accentue cet effort. L'exposé des motifs précise que la langue « est le témoignage de la fidélité du peuple catalan envers sa terre et sa culture spécifique », mais que dans une « situation sociolinguistique complexe », il faut « une politique linguistique qui aide efficacement à normaliser la langue propre de la Catalogne<sup>39</sup> ». Concrètement, cela signifie que le catalan doit être la langue de l'enseignement, des médias qui dépendent de la *Generalitat* et que 50 % des programmes diffusés doivent être en catalan pour les radios privées. Les livres doivent, dans la mesure du possible, être publiés en catalan, et les films doublés ou sous-titrés. Quelques secteurs de l'Église ont réclamé une conférence épiscopale catalane tandis que la revendication d'une « catalanisation » des fédérations sportives est portée par des milieux nationalistes, qui excipent du modèle britannique pour rappeler que « nation » et « État » ne se confondent pas nécessairement dans une seule entité.

Le développement du statut d'autonomie de 1979 a, de cette date à 2006, toujours suscité des débats de compétences entre Barcelone et Madrid. L'assomption par les autorités régionales des fonctions auparavant exercées par l'État a obligé à redéfinir le périmètre des administrations publiques et à transférer aussi des personnels. En dix ans, près de 130 000 fonctionnaires sont ainsi passés de la fonction publique espagnole à la fonction publique catalane<sup>40</sup>. Les *mossos d'esquadra* sont les policiers catalans. La police nationale n'a plus de compétence sur le territoire catalan et la Garde civile voit ses champs d'interventions limités à la lutte contre l'immigration clandestine et contre le terrorisme. Les statistiques permettent de dessiner le portrait de la Catalogne au regard des réalités nationales : les relations commerciales avec l'extérieur comprennent les échanges avec le « reste de

l'Espagne<sup>41</sup> » ! Sur le web, la *Generalitat* a obtenu la terminaison .cat pour identifier les sites catalans. Bref, la Catalogne gagne en densité institutionnelle.

En 1980, la Loi organique sur le financement des communautés autonomes prévoit le mécanisme par lequel alimenter les budgets régionaux mais elle est votée alors que les différents statuts régionaux ne sont ni rédigés ni adoptés. Aussi la question du financement, cruciale, servira aux nationalistes catalans pour relancer le débat national en Espagne dans les années 1990. À la faveur des élections de 1993 qui conduisent à une alliance parlementaire entre le PSOE et *Convergència i Unió*, la cession de 15 % du produit de l'impôt sur le revenu est accordée à la Catalogne. En 1996, dans une négociation identique avec le Parti populaire, CiU fait monter la part à 30 %. Par ailleurs, la loi organique du 23 décembre 1992 uniformise les compétences de toutes les communautés autonomes alors qu'une distinction avait été établie dans la constitution entre « communautés historiques » appelées à un développement rapide de leur statut et « communautés banales » qui suivaient un modèle lent. Comme l'avaient dénoncé les Catalans, la technique du « café pour tous » reprenait le dessus. Tant en 1979 qu'en 1992, ils acceptèrent difficilement cette évolution qui noyait leur spécificité dans la masse. L'enjeu du débat n'est donc ni technique, ni administratif mais bien culturel et politique. Il concerne au premier chef la place de la Catalogne dans l'Espagne.

Le 16 juillet 1998, les trois partis nationalistes, basque (PNV), galicien (BNG) et catalan (CiU), signent la « Déclaration de Barcelone ». Elle stipule « qu'après vingt ans de démocratie, l'articulation de l'État espagnol comme État plurinational reste non résolue (...), il convient de commencer une nouvelle étape au cours de laquelle nos réalités nationales seront reconnues par l'État et l'Europe<sup>42</sup> ». Cette alliance des nationalismes périphériques, figure classique de la vie nationale, avait fonctionné en 1923, en 1933, mais aussi pendant le débat constitutionnel en 1977-1978. Le fait qu'elle se manifeste à nouveau prélude à un tournant souverainiste de la Catalogne et du Pays basque qui coïncide avec la présence de la droite au pouvoir. Reparaissent ainsi des failles structurelles du pays dont les acteurs politiques connaissent parfaitement le mécanisme. Curieusement, cette relance nationaliste ne favorisera pas la coalition CiU, qui perd le pouvoir en 2003 et cède la place à une alliance qui associe aux socialistes, gauche républicaine catalane et communistes ainsi que les écologistes, rassemblés sous une même étiquette (*Iniciativa per Catalunya-Les Verds*). Le nouveau Statut catalan, rédigé entre 2003 et 2006, est ratifié le 18 juin 2006 par 73,9 % de oui mais seulement 49 % de participation. Alors qu'il est entré en vigueur depuis trois ans, le Statut catalan est partiellement déclaré inconstitutionnel en juillet 2010, à l'issue d'un examen aussi long qu'embarrassé par le Tribunal constitutionnel des recours déposés par le Parti populaire. Le 10 du même mois, à l'appel de la *Generalitat*, une manifestation gigantesque rassemble

entre 500 000 et un million de personnes qui protestent contre la sentence du Tribunal. *La Vanguardia* titre le lendemain : LA CATALOGNE A JUGÉ.

Un peu plus de deux ans après, le 11 septembre 2012, une manifestation monstre à l'occasion de la *Diada* de Catalogne, rassemble entre un million et un million et demi de personnes dans les rues de Barcelone. Ils réclament un tournant indépendantiste. Le gouvernement catalan, à nouveau dirigé par le centre droit d'Artur Mas (CiU), assume ce virage politique qu'il associe à une première revendication concrète : l'élaboration d'un système fiscal autonome. Cette première étape – fondée sur l'idée que, créant 20 % de la richesse nationale, la Catalogne est lésée à ne recevoir que 10 % des investissements de l'État central – doit conduire à poser les bases d'un futur État. Même si Artur Mas a pris le soin de préciser que ce processus serait long, il a engagé la Catalogne dans une nouvelle direction. L'affaiblissement des socialistes catalans explique cette surenchère nationaliste. Sans se risquer à un pronostic, on peut évoquer plusieurs scénarii. La crise ouverte aboutira, soit à un toilettage constitutionnel avec une recentralisation pour des communautés autonomes affaiblies par la saignée financière et une autonomie plus vaste pour la Catalogne et le Pays basque, soit à une fédéralisation de l'État espagnol. Troisième option enfin : l'indépendance de la Catalogne.

Tous les ingrédients du problème national espagnol sont ici présents. Aux enjeux politiques que portent des sensibilités différentes, aux problèmes de fond qui se posent pour définir l'État espagnol, s'ajoute désormais le conflit de légitimité entre d'une part, la légalité constitutionnelle et d'autre part, l'utilisation de l'opinion publique comme réalité supérieure à la norme du droit.

Deux problèmes demandent à être examinés de plus près. Le premier a trait à l'État. Quel est-il ? Le second est celui du développement d'un « nationalisme espagnol » depuis une bonne vingtaine d'années.

Les théories politiques enseignent que l'État est une structure supérieure qui assume la représentation de l'autorité publique et rassemble les services généraux d'une nation. Puissance publique, il encadre juridiquement la *res publica*. Dans le cas de l'Espagne, cette définition se complique du fait que l'État central et les Communautés autonomes exercent ensemble des fonctions étatiques. Si la souveraineté n'appartient qu'au peuple espagnol reconnu dans son unité – ce qui explique que le Tribunal constitutionnel censure l'expression de « nation catalane » et refuse l'idée d'une autodétermination qui ne reposerait que sur la consultation d'une partie du peuple espagnol –, les fonctions étatiques sont partagées entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux. L'éducation, les forces de sécurité, le système fiscal en sont de bons exemples. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1988, c'est-à-dire avant l'achèvement des transferts de compétences, l'État central assumait 45 % des dépenses publiques contre 20 % aux Communautés autonomes, et la Sécurité sociale 25 %. Les 10 % restants ressortissaient aux municipalités. En 2003, 36 % des dépenses publiques sont endossées par les

Communautés autonomes, 22 % par l'État, 29 % par la Sécurité sociale et 13 % par les municipalités. Le dépassement de l'État par les Communautés constitue une révolution dans le gouvernement et l'administration du pays. Toujours en 2003, 61 % des aides reçues de l'Union européenne vont directement aux Communautés autonomes contre 18 % à l'État central. 75 % des dépenses de fonctionnement et 70 % des dépenses d'investissement relèvent des administrations publiques territoriales. Enfin, 40 % des dépenses de l'État central sont des transferts à d'autres administrations dans le cadre de mécanismes de solidarité entre régions riches et pauvres. En 2011, les fonctions régaliennes – défense, justice, police et politique extérieure – ne représentent que 6,3 % des dépenses publiques (19,73 milliards sur 315,6 milliards) et moins de 2 % du PIB ! L'enveloppe consacrée par l'État à l'éducation – 2,8 milliards soit 0,9 % – fait du ministère de l'Éducation l'un des moins dépensiers... mais parce que cette dépense publique est assumée au niveau régional. La puissance publique espagnole est éclatée, et son métabolisme passe par un équilibre complexe et instable de la négociation entre ses diverses hypostases. Lorsque le gouvernement basque, catalan ou andalou s'oppose au gouvernement de Madrid, la puissance publique espagnole devient-elle schizophrène ou s'agit-il simplement d'arbitrages techniques ? La question porte en elle la réponse : tout dépend du champ considéré. S'il s'agit d'une liste de remboursements que la Sécurité sociale décide de ne plus assumer et que Séville annonce que la junte d'Andalousie suppléera à ce déremboursement (ce fut le cas en 1997 au début du gouvernement Aznar), on est dans le domaine technique. Quand, en revanche, on dénie au Tribunal constitutionnel sa légitimité à dire le droit, on contribue à l'affaiblissement du lien commun et à la critique plus qu'implicite de la constitution.

L'élément politique, couplé à la dimension symbolique et affective, devient alors essentiel à l'équilibre. Volatile par nature et ancré au cœur de la conjoncture, il représente en effet le facteur le plus difficile à maîtriser, qui peut par surcroît susciter les plus violentes passions. Quand Javier Tussell abandonne sa position d'historien universitaire pour exposer dans un livre intitulé *España, una angustia nacional* (*L'Espagne, une angoisse nationale*) ses réflexions sur l'évolution institutionnelle et politique du pays, il ne fait que reprendre une longue tradition d'essais qui tentent de définir l'Espagne. Là où ses prédécesseurs interrogeaient l'histoire sur la longue durée ou le sens de la culture espagnole, Tussell s'inscrit dans une réflexion juridico-politique car la démocratie, selon lui, a stabilisé la question nationale. Il n'y a plus de guerres politiques à mener quant à la nature de l'Espagne. La démocratie en a fini avec le mythe des deux Espagnes en acceptant tout simplement la pluralité comme mode de fonctionnement d'une société. Cette vision rationnelle sous-estime pourtant la concurrence des nationalismes espagnols ainsi que les difficultés conceptuelles des grands partis à proposer une définition de l'Espagne.

Les nationalismes « périphériques » jouissent d'une légitimité historique ancrée dans leur résistance face à Franco et à son nationalisme unificateur et dictatorial. On l'a vu au Pays basque quand, en 1986, le PSE, bien qu'ayant plus de députés que le PNV, lui abandonna la présidence du gouvernement, reconnaissant implicitement la légitimité du PNV à gouverner la région. Il faudra attendre 2003 en Catalogne et 2009 au Pays basque pour que les socialistes gouvernent enfin ces régions et relèguent les partis nationalistes historiques dans l'opposition, brisant un système qui confiait aux nationalistes le pouvoir dans leur bastion. En Catalogne, cette évolution s'est opérée au prix d'un ralliement des socialistes à un nationalisme radical qui semble leur avoir coûté électoralement (CiU est revenu au pouvoir en 2010 et a pris en mai 2011 la mairie de Barcelone au PSC qui la tenait depuis 1979 !). Au Pays basque, le *lehendakari* Patxi López se trouvait dans une situation intenable puisqu'il gouvernait avec le soutien parlementaire du PP et avec l'opposition du PNV tandis qu'à Madrid, son camarade de parti Rodríguez Zapatero gouvernait avec l'appui parlementaire du PNV et l'opposition du PP. Loin d'être anecdotique, cet exemple révèle l'incroyable complexité d'une scène politique sur laquelle pèsent les hypothèques d'autres enjeux plus locaux. Depuis la Seconde République, aucun représentant des partis nationalistes n'a accepté d'entrer au gouvernement (F. González aurait souhaité en 1993 nommer un ministre du parti *Convergencia i Unió*). Ils sont ainsi à la fois dans le système et en dehors du système. En 1999, le *lehendakari* José Antonio Ardanza dénonçait l'absence de légitimité de l'État espagnol au Pays basque, s'attirant en retour une remarque de José María Aznar qui observait que les institutions basques, et le *lehendakari* au premier rang, étaient l'État espagnol dans cette communauté autonome.

La tentative de renaissance d'un nationalisme espagnol englobant la diversité de la Péninsule s'observe depuis une vingtaine d'années. Il reste très ambigu, et surtout peu rassembleur. Porté par la droite, ce nationalisme est accusé par une partie de l'opinion d'être une résurgence du franquisme ou une « recentralisation » larvée. Il est passé à la fois par des politiques culturelles exaltant le Siècle d'or espagnol (Charles Quint et Philippe II) ainsi que par une tentative de réhabilitation du drapeau national, partout concurrencé par les drapeaux des régions (certains historiques, comme la *senyera* catalane, d'autres inventés récemment, comme les sept étoiles blanches sur fond rouge de la Communauté de Madrid). Ce nationalisme est dénoncé comme exprimant une approche « essentialiste » de l'Espagne<sup>43</sup>. La gauche, pour sa part, a oscillé entre une unité forgée dans la lutte antifranquiste avec les nationalismes basque et catalan et une compétition électorale avec eux. Elle reste surtout ternaillée par une contradiction. La démocratie espagnole est-elle « une nation de citoyens et d'individus » ou une articulation politique de régions à l'intérieur desquelles s'exerce la souveraineté ? Le patriotisme sera-t-il constitutionnel ou ethnique<sup>44</sup> ? L'apparition de nouveaux mouvements indique cependant que le système politique commence à évoluer à la marge.

*Ciudadans de Catalunya* (7,5 % des voix aux dernières élections régionales de 2012) refuse ainsi tout nationalisme, quel qu'il soit ; *Unión, Progreso y Democracia* (2,6 % aux municipales de 2011 et 7 % à Madrid et 4,69 % aux élections générales de novembre 2011 avec une pointe à 10,29 % à Madrid), a été fondé par Rosa Díez, une élue du parti socialiste qui a rompu avec le PSOE, lui reprochant l'absence de discours « national ». Plus significatives encore ont été les manifestations de joie qui ont parcouru le pays lorsque l'équipe nationale de football a remporté en 2008 et en 2012 la coupe d'Europe et en 2010 la Coupe du monde. Partout les drapeaux rouge et or sont apparus aux fenêtres puis dans les célébrations, exprimant à la fois un sentiment national et une unanimité populaire. Ces accès d'enthousiasme durent ce que dure un succès sportif, comme en France en 1998. Pourtant, ils émergent sur un fond de sentiments communs.

## Le présent après l'avenir

Felipe González est arrivé au pouvoir à quarante ans, José María Aznar à quarante-trois ans et José Luis Rodríguez Zapatero à quarante-quatre ans. Les alternances politiques ont été aussi des relèves générationnelles. González incarne cette jeunesse formée dans les mouvements d'action catholique, soucieuse de casser les schémas hérités de la Guerre. Aznar est l'exemple de « l'évolution de la droite de l'autoritarisme au libéralisme<sup>45</sup> ». Zapatero, quant à lui, appartient à la première génération dont l'apprentissage politique s'est opéré dans un cadre démocratique. Tout en apportant avec eux un projet qui avait suscité l'assentiment majoritaire des électeurs, ils ont tous été rattrapés par des problématiques anciennes qui travaillent le corps politique et social espagnol. C'est l'enchevêtrement des dimensions historique, symbolique, culturelle, sociale et partisane qui complique le gouvernement du « labyrinthe espagnol », pour employer une expression de Gerald Brennan appliquée aux années 1930. Non que le pays n'ait pas surmonté ses difficultés d'alors ; mais on sent bien que la fondation inachevée de la république, la rupture de la Guerre civile, la reconstruction du franquisme restent des fractures souterraines qui minent les fondations du pacte national, malgré les acquis de la transition. La remise en cause actuelle de cette transition, comme expérience historique heureuse et comme méthode de conciliation, relève de la réactivation de ces anciennes fractures et d'une lecture contestataire posée sur un temps précis de l'histoire contemporaine, au risque de l'anachronisme. Mais cette approche traduit-elle une complaisance excessive à l'égard d'un passé douloureux instrumentalisé à des fins partisans ou reflète-t-elle une propension espagnole au dénigrement, une forme de résignation face aux imperfections de la vie et de la chose politiques ? Peut-être s'agit-il, tout autrement, d'une transition entre deux modalités de la vie politique. La première, celle de la transition et du compromis, restait largement tributaire des craintes héritées de l'histoire du pays, essentiellement la Guerre civile. La

prudence était au cœur de cette démarche politique. La seconde modalité est celle d'une démocratie normalisée dans laquelle le conflit est explicite. La vie politique y est alors plus clivée : elle est concurrence pour l'exercice du pouvoir. Dans cette hypothèse, la démocratie serait suffisamment forte pour vivre dans des débats frontaux. Pour la valider, encore faudrait-il que les références du discours se projettent dans le futur et ne s'ancrent pas dans le passé ! En 2010, l'ancien ministre de la Culture, l'écrivain César Antonio Molina, organisait un séminaire à New York qui traitait de « L'Espagne de 1975 à 2010 : le présent après l'avenir<sup>46</sup> ». Ce titre exprime bien ce qui s'est passé entre ces dates : aux espoirs d'une reconstruction qui pouvaient susciter tous les rêves possibles ont succédé les réalités de la gestion du présent. C'est peut-être ce changement de régime de temporalité qui marque la normalisation du pays.

Ces interrogations ont été rattrapées depuis 2008 par une crise économique dont la violence étonne tous ceux qui avaient cru au miracle espagnol. L'apparition en 2011 du Mouvement du 15 mai, alternatif et transpolitique, appelant à une réforme qui accorderait plus de place à la démocratie participative, démontre la vitalité du corps social et obligera les partis à une rapide adaptation, et ce sans compter avec les effets dévastateurs de la crise des finances publiques sur la pratique du pouvoir à tous les échelons. Mais en même temps, les institutions et les mécanismes habituels de la démocratie ont fonctionné et l'alternance politique a eu lieu. La crise économique n'a pas encore altéré le fonctionnement normal de la vie politique.

Doutes et interrogations conjugués alimentent une inquiétude sur la solidité du pays. Enric Juliana, directeur adjoint du quotidien catalan *La Vanguardia*, s'interroge à la fin de son essai sur la dérive de l'Espagne : « L'Espagne saura-t-elle générer un dénominateur commun qui absorbe les tensions internes sans se donner à la chimère d'un retour au passé<sup>47</sup> ? » « Chimère » : le terme est repris par le roi Juan Carlos dans une lettre publiée sur le site web de la Maison royale le mardi 18 septembre 2012. Face aux revendications d'indépendance très incertaines que les nationalistes catalans décident de porter plus haut et plus fort, le roi fait l'éloge de la transition. Le hasard des coïncidences a voulu que Santiago Carrillo meure le jour même de la publication de cette adresse royale et que soient alors rappelés ses actions et son engagement en faveur de la culture du compromis. Tant Carrillo (il était né en 1915) que Juan Carlos (1938) appartiennent à d'autres générations... Un nouvel environnement est né... Demeure la nécessité de rappeler une page brillante de l'histoire nationale au cours de laquelle les Espagnols surent conjurer le fantôme de l'échec et la tentation de la division. Est-ce le signe d'une nostalgie naissante face à un retour d'un syndrome de l'échec national, une figure qui hante l'histoire espagnole à travers le souvenir des traumatismes de 1898 et de la Guerre civile ? Est-ce une sourde inquiétude devant l'impression que tout cycle de progrès et de paix est inévitablement



voué à voir lui succéder une période de troubles, comme cela fut le cas entre 1876 et 1936 quand, après la première stabilisation libérale (1876-1912), le système se dérégla (1917-1936) ? Est-ce tout simplement l'effet d'un passé qui se dérobe et d'un avenir qui reste à imaginer ? Et cela, toutes les générations ne l'ont-elles pas vécu ?

Au terme du récit des dernières années de la trajectoire de la démocratie espagnole, ces questions invitent autant à la réflexion sur ce passé lointain et proche qu'elles ouvrent la voie à une espérance raisonnable, fondée sur l'approfondissement permanent de la politique et de la démocratie comme instruments de résorption des conflits et d'arbitrage entre les intérêts contradictoires. L'intérêt général ne se décrète pas, il se construit. Il faut croire que les Espagnols sauront le faire comme ils l'ont fait, à l'image de toutes les autres démocraties européennes, dans le tâtonnement parfois, les crises aussi, mais, espérons-le pour l'avenir, avec la conviction de construire les bases d'un pays plus solide, plus prospère et plus heureux.

1. José Luis de la Granja, Justo Beramendi, Pere Anguera, *La España de los nacionalismos y las Autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001, p. 203.

2. Les trois communautés historiques : Catalogne, Pays basque, Galice ; Castille-Léon, Castille-La Manche, Aragon, Communauté valencienne, Andalousie, Estrémadure, Baléares, Canaries qui toutes sont composées de plusieurs provinces et Madrid, Murcie, Asturies, Cantabrie, Rioja, Navarre, communautés uni-provinciales.

3. Paul Preston, *The Triumph of Democracy in Spain*, Londres, Methuen & Co, 1986, p. 221.

4. Leopoldo Calvo Sotelo, « Semblanza autobiográfica » dans Pedro Calvo Sotelo Ibañez-Martín (éd.), *Leopoldo Calvo-Sotelo. Un retrato intelectual*, Madrid, Marcial Pons-Fundación Ortega-Marañón, 2010, p. 29.

5. José Luis Cebrian, « Esta insoportable levedad », *El País*, 18/07/2011 ; Gustavo Bueno, *El fundamentalismo democrático. La democracia española a examen*, Madrid, Temas de Hoy, 2010.

6. Sophie Baby dans Jordi Canal (éd.), *Histoire de l'Espagne*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 272.

7. Antonio J. Porras Nadales, « Las elecciones generales de marzo de 2004 : aspectos problemáticos y consecuencias », *Revista de Estudios Políticos (Nueva Época)*, 126, 2004, p. 31.

8. Adolfo Suárez, débat d'investiture de Felipe González, *Diario de sesiones del Congreso de los Diputados*, 4, 1982, p. 51.

9. Hormis la période 2003-2010 : un gouvernement de coalition socialiste-gauche catalaniste républicaine-écologiste gouverne alors sous l'autorité de Pasqual Maragall, puis de José Montilla.

10. Depuis, le PSOE a repris en mars 2012 le gouvernement des Asturies.

11. Javier Tusell, *España, una angustia nacional*, Madrid, Espasa Calpe, 2000.

12. Salvador Cruz Artacho, « Izquierda » et Pedro Carlos González Cuevas, « Derecha » dans *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 707-717 et p. 368-377 respectivement.

13. Santos Juliá, *Los socialistas en la política española 1879-1982*, Madrid, Taurus, 1996, p. 531.

14. Cités par Pedro Carlos González Cuevas, « Derecha » dans *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 375.

15. *Ibid.*, p. 376.

16. Ces analyses sont valables jusqu'en 2011. La situation d'urgence absolue à laquelle doit faire face le gouvernement Rajoy tout au long de 2012 place cette étape de gouvernement dans un contexte d'exception. Il est trop tôt pour en tirer des conclusions pertinentes.

17. Eduardo Haro Tecglen, *Diccionario político*, Madrid, Planeta, 1995, p. 288.

18. Javier Tussell, *El aznarato. El gobierno del Partido Popular 1996-2003*, Madrid, Santillana, 2004 (p. 457 de l'édition de 2005).

19. Article 16-3 de la constitution de 1978.

20. Feliciano Montero, « La Iglesia » dans Javier Tussell, *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 752.

21. Santos Juliá, « Postfranquisme ou société démocratique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 74, avril-juin 2002, p. 9-10.

22. *Ibid.*, p. 10.

23. Paloma Aguilar, *Memoria y olvido de la Guerra Civil*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.

24. Walter Bernecker et Sören Brinkmann, *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas 1936-2008*, Madrid, Abada Editores-Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, 2009.

25. Walter Bernecker et Sören Brinkmann, *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas 1936-2008*, Madrid, Abada Editores-Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, 2009, p. 257.

26. *Boletín oficial de las Cortes Generales. Congreso de los Diputados, VII Legislatura, Serie D : general*, n° 448, 29 novembre 2002, p. 14.

27. Santos Juliá, *Hoy no es ayer. Ensayos sobre la España del siglo XX*, Barcelone, RBA, 2010, p. 302.

28. Voir le site internet de l'association [www.memoriahistorica.org.es/joomla](http://www.memoriahistorica.org.es/joomla) [25/02/2011].

29. <http://www.foroporlamemoria.info/que-es-la-federacion-foros-por-la-memoria/> [25/02/2011].

30. Centro de Investigaciones Sociológicas, *Memorias de la Guerra Civil y el Franquismo*, étude 2760, avril 2008.

31. Ce dernier, ancien membre du groupe terroriste GRAPO, est devenu le porte-plume d'une certaine forme d'extrême droite.

32. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 880.

33. Juan Aviles Farré, « El terrorismo en la España democrática » dans Javier Tussell, *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. XLII : *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa Calpe, 2003, p. 646.

34. Florencio Domínguez Ibarren, « La violencia nacionalista de ETA » dans Santos Juliá (dir.), *Violencia política en la España del siglo XX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 352.

35. Javier Tussell, *El aznarato. El gobierno del Partido Popular 1996-2003*, Madrid, Santillana, 2004 (p. 190 de l'édition de 2005).

36. José Luis de la Granja, *Le Nationalisme basque*, Paris, Ellipses, 2002, p. 31.

37. José Luis de la Granja, *Le Nationalisme basque*, Paris, Ellipses, 2002, p. 101.

38. Albert Balcells, *Breve historia del nacionalismo catalán*, Madrid, Alianza Editorial, 2004, p. 262.

39. Loi 1/1998 du 7 janvier 1998, « Préambule ».

40. Miguel Beltrán Villalva, « La función pública en el siglo XX » dans Antonio Morales (éd.), *La organización del Estado. Las claves de España del siglo XX*, Madrid, Sociedad Estatal Nuevo Milenio, 2001, p. 209.

41. Voir notamment le site Internet des statistiques : [www.idescat.cat](http://www.idescat.cat)

42. José Luis de la Granja, Justo Beramendi, Pere Anguera, *La España de los nacionalismos y las Autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001, p. 414.

43. Antonio Morales Moya, « En torno al nacionalismo español actual » dans Antonio Morales Moya, *Nacionalismos e imagen de España*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001, p. 195-196.

44. Alejandro Quiroga Fernández de Soto, « Amistades peligrosas. La izquierda y los nacionalismos catalanes y vascos (1975-2008) » dans *Historia y Política*, 20, juillet-décembre 2008, p. 122.

45. Javier Tussell, *El aznarato. El gobierno del Partido Popular 1996-2003*, Madrid, Santillana, 2004 (p. 45 de l'édition de 2005).

46. Cours de la fondation Pablo-Iglesias, 23-30 avril 2010, université de New York, chaire Juan-Carlos-I<sup>er</sup>.

47. Enric Juliana, *La deriva de España. Geografía de un país vigoroso y desorientado*, Barcelona, RBA, 2009, p. 248.

## Bibliographie sélective

On ne saurait prétendre livrer une bibliographie exhaustive dans le cadre d'un ouvrage de synthèse. Cette bibliographie sélective reprend les titres des livres cités en note. Les articles spécialisés ne sont pas repris. L'abondance de titres en espagnol répond à l'ambition de ce livre qui prétend jouer un rôle de « passeur » de l'historiographie espagnole vers la France.

### Ouvrages généraux

Commencée en 1937 sous la direction de Ramón Menéndez Pidal, une Histoire générale de l'Espagne a été publiée par les éditions Espasa Calpe (Madrid) en 43 tomes et 70 volumes. José María Jover Zamora en a assumé la direction à partir de 1975. Les tomes concernant l'époque contemporaine sont :

Artola, Miguel, *La España de Fernando VII* (tome 26), Madrid, 1968.

Fernández García, Antonio (coord.), *Los fundamentos de la España liberal (1834-1900)* (tome 33), [*La sociedad, la economía y las formas de vida*, 1997].

Jover Zamora, José María (coord.), *La era isabelina y el sexenio democrático (1834-1874)* (tome 34), 1981.

Juretschke, Hans (coord.), *La época del romanticismo (1808-1874)* (tome 35), 2 volumes [1. *Orígenes, religión, filosofía, ciencia*, 1989 ; 2. *Las letras, las artes, la vida cotidiana*, 1989].

Espadas Burgos, Manuel et Guadalupe Gómez-Ferrer Morant (coord.), *La época de la Restauración* (tome 36), 2 volumes [1. *Estado, política e islas de ultramar*, 2000 ; 2. *Civilización y cultura*, 2002].

Seco Serrano, Carlos et Javier Tusell, *La España de Alfonso XIII (1902-1931)* (tome 38), 2 volumes [1. *De los comienzos del reinado a los problemas de la posguerra – 1902-1922*, 1995 ; 2. *Del plano inclinado hacia la Dictadura al final de la Monarquía – 1922-1931*, 1995].

Láin Entralgo, Pedro, *La edad de plata de la cultura española (1898-1936)* (tome 39), 2 volumes [1. *Identidad, pensamiento y vida, hispanidad*, 1993 ; 2. *Letras, ciencia, arte, sociedad y cultura*, 1994].

Juliá, Santos (coord.), *Répública y Guerra Civil* (tome 40), 2004.

Carr, Raymond, Stanley Payne, Javier Tusell et Juan Pablo Fusi (coord.), *La época de Franco* (tome 41), 2 volumes [1. *Política, Ejército, Iglesia, Economía y administración*, 1996 ; 2. *Sociedad, vida y cultura*, 2001].  
Tusell, Javier (coord.), *La transición a la democracia y el reinado de Juan Carlos I* (tome 42), 2003.  
Fusi, Juan Pablo et Guadalupe Gómez-Ferrer Morant (coord.), *La España de las Autonomías* (tome 43), 2007.

De nombreuses histoires générales de l'Espagne ont vu le jour à la faveur du développement des études d'histoire contemporaine et du développement général des études supérieures au tournant des années 1970-1980.

Sous la direction de Miguel Artola, publiée aux éditions Alfaguara (Madrid) :

Artola, Miguel, *La burguesía revolucionaria (1808-1874)*, 1981.  
Martínez Cuadrado, Miguel, *La burguesía conservadora (1874-1931)*, 1978.  
Tamames, Ramón, *La República. La era de Franco*, 1973.

Sous la direction de Manuel Tuñón de Lara aux éditions Labor (Barcelone) :

Fernández de Pinedo, Emiliano, Alberto Gil Novales et Albert Dérozier, *Centralismo, Ilustración y agonía del antiguo régimen (1715-1833)* (tome 7), 1980.  
Tortella Casares, Gabriel, Casimiro Martí et José María Jover Zamora, *Revolución burguesa, oligarquía y constitucionalismo (1834-1923)* (tome 8), 1985.  
Tuñón de Lara, Manuel, et alii., *La crisis del Estado : Dictadura, República, Guerra (1923-1939)* (tome 9), 1985.  
Biescas, José Antonio et Manuel Tuñón de Lara, *España bajo la dictadura franquista (1939-1975)* (tome 10), 1985,

Plus récemment, trois grandes initiatives éditoriales offrent à nouveau des synthèses appuyées sur les travaux les plus récents de l'historiographie.

Morales Moya, Antonio (coord.), *Las claves de la España del siglo xx*, Madrid, España Nuevo Milenio, 2001. Huit volumes : *La cultura* ; *La modernización social* ; *Las transformaciones económicas* ; *Nacionalismos e imagen de España* ; *El difícil camino a la democracia* ; *Ideologías y movimientos políticos* ; *La organización del Estado* ; *El Estado y los ciudadanos*.

Sous la direction de Josep Fontana et Ramón Villares aux éditions Crítica (Barcelone) et Marcial Pons (Madrid) :

Fontana, Josep, *La época del liberalismo (1808-1874)* (tome 6), 2007.

Villares, Ramón et Javier Moreno Luzón, *Restauración y Dictadura (1875-1931)* (tome 7), 2009.

Casanova, Julián, *República y guerra civil* (tome 8), 2007.

Riquer, Borja de, *La dictadura de Franco* (tome 9), 2010.

García Delgado, José Luis, Juan Pablo Fusi et José Manuel Sánchez Ron, *España y Europa* (tome 11), 2008.

Álvarez Junco, José (coord.), *Las historias de España* (tome 12), 2013.

Sous la direction de Jordi Canal aux éditions Taurus en partenariat avec la fondation Mapfre :

Chust, Manuel (coord.), *España. Crisis imperial e independencia, América Latina en la Historia contemporánea, t. 1 : 1808-1830*, Madrid, Taurus-Fundación Mapfre, 2010.

Burdiel, Isabel (coord.), *España. La construcción nacional, América Latina en la Historia contemporánea, t. 2 : 1830-1880*, Madrid, Taurus-Fundación Mapfre, 2012.

Autres manuels généraux :

Bernecker, Walter, *España entre tradición y modernidad. Política, economía, sociedad (siglos XIX y XX)*, Madrid, Siglo XXI, 2009.

Jover Zamora, José María, Guadalupe Gómez-Ferrer et Juan Pablo Fusi, *España : sociedad, política y civilización (siglos XIX-XX)*, Madrid, Areté, 2001.

Juliá, Santos, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, Madrid, Marcial Pons, 2003.

On consultera en français :

Bennassar, Bartolomé (dir.), *Histoire des Espagnols (VI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Robert Laffont, 1992.

Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009.

Pérez, Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996.

Autres ouvrages généraux sur l'ensemble de la période :

Fernández Sebastián, Javier et Juan Francisco Fuentes (dir.), *Diccionario político y social del siglo XIX español*, Alianza Editorial, Madrid, 2004.

Fernández Sebastián, Javier et Juan Francisco Fuentes (dir.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Alianza Editorial, Madrid, 2008.

Fox, Iman, *La invención de España. Nacionalismo liberal e identidad nacional*, Cátedra, Madrid, 1997.

Juliá, Santos, *Los socialistas en la política española, 1879-1982*, Madrid,

Taurus, 1996.

Juliá, Santos, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2004.

López-Cordón, María Victoriá, *La casa de Borbón*, vol. 2 : 1808-2000, Madrid, Alianza Editorial, 2000.

Nadal, Jordi (coord.), *Atlas de la industrialización de España, 1750-2000*, Madrid-Barcelone, Fundación BBVA-Crítica, 2003.

Paxton, Robert O. et Julie Hessler, *L'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Tallandier, 2011.

## LIVRE PREMIER

### Histoire de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle

#### **(La guerre d'Indépendance, le premier libéralisme, le règne d'Isabelle II, la révolution de 1868, la Première République et la Restauration)**

Álvarez Junco, José, *Mater Dolorosa. La idea de nación en la España en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2001.

Aróstegui, Julio, Jordi Canal et Eduardo González Calleja, *Las guerras carlistas. Hechos, hombres e ideas*, Madrid, La esfera de los libros, 2003.

Artola, Miguel, *La burguesía revolucionaria (1808-1874)*, Madrid, Alianza Editorial, 1990.

Artola, Miguel, *La España de Fernando VII*, Barcelone, 2005.

Artola, Miguel, *La guerra de la independencia*, Madrid, Espasa Calpe, 2007.

Balcells, Albert, *Breve historia del nacionalismo catalán*, Madrid, Alianza Editorial, 2004.

Benoist, Charles, *Cánovas del Castillo. La restauration rénovatrice*, Paris, Plon, 1930.

Burdiel, Isabel, *Isabel II. No se puede reinar inocentemente*, Madrid, Espasa Calpe, 2004.

Burdiel, Isabel, *Isabel II. Una biografía (1830-1904)*, Madrid, Taurus, 2010.

Burdiel, Isabel, *La política de los notables (1834-1836)*, Valence, Edicions Alfons el Magnànim, 1987.

Burgo, Jaime (del), *Bibliografía del siglo XIX. Guerras carlistas. Luchas políticas*, Pampelune, Gobierno de Navarra, 1978.

Busaall, Jean-Baptiste, *Le Spectre du jacobinisme. L'expérience constitutionnelle française et le premier libéralisme espagnol*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

Butrón Prida, Gonzalo, *La ocupación francesa de España (1823-1828)*, Cadix, Servicio de publicaciones de la Universidad de Cádiz, 1996.

Canal, Jordi, *El carlismo. Dos siglos de contrarrevolución en España*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.

Cánovas del Castillo, Antonio, *Apuntes para la historia de Marruecos*,

- (1860), réédition en 1991 (Madrid, Algazara).
- Cánovas, Francisco, *El partido moderado*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1982.
- Carles Clemente, Josep, *Breve historia del carlismo*, Madrid, Magalia Ediciones, 2001.
- Chávarri Sidera, Pilar, *Las elecciones de diputados a las Cortes de Generales y Extraordinarias (1810-1813)*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1988.
- Chofre Sirvent, José, *Codificación de las normas aprobadas por las Cortes (1810-1837)*, Alicante, Instituto de cultura « Juan Gil Albert », 1991.
- Coll., *La Guerra de Independencia [1808-1814]. El pueblo español, su ejército y sus aliados frente a la ocupación napoleónica*, Madrid, Ministerio de Defensa, 2007.
- Coll., « 1898 : ¿Desastre nacional o impulso modernizador ? », *Revista de Occidente*, 202-203, mars 1998.
- Coll., *España 1808-1814. De súbditos a ciudadanos*, Junta de Castilla y León-Sociedad Don Quijote de conmemoraciones culturales de Castilla-La Mancha, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales, 2008.
- Comellas, José Luis, *Isabel II, una reina y un reinado*, Barcelone, Ariel, 1999.
- Cruz, Rafael et Manuel Pérez Ledesma (éd.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza Editorial, 1997.
- Dardé, Carlos, *La aceptación del adversario. Política y políticos de la Restauración 1875-1900*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2003.
- Diez del Corral, Luis, *El liberalismo doctrinario*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1945.
- Drochon, Paul, *Une tentative de liberté religieuse en Espagne 1868-1875*, thèse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1974.
- Eiras Roel, Antonio, *El partido democrata 1849-1868*, Madrid, Rial, 1961.
- Elorza, Antonio et Elena Hernández Sandoica, *La Guerra de Cuba (1895-1898). Historia política de una derrota colonial*, Madrid, Alianza Editorial, 1998.
- Espadas Burgos, Manuel, *Alfonso XII y los orígenes de la Restauración*, Madrid, CSIC, 1975.
- Fernández Almagro, Melchor, *Cánovas : su vida, su política*, Madrid, Tebas, 1972.
- Figuerola y Torres, Álvaro de (comte de Romanones), *Doña María Cristina de Habsburgo y Lorena. La discreta regente de España*, Madrid, 1934.
- Fontana, Josep, *Hacienda y Estado en la crisis final del Antiguo Régimen español (1823-1833)*, Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, 1973.
- Fontana, Josep, *La quiebra de la monarquía absoluta (1814-1820). La crisis del Antiguo régimen en España*, Barcelone, Ariel, 1971.
- Fuente Monge, Gregorio (de la), *Los revolucionarios de 1868. Élite y poder en la España liberal*, Madrid, Marcial Pons, 2000.
- García Escudero, José María, *Cánovas. Un hombre para nuestro tiempo*.

- Introducción y antología*, Madrid, BAC-Fundación Cánovas del Castillo, 1989.
- García Ormachea, Rafael, *Estudio de legislación y jurisprudencia sobre señoríos*, Madrid, 1932.
- Garrido y Tortosa, Fernando, *La España contemporánea*, édition de Florencia Peyrou et Manuel Pérez Ledesma, Pampelune, Urgoiti editores, 2009.
- Guerra, François-Xavier, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Mapfre Editorial, 1992.
- Hermann, Christian (coord.), *Le Premier Âge de l'État en Espagne 1450-1700*, Paris, CNRS, 1989.
- Herrero, Javier, *Los orígenes del pensamiento reaccionario español*, Madrid, Alianza Editorial, 1971.
- Hocquellet, Richard, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne 1808-1812*, Paris, La Boutique de l'Histoire éditions, 2001.
- Huard, Raymond, *Le Suffrage universel en France 1848-1946*, Paris, Aubier, 1991.
- Joaquín Costa, *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno en España : urgencia y modo de cambiarla*, Madrid, Ateneo de Madrid-Imprenta Hermanos Hernández, 1902. (Une nouvelle édition critique commentée par José Varela Ortega est parue à Madrid, Biblioteca Nueva en 1998.)
- Jobit, Pierre, *Les éducateurs de l'Espagne contemporaine*, Paris, de Boccard, 1936.
- Jover Zamora, José María, *España en la política internacional. Siglos XVIII-XX*, Madrid, Marcial Pons, 1999.
- Jover Zamora, José María, *La civilización española a mediados del siglo XIX*, Madrid, Espasa Calpe, 1991.
- Jover Zamora, José María, *Política, diplomacia y humanismo popular. Estudios sobre la vida española del siglo XIX*, Madrid, Turner, 1976.
- Jover Zamora, José María, *Realidad y mito de la Primera República*, Madrid, Espasa Calpe, 1991.
- Juliá, Santos (coord.), *Debates en torno al 98 : Estado, Sociedad y Política*, Madrid, Comunidad de Madrid, 1998.
- La Parra López, Emilio, *La libertad de prensa en las Cortes de Cádiz*, Valence, Nau Llibres, 1984.
- La Parra López, Emilio, *Manuel Godoy. La aventura del poder*, Barcelona, Tusquets, 2002.
- Laín Entralgo, Pedro, *La generación del 98*, Madrid, Espasa Calpe, 1947 (nouvelle édition en 1997).
- López Aranguren, José Luis, *Moral y sociedad : introducción a la moral social española del siglo XIX*, Madrid, Taurus, 1966.
- López Garrido, Diego, *La Guardia Civil y los orígenes del Estado centralista*, Barcelone, Crítica, 1982.



- Lucena Giraldo, Manuel, *Naciones de rebeldes. Las revoluciones de independencia latinoamericanas*, Madrid, Taurus, 2010.
- Luis, Jean-Philippe, *L'utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002.
- Maurice, Jacques et Carlos Serrano, *Joaquín Costa. Crisis de la Restauración y populismo*, Madrid, Siglo XXI, 1977.
- Miguel Bernal, Antonio, *Economía e historia de los latifundios*, Madrid, Espasa Calpe, 1988.
- Moreno Luzón, Javier, (éd.), *Progresistas. Biografías de reformistas españoles (1808-1879)*, Madrid, Taurus, 2006.
- Ollero Vallés, José Luis, *El progresismo como proyecto político en el reinado de Isabel II : Práxedes Mateo Sagasta 1854-1868*, Logroño, Instituto de estudios riojanos, 1999. Du même auteur, *Sagasta de conspirador a gobernante*, Madrid, Marcial Pons, 2006.
- Pan Montojo, Juan (coord.), *Más se perdió en Cuba.España, 1898 y la crisis de fin de siglo*, Madrid, Alianza Editorial, 1998.
- Pascual Sastre, Isabel, *La Italia del Risorgimento y la España del Sexenio democrático*, Madrid, CSIC, 2002.
- Pérez Garzón, Juan Sisinio, *Las cortes de Cádiz. El nacimiento de la nación liberal (1808-1814)*, Madrid, Síntesis, 2007.
- Pérez Ledesma, Manuel et Isabel Burdiel, *Liberales, agitadores y conspiradores : biografías heterodoxas del siglo XIX*, Madrid, Espasa Calpe, 2000.
- Pi y Margall, Francisco, *El reinado de Amadeo I y la República de 1873*, Madrid, 1884 [Antoni Jutglar en a proposé une nouvelle édition en 1970 aux éditions Seminarios y Ediciones].
- Piqueras, José Antonio, *Cánovas y la derecha española del magnicidio a los neocon*, Barcelona, Península, 2008.
- Pirala, Antonio, *Historia de la guerra civil y de los partidos liberal y carlista*, (1868), édition de Julio Aróstegui, Madrid, Turner-Historia 16, 1984.
- Portillo Valdés, José María (dir.), « El primer constitucionalismo hispanoamericano », *Historia contemporánea*, 33, 2006.
- Portillo Valdés, José María, *Revolución de nación. Orígenes de la cultura constitucional en España, 1780-1812*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales-BOE, 2000.
- Queipo de Llano, José María, Comte de Toreno, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, édition de Richard Hocquelllet, Pampelune, Urgoiti Editores, 2008.
- Robles Egea, Antonio (coord.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1996.
- Rodríguez Alonso, Manuel (éd.), *Los manifiestos políticos en el siglo XIX (1808-1874)*, Barcelone, Ariel, 1998.

- Rodríguez López Brea, Carlos, *Don Luis de Borbón. El cardenal de los liberales (1777-1823)*, Tolède, Servicio de Publicaciones de la Junta de Castilla-La Mancha, 2002.
- Rodríguez, Jaime E., *La independencia de la América española*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1996.
- Rosanvallon, Pierre, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.
- Rosanvallon, Pierre, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.
- Rosanvallon, Pierre, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.
- Rueda, Germán, *Isabel II*, Madrid, Arlanza Ediciones, 2001.
- Seco Serrano, Carlos, *Alfonso XIII y la crisis de la restauración*, Madrid, Rialp, 1992.
- Seco Serrano, Carlos, *El conservadurismo español. Una línea política integradora en el siglo XIX*, Madrid, Temas de Hoy, 2003.
- Suárez Cortina, Manuel (éd.), *La Restauración entre el liberalismo y la democracia*, Madrid, Alianza Editorial, 1997.
- Suárez, Federico, *Las Cortes de Cádiz*, Madrid, Rialp, 1982.
- Tierno Galván, Enrique, *Costa y el regeneracionismo. Idealismo y pragmatismo en el siglo XIX español*, Barcelone, Barna, 1961.
- Turin, Yvonne, *L'Éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902 : libéralisme et tradition*, Paris, PUF, 1959.
- Tusell, Javier (éd.), « El sufragio universal », *Ayer. Revista de historia contemporánea*, 3, 1991.
- Varela Ortega, José, *Los amigos políticos. Partidos, elecciones y caciquismo en la Restauración (1875-1900)*, Madrid, Alianza Editorial, 1976 (réédition en Marcial Pons Editores, Madrid, 2001).
- Vilches, Jorge, *Isabel II. Imágenes de una reina*, Madrid, Síntesis, 2007.
- Villacorta Baños, Franciso, *Burguesía y cultura. Los intelectuales españoles en la sociedad liberal 1808-1931*, Madrid, Siglo XXI, 1980.
- Wilhemsen, Alexandra, *La formación del pensamiento político del carlismo (1810-1875)*, Madrid, Actas, 1985.
- Yllan Calderón, Esperanza, *Cánovas del Castillo entre la historia y la política*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1985.
- Zabalo, Joseph, *Le Carlisme. La contre-révolution en Espagne*, Biarritz, J & D Éditions, 1993.

## LIVRE DEUXIÈME

### 1923-1975

**(Dictature de Primo de Rivera, Seconde République, Guerre civile, franquisme)**

- Andrés-Gallego, José et Anton Pazos, *Histoire religieuse de l'Espagne*, Paris, Cerf, 1998.
- Aróstegui, Julio, *Por qué el 18 de julio... y después*, Barcelone, Flor del Viento Ediciones, 2006.
- Aubert, Paul, *La Frustration de l'intellectuel libéral*, Cabris, Sulliver, 2010.
- Baby, Sophie, *Le Mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.
- Bachoud, Andrée, *Franco, ou la réussite d'un homme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997.
- Beevor, Anthony, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Livre de poche, 2008.
- Bennassar, Bartolomé, *Franco*, Paris, Perrin, 1995.
- Bennassar, Bartolomé, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004 (édition de poche en 2006).
- Bensoussan, Albert, *Federico García Lorca*, Paris, Gallimard, 2010.
- Box, Zira, *España, año cero. La construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza Editorial, 2010.
- Brändle, Gaspar, *Consumo y entorno. El valor de los objetos en la vida cotidiana*, 2011, Editorial Académica Española.
- Cardona, Gabriel, *Alfonso XIII, el rey de espadas*, Madrid, Planeta, 2010.
- Cardona, Gabriel, *El poder militar en la España contemporánea*, Barcelone, 1984.
- Carreras, Albert (coord.), *Estadísticas históricas de España. Siglos XIX-XX*, Madrid, Fundación Banco Exterior, 1989.
- Carreras, Albert et Xavier Tafunell, *Historia económica de la España contemporánea (1789-2009)*, Barcelone, Crítica, 2010.
- Casanova, Julián et Paul Preston (dir.), *La guerra civil española*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2008.
- Casanova, Julián, *La Iglesia de Franco*, Madrid, Temas de hoy, 2001.
- Coll., « Analyse de l'Espagne », dans *La Table ronde*, Paris, 248-249, septembre-octobre 1968.
- Coll., « La Guerra Civil », *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, 50, 2003.
- Di Febo, Giuliana et Santos Juliá, *El franquismo*, Barcelone, Paídos, 2005.
- Egido León, Ángeles (dir.), *Memoria de la Segunda República. Mito y realidad*, Madrid, Biblioteca Nueva-CIERE, 2006.
- Espinosa Maestre, Francisco (dir.), *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010.
- García Delgado, José Luis, *La IIª República española. El primer bienio*, Madrid, Siglo XXI, 1987.
- Gibson, Ian, *Ligero de equipaje. La vida de Antonio Machado*, Madrid, Aguilar, 2006.
- Godicheau, François, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- González Calleja, Eduardo, *El máuser y el sufragio. Orden público*,

- subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999.
- González Calleja, Eduardo, *La España de Primo de Rivera. La modernización autoritaria 1923-1930*, Madrid, Alianza Editorial, 2005.
- Gonzalo Redondo, *Política, Cultura y Sociedad en la España de Franco 1939-1975. T. I : La configuración del Estado español, nacional y católico (1939-1947)*, Pampelune, EUNSA, 1999.
- Gracia García, Jordi et Miguel Ángel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Síntesis, 2001.
- Graham, Helen, *Breve historia de la guerra civil*, Madrid, Espasa Calpe, 2006.
- Juliá, Santos (coord.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006.
- Juliá, Santos, *Elogio de Historia en tiempo de Memoria*, Madrid, Marcial Pons-Fundación Alfonso Martín Escudero, 2011.
- Juliá, Santos, *Hoy no es ayer. Ensayos sobre la España del siglo XX*, RBA, Barcelona, 2010.
- Juliá, Santos, *Vida y tiempo de Manuel Azaña 1880-1940*, Madrid, Taurus, 2008 (traduction française Azaña, Rennes, PUR, 2013).
- Juliá, Santos, *Violencia política en la España del siglo XX*, Madrid, Taurus, 2000.
- Malefakis, Edward, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, Madrid, Espasa Calpe, 2001.
- Mateos, Abdón, *Historia del antifranquismo*, Barcelone, Flor del Viento Ediciones, 2011.
- Menéndez Alzamora, Manuel, *La generación del 14. Una aventura intelectual*, Madrid, Siglo XXI, 2006.
- Montero Moreno, Antonio, *Historia de la persecución religiosa en España 1936-1939*, Madrid, BAC, 1961.
- Moradiellos, Enrique, 1936. *Los mitos de la Guerra Civil*, Barcelone, Península-Atalaya, 2004.
- Moradiellos, Enrique, *Francisco Franco. Crónica de un caudillo casi olvidado*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002.
- Moradiellos, Enrique, *La España de Franco (1939-1975). Política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000.
- Nadal, Jordi, *El fracaso de la revolución industrial en España*, Barcelone, Ariel, 1975.
- Nigel Townson (dir.), *¿Es España diferente ?*, Madrid, Taurus, 2010.
- Payne, Stanley, *Franco y José Antonio. El extraño caso del fascismo español*, Planeta, Barcelone, 1997.
- Payne, Stanley, *La Guerre d'Espagne. L'histoire face à la confusion mémorielle*, Paris, Le Cerf, 2010.
- Powell, Charles, *El piloto del cambio. El rey, la monarquía y la transición a la democracia*, Barcelone, Planeta, 1991.

- Prada Rodríguez, Julio, *La España masacrada. La represión franquista de guerra y posguerra*, Madrid, Alianza Editorial, 2010.
- Preston, Paul, *La política de la venganza : el fascismo y el militarismo en la España del siglo xx*, Barcelone, Península, 1997.
- Rabaté, Jean-Claude et Colette, *Miguel de Unamuno. Biografía*, Taurus, Madrid, 2009.
- Rey, Fernando del (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República*, Madrid, Tecnos, 2011.
- Rodrigo, Javier, *Hasta la raíz. Violencia durante la guerra civil y la dictadura franquista*, Madrid, Alianza Editorial, 2008.
- Sánchez Biosca, Vicente, *Cine y guerra civil española. Del mito a la memoria*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.
- Sevillano, Francisco, *Franco. Caudillo por la gracia de Dios*, Madrid, Alianza Editorial, 2010.
- Suárez Cortina, Manuel (dir.), *Libertad, armonía y tolerancia. La cultura institucionista en la España contemporánea*, Madrid, Tecnos, 2011.
- Termes, Josep, *Historia del anarquismo en España (1870-1980)*, Barcelone, RBA, 2011.
- Traverso, Enzo, *1914-1945. La Guerre civile européenne*, Paris, Hachette-Pluriel, 2009.
- Tuñón de Lara, Manuel, *Poder y sociedad en España, 1900-1931*, Madrid, Espasa Calpe, 1992.
- Tusell, Javier, *La dictadura de Franco*, Madrid, Alianza Editorial, 1988.
- Varela, Javier, *La novela de España*, Madrid, Taurus, 1998.
- Zenobi, Laura, *La construcción del mito de Franco*, Madrid, Cátedra, 2011.

## **LIVRE TROISIÈME**

### **Naissance d'un modèle espagnol (1975 à nos jours)**

#### **(La transition démocratique, la démocratie espagnole, prospérité et crise)**

- Aguilar, Paloma, *Memoria y olvido de la Guerra Civil*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.
- Andrés-Gallego, José et Antón Pazos, *Histoire religieuse de l'Espagne*, Paris, Le Cerf, 1998.
- Balcells, Albert, *Breve historia del nacionalismo catalán*, Madrid, Alianza Editorial, 2004.
- Balfour, Sebastián et Alejandro Quiroga, *España reinventada. Nación e identidad desde la Transición*, Barcelone, Península, 2007.
- Bernecker, Walther L. et Sören Brinkmann, *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas 1936-2008*, Madrid, Abada Editores, 2009.
- Bon, Pierre, *Les Autonomies régionales dans la Constitution espagnole de*

- 1978 (en collaboration avec F. Moderne), Paris, Éditions Economica, 1981.
- Calvo Sotelo Ibañez-Martín, Pedro (éd.), *Leopoldo Calvo-Sotelo. Un retrato intelectual*, Madrid, Marcial Pons-Fundación Ortega y Marañón, 2010.
- Carr, Raymond, *El rostro cambiante de Clio*, Madrid, Fundación Ortega y Gasset, 2005.
- Fourastié, Jean, *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979 (édition Hachette de 2007).
- Fuentes, Juan Francisco, *Adolfo Suárez. Biografía política*, Barcelone, Planeta, 2011.
- Gil Calvo, Enrique, *Los depredadores audiovisuales. Juventudes urbanas y cultura de masas*, Madrid, Tecnos, 1985.
- Granja, José Luis de la, Justo Beramendi et Pere Anguera, *La España de los nacionalismos y las Autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001.
- Granja, José Luis de la, *Le Nationalisme basque*, Paris, Ellipses, 2002.
- Haro Tecglen, Eduardo, *Diccionario político*, Madrid, Planeta, 1995.
- Hermet, Guy, *L'Espagne au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1986.
- Hernández, Abel, *Suárez y el Rey*, Madrid, Espasa Calpe, 2010.
- Juliana, Enric, *La deriva de España. Geografía de un país vigoroso y desorientado*, Barcelone, RBA, 2009.
- Mainer, José Carlos et Santos Juliá, *El aprendizaje de la libertad 1973-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.
- Maravall, José María, *Trabajo y conflicto social*, Madrid, Taurus, 1967.
- Mendras, Henri, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 2<sup>e</sup> édition, 1994.
- Pellistrandi, Benoît, « Les 25 ans de l'Espagne démocratique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 74, avril-juin 2002.
- Preston, Paul, *The Triumph of Democracy in Spain*, Methuen, Londres-New York, 1986.
- Real Academia de la Historia, *Veinticinco años de reinado de S. M. Don Juan Carlos I*, Madrid, Espasa Calpe, 2002.
- Sagardoy, José Antonio et David León Blanco, *El poder sindical en España*, Barcelone, Planeta, 1982.
- Santiago Guervós, Javier de, *El léxico político de la transición española*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 1992.
- Tomás y Valiente, Francisco, *Códigos y constituciones*, Madrid, Alianza Editorial, 1989.
- Tussell, Javier, *España, una angustia nacional*, Madrid, Espasa Calpe, 2000.
- Tussell, Javier, *El aznarato. El gobierno del Partido Popular 1996-2003*, Madrid, Santillana, 2004 (2<sup>e</sup> édition en 2005).
- Verdú, Vicente et Alejandra Ferrándiz, *Noviazgo y matrimonio en la burguesía española*, Madrid, Alcaná Libros, 1974.
- Verdú, Vicente et Alejandra Ferrándiz, *Noviazgo y matrimonio en la sociedad española : 1974-2004*, Madrid, Taurus, 2004.

Pour les données chiffrées contemporaines :

[www.ine.es](http://www.ine.es) (site de l'Instituto Nacional de Estadísticas)

[www.interior.gob.es](http://www.interior.gob.es) (site du ministère de l'Intérieur pour les données électorales depuis 1977)

Les sites des journaux :

[www.abc.es](http://www.abc.es) ; [www.elpais.com](http://www.elpais.com) ; [www.lavanguardia.es](http://www.lavanguardia.es) ; [www.elmundo.es](http://www.elmundo.es) ;  
[www.elperiodico.com](http://www.elperiodico.com)

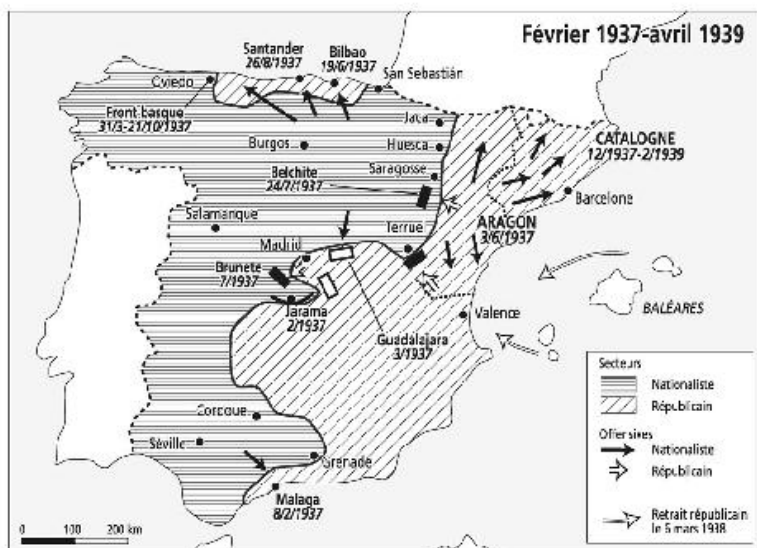
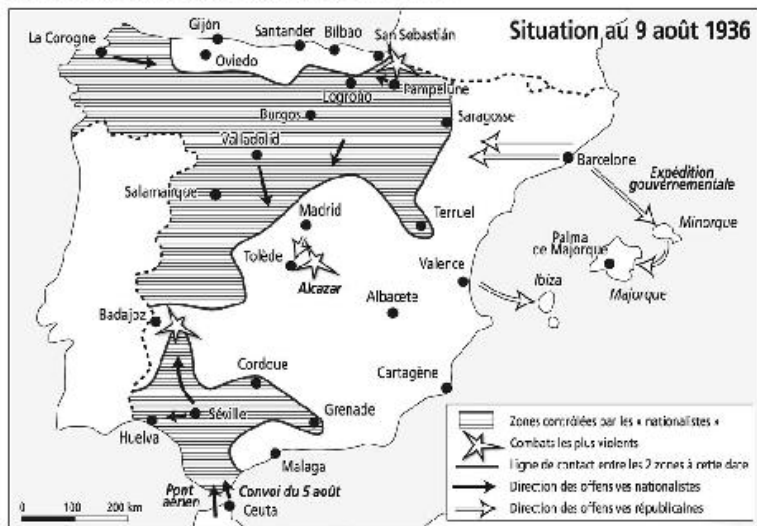
Les sites des Cortes – [www.congreso.es](http://www.congreso.es) et [www.senado.es](http://www.senado.es) – donnent accès aux *Diario de Sesiones* (débat parlementaires).

<http://prensahistorica.mcu.es/es/estaticos/contenido.cmd?pagina=estaticos/presentacion> : ce site donne accès à la presse espagnole numérisée (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)





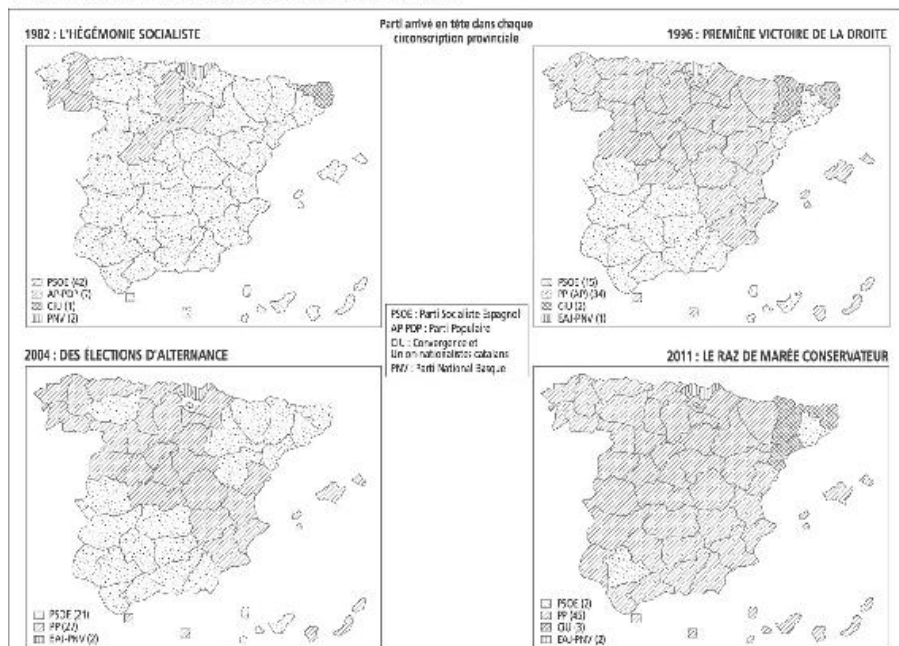
## ÉVOLUTION DU FRONT DE LA GUERRE CIVILE



# LES COMMUNAUTÉS AUTONOMES DANS L'ESPAGNE DÉMOCRATIQUE



## BIPOLARISATION ET SPATIALISATION DU VOTE AUX ÉLECTIONS



## Index

Abril Martorell Fernando (1936-1998) [1](#) [2](#)  
Abril Victoria (1959) [1](#)  
Acebes Ángel, ministre de l'Intérieur [1](#)  
Adria Ferran (1962) [1](#)  
Aguilar Paloma [1](#)  
Aguirre Esperanza (1952) [1](#) [2](#)  
Aguirre José Antonio (1904-1960) [1](#) [2](#)  
Alas Clarín Leopoldo (1852-1901) [1](#)  
Alba Santiago (1872-1949) [1](#)  
Albéniz Isaac (1860-1909) [1](#)  
Alberti Rafael (1902-1999) [1](#) [2](#)  
Albornoz Álvaro de (1879-1954) [1](#)  
Albuquerque, duc d' [1](#)  
Alcalá-Zamora Niceto (1877-1949) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)  
Alcalá Galiano Antonio (1789-1865) [1](#)  
Aleixandre Vicente (1898-1984) [1](#)  
Alexandre II, tsar de Russie (1818-1881) [1](#) [2](#) [3](#)  
Alfonso Carlos de Bourbon-Autriche (1849-1936) [1](#)  
Alfonso de Bourbon, fils d'Alphonse XIII (1907-1938) [1](#) [2](#)  
Alfonso Jaime [1](#)  
Allen Jay (1900-1972) [1](#)  
Almirall Valentí (1841-1904) [1](#) [2](#) [3](#)  
Almodóvar Pedro (1949) [1](#) [2](#) [3](#)  
Almunia Joaquín (1948) [1](#) [2](#)  
Alonso Fernando (1981) [1](#) [2](#)  
Alphonse XIII (1886-1941) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#)  
Alphonse de Bourbon et Dampierre, duc de Cadix (1936-1989) [1](#)  
Alphonse de Bourbon, devenu Alphonse XII (1857-1885) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#)  
[12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
Altamira Rafael (1866-1951) [1](#) [2](#)  
Álvarez Buylla Adolfo (1850-1927) [1](#)  
Álvarez Junco José (1942) [1](#) [2](#)  
Álvarez Melquiades (1864-1936) [1](#)  
Álvarez Mendizábal Juan (1790-1853) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Amédée de Savoie (Amédée I<sup>er</sup>) (1845-1890) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Amélie, reine [1](#)  
 Amenabar Alejandro (1972) [1](#)  
 Andújar Manuel (1913-1994) [1](#)  
 Angiolillo Michele (1871-1897) [1](#) [2](#)  
 Angoulême Louis Antoine d'Artois, duc d' (1775-1844) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Añoveros Antonio Mgr (1909-1987) [1](#) [2](#)  
 Ansón Luis María (1935) [1](#) [2](#)  
 Arana Sabino (1865-1903) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Aranda Vicente (1926) [1](#)  
 Araquistáin Luis (1886-1959) [1](#)  
 Ardanza José Antonio (1941) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Areilza José María de (1909-1998) [1](#)  
 Areizaga, général (†1816) [1](#)  
 Argüelles Agustín (1776-1844) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Arguiñano Karlos (1948) [1](#)  
 Arias Navarro Carlos (1908-1989) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
 Arias Salgado Rafael (1942) [1](#)  
 Armada Alfonso, général (1920) [1](#)  
 Armendáriz Montxo (1949) [1](#)  
 Arrazola Lorenzo (1795-1873) [1](#)  
 Arrese José Luis (1905-1986) [1](#) [2](#)  
 Arriba y Castro Benjamín, cardinal (1886-1973) [1](#)  
 Artola Miguel [1](#) [2](#) [3](#)  
 Arzallus Xavier (1932) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Asensio Antonio (1947-2001) [1](#)  
 Asensio Barroso Florentino (1877-1936) [1](#)  
 Astorga, marquis de [1](#)  
 Aubert Paul (1948) [1](#) [2](#)  
 Augereau, maréchal (1757-1816) [1](#) [2](#)  
 Aunós Eduardo (1894-1967) [1](#)  
 Azaña Manuel (1880-1940) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)  
 Azcarate Gumersindo de (1840-1917) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Azcarate Justino de (1903-1989) [1](#)  
 Aznar José María (1953) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)  
[25](#) [26](#)  
 Aznar Juan Bautista, amiral (1860-1933) [1](#)  
 Azorín [1](#)  
 Bachoud Andrée [1](#)  
 Bakounine Mikhael (1814-1876) [1](#) [2](#)  
 Balaguer Víctor (1824-1901) [1](#)  
 Balmes Jaime (1810-1848) [1](#) [2](#)  
 Baquer Miguel Alonso, général [1](#)  
 Barbera Rita (1948) [1](#)  
 Barcía Roque Martí (1821-1885) [1](#) [2](#)

Bardaji Eusebio (1776-1862) [1](#) [2](#)  
Bardem Juan Antonio (1922-2002) [1](#)  
Baroja Pio (1872-1956) [1](#)  
Barrès Maurice (1862-1923) [1](#)  
Barrionuevo José (1942) [1](#)  
Bataillon Marcel (1895-1977) [1](#)  
Bavière Othon de (1815-1867) [1](#)  
Bazin René (1853-1932) [1](#)  
Beauharnais Eugène, vicomte de (1781-1824) [1](#)  
Beevor Anthony [1](#) [2](#)  
Benegas José María (Txiki) (1948) [1](#)  
Bennassar Bartolomé (1929) [1](#) [2](#)  
Benoît XVI (1927) [1](#) [2](#)  
Berenguer Dámaso (1873-1953) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Berlinguer Enrico (1922-1984) [1](#)  
Bermejo, amiral [1](#)  
Bernanos Georges (1888-1948) [1](#)  
Bernecker Walther [1](#) [2](#)  
Berzosa Verónica (1965) [1](#)  
Bessièrès Jean-Baptiste, maréchal (1768-1813) [1](#) [2](#)  
Besteiro Julián (1870-1940) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Bigas Luna Juan José (1946) [1](#)  
Bismarck Otto von, chancelier (1815-1898) [1](#) [2](#)  
Blair Tony (1953) [1](#) [2](#) [3](#)  
Blake, général (1759-1817) [1](#)  
Blanco Miguel Ángel (1968-1997) [1](#)  
Blanco, général [1](#)  
Blasco Ibañez Vicente (1867-1928) [1](#)  
Bloch Marc [1](#)  
Blum Léon (1872-1950) [1](#)  
Bolivar Simon (1784-1836) [1](#)  
Bono José (1953) [1](#) [2](#)  
Borrell Josep (1947) [1](#) [2](#)  
Bourbon, cardinal de [1](#)  
Bourbons, famille [1](#)  
Boyer Miguel (1939) [1](#) [2](#) [3](#)  
Bragance (dynastie) [1](#)  
Bravo Murillo Juan (1803-1873) [1](#) [2](#)  
Brennan Gerald (1894-1987) [1](#)  
Brinkmann Sören [1](#) [2](#)  
Bruguera Sergi (1971) [1](#)  
Buñuel Luis (1900-1983) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Burdíel Isabel [1](#)  
Burgos Javier de (1778-1848) [1](#) [2](#)

Bush George, 43<sup>e</sup> président des États-Unis [1](#) [2](#)  
 Bustamante, capitaine de vaisseau [1](#)  
 Cabanellas Miguel, général (1872-1938) [1](#)  
 Cabrera Ramón, chef carliste (1806-1877) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Caffarelli Marie-François, général (1766-1849) [1](#)  
 Calatrava José María (1781-1846) [1](#)  
 Calatrava Santiago (1951) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Calvo Rozas Lorenzo (1773-1850) [1](#)  
 Calvo Serer Rafael (1916-1988) [1](#) [2](#)  
 Calvo Sotelo José (1893-1936) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
 Calvo Sotelo Leopoldo (1926-2008) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Camacho Marcelino (1918-2010) [1](#) [2](#)  
 Cambó Francesc (1876-1947) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Campoamor Clara (1888-1972) [1](#)  
 Campos María Teresa (1941) [1](#)  
 Camus Mario (1935) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Canal Jordi (1963) [1](#)  
 Canalejas José (1854-1912) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)  
 Canavaggio Jean [1](#)  
 Cánovas del Castillo Antonio (1828-1897) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)  
[18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#)  
 Carandell Luis (1929-2002) [1](#)  
 Cardona Gabriel (1938-2011) [1](#)  
 Carlos de Bourbon ou Charles V (1788-1855) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Carlos de Bourbon ou Charles VII, duc de Madrid (1848-1909) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
 Carmencita, actrice [1](#)  
 Carnot Sadi [1](#)  
 Carr Raymond (1919) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Carrero Blanco Luis, amiral (1903-1973) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)  
 Carrillo Santiago (1915-2012) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)  
 Carrillo Wenceslao (1889-1963) [1](#)  
 Casado del Alisal José, peintre (1832-1886) [1](#)  
 Casado Segismundo (1893-1968) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Casanova Julián (1956) [1](#)  
 Casares Quiroga Santiago (1884-1950) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Cassou Jean (1897-1986) [1](#)  
 Castaños Francisco Javier, général (1758-1851) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Castelar Emilio (1832-1899) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
 Castillejo (1877-1945) [1](#)  
 Cavestany Rafael (1902-1958) [1](#)  
 Cea Bermúdez Francisco (1779-1850) [1](#) [2](#)  
 Cela Camilo José (1916-2002) [1](#) [2](#)  
 Cerdá Ildefonso (1815-1876) [1](#) [2](#)  
 Cervera Pascual, amiral (1839-1909) [1](#) [2](#)

Céspedes Carlos Manuel de (1819-1874) [1](#) [2](#)  
Chacon Carme (1971) [1](#)  
Champagny Jean Baptiste de Nompère de (1756-1834) [1](#)  
Charles X, roi de France (1757-1836) [1](#) [2](#)  
Charles II, roi d'Espagne (1661-1700) [1](#)  
Charles III, roi d'Espagne (1716-1788) [1](#)  
Charles IV, roi d'Espagne (1748-1819) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
Charles Quint (1500-1558) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Chateaubriand François René, vicomte de (1768-1848) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Chaves Manuel (1945) [1](#)  
Christian IX, roi de Danemark (1818-1906) [1](#)  
Christine de Bourbon et Grèce, infante (1965) [1](#)  
Cierva Juan de la (1864-1938) [1](#)  
Cierva Ricardo de la (1926) [1](#) [2](#) [3](#)  
Cisneros, cardinal Franciso Jimenez (1436-1517) [1](#) [2](#)  
Cisneros Gabriel (1940-2007) [1](#)  
Clavero Bartolomé [1](#)  
Clemenceau Georges (1841-1929) [1](#) [2](#)  
Coloma Santa [1](#)  
Colomb Christophe (1451-1501) [1](#) [2](#)  
Companys Lluís (1882-1945) [1](#) [2](#) [3](#)  
Concha Manuel de la, général (1808-1874) [1](#) [2](#)  
Constantin II, roi de Grèce (1940) [1](#)  
Contador Alberto (1982) [1](#)  
Contreras Juan (général) (1807-1881) [1](#)  
Cossío Manuel Bartolomé (1857-1935) [1](#) [2](#)  
Costa Joaquín (1846-1911) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Cot Pierre (1895-1977) [1](#)  
Cousin Victor (1792-1867) [1](#)  
Croce Benedetto (1866-1952) [1](#)  
Cruz Penelope (1974) [1](#)  
Cuesta Gregorio, général (1741-1811) [1](#)  
Dali Salvador (1904-1989) [1](#) [2](#)  
Damián Saéz Victor (1776-1839) [1](#)  
Dardé Carlos [1](#)  
Darmagnac Jean-Barthélemy, général (1766-1855) [1](#)  
Dato Eduardo (1856-1921) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Davila Fidel (1878-1962) [1](#)  
Delbos Yvon (1885-1956) [1](#)  
Delgado Joaquín [1](#)  
Delgado Pedro (1960) [1](#)  
Delibes Miguel (1920-2010) [1](#) [2](#)  
Dewey George, amiral (1837-1917) [1](#)  
Diaz Porlier Juan, général (1788-1815) [1](#) [2](#) [3](#)

Díez Rosa (1952) [1](#)  
 Disraëli Benjamin (1804-1881) [1](#) [2](#)  
 Domingo Marcelino (1884-1939) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone (1913-1993) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
 Donoso Cortes Juan (1809-1853) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
 Dreyfus Alfred (1859-1935) [1](#)  
 Droit Michel [1](#)  
 Duhesme, général [1](#)  
 Dulce Domingo, général (1808-1869) [1](#)  
 Dupont Pierre-Antoine, général (1765-1840) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Durao Barroso José Manuel [1](#)  
 Durruti Buenaventura (1896-1936) [1](#)  
 Édouard VII, roi d'Angleterre (1841-1910) [1](#)  
 Eijo y Garay Leopoldo (1878-1963) [1](#)  
 Élisabeth II (1926) [1](#)  
 Elorriaga Gabriel (1930) [1](#)  
 Enrique y Tarancón Vicente, cardinal (1907-1994) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
 Escámez López Alfonso (1916-2010) [1](#)  
 Escarré Aureli Maria (1908-1968) [1](#)  
 Escrivá de Balaguer José María, Mgr (1902-1975) [1](#)  
 Esdaile Charles [1](#)  
 Espadas Burgos Manuel [1](#)  
 Espartero Baldomero (1793-1879) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
 Espoz y Mina Francisco (1781-1836) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Estebanez Calderón Serafín (1799-1867) [1](#)  
 Eugénie, impératrice (1826-1920) [1](#) [2](#)  
 Eulalie de Bourbon et Bourbon, infante d'Espagne (1864-1958) [1](#)  
 Evren Kenan (1917) [1](#)  
 Ezquerria Miguel (1913-1984) [1](#) [2](#)  
 Falla Manuel de (1876-1946) [1](#)  
 Fanjul Joaquín, général (1880-1936) [1](#)  
 Farrelli Eugenio [1](#)  
 Febvre Lucien (1878-1956) [1](#)  
 Ferdinand VII (1784-1833) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
[24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#)  
 Ferdinand le Catholique (1452-1516) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Fernández Almagro Melchor (1893-1966) [1](#)  
 Fernández Campo Sabino (1918-2009) [1](#)  
 Fernández Cuesta Raimundo (1896-1992) [1](#)  
 Fernández de la Mora Gonzalo (1924-2002) [1](#)  
 Fernández de la Vega María Teresa (1949) [1](#)  
 Fernández de Villa-Abrile José, général (1878-1946) [1](#)  
 Fernández Miranda Torcuato (1915-1980) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
 Fernández Ordoñez Francisco (1930-1992) [1](#)



Fernández Sebastián Javier [1](#)  
Fernández Villaverde Raimundo (1848-1905) [1](#)  
Ferré Léo (1916-1993) [1](#) [2](#)  
Ferrer Francisco (1859-1909) [1](#) [2](#) [3](#)  
Ferrer, général [1](#)  
Figueras Estanislao (1819-1882) [1](#)  
Floridablanca, comte de (1728-1808) [1](#) [2](#) [3](#)  
Fontaine André (1921-2013) [1](#)  
Fontana Josep (1931) [1](#) [2](#)  
Foster Norman, architecte [1](#)  
Fourastié Jean (1907-1990) [1](#) [2](#) [3](#)  
Fraga Iribarne Manuel (1922-2012) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
Francisco de Asis de Bourbon (1822-1902) [1](#)  
Franco Francisco (1892-1975) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#)  
[23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#)  
[53](#) [54](#) [55](#) [56](#) [57](#) [58](#) [59](#) [60](#) [61](#) [62](#) [63](#) [64](#) [65](#) [66](#) [67](#) [68](#) [69](#) [70](#) [71](#) [72](#) [73](#) [74](#) [75](#) [76](#) [77](#) [78](#) [79](#) [80](#) [81](#) [82](#)  
[83](#) [84](#) [85](#) [86](#) [87](#) [88](#) [89](#) [90](#) [91](#) [92](#) [93](#) [94](#) [95](#) [96](#) [97](#) [98](#) [99](#) [100](#) [101](#) [102](#) [103](#) [104](#) [105](#) [106](#) [107](#) [108](#)  
[109](#) [110](#) [111](#) [112](#) [113](#) [114](#) [115](#) [116](#) [117](#) [118](#) [119](#) [120](#) [121](#) [122](#) [123](#) [124](#) [125](#) [126](#) [127](#) [128](#) [129](#)  
[130](#) [131](#) [132](#) [133](#) [134](#) [135](#) [136](#) [137](#) [138](#) [139](#) [140](#) [141](#) [142](#) [143](#) [144](#) [145](#) [146](#) [147](#) [148](#)  
Franco Nicolás (1891-1977) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
Franco Polo Carmen, fille de Franco (1926) [1](#)  
François-Joseph, empereur (1830-1916) [1](#)  
Fuente Gregorio de la [1](#)  
Fuentes Juan Francisco [1](#)  
Fuentes Quintana Enrique (1924-2007) [1](#) [2](#)  
Fueyo Jesús (1922-1993) [1](#)  
Furet François (1927-1997) [1](#) [2](#) [3](#)  
Gabilondo Iñaki (1942) [1](#)  
Galán Fermín (1899-1930) [1](#)  
Gálvez, député [1](#)  
Gambetta Léon (1838-1882) [1](#) [2](#)  
Ganivet Ángel (1865-1898) [1](#)  
Garaikoetxea Carlos (1938) [1](#)  
Garay de Martín [1](#)  
García Delgado José Luis (1944) [1](#)  
García Escudero José María (1916-2002) [1](#)  
García Hernández Ángel (1900-1930) [1](#)  
García Herreros Manuel Antonio [1](#)  
García Lorca Federico (1898-1936) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
García Morente Manuel (1886-1942) [1](#)  
García Prieto Manuel (1859-1938) [1](#) [2](#) [3](#)  
Garibaldi Giuseppe (1807-1882) [1](#)  
Garrido y Tortosa Fernando (1821-1883) [1](#)  
Gaudí Antonio (1852-1926) [1](#)  
Gaulle Charles de, général (1890-1970) [1](#) [2](#) [3](#)

Gautier Théophile (1811-1872) [1](#) [2](#)  
Gehry Frank, architecte [1](#)  
Gil Calvo Enrique (1946) [1](#)  
Gil Robles José María (1898-1980) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)  
Giner de los Ríos Francisco (1839-1915) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Giral José (1879-1962) [1](#) [2](#)  
Girón de Velasco José Antonio (1911-1995) [1](#) [2](#)  
Gisbert Antonio (1834-1902) [1](#) [2](#) [3](#)  
Giscard d'Estaing Valéry (1926) [1](#) [2](#) [3](#)  
Gladstone William (1809-1898) [1](#)  
Goded Manuel, général (1882-1936) [1](#) [2](#) [3](#)  
Godoy Manuel (1767-1851) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
Goguel François (1909-1999) [1](#)  
Goiecoechea Antonio (1876-1953) [1](#)  
Gomá Isidoro (1869-1940) [1](#)  
Gómez Jordana Francisco, général (1876-1944) [1](#) [2](#)  
Gómez Máximo (1836-1909) [1](#)  
Gómez Mendoza Antonio [1](#) [2](#)  
González Bravo Luis (1811-1871) [1](#)  
González Felipe (1942) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#)  
[25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#)  
González Valentin (1904-1983) [1](#)  
Gonzalo, fils d'Alphonse XIII (1914-1934) [1](#)  
Gordón Ordas Felix (1885-1973) [1](#) [2](#) [3](#)  
Goya Francisco de (1746-1828) [1](#)  
Granados Enrique (1867-1916) [1](#)  
Granados Francisco, militant anarchiste [1](#)  
Grandes Almudena (1960) [1](#)  
Grimau Julián (1911-1963) [1](#) [2](#)  
Guerra Campos José, Mgr (1920-1997) [1](#)  
Guillaume II de Prusse (1859-1941) [1](#)  
Guillaume de Danemark [1](#)  
Guillaume I<sup>er</sup> de Prusse, roi (1797-1888) [1](#)  
Guizot François (1787-1874) [1](#)  
Gutiérrez Mellado Manuel (1912-1995) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Haro Tecglen Eduardo (1924-2005) [1](#)  
Hassan II (1929-1999) [1](#)  
Hedilla Manuel (1903-1970) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Hélène de Bourbon et Grèce, infante (1963) [1](#)  
Hermann Christian [1](#)  
Hernández Jesús (1907-1971) [1](#)  
Herrera Emilio (1879-1967) [1](#)  
Herrera Oria Ángel, cardinal (1886-1968) [1](#) [2](#) [3](#)  
Herrero de Miñón Miguel (1940) [1](#) [2](#)

Hidalgo Miguel (1753-1811) [1](#) [2](#)  
 Hitler Adolf (1889-1945) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
 Hohenzollern-Sigmaringen Charles de, roi de Roumanie (1839-1914) [1](#)  
 Hohenzollern-Sigmaringen Leopold de, frère de Charles (1835-1905) [1](#)  
 Horthy Miklos, amiral (1868-1957) [1](#)  
 Hugo Victor (1802-1885) [1](#)  
 Hugo, général (1773-1828) [1](#)  
 Hussein de Jordanie (1935-1999) [1](#)  
 Ibarretxe Juan José (1957) [1](#) [2](#)  
 Ibárruri Dolores (1895-1989) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Iglesias Carmen (1942) [1](#)  
 Iglesias Pablo (1850-1925) [1](#) [2](#)  
 Induráin Miguel (1964) [1](#)  
 Isabelle II de Bourbon (1830-1904) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)  
[21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#)  
 Isabelle la Catholique (1451-1504) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Istúriz Francisco Javier (1790-1871) [1](#)  
 Jackson Gabriel [1](#)  
 Jaime, fils d'Alphonse XIII (1908-1975) [1](#)  
 Jean-Paul II, pape (1920-2005) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Jean XXIII, pape (1881-1963) [1](#)  
 Jiménez Fraud Alfredo (1883-1964) [1](#)  
 Jiménez Losantos Federico (1951) [1](#)  
 Joao VI, régent du Portugal (1767-1826) [1](#)  
 Jobit Paul, Mgr [1](#)  
 Joseph Bonaparte [Joseph I<sup>er</sup>] (1768-1844) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)  
[18](#) [19](#) [20](#)  
 Jourdan Jean-Baptiste, général (1762-1833) [1](#)  
 Jovellanos Gaspar de (1744-1811) [1](#) [2](#)  
 Jover Zamora José María (1920-2006) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Juan Carlos I<sup>er</sup>, roi d'Espagne (1938) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)  
[20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#)  
 Juan Carlos, prince [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
 Juliá Santos (1940) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Juliana Enric (1957) [1](#)  
 Junot Jean-Andoche, maréchal (1771-1813) [1](#) [2](#)  
 Jutglar Antoni [1](#)  
 Kellerman François-Christophe maréchal (1735-1820) [1](#)  
 Kennedy John (1917-1960) [1](#)  
 Kent Victoria (1898-1987) [1](#)  
 Kondratieff Nikolaï (1892-1938) [1](#)  
 Krause Karl (1781-1832) [1](#) [2](#) [3](#)  
 La Cierva Ricardo de (1926) [1](#)  
 La Serna, vice-roi [1](#)  
 La Vega Armijo Antonio, marquis de (1824-1908) [1](#)

Lacy y Gautier Luis (1772-1817) [1](#)  
 Lafargue Paul (1842-1911) [1](#)  
 Lafuente Modesto (1806-1866) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Laín Entralgo Pedro (1908-2001) [1](#) [2](#)  
 Lannes Jean-François, maréchal (1769-1809) [1](#)  
 Largo Caballero Francisco (1869-1946) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
[19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#)  
 Larra Mariano José de (1809-1837) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Le Guay Philippe [1](#)  
 Lefebvre François-Joseph, maréchal (1755-1820) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Legendre Maurice (1878-1955) [1](#) [2](#)  
 Leizaola Sánchez Jesús María (1896-1989) [1](#)  
 Léon XIII, pape (1810-1903) [1](#) [2](#)  
 León de Aranoa Fernando (1968) [1](#)  
 Léon de la Riba Javier (1945) [1](#)  
 Lequerica José Félix de (1891-1963) [1](#)  
 Lerroux Alejandro (1864-1949) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
 Leval Jean-François, général (1762-1834) [1](#)  
 Lister Enrique (1907-1994) [1](#)  
 Llopis Rodolfo (1895-1983) [1](#) [2](#) [3](#)  
 López Aranguren José Luis (1909-1996) [1](#)  
 López Ballesteros Luis (1782-1853) [1](#) [2](#) [3](#)  
 López Bravo Gregorio (1923-1985) [1](#)  
 López de Letona José María (1922) [1](#)  
 López Domínguez José [1](#)  
 López Patxi (1959) [1](#) [2](#)  
 López Rodo Laureano (1920-2000) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Louis-Philippe I<sup>er</sup>, roi des Français (1773-1850) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Louis XIV, roi de France (1638-1715) [1](#) [2](#)  
 Luca de Tena Juan Ignacio [1](#)  
 Luisa Fernanda, infante d'Espagne, duchesse de Montpensier (1832-1897) [1](#)  
 Mac-Mahon Patrice, maréchal de (1808-1893) [1](#) [2](#)  
 Machado Antonio (1875-1939) [1](#) [2](#)  
 Machado Manuel (1874-1947) [1](#)  
 Macía Francesc (1859-1933) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Macias Santiago (1965) [1](#)  
 Madariaga Salvador de (1886-1978) [1](#)  
 Madoz Pascual (1806-1876) [1](#) [2](#)  
 Mainer José Carlos (1944) [1](#) [2](#)  
 Malefakis Edward (1932) [1](#)  
 Mallada Lucas (1841-1921) [1](#)  
 Malraux André (1901-1976) [1](#) [2](#)  
 Mancini Mario (Roatta), général (1887-1968) [1](#) [2](#)  
 Maragall Pascual (1941) [1](#)

Marañón Gregorio (1887-1960) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Marbot Jean-Baptiste, général (1782-1854) [1](#)  
March Juan [1](#)  
Marchais Georges (1920-1997) [1](#)  
Marchan, général [1](#)  
Marías Julián (1914-2005) [1](#) [2](#)  
Marie-Christine de Bourbon, reine et régente, épouse de Ferdinand VII (1806-1878) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
Marie-Christine de Habsbourg-Lorraine, reine (1858-1929) [1](#) [2](#) [3](#)  
Marie-Louise, reine, épouse de Charles IV (1751-1819) [1](#) [2](#)  
Marie-Mercedes, fille d'Alphonse XII (1880-1904) [1](#)  
Marie Thérèse, fille d'Alphonse XII (1882-1912) [1](#)  
Marmont Auguste, maréchal (1774-1852) [1](#) [2](#) [3](#)  
Maroto Rafael, général (1783-1853) [1](#)  
Marshall George (1880-1959) [1](#)  
Martí José (1853-1895) [1](#) [2](#)  
Martín-Artajo Alberto (1905-1979) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Martín Juan (dit el Empecinado) (1775-1825) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Martín Villa Rodolfo (1934) [1](#)  
Martínez-Bordiú Cristobal, marquis de Villaverde (gendre de Franco) (1922-1998) [1](#) [2](#)  
Martínez Alonso Manuel (1827-1891) [1](#) [2](#)  
Martínez Anido Severiano, général (1862-1938) [1](#) [2](#)  
Martínez Barrio Diego (1883-1962) [1](#) [2](#) [3](#)  
Martínez Campos Arsenio (1831-1900) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
Martínez Cuadrado Miguel [1](#) [2](#)  
Martínez de la Rosa Francisco (1796-1862) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Martínez Marina Francisco (1754-1833) [1](#)  
Martos Cristino (1830-1893) [1](#)  
Marx Karl (1818-1883) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Mas Artur (1956) [1](#)  
Masséna André, maréchal (1758-1817) [1](#) [2](#) [3](#)  
Maura Antonio (1853-1925) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)  
Maura Carmen (1945) [1](#)  
Maura Gabriel (1879-1963) [1](#)  
Maura Miguel (1887-1971) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Maurras Charles (1868-1952) [1](#)  
Maximilien d'Autriche [1](#) [2](#)  
Mayor Oreja Jaime (1951) [1](#)  
Mcdonald Étienne, général (1765-1840) [1](#)  
McKinley William (1843-1901) [1](#) [2](#) [3](#)  
Medem Julio (1958) [1](#)  
Medinaceli, duc de [1](#)  
Méndez Diego (1906-1987) [1](#)

Mendoza Eduardo (1943) [1](#)  
Mendras Henri (1927-2003) [1](#)  
Menéndez Pelayo Marcelino (1856-1912) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Menéndez Pidal Ramón (1869-1968) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Mérimeé Prosper (1803-1870) [1](#)  
Merino Jerónimo (dit el Cura) (1769-1844) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Merkel Angela (1954) [1](#)  
Metternich Clément (1773-1859) [1](#)  
Miaja José (1878-1958) [1](#)  
Milans del Bosch Jaime, général (1915-1997) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Mina y Llorca Martín Javier [1](#)  
Minoru Yamasaki (1912-1986) [1](#)  
Miró Pilar (1940-1997) [1](#)  
Mitterrand François (1916-1996) [1](#) [2](#)  
Moa Pio (1948) [1](#)  
Modesto Juan (1906-1969) [1](#)  
Mola Emilio, général (1887-1937) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
Molina César Antonio (1952) [1](#)  
Moncey Jeannot, maréchal (1754-1842) [1](#) [2](#)  
Moneo Rafael (1937) [1](#)  
Monroe James (1758-1831) [1](#) [2](#) [3](#)  
Montand Yves (1921-1991) [1](#)  
Montero Ríos Eugenio (1832-1914) [1](#)  
Montini Giovanni Batista, cardinal (1897-1978) : voir Paul VI  
Montojo Patricio, amiral (1839-1917) [1](#)  
Montpensier, duc de, Antoine d'Orléans (fils de Louis-Philippe) (1824-1890) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Montserrat, abbé [1](#)  
Moore John, général (1761-1809) [1](#) [2](#)  
Morcillo González Casimiro (1904-1971) [1](#)  
Morelo José María [1](#)  
Moret Segismundo (1833-1913) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Morote Luis (1862-1913) [1](#) [2](#)  
Mortier Edouard, maréchal (1768-1835) [1](#)  
Moscardo José, général (1878-1956) [1](#) [2](#)  
Moyano Claudio (1809-1890) [1](#)  
Múgica Enrique (1932) [1](#) [2](#)  
Muguruza Pedro (1893-1952) [1](#) [2](#)  
Muñoz Grandes Agustín (1896-1970) [1](#) [2](#)  
Muñoz Torrero Diego (1761-1829) [1](#)  
Murat Joachim, maréchal (1767-1815) [1](#) [2](#) [3](#)  
Mussolini Benito [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Nadal Jordi (1929) [1](#) [2](#)  
Nadal Rafael (1986) [1](#) [2](#) [3](#)

Napoléon III (1808-1873) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Napoléon I<sup>er</sup> [général Bonaparte] (1769-1821) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)  
[17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#)  
 Narvaéz Ramón María, général (1800-1868) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)  
[17](#)  
 Navarro Eduardo (2009) [1](#)  
 Navarro Rubio Mariano (1913-2001) [1](#) [2](#)  
 Nebot Agustín [1](#)  
 Negrín Juan (1892-1956) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#)  
 Nelken Margarita (1894-1968) [1](#)  
 Ney Michel, maréchal (1769-1815) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Niedergang Marcel (1922-2001) [1](#)  
 Nin Andreu (1892-1937) [1](#)  
 Nosedal Candido (1821-1885) [1](#)  
 Nora Pierre (1931) [1](#)  
 Nouvel Jean (1945) [1](#)  
 O'Donnell Leopoldo (1809-1867) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)  
 Olivares, ministre de Philippe IV (1587-1645) [1](#)  
 Oliveira Salazar Antonio de (1889-1970) [1](#)  
 Olwer Luis Nicolau d' (1888-1961) [1](#)  
 Oriol Antonio María de (1913-1996) [1](#)  
 Orléans et Bourbon Louise Fernande d', infante Luisa Fernanda (1832-1897) [1](#)  
 Orléans et Bourbon Marie Mercedes d', épouse d'Alphonse XII, reine  
 d'Espagne (1860-1878) [1](#) [2](#)  
 Orovio Manuel (1817-1883) [1](#)  
 Ortega Amancio (1936) [1](#)  
 Ortega Spottorno José (1918-2002) [1](#) [2](#)  
 Ortega y Gasset Eduardo (1882-1964) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Ortega y Gasset José (1882-1955) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#)  
 Ortiz Letizia, princesse des Asturies (1972) [1](#)  
 Osorio Alfonso (1923) [1](#) [2](#)  
 Pacheco Joaquín Francisco (1808-1865) [1](#) [2](#) [3](#)  
 Palacio Ana de (1948) [1](#)  
 Palafox Cipriano, général (1784-1839) [1](#)  
 Pardiñas Manuel (1886-1912) [1](#)  
 Pastor Ana (1977) [1](#)  
 Paul VI, pape [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
 Paúl y Angulo José (1842-1892) [1](#) [2](#)  
 Pavia Manuel, général (1827-1895) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
 Paxton Robert (1932) [1](#)  
 Payne Stanley (1934) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
 Paz de Bourbon et Bourbon, infante d'Espagne (1862-1946) [1](#)  
 Peces Barba Gregorio (1938-2012) [1](#) [2](#)  
 Pemán José María (1897-1981) [1](#)  
 Péreire Jacob (1800-1875) / Isaac (1806-1880) [1](#)

Pérez Casado Ricardo (1945) [1](#)  
Pérez de Ayala Ramón (1880-1962) [1](#)  
Pérez de Castro Evaristo (1778-1848) [1](#)  
Pérez Díaz Victor [1](#)  
Pérez Galdos Benito (1843-1920) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)  
Pérez Joseph (1931) [1](#) [2](#) [3](#)  
Pérez Llorca José Pedro (1940) [1](#)  
Pérez Reverte Arturo (1951) [1](#)  
Pérez Rubalcaba Alfredo (1951) [1](#)  
Perón Juan Domingo (1895-1974) [1](#)  
Pery Junquera Pascual (1911-1989) [1](#)  
Pétain Philippe (1856-1951) [1](#)  
Philippe II, roi d'Espagne (1527-1598) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Philippe IV, roi d'Espagne (1605-1665) [1](#) [2](#)  
Philippe V, duc d'Anjou (1683-1746) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Philippe Mountbatten, duc d'Édimbourg (1921) [1](#)  
Philippe, prince des Asturies, héritier de Juan Carlos I<sup>er</sup> (1968) [1](#) [2](#)  
Pi y Margall Francisco (1824-1901) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
Picasso Pablo (1881-1973) [1](#) [2](#)  
Picavea Macías (1847-1899) [1](#)  
Pidal y Mon Alejandro (1846-1913) [1](#)  
Pie XI, pape (1857-1939) [1](#)  
Pie IX (1792-1878) [cardinal Giovanni Maria Mastai] [1](#) [2](#) [3](#)  
Piernas Hurtado José (1843-1911) [1](#)  
Pildaín Zapiain Antonio, Mgr (1890-1973) [1](#)  
Pilsudski Józef, maréchal (1867-1935) [1](#)  
Pinochet Augusto, général (1915-2006) [1](#)  
Pita da Veiga Gabriel, amiral (1909-1993) [1](#)  
Pla Josep (1897-1981) [1](#)  
Plá y Deniel Enrique, cardinal (1876-1968) [1](#) [2](#) [3](#)  
Polanco Jesús de (1929-2007) [1](#)  
Polavieja Camilo, général (1838-1914) [1](#)  
Polo Carmen, épouse de Franco (1900-1988) [1](#) [2](#) [3](#)  
Portillo José María [1](#) [2](#) [3](#)  
Posada Adolfo (1860-1944) [1](#)  
Powell Charles (1960) [1](#)  
Prada Juan Manuel de (1970) [1](#)  
Prada Rodríguez Julio [1](#)  
Prado y Colón de Carvajal Manuel (1931-2009) [1](#)  
Prados de la Escosura Leandro [1](#)  
Prat de la Riba Enrique (1870-1917) [1](#)  
Prego Victoria (1948) [1](#)  
Prieto Indalecio (1883-1962) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#)  
Prim Juan, général (1814-1870) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)



Primo de Rivera José Antonio (1903-1936) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#)  
[18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#)

Primo de Rivera Miguel (1870-1930) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)  
[20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#)

Primo de Rivera Pilar (1907-1991) [1](#) [2](#)

Primo de Rivera y Urquijo Miguel (1934) [1](#)

Primo de Rivera Miguel (1870-1930) [1](#)

Puig Antich Salvador (1948-1974) [1](#)

Pujol Jordi (1930) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

Queipo de Llano Ruiz de Saravia José María, comte de Toreno (1786-1843) [1](#)  
[2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

Quesada Manuel [1](#)

Quevedo Pedro (1736-1818) [1](#) [2](#)

Quintana Ana Rosa (1956) [1](#)

Quiroga Palacios Fernando, cardinal (1900-1971) [1](#)

Rajoy Mariano (1955) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Ramírez Pedro J. (1952) [1](#)

Ramón Jiménez Juan (1881-1958) [1](#)

Ramos Oliveira Antonio (1907-1975) [1](#)

Rato Rodrigo (1949) [1](#) [2](#)

Reding Théodore (de), général (1755-1809) [1](#)

Redondo Nicolás (1927) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Reher David [1](#)

Reille Honoré, général (1775-1860) [1](#) [2](#)

Rémond René (1918-2007) [1](#)

Richelieu, cardinal de (1585-1642) [1](#)

Ridruejo Dionisio (1912-1975) [1](#) [2](#)

Riego Rafael del (1785-1823) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

Ringrose David [1](#) [2](#)

Ríos Fernando de los (1879-1949) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Ríos Urruti Ferdando de los (1879-1949) [1](#)

Riquer Borja de [1](#) [2](#)

Roca Miquel (1940) [1](#) [2](#)

Rockefeller Nelson (1908-1979) [1](#)

Rodríguez Alonso Manuel [1](#)

Rodríguez Bolaños Tomás (1944) [1](#)

Rodríguez Ibarra Juan Carlos (1948) [1](#)

Rodríguez Zapatero José Luis (1960) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#)  
[20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#) [26](#)

Royo Luis Ángel (1934-2011) [1](#)

Royo Vicente, général (1894-1966) [1](#) [2](#) [3](#)

Romanones, comte de (Álvaro de Figueroa y Torres) (1863-1950) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

Romerales Manuel, général (1875-1936) [1](#)

Romero Robledo Francisco (1839-1906) [1](#) [2](#) [3](#)

Roncalli général [1](#)

Ros de Olano Antonio, général (1808-1886) [1](#)  
Rouco Varela Antonio María, cardinal (1936) [1](#)  
Royer-Collard Pierre-Paul (1763-1845) [1](#)  
Rubio Jesús (1908-1976) [1](#)  
Rueda Hernanz Germán [1](#) [2](#) [3](#)  
Ruiz-Giménez Joaquín (1913-2009) [1](#) [2](#) [3](#)  
Ruiz Gallardón Alberto (1958) [1](#) [2](#) [3](#)  
Ruiz Gallardón José María (1927-1986) [1](#)  
Ruiz Zorrilla Manuel (1833-1895) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Saborit Andrés (1889-1980) [1](#)  
Saénz de Heredia José Luis (1911-1992) [1](#)  
Sagasta Praxedes Mateo (1825-1903) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)  
Saínz Carlos (1962) [1](#)  
Salamanca José de (1811-1883) [1](#) [2](#)  
Salas Jesús María, général et historien (1925) [1](#)  
Salazar Antonio de Oliveira (1889-1970) [1](#) [2](#) [3](#)  
Salisbury, lord, Robert Gascoyne-Cecil (1830-1903) [1](#) [2](#)  
Salmerón y Alonso Nicolás (1838-1908) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Samaranch José Antonio (1920-2010) [1](#)  
Samper Ricardo (1881-1938) [1](#)  
San Martín José de, général (1778-1850) [1](#)  
San Miguel Evaristo (1785-1862) [1](#) [2](#)  
Sánchez Albornoz Claudio (1893-1984) [1](#)  
Sánchez Asiaín José Ángel (1929) [1](#) [2](#)  
Sánchez Guerra José (1859-1935) [1](#)  
Sánchez Juan Bautista (1893-1957) [1](#)  
Sánchez Mazas Miguel (1925-1995) [1](#)  
Sánchez Vicario Arantxa (1971) [1](#)  
Sanjurjo José, général (1872-1936) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Santa Cruz Loidi Manuel Ignacio (1842-1926) [1](#)  
Santiago Fernando de, général (1910-1994) [1](#)  
Sanz del Río Julián (1814-1869) [1](#)  
Sarkozy Nicolas (1955) [1](#)  
Sarraud Albert (1872-1962) [1](#)  
Sartorius Isabel (1965) [1](#)  
Savary Anne Jean-Marie, général (1774-1833) [1](#)  
Saxe-Cobourg Ferdinand de (1861-1948) [1](#)  
Scheel Walter (1919) [1](#)  
Schepeler Berthold Andreas von [1](#)  
Schmitt Carl (1888-1985) [1](#)  
Schröder Gerhard (1944) [1](#)  
Seco Serrano Carlos (1923) [1](#) [2](#) [3](#)  
Segura Pedro, cardinal (1880-1957) [1](#) [2](#) [3](#)  
Semprún Jorge (1923-2011) [1](#) [2](#)

Senador Julio (1872-1962) [1](#)  
Serra Narcis (1943) [1](#)  
Serrano Carlos (1943-2001) [1](#)  
Serrano Francisco, général (1810-1885) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#)  
Serrano Suñer Ramón (1901-2003) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)  
Sidonia Medina, duc [1](#)  
Silva Emilio (1972) [1](#) [2](#)  
Silvela Francisco (1843-1905) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#)  
Silvestre Manuel Fernández, général (1871-1921) [1](#) [2](#) [3](#)  
Sochaga Carlos (1944) [1](#) [2](#)  
Solá Juan María [1](#)  
Solbes Pedro (1942) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Solé Tura Jordi (1930-2009) [1](#)  
Solis José (1915-1990) [1](#)  
Sophie de Grèce, reine, épouse de Juan Carlos I<sup>er</sup> (1938) [1](#)  
Soria Arturo (1844-1920) [1](#)  
Sorolla Joaquín (1863-1923) [1](#)  
Souham Joseph, général (1760-1837) [1](#)  
Soult Jean-de-Dieu, maréchal (1769-1851) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#)  
Staline Joseph (1878-1953) [1](#) [2](#)  
Suárez Adolfo (1932) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#) [19](#) [20](#) [21](#) [22](#) [23](#) [24](#) [25](#)  
[26](#) [27](#) [28](#) [29](#) [30](#) [31](#) [32](#) [33](#) [34](#) [35](#) [36](#) [37](#) [38](#) [39](#) [40](#) [41](#) [42](#) [43](#) [44](#) [45](#) [46](#) [47](#) [48](#) [49](#) [50](#) [51](#) [52](#) [53](#)  
Suárez Fernández Luis (1924) [1](#)  
Suchet Louis, maréchal (1770-1826) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Sucre Antonio José de, général (1795-1830) [1](#)  
Suquía Ángel, cardinal (1916-2006) [1](#)  
Talleyrand Charles Maurice de (1754-1838) [1](#)  
Tamames Ramón (1933) [1](#)  
Tarradellas Josep (1899-1988) [1](#) [2](#)  
Tejero Antonio, lieutenant-colonel (1932) [1](#) [2](#)  
Tena Luca de [1](#)  
Thiers Adolphe (1797-1877) [1](#)  
Tierno Galván Enrique (1918-1986) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)  
Tómas y Valiente Francisco (1932-1996) [1](#) [2](#)  
Topete Juan Bautista, amiral (1821-1885) [1](#) [2](#)  
Torre Juan de, maire de Montoro [1](#)  
Torrejón Luis Díaz [1](#)  
Torres Maruja (1943) [1](#)  
Torrijos José María (1791-1831) [1](#)  
Trueba Fernando (1955) [1](#)  
Truman Harry (1884-1972) [1](#)  
Tuñón de Lara Manuel (1915-1997) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)  
Tusell Javier (1945-2005) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)  
Ullastres Alberto (1914-2001) [1](#)

Unamuno Miguel de (1864-1936) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)  
Uruñuela Luis (1937) [1](#)  
Valera Fernando [1](#)  
Valéry Paul (1871-1945) [1](#) [2](#)  
Vara de Rey Joaquín, général (1840-1898) [1](#)  
Varela Ortega José (1944) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)  
Vargas Llosa Mario (1936) [1](#)  
Vázquez Montalbán Manuel (1939-2003) [1](#)  
Velayos Nicasio (1877-1951) [1](#)  
Vera Rafael (1945) [1](#)  
Verdú Vicente (1942) [1](#)  
Veuillot Louis (1813-1883) [1](#)  
Vicens Vives Jaume (1910-1950) [1](#) [2](#)  
Victoire-Eugénie de Battenberg, épouse d'Alphonse XIII (1887-1969) [1](#)  
Victor-Emmanuel II, roi du Piémont (1820-1878) [1](#) [2](#)  
Victor Claude, maréchal (1764-1841) [1](#) [2](#) [3](#)  
Victoria, reine d'Angleterre (1819-1901) [1](#)  
Vidal César (1958) [1](#) [2](#)  
Vidal i Barraquer Francesc (1868-1943) [1](#) [2](#)  
Vilar Pierre (1906-2003) [1](#)  
Villaescusa Emilio, général (1912-2002) [1](#)  
Villares Ramón (1951) [1](#) [2](#)  
Voltaire (1694-1778) [1](#) [2](#)  
Wellington, lord, général Arthur Wellesley (1769-1852) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#)  
Weyler Valeriano, général (1838-1930) [1](#) [2](#)  
Wilson Harold (1916-1995) [1](#) [2](#)  
Yagüe Juan, général (1891-1952) [1](#)  
Yagüe Pablo [1](#)  
Zola Émile (1840-1902) [1](#)  
Zumalacárregui Tomás (1788-1835) [1](#) [2](#)  
Zurbano Martín, général (1788-1845) [1](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur  
[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

PERRIN

Nous suivre sur

[image]